



**HAL**  
open science

# L'intégration régionale en quête de sens : impliquer les populations dans la Communauté Andine : réflexion à partir du cas de la communication institutionnelle du SGCAN

Chloé Paux Paux Samson

► **To cite this version:**

Chloé Paux Paux Samson. L'intégration régionale en quête de sens : impliquer les populations dans la Communauté Andine : réflexion à partir du cas de la communication institutionnelle du SGCAN. Sociologie. Université Rennes 2, 2016. Français. NNT : 2016REN20041 . tel-01449114

**HAL Id: tel-01449114**

**<https://theses.hal.science/tel-01449114>**

Submitted on 30 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE  
BRETAGNE  
LOIRE

**THESE / UNIVERSITE RENNES II**  
*sous le sceau de l'Université Bretagne Loire*  
pour obtenir le titre de  
**DOCTEUR DE L'UNIVERSITE RENNES II**  
*Mention : Etudes latino-américaines*

présentée par

**Chloé Paux Samson**

Préparée à l'Unité Mixte de recherche (n°6258)  
Centre de Recherches Historiques de l'Ouest  
Université Rennes II

L'intégration régionale en  
quête de sens : impliquer  
les populations dans la  
Communauté Andine.

Réflexion à partir du cas  
de la communication  
institutionnelle du SGCAN

**Thèse soutenue le 16 décembre 2016**

devant le jury composé de :

**Catherine FLAESCH MOUGIN**

Professeure des universités émérite, Université Rennes 1  
*Rapporteur*

**Olivier DABENE**

Professeur des universités, Science Po Paris  
*Rapporteur*

**Luc CAPDEVILA**

Professeur des universités Université, Rennes 2

**Gérard BORRAS**

Professeur des universités, Université Rennes 2  
*Directeur de thèse*



UNIVERSITÉ RENNES 2 – HAUTE BRETAGNE

CERHIO (Centre de Recherche Historique de l'Ouest)

UMR 6258

Ecole Doctorale - Humanités et Sciences de l'Homme

***Sous le sceau de l'Université Bretagne Loire***

**L'INTEGRATION REGIONALE EN QUETE DE SENS : IMPLIQUER LES  
POPULATIONS DANS LA COMMUNAUTE ANDINE.  
Réflexion à partir du cas de la communication institutionnelle du SGCAN**

Thèse de Doctorat

Discipline : Espagnol CNU 14  
Spécialité : Etudes latino-américaines

464p.

Présentée par Chloé PAUX – SAMSON

Directeur de thèse : Gérard BORRAS

Soutenue le 16 décembre 2016

Jury :

Mme Catherine FLAESCH MOUGIN, Professeure des universités émérite,  
Université Rennes 1 (*Rapporteur*)

M Olivier DABENE, Professeur des universités,  
Science Po Paris (*Rapporteur*)

M. Luc CAPDEVILA, Professeur des universités,  
Université Rennes 2

M. Gérard BORRAS, Professeur des universités,  
Université Rennes 2 (*Directeur de thèse*)

# REMERCIEMENTS

S'il est traditionnel dans un travail de thèse de remercier un certain nombre de personnes plus ou moins impliquées dans la poursuite et la réussite de la recherche, ce n'est pas par simple convention que je souhaite remercier l'ensemble des rouages de cette mécanique. Sans l'aide, le soutien, la collaboration ou la simple présence de ces personnes, ce travail n'aurait pas abouti.

Je souhaite tout d'abord remercier mon mari, Guillaume. Merci de m'avoir suivi jusqu'au bout du monde, merci pour ton soutien, ta compréhension et l'oxygène que tu as su m'apporter durant ces cinq années. Une grande partie de ce travail tient à la force que tu me donnes au quotidien. Le soutien de mes proches a sans aucun doute été la clé de voute de mon univers de thésarde. Merci en particulier à mes trois parents de m'avoir toujours soutenue et encouragée dans la voie que je souhaitais suivre. Merci Maman d'avoir été là à la première heure de mon installation au Pérou et pour tes précieuses relectures. Merci Papa, merci Jojo d'avoir accompagné Pacha et Delilah jusque Lima et d'avoir facilité notre retour en France. Merci à vous trois et à François pour les navettes aéroport, l'intendance et les coups de fils interminables. Merci Jules d'être venu jusqu'au Pérou pour voir ta sœur et Mimille, au-delà du grand cadeau que tu m'as fait le 5 mars, merci pour la complicité que nous aurons toujours. Amis de Nantes, de Rennes ou d'ailleurs, merci aussi à vous de ne pas avoir posé trop de questions et d'être toujours là !

Sans qu'il n'y ait réellement de hiérarchie dans mes remerciements, je souhaite remercier tous ceux qui m'ont directement aidé dans la conduite de mes recherches. Tout d'abord, c'est évident, merci à mon directeur de recherche, Gérard Borrás. Sans vous il n'y aurait pas eu de thèse. Merci d'avoir cru en mon sujet et de m'avoir guidée jusqu'à Lima et dans lima ! Merci à l'IdA sans lequel il n'y aurait pas non plus eu de thèse, ni trois années passionnantes au Pérou. Merci en particulier à Morgane Richard qui m'a accompagné au quotidien et a essayé de ménager mes recherches vis-à-vis de mon travail de coordinatrice pour l'IdA. Je souhaite aussi remercier l'ensemble de l'équipe de l'école doctorale SHS et du CERHIO pour leur soutien. Merci Annie Antoine d'avoir toujours appuyé mon

inscription. Merci Joëlle Bisson pour votre soutien dans les démarches administratives parfois compliquées à distance. Merci aux membres de l'IFEA de m'avoir accueilli et d'avoir avec mes amis à Lima reconstitué un biotope familial au Pérou. Un grand merci également au personnel du SGCAN qui a facilité mes démarches de recherche et accepté des entretiens. Merci en particulier à Karla Páez pour son aide précieuse, à Stéphanie Ledesma d'avoir été mon correspondant privilégié au sein du SGCAN et à Maria Luisa Thornberry et à ses collègues de l'Andinothèque pour m'avoir assisté dans mes recherches et m'avoir fourni les pièces difficiles à trouver. Merci à toutes les institutions et à leur personnel qui m'ont accueilli et renseigné dans mon processus de recherche. Merci aux différents chercheurs ou professionnels qui ont répondu présent. Merci à Elohim Monard pour ses indications par correspondance et à Blanca Rosales pour m'avoir reçu en dépit de son agenda serré dans ses fonctions de chargée de communication du gouvernement Humala. Je souhaite enfin remercier tous ces auteur(e)s dont les travaux et réflexions ont nourri sans qu'ils s'en doutent mon quotidien.

Merci à l'inconnu d'Ayacucho, de Puno, de Puerto Lopez ou de La Paz d'avoir partagé ces conversations sur le processus andin, l'andinité et la latino américanité. Tant de personnes ont volontairement ou non contribué à ces recherches que la liste ne saurait être exhaustive... je m'excuse par avance pour tous ceux que j'aurai oublié dans ces pages.

# TABLE DES MATIERES

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>1</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE 1 Intégration, Identité et communication... ..</b>	<b>20</b>
Chapitre 1.    L'intégration régionale et le contexte latino-américain .....	21
1.1.    Intégration régionale, de quoi parlons-nous ? .....	21
<i>Ambiguïtés langagières et conceptuelles d'un phénomène aux contours flous....</i>	<i>21</i>
<i>Un phénomène de la mondialisation ? .....</i>	<i>26</i>
<i>Une naissance européenne ? Des origines théoriques à la vision pragmatique du fonctionnalisme.....</i>	<i>32</i>
<i>Evolutions théoriques, une perspective eurocentrée .....</i>	<i>35</i>
1.2.    Trajectoires latino-américaines d'intégration régionale .....	38
<i>Latino américanismes et panaméricanismes aux XIXe et XXe siècles.....</i>	<i>39</i>
<i>Du nouveau et de l'ancien régionalisme .....</i>	<i>42</i>
<i>Le tournant des années 2000 : Négociations de la ZLEA et rejet de l'intégration néo-libérale .....</i>	<i>48</i>
<i>De l'intégration « post-libérale » en Amérique latine : l'aube d'un nouveau régionalisme.....</i>	<i>52</i>
Chapitre 2.    40 ans d'intégration régionale dans les Andes .....	57
2.1.    Du Pacte Andin à la Communauté Andine .....	57
<i>Genèse d'un accord ambitieux au service du développement régional.....</i>	<i>58</i>
<i>Construction institutionnelle et changement de paradigme .....</i>	<i>62</i>
<i>Vers une réingénierie institutionnelle .....</i>	<i>66</i>
<i>De l'approfondissement de l'intégration andine à l'élargissement de l'agenda régional .....</i>	<i>73</i>
2.2.    Vers une intégration intégrale.....	79
<i>La marche vers une prise en compte intégrale du développement social.....</i>	<i>79</i>

	<i>Un engagement pour la culture</i> .....	84
	<i>De l'implication des acteurs économiques à la société civile</i> .....	86
	<i>Le projet SOCICAN</i> .....	91
Chapitre 3.	Repenser l'intégration régionale par le bas .....	98
3.1.	La région nouvelle unité de référence dans la mondialisation ?.....	98
	<i>La mondialisation à l'assaut des Etats nations</i> .....	99
	<i>Participation des populations dans les processus régionaux</i> .....	103
	<i>Du déficit démocratique au déficit de légitimité : le génie invisible</i> .....	107
	<i>De l'agir en commun à l'être en commun. Pour un Espace public régional.</i> .....	112
3.2.	Valorisation d'un sentiment d'appartenance macro-régional .....	117
	<i>Du pouvoir de légitimation des identités collectives</i> .....	117
	<i>Réflexions sur l'appartenance post-nationale</i> .....	121
	<i>De l'agir communicationnel à l'agir stratégique : « Penser la communication »</i> 126	
	<i>La communication un outil de construction de sens pour l'intégration</i> .....	130
<b>PARTIE 2 Légitimer et impliquer : la communication institutionnelle andine.</b> ....		<b>137</b>
Chapitre 4.	Origines et fondements de la communication andine.....	138
4.1.	Aux origines de la prise en compte de la communication pour l'intégration	138
	<i>De la prise en compte de la communication en Amérique latine</i> .....	138
	<i>L'expérience du Pacte Andin genèse de la communication andine et expériences</i> <i>télévisées d'avant-garde</i> .....	141
	<i>Réingénierie et communication : le SGCAN, bras armé de la communication</i> <i>andine</i> .....	147
	<i>L'Age d'or de la communication andine</i> .....	151
4.2.	Motivations et objectifs de la communication andine.....	156
	<i>2002 : Un plan de travail pour la diffusion de l'intégration andine entre</i> <i>communication corporate et diffusionnisme</i> .....	156
	<i>2010 : stratégie andine de communication</i> .....	162
	<i>Orientation progressive vers les populations</i> .....	167

<i>Au-delà de la notoriété : objectifs affectifs et conatifs de la communication andine</i> .....	171
Chapitre 5.    Evolutions et caractéristiques de la communication andine.....	176
5.1.    Eventail communicationnel andin .....	176
<i>Du papier.....</i>	176
<i>.... et de la toile.....</i>	182
<i>Communication évènementielle .....</i>	188
<i>Réseaux sociaux et communication 2.0 .....</i>	192
5.2.    Du contenu de la communication andine.....	197
<i>Composantes historiques du discours de l'intégration .....</i>	197
<i>Redéfinition plurielle de l'identité andine .....</i>	206
<i>Construire le citoyen andin : Des droits sur un territoire élargi.....</i>	212
<i>Vivir Bien : des valeurs pour la citoyenneté andine .....</i>	218
Chapitre 6.    De la portée de la communication andine.....	223
6.1.    L'intégration et les populations .....	223
<i>Connaissance du processus : un état des lieux inquiétant.....</i>	223
<i>L'absence des populations .....</i>	229
<i>Des évolutions encourageantes sur le web.....</i>	235
<i>A la rencontre des citoyens .....</i>	243
6.2.    Une communication peu convaincante ?.....	247
<i>Dépendance vis-à-vis des subventions externes .....</i>	247
<i>Un service de communication fragile.....</i>	255
<i>Du mauvais maniement de l'identité Institutionnelle : le problème de</i> <i>l'identification du processus.....</i>	259
<i>Incohérence du message.....</i>	264
<b>PARTIE 3 L'intégration ou la désintégration ? .....</b>	<b>268</b>
Chapitre 7.    Les médias et l'intégration andine.....	269
7.1.    L'importance des médias.....	269



<i>Contexte médiatique dans la région andine</i> .....	269
<i>L'influence des médias sur l'opinion publique</i> .....	274
<i>Du rapprochement entre médias et intégration régionale</i> .....	279
<i>Pour un espace médiatique régional</i> .....	284
7.2. Le fait régional et les médias.....	289
<i>De la couverture médiatique de l'intégration régionale : quelle visibilité de la</i> <i>Communauté Andine ?</i> .....	289
<i>Tendances nationales et difficile développement d'un agenda médiatique régional</i> .....	294
<i>Une information de second plan : du règne des évènements</i> .....	298
<i>Une information complexe</i> .....	303
Chapitre 8.    Echecs et défis du processus andin .....	307
8.1. Instabilité du processus régional .....	307
<i>De la difficulté de construire une union commerciale</i> .....	307
<i>De l'instabilité des institutions et règles communautaires</i> .....	310
<i>Retraits et discours de la désintégration</i> .....	315
<i>De la Grande Colombie aux grandes tensions : du poids des différends</i> <i>géopolitiques entre Etats andins</i> .....	319
8.2. Enjeux nationaux et internationaux: du difficile positionnement de l'intégration andine.....	325
<i>De l'intégration à la coopération : le paradoxe régional</i> .....	325
<i>Le comportement des États : théories des relations internationales</i> .....	328
<i>L'intégration un outil économique et politique pour prendre le train de la</i> <i>mondialisation.</i> .....	331
<i>Entre polygamie régionale et influences extérieures</i> .....	335
Chapitre 9.    Une crise identitaire ? .....	341
9.1. De la dialectique identité/ altérité dans la région .....	341
<i>Etre et désir d'être latino-américain</i> .....	341
<i>Ressources de l'andinité</i> .....	345

<i>Des nations dans les Andes</i> .....	349
<i>L'altérité externe unificatrice</i> .....	354
9.2. L'utopie régionale ?.....	357
<i>L'intégration ou le "mythe de Sisyphe</i> .....	357
<i>Ambivalence et malédiction rhétorique</i> .....	360
<i>Nouvel objet politique</i> .....	364
<i>Renouer avec l'utopie</i> .....	368
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>372</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>377</b>
<i>ARTICLES ET NOTES DE PRESSE</i> .....	408
<i>TRAITES ET DECLARATIONS</i> .....	410
<i>VIDEOS</i> .....	411
<i>SITES WEB</i> .....	412
<b>TABLE DES ACRONYMES</b> .....	<b>412</b>
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	<b>413</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>415</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>418</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>420</b>
ANNEXE 1 : Liste des publications du SGCAN .....	420
ANNEXE 2 : Evolution des couvertures de publications andines .....	425
ANNEXE 3 : Matriz Síntesis de la Imagen-Objetivo Social de la Comunidad Andina” Francisco Pareja Cucalon, Revista integración n°8, 2011 p 64-65.....	435
ANNEXE 4 : Réseaux éducatifs andins.....	436
ANNEXE 5 : Etude des plans de travail du SGCAN.....	437
ANNEXE 6 : Travail sur les documents de travail et informatifs .....	441
ANNEXE 7 : Plan de travail de la décision 527 .....	444

ANNEXE 8 : Table synthétique de la stratégie de communication 2010 (SGDI945) .....	445
ANNEXE 9 : analyse textométrique des documents stratégiques SGpro79 et SGdi945 .....	448
ANNEXE 10 : Activités évènementielles organisées ou co-organisées par la CAN (DI940) .....	448
ANNEXE 11 : Tableau comparatif de présence sur les réseaux sociaux CAN, UE, Mercosur .....	450
ANNEXE 12 : méthode de l' étude de Google News.....	451
ANNEXE 13 : Etude des Vidéos publiées par le SGCAN .....	452
ANNEXE 14 : Document interne de présentation des résultats de la campagne de promotion des droits des citoyens andins.....	454

## INTRODUCTION

L'histoire de cette thèse est d'abord celle du hasard. Le hasard des rencontres universitaires qui mènent à s'engager sur la voie de la recherche avec pour seule conviction, l'évidence du choix du sujet. C'est ainsi à la fois progressivement et naturellement qu'est née cette sensibilité personnelle pour l'intégration régionale au cours de mon cursus universitaire. En licence de Langues Etrangères Appliquées à Bordeaux, ma première rencontre avec l'intégration régionale a vraiment lieu dans un cours de civilisation latino-américaine. Ce n'est qu'alors, face à la profonde histoire et à la multiplicité des efforts régionaux en Amérique Latine, que je réalisais, encore intuitivement, la portée politique, sociale et culturelle de ces processus de rapprochement régional. Ayant développé un intérêt particulier pour les dynamiques du continent américain et les approches pluridisciplinaires, je choisisais alors de poursuivre un master des Amériques - Politiques Espaces et Sociétés - à Rennes où je découvrais une autre thématique qui deviendrai centrale pour moi : les constructions identitaires et les rapports dialogiques qu'elles entretiennent avec l'altérité. Il s'agissait de la seconde pièce maîtresse d'un puzzle que je n'avais encore pas décidé de résoudre mais qui soudain me paraissait incontournable. Mon travail de mémoire, devait ainsi mettre en parallèle l'identité et l'intégration régionale.

La logique de notre époque mondialisée a en effet voulu que les Etats s'associent au sein d'ensembles régionaux afin de pallier à leur perte de puissance face à la montée de nouveaux acteurs, économiques notamment. L'intégration régionale s'est ainsi construite, au moins dans un premier temps, de façon économique et commerciale, loin des populations. Le régionalisme dépasse aujourd'hui ce pragmatisme initial : il représente un nouvel avatar de la gouvernance et ne peut alors se passer du soutien des populations. Il s'agit dès lors d'impliquer les populations dans les processus régionaux : de promouvoir une intégration non plus uniquement « par le haut » mais également « par le bas ». Mes recherches de mémoire allaient ainsi mettre en évidence l'importance de la construction d'un sentiment d'appartenance à même de légitimer l'intégration régionale aux yeux des populations et ainsi de s'assurer de leur soutien. A la fois nouveau et évident, inexploré et d'une forte actualité, le sujet qui animerait ma recherche doctorale naissait. C'est ici que le hasard est encore un acteur central. Le hasard de choisir un directeur de

mémoire qui parvient à me guider exactement dans la direction que je cherchais. Le hasard d'être inscrite dans l'université où se déroulerai cette année-là le colloque international de l'Institut des Amériques avec pour sujet « repenser les intégrations régionales au prisme de la personne » et la chance de participer à son organisation. Le hasard de l'ouverture d'un contrat doctoral de l'IdA pour coordonner un pôle à Lima, siège de la Communauté Andine, quand mes recherches de mémoire ont révélé un intérêt explicite de la CAN pour le développement d'une identité et d'une citoyenneté andine à travers, notamment, la mise en place d'une communication dirigée directement aux populations.

Le hasard voulait également que l'année de mon inscription en thèse, soit déclaré par la Communauté Andine (CAN) année andine de l'intégration sociale. La CAN posait alors quatre défis à relever : les défis de la politique, de l'égalité, de la participation et de l'identité. Ce dernier objectif témoignait de l'intérêt que suscitait la constitution d'un sentiment d'appartenance dans la CAN. Mon travail de mémoire avait en effet pointé du doigt l'ambition andine de construire un imaginaire commun reposant sur la définition d'une andinité ayant évolué avec le temps. Il était ainsi intéressant de questionner les modalités de la construction de sens mises en œuvre dans la Communauté Andine. Entamer ces recherches a donc été le fruit d'un étonnant concours de circonstances. Le choix du sujet était évident quoiqu'embryonnaire : la thèse porterait sur le processus andin d'intégration, l'identité et les populations. En cela mon inscription en thèse entendait prolonger le questionnement qui avait animé mon mémoire : dans quelle mesure l'intégration et l'identité peuvent interagir pour impliquer les populations dans les processus régionaux ? Cette interrogation avait révélé un vaste champ d'étude peu exploré.

L'étude du régionalisme naît dans l'Europe de l'après-guerre selon un modèle « fonctionnel » théorisé dès 1943 par David Mitrany<sup>1</sup> qui affirme la nécessité d'une intégration économique préalable afin de parvenir à une intégration politique garantissant une paix durable. Jusqu'aux années 1970, le monde de la recherche

---

<sup>1</sup> MITRANY, David, 1966. A Working Peace System. An argument for the functional development of international organization. Chicago : Quadrangle Books.

scientifique connaît un certain engouement pour l'étude de l'intégration et, au fonctionnalisme succèdent les corrections apportées par les diverses études dites « néo-fonctionnalistes » et s'ajoutent les critiques de la théorie réaliste des relations internationales et les apports de la théorie nationaliste de Karl Deutsch<sup>2</sup> qui considère l'intégration sous l'aspect d'une communauté volontaire où les populations participent d'une « communauté de sécurité ». Après un relatif désintérêt pour le régionalisme induit par les difficultés que connaissent les intégrations dans les années 1970, le thème est à nouveau à l'honneur lors de la relance des intégrations sous le sceau du libéralisme économique dans les années 1980-1990. Ainsi si ces quelques décennies d'étude ont fourni une abondante bibliographie sur les intégrations, ce sont avant tout les analyses économiques et juridiques qui dominent.

Ces dernières années, en particulier, l'étude de l'intégration régionale connaît pourtant un certain renouveau. L'essence politique des processus régionaux a mené différents auteurs, tels que Jean Marc Ferry<sup>3</sup>, ou Jürgen Habermas<sup>4</sup> à questionner le sens même du politique dans l'intégration régionale et en particulier en Europe, dans un débat nourri quant à la forme politique adaptée pour l'Union mais aussi quant aux modalités d'appartenance supranationales et post-nationales que son existence suppose. Les populations surgissent dans l'étude de l'intégration régionale dont la nature économique et technocratique est critiquée pour le décalage qu'elle a généré avec une Europe de la citoyenneté. La mise en perspective des concepts de citoyenneté, d'espace public et de société civile, apport aussi de nouveaux éclairages pour penser l'intégration régionale par le bas. Le travail de l'équipe Espace Public Européen du laboratoire CNRS « Communication et Politique » emmenée par Éric Dacheux<sup>5</sup>, constitue, du point de vue de la recherche française, un exemple important d'un renouveau de l'étude de l'intégration régionale à partir d'une approche ouverte à la pluridisciplinarité. Dans le contexte sud-américain, mon mémoire a relevé quelques travaux interrogeant les

---

<sup>2</sup> DEUTSCH, Karl, W., 1968. *Political Community and the North Atlantic Area. International Organization in the Light of Historical Experience*, Princeton (NJ), Princeton University Press.

<sup>3</sup> FERRY, Jean-Marc, 2000. *La question de l'Etat européen*. Paris : Gallimard. NRF essais ou encore FERRY, Jean-Marc, 2006. Du politique au-delà des nations. *Politique européenne*. 2006. N° 19, pp. 5-20.

<sup>4</sup> HABERMAS, Jürgen, 2000. *Après l'État-nation: une nouvelle constellation politique*. Fayard.

<sup>5</sup> DACHEUX, Éric, 2004. *L'Europe qui se construit: réflexions sur l'espace public européen*. 2. éd. Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Etienne. Collection Europe.

dimensions culturelles ou identitaires de l'intégration, à l'image de ceux de Gregorio Recondo sur le Mercosur<sup>6</sup>, Jorge Larrain sur le Chili<sup>7</sup> ou encore Rita Giacalone sur la CSN<sup>8</sup>. Concernant la constitution d'un imaginaire commun dans l'intégration régionale andine, la bibliographie dédiée est évidemment encore plus mince. Le thème est ainsi abordé de façon croisée dans différentes sources portant sur les politiques culturelles et éducatives, les modalités de participation de la société civile, ou la communication du processus régional. Ces sources sont surtout le produit des institutions communautaires elles-mêmes ou de travaux développés dans le cadre d'un programme avec les institutions régionales. En dehors de cela et de quelques références sporadiques, c'est donc face à un réel angle mort de la recherche que nous nous trouvions.

Ce champ d'étude questionné à partir de ma formation pluridisciplinaire se révélait très étendu. Différents axes de recherche utiles à l'étude des modalités de la construction de sens dans l'intégration andine étaient en effet envisageables. La communication institutionnelle (discours, symboles), les politiques culturelles (patrimoine, création artistique...), l'inclusion de la société civile et la prise en compte de l'éducation comme moyen privilégié de définition de l'identité collective étaient autant de ressources s'offrant à mon analyse de l'expérience andine. Il était dès lors nécessaire et souhaitable, de réduire l'horizon des possibles. Etant donné la profondeur du sujet, limiter le champ géographique de notre étude n'était pas suffisant. La première option consistait à limiter mon étude sur un temps suffisamment long pour mesurer l'évolution de la question mais aussi relativement ancien afin d'inscrire mes travaux dans une démarche historique. Toutefois, tandis que l'analyse des sources primaires pointait des difficultés dans l'accès aux documents antérieurs à 1997 voir leur inaccessibilité, notre présence sur le terrain a rapidement révélé l'importance d'analyser les dernières évolutions de la prise en compte des populations dans le processus, celui-ci ayant connu entre 2011 -année de l'inscription

---

<sup>6</sup> RECONDO, Gregorio, 2002. La identidad cultural en los procesos de integración. In : *1er Encuentro Internacional La Cultura como factor de desarrollo e integración Regional* [en ligne]. Buenos Aires : Museo de Arte Latinoamericano de Buenos Aires (MALBA). 20 mai 2002. Disponible à l'adresse : [http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/ponencias/foro\\_intal\\_2002\\_02\\_recondo2.pdf](http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/ponencias/foro_intal_2002_02_recondo2.pdf)

<sup>7</sup> LARRAIN, Jorge, 2005. Integración regional e identidad nacional ¿Chile, País modelo? *Revista del sur*. septembre 2005. N° 161, pp. 7-15.

<sup>8</sup> GIACALONE, Rita, 2007. Identidad e integración regional : el caso de la comunidad sudamericana de naciones (CSN). In : *IV simposio internacional sobre integración regional* [en ligne]. Barquisimeto : UCLA. 17 octobre 2007. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.ucla.edu.ve/dac/IVSimposioIntegracion/RGiacalone.pdf>

de la thèse - et 2014 - année où je quittais le Pérou-de profonds bouleversements. Finalement, limiter le champ historique de la recherche ne paraissait ni pertinent ni suffisant. L'intégration régionale comme la construction d'un imaginaire commun étant des processus, c'est leur évolution qu'il était intéressant d'étudier. A cet égard, un demi-siècle d'existence est une période historique suffisamment restreinte. C'est quant à l'objet d'étude lui-même qu'il convenait de poser des limites.

Champ inépuisable à lui seul, l'étude de la construction d'un imaginaire commun et de ses implications dans la mobilisation politique des populations devait, dans notre étude de cas, être envisagée de façon partielle. S'il est crucial de maintenir une vision holistique de l'objet d'étude, la thèse ne devait – ni ne pouvait – chercher à embrasser l'ensemble des modalités de construction d'une conscience d'appartenance macro-régionale, mais se centrerait sur l'analyse de la mobilisation d'un outil de la construction de sens : la communication. Il ne s'agit pas non plus de l'étude de la Communication, dans son sens large qui ne résoudrait en rien la question de l'étendue de notre sujet. J'entendais étudier l'expérience de communication institutionnelle menée par le processus régional - et en particulier par le Secrétariat Général de la CAN depuis 1997 – à la faveur du développement d'une conscience macro-régionale *eo ipso* de l'implication des populations dans le processus régional.

Parti de rencontres académiques fortuites et d'une sensibilité personnelle, mon sujet de recherche avait ainsi évolué vers une certaine ambivalence entre un champ d'étude étendu et la nécessaire précision d'une étude de cas autour de la communication institutionnelle du SGCAN. La thèse entendait ainsi relier l'expérience andine à une réflexion plus large sur la nature politique des processus régionaux en questionnant le sens d'une communauté imaginée macro-régionale. L'interrogation animant la recherche mais la dépassant considérablement est celle des modalités et opportunités d'implication et de mobilisation des populations dans le jeu régional. Compte tenu des ressources de la construction d'un imaginaire commun pour la mobilisation politique, il s'agit ainsi d'interroger le sens du discours valorisé dans l'intégration andine. Pourquoi et dans quelle mesure la CAN a-t-elle mis sa communication institutionnelle au service de la construction d'une conscience d'appartenance à la région andine ? Quelle est la nature du discours et ses présupposés ? Quels en sont les implications mais également les défis, les obstacles ? Finalement que nous apprend l'expérience de la CAN ? Au-delà de l'étude de



l'évolution de sa communication institutionnelle, il s'agit aussi d'étudier les tenants et aboutissants de la construction d'un sentiment d'appartenance macro-régional qui offrirait une légitimité aux intégrations régionales qui pâtissent aujourd'hui d'un désintérêt des populations.

Ainsi défini, à la fois la nature multidimensionnelle de mon sujet et ma formation universitaire impliquent le recours à diverses disciplines et concepts. Science Politique, Sociologie, Géographie, Histoire, Economie, Droit et Sciences de l'information et de la Communication... le cadre d'analyse de la thèse mobilise de nombreuses ressources dans une perspective pluridisciplinaire propre aux études dites civilisationnistes de la section 14. Cette inscription et formation représentent à la fois un défi et une opportunité. Un défi puisqu'il est mal aisé de se positionner en tant que chercheur de formation pluridisciplinaire, de mobiliser des ressources théoriques diverses en s'interrogeant sur notre légitimité pour le faire et de vouloir faire dialoguer des disciplines et concepts souvent éloignés. Pourtant ce qui fait les difficultés du travail pluridisciplinaire en fait aussi son grand intérêt. Les interrogations que soulevaient le sujet de la thèse ne pouvaient être domptées sans le concours de cette multitude d'optiques disciplinaires et d'une certaine façon l'absence d'un cadre thématique, méthodologique et théorique défini, qui complexe le chercheur polyvalent apparaît aussi comme une opportunité de construire sur mesure un cadre d'analyse pour l'objet d'étude de la recherche entreprise.

C'est ainsi que la thèse, mobilisant des concepts aussi polyvalents et denses que ceux de la légitimité politique et de la participation démocratique, des communautés politiques et des nationalismes comme formes particulières d'identités collectives, ainsi que de la citoyenneté et de l'espace public, s'est nourrie des ressources théoriques de diverses disciplines. Au-delà du champ des études de l'intégration régionale et plus largement des relations internationales, j'ai ainsi recouru aux travaux de la science politique afin d'inscrire les processus régionaux dans une réflexion étendue sur le sens du politique (A. Arendt<sup>9</sup>, Tassin<sup>10</sup>, Habermas<sup>11</sup>...). Cette perspective m'a aussi menée à mettre

---

<sup>9</sup> ARENDT, Hannah, 1988. *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket.

<sup>10</sup> TASSIN, Etienne, 1994. Identités nationales et citoyenneté politique. *Esprit*. janvier 1994

<sup>11</sup> HABERMAS, Jürgen, 2012. *Raison et légitimité*. Paris : Payot.

en parallèle les travaux, notamment historiques, sur les nationalismes (B. Anderson<sup>12</sup>, E. Gellner<sup>13</sup>, E. Hobsbawm<sup>14</sup>, A.M. Thiesse<sup>15</sup>...) et à questionner le post nationalisme ou trans nationalisme avec des auteurs tels que Jürgen Habermas (HABERMAS, 2000), Jean Marc Ferry<sup>16</sup>, Will Kymlicka<sup>17</sup> ou Alain Dieckhoff et Christophe Jaffrelot<sup>18</sup>... Pour comprendre les interrelations entre les questions identitaires et l'intégration régionale, dès mon mémoire je remontais aux études de la sociologie et de la psychologie sur la construction de l'identité - collective ou non -et de son rapport à l'autre (E. Balibar<sup>19</sup>, E. Glissant<sup>20</sup>, P. Ricoeur<sup>21</sup>...). C'est ainsi finalement le sens d'une identité multi-scalaire éclairée du concept géographique de l'identité territoriale (C. Debarbieux<sup>22</sup>, Guerin Pacé, Y. Guermont<sup>23</sup>...), d'auteurs comme Arjun Appadurai<sup>24</sup> ou Manuel Castells<sup>25</sup> et en particulier des travaux des sciences de l'information et de la communication (D. Wolton<sup>26</sup>, E. Dacheux

---

<sup>12</sup> ANDERSON, Benedict, 2002. *L'imaginaire national*. Paris : La découverte.

<sup>13</sup> GELLNER, Ernest, 1989. *Nations et nationalisme*. Paris : Payot. Bibliothèque historique Payot.

<sup>14</sup> HOBSBAWM, Éric, 1992. *Nations et nationalisme depuis 1780: programme, mythe, réalité*. Paris : Gallimard. Folio Histoire, 99

<sup>15</sup> THIESSE, Anne-Marie, 1999. *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*. Paris : Seuil.

<sup>16</sup> FERRY, Jean-Marc, 1997b. Quel patriotisme au delà des nationalismes? Reflexion sur les fondements motivationnels d'une citoyenneté européenne. In : BIRNBAUM, P, *Sociologie des nationalismes*. Paris : PUF.

<sup>17</sup> KYMLICKA, Will, 2004. Le mythe de la citoyenneté transnationale. *Critique internationale*. 2004. Vol. 23

<sup>18</sup> DIECKHOFF, Alain et JAFFRELOT, Christophe (éd.), 2006. *Repenser le nationalisme: théories et pratiques*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques. Mondes.

<sup>19</sup> BALIBAR, Etienne, 1994. Identité culturelle, identité nationale. *Quaderni*. 1994. Vol. 22, n° 1, pp. 53-65..

<sup>20</sup> CHAMOISEAU, Patrick et GLISSANT, Edouard, 2009. La créolisation et la persistance de l'esprit colonial. *Cahiers sens public*. 2009. N° 10, pp. 25-33

<sup>21</sup> RICOEUR, Paul, 1998. *Soi même comme un autre*. Paris : Points

<sup>22</sup> DEBARBIEUX, Bernard, 2006. Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie. *L'Espace géographique*. avril 2006. N° 35, pp. 340-354.

<sup>23</sup> GUERIN PACE, France et GUERMOND, Yves, 2006. Identité et rapport au territoire. *L'Espace géographique*. 2006. N° 35, pp. 289-290

<sup>24</sup> APPADURAI, Arjun, 1996. *Modernity at large : cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, Minn. : University of Minnesota Press.

<sup>25</sup> CASTELLS, Manuel, 1999. *Le pouvoir de l'identité*. Paris : Fayard.

<sup>26</sup> WOLTON, Dominique, 2005. La communication et l'Europe du multiculturalisme à la cohabitation culturelle. In : KASTORYANO, Riva, *Quelle identité pour l'Europe? : le multiculturalisme à l'épreuve*. Paris : Science Po Les Presses. pp. 83-100 ou encore WOLTON, Dominique, 2011. *Penser la communication*. Paris : Flammarion. Champs Essais, 781.

(DACHEUX, 2004), N. Garcia Canclini<sup>27</sup>, S. Hall,<sup>28</sup> J.M Barbero<sup>29</sup>...) qui fondait ma réflexion sur l'appartenance macro-régionale. C'est bien à partir de ces différentes approches et nombreux travaux, sans oublier tous ceux que j'aurais omis de nommer ou que malgré l'optique de ma recherche, je n'aurais pas rencontré, que peut être apprivoisé le sujet que je me proposais d'étudier.

Par nature et sensibilité personnelle, mon travail de recherche s'inscrit ainsi dans le paradigme de la complexité exposé en particulier par Edgar Morin<sup>30</sup>. Il entend faire dialoguer les différentes disciplines nécessaires à la compréhension de mon objet d'étude et prendre en compte à la fois le tout et la partie dans une dualité entre la recherche théorique et l'étude de cas. Dans une démarche compréhensive, se sont en particulier la nature des sources disponibles et ma présence sur le terrain durant trois ans qui ont orienté les méthodes du présent travail de recherche. C'est à partir de l'étude du cas de la communication institutionnelle andine que je commençais le travail de recherche. Partant d'une certaine *époque* naturelle issue de ma formation pluridisciplinaire, j'ai ainsi mené une étude phénoménologique de la communication institutionnelle du processus andin en faveur des populations.

Centré sur cette étude de cas, mon sujet disposait d'une solide base documentaire dans les différents documents et diverses publications du SGCAN, disponibles le plus souvent dans l'espace documentation du site internet de l'institution ou à défaut auprès des services de l'Andinothèque. J'ai ainsi mené un travail préalable de recensement systématique de ces sources primaires. L'étude de leur répartition thématique a permis de déceler des tendances concrètes dans les orientations du processus et de recenser les principales sources primaires intéressant directement notre étude. Ces sources primaires ont ainsi fait l'objet d'une analyse plus approfondie. D'une part, ces documents sont en particulier les stratégies de communication développées par le SGCAN et les différents

---

<sup>27</sup> GARCIA CANCLINI, Nestór, 2000. La globalización: ¿productora de culturas híbridadas? In : *Actas del III congreso latinoamericano IASPM-LA* [en ligne]. Bogota : IASPM. 2000. Disponible à l'adresse : <http://www.uc.cl/historia/iaspm/pdf/Garciacanclini.pdf>

<sup>28</sup> HALL, Stuart, 2009. Une perspective européenne sur l'hybridation : éléments de réflexion. In : *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*. Paris : CNRS éditions.

<sup>29</sup> MARTIN-BARBERO, Jesus, 2002. Politique, télévision et nouveaux modes de représentation en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique Latine*. 2002. N° 43, pp. 3-22.

<sup>30</sup> MORIN, Edgar, 1992. *Science avec conscience*, Paris : Fayard,.

plans de travail recensés sur la période. L'analyse texto-métrique de ces plans de travaux et stratégies a ainsi constitué une source privilégiée d'identification des considérations stratégiques du processus andin. De fait, ces documents édités de façon régulière permettent une analyse fiable de l'évolution de la prise en compte de la communication d'une part et de la participation des populations d'autre part. L'analyse approfondie des documents stratégiques à disposition révèle quant à elle en profondeur les objectifs et moyens du processus communicationnel développé. Par ailleurs, l'étude de l'évolution des thèmes mais aussi des cibles des publications éditées par le SGCAN ainsi que des autres supports de communication engagés a permis de confirmer les ambitions stratégiques dans les moyens effectivement employés et a donné un net éclairage du contenu symbolique de la communication développée en confrontant les symboles et référents mobilisés aux documents stratégiques. Ce travail à la fois quantitatif et qualitatif, a permis de vérifier l'hypothèse préalable à laquelle avait pointé mon travail de mémoire : l'utilisation de la communication au service de la construction d'un imaginaire commun, d'une identité et d'une citoyenneté andine.

L'étude des documents et publications a permis de relever un certain nombre de sources primaires abordant explicitement notre objet d'étude. Si certains éléments contextuels et conceptuels sont à remarquer dans les documents stratégiques, diverses publications abordent les questions animant la recherche. Au-delà des supports édités dans le cadre du projet SOCICAN pour la société civile développé en partenariat avec l'Union Européenne, notons en particulier la réalisation d'un livre sur la communication et l'intégration en 2006 et un numéro de la « revue de l'intégration » consacré à un diagnostic de l'enseignement de l'intégration dans la région. Par ailleurs, du côté des sources secondaires, le numéro spécial de la revue *Dialogos* et les travaux de la FELAFACS (fédération des facultés latino-américaines de Communication) dans le cadre du projet SOCICAN ainsi que les actes édités par le CIESPAL en 1985 du symposium sur la communication et l'intégration andine constituent de rares exemples de travaux abordant frontalement la question de la communication et de l'intégration andine et nous ont permis de nourrir notre analyse de cas. La difficulté majeure que la thèse a affrontée du point de vue méthodologique a été de dresser le bilan de cette communication. Comment mesurer l'impact de la communication sur la conscience régionale des populations ? Il existait peu d'outils de mesure de l'opinion régionale et la recherche disposait de trop peu

de moyens et de temps pour mener une étude à grande échelle. La thèse a ainsi dû conjuguer les analyses disponibles (latinobaromètres, données fournies par la CAN), à la lecture des réactions sur les réseaux sociaux, au privilège de trois ans d'observation de terrain m'ayant permis d'acquérir un point de vue empathique avec, enfin, un travail d'entretiens non directifs auprès de fonctionnaires des institutions andines et d'entretiens informels avec différents anonymes de la région. En outre, afin de conforter les résultats de ces démarches qualitatives, je les ai confrontés à l'analyse des éléments budgétaires et au fonctionnement du SGCAN qui ont permis de déduire l'impact réel de ladite communication.

Outre l'étude de la communication de la CAN, il s'agit d'étudier un certain nombre d'éléments conceptuels et contextuels. La méthode a ici varié d'une part il a souvent fallu interroger et de dresser une analyse synthétique des travaux issus de la bibliographie tandis qu'en leur absence ou imprécision concernant l'objet d'étude j'ai mené des enquêtes dont la portée et la méthode se sont voulues modestes étant donné le travail considérable - et dépassant les ambitions de la thèse - qu'aurait représenté l'analyse systématique et exhaustive des phénomènes connexes. Ainsi dans le cadre de l'étude du rôle des médias nous avons en particulier réalisé une comparaison des archives de quatre grands quotidiens nationaux des pays andins afin d'y déceler le traitement comparé du fait régional et avons prolongé cette étude sur l'un d'entre eux afin de pouvoir extrapoler des données sur l'ensemble de la période étudiée et de les comparer avec la bibliographie. Ainsi envisagé, le présent travail de recherche s'articule autour de trois parties, elles même décomposées en trois chapitres :

Il s'agit tout d'abord dans une première partie de réaliser une mise en contexte conceptuel et historique afin de participer de la compréhension la plus exhaustive possible de notre objet d'étude. Il s'agit en particulier ici d'introduire le concept d'intégration régionale, ses ressources théoriques et trajectoires historiques en particulier dans le contexte latino-américain ; de présenter le processus andin et son évolution historique et de démontrer l'importance de l'implication des populations dans le processus régional en mettant en perspective les théories du politique et les ressources de l'identité et de la communication.

La partie centrale de la thèse est dédiée à l'étude du cas de la communication développée par le processus d'intégration andin en faveur de l'implication des populations. Il s'agit alors de présenter la prise en compte progressive de la communication en faveur des populations et ses objectifs stratégiques ; d'analyser les différents supports de communication développés et le contenu symbolique du discours mobilisé ; et enfin de dresser un bilan du processus communicationnel de la CAN quant à sa portée, à ses succès et à ses échecs.

Enfin, la dernière partie de la thèse entreprend de questionner les défis qui se posent à la consolidation de l'intégration andine en évaluant en particulier le rôle des médias et des Etats, acteurs essentiels orientant l'intégration et sa perception. Il s'agit enfin, à partir des ressources circonstanciées de l'identité et de l'altérité dans la région d'interroger et de repenser le phénomène régional.

Bien que centrale, l'étude de la communication du SGCAN n'occupe ainsi qu'un tiers du présent manuscrit. La thèse entend ici assumer son ambition de pensée complexe en faisant dialoguer les disciplines et théories afin de participer à l'élaboration d'une nouvelle réflexion sur les processus régionaux et en « [tenant] impossible de connaître les parties sans connaître le tout, non plus que de connaître le tout sans connaître les parties » (Pascal, *Pensées*<sup>31</sup>).

---

<sup>31</sup> PASCAL, Blaise, 2004. *Pensées*. Paris : Gallimard

# PARTIE 1

## Intégration, Identité et communication...

## Chapitre 1. L'intégration régionale et le contexte latino-américain

### 1.1. Intégration régionale, de quoi parlons-nous ?

De quoi parle-t-on lorsque l'on parle d'intégration régionale ? Voilà une question récurrente lorsque l'on s'adresse à un public non spécialiste. La terminologie n'est en effet pas claire, parle-t-on d'intégration ? De régions ? Deux termes déjà fortement marqués par des sens plus ou moins définis dans les imaginaires collectifs où ils évoquent l'échelle infra étatique que recouvre historiquement la région voire la dimension sociale à laquelle est associé le concept d'intégration. D'emblée les ambiguïtés langagières laissent entrevoir un champ d'étude qui peine à définir un concept multiforme.

#### *Ambiguïtés langagières et conceptuelles d'un phénomène aux contours flous*

Chacun des deux termes composant le concept d'intégration régionale recouvre une certaine ambiguïté. Le terme *intégration* est polysémique et sa signification varie ainsi selon le domaine dans lequel il est utilisé. Si dans le langage courant il définit « l'opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité, à un milieu », diverses disciplines l'utilisent aussi pour décrire des concepts plus ou moins techniques, précis ou abstraits<sup>32</sup>. Le phénomène que nous étudions est pour sa part réduit à son aspect économique, la seule définition courante qui en est donnée étant celle de l'intégration économique en tant que « procédé par lequel une ou plusieurs nations créent un espace économique commun »<sup>33</sup> Il s'agit d'une simplification récurrente, y compris dans une certaine mesure parmi les « spécialistes », qui contribue à obscurcir sa signification et à l'éloigner des populations. Nous reviendrons sur cette question par la suite, pour l'instant notons simplement qu'il y a une réelle distance entre l'acceptation commune du terme *intégration* et son utilisation dans la construction du concept que nous traitons.

---

<sup>32</sup> Voir l'entrée 'intégration' dans le Robert 2007. Par exemple en mathématique intégration qualifie les opérations de recherche d'une intégrale ou d'une primitive ; dans le domaine technologique, le regroupement d'un grand nombre de composants ; en économie on nomme ainsi le processus de concentration verticale des activités dans une entreprise...

<sup>33</sup>Ibid



Le mot régional est également source de confusions puisqu'il est, nous l'avons dit, historiquement associé au niveau infra-étatique. Si dans le langage courant c'est l'échelle infra nationale qui prévaut, les spécialistes comme Fredrik Söderhamn se sont attachés à différencier les microrégions (ou méso-régions) des macro-régions<sup>34</sup>, les premières constituant un échelon intermédiaire entre le local et le national tandis que les secondes s'insèrent entre le national et le global. Dans la littérature scientifique, le terme est utilisé dans sa définition stricto-sensu afin d'étudier un territoire dont les caractéristiques particulières en font une unité cohérente : région méditerranéenne, région parisienne, région polaire, région minière... La notion de région pose davantage problème aux universitaires quant à son caractère poreux<sup>35</sup> et non objectif. « Il n'existe pas de région naturelle (continentale ou subcontinentale) qui permettrait d'expliquer, au-delà des intentions des individus et des gouvernements, le phénomène du régionalisme dans les relations internationales » nous rappelle Karoline Postel-Vinay<sup>36</sup>. C'est toute la particularité du régionalisme qui en fait un multilatéralisme a priori limité à un espace contigu<sup>37</sup> construisant le sens d'une région par inclusions mais aussi par exclusions sur des bases historiques, politiques et/ou culturelles.

Ces diverses ambiguïtés langagières tendent à construire un champ d'étude où règnent confusions et scissions conceptuelles. Dès les origines du champ d'étude, Ernst Haas note une tendance à mélanger les concepts. Dans *The study of regional integration : reflections on the joy and anguish of pretheorizing*<sup>38</sup>, il déplore ainsi que soient interchangeables par ses contemporains les termes intégration régionale, coopération régionale, organisations régionales et régionalisme et en appelle alors à la clarification et à la délimitation du concept. Près d'un demi-siècle plus tard, il existe toujours une certaine

---

<sup>34</sup> SÖDERBAUM, Fredrik, 2005. Exploring the links between Micro-Regionalism and Macro-Regionalism. In : *Global Politics of Regionalism : Theory and Practice*. Londres : Pluto Press.

<sup>35</sup> Ou s'arrête l'Europe ? Qu'est-ce que la région andine ? Qu'on tente de la définir en termes politiques, culturels ou historiques, la porosité de la région mène à de profonds débats.

<sup>36</sup> POSTEL VINAY, Karoline, 2006. Le régionalisme dans les relations internationales. In : CHARILLON, F., *Les relations internationales*. Paris : La documentation française. Les notices de la documentation Française. P117

<sup>37</sup> La contiguïté territoriale directe ou autour d'une mer ou d'un océan semble ainsi souvent faire figure de règle pour identifier le régionalisme quand d'autres multilatéralismes tels que l'OPEP sont écartés.

<sup>38</sup> HAAS, Ernst, 1970. « The study of regional integration: reflections on the joy and anguish of pretheorizing ». *International Organization*. Automne 1970. Vol. 24, n°4, p.607. Il dresse dans cet article un bilan insatisfait des essais de pré-théorisation de l'intégration régionale, déplorant particulièrement la confusion des termes, l'absence de consensus sur le fait que l'intégration régionale définisse le processus ou son aboutissement, et le manque de théorie parvenant à dépasser les observations empiriques.

polyphonie à propos du phénomène. Intégration régionale, régionalisation et régionalisme ; voici les termes que nous trouvons presque de façon équivalente dans la littérature scientifique. Bien qu'ils fassent allusion à un même phénomène, ces termes recouvrent pour autant des différences que Karoline Postel Vinay entend poser. Ainsi le mot régionalisation traduirait un mouvement, un processus par lequel on entend désigner les dynamiques informelles transnationales tout en n'excluant pas une action étatique en la matière. Le terme d'intégration régionale sous-entendrait nécessairement l'implication des États dans une construction communautaire organisée et institutionnalisée : il s'agit donc là bien évidemment de la catégorie la plus facilement identifiable. Le mot régionalisme à l'instar de son suffixe tendrait plus à traduire un courant, une pensée et illustrerait davantage la volonté des acteurs de la régionalisation. (POSTEL VINAY, 2006)

Le phénomène acquiert ces ambiguïtés langagières du fait même de sa propre ambiguïté. S'il est dans certains cas facile de reconnaître un processus relevant de l'intégration régionale il n'est pas aisé de poser les limites à ce que le phénomène englobe. C'est ainsi à la difficulté de tracer une ligne entre les différents « faits de régionalisation » et « intentions de régionalisation »<sup>39</sup>, que l'on doit cette polyphonie. Marché commun, coopération technique, ensemble institutionnel communautaire, dynamique transfrontalière, association transnationale, alliance militaire, échange universitaire... Autant de formes, d'acteurs et de domaines intéressant ce phénomène de rapprochement régional. Cette nature polymorphe a mené à une grande diversité de travaux sur le phénomène et pour finir, par manque de dialogue entre les différentes disciplines et les spécialisations géographiques, à une fragmentation du champ d'étude. Au-delà des aspects disciplinaires et théoriques, cette fragmentation est également thématique, entre les différents domaines que peut recouvrir l'intégration régionale mais qui sont rarement reliés les uns aux autres dans les travaux universitaires. C'est ce que note Fredrik Söderhamn et Philippe de Lombaerde en introduction d'un ouvrage de 4 volumes reprenant les textes clés sur l'intégration régionale afin de dessiner une histoire

---

<sup>39</sup> COUSSY, Jean, 1996. Causes économiques et imaginaires économiques de la régionalisation. *Cultures & Conflits*. 1996. Vol. 21-22, pp. 347-372.

intellectuelle du régionalisme et pallier à « ces divisions [qui] sapent la future génération d'une connaissance accumulée et de développements théoriques et méthodologiques. »<sup>40</sup>

Il résulte naturellement de cet état que certaines tentatives de définition du phénomène sont soit partielles voire partiales<sup>41</sup>, et souvent inadaptées à d'autres angles d'approche quand elles leurs sont connues, soit risquant une trop grande généralité lorsqu'elles ont voulu faire un effort de synthèse et s'adapter aux diverses recherches menées ou à mener. En effet, il est heureux de noter que de nombreux spécialistes souhaitent construire des ponts entre les différentes approches. Karoline Postel-Vinay parle de « coordination volontaire entre plusieurs pays souverains dans des domaines divers, allant du commerce et de la finance à la sécurité, en passant par l'environnement et la santé » et reconnaît ainsi la diversité thématique du phénomène. Elle reste toutefois attachée au rôle central des États cédant volontairement leur souveraineté, une notion commune à Ernst Haas<sup>42</sup> ainsi qu'à beaucoup d'auteurs réalistes aux origines de l'étude de l'intégration régionale mais qui a été largement remise en question à partir du milieu des années 1980 avec l'étude du « nouveau régionalisme ». En effet différentes tendances mettent l'accent sur la multiplicité des acteurs, le caractère construit des régions<sup>43</sup> et s'intéressent aux dynamiques d'intégration régionale « par le bas » (Andres Serbin<sup>44</sup>, Jean Marc Ferry<sup>45</sup> et différents spécialistes de l'intégration régionale africaine). C'est donc aussi volontairement, pour s'éloigner d'une vision classique stato-centrée de l'intégration régionale ou en différencier les formes, que s'inter-changent les termes intégration

---

<sup>40</sup> LOMBAERDE, Philippe de et SÖDERBAUM, Fredrik (éd.), 2013. *Regionalism*. Los Angeles : SAGE. SAGE library of international relations. p XVII

<sup>41</sup> Certaines définitions témoignant notamment de l'ascendant des études économiques sur le champ d'étude résultent tout à la fois partielles et partiales -partielles puisqu'elles ne prennent pas en compte les autres domaines d'application du phénomène ou les sous-évaluent, partiales, puisque ce faisant elles manquent d'objectivité.

<sup>42</sup> "l'étude de l'intégration régionale consiste à expliquer comment et pourquoi des États cessent d'être pleinement souverains, comment et pourquoi ils fusionnent, se fondent ou se mélangent volontairement avec leurs voisins au point de perdre les attributs de la souveraineté tout en acquérant de nouvelles techniques pour résoudre les conflits entre eux" (HAAS, 1970 p.610).

<sup>43</sup> Olivier Dabène cite en particulier sur le site de l'OPALC les travaux de Fredrik Soderbaum quant à la multidimensionnalité et multiplicité des acteurs du néo régionalisme (*Söderbaum F., Shaw T. M. (éd.). Theories of new regionalism: a Palgrave reader. Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York : Palgrave Macmillan, 2003. p.1-2*) et de Bull et Boas ( "Multilateral development banks as regionalising actors: the Asian development bank and the Inter-american development bank", *New Political Economy*, Vol.8, N°2, juillet 2003) ou encore de Francesco Duina (The social construction of free trade. The European Union, NAFTA and Mercosur, Princeton University Press, 2006 concernant le caractère construit des régions. (DABENE, 2009a)

<sup>44</sup>SERBIN, Andres, 2000. Globalizacion regionalismo y sociedad civil. *Documentos CRIES*. 2000. N° 1.

<sup>45</sup>Sa bibliographie ainsi que de nombreux PDF de ses travaux sont disponibles sur le site : <http://users.skynet.be/jean.marc.ferry/>

régionale, régionalisme et régionalisation<sup>46 47</sup>. Ces termes font référence à différentes modalités d'un même phénomène, sans pour autant que celles-ci ne puissent être mélangées les unes aux autres au sein d'un seul et même processus.

Nous avons dans nos précédents travaux, retenu en particulier la définition qu'Olivier Dabène propose sur le site de l'OPALC :

« Processus historique de hausse du niveau d'interaction entre unités politiques (infranationales, nationales ou supranationales), provoquée par des acteurs partageant des idées, arrêtant des objectifs et trouvant des instruments pour les atteindre, et ce faisant contribuant de façon volontaire ou involontaire à construire une région. [S'ajoutent] trois corollaires à cette définition : 1) le processus peut impliquer une grande diversité d'acteurs (publics et privés), de registres (formels et informels) et niveaux d'interaction ("par le haut" et "par le bas") et d'agendas ; 2) il peut résulter d'une stratégie délibérée ou relever d'un effet émergent ; et 3) il peut susciter la création d'institutions. »<sup>48</sup>

Nous maintenons son intérêt puisqu'elle est à la fois suffisamment générale et suffisamment précise à notre sens pour englober et définir le champ d'étude qui nous préoccupe, et ajoutons que raisonner en termes de processus régional ou de construction régionale permet de dépasser, les conflits langagiers et la fragmentation du champ d'étude en rangeant dans une même boîte les différents domaines, les différents acteurs, les différentes modalités à travers lesquelles se construisent ces « régions ».

Ainsi défini, il convient de mieux comprendre le développement de ces processus. Quelles en sont les origines et quels liens entretiennent-ils en particulier avec le contexte de mondialisation actuel ?

---

<sup>46</sup> S. Santander différencie les formes d'intégration selon si « elles poursuivent un objectif strictement commercial (régionalisation) ou dépassent ce stade pour épouser des stratégies communes (régionalisme) » (Voir SANTANDER, Sebastian, 2008. *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles : IEE, Institut d'études européennes. Collection Études européennes. p.43)

<sup>47</sup> C'est aussi le cas dans la littérature anglophone comme l'explique François Bafoil quant au cas de l'Asie du sud-est et l'emploi différencié des termes régionalism et regionalization selon que l'on parle de construction « top-down » ou « bottom-up ». (BAFOIL, François, 2014. « Recomposition des territoires et intégration régionale : des développements économiques et sociaux en demi-teinte en Asie du Sud-Est », *Revue de la régulation* [En ligne], 15 | 1er semestre / Spring 2014 [consulté le 16 avril 2015]. Disponible à l'adresse : <http://regulation.revues.org/10651>)

<sup>48</sup> DABENE Olivier, 2009.. *Intégration Régionale - Définitions* [En ligne]. OPALC - Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes. 6 janvier 2009. Disponible à l'adresse : [http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=152&Itemid=181](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=152&Itemid=181)

## *Un phénomène de la mondialisation ?*

Lorsqu'il s'agit de retracer l'histoire du développement de l'intégration régionale, la littérature spécialisée la fait souvent commencer à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, dans une première « vague »<sup>49</sup> de régionalisme née en Europe et orientée à la construction de la paix. Une seconde vague, est ensuite identifiée après la fin de la guerre froide, au début des années 1990. Cette seconde étape, correspond à une prolifération d'accords régionaux, principalement sous le sceau de l'économie dans un contexte accéléré de mondialisation. Le régionalisme apparaît alors être un phénomène de la modernité, un corollaire de la mondialisation. Pourtant de nombreux spécialistes<sup>50</sup> ont trouvé dans l'histoire des antécédents au phénomène régional.

Les économies-mondes de Fernand Braudel, les grands empires d'Alexandre le Grand à Napoléon, la formation d'États fédéraux comme l'Allemagne ou les États-Unis, les penseurs de la paix perpétuelle ou du doux commerce, ou encore les visions de l'unité latino-américaine de Francisco Miranda à Bolivar et même les rêves autoritaires pan-européen et pan-asiatique d'Adolf Hitler et de Hideki Tojo... Tout antécédent paraissant relever de l'idée d'unification politique paraît ainsi avoir été avancé. Afin de poser des limites historiques et conceptuelles au champ d'étude de l'intégration régionale, Ernst Haas mettant l'accent sur le caractère volontariste de l'intégration régionale, précisait que celui-ci contrairement aux autres études sur l'unification politique, se limite aux efforts 'non coercitifs'<sup>51</sup> et qu'il convient donc de ne pas recourir aux agents historiques que représentent les conquérants, les élites colonisatrices, les États hégémoniques et de s'éloigner des explications trop simples ou trop contextualisées.<sup>52</sup> Ainsi et si l'intégration régionale n'est en rien pas un pure produit de la mondialisation caractérisant le XXe

---

<sup>49</sup> Cette division en deux vagues correspondant à la division entre régionalisme et nouveau régionalisme mais plusieurs auteurs nuancent et précisent cette approche comme Echinard et Guillhot 2007 qui proposent ainsi quatre vagues allant des origines profondes et lointaines du régionalisme à son expansion quantitative et qualitative à partir des années 1980.

<sup>50</sup> C'est ainsi le cas de Yann Echinard et Laëtitia Guillhot (ECHINARD et GUILHOT, 2007) de Jacques Ténier (TÉNIER, 2008) ou même de Ernst Haas (HAAS, 1970)

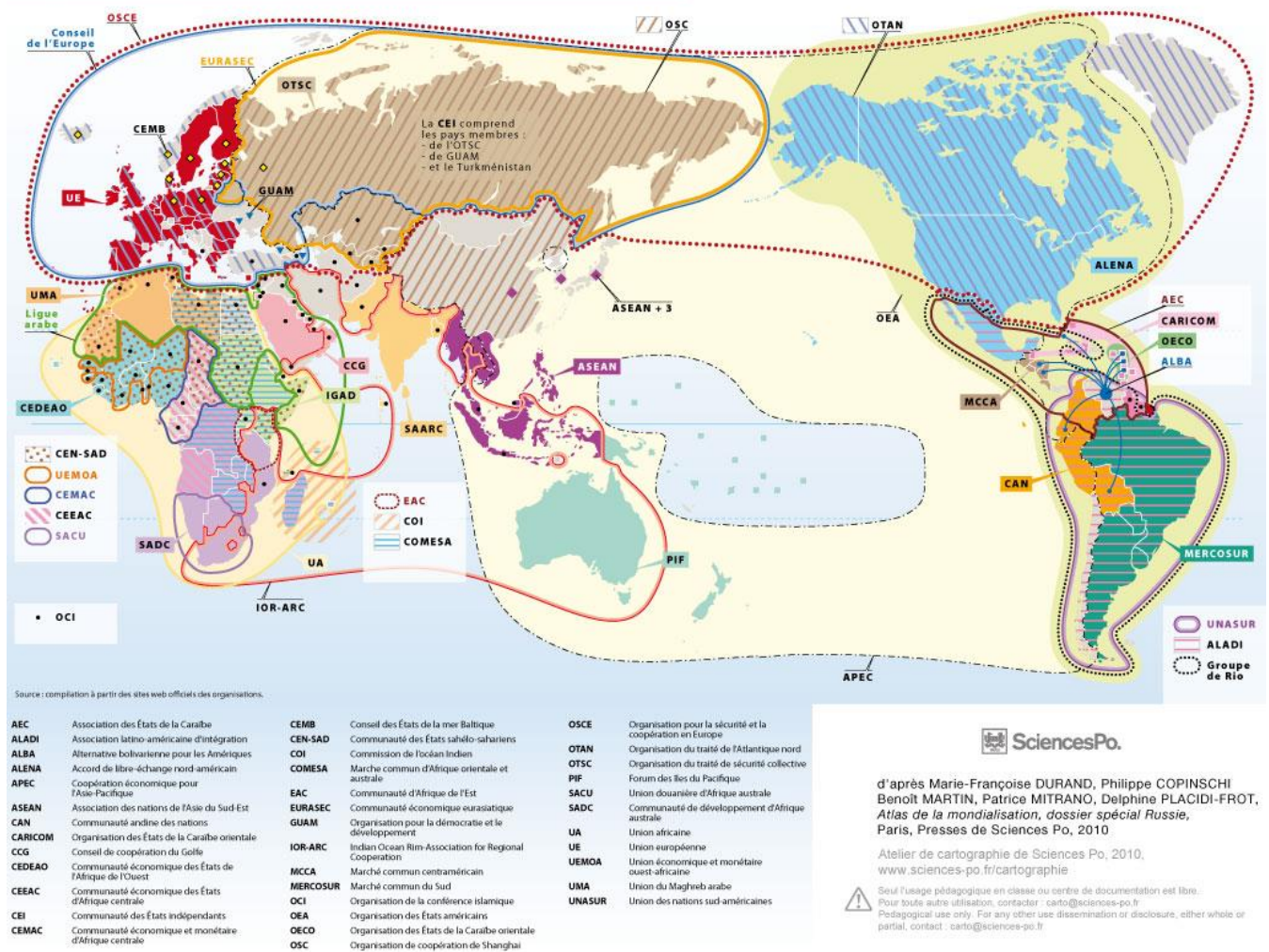
<sup>51</sup> Notons que les limites de la non coercition semblent plus ténues que le prévoyait Ernst Haas quand l'on prend en compte les jeux d'influence externes affectant le régionalisme tels que les étudie S Santander par exemple dans le cas de l'Amérique du Sud et de l'influence des Etats-Unis et de l'Europe

<sup>52</sup> (HAAS, 1970)

siècle, il est certain qu'avec l'accélération de celle-ci, se sont multipliés les processus régionaux à travers toute la planète. Un travail de recherche comme celui mené par l'équipe de cartographie de Science-Po nous permet de visualiser cette multiplication des processus régionaux.

**Figure 1 : Cartes des intégrations régionales dans le monde**

**Ensembles régionaux, septembre 2010**



Source : Atelier de cartographie de Sciences Po, 2010

Ainsi la carte « ensembles régionaux » parue en 2010<sup>53</sup> identifie 38 ensembles régionaux dont seules la Mongolie et la Corée du Nord paraissent exclues. Cette carte

<sup>53</sup> Une carte plus récente de 2012 intitulée « ensembles régionaux à vocation économique » est également disponible dans la cartothèque de Science Po, mais comme le stipule son titre, n'entend pas présenter l'ensemble des processus régionaux et ne prend par exemple pas en compte l'OCI, l'OSCE ou la ligue arabe.

illustre ainsi la mesure dans laquelle l'intégration régionale s'est développée dans toutes les régions du monde. Cette image d'un monde interconnecté n'est pas sans faire écho au contexte de mondialisation que nous vivons.

Si la mondialisation est un phénomène ancien dont l'histoire<sup>54</sup> est souvent retracée à partir des grandes découvertes des explorateurs<sup>55</sup>, de la révolution industrielle, ou parfois à partir de racines bien plus profondes<sup>56</sup>, sa conceptualisation est quant à elle récente. Ainsi si ses antécédents<sup>57</sup> ne doivent pas être oubliés, la naissance du terme de *globalization* est habituellement située en 1983, suite à l'article de Théodore Levitt portant sur la globalisation des marchés et la nécessaire adaptation des entreprises multinationales<sup>58</sup>. Le terme est dès lors repris et le concept approfondi par des auteurs comme Kenichi Ohmae<sup>59</sup> ou Robert Reich<sup>60</sup> puis entériné lors du Forum de Davos de 1993. Cette mondialisation « devenu[e] presque instantanément un mot clé du vocabulaire contemporain » (BENICHI, 2008) est essentiellement une globalisation financière<sup>61</sup> avec la création d'un marché planétaire des capitaux et l'explosion des fonds spéculatifs, guidée par le libéralisme et rendue possible par une contraction sans précédent de l'espace-temps dans un contexte hyper-connecté tissé par les flux et les réseaux.

---

<sup>54</sup> Pour une histoire documentée et analysée de la mondialisation voir le livre de Régis Benichi : BÉNICHI, Régis, 2008. *Histoire de la mondialisation*. 3. éd. Paris : Vuibert.

<sup>55</sup> Fernand Braudel situe le commencement de la mondialisation au XVe siècle, aux grandes découvertes et notamment à celle des Amériques. (BRAUDEL Fernand, 2000. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe-XVIIIe siècle : Tome 3 : le temps du monde*. Paris : Livre de Poche.)

<sup>56</sup> Polybe au IIe siècle avant Jésus-Christ notait déjà une plus intense mise en contact du monde : « Avant, les événements qui se déroulaient dans le monde n'étaient pas liés entre eux. Depuis, ils sont tous dépendants les uns des autres. » (cité dans BRUNEL S, 2007. « Qu'est ce que la mondialisation ? ». *Sciences Humaines*. mars 2007. Vol. 180.) On parle ainsi de mondialisation archaïque pour désigner les rapprochements opérés avant notre ère comme les liens commerciaux tissés entre les sumers et la civilisation de occupant la vallée de l'Indus au 3e millénaire avant JC et identifiés par Andre Gunder Frank comme racine profonde de la mondialisation (FRANK, Andre Gunder, 1998. *ReOrient: global economy in the Asian Age*. Berkeley : University of California Press.)

<sup>57</sup> En 1916, Paul Otlet utilise déjà le mot mondialisation dans le contexte d'après-guerre. En 1933 Arnold Van Gennep affirme « nous vivons en plein dans ce que je nommerai la *Mondialisation de l'Humanité* » (Arnold van Gennep, 1933, *Mercure de France*, Vol. 245, p. 181) En 1968, Mashall McLuhan dans son ouvrage « *Warand Peace in the Global Village* » prédit le rôle des technologies de communication dans l'accélération de la mondialisation, dans la création d'un Village Global.

<sup>58</sup> LEVITT T. « The Globalization of Markets ». *Harvard Business Review*. 1983. Vol. 61, n°3, p. 92-102.

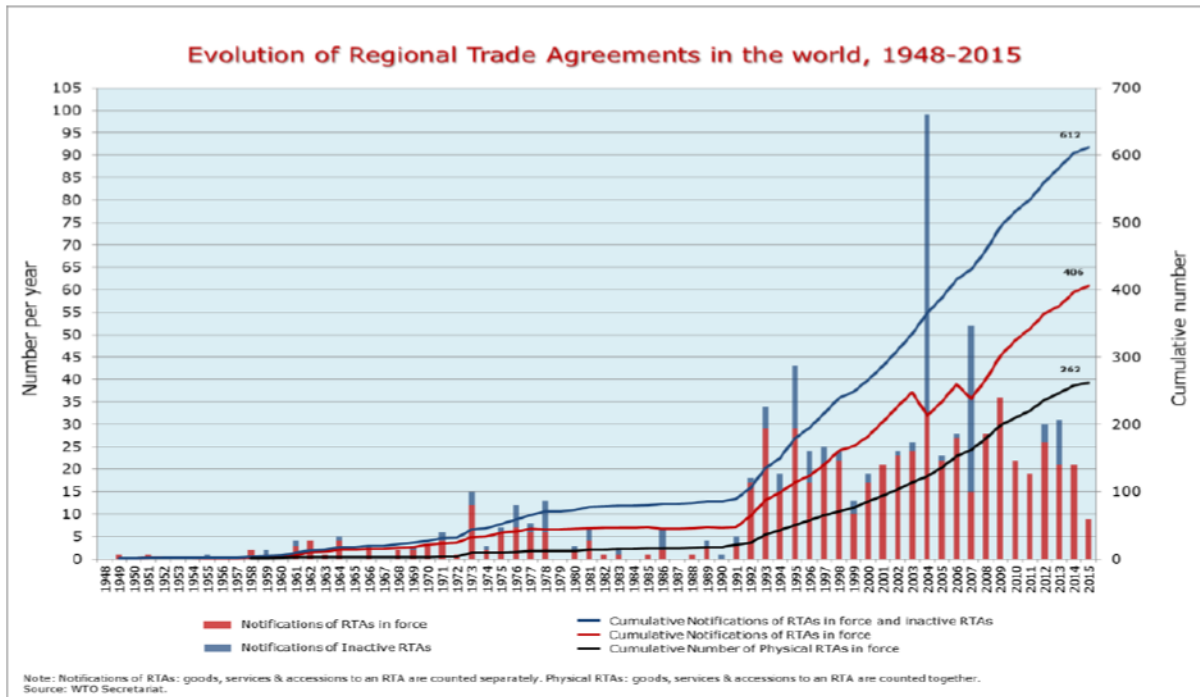
<sup>59</sup> Ōmae K. 'ichi. *Triad power: the coming shape of global competition*. New York : Free Press, 1985. 220 p.

<sup>60</sup> REICH, Robert B et TEMAM, Daniel, 1997. *L'économie mondialisée*. Paris : Dunod.

<sup>61</sup> C'est ce que rappelle Régis Benichi (BENICHI, 2008) mais aussi Sylvie Brunel (BRUNEL, 2007)

C'est dans ce contexte que les accords commerciaux régionaux prolifèrent. Entre 1948 et 2015, l'OMC a enregistré 612 notifications<sup>62</sup> avec une forte augmentation depuis le début des années 1990 comme l'illustre le graphique suivant présentant l'évolution des accords commerciaux régionaux recensés par l'organisation sur la période :

**Figure 2 : Evolution des accords commerciaux dans le monde 1948-2015 (OMC)**



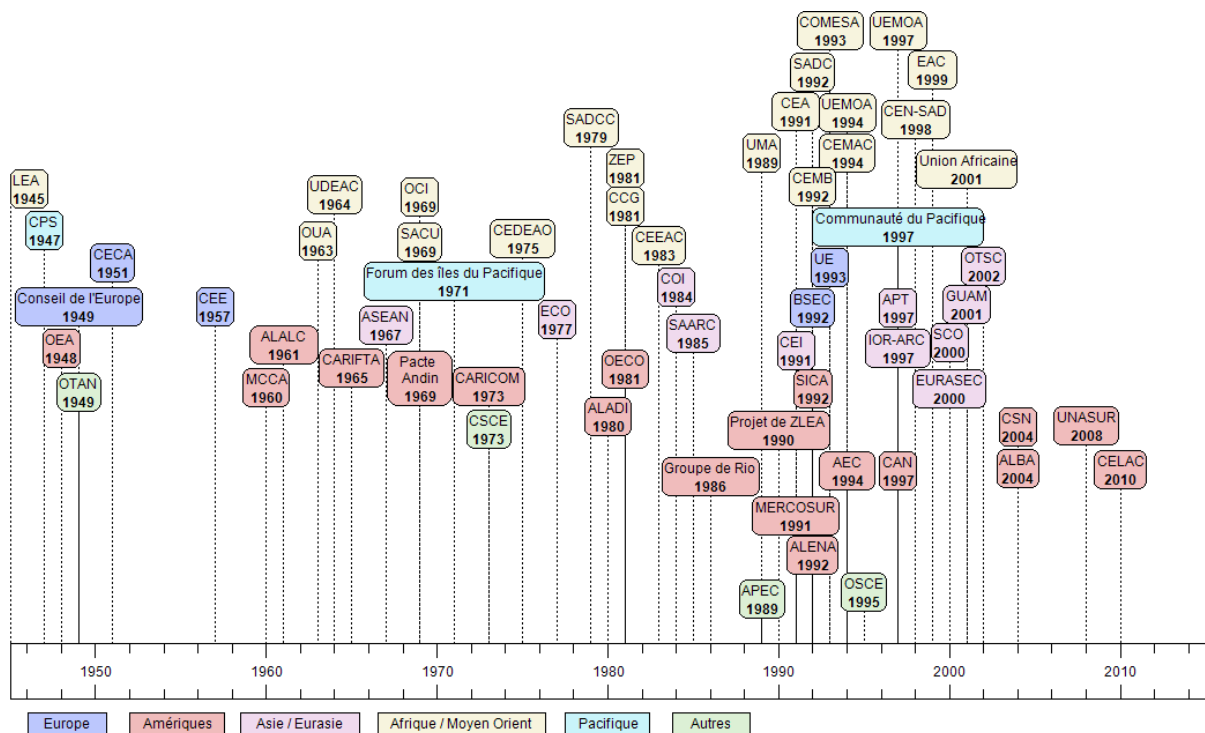
Source : site de l'Organisation Mondiale du Commerce

Si les accords commerciaux ne sauraient regrouper l'ensemble des processus régionaux, la plupart des processus régionaux institutionnalisés sont concernés. C'est par ailleurs le même constat que nous pouvons dresser lorsque, prenant les travaux<sup>63</sup> sur l'intégration régionale pour base et non seulement les accords économiques, nous observons les dates de création ou relance des différentes intégrations régionales étudiées.

<sup>62</sup> Etant précisé que « Les notifications peuvent aussi concerner l'accèsion de nouvelles parties à un accord qui existe déjà, par ex. la notification de l'adhésion de la Croatie à l'Union douanière européenne » et que sont comptés séparément les accords concernant les services et ceux concernant les marchandises bien qu'ils puissent résulter du même processus régional.

<sup>63</sup> Il s'agit d'une observation faite à partir des différents processus mentionnés dans la bibliographie spécialisée.



**Figure 3 : Historique des processus d'intégration**

Source : élaboration propre

Nous observons qu'au-delà d'un développement progressif au lendemain de la seconde guerre mondiale, à partir du début des années 1990 les accords d'intégration régionale se sont multipliés.

Cette génération d'intégrations régionales nées ou relancées dans le contexte de mondialisation financière est étroitement liée à la problématique de l'insertion dans l'économie mondiale. De fait les études sur l'intégration régionale mettent dès lors au centre de leurs considérations le contexte d'accélération de la mondialisation, de remise en cause de l'Etat comme acteur dominant à l'échelle internationale et de l'avènement d'un monde multipolaire. Surgit ainsi la question de la nature de cette relation entre la mondialisation et la régionalisation. Si dans un dossier justement intitulé « mondialisation et dynamiques régionales » de la revue *Politique Etrangère*, Frédérique Sachwald étudie « la mondialisation comme facteur d'intégration régionale »<sup>64</sup>, Jacques Ténier pose la question de la complémentarité ou de la contradiction des deux

<sup>64</sup> SACHWALD, Frédérique, 1997. La mondialisation comme facteur d'intégration régionale. *Politique Etrangère*. 1997. Vol. 2, n° 62e année.

phénomènes<sup>65</sup> tandis que Christian Deblock interroge les théories quant aux liens qu'ils entretiennent<sup>66</sup>. La littérature scientifique s'accorde ainsi à positionner la mondialisation comme contexte et déterminant évident de l'intégration régionale.

S'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre mondialisation et régionalisation<sup>67</sup>, les liens entre les deux varient selon les processus régionaux et les continents. Si les processus régionaux orientés par la CEPAL dans les années 1960 entendaient promouvoir l'industrialisation des pays latino-américains pour leur permettre une meilleure insertion dans l'économie mondiale, le libre-échange est devenu dans cette région comme ailleurs le maître mot guidant le développement régional, qu'il s'agisse de s'insérer dans le marché mondial, ou d'organiser les modalités d'une participation déjà accrue<sup>68</sup>. En effet, dans les pays du Sud en particulier, l'intégration régionale a été également conçue si ce n'est comme un rejet, du moins comme une réponse à la mondialisation, un outil de développement, de protection des marchés régionaux, d'affirmation d'une identité régionale, de rayonnement à l'échelle internationale. « Dans cette perspective, loin d'être en contradiction avec la mondialisation, la régionalisation en serait une composante, un facteur d'adaptation qui la rendrait plus supportable au niveau national. »<sup>69</sup>

Les liens entre mondialisation et régionalisation sont donc bien divers à l'image des processus régionaux développés à travers le monde. Pourtant malgré la profonde diversité de ce phénomène, il est dans sa théorisation principalement lié à une expérience : celle de la construction européenne.

---

<sup>65</sup> TÉNIER, Jacques, 2003. *Intégrations régionales et mondialisation : complémentarité ou contradiction*. Paris : La Documentation française.

<sup>66</sup> DEBLOCK Christian, 2006. « Régionalisme économique et mondialisation : que nous apprennent les théories ? », *La question politique en économie internationale*, Paris, La Découverte <http://www.cairn.info/la-question-politique-en-economie-internationale--9782707149015-page-248.htm>

<sup>67</sup> C'est notamment la conclusion de Jacques Ténier (TÉNIER, 2003. P.222) ou de Frederic Sachwald (SACHWALD, 1997. P.260)

<sup>68</sup> Voir à ce sujet la différence entre l'ASEAN et le Mercosur évoquées dans NICOLAS, Françoise, 1997. *Mondialisation et régionalisation dans les pays en développement - les deux faces de Janus. Politique Etrangère*. 1997. Vol. 2, n° 62e année.

<sup>69</sup> (SACHWALD, 1997. p 260)

## *Une naissance européenne ? Des origines théoriques à la vision pragmatique du fonctionnalisme*

De l'idéalisme des premiers penseurs de la paix au pragmatisme de la méthode fonctionnaliste prescrite par David Mitrany, la tradition scientifique situe la naissance du concept d'intégration régionale en Europe où deux guerres dévastatrices d'ampleur mondiale ont fait comprendre la nécessité de pacifier durablement la région.

Le projet européen est le résultat d'une longue filiation de penseurs dénonçant les guerres entre nations et cherchant un système durable de paix. Cette idée d'unir l'Europe pour tarir les conflits a de fait été énoncée dès le XVI<sup>e</sup> siècle par Erasme dans *Plaidoyer pour la paix*, par Luis Vives dans le contexte de la guerre turque (*De Europae dissidiis et bello turcio*), ou dans le *Grand Desseyn* pour l'Europe élaboré par le Duc de Sully. Deux siècles plus tard, l'abbé de Saint Pierre, Rousseau et Kant nourrissent un projet de paix perpétuelle<sup>70</sup> dont l'idée a été entretenue par de nombreux penseurs<sup>71</sup>. Si Jeremy Bentham ou le comte de Saint Simon (*De la réorganisation de la société européenne*) appuient l'idée européenne sur l'alliance de la Grande-Bretagne et de la France, Victor Hugo dans *Le Rhin* prévoit la formation d'un binôme franco-allemand dans la vision stratégique<sup>72</sup> d'une république européenne de type fédérale.

Dans l'entre-deux-guerres le projet moderne d'unification de l'Europe apparaît avec la publication en 1923 de *Panuropa* par Richard Nikolaus de Coudenhove-Kalergi tandis que le 5 septembre 1929, Aristide Briand présente, lors d'un discours devant la SDN, un projet d'union européenne. Dans une Europe alors en guerre, les réflexions portant sur son union s'accélérent, Altiero Spinelli et Ernesto Ross publient en 1941 leur *Manifeste pour une Europe libre et unie*, ou *Manifeste de Ventotene*, où il s'agit de poser en

---

<sup>70</sup> Un projet nourrit respectivement dans *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe (1713-1717)*, Extraits et jugements sur le projet de paix perpétuelle (1761) et *Projet de paix perpétuelle (1795)*

<sup>71</sup> ARCIDIACONO, Bruno, 2011. *Cinq types de paix: une histoire des plans de pacification perpétuelle: XVIIe-XXe siècles*. 1<sup>re</sup> éd. Paris : Presses universitaires de France. Publications / Graduate Institute/Geneva.

<sup>72</sup> « La France, adossée à l'Allemagne, fera front à l'Angleterre, qui est (...) l'esprit de commerce, et la rejettera dans l'océan ; l'Allemagne, adossée à la France, fera front à la Russie, qui, nous l'avons dit de même, est l'esprit de conquête, et la rejettera dans l'Asie. » Victor Hugo, le Rhin cité par FERRY, Jean Marc, 2011. *A propos des « États-Unis d'Europe »*. *Quelques réflexions critiques. Dialogue avec Joschka Fischer* [En ligne]. 2011. Disponible sur : < [www.users.skynet.be/jean.marc.ferry/Cfce290.pdf](http://www.users.skynet.be/jean.marc.ferry/Cfce290.pdf) >

priorité pour l'après-guerre la construction d'une fédération européenne afin de dépasser l'État-nation jugé responsable du conflit. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le projet européen se développe, porté par des hommes tels que Winston Churchill, Alcide de Gasperi, Paul Henry Spaak, Robert Schuman ou encore Jean Monnet. Issue d'une pensée pour la paix séculaire, la construction européenne débute, guidée par les travaux de David Mitrany qui théorise et prescrit de façon concrète et pragmatique l'intégration régionale comme garante d'une paix durable selon une alternative fonctionnelle.

Héritière de l'utilitarisme de Bentham, la perspective fonctionnaliste naît sous la plume de David Mitrany (1888-1975) qui s'attache dans deux ouvrages<sup>73</sup> à trouver un système garantissant une paix durable. Il n'hésite pas ainsi à prescrire la nécessité de prendre des distances avec les conceptions traditionnelles reliant nécessairement l'autorité à un territoire donné<sup>74</sup>. Il ne s'agit en aucun cas de chercher à former un nouveau système ressemblant aux États et Mitrany d'ajouter : « La paix, ne sera pas assurée si nous organisons le monde par ce qui le divise »<sup>75</sup>. La Société Des Nations (SDN) n'ayant pas su empêcher les guerres provoquées par les chocs de souveraineté, Mitrany ne croyait guère en l'efficacité d'une organisation internationale dans la consolidation de la paix et entendait lier étroitement les États entre eux en procédant de façon pragmatique, l'institutionnalisation de l'intégration n'est alors prévue que dans une logique fonctionnelle : la fonction engendre les organes (MITRANY, 1966, p.107), le problème à résoudre détermine l'institution. L'alternative fonctionnaliste <sup>76</sup> consiste ainsi à « recouvrir les divisions politiques d'un tissu d'activités et d'agences internationales, dans lesquelles et grâce auxquelles les intérêts et existences de toutes les nations seraient progressivement intégrées »<sup>77</sup>. Si le problème majeur est de définir des intérêts communs

---

<sup>73</sup> MITRANY, David, 1933. *The Progress of International Government*. [s.l.] : Yale University Press, 1933. 176p. et MITRANY, David, 1966. *A Working Peace System. An argument for the functional development of international organization*. Chhicago : Quadrangle Books, 1966. (première édition sortie en 1943)

<sup>74</sup> « Therefore when the need is so great and pressing we must have the vision to break away from traditional political ideas, which in modern times have always linked authority to a given territory and try some new way that might take us without violence toward that goal. » (MITRANY, 1966, p 96)

<sup>75</sup> « Peace will not be secured if we organize the world by what divides it. » (Ibid, p.111)

<sup>76</sup> David Mitrany ne parle lui-même jamais de fonctionnalisme.

<sup>77</sup> « overlay political divisions with a spreading web of international activities and agencies, in which and through which the interests and life of all the nations would be gradually integrated. » (Ibid, p.95)

en accord avec les intérêts propres de chaque partie<sup>78</sup>, le pragmatisme rigoureux prescrit par Mitrany permet ainsi d'avancer de façon sûre vers la paix. Le fonctionnalisme représente l'action, et une garantie contre les « bonnes intentions non suivies »<sup>79</sup>. Si le but ultime pourrait bien être l'idéal d'une union formelle (Ibid., p.113), pour consolider la paix, la voie du politique est considérée trop ambitieuse (Ibid., p.112) pour l'heure et surtout non indispensable (Ibid., p.109). L'essentiel est alors d'avancer ensemble dans la même direction. L'unification économique pragmatique apparaît comme une étape intermédiaire indispensable dans la pensée fonctionnaliste : les intérêts communs définissent l'agir commun.

C'est le même constat que dresse Jean Monnet dans ses mémoires quant à son expérience des « Systèmes des commissions exécutives alliées » durant la première guerre mondiale d'où il a tiré la « preuve concrète que les hommes, lorsqu'ils sont placés dans certaines conditions, voient que leur intérêt est commun et dès lors sont portés à se mettre d'accord. Ces conditions sont que l'on parle du même problème, avec la volonté et même l'obligation de lui donner une solution acceptable pour tous »<sup>80</sup>. C'est ainsi que lors des négociations pour le Conseil de l'Europe ou l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), il suggère dans la lignée fonctionnaliste une méthode qui consiste à « commencer par des réalisations à la fois plus pragmatiques et plus ambitieuses, attaquer les souverainetés nationales avec plus d'audace sur un point limité »<sup>81</sup>. A défaut de pouvoir « désarmer les esprits » l'objectif premier était bien la paix en Europe et le choix pragmatique du désarmement matériel fut fait lorsqu'au sein de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), qui vit le jour le 18 avril 1951, la France et l'Allemagne notamment mirent en commun les moyens de s'affronter. Quoi de plus efficace à cette époque en effet que de s'attaquer au « nerf de la guerre » ?

---

<sup>78</sup> The problem of our generation, put very broadly, is how to weld together the common interests of all without interfering unduly with the particular ways of each. (Ibid., p104)

<sup>79</sup> Promissory covenants and charters may remain a headstone to unfulfilled good intentions, but the functional way is action itself and therefore an inescapable test of where we stand and how far we are willing to go in building up a new international society. It is not a promise to act in a crisis, but itself the action that will avoid the crisis. (Ibid., p.112)

<sup>80</sup> Jean Monnet, cité par Olivier Dabène sur le site de l'OPALC ( DABENE, Olivier, 2009. *Intégration Régionale - Approches théoriques* [En ligne]. *OPALC - Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes*. 6 janvier 2009. Disponible sur : < <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/approches-theoriques> >)

<sup>81</sup> *ibid.*

L'intégration en Europe avance ainsi bon train sur la voie de l'unification économique ne parvenant pas pour l'heure à entrevoir une union plus politique. Les ambitions fédéralistes de la théorie fonctionnaliste ayant été balayées par l'échec de la Communauté Européenne de Défense (CED), la fin des années 1950 voit un renouveau théorique sur l'intégration sous les plumes d'analystes tels que Ernst Haas à l'origine d'un courant néo-fonctionnaliste.

*Evolutions théoriques, une perspective eurocentrée*<sup>82</sup>

Si la naissance de la théorie s'est faite dans un souci de prescription afin de garantir la paix, les évolutions européennes et le développement des institutions régionales ont mené à une étude plus diversifiée du phénomène. Il s'agit dès lors moins de prescrire que de tenter de comprendre l'intégration et son fonctionnement afin d'en prédire le développement et les actions à mener pour orienter le processus.

L'intégration régionale, considérée comme un processus, devient dès lors un réel objet d'étude dont il s'agit en particulier de définir les conditions initiales favorables. Ces *backgrounds conditions* comprennent la taille des États, les taux de transaction ainsi que le pluralisme et la complémentarité des élites. Si le principe reste de démarrer de façon pragmatique, Ernst Haas entend s'intéresser aux facteurs internes des Etats pour expliquer l'intégration et accorde une importance plus grande aux institutions centrales dont l'action volontariste est décisive dans le déclenchement du mécanisme d'engrenage qui doit mener à une intégration politique. (SAURUGGER, 2009, p.51) Dans leur volonté de prédire l'avenir régional, les néo-fonctionnalistes constatent qu'en raison de l'influence des jeux étatiques et politiques, les processus régionaux ne peuvent suivre une évolution régulière et automatique menant à une forme ultime d'intégration. De fait, dans un contexte européen marqué par la crise de la CED, Ernst Haas réévalue ses pronostiques et propose de mesurer l'unité régionale en fonction de l'ampleur du transfert d'autorité/légitimité. Dans cette logique de compréhension et de prédiction, Les élèves de

---

<sup>82</sup> Parmi les différentes sources d'intérêt de la recherche française sur la construction théorique de l'intégration régionale, mentionnons en particulier l'ouvrage de Sabine Saurugger (SAURUGGER, Sabine, 2009. *Théories et concepts de l'intégration européenne*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 483 p.) et le travail synthétique et néanmoins complet d'Olivier Dabène sur le site de l'OPALC (<http://www.sciencespo.fr/opalc/content/integrations-regionales>) auxquels ces sections d'introduction au concept d'intégration régionale doivent beaucoup.

Haas apportent des précisions supplémentaires en particulier sur le rôle des acteurs en insistant sur l'importance du volontarisme des acteurs politiques, qui évolue en fonction des bénéfices anticipés de l'intégration économique et du comportement rationnel des élites.

Si Haas et ses disciples entendaient s'inscrire dans le prolongement de David Mitrany, d'autres théoriciens de l'intégration ont également cherché à en prédire les formes et les fins. A la même époque, Karl Deutsch pensait l'intégration à partir de la question de la sécurité dans une approche dite transactionnaliste concevant l'intégration comme une association volontaire pour se prémunir de tout conflit armé. De son côté la théorie réaliste, ne croyant pas dans les institutions internationales pour maintenir la paix, s'est dès le début, par nature, posée en opposition à la théorie fonctionnaliste jugée idéaliste. Toutefois au lendemain du choc pétrolier et devant la modification de l'échiquier international, des théories plus nuancées voient le jour. La vision stato-centrée des relations internationales est ainsi critiquée par Robert Keohane et Joseph Nye qui appellent à penser les relations transnationales (SAURUGGER, 2009, p. 255) et mettent en évidence l'émergence de phénomènes d'interdépendances complexes. C'est aussi durant cette période qu'un essai de synthèse entre les différentes théories du régionalisme sera entrepris par Donald Puchala qui conçoit l'intégration comme un « système de concordance » où les États-nations conservent le premier rôle, mais où d'autres acteurs interviennent également, à la fois autonomes et interdépendants (DABENE, 2009a).

Si jusque dans les années 1970, les constructions théoriques quant à l'intégration régionale entendent en prédire le développement, leurs échecs dans cette tâche mènent à un essoufflement théorique à l'image de la théorie néo-fonctionnaliste qu'Ernst Haas déclare obsolète en 1975. L'Acte unique de 1986, en redonnant un souffle à l'intégration européenne, est aussi l'occasion d'un nouvel intérêt pour l'intégration régionale et de l'apparition d'une nouvelle série de réflexions. Toutefois il ne s'agit plus d'élaborer une grande théorie de l'intégration mais de s'attacher à comprendre le fonctionnement du processus européen.

Différentes réflexions et observations évoluent alors et tendent vers l'élaboration de *middle range theories* « qui n'ont pas pour objectif d'expliquer les raisons de

l'intégration mais de permettre de structurer les recherches de manière cohérente<sup>83</sup>. Il s'agit alors d'étudier des aspects précis de l'intégration européenne tels que le processus décisionnel communautaire que Simon Bulmer relie aux caractéristiques de politique intérieure et dont Schmitter étudie le phénomène de lobby. De son côté Martin Slater s'intéressant au problème de la légitimité intérieure de la construction communautaire, montre que l'indifférence de l'opinion publique a permis aux élites de procéder librement et précède l'avènement tardif d'une théorie politique de l'intégration régionale (DABENE, 2009a). Le réveil régional confirmé ensuite par le Traité de Maastricht en 1992 donne alors amène les européanistes à étudier la revitalisation du processus. Une discordance théorique survient quant aux acteurs de ce réveil. Le néo-fonctionnalisme et le supranationalisme mettent l'accent sur le rôle des acteurs non étatiques et supranationaux tandis que l'approche nationale et l'inter-gouvernementalisme, font la part belle aux négociations entre gouvernements replaçant les Etats sur le devant de la scène régionale. Ils expliquent les crises en fonction des refus de cession de souveraineté et montrent comment la convergence régionale est dépendante des évolutions politiques internes. De son côté la théorie des négociations entre élites permet de rendre compte de l'évolution par à-coups du processus d'intégration. Le rôle moteur de la Commission dans ces négociations fait néanmoins l'objet d'un débat. Prolongeant les travaux de Robert Keohane, Andrew Moravcsik s'oppose à l'institutionnalisme supranational en mettant l'accent sur les intérêts nationaux présidant aux choix opérés par les gouvernements dans le processus régional (SAURUGGER, 2009, p.80).

L'effervescence théorique est ainsi de nouveau clairement liée à l'évolution de l'intégration européenne. « Le thème de l'intégration régionale, qui paraissait démodé et irréaliste lorsqu'il ne survivait que dans des pays en développement, a retrouvé droit de cité lorsque les pays leaders l'ont brusquement ressaisi et que l'UE a paru un succès. » (COUSSY, 1996. P4)

---

<sup>83</sup> C'est ce que précise Sabine Saurugger qui voit les limites de cette prolifération de théories de moyenne portée dans « la surspécialisation [qui] mène à une situation où l'objet global – la construction d'un ensemble régional – semble disparaître de l'analyse au profit d'objets de plus en plus sectoriels » (SAURUGGER, 2009 p.31)



L'influence européenne sur le concept même d'intégration régionale est ainsi durable. On ne peut - ni ne doit - en conséquence, faire abstraction de l'histoire régionale européenne dans l'étude du phénomène sans pour autant chercher à entrer dans un comparatisme peu constructif. Karoline Postel Vinay rappelle les différences majeures existant entre l'Europe et le reste du monde en matière d'intégration régionale. Si en Europe il s'agit d'associer régionalisme et mondialisation dans un contexte d'après-guerre avec la paix comme objectif, ailleurs le régionalisme est lié à la nation dans un contexte de fin de colonisation où il s'agissait de trouver une stabilité nationale (POSTEL VINAY, 2006. P117). Pourtant tout en se réclamant universelles, les théories sur le régionalisme se basent sur l'évolution européenne. Il en est ainsi de typologie classique de Belassa de 1961 entre zone de libre-échange, union douanière, marché commun, union économique et politique « trop linéaire, trop économique et trop euro-centrique pour rendre compte de la diversité des processus de régionalisation. » (COUSSY, 1996, p. 6). En effet la forte empreinte économique sur le concept d'intégration régionale est, nous l'avons vu, un héritage de l'histoire de la construction européenne et de ses théories. Des processus régionaux amorcés avant le début de la construction européenne tels que la Ligue Arabe ou la Commission du Pacifique Sud, revêtaient un caractère bien plus politique qu'économique. La bellicosité des Nations européennes qui avait fait abandonner l'idée d'une union politique semble avoir scellé l'orientation des théories régionales.

Tout le succès et le crédit apporté au processus européen par ailleurs très stratégique dans le cadre de la réorganisation des puissances au lendemain de la seconde guerre mondiale, lui ont donné une influence considérable dans les autres régions du monde. En Amérique latine, continent comptant le plus grand nombre d'efforts régionaux, l'influence européenne se fait sentir dans les choix institutionnels opérés et les étapes franchies sans que celle-ci ne lui enlève son cheminement propre.

## 1.2. Trajectoires latino-américaines d'intégration régionale

Les efforts régionalistes -stricto sensu- apparaissent en Amérique latine à l'heure des indépendances. Nourrie par le champ des possibles qui s'ouvre alors pour sa construction politique, la région apparaît d'ores et déjà partagée entre la spécificité latino-américaine et l'union continentale des Amériques.

*Latino américanismes et panaméricanismes aux XIXe et XXe siècles.*

Les origines du régionalisme en Amérique latine sont issues des indépendances. Si l'empire portugais du Brésil, maintient une forte unité et formera à son indépendance un seul et même Etat, l'empire espagnol, divisé en Vice-Royautés, Capitaineries ou municipalités, en dépit de certaines zones d'intégration naturelle dans la Caraïbe, les Andes ou autour du bassin de la Plata, est à l'heure de l'indépendance marqué par « un fort localisme » (DABENE, 2009b). Pourtant, le sentiment d'appartenir à une plus grande communauté imaginaire, la « Patria Grande » est également présent et, dès 1790, Francisco de Miranda qui voit dans l'Amérique latine une même Nation propose la formation d'un Etat indépendant hispano-américain. C'est aussi cette voie que suit Simon Bolivar lorsqu'en 1815, dans sa Lettre à un habitant de la Jamaïque<sup>84</sup>, il se réfère à l'Amérique latine comme la « plus grande nation du monde » et après avoir œuvré à la création de la Grande Colombie ainsi qu'à la libération des Andes aux côtés des généraux San Martin et Sucre, il convoque en 1824 le Congrès du Panama, afin de proposer une Confédération. Ce régionalisme avant l'heure européenne, se fondait comme le rappelle Anne-Laure Amilhat Szary sur « une vieille idée de nation »<sup>85</sup> justifiant les frontières de son projet continental sur des travaux mettant en avant son unité géographique<sup>86</sup>. Le congrès qui se déroule en 1826 n'aboutit qu'à un « Traité d'Union, Ligue et Confédération » essentiellement réduit à une alliance militaire et que seule la Grande Colombie qu'il présidait ratifie. Bien que soutenue par les élites pro-républicaines, cette « idée grandiose » (BOLIVAR, Simon, 2010) éclate sous le poids des rivalités des bourgeoisies urbaines. (AMILHAT SZARY, 2008. P5) La Grande Colombie, est elle-même le théâtre de troubles internes qu'il tente de maîtriser finissant à partir de 1828, par gouverner par décret. Il convoque le 24 décembre 1929 le Congrès Admirable afin d'éviter

---

<sup>84</sup> BOLIVAR, Simon, 2010. *Carta de Jamaica*. 2010. Ministerio del poder popular para la comunicación y la información del Venezuela.

<sup>85</sup> AMILHAT-SZARY, Anne-Laure, 2008. Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines. In : TAGLIONI, François et THÉODAT, Jean-Marie, *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines* [en ligne]. Paris : l'Harmattan. pp. 209-228. *Géographie & Cultures*. p3 [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.rechercheisidore.fr/search/ressource/?uri=10670.1/os850k>

<sup>86</sup> Le géographe Jacques Elisée Reclus a ainsi dans sa « nouvelle géographie universelle, la terre et les hommes » composée de 20 tomes consacré les tomes 18 et 19 à l'Amérique du sud, respectivement aux régions andines et à celles de l'Amazonie et de la Plata. Ces tomes parus en 1893 et 1894 aux éditions Hachettes sont mis à disposition en ligne par la BnF : <http://gallica.bnf.fr>

l'éclatement de la Grande Colombie, ce qui n'empêche pas le Venezuela de faire sécession quelques jours plus tard. De plus en plus malade, Simon Bolivar donne sa démission le 8 mai 1830 et 5 jours plus tard le « districto sur » fait lui aussi sécession devenant l'Equateur. Parti à Santa Marta afin de rejoindre l'Europe, il y meurt le 17 décembre 1830. S'il part avec l'impression d'avoir labouré la mer<sup>87</sup>, il devient une figure de proue pour la pensée régionale latino-américaine. Héros des indépendances, el Libertador est un symbole commun d'une latino-américanité comme en témoignent les rues, places, pays, institutions portant son nom.

Ainsi si l'Amérique latine continue de se morceler, elle ne cesse de se référer à son unité et d'imaginer des unions et confédérations. Celles-ci restent pour l'heure lettres mortes ou plient sous la vigueur des nationalismes. Si l'on peut noter le bref succès de la Fédération créée en Amérique centrale (1823-1839), la deuxième moitié du 19e siècle voit se succéder en Amérique du Sud les congrès échoués de décembre 1847 à mars 1848 à Lima, du 15 septembre 1856 au 3 juin 1857 au Chili et du 14 novembre 1864 au 13 mars 1865 de nouveau à Lima<sup>88</sup> puis les tensions entre pays latino-américains à l'image de la Guerre du Pacifique qui oppose le Chili à la Bolivie et au Pérou entre 1879 et 1883.

Durant près d'un siècle l'Amérique latine laisse ainsi de côté ses ambitions régionales sous le poids des divergences et de la destinée manifeste des États-Unis. L'heure est au panaméricanisme et non plus au latino américanisme. Les États-Unis ayant vu leur frontière s'épuiser à la fin du 19e siècle tournent leur regard vers le sud, déjà proclamé chasse gardée<sup>89</sup> depuis la doctrine Monroe en 1823. Entre 1889 et 1910 alors que quatre Conférences Internationales Américaines<sup>90</sup> sont tenues, un réel droit

---

<sup>87</sup> « Servir une révolution c'est labourer la mer » écrit-il le 9 novembre 1830 au général Juan José Flores, depuis Barranquilla. Cette correspondance est notamment reproduite en annexe (Texte 6) dans : GUTIÉRREZ ESCUDERO, Antonio, 2005. Simón Bolívar: aproximación al pensamiento del Libertador. *Araucaria. Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*. Segundo semestre de 2005. Vol. Año 8, n° 14. Disponible à l'adresse : <http://digital.csic.es/bitstream/10261/28362/1/BolivarPen.pdf>

<sup>88</sup> Ces différents congrès visant principalement des alliances défensives n'offrent que peu de résultats, les traités qui en sont issus n'étaient le plus souvent pas ratifiés.

<sup>89</sup> L'Espagne l'apprend à ses dépens lorsqu'en 1898 les USA lui déclarent la guerre, et par le traité de Paris récupère la possession des îles de Porto Rico, Guam, et des philippines tandis que Cuba accède à l'indépendance

<sup>90</sup> Entre 1889 et 1910 différentes Conférences internationales américaines ont lieu : Washington, 1889-1890: Création du Bureau commercial des Républiques américaines - Mexico, 1901-1902: Création du Bureau international des Républiques américaines - Rio de Janeiro, 1906: Élargissement des prérogatives du Bureau - Buenos Aires, 1910: Création de l'Union panaméricaine

international américain se développe à travers la Convention Drago de 1902, limitant le recours à la force pour le recouvrement d'une dette, ou la Doctrine Tobar de 1907 portant sur la non-reconnaissance de gouvernements issus de coups d'État. Toutefois, malgré la création de l'Union panaméricaine en 1910 à Buenos Aires, les pays latino-américains restent méfiants vis-à-vis du voisin du nord. Les États-Unis mènent en effet une politique extérieure agressive en Amérique latine à l'image de l'appui qu'ils donnent en 1903 à la sécession du Panama de la Colombie. Au début du XXe siècle les États-Unis inaugure ainsi une politique de « gros bâton » (*big stick*), prenant le contrôle des droits de douane en République dominicaine ainsi qu'en Haïti et contrôlant militairement la République Dominicaine et le Nicaragua. L'impérialisme américain est alors l'objet d'une résistance politique dans les années 20-30, autour de partis politiques nouveaux tels l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA) au Pérou.

Si en 1933 à Montevideo, lors de la septième conférence interaméricaine, les latino-américains restent sceptiques quant à la politique de bon voisinage de Roosevelt, un changement dans l'attitude nord-américaine s'opère dans cette période. Le géant nord-américain s'engage ainsi en 1936 à Buenos Aires, à ne pas intervenir dans les affaires de ses voisins latino-américains et un pacte de consultation est dessiné afin de coordonner l'application des différents traités existant en matière de maintien de la paix<sup>91</sup>. Enfin, alors que la seconde guerre mondiale est proche, le climat de coopération se généralise. Une déclaration de solidarité continentale est signée à Lima en 1938 tandis qu'une attitude de neutralité sera arrêtée l'année suivante. Toutefois, l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941 impacte l'Amérique latine puisque lors de la troisième réunion de consultation à Rio de Janeiro qui se tient le mois suivant, les États-Unis demandent aux Latino-américains de rompre leurs relations diplomatiques et commerciales avec les forces de l'Axe tandis qu'une Junte Interaméricaine de Défense est créée.

Pour autant, la période d'après-guerre illustre un désintérêt des États-Unis pour l'Amérique latine qui ne représente plus enjeu diplomatique prioritaire puisqu'elle paraît en dehors de l'influence soviétique et n'est pas aussi stratégique que les intérêts

---

<sup>91</sup> Traité Gondra de 1923, Pacte Kellog de 1928, Convention générale de conciliation de 1929, Traité général interaméricain d'arbitrage de 1929 et Traité de non-agression et de conciliation de 1933

américains en Europe. Ainsi, la conférence sur la sécurité collective est différée et prend place en 1947 à Rio de Janeiro. A cette occasion la signature du Traité de Rio réaffirme l'idéal des relations de bon voisinage et la solidarité panaméricaine en matière de défense. Toutefois la définition très large donnée des agressions concernées laisse une marge de manœuvre suffisante à l'impérialisme américain qui en 1954 considère que la révolution guatémaltèque met en péril la paix de l'Amérique. En effet, à partir de la fin des années 1940, la menace communiste en Amérique latine devient une des préoccupations premières des États-Unis. En 1948, lors de la Neuvième conférence internationale américain à Bogota, le panaméricanisme est de nouveau à l'honneur et s'institutionnalise. La Charte de l'Organisation des États Américains (OEA) voit ainsi notamment le jour. Si elle est pensée comme défenseur d'« un régime de liberté individuelle et de justice sociale basé sur le respect des droits fondamentaux de l'Homme »<sup>92</sup>, elle apparaît bientôt pour les Etats Unis comme un instrument servant les intérêts américains contre la menace terroriste dans la région.<sup>93</sup> Les États-Unis mènent en effet une politique de forte ingérence en Amérique latine à travers le financement de mouvements contre-révolutionnaires en particulier en Amérique centrale ainsi que la création de coups d'Etat « préventifs » menant à de violentes dictatures<sup>94</sup>.

C'est dans ce contexte que la seconde moitié du XXe siècle connaît la réactivation des théories d'union latino-américaine. A partir de 1951 naissent alors des processus d'intégration régionale unissant l'Amérique centrale, l'Amérique latine ou seuls quelques pays d'Amérique du sud.

### *Du nouveau et de l'ancien régionalisme*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, si en Europe le contexte est propice aux réflexions sur les conditions de la paix, en Amérique latine, il s'agit de faire face aux caractéristiques du développement social, industriel et économique de la région. La

---

<sup>92</sup> Voir le préambule de la Charte de l'OEA disponible à l'adresse : [http://www.oas.org/dil/french/traites\\_A-41\\_Charte\\_de\\_l\\_Organisation\\_des\\_Etats\\_Americains.htm](http://www.oas.org/dil/french/traites_A-41_Charte_de_l_Organisation_des_Etats_Americains.htm)

<sup>93</sup> Cette contradiction entre démocratie et communisme est ainsi affirmée dans la résolution « Préservation et défense de la démocratie en Amérique » que les Etats Unis font ensuite adopter. (DABENE, 2009c)

<sup>94</sup> Nous pouvons en particulier mentionner le renversement de Salvador Allende par Pinochet en 1973 appuyé par Kissinger

CEPAL fait alors de l'intégration régionale le principal outil au service de la protection des économies de la région pour faciliter leur développement. Quarante ans plus tard, après la crise la dette et les ajustements du consensus du Washington, c'est vers l'ouverture économique que se tournent les ferveurs régionales.

Si les pays latino-américains se voient déboutés à la fin des années 1940 dans leurs demandes pour des tarifs douaniers préférentiels pour les pays en retard de développement à la Havane ou pour un mécanisme de compensation des déséquilibres des balances des paiements par le FMI, l'action du diplomate chilien Hernán Santa Cruz<sup>95</sup>, a permis malgré l'opposition des États-Unis, la création en 1948 d'une Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Raúl Prebisch, un économiste argentin, prend la direction de la CEPAL en 1949 avec l'objectif de combler le retard de développement de l'Amérique latine<sup>96</sup>. Face au diagnostic d'une détérioration constante des termes de l'échange, sont encouragées, jusqu'à la fin des années 1950, les politiques d'industrialisation comme moteurs de croissance. Le renouveau politique dans la région inaugure un nouveau volontarisme politique en matière de promotion du développement et un certain consensus politique et social en faveur de l'intégration régionale se construit.<sup>97</sup> La CEPAL fait ainsi, à partir de la seconde moitié des années 1950, la promotion d'une stratégie d'intégration régionale dont le potentiel pour les politiques d'industrialisation - élargissement des marchés et complémentarité industrielle- trouve un large écho dans la région<sup>98</sup>.

---

<sup>95</sup> Voir à ce sujet le témoignage de Hernan Santa Cruz où il détaille la genèse de la CEPAL et notamment le rôle joué par le soutien décisif apporté par Pierre Mendès France : SANTA CRUZ, Hernan, 1995. The creation of the United Nations and ECLAC. *CEPAL Review*. décembre 1995. N° 57, pp. 17-33.

<sup>96</sup> Il expose ainsi son raisonnement en 1949 dans : « Le développement économique de l'Amérique latine et quelques-uns de ses principaux problèmes » disponible sur le site de la CEPAL : [http://prebisch.cepal.org/sites/default/files/2013/prebisch\\_el\\_1desarrollo\\_eco.pdf](http://prebisch.cepal.org/sites/default/files/2013/prebisch_el_1desarrollo_eco.pdf)

<sup>97</sup> Sur le plan politique, le parti démocrate-chrétien largement répandu dans la région adopte ainsi une position de plus en plus en faveur de l'intégration régionale comme en témoignent les congrès de Lima en 1959 et Caracas en 1964. Les acteurs sociaux appuient également l'intégration régionale, à l'image des organisations ouvrières (ORIT ; CLASC) qui appuient en particulier au début des années 1960 la création du parlement latino-américain, mais aussi des associations patronales telles l'IALA (AMILHAT SZARY, 2008)

<sup>98</sup> Cette influence est largement reconnue par littérature scientifique latino-américaine. Voir par exemple : MOLANO CRUZ, Giovanni, 2011. La Communauté andine : trajectoire d'un processus latino-américain d'intégration régionale. *Fédéralisme Régionalisme*. 2011. Vol. 11, n° 1 -Le régionalisme international dans les Amériques : dynamique interne et projection internationale. [En ligne] <http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=977>

Pourtant, comme le note Olivier Dabène les différentes entreprises régionales de l'époque ne sont pas nécessairement le pur fruit des théories cépaliennes et il convient de prendre également en compte l'agenda régional des États-Unis bien différent en la matière<sup>99</sup>. Les États-Unis montrent de fait un certain intérêt pour l'intégration latino-américaine à partir de cette période. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) est créée en avril 1959 et, à partir de 1965 soutient à travers l'Institut Latino-américain d'Intégration (INTAL) le développement de l'intégration régionale. En 1961 J. F. Kennedy défend devant l'OEA à Punta del Este une « alliance pour le progrès » afin de promouvoir le développement économique et social en Amérique latine.

Le panaméricanisme renaissant n'étouffe pas alors les aspirations latino-américaines. Si l'ALALC (Association Latino-Américaine de Libre-Echange) qu'établit le traité de Montevideo en 1960 peine à avancer<sup>100</sup>, le MCCA créé la même année montre des succès avec la multiplication des échanges intra régionaux et l'intégration régionale connaît une période de faste au milieu des années 1960. Un Parlement latino-américain (Parlatino) est créé le 7 décembre 1964 à Lima en tant qu'« institution démocratique de caractère permanent, [...] destinée à harmoniser et canaliser le mouvement vers l'intégration »<sup>101</sup> et en 1967 le Traité de Tlatelolco prévoit l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine tandis que les déclarations du Sommet des Amériques de Punta del Este (12/14 avril 1967) appellent à la création progressive d'un marché commun. Si les États-Unis s'associent à ce projet, il reste lettre morte, ce qui ne fait qu'encourager l'idée de l'intégration sous régionale. 1969 est ainsi l'année charnière de l'intégration régionale en Amérique latine<sup>102</sup>. Le Consensus de Viña del Mar affirme des valeurs communes aux pays latino-américains. Les pays andins se lancent dans un

---

<sup>99</sup> Voir à ce propos l'article « trajectoires historiques » de Olivier Dabène sur le site de l'OPALC où il mentionne notamment l'expérience de l'ALALC et MCCA, la recherche d'arrangements commerciaux par l'Argentine dès les années 1930 et l'attitude des États-Unis face à l'intégration régionale qu'ils n'encouragent que dans sa dimension libérale. (<http://www.sciencespo.fr/opalc/node/675>)

<sup>100</sup> L'ALALC réunit alors l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay, auxquels se joignirent par la suite la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela. Bien que les pays furent divisés en trois groupes selon leur niveau de développement et leur poids économique, les ambitions de l'association se heurtèrent aux rivalités liées aux différences de poids économique et aux divergences entre libéralisme et développementalisme qui en découlent.

<sup>101</sup> <http://www.parlatino.org/es/conozca/organismo/historia-y-objetivos>

<sup>102</sup> C'est aussi l'année où en raison de déséquilibres dans la distribution des bénéfices du libre-échange, une guerre éclate en Amérique centrale entre le Honduras et le Salvador. Soulignant ainsi les logiques de désintégration à l'œuvre. Voir sur l'année 1969 en Amérique latine : DABENE, Olivier (éd.), 2009b. 1969. Latino-américanisme, intégration et désintégration en Amérique latine. *Amerique Latine Politique Outlook*. 2009. Vol. 2009, pp. 18-21.

processus d'intégration sous régional ambitieux. Un traité entre l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay est signé. La logique régionale se poursuit avec la création de la Communauté de la Caraïbe (CARICOM) en 1973 et du Système Economique Latino-américain (SELA) en 1975. De son côté, le traité de Montevideo est refondu en 1980 transformant l'ALALC en une Association latino-américaine d'intégration (ALADI) moins ambitieuse et plus pragmatique afin de s'adapter à l'inégalité de ses membres et leur donner plus de flexibilité alors que les difficultés économiques s'additionnent.

Les années 1980, décennie perdue pour l'Amérique latine sont en effet caractérisées par une forte crise liée au déséquilibre des balances des paiements dans la région du fait de l'augmentation du cours du pétrole et à la très importante dette extérieure des États latino-américains. En 1983 l'endettement latino-américain atteignait 336 milliards de dollars, dette dont les pays andins concentraient 20 % (MOLANO CRUZ, 2011). Marqués ainsi par la crise économique et les transitions vers la démocratie, les années 1980 marquent un tournant dans l'histoire de l'intégration latino-américaine. La coopération politique est renforcée par les concertations diplomatiques visant à trouver des solutions aux crises<sup>103</sup> que traverse la région comme en témoigne en particulier la création en 1986 du Groupe de Rio. Du côté de l'intégration régionale, à l'heure des politiques d'ajustement structurel émanant du FMI<sup>104</sup> c'est la voie du libéralisme qui guide dès la fin des années 1980 l'apparition de nouveaux accords mais aussi la relance des anciens.

Ce nouveau régionalisme relevant d'un « non-modèle d'intégration de caractère pragmatique, ouvert et hétérodoxe »<sup>105</sup> est ainsi le fruit d'un contexte caractérisé par la convergence des processus de démocratisation politique et celle des approches de politique économique même si les profondes réformes des années 1980 sont loin d'être

---

<sup>103</sup> D'une part à la crise de la dette (« consensus de Carthagène » en 1984) et d'autre part à la crise en Amérique centrale (Groupe de Contadora en 1983-1985)

<sup>104</sup> Giovanni Molano Cruz note qu'au-delà de mesures imposées à la région « il s'agissait plutôt d'un processus complexe par lequel des orientations particulières du politique et de l'économie entraînèrent un consentement au niveau global » (MOLANO CRUZ, 2011)

<sup>105</sup> GRANDI, Jorge, 1996. La integración en América Latina: Desafíos de Fin de Siglo y Capacidades de Respuesta. In : *El Foro Consultivo Económico-Social del Mercosur y las Dimensiones Sociales de la Integración*. CEFIR. P6



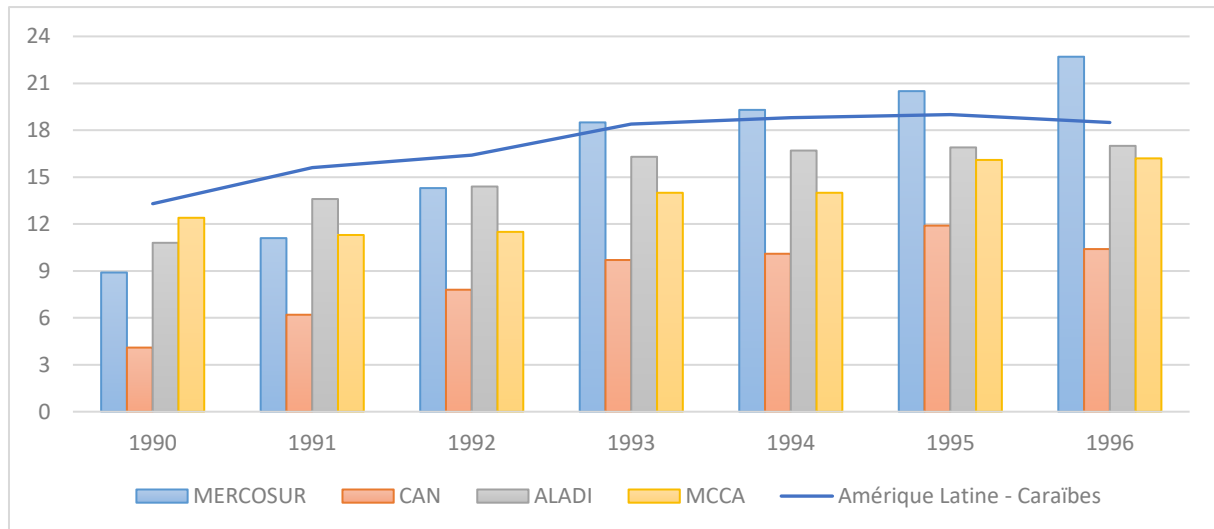
homogènes<sup>106</sup>. Désormais conçue comme relevant du « régionalisme ouvert », l'intégration régionale se détourne du protectionnisme et des stratégies d'industrialisation substitutive d'importations pour adhérer aux objectifs néo-libéraux. Les investissements et les exportations deviennent alors les moteurs du développement socio-économique. De nombreux accords régionaux, bilatéraux puis multilatéraux sont ainsi (re)lancés. Tandis qu'en Amérique du Nord, l'ALENA se concrétisera en 1994, les pays membres du Caricom s'accordent dès 1991 sur un tarif extérieur commun tandis que le MCCA est redynamisé par la création du SICA (Système d'Intégration Centraméricain) et que le traité instituant le Marché commun du sud (Mercosur) est signé. Fondé par le traité d'Asunción (1991) réunissant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, le Mercosur a pour objectif l'union douanière et la libre circulation des biens et des capitaux. De son côté l'Accord de Carthagène de 1969 est renouvelé par le protocole de Trujillo de 1996. Il se transforme en 1998 en une Communauté Andine montrant des prérogatives supranationales avec l'incorporation de politiques communes à la législation nationale. Bien que connaissant des difficultés de mise en œuvre, cette caractéristique de supranationalité est avec le Mercosur, une exception dans la région (ARTIGAS, 2006. P11). Le paysage régional latino-américain a ainsi pris un tournant plus axé sur le marché. Cette phase libérale de régionalisme montre globalement un franc succès en termes de multiplication des échanges, le commerce intra-régional au sein du Mercosur et de la CAN est multiplié par 2.5 entre 1990 et 1996 et par 1.5 et 1.3 au sein de l'ALADI et du MCCA (Graphique 1).

Au-delà de la multiplication des échanges intra-zone, différentes convergences<sup>107</sup> ont été amorcées entre différentes zones géographiques dans une logique de mondialisation croissante des échanges mais aussi dans le cadre d'une certaine résurgence du panaméricanisme, laissé de côté depuis l'Alliance pour le Progrès.

---

<sup>106</sup> Dans les pays du cône sud dès les années 1970 un programme d'ogre néolibéral voit le jour tandis que pour la majorité des autres pays les réformes sont menées dans les années 1980 pour stabiliser l'économie (ARTIGAS, Alvaro, 2006. L'union fait la force : L'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud. *Notre Europe - Etudes et Recherches*. 2006. N° 54. P6)

<sup>107</sup> Sur ce thème voir, DABENE O. *L'intégration régionale dans les Amériques Economie politique de la convergence*. Paris : CERI, 1998. (Les études du CERI). 44p.

**Graphique 1 : Evolution du commerce intra-régional en Amérique latine 1990-1997**

Source : CEPAL, 1997, p. 106

Présentée en 1990<sup>108</sup> par G. Bush père comme une « Entreprise pour l'initiative des Amériques (EIA) », l'idée d'une Zone de Libre Echange pour les Amériques (ZLEA en Français, ALCA en Espagnol) qui regrouperait 800 millions de personnes et 40% du PIB mondial, est officiellement lancée en 1994 à Miami lors du premier Sommet des Amériques regroupant 34 pays -Cuba en étant exclu sur un critère démocratique. Les négociations devant mener en 2005 à la création de cette zone de libre-échange hémisphérique sont entamées quatre ans plus tard lors du second sommet à Santiago puis lors des sommets de Québec (2001) et Monterrey (2004). Afin de passer des discours aux réalisations concrètes, un programme de négociations est clairement établi<sup>109</sup> mais malgré l'enthousiasme que suscitent les promesses d'un accord hémisphérique, le projet se heurte rapidement à la diversité croissante des intentions politiques, et à la mise en forme de l'expression de formules alternatives (AMILHAT SZARY, 2008).

<sup>108</sup> Remarks Announcing the Enterprise for the Americas Initiative. Discours de Bush, 27 juin 1990. Voir <http://www.tamu.edu/bushlib/papers/1990/90062702.html>

<sup>109</sup> Voir à ce propos la présentation de la structure de négociation faite par Olivier Dabène (DABENE, 1998. P 35)

## *Le tournant des années 2000 : Négociations de la ZLEA et rejet de l'intégration néo-libérale*

Au-delà des luttes de pouvoir et d'influence à l'origine des contre-propositions émanant, nous y reviendrons, des États latino-américains, les populations font également entendre leurs voix contre ce projet. Une société civile transnationale<sup>110</sup> s'organise contre les projets d'intégration régionale basés sur le pur libéralisme. Le combat est dirigé surtout contre la ZLEA, comme emblème de la mondialisation néolibérale, avec au surcroît une dimension impérialiste<sup>111</sup> mais c'est aussi le cas contre le Plan Puebla Panama<sup>112</sup> et la CARIFTA en Amérique centrale. L'opposition à la ZLEA a donné naissance à une « campagne » anti ZLEA qui s'apparente à un mouvement social international, principalement animé par la tenue des Sommets des Peuples et les activités de l'Alliance Sociale Continentale.

Si la tenue de contre-sommets est devenue monnaie courante depuis le sommet de l'OMC à Seattle en 1999, chaque sommet des Amériques depuis le second organisé en 1998, est accompagné d'un Sommet des Peuples des Amériques. Ceux-ci focalisent l'attention de l'Amérique latine à partir du Sommet de Québec en 2001 (AMILHAT SZARY, 2008). Au-delà des 5000 personnes inscrites au Sommet des Peuples de Québec, les événements alternatifs qui se déroulent en dehors des barricades ont réuni environ 50 000 personnes, et ont sûrement, été l'aspect le plus visible de cette opposition. Si, loin de couvrir le fond des débats du Sommet des Peuples ou même des négociations de la ZLEA, la tendance sensationnaliste des médias n'en a donné qu'une image de violence et de barricades, le rayonnement de ces événements a été très important dans le continent

---

<sup>110</sup> Notons qu'il convient de nuancer la notion de société civile transnationale afin de s'éloigner du mythe de l'avènement d'une société civile unifiée en tant que contrepoids du marché ou d'autres acteurs. Si de nouvelles alliances et la coopération entre divers secteurs populaires transnationaux ont été créées, les discussions ont renforcées les conclusions en faveur de solutions adaptées aux divers contextes socioéconomiques et culturels et les intérêts des divers mouvements restaient nationaux. Voir à ce sujet : DRAINVILLE A., 1997. « Continental Integration and Civil Society in the Americas ». *Social Justice*.. Vol. 24, n°1, p. 120-128.

<sup>111</sup> « Ainsi, le projet hémisphérique ne constitue pas seulement une tentative de renforcer la structure d'un système économique et politique néolibéral (et démocratique) dans les Amériques, mais aussi une façon de consolider l'hégémonie américaine, tant régionalement que globalement » (PHILLIPS N., 2003. « Hemispheric Integration and Subregionalism in the Americas ». *International Affairs*. Vol. 79, n°2, p.330).

<sup>112</sup> Lancé en septembre 2000 par le président mexicain Vicente Fox, le PPP, axé sur un méga projet hydro-électrique sur la rivière Usumacinta (frontière Guatemala/Mexique), le percement de routes commerciales transisthmiques et la création de zones industrielle, engendre une coalition de divers mouvements dans le domaine de l'environnement, des droits des indiens et des femmes.

et largement relayé par les médias « alternatifs » dont la consultation était encouragée par les activistes. Ce sommet, organisé par les représentants québécois et canadiens de l'Alliance Sociale Continentale (ASC) a permis à de multiples<sup>113</sup> acteurs de la société civile d'échanger, de débattre, et de s'organiser dans leur opposition commune<sup>114</sup> au modèle d'intégration néolibéral de la ZLEA. Ainsi, l'ASC, officiellement lancée lors du premier sommet des peuples à Santiago du Chili en 1998, acquiert alors une plus forte visibilité et, dès lors explicitement opposée à la ZLEA, a été rejoint par de nombreuses ONG et mouvements populaires. Portés par des objectifs sociaux et politiques divers, il se rejoignent au-delà des tensions et des modes d'actions différenciés dans un discours de dénonciation du modèle d'intégration néo-libéral. Plus généralement ils se rejoignent dans leur critique des conséquences néfastes sur l'environnement et les conditions de vie de plusieurs communautés à travers le monde qu'ont les autres accords et institutions interétatiques, comme l'OMC et le Fonds Monétaire International (FMI), reposant sur le « Consensus de Washington » et les politiques néolibérales<sup>115</sup>.

Les organisations clés de l'ASC ainsi que de nombreux autres mouvements et ONG, ont participé activement à la promotion et à la coordination d'une campagne continentale contre la ZLEA qui a eu lieu de septembre 2002 à novembre 2003. L'objectif principal était de remédier au manque d'information et de connaissances sur la ZLEA et ses conséquences possibles<sup>116</sup>. En effet, le consensus de La Havane -par opposition au consensus de Washington - appelait en novembre 2001, les organisations populaires à

---

<sup>113</sup> Multiples par leur forme et leurs centres d'intérêts : Il y avait des syndicats, des groupes communautaires, des militants anarchistes, environnementalistes et féministes, des ONG, des étudiants, des individus de tous horizons, de nombreux Canadiens, mais aussi d'importantes délégations de tout le continent des Amériques.

<sup>114</sup> Celle-ci peine pour autant à trouver un agenda commun d'action comme l'illustre l'exemple du document phare de l'ASC. Le document « Des alternatives pour les Amériques », pâtie de la diversité des acteurs de l'ASC puisque les efforts pour en faire un document consensuel l'on rendu très général et dépouillé de propositions précises pour remplacer le modèle néolibéral. (Voir le document en ligne : <http://www.commonfrontiers.ca/oldsite/alts4americas/fra/fra.html>)

<sup>115</sup> Voir l'article de Marie Josée Massicotte qui livre une étude de l'opposition de l'ASC à la ZLEA hérité des théories de Gramsci qui loin de la vision simpliste d'une société civile érigée en contrepoids du marché ou de l'Etat, fait ressortir les interactions et les influences réciproques entre les différents acteurs qui, souvent, se renforcent mutuellement afin de maintenir l'ordre dominant. Cette société civile n'est pas conçue comme homogène mais plutôt comme une arène où une multitude de forces en concurrence cherchent à faire des compromis et à nouer des alliances afin de promouvoir leur projet politique respectif. MASSICOTTE, Marie-Josée, 2004. Forces d'émancipation et démocratie participative dans les Amériques : un regard sur l'Alliance sociale continentale. *Politique et Sociétés*. 2004. Vol. 23, n° 2-3, pp. 11.

<sup>116</sup> BRUNELLE D., DAGENAIS V., 2004. « Bilan de la consultation populaire sur le projet de ZLEA menée par les mouvements sociaux à travers les Amériques ». *Observatoire des Amériques* [En ligne]. n°3. Disponible à l'adresse : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id\\_article=1285](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id_article=1285)

organiser une campagne d'information dont les ressorts<sup>117</sup> sont définis en mai 2002 lors d'une réunion de délégués d'organisations et de coalitions nationales et régionales à Quito. Si le développement de la campagne anti-ZLEA n'a pas été semblable sur tout le continent américain elle connaît de francs succès dont l'exemple le plus évident est : le plébiscite brésilien<sup>118</sup> sur la ZLEA et la base militaire d'Alcántara du 1er au 7 septembre 2002. Celui-ci a eu lieu dans tous les États de la fédération, dans près de 4000 villes, et a nécessité plus de 150 000 bénévoles. Plusieurs organisations, membres ou non de l'ASC<sup>119</sup> ont joué un rôle majeur notamment au cours des quelques huit mois d'éducation populaire, de débats publics et de diffusion d'informations alternatives sur la ZLEA qui ont précédé le scrutin auquel se sont rendu plus de 10 millions de personnes. Organisé lors de la semaine de la patrie, il s'agissait de lier les sentiments patriotique et nationaliste à la lutte contre le modèle néolibéral d'intégration. S'appuyant sur le fort levier de mobilisation que représente l'impérialisme étatsunien, il s'agissait comme dans la plupart des autres campagnes nationales anti-ZLEA de faire ressortir les conflits potentiels entre la défense de la souveraineté nationale et la mise en œuvre de la ZLEA. Le rejet massif de la ZLEA (98.33%) lors de ce plébiscite devient alors le rejet d'une « recolonisation économique, politique et militaire »<sup>120</sup>.

La société civile atteint une forte visibilité et un « dialogue avec la société civile » est proposé dans le cadre du 4ème Sommet des Amériques. Celui-ci est rejeté par l'opposition à la ZLEA qui, lors d'un troisième Sommet des Peuples d'Amérique à Mar del Plata début novembre 2005, se déclare « totalement autonome de tout gouvernement et dispos[ant] de son propre agenda de discussion concernant les alternatives que

---

<sup>117</sup> La campagne a défini des symboles continentaux communs, le slogan « Oui à la vie. Non à la ZLEA. Une autre Amérique est possible », un logo en quatre langues et une affiche pour les Journées de résistance qui peut être reproduite dans chaque pays. Afin de faciliter la promotion et la diffusion d'information concernant la campagne, l'ASC a développé des outils d'appui (noalca@movimientos.org) au niveau continental.

<sup>118</sup> Pour une analyse détaillée des résultats de la campagne continentale, voir : BRUNELLE et DAGENAIS, 2004 ; ou «Declaration, Jubilee-South/Brazil: National Plebiscite on the FTAA and Alcantara», document électronique posté par Friends of the MST, 20 septembre 2002. Disponible à l'adresse : <http://www.oocities.org/ericquire/articles/ftaa/fmst020925.htm>

<sup>119</sup> L'ASC est ainsi représentée par la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT) et le Réseau brésilien pour l'intégration des peuples (REBRIP) tandis que d'autres organisations comme le Mouvement des sans-terre, mieux connu sous son acronyme portugais MST, ainsi que la section brésilienne de Jubilé Sud, qui a fait circuler, en septembre 2002, un rapport complet sur le plébiscite joue aussi un rôle déterminant.

<sup>120</sup> «Declaration, Jubilee-South/Brazil: National Plebiscite on the FTAA and Alcantara», document électronique posté par Friends of the MST, 20 septembre 2002. Disponible à l'adresse : <http://www.oocities.org/ericquire/articles/ftaa/fmst020925.htm>

construisent les peuples face aux accords de libre-échange, la ZLEA, le paiement de la dette extérieure et la continuelle militarisation de la région »<sup>121</sup>. Cette mobilisation de la société civile à l'échelle continentale a clairement joué un rôle dans les négociations et l'échec de la ZLEA. Toutefois il est difficile d'en mesurer la portée exacte étant donné le jeu de puissance et d'influence mené par le Brésil et le Venezuela dans ces négociations.

La mobilisation sociale contre l'ALCA n'émanait effectivement pas que du bas, elle est dès le début des négociations de l'OMC à Cancun en 2003 relayée par plusieurs gouvernements latinoaméricains récemment élus dans une mouvance progressiste et de gauche. C'est le cas de Lula ou de Michelle Bachelet par exemple mais c'est encore plus vrai en ce qui concerne le Venezuela. Si le Brésil dont l'économie diversifiée le rend peu dépendant des États-Unis voit dès le début peu d'intérêt dans ces négociations et tend à en ralentir le développement, l'arrivée de Lula au pouvoir change considérablement la donne<sup>122</sup>. Multipliant les rencontres avec ses homologues sud-américains, et se positionnant comme interlocuteur privilégié sur la scène internationale, Lula mène une politique étrangère « visible, sinon spectaculaire »<sup>123</sup> érigeant le Brésil en puissance régionale<sup>124</sup>. Acteur engagé de la campagne anti-ZLEA, le candidat<sup>125</sup> puis le président Lula se pose en contrepoids aux États-Unis dans les négociations de la ZLEA. Au fur et à mesure que progressent les discussions, il devient clair qu'il ne sera pas possible d'atteindre l'accord global encouragé au début des négociations. La position du Mercosur se renforce, et avec elle celle du Brésil qui devient, avec le Venezuela de Chavez, chef de file d'une opposition consensuelle face aux États-Unis. Les deux pays, en proposant des

---

<sup>121</sup> Assertion citée par Olivier Dabène dans le billet sur la société civile sur le site de l'OPALC : <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/societe-civile>

<sup>122</sup> Pour plus de détails sur l'attitude brésilienne face aux négociations de la ZLEA voir : POGGIO TEIXEIRA, Carlos Gustavo, 2011. O Brasil e a institucionalização da América do Sul: do estranhamento hemisférico à hegemonia cooperativa. *Revista Brasileira de Política Internacional* [en ligne]. 2011. Vol. 54, n° 2. Disponible à l'adresse : [http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292011000200010&script=sci\\_arttext](http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292011000200010&script=sci_arttext)

<sup>123</sup> ROUQUIÉ, Alain, 2006. Le Brésil au XXI<sup>e</sup> siècle: naissance d'un nouveau grand. France : Fayard. P359

<sup>124</sup> Régulièrement invité comme observateur au G8 en tant que puissance montante (BRIC) il se bat lors du Cycle de Doha à l'OMC aux côtés des pays du tiers-monde pour l'abolition des subventions agricoles des pays développés et assume par ailleurs le commandement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH)

<sup>125</sup> « Au fil des jours, de nouvelles études démontrent que pratiquement tous les secteurs de l'économie brésilienne perdront plus que ce qu'ils gagneront en adhérant à l'ALCA (...). C'est pour cela que nous défendons une véritable intégration politique, économique et culturelle des pays latino-américains afin de négocier avec les États-Unis dans de meilleures conditions. » Écrit-il en 2002 dans « Le Brésil et l'ALCA », août 2002 cité dans (AMILHAT SZARY, 2008)

voies alternatives à l'impérialisme nord-américain, aspirent au leadership latino-américain. En novembre 2005, à Mar del Plata le Brésil et le Venezuela, se retirent des négociations pour la ZLEA conduisant le projet à sa perte<sup>126</sup> et sanctionnant un retour au latino américanisme sous le sceau du post-libéralisme. Le tigre nord-américain a en effet de nouveau provoqué la promotion d'une latino-américanité.

De nouveaux projets latino-américanistes voient ainsi le jour dans le cadre d'une lutte pour le leadership entre le Brésil, promoteur de la CSN devenue Unasur puis de la CELAC, et d'autre part le Venezuela et son Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Ainsi si « les deux processus se développent en parallèle mais de façon coordonnée »<sup>127</sup>, entre l'Unasur et l'ALBA c'est finalement l'opposition de deux leaderships régionaux très différents dans leurs conceptions qui est à l'œuvre. Chavez qualifie le Mercosur et la CAN lors du sommet de Brasilia de 2005 « [d'] expériences néolibérales » (SERBIN, 2007), ceux-ci et par extension L'Unasur, ne remettant, malgré un tournant en faveur d'un retour de l'Etat dans les années 2000, pas en cause les objectifs de libre-échange. De son côté la CELAC née sous l'impulsion Brésilienne en 2010 est officiellement créée en 2011 au Venezuela et englobe les 33 pays du Sous-continent. Conçue davantage comme un forum de concertation entendant articuler les différents processus d'intégration de la région dans les domaines politique, économique, social et culturel, la CELAC redonne un sens unitaire de l'intégration latino-américaine.

### *De l'intégration « post-libérale » en Amérique latine : l'aube d'un nouveau régionalisme*

CELAC, Unasur, ALBA, « Dans leur diversité, ces espaces d'intégration ont en commun de penser les États comme premiers protagonistes et de fonder un projet

---

<sup>126</sup> Pour autant les accords bilatéraux entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique centrale ou andins, maintiennent en vie le paradigme libéral américain en Amérique latine et contribuent aux tensions et divergences d'orientation dans la région.

<sup>127</sup> Déclarations du Vice-ministre des relations extérieures du Venezuela, Rodolfo Sanz, rapportées par Andres SERBIN dans : SERBIN, Andres, 2007. Entre Unasur y ALBA : Otran integracion (ciudadana) es posible? In : SERBIN, Andres, ISA-CONTRERAS, Pavel et PENA, Lazaro, *Anuario de la integracion regional de America y el gran caribe*. n°6. Buenos Aires : CRIES. pp. 9-33.

politique, au-delà des intérêts économiques, qui, s'ils existent, ne sont pas premiers. »<sup>128</sup> La littérature scientifique parle d'intégration post-libérale quant à ces processus développés ou amandés à partir du milieu des années 2000 en Amérique latine dans un contexte de virage à gauche de l'horizon politique de la région. Ceux-ci, affichent des objectifs de développement social et de souveraineté nationale portée par la solidarité latino-américaine. Si le processus de rapprochement entre la CAN et le Mercosur entamé dès 1998 a pour objectif de former un accord de libre-échange entre les deux blocs au sein d'une ALCSA (Zone de libre-échange Sud-Américaine) promue par le Brésil, la formation de la CSN en 2004 devenue Unasur quatre ans plus tard va plus loin. Il s'agit de « développer un espace sud-américain intégré dans les domaines politique, social, économique, environnemental et de l'infrastructure, qui renforce l'identité propre de l'Amérique du Sud et contribue, à partir d'une perspective sous régionale au renforcement de l'Amérique latine et des Caraïbes et lui confère un plus grand rayonnement et une plus grande représentation ans les forums internationaux »<sup>129</sup> Ainsi l'Unasur s'illustre dans la coopération dans les domaines de la politique et de la défense, des infrastructures et de l'énergie ou de libre circulation des personnes. Si l'Unasur rejette le leadership américain, et entend promouvoir le sens d'une intégration non réduite à sa dimension économique, l'ALBA, portée par le Venezuela d'Hugo Chavez est encore plus radicale dans son opposition au modèle néo-libéral.

Le président du Venezuela entre 1999 et 2013, Hugo Chavez, a joué un rôle important dans le rejet de la ZLEA et la mise en place d'un nouveau modèle régionaliste. En 2004, il intervient ainsi lors du Sommet des Peuples tenu en parallèle du sommet des Amériques à Mar del Plata déclarant que la ZLEA était morte. Dès lors Hugo Chavez et son projet alternatif d'intégration latino-américaine devient le porte-drapeau de la lutte anti-ZLEA, et entretient des relations étroites avec les mouvements sociaux, soutenant à présent l'idée « [qu']une autre intégration est possible ». Un mois plus tard il donnait une avancée concrète au projet d'ALBA présenté en 2001 à Isla Margarita en annonçant une

---

<sup>128</sup> H HIDALGO VALDICIA M. « Le temps de l'intégration politique et souveraine ». *Revue Projet*. mai 2010. n°318, p. 76-83.

<sup>129</sup> III Cumbre Presidencial Sudamericana. *Declaración del Cusco sobre la Comunidad Sudamericana de Naciones* [En ligne]. 12 août 2004. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/documentos/dec\\_int/cusco\\_sudamerica.htm](http://www.comunidadandina.org/documentos/dec_int/cusco_sudamerica.htm)



position conjointe avec Cuba concrétisée dans un accord bilatéral signé à la Havane en avril 2005. Un an plus tard, ces deux pays signent avec la Bolivie d'Evo Morales un Traité de Commerce entre les Peuples (TCP) puis l'ALBA est ensuite rejoint successivement par le Nicaragua, la Dominique, Antigua-et-Barbuda, l'Équateur, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès et la Grenade tandis qu'Haïti, le Suriname, l'Uruguay, l'Iran et la Russie en sont observateurs. Guidée par Hugo Chavez pour qui elle constituait un outil de légitimation, l'ALBA, développe une rhétorique<sup>130</sup> très fortement imprégnée d'idéologie latino américaniste, bolivarienne chaviste<sup>131</sup> et anti-impérialiste<sup>132</sup> faisant référence à de grandes figures tutélaires, en tête desquels se place *Simon Bolivar*, « *el Libertador* ». Le nom même d'ALBA suffit à mettre en évidence ce parti pris idéologique. Signifiant aujourd'hui « Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique », ce qui fait ouvertement référence à l'idée de la *Nuestra América* de José Martí<sup>133</sup> à son origine, l'ALBA faisait référence aux termes « d'Alternative Bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique ». Ce terme d'*Alternative* est pensé en référence au projet de ZLEA. On voit ainsi que dès sa création l'ALBA se pense par opposition à ce projet et se définit en fonction de cette position : il s'agit d'une alternative bolivarienne annoncée pour les peuples alors que la ZLEA est fondamentalement économique. Elle est, jusqu'à son acronyme, dédiée à cette contre-construction : la ZLEA se dit ALCA en espagnol, changer simplement le C de commerce pour le B de bolivarienne revient à former le mot Aube, hautement symbolique de la naissance d'un nouveau paradigme d'unité latino-américaine. L'ALBA prône ainsi un modèle économique opposé au libéralisme et combat la dépendance de l'Amérique latine vis-à-vis des États-Unis en s'appuyant sur les ressources pétrolières du Venezuela au sein du projet PETROSUR ou sur la mise en place

---

<sup>130</sup> Voir au sujet de l'utilisation de la rhétorique dans les discours de l'ALBA et de l'instrumentalisation de l'institution dans la politique nationale vénézuélienne : CASTANIER, Julia, COMMET, Mathieu, LAZREG, Nordin et MARIN, Agathe, 2007. *La communication institutionnelle de l'ALBA. Des principes affichés à la réalité de l'action*. Analyse. Paris : OPALC.

<sup>131</sup> On trouve une étude intéressante du discours chaviste faite par María Fernanda Gonzalez Espinoza et Pierre Fiala dans la revue *Mots* : GONZALEZ ESPINOZA M. F., FIALA P. « Le discours chavézien, le fondement d'une nouvelle gauche andine? ». *Mots. Les langages du politique*. 2010. n°93,.

<sup>132</sup> On peut citer ainsi les propos d'Oswaldo Martinez regroupés dans l'article « *Dos proyectos en lucha frontal ALCA vs ALBA* » sur le site de l'ALBA: « L'intégration en Amérique latine ne peut se faire avec les États-Unis, ni même dans la neutralité avec la puissance impérialiste. Ce processus doit obligatoirement se former dans une lutte frontale contre le projet de domination Yankee : la Zone de Libre Echange des Amériques. (<http://www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=News&file=article&sid=568>)

<sup>133</sup> MARTÍ, José, 2000. *Obras completas* [en ligne]. 2a. ed. La Habana : Centro de Estudios Martianos. Disponible à l'adresse : <http://bibliotecavirtual.clasco.org.ar/ar/libros/marti/marti.html>

en 2005 de TELESUR pour concurrencer les chaînes CNN et ABC. Outre cette guerre de position, la coopération s'exprime dans les domaines de la santé, agroalimentaire, monétaire, culturel, environnemental ou de la diplomatie.<sup>134</sup>

Bien que fortement idéologisée et instrumentalisée, l'ALBA représente bien une nouvelle orientation de l'intégration régionale basée sur la coopération, la solidarité et les avantages complémentaires. Il n'est ainsi pas abusif de souligner l'influence de l'ALBA dans le renouveau thématique des processus régionaux latino-américains et en particulier dans le développement d'un agenda social de l'intégration régionale.<sup>135</sup>

Au-delà de la naissance de l'ALBA, de l'Unasur ou encore plus récemment de la CELAC, il est également intéressant de remarquer que l'intégration régionale en Amérique latine a, d'une façon générale, fait peau neuve au milieu des années 2000 et a développé des agendas multidimensionnels<sup>136</sup>. Comme le note Andres Serbin :

“La notion de régionalisme ouvert, c'est à dire, la perspective d'échange commercial en tant qu'élément central de l'intégration qui prévalait dans les années quatre-vingt-dix, a cessé d'être la principale force motrice des actuelles tendances d'intégration et de coopération entre les pays de la région, et a été substitué de façon croissante par une nouvelle optique, plus en accord avec ce que certains auteurs nomment régionalisme post libéral, et que d'autres qualifient de régionalisme post-hégémonique ou même post-néolibéral, en fonction de certaines spécificités des actuels processus régionaux”<sup>137</sup>

---

<sup>134</sup> Notons pour illustrer ce dynamisme multidimensionnel le lancement en 2004 de l'Opération Miracle visant à donner accès à des traitements oculaires pour des personnes disposant de faibles ressources, le programme d'Augmentation de la production agroalimentaire finançant des projets favorisant la sécurité alimentaire ; la création d'une monnaie virtuelle de référence : le SUCRE (Sistema Unico de Compensación Regional), et celle du Fonds culturel de l'ALBA ou encore le soutien apporté au Sommet mondial des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère de Cochabamba ainsi que sur le plan diplomatique aux revendications argentine sur les Malouines et Bolivienne quant à son accès la mer...

<sup>135</sup> « En effet, l'analyse des changements dans l'agenda de l'intégration régionale - qui est passé d'un accent sur les accords de libre-échange à la croissante préoccupation pour les thèmes sociaux et politiques, le développement équitable et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - révèle que, malgré ses coûts, la diplomatie pétrolière de Chavez trouve d'autres intérêts. » SERBIN, Andres, 2006. Cuando la limosna es grande : El Caribe, Chávez y los límites de la diplomacia petrolera. *Nueva Sociedad*. octobre 2006. N° 205, pp. 75-91. P91

<sup>136</sup> Notons tout de même qu'une certaine multiplication des thèmes à l'agenda régional a pu être observé avec le « nouveau régionalisme » dans les années 1990 (DABENE, 1998. p9)

<sup>137</sup> “La noción de regionalismo abierto, es decir, la perspectiva de intercambio comercial en tanto elemento central de la integración prevaleciente en los años noventa, ha dejado de ser la principal fuerza motriz de las actuales tendencias de integración y de cooperación entre los países de la región, y ha sido crecientemente sustituida por un nuevo enfoque, más acorde con lo que algunos autores denominan regionalismo post-liberal, y que otros califican como regionalismo post-hegemónico o incluso post-neoliberal, en función de algunas especificidades de los actuales procesos regionales.” SERBIN, Andres, MARTINEZ, Laneydi et RAMANZINI, Haroldo, 2012. El regionalismo « post-liberal » en América Latina y el Caribe: Nuevos actores, nuevos temas, nuevos desafíos. In :

C'est en effet le concept même d'intégration régionale qui est renouvelé en Amérique latine, tournant le dos au régionalisme ouvert pour se tourner vers un régionalisme post-libéral caractérisé par trois grands « retours » : renforcement de l'Etat, politisation des relations régionales et agenda développementaliste et social. (SERBIN et al., 2012) Processus continentaux, sous continentaux ou sous régionaux, quelle que soit l'échelle, un tournant peut être remarqué. La proposition d'une charte sociale pour l'OEA<sup>138</sup>, l'intégration de huit nouveaux domaines d'action dont la participation de la société civile pour l'ALADI en 2004<sup>139</sup> et en particulier la diversification des agendas du Mercosur<sup>140</sup> et de la CAN en témoignent.

Le consensus de Buenos Aires du 16 octobre 2003 propose pour l'intégration du cône sud un nouvel agenda qui prendrait en compte les défis de la démocratie, de la pauvreté et de l'inégalité, du chômage ou encore de l'analphabétisme<sup>141</sup>. La décision 26 du Conseil du Marché Commun (CMC) de décembre 2003 approuve ainsi un programme pour 2004-2006 ayant pour objectif de proposer des actions concrètes pour avancer vers un type d'intégration différent du modèle commercial des années 1990. La présentation lors du sommet du Mercosur de juin 2005 de la proposition « Somos Mercosur » par le Dr Tabaré Vázquez illustre le tournant vers une plus grande prise en compte des populations dans le processus régional :

« Le moment politique particulier que vit le Mercosur vaut la peine, aujourd'hui plus que jamais, que nous avancions aussi dans l'intégration culturelle et dans l'intégration des citoyens de la région. Cette dimension de l'intégration requiert la construction des subjectivités et identité supranationales [...]. Nous devons assumer que nous SOMMES tous le

---

*Anuario de la Integración Regional en el Gran Caribe*. Caracas : CRIES. pp. 552. Anuario de la Integración Regional en el Gran Caribe, 9.

<sup>138</sup> Proposition soutenue par Hugo Chavez mais qui ne sera adoptée qu'en 2012

<sup>139</sup> Resolución 60 (XIII): *el rol de la ALADI y su funcionamiento para el desarrollo y consolidación del proceso de integración regional* - 18 octobre 2004. Disponible à l'adresse : [http://www.aladi.org/biblioteca/Publicaciones/ALADI/Consejo\\_de\\_Ministros/CM\\_13/Resolucion-60en.doc](http://www.aladi.org/biblioteca/Publicaciones/ALADI/Consejo_de_Ministros/CM_13/Resolucion-60en.doc)

<sup>140</sup> Voir au sujet du développement de l'agenda du Mercosur : GENEYRO R. A., VAZQUEZ M. , 2006. « La ampliación de la agenda política y social para el Mercosur actual ». *Aldea Mundo* [En ligne]. Vol. 11, n°20,. Disponible à l'adresse : <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=54302002>

<sup>141</sup> Le texte du consensus de Buenos Aires est disponible l'adresse suivante : <http://www.resdal.org/ultimos-documentos/consenso-bsas.html>

Mercosur, et que de nous tous dépend le succès de ce formidable projet politique. »<sup>142</sup> (citation reprise dans : GENEYRO et VAZQUEZ, 2006).

En décembre est ainsi approuvé un protocole pour la constitution du parlement du Mercosur (Déc. CMC No. 23/05). L'agenda social se développe et en 2007 l'institut social du Mercosur<sup>143</sup> est créé tandis qu'est approuvée la déclaration de principe du Mercosur Social servant alors de base à l'élaboration d'un plan stratégique d'action sociale.

L'évolution du processus régional andin au cours de ses 40 années d'existence est aussi le reflet des réorientations régionales latino-américaines. Signé en mai 1969, l'Accord de Carthagène donne naissance au Pacte Andin qui réunit la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Equateur et le Pérou puis le Venezuela à partir de 1973. Devenu Communauté Andine en 1997, le processus régional andin s'est, au long de ses 40 années d'existence, profondément renouvelé quant à sa structure, son fonctionnement et ses objectifs. Progressivement institutionnalisé jusqu'à former l'actuel Système Andin d'Intégration (SAI). L'intégration andine est passée d'un modèle fermé consacré au développement industriel jusque dans les années 1980 à un modèle ouvert orienté vers la libéralisation des marchés. Au milieu des années 2000 le processus a considérablement renouvelé son agenda en s'engageant sur la voie d'une intégration « intégrale » caractérisée par une multiplication des thématiques de l'intégration et en particulier une plus grande prise en compte des aspects sociaux et culturels.

## Chapitre 2. 40 ans d'intégration régionale dans les Andes

### 2.1. Du Pacte Andin à la Communauté Andine

Décus par l'ALALC qui ne parvient pas à faire profiter les économies de « moindre développement » de la dynamisation du commerce régional et de son incapacité à mettre en œuvre les recommandations des économistes pour relancer l'intégration,<sup>144</sup> les pays

---

<sup>142</sup> “El especial momento político que está viviendo el Mercosur amerita, hoy más que nunca, que avancemos también en la integración cultural y en la integración de los ciudadanos de la región. Esta dimensión de la integración requiere de la construcción de subjetividades e identidades supranacionales (...). Debemos asumir que todos SOMOS Mercosur, y que de todos nosotros depende el éxito de este formidable proyecto político”

<sup>143</sup> <http://isMercosur.org/Mercosur-social/>

<sup>144</sup> Il s'agit en particulier des recommandations faites par quatre grands économistes latino-américains Raul Prebisch (directeur de la CNUCED), José Mayorbe (secrétaire de la CEPAL), Felipe Herrera (président de la BID) et Carlos

andins envisagent dès 1966 un accord séparé. Encouragés par le modèle centre-américain, les pays andins entament des négociations pour un accord sous régional à partir des réflexions de la CEPAL mais également grâce au volontarisme d'hommes politiques régionaux. Toutefois la concertation d'un accord séparé n'a jamais signifié un retrait de l'ALALC et la construction d'une organisation sous régionale entendait de fait renforcer l'intégration latino-américaine.

### *Genèse d'un accord ambitieux au service du développement régional*

Carlos Lleras Restrepo, alors président de la Colombie, convoque en août 1966 ses homologues chilien, équatorien, péruvien et vénézuélien à Bogota. Ceux-ci ayant répondu favorablement à cette invitation,<sup>145</sup> ils s'entendent à travers la « Déclaration de Bogota » sur l'intérêt de concerter un marché commun pour dynamiser leurs économies et préparer les conditions de leur bonne intégration au sein de l'ALALC. La déclaration des présidents d'Amérique du 14 avril 1967, ouvre officiellement la voie à la construction de tels ensembles sous régionaux dans le cadre de l'ALALC<sup>146</sup> qui approuve en septembre les bases d'un accord entre les pays andins. Une Commission Mixte installée par les pays andins mandate alors un comité d'experts chargé de préparer l'accord. Tandis qu'une Corporation Andine de Développement (CAF) est créée début 1968, les pays andins avancent dans leurs négociations. Si certaines divergences se manifestent quant à la rapidité de la libéralisation du commerce<sup>147</sup> lors des pourparlers, la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Equateur et le Pérou signent l'Accord de Carthagène le 26 mai 1969<sup>148</sup> et donnent

---

Sanz de Santa Maria (secrétaire du Comité interaméricain de l'Alliance pour le Progrès) qu'Eduardo Frei Montalva, le président chilien, consulte en 1965. Voir (MOLANO CRUZ 2011)

<sup>145</sup> Le président chilien, Frei Montalva, et le président vénézuélien, Raul Leoni, assistèrent personnellement à cette réunion tandis que des représentants du Pérou et de l'Equateur furent envoyés par les présidents Fernando Belaunde Terry et Clement Yerovi Indaburu.

<sup>146</sup> Les présidents américains s'accordent alors entre autres à « Favoriser la concertation d'accords sous régionaux, de caractère transitoire, avec des régimes de baisse des droits de douane internes et d'harmonisation des traitements envers les tiers, de façon plus accélérée que les engagements généraux et qui soit compatibles avec l'objectif d'intégration régionale ». Voir la déclaration disponible à l'adresse suivante : <http://www.summit-americas.org/declaracion%20presidentes-1967-span.htm>

<sup>147</sup> D'une part les pays les plus avancés industriellement, le Chili et la Colombie souhaitaient sa rapide mise en place et étaient soutenus par la Bolivie et l'Equateur qui avaient obtenu des traitements privilégiés au sein du processus naissant, et d'autre part le Pérou et le Venezuela, pays d'une taille économique et industrielle intermédiaire craignaient que cela n'affecte leurs industries. C'est notamment pour cette raison et sous le poids des industriels que le Venezuela se retire des négociations.

<sup>148</sup> Il entre en vigueur le 16 Octobre de la même année

naissance au Pacte Andin ou Groupe Andin qui reçoit l'approbation de l'ALALC en juillet. Les activités du processus andin commencent officiellement le 21 novembre de cette même année lors de l'installation de la Commission, organe suprême de l'Accord de Carthagène chargé d'établir les normes communautaires. Etablissant son siège à Lima, le processus régional andin se dote d'une structure institutionnelle assez simple. En plus de la Commission, composée d'un représentant plénipotentiaire de chacun des États membres, la Junte de l'Accord de Carthagène (JUNAC), organe exécutif, est composée de trois membres<sup>149</sup> dont les décisions doivent se faire par consensus. Ces deux organes sont également appuyés par un comité d'assistance économique et sociale agissant en tant qu'organe consultatif. Si l'institutionnalisation du processus andin se développera considérablement dans les décennies suivantes, l'originalité et la force de ce processus régional naissant résident dans ses objectifs ambitieux en faveur du développement harmonieux de ses pays membres.

Apprenant des leçons tirées de l'ALALC, le processus d'intégration andin, plus empreint des théories cépaliennes que tout autre processus régional latino-américain,<sup>150</sup> prend acte des différences majeures dans les objectifs et mécanismes présidant à l'intégration entre pays en développement par rapport aux accords régionaux entre pays développés. Les gouvernements de la région s'engagent bien sur la voie traditionnelle de la libéralisation en aspirant à l'harmonisation de leurs politiques commerciales ainsi qu'à la création d'une zone de libre-échange et d'une union douanière, basée sur un « tarif extérieur minimum commun. Toutefois, l'augmentation du commerce intra régional n'était pas l'objectif principal<sup>151</sup> : l'élargissement du marché devait servir l'industrialisation. De fait le but premier est le développement afin de permettre

---

<sup>149</sup> Etant établi qu'un de ces membres devait être obligatoirement national d'un pays de moindre développement et que l'un d'entre eux était choisi comme coordinateur. La première JUNAC était ainsi composée du Colombien Felipe Salazar Santos désigné comme coordinateur, du Chilien Salvador Lluch Soler et de l'Equatorien Germánico Salgado Peñaherrera (CONTRERAS, 2009, p.209)

<sup>150</sup> Les gouvernements des pays andins partagent ainsi une certaine convergence en faveur du développementalisme prôné par la CEPAL. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le Chili, pays instigateur de la CEPAL et dont le président Eduardo Frei a nous l'avons vu fait appel aux conseils d'économistes rattachés à l'institution mais aussi concernant la Colombie de Carlos Lleras Restrepo, proche de Raul Prebisch et de sa pensée économique. (SANTANDER 2008, p. 74)

<sup>151</sup> C'est textuellement ce qu'affirme Germanico Salgado, membre de la JUNAC entre 1969 et 1976 : « La simple expansion du commerce intra régional, fait sur la base de la structure économique existante était un effet positif mais limité dans sa portée et ne devait pas être l'objectif fondamental du processus d'intégration. »(SALGADO, 1998)

l'insertion favorable des pays membres sur le marché mondial mais aussi dans l'intégration latino-américaine. Au-delà de la mise en place d'une libéralisation progressive et dissociée, l'originalité et la force de l'intégration économique andine repose donc sur trois principes : priorité à l'industrialisation, répartition équilibrée des coûts et bénéfiques de l'intégration et protection contre la compétitivité des investissements étrangers...

La prise en compte des différents niveaux de développement dans la région, fondement du régionalisme andin,<sup>152</sup> est ainsi établie par un traitement préférentiel assuré à l'Equateur et à la Bolivie dès les négociations de l'Accord de Carthagène et se caractérise notamment par des souplesses octroyées dans la mise en place du marché commun.<sup>153</sup> En outre, la promesse d'un développement harmonieux entre les pays andins est faite par l'orientation vers la complémentarité industrielle planifiée à partir de la définition de spécialisations nationales. Le processus régional andin se montre ainsi particulièrement ambitieux dans ses objectifs de planification économique et de programmation en particulier dans le secteur industriel appelé à devenir la « locomotive du développement » (CONTRERAS, 2009, p. 102). L'Accord de Carthagène<sup>154</sup> prévoit la mise en place de programmes industriels sectoriels basés sur une politique de substitution aux importations. Enfin, dès 1970 le processus andin se démarque sur le plan financier en accordant la préférence aux capitaux et entreprises andins par la décision 24<sup>155</sup> de la Commission Andine. Il s'agissait par-là d'empêcher les multinationales, attirées par les opportunités d'un marché élargi, de s'implanter au détriment des capitaux locaux et de la souveraineté économique des pays andins. L'expérience andine s'érigea en modèle et l'innovation introduite par cette décision fut suivie en Argentine, au Brésil et au

---

<sup>152</sup> Rappelons que c'est en particulier l'incapacité de l'ALALC à prendre en compte les asymétries de développement qui pousse les pays andins à se concerter en 1966.

<sup>153</sup> Par exemple l'application d'un tarif extérieur commun minimum est initialement fixée à 1980 pour le Chili, la Colombie et le Pérou tandis que la Bolivie et l'Equateur disposent de cinq années supplémentaires pour cette harmonisation.

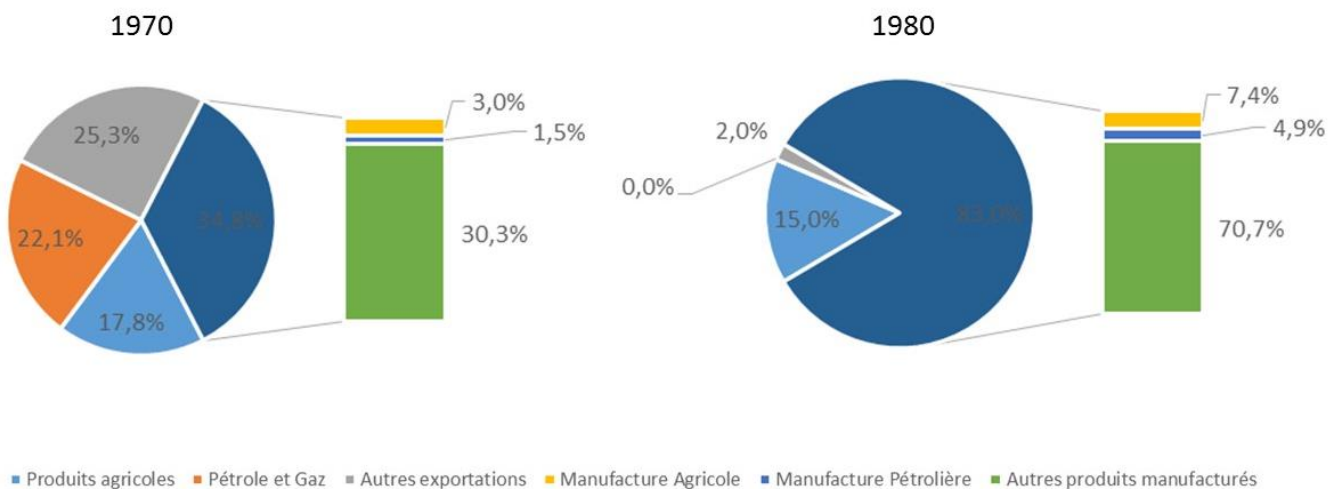
<sup>154</sup> L'article 3 de l'Accord de Carthagène prévoit alors comme mesures : «La programmation conjointe, l'intensification du processus d'industrialisation sous régional et l'exécution de programmes industriels et d'autres modalités d'intégration industrielle ». <http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/DBasicos/DBasico1.doc>

<sup>155</sup> Le texte de cette décision du 31 décembre 1970 est disponible à l'adresse suivante : <http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/decisiones/DEC024.doc>

Mexique tandis que l'idée d'un traitement différencié dans l'intégration était adoptée par le CARICOM créé en 1973 (MOLANO CRUZ, 2011).

L'expérience andine démarrait avec succès et la première moitié des années 1970 correspond à une période de dynamisme régional. Entre 1969 et 1977, la région connaît une augmentation significative des exportations intra régionales favorisées par une rapide diminution des droits de douane. La valeur des exportations intra andines passe alors sur la période de 95 à 824 millions de dollars, soit 5.2% du total du commerce de la région en 1977 contre moins de 2% huit ans plus tôt. Si elle a été plus que doublée, la proportion reste timide. Mais, conséquence de l'orientation stratégique prise par les pays andins, le progrès le plus considérable concerne l'exportation de produits manufacturés qui passe de 34,8% du commerce intra régional en 1970 à 83% de celui-ci en 1980.<sup>156</sup>

### Graphique 2 : Composition du commerce intra régional en 1970 et 1980



Source : élaboration propre à partir des données collectées par Maria M Prado Espinosa, 2014

L'intégration andine semble récolter les fruits de son pari ambitieux en faveur du développement de ses pays membres, pourtant dès la seconde moitié des années 1970 des difficultés apparaissent à l'horizon du processus régional. La multiplication des cas de non application des décisions communautaires met le processus dans une progressive

<sup>156</sup> Nous utilisons ici les données collectées et analysées par Maria Mercedes Prado Espinosa dans sa thèse de doctorat soutenue en 2014. Pour plus de détails sur la structure du commerce andin : (PRADO ESPINOSA 2014)



et dangereuse insécurité juridique. De plus, les divergences économiques entre le Chili, que le coup d'Etat de 1973 a réorienté vers le néolibéralisme, et les autres pays andins fidèles aux prescriptions cépaliennes, entraînent un piétinement en matière de libéralisation dès le début des négociations du tarif extérieur commun et mènent finalement au retrait du Chili en 1976.<sup>157</sup> Face à ces épreuves, le processus andin renforce son appareil institutionnel puis finalement réoriente sa course.

### *Construction institutionnelle et changement de paradigme*

A l'orée des années 1980 le processus d'intégration andin oscille entre développement institutionnel et difficultés de mise en œuvre des objectifs concertés. L'entrée dans la décennie perdue que signifie la crise de la dette pour la région, mène le processus andin à s'orienter vers un changement de paradigme, délaissant le développement industriel au profit de l'ouverture des marchés.

Tandis que les protocoles de Lima et Arequipa de 1976 repoussent de quatre ans les délais pour la mise en place de programmes industriels et du tarif extérieur commun<sup>158</sup>, une réactivation institutionnelle est à l'œuvre. En dépit de la grave atteinte à la marche régionale portée par la sortie du Chili, les autres pays membres réitèrent leur engagement pour l'intégration andine qui se dote d'un Fonds Andin de Réserves (FAR), afin d'attribuer un crédit aux pays membres rencontrant des difficultés dans leur balance des paiements, et avance sur la voie de la coopération politique, en particulier dans le contexte de guerre au Nicaragua.<sup>159</sup> Durant cette période, le processus régional se dote progressivement d'une structure institutionnelle plus approfondie. Des accords de

---

<sup>157</sup> Ce retrait remet en cause un des fondements du modèle régional hérité de la CEPAL : l'association de pays de moindre développement avec un partenaire plus développé.

<sup>158</sup> Le programme industriel est repoussé à 1979 tandis que l'adoption du tarif extérieur commun est différé à 1984 pour la Colombie, le Pérou et le Venezuela et à 1989 pour la Bolivie et l'Equateur. (SALGADO, 1998, p. 7)

<sup>159</sup> En 1979, les ministres andins des Affaires Etrangères s'accordent pour agir en tant que bloc et défendre la souveraineté du Nicaragua agité par une forte crise politique. Cette année-là ils participent également d'une seule voix à la 6e conférence des pays non alignés qui se tient à la Havane. Si le coup d'Etat en Bolivie défia cette coopération politique régionale naissante, ses principes furent repris en 1983 dans la création du Groupe de Contadora qui par la Colombie, le Venezuela, le Mexique et le Panama afin de participer aux efforts de paix en Amérique centrale et poursuivis après sa transformation en Groupe de Rio trois ans plus tard.

coopération sur l'éducation et la culture (Convenio Andrés Bello)<sup>160</sup>, la santé (Convenio Hipólito Unanue) et le travail (Convenio Simón Rodríguez)<sup>161</sup> voient le jour respectivement en 1970, 1971 et 1976 et témoignent d'un certain avant-gardisme en matière de diversification de l'agenda régional. En 1979, dix ans après la signature de l'Accord de Carthagène, le processus andin connaît une réelle expansion. Réunis à Carthagène à l'occasion de l'anniversaire de l'acte fondateur du processus régional, les présidents andins s'accordent sur la création du Tribunal Andin de Justice et posent les conditions de la création d'un Conseil Andin des Ministres des Affaires Etrangères qui sera créé en novembre tandis qu'un Parlement Andin voit le jour en octobre. Deux autres organes consultatifs entrent en fonction en 1983 : un comité du travail ainsi qu'un comité patronal. Marquant un élan de consolidation et d'approfondissement institutionnel, la création du Tribunal Andin de Justice au-delà d'apporter au processus andin un mécanisme de règlement des différends tant attendu, dote la norme communautaire d'un caractère supranational inédit dans la région. Ainsi, la norme communautaire n'a plus besoin de faire l'objet d'une incorporation dans le droit national, son application est directe. Cette ambition supranationale est également présente dans la création du Parlement Andin bien qu'il n'ait qu'un rôle consultatif et non législatif. Alors qu'un élan de renouveau institutionnel des organisations régionales se ressent en Amérique latine dans les années 1980<sup>162</sup>, le FAR, qui connaît des résultats favorables à l'échelle andine, s'élargit à toute la région pour devenir le Fonds Latino-américain de réserves (FLAR) en 1988.

En dépit de ces avancées institutionnelles, les difficultés rencontrées dans la programmation industrielle<sup>163</sup> et la libéralisation commerciale, thèmes prioritaires de

---

<sup>160</sup> Cette convention traite des aspects liés à l'éducation, la culture, la science et la technologie – celui-ci a œuvré pour la réalisation d'échanges entre les pays membres, la validation des diplômes et l'organisation de chaires sur l'intégration.

<sup>161</sup> Son objectif est alors de promouvoir des stratégies pour améliorer les conditions de travail et la qualité de vie des ressortissants nationaux et migrants et ayant ainsi permis la création du système Andin de Sécurité Sociale et de l'Institut Andin de Migrations de travail

<sup>162</sup> En 1980 l'ALALC fait peau neuve et se transforme en Association latino-américaine de développement industriel (ALADI) tandis qu'en 1984 la CEPAL inclut les pays de la Caraïbe pour devenir Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

<sup>163</sup> La mise en place de ces programmes est en effet laborieuse. Le premier programme sectoriel est établi en 1972 mais doit être renégocié avec l'entrée du Venezuela l'année suivante et il faudra attendre 1975 pour que le second programme soit adopté. En outre ils n'ont pas le succès escompté : si le programme sur la métallurgie a mené à des investissements en Equateur, le programme sur le secteur pétrochimique favorise essentiellement les pays les plus développés. Les deux pays de moindre développement et surtout la Bolivie n'en ont pas retiré les bénéfices

l'intégration andine, font peser un fort discrédit sur le processus. Le climat d'incertitude s'accélère avec le coup d'Etat réalisé en juillet 1980 par Luis García Meza Tejada en Bolivie tandis que des affrontements entre l'Equateur et le Pérou surviennent dans les zones frontalières en 1981. Le commerce intra régional se contracte et en 1983 la crise de la dette éclate. Cette année-là, les exportations intra régionales passent de 1183 à 753 millions de dollars tandis que cette chute atteint son apogée en 1986, année où les exportations ne représentent plus que 655 millions, soit à peine plus de la moitié de leur valeur quatre ans plus tôt<sup>164</sup>. Le programme de libéralisation est suspendu et remplacé par un système de restriction, le commerce administré, consistant en l'établissement d'accords bilatéraux. Ce « coup presque mortel »<sup>165</sup> que porte la crise de la dette au processus andin, le mène à réorienter sa trajectoire. Le contexte et les conditions de l'intégration régionale ont changé et dès la fin des années 1980<sup>166</sup>, le régionalisme se transforme pour répondre à la logique de l'économie internationale et faire face aux crises nationales. Sous l'égide des politiques d'ajustement structurel, le régionalisme ouvert prend le pas sur les politiques régionales de protection et d'industrialisation en faveur du développement des pays andins.

En mai 1987, les gouvernements andins signent le protocole de Quito qui au-delà d'une réaffirmation de la volonté de créer une zone de libre-échange et d'adopter un tarif extérieur commun, donne la permission aux pays membres de conclure des accords bilatéraux avec des tiers. Ce protocole est ainsi la première vraie réforme du processus andin. Il remédie à l'illégalité de la situation généralisée de non-respect des normes communautaires et donne un peu de flexibilité à l'accord en réduisant ses exigences. Dès lors le processus paraît se vider de sa substance originelle et faire peau neuve : suppression du délai pour la mise en place du tarif extérieur commun, autorisation des

---

escomptés et se montrent donc réticent à plus d'ouverture faisant piétiner les négociations pour la libéralisation. (SALGADO 1998, p. 7)

<sup>164</sup> Nous nous basons sur les données fournies par le processus andin dans le document SGDE144, celui-ci incluant les données relatives au commerce avec le Venezuela, faisant à cette époque partie du processus andin.

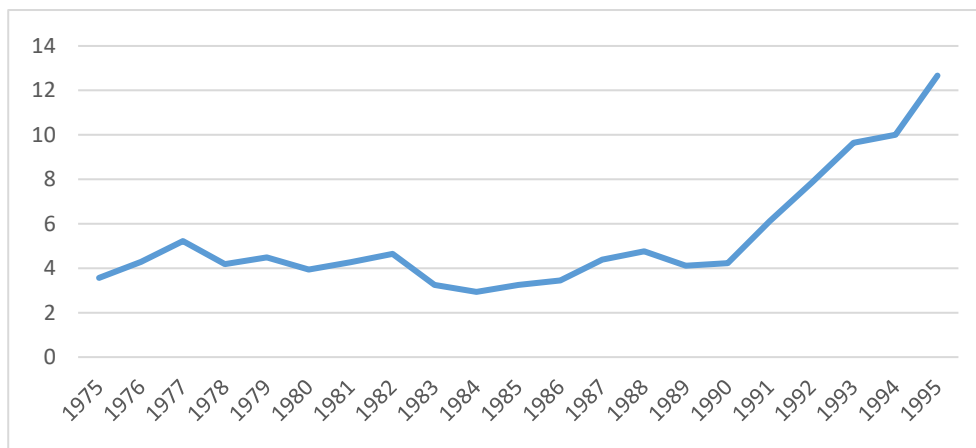
<sup>165</sup> Nous reprenons ici les propos de Germanico Salgado : "golpe casi mortal que significó para ella la crisis de la deuda externa" (SALGADO 1998, p. 84)

<sup>166</sup> "Desde fines de la década de los ochenta se observa en los países miembros de la Comunidad Andina una importante coincidencia en el manejo de las políticas económicas. Los países andinos desde esa época, vienen realizando procesos de apertura al comercio internacional y de modernización y liberalización de sus economías. Esa orientación no fue ajena al Acuerdo de Cartagena, el cual se ha venido modernizando hasta lograr caracterizar un modelo abierto de integración, que busca alcanzar la plena operación del mercado ampliado." (SGDI 059 p26)

restrictions du commerce administré, quasi disparition de la programmation industrielle, renforcement des organes politiques aux dépens des organes communautaires avec notamment la suppression de l'exclusivité de proposition de la JUNAC, fin du stricte multilatéralisme avec l'autorisation de négociation bilatérale d'accords de complémentarité industrielle et enfin dérogation à la décision 24 mettant en place un nouveau régime qui donne de l'autonomie aux économies nationales pour l'élaboration de leurs propres normes sur la régulation des investissements et le transfert de technologie. Ce changement de paradigme s'inscrit dans la lignée du basculement tout entier de la région vers le régionalisme ouvert caractérisé par un objectif à long terme de libéralisation totale passant par des mesures temporaires de relative protection. A partir du volontarisme politique, l'intégration devient un outil d'ouverture économique. En 1989, à l'initiative du président du Venezuela Carlos Andres Perez, les chefs d'Etat andins décident de se réunir tous les six mois. Ils créent ainsi de façon informelle le Conseil Présidentiel Andin qui sera officialisé en 1990<sup>167</sup> afin d'insuffler plus de dynamisme et de maniabilité au processus que la crise a laissé exsangue. A l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'intégration andine, ils se réunissent à Carthagène et font vœux de lever les entraves à l'intégration par la mise en place d'un programme de libéralisation. Ce souhait est consolidé en décembre de la même année aux Galápagos où ils approuvent un « Plan stratégique pour l'orientation du Groupe Andin » qui officialise l'abandon du modèle fermé et donne la priorité au marché. En janvier 1992 une zone de libre-échange sans aucune exception est mise en place et un tarif externe commun, à quatre niveaux (5 %, 10 %, 15 %, 20 %) est fixé, menant à la mise en place en janvier 1995 d'une union douanière imparfaite dont le Pérou ne fait pas partie. Cette ouverture se traduit par une embellie dans l'économie régionale andine et entre 1986 et 1995, la valeur des exportations intra régionales est multipliée par sept, ces dernières représentant alors plus de 12% du commerce total de la région. (Graphique 3)

---

<sup>167</sup> La première réunion officielle de ce conseil présidentiel a lieu lors de la Réunion de Machu Pichu les 22 et 23 mai 1990

**Graphique 3 : Part des exportations intra régionales 1975-1995**

Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN

Le commerce régional est en pleine croissance, fruit évident d'une réorientation vers le marché. En outre, caractéristique de ce nouveau régionalisme, les années 1990 voient aussi un début d'élargissement de l'agenda de l'intégration andine à d'autres thèmes de coopération venant appuyer la libéralisation commerciale. C'est en particulier le cas de la lutte contre le trafic de drogue qui voit la concertation des pays andins demandant en 1990 l'ouverture des marchés étasunien et européen pour les exportations licites andines en compensation des problèmes sociaux et économiques engendrés par la « lutte anti-droge » dans les Andes. Le développement d'une politique extérieure commune devient ainsi un domaine prioritaire de l'intégration régionale andine. Ce nouvel essor de l'intégration andine, ses changements conceptuels ainsi que ses échecs et lourdeurs, mènent le processus andin à entamer une réingénierie dès le deuxième semestre 1995. Lors de la 8<sup>ème</sup> réunion du Conseil présidentiel, tenue en mars 1996 à Trujillo la signature d'un protocole modificatif réécrit l'intégration andine en affirmant la volonté d'une intégration au-delà des questions commerciales.

### *Vers une réingénierie institutionnelle*

Lors de la 7<sup>e</sup> réunion du Conseil Présidentiel à Quito le 5 septembre 1995<sup>168</sup>, les présidents andins appellent à une réforme institutionnelle et pragmatique et chargent le Conseil des Ministres des Relations Extérieures d'élaborer le cadre juridique de la

<sup>168</sup> Entre 1992 et 1995 aucune réunion présidentielle n'a lieu.

formation d'un Système Andin d'Intégration. Six mois plus tard la réunion de Trujillo débouche sur la souscription du protocole de Trujillo le 10 mars 1996. Au-delà d'entériner le modèle d'ouverture commerciale hérité du protocole de Quito de 1987, ce protocole modificatif de l'Accord de Carthagène introduit un certain nombre de changements institutionnels. Le Pacte Andin devient la Communauté Andine qui repose sur un Système Andin d'Intégration (SAI) entendant permettre une « coordination effective »<sup>169</sup> des différents organes et institutions de l'intégration andine.

Ce Système Andin d'Intégration qu'instaure le protocole de Trujillo, repose sur une forte organisation institutionnelle conférant une nature plus politique aux institutions de la nouvelle Communauté Andine qu'à celles de son prédécesseur, le Pacte Andin (Figure 4). Cet ensemble institutionnel repose ainsi en particulier sur l'institutionnalisation du Conseil Présidentiel Andin en tant qu'organe suprême décidant de l'orientation du processus et du Conseil Andin des Ministres des Relations Extérieures (CAMRE) qui a la capacité d'adopter des décisions applicables dans les pays membres tandis qu'avant la réforme cette compétence était l'exclusivité de la Commission qui dès lors conserve cette capacité uniquement en matière de commerce et d'investissement. Mais si le CAMRE dispose de plus d'attributions, ces deux instances sont conjointement les organes de direction et décision du processus, veillant à l'application des directrices présidentielles<sup>170</sup>. En outre, un Secrétariat Général vient également remplacer l'ancienne JUNAC et la figure politique du Secrétaire Général élu par le CAMRE<sup>171</sup> en fait un organe exécutif et non plus technique<sup>172</sup>, confirmant la plus grande orientation politique que cette refonte institutionnelle imprime au processus d'intégration andin. Le Secrétariat

---

<sup>169</sup> “El Sistema tiene como finalidad permitir una coordinación efectiva de los órganos e instituciones que lo conforman, para profundizar la integración subregional andina, promover su proyección externa y consolidar y robustecer las acciones relacionadas con el proceso de integración.” (Article 7 protocole de Trujillo : [http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP\\_08.doc](http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP_08.doc) )

<sup>170</sup> Le protocole de Trujillo donne au CAMRE un rôle prépondérant par rapport à la Commission. Si celle-ci est compétente en matière de commerce et d'investissement, au-delà de la politique étrangère, le CAMRE occupe réellement un rôle de direction générale au sein du SAI quant à l'application des directrices présidentielles et quant à la formulation, l'exécution et l'évaluation de la politique générale du processus.

<sup>171</sup> En avril 1997 il est ainsi décidé que le premier secrétaire général de la CAN serait l'ambassadeur Sebastián Alegrett Ruiz qui entre en fonction en aout de cette même année suite à l'entré en vigueur du Protocole de Trujillo

<sup>172</sup> L'idée de collégialité qui soutenait la Junte trouve un écho dans l'installation d'un corps de directeurs généraux au sein du secrétariat général mais dans un sens la réforme institutionnelle a signifié une perte du sens communautaire du processus régional andin. La Junte était par essence un organe communautaire opérant pour la région et non pour les pays tandis que la nouvelle structure institutionnelle plus politisée affirmerait la primauté de l'intergouvernemental.

Général de la CAN (SGCAN) occupe un rôle central dans le processus régional, il est chargé entre autres missions de veiller à l'application des normes communautaires, d'exécuter les missions données par le CAMRE et la Commission, de leur formuler des propositions de décision, de réaliser les études techniques, et d'évaluer annuellement les résultats du processus pour le CAMRE. Le SGCAN occupe ainsi une position de coordinateur entre les organes de direction et décision et les autres organes et institutions du SAI. Au-delà de l'intégration de nouvelles institutions dans l'arbre institutionnel andin, l'adaptation du Tribunal Andin de Justice aux nouvelles conditions de l'intégration andine par le traité de Cochabamba de mai 1996 et l'élection des représentants du Parlement Andin au suffrage universel direct établie à Sucre, lors de la 9<sup>e</sup> réunion du Conseil Présidentiel d'avril 1997, confirment l'approfondissement institutionnel qu'apporte la réingénierie au processus andin<sup>173</sup>. Le SAI ne regroupe ainsi pas moins de quatorze organes et institutions (Figure 1) auxquelles il convient d'ajouter une centaine de comités, conseils et autres groupes d'appui spécialisés<sup>174</sup>. Orchestré par l'Etat membre exerçant la présidence pro-tempore<sup>175</sup>, le fonctionnement du Système Andin d'Intégration est rythmé par les réunions annuelles des responsables des institutions et repose sur l'interconnexion d'institutions diverses quant à leur nature et à leurs domaines de compétence.

Cette grande structuration de l'appareil institutionnel du processus d'intégration andin, est une caractéristique particulière de la Communauté Andine. L'institutionnalisation de la Communauté Andine est considérée comme l'une des plus solides en matière de régionalisation, aussi bien par les acteurs de l'intégration qui se félicitent des aboutissements institutionnels andins<sup>176</sup> que par les observateurs externes<sup>177</sup> parmi

---

<sup>173</sup> Si la CAN et certains observateurs tendent à présenter le parlement comme une institution supranationale, dans les faits il n'a la capacité que de « formuler des recommandations » budgétaires, « suggérer aux organes du SAI des actions ou décisions » et « Participer à la génération de normes communautaires à travers suggestions aux organes du SAI » (Protocole de Trujillo)

<sup>174</sup> Voir le document : SGDI 962

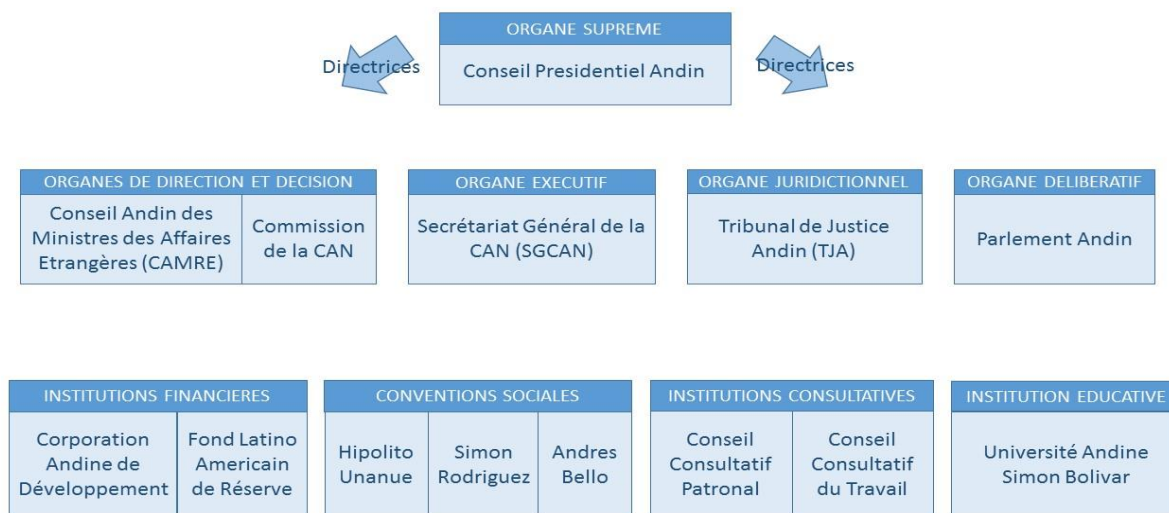
<sup>175</sup> Durant l'année que dure sa présidence pro tempore, l'Etat membre convoque les réunions de coordination interinstitutionnelle, préside le CAMRE et la Commission. Ce mode de fonctionnement fait encourir au processus régional les va et vient d'une direction assumée à tour de rôle par des pays enclins à favoriser leurs intérêts nationaux.

<sup>176</sup> Citons ainsi les propos tenus par Montaña dans son entretien avec M. M. Prado Espinosa (PRADO ESPINOSA 2014 ; entretien 2012, Annexe V): "Desde el inicio de la integración andina, se ha venido construyendo un ordenamiento jurídico muy complejo, muy especializado, solo comparable al derecho actual de la Unión Europea."

<sup>177</sup> D'autres auteurs comme Casas Gragea (CASAS GRAGEA 2002), Maldonado Lira (MALDONADO LIRA 1999), Artigas (ARTIGAS 2006) ou encore Quindimil (QUINDIMIL LOPEZ 2006) dressent ainsi la même conclusion quant à l'importance de l'organisation institutionnelle de la Communauté Andine.

lesquels « son organisation institutionnelle est unanimement reconnue comme étant la plus solide dans l'ensemble des processus d'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes » (MOLANO CRUZ 2011). De fait, le dynamisme et l'efficacité de certaines institutions appuient l'idée de la force de l'organisation institutionnelle de la Communauté Andine. Si le travail du Secrétariat Général, véritable pilier institutionnel de la CAN, a dynamisé le fonctionnement du processus régional andin<sup>178</sup>, ce sont les activités du tribunal de justice et de la CAF qui insufflent au SAI sa plus grande crédibilité.

**Figure 4 : Le Système Andin d'Intégration**



Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN

La CAF,<sup>179</sup> née aux origines de l'Accord de Carthagène comme « muscle financier » du processus régional, s'est considérablement développée. Si durant ses dix premières années d'existence ses financements atteignaient les 600 millions de dollars, entre 2010 et 2014 ils représentent 53.699 millions<sup>180</sup>. Suite à la prise de poste d'Enrique Garcia

<sup>178</sup> Giovanni Molano Cruz note ainsi qu'entre 1996 et 2005, ont été pris 625 décisions qui représentent 61 % du total des décisions adoptées depuis 1969 (MOLANO CRUZ 2011)

<sup>179</sup> Pour plus d'informations sur la CAF, se référer à l'article de Enrique Garcia en 2009, président exécutif de la CAN dans la revista de la integracion: (CONTRERAS, 2009, p. 42-46)

<sup>180</sup> CAF. CAF 2014, Informe Anual [En ligne]. Caracas : CAF, 2015. Disponible sur : < <http://scioteca.caf.com/bitstream/handle/123456789/723/Informe%20Anual%20CAF%202014.pdf?sequence=5&isAllowed=y> >



comme président exécutif de l'institution en 1991, la CAF ouvre son capital à d'autres actionnaires latino-américains, assumant une vocation intégrationniste au-delà des frontières andines. Grâce à la crédibilité et au succès de ses projets de financement, la CAF a vu augmenter ses pays actionnaires de 12 à 19 entre 2001 et 2010 faisant de l'institution andine l'une des premières sources de financement en infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes (MOLANO CRUZ, 2011). De fait, la CAF aujourd'hui connue comme la Banque de Développement de l'Amérique latine<sup>181</sup>, consacre près d'un quart de ses financements pour des projets de développement d'infrastructure dans le cadre de l'IIRSA<sup>182</sup>. Au cours des vingt dernières années l'institution a financé plus de 35% des investissements réalisés en termes d'intégration physique<sup>183</sup>.

De son côté, le Tribunal Andin de Justice, qui entre en fonction en 1984 au-delà d'apporter au processus un mécanisme de résolution des différends efficace si nécessaire, a introduit dans l'intégration andine une essence de supranationalité<sup>184</sup>. Il est le garant de deux piliers essentiels de norme communautaire : sa primauté sur la norme juridique nationale et son application directe. La norme communautaire andine est ainsi très développée : « Jamais dans les Amériques l'institutionnalisation des solidarités régionales est allé si loin, jamais non plus aucune organisation internationale de ce continent a compté avec un cadre juridique aussi riche que le droit andin, enfin jamais aucun processus d'intégration a disposé d'un Tribunal de Justice avec l'activité juridique que connaît le tribunal de la Communauté Andine. »<sup>185</sup> Cette projection est revendiquée par les responsables de l'institution qui la positionne comme « la troisième cour

---

<sup>181</sup> Le site internet de la CAF ne mentionne ainsi en aucun cas son appartenance au SAI ni son origine andine si ce n'est à travers la présence de son traité fondateur.

<sup>182</sup> Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine formée en 2000 dans le cadre de l'Unasur et renforcée par la mise en place d'un Conseil Sud-Américain d'Infrastructure et de Planification (COSIPLAN) en 2009. Voir le rapport d'activité de 2015 pour plus d'informations : COSIPLAN, 2016. *Informe de Actividades 2015* [En ligne]. [s.l.] : IIRSA,. Disponible à l'adresse : <http://www.flipsnack.com/IIRSA/informe-de-actividades-del-cosiplan-2015.html>

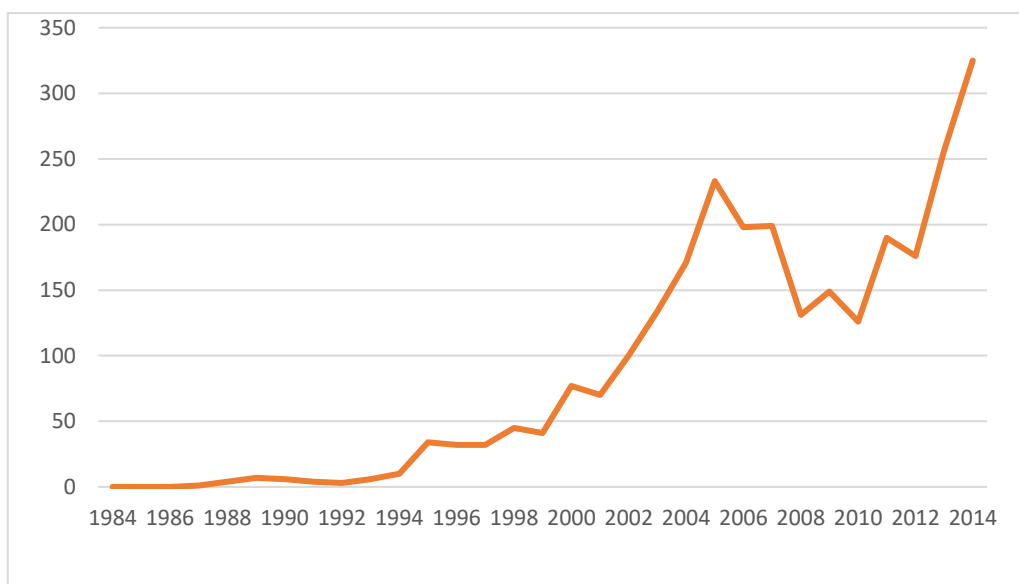
<sup>183</sup> Voir à ce sujet les chiffres annoncés par la CAF dans son rapport pour 2014 *CAF* (CAF, 2015)

<sup>184</sup> Notons qu'il ne s'agit pas d'un transfert de souveraineté des États mais plus d'un transfert d'une compétence. Si la norme juridique andine s'avère contraignante elle ne saurait être élaborée sans l'accord des États membres aux origines de toute négociation.

<sup>185</sup> «Jamás en las Américas se ha llegado tan lejos en la institucionalización de las solidaridades regionales, jamás tampoco ninguna organización internacional en este continente ha contado con un Ordenamiento jurídico tan rico como el derecho andino, en fin, jamás ningún proceso de integración ha dispuesto de un Tribunal de Justicia con la actividad judicial que conoce el Tribunal de la Comunidad Andina.» (QUINDIMIL,2006, p. 18)

internationale la plus active du monde après la Cour Européenne des Droits de l'Homme et le Tribunal de Justice de l'Union Européenne »<sup>186</sup> De fait le bilan des activités du Tribunal Andin de Justice montre le dynamisme de l'institution qui affiche au 31 décembre 2014 un total de 2769 interprétations juridiques sollicitées par les autorités nationales, 113 actions pour non application de la norme communautaire de la part des États membres, 55 actions de nullité de la norme communautaire, 18 processus en matière de législation du travail et 6 recours pour omission ou inactivité des institutions andines.<sup>187</sup> Ce rapport qui dresse un bilan sur une période de 30 ans révèle la considérable croissance des recours au Tribunal Andin de Justice, témoignant du développement de sa légitimité. L'évolution du nombre de demandes d'interprétation juridique est ainsi très représentative (Graphique 4).

**Graphique 4 : demandes d'interprétation juridique par année (1984-2014)**



*Source : élaboration propre à partir des données du rapport 1984-2014 du Tribunal de Justice Andin*

Ces demandes de caractère obligatoire ou facultatif émanant d'autorités nationales se référant au TJA dans des affaires faisant intervenir la norme communautaire, sont

<sup>186</sup> Voir site du TJA

<sup>187</sup> Des observateurs dressent également un bilan positif des activités du TJA : "entre 1995 et 2004, 173 décisions de justice ont été rendues pour non-conformité [...] de cet ensemble, 141 ont été résolues (approximativement 80 %) et seulement 32 sont encore en train d'être instruites" (ARTIGAS 2006, p. 54)

passées de 31 cas durant les dix premières années de travail du tribunal (1984-1993) à 1983 cas sur les dix dernières années (2005-2014), 2014 représentant à elle seule 10 fois plus de demandes (325) que durant toute la première décennie d'existence de l'institution<sup>188</sup>. Comme le note Maria Mercedes Prado Espinosa, la grande majorité de ces cas concerne la propriété industrielle, important enjeu pour les acteurs économiques à l'origine de ces différends<sup>189</sup>.

Confortée par de solides institutions et un certain degré de supranationalité, le SAI apparaît être l'une des structures institutionnelles les plus avancées en matière d'intégration régionale et Quindimil d'affirmer que « La CAN jouit actuellement d'une des structures institutionnelles les plus sophistiquées, stables, évoluées et complexes, la plaçant à l'avant-garde des processus d'intégration en Amérique latine et peut être derrière l'UE à l'échelle internationale. »<sup>190</sup>. De fait nombreux sont les observateurs à rapprocher l'expérience andine de l'expérience européenne<sup>191</sup>. Il est vrai qu'un certain nombre de similitudes institutionnelles peuvent être identifiées aussi bien aux origines du Pacte Andin<sup>192</sup> que dans la structure du Système Andin d'Intégration conçu par le protocole de Trujillo. De fait, la portée et l'aboutissement du projet européen en font la figure de proue de l'intégration régionale et mènent les spécialistes à mesurer la valeur des processus régionaux en fonction d'une sorte d'étalon-Europe. Toutefois il convient de ne pas amalgamer les deux processus, d'en reconnaître les différences, les convergences sans en tirer de jugement normatif ou de valeur. En dépit d'un certain nombre de

---

<sup>188</sup> Ces chiffres sont ceux présentés par le TJA dans son rapport pour la période 1984-2014. Secretaria General del Tribunal de Justicia de la Comunidad Andina, 2015. *Informe Estadístico 1984 -2014* [En ligne]. Quito : TJA., Disponible à l'adresse :

[http://www.tribunalandino.org.ec/sitetjca1/index.php?option=com\\_wrapper&view=wrapper&Itemid=80](http://www.tribunalandino.org.ec/sitetjca1/index.php?option=com_wrapper&view=wrapper&Itemid=80)

<sup>189</sup> Selon des chiffres présentés par le TJA en 2013, elle note que 91% des cas concernent des marques, des brevets ou des droits d'auteur.

<sup>190</sup> «La CAN goza en la actualidad de una de las estructuras institucionales más sofisticadas, estables, evolucionadas y complejas, situándola a la vanguardia de los procesos de integración en América Latina y quizá por detrás de la UE en el ámbito internacional» (QUINDIMIL, 2006, p. 47)

<sup>191</sup> Si l'essence de la supranationalité présente dans l'institutionnalisme andin fait figure de précurseur en Amérique latine, il convient de préciser que le parcours européen a mené au développement d'institutions fortes dotés de caractères supranationaux bien plus étendus. Nous pensons en particulier au conseil de l'Europe dotés de pouvoir législatif et budgétaire en coordination avec le parlement européen qui se présente comme un réel organe législatif.

<sup>192</sup> Différentes références à une construction du Pacte Andin sur le modèle européen peuvent ainsi être notées dans les publications du SGCAN (CONTRERAS, 2009, p. 118) mais aussi chez les auteurs spécialistes de l'intégration régionale comme Olivier Dabène qui remarquant le fort potentiel de la Corporation andine de développement (CAF), « en mesure de financer des projets industriels » et les importantes prérogatives de la Junte de Carthage, l'organe administratif du processus, note que la structure institutionnelle du GRAN était « proche du modèle européen » (DABENE 2009, p. 19)

convergences entre le processus andin et le processus européen, sorte d'intertextualité du régionalisme intéressante à remarquer et analyser<sup>193</sup>, il convient de considérer que le processus régional andin mène une trajectoire qui lui est propre. Comme le note Giovanni Cruz « franchir le pas pour affirmer que le Groupe Andin fut modelé selon la CEE, nous laisse au bord du réductionnisme. Les décideurs politiques à l'origine de l'intégration andine avaient davantage à l'esprit les problèmes concrets du processus latino-américain d'intégration que la reproduction du modèle européen. »

Il s'agit d'une remarque qu'il convient de garder à l'esprit. Elle est confirmée dans le contexte de la réingénierie des années 1990. Si celle-ci s'inscrit dans une tendance plus générale de « nouveau régionalisme » caractérisé par une ouverture des marchés régionaux et une multiplication des thèmes de l'intégration régionale, la conduite politique du processus le mène à orienter l'agenda régional vers des thèmes spécifiques au contexte andin. Plus qu'une réforme institutionnelle, l'intégration andine connaît ainsi à partir de 1997 et de l'entrée en vigueur du protocole de Trujillo, un réel renouveau en termes d'objectifs.

### *De l'approfondissement de l'intégration andine à l'élargissement de l'agenda régional*

La première réunion élargie du CAMRE à Quito en juin 1997 fait de cette année, une année charnière dans l'intégration andine. Au-delà de fixer un certain nombre de décisions institutionnelles concernant le règlement du CAMRE (déc. 407), celui du SGCAN (déc. 409) ou la désignation protocolaire de Sebastián Alegrett comme premier Secrétaire Général (déc. 408), cette réunion débouche sur un accord pour l'incorporation du Pérou dans la Zone de Libre Echange qui sera signé en août (Déc. 414) et qui consacre une réaffirmation de l'unité andine<sup>194</sup>. C'est aussi à cette occasion qu'est signé le Protocole de Sucre concerté deux mois plus tôt et qui vient compléter le Protocole de Trujillo en étoffant l'agenda régional de neuf chapitres tels que la politique étrangère commune, le

---

<sup>193</sup> En dépit des nombreuses concordances que nous avons pu observer entre les chronologies régionales andines et européennes, une étude de cette intertextualité dépasse l'ambition de la thèse et ne saurait être menée ici.

<sup>194</sup> Cette réaffirmation de la vocation intégrationniste et andine du Pérou est saluée par les documents du SGCAN comme permettant d'« augurer une perspective de paix et de prospérité pour nos peuples » (SGDI466)

commerce de services ou encore l'approfondissement de l'intégration éducative et culturelle. L'année 1997 marque ainsi un profond changement dans le processus andin. Le rapport d'activité du Secrétariat Général de la nouvelle Communauté Andine valorise ce "début d'une nouvelle ère dans [l'] intégration subrégionale" où il s'agissait d'approfondir l'intégration et d'élargir son champ d'action. (SGDI466)

Si l'établissement d'une zone de libre-échange sans exceptions est une réalité entre la quasi-totalité des pays andins depuis 1992 et que le Pérou entend dès lors s'y incorporer, l'union douanière établie en 1995 est imparfaite et freine la constitution d'un marché commun. Partant de ce constat, le conseil présidentiel charge en 1998 le SGCAN d'élaborer les bases d'un programme de perfectionnement de l'intégration andine sur lequel les présidents andins s'appuient en 1999 à Carthagène pour programmer l'établissement du Marché Commun Andin au plus tard en 2005. Le développement de la norme communautaire concernant la libéralisation des services ou encore la libre circulation des personnes vont alors dans ce sens. Dès 1998 un « cadre général de principes et normes pour la libéralisation du commerce de services dans la Communauté Andine » est établi par la décision 439<sup>195</sup>. Par ailleurs la reconnaissance des documents d'identité nationaux pour la circulation intra régionale en qualité de touriste en 2001 (décision 503) représente un véritable bon en avant dans la libre circulation de personnes. Ce thème est renforcé par la mise en place d'un passeport communautaire en vigueur à partir de 2005 (déc. 504 et 525) ainsi que par les décisions 526 et 527 concernant respectivement la mise en place de guichets réservés aux résidents andins dans les principaux aéroports de la région (ventanillas andinas) et la Carte Andine de Migration « document uniforme de contrôle migratoire et de statistique obligatoire pour l'entrée et la sortie du territoire des pays membres »<sup>196</sup>. Ces avancées sur la voie de la libéralisation vont de pair avec le développement du commerce régional.

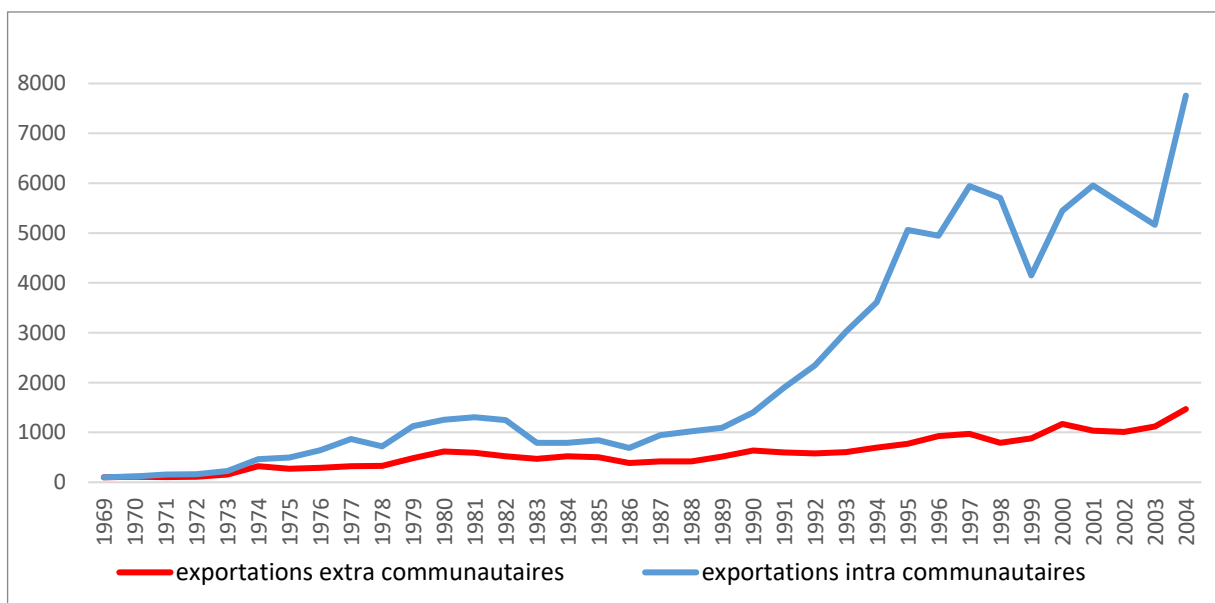
---

<sup>195</sup> Il sera complété en 2001 par la décision 510 (Inventaire des mesures restrictives du commerce de services) puis par la décision 659 de 2007. Toutefois, notons que la décision 634 établit un traitement préférentiel pour la Bolivie concernant le commerce de services et qu'à partir de 2008 la libéralisation des services financiers et de télévision nationale a été ajournée puis finalement suspendue (décisions 683, 687, 694, 696, 718 y 772)

<sup>196</sup> <http://www.comunidadandina.org/Seccion.aspx?id=84&tipo=TE&title=migracion>

C'est en effet à partir de l'engagement sur la voie de la libéralisation au début des années 1990 que la croissance des exportations intra-communautaires explose, l'année 1998 représentant un niveau jamais alors ou depuis égalé quant à la part des exportations andines dans le commerce régional : 13.9%. De fait, les exportations intra andines ont connu une croissance plus soutenue que les exportations extra régionales : leur valeur est multipliée par 11.2 entre 1986 et 2004 alors que celle des exportations en dehors de la région n'a été multipliée « que »<sup>197</sup> par 3.8. Cette dynamique a ainsi été source d'emploi dans les pays membres et le SGCAN estime en 2004 « que les emplois rémunérés associés au commerce entre les pays andins ont augmenté de 162 mille postes de travail en 1991 à 568 mille en 2001 ». En outre des avancées sectorielles spécifiques ont été réalisées dans les domaines du transport, du tourisme, des télécommunications ou de l'énergie (en particulier avec la décision 536 qui plante les jalons de l'intégration énergétique andine).

### Graphique 5 : Evolution des exportations andines (1969 =100)



Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN

L'intégration commerciale n'est pas la seule à s'approfondir, la coopération politique avance à grands pas en ce tournant de siècle. Si le Pacte Andin s'était illustré dans les années 1980 par son avant-garde dans le domaine de la coopération politique, la

<sup>197</sup> Rappelons tout de même qu'en 2004 ces dernières représentent en valeur, neuf fois les exportations intra-andines.

Communauté Andine, s'engage dès 1999 dans la concertation d'une politique extérieure commune à travers la décision 458 ("Lineamientos de la Política Exterior Común de la Comunidad Andina"). Les années suivantes des précisions concernant la mise en œuvre de cette politique extérieure commune sont apportées et rassemblées dans la décision 528 de juin 2001. Ce travail a permis aux pays andins d'adopter des positions concertées dans des forums internationaux<sup>198</sup> et d'entamer des négociations conjointes avec le Mercosur, l'Union Européenne ou encore dans le cadre de la ZLEA. En outre, à partir du Protocole Additionnel « Engagement Andin pour la Démocratie » établi en 1998 et qui s'est converti en clause démocratique andine, la dimension politique du processus régional prend le visage d'un engagement en faveur de la paix et de la démocratie. La concertation politique mène le 17 juin 2002 à l'adoption d'une « Charte Andine pour la paix et la sécurité, la limitation et le contrôle des dépenses destinées à la défense externe » qui est prolongé par la « Charte Andine des Droits de l'Homme » souscrite le 26 juillet de cette même année à Guayaquil. Développant un agenda commun pour répondre aux défis sécuritaires de la région, les pays andins s'engagent conjointement dans la lutte contre le trafic de drogue à travers le « Plan Andin de Coopération pour la Lutte contre les Drogues Illicites et les Délits Connexes » avancé par la décision 505 de juin 2001. Ayant ainsi renouvelé ses ambitions, le processus régional entreprend une diversification de ses domaines d'action.

Au-delà de l'approfondissement, cette réingénierie est également promue comme une réorientation vers un agenda plus diversifié : « la nouvelle Communauté Andine est aussi une nouvelle intégration. Les dimensions politique, sociale et culturelle y acquièrent maintenant autant d'importance que l'économique et le commercial »<sup>199</sup>. Les ambitions de l'intégration andine se sont en effet étendues et le processus s'entoure de spécialistes gouvernementaux dans les différents domaines qu'elle entend faire entrer à son agenda. En 1997 est créé un Conseil Consultatif des Ministres de l'Economie et des Finances, des présidents des banques centrales et des responsables de la planification économique<sup>200</sup>

---

<sup>198</sup> Il en est ainsi de la 3<sup>e</sup> conférence de l'OMC qui se déroule à Seattle en 1999 ou de la Conférence sur le changement climatique à Bali en 2007 par exemple

<sup>199</sup> "La nueva Comunidad Andina es también una nueva integración. En ella la dimensión política, social y cultural adquieren ahora tanta importancia como lo económico y lo comercial" (SGDI059 p.1)

<sup>200</sup> Consejo de Ministros de Hacienda o Finanzas, Bancos Centrales y Responsables de la Planeación económica

des pays membres afin de faciliter les réflexions sur l'harmonisation des politiques économiques et fiscales. Dans les années suivantes des réunions de ministres du domaine social ont également été favorisées sur des questions liées à la santé, l'éducation et la culture ou le travail dans l'intégration<sup>201</sup>. Les réunions sur cette dernière thématique en particulier ont débouché sur la transformation de la convention Simon Rodriguez en une structure tripartite permettant le dialogue entre les ministres du travail, les représentants du conseil consultatif patronal et ceux du conseil consultatif du travail. De fait la participation des conseils consultatifs patronal et du travail, tombée en désuétude, a été relancée durant cette période<sup>202</sup> et des avancées sociales sont faites dans des domaines des migrations de travail, de la sécurité sociale, de la sécurité et de la santé au travail à la faveur de l'approfondissement de la libéralisation des marchés régionaux. En 2003, la décision 545 entreprend un traitement communautaire de la migration de travailleurs appuyé par la création en 2004 d'un instrument andin de sécurité sociale chargé de garantir la protection sociale adéquate des travailleurs migrants sur le territoire de la CAN (décisions 583) et celle d'un instrument andin de sécurité et santé au travail (décision 584).<sup>203</sup> En outre des réunions conjointes avec les ministres du travail du Mercosur (Santa Cruz de la Sierra, octobre 2000) et ceux d'Amérique centrale et de la République dominicaine (Ginebra, juin 2002) ont défini des lignes de travail et de coopération sur des thèmes de portée régionale. (DI466)

Au-delà de ces aspects sociaux de l'intégration économique, à partir des années 1990 le SGCAN a œuvré au développement d'un Agenda Social Andin plus vaste. Le premier Sommet Social Andin a ainsi lieu en 1994 et débouche sur un projet de Charte Sociale Andine alors qu'un Sommet Social mondial prend place à Copenhague l'année suivante. Il s'agit dès lors d'inclure dans l'intégration des aspects jusque-là peu abordés

---

<sup>201</sup> Notons ainsi qu'en 1999 la première réunion des "Ministros de Educación y Responsables de Políticas Culturales de la Comunidad Andina" a ainsi lieu les 26 et 27 avril tandis que la réunion de Carthagène débouche ainsi sur une déclaration conjointe des ministres du travail :

[http://www.comunidadandina.org/Upload/2012126171923declaracion\\_may1999.doc](http://www.comunidadandina.org/Upload/2012126171923declaracion_may1999.doc)

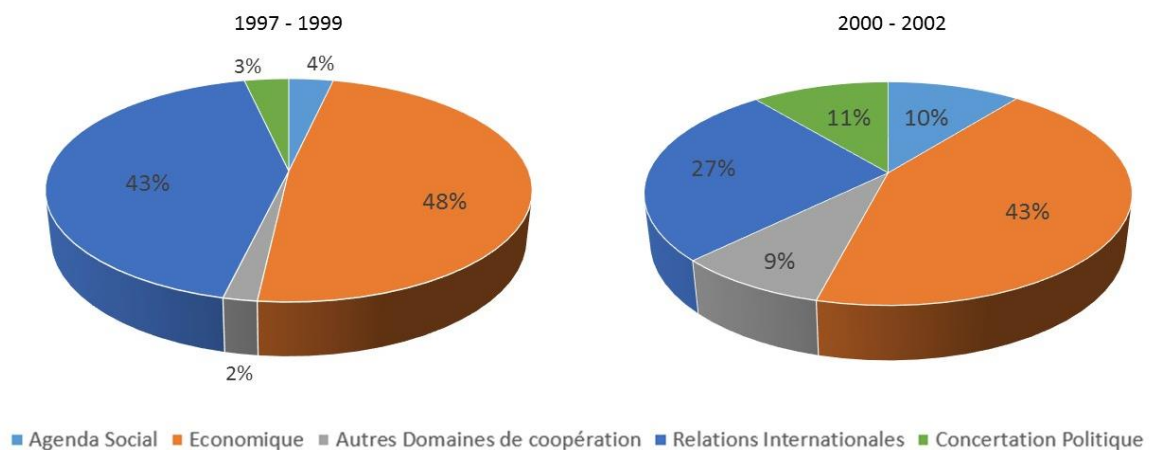
<sup>202</sup> Les difficultés liées au manque de ressources sont ainsi atténuées avec le projet "Fortalecimiento del Consejo Consultivo Laboral Andino" qui assure la régularité de ses réunions plénières et de ses travaux de diffusion institutionnelle bien que l'absence d'attribution d'un budget propre au sein du SAI empêche le travail autonome de cette institution. (SGDI466)

<sup>203</sup> Approuvées dans le cadre du Sommet présidentiel de Quirama les décisions 545, 546 y 547 relatifs à ces trois grands instruments andins quant au droit du travail sont ensuite approfondies en mai 2004 par les décisions 583 et 584 qui incorporent la création des Comités Andinos de Autoridades en Seguridad Social (CAASS) et de Seguridad y Salud en el Trabajo (CAASST) veillant à l'application des instruments. (DI637)



et le nouveau plan stratégique approuvé en 1995 entérine cette multidimensionalité<sup>204</sup>. Au début des années 2000 l'agenda de la CAN amorce cette diversification à travers la réactivation de l'Accord Hipólito Unanue comme institution en charge de la santé et la création d'une table Indigène<sup>205</sup> par la déclaration de Machu Picchu en 2001 qui ouvre ainsi la voie à des mécanismes de concertation conviant dans le dans le débat des acteurs autres qu'économiques. L'année suivante une stratégie Andine de Biodiversité est adoptée afin de permettre aux pays andins de « protéger leur richesse naturelle, encourager un développement durable et assumer des positions conjointes sur un thème prioritaire dans les débats internationaux

**Graphique 6 : Répartition thématique des documents de travail et documents normatifs du SGCAN**



Source : élaboration propre du recensement des documents du SGCAN

Comme nous le montre l'étude des documents internes du SGCAN<sup>206</sup>, l'agenda de l'intégration andine, passe d'une répartition quasiment binaire entre thématiques économiques et relations internationales à une diversification de ses domaines d'action entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Le tournant du 21<sup>e</sup> siècle est

<sup>204</sup> La réunion de Carthagène à l'occasion des 30 ans du processus est l'occasion de renouveler l'appel au développement d'initiatives dans diverses dimensions.

<sup>205</sup> Cette avancée s'inscrit dans la lignée de la déclaration des Galápagos de 1989 qui ouvre la voie d'une plus grande prise en compte des populations indigènes.

<sup>206</sup> Pour plus de détails se référer à l'ANNEXE 6

donc bien un moment charnière de la diversification de l'agenda régional andin qui dès 2004 aspire à une « intégration intégrale »<sup>207</sup> prenant davantage en compte les aspects socio-culturels et plaçant les populations au centre de son agenda.

## 2.2. Vers une intégration intégrale

L'intégration régionale est, nous l'avons dit, perçue en Amérique latine comme un outil de développement<sup>208</sup>, c'est en ce sens que les thèses cépaliennes guidaient le Pacte Andin naissant vers la transformation productive et non la simple augmentation du commerce. Si l'aspect social est présent dès la signature du Pacte Andin, comme en témoigne la création d'un certain nombre d'instances et institutions dont le caractère dépasse les aspects traditionnels économique-commerciaux<sup>209</sup>, il n'a pas pris la forme d'un réel agenda<sup>210</sup>. Il faut attendre le changement de paradigme suivant la réingénierie de la fin des années 1990 pour que les préoccupations sociales prennent une place centrale dans l'intégration andine<sup>211</sup>.

### *La marche vers une prise en compte intégrale du développement social*

A travers la prise en compte des aspects sociaux de l'intégration économique, la revigoration des initiatives existantes et les avancées faisant écho aux engagements internationaux, l'intégration andine a progressivement inscrit les thématiques sociales dans ses objectifs. Le réel point de départ de la construction de l'agenda social andin peut être situé en 1999. Cette année-là, la Charte Sociale Andine est approuvée et la réunion de Carthagène encourage la construction d'un Agenda Social pour l'intégration andine. Il est dès juin 2001 question lors de la réunion de Valencia de dessiner un Plan Intégré de

---

<sup>207</sup> Ainsi le DI750 notait qu'à travers le PIDS le processus avait mis en marche 'una agenda mas integral »

<sup>208</sup> Au début associé à la croissance économique, la notion de développement a considérablement évolué jusqu'à devenir une notion multidimensionnelle non limitée aux aspects sociaux.

<sup>209</sup> Convenio Andrés Bello, Convenio Hipólito Unanue, Convenio Simón Rodríguez créés nous l'avons vu dans la première moitié des années 1970 ou encore le Système andin José Celestino Mutis sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement créé en 1983

<sup>210</sup> « Si quelque chose nous a manqué dans l'intégration c'est la concrétisation de cet effort dans de solides et effectifs liens de coopération pour répondre sérieusement aux demandes sociales de nos populations » "si algo nos ha faltado en la integración ha sido la concreción de este esfuerzo en sólidos y efectivos vínculos de cooperación para acometer seriamente las demandas sociales de nuestros pueblos." (DI320 p. 17)

<sup>211</sup> Notion de compensations sociales face aux conséquences de la crise des années 1980 et au modèle économique libéral (CONTRERAS, 2009, p. 151)

Développement Social (PIDS) tandis que le processus s'engage en faveur de la démocratie, des droits des peuples indigènes et de la lutte contre la pauvreté (voir supra). L'approbation en 2004 du Plan Intégré de Développement Social (décision 601) représente un tournant décisif dans la concrétisation de la prise en compte des thématiques sociales.

Dès 2004, le rapport du Secrétariat General de la Communauté Andine devant le XV Conseil Andin des Ministres des Affaires Etrangères présentant l'état de l'intégration andine explique « la nécessité d'une nouvelle conception stratégique pour l'intégration andine, qui aborde les nouvelles réalités » (SGDI 637). Les axes principaux de cette nouvelle conception stratégique sont approuvés lors du Sommet Présidentiel de San Francisco de Quito en juillet 2004 et sa mise en marche concrète décidée lors de la réunion spéciale de la commission en mars 2005 à El Pueblo, non loin de Lima. Le Sommet Présidentiel Andin ayant lieu quatre mois plus tard confirme cette réorientation avec la déclaration de Lima sur la démocratie, le développement et la cohésion sociale. Toutefois, le retrait du Venezuela en 2006 et les divergences de visions économiques entre pays membres ont fragilisé les institutions andines empêchant le choix d'un secrétaire général durant six mois (SGDI940). La confiance dans le processus régional est réaffirmée à partir de la mi-juin lorsque les présidents andins renouvellent leur engagement pour l'intégration andine à Quito et que peu après le Chili manifeste son intérêt pour devenir membre associé. Cette crise prend donc un terme le 18 janvier avec la nomination de Freddy Elhers comme Secrétaire Général<sup>212</sup>, celui-ci prend deux mois plus tard position en faveur d'une nouvelle forme d'intégration « sous le paradigme de l'union dans la diversité ». L'intégration intégrale est ainsi perçue par les responsables de l'intégration andine<sup>213</sup> comme une prochaine étape après celles de l'intégration fermée puis ouverte. Elle s'inscrit dans la trajectoire latino-américaine d'un certain passage à un régionalisme post-libéral. Diego Cardona, ex coordinateur du département des Affaires étrangères du SGCAN observe trois transitions sur lesquelles repose cette étape : le renforcement des Etats, le passage du néolibéralisme au néo keynésianisme et le développement de

---

<sup>212</sup> Suite aux gestions du Secrétaire Général par intérim Alfredo Fuentes qui avait également permis le retour du Chili dans le processus en tant que membre associé

<sup>213</sup> C'est ainsi la position d'Adalid Contreras alors secrétaire général *ad interim* de la CAN en introduction de la revista de la integracion célébrant les 40 années d'existence de la CAN (CONTRERAS, 2009)

mécanismes de solidarité face au libre-échange (CONTRERAS, 2009). Cette nouvelle étape est consacrée lors du sommet présidentiel réalisé à Tarija le 14 juin 2007 et définie comme « une intégration plus équilibrée sur les thèmes sociaux, culturels, économiques, environnementaux et commerciaux et la réalisation d'une unité dans la diversité au service du *Vivir Bien* de ses peuples et de l'harmonie avec la nature »<sup>214</sup>. Dans ce contexte, entre 2004 et 2012, la diversification entamée à la suite de la réingénierie de 1997 se poursuit et se caractérise en particulier par la construction d'un agenda social répondant à trois objectifs principaux<sup>215</sup> : les aspects socio-économiques liés au perfectionnement de l'intégration et en particulier du marché élargi, le développement social et l'implication des populations dans l'intégration pour un processus plus transparent et démocratique. Santé, sécurité alimentaire, travail, développement rural et frontalier, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, droits inaliénables mais aussi culture, identité, éducation ou développement durable... A l'heure de l'intégration intégrale, la Communauté Andine a rattaché à son agenda social une grande multiplicité de thèmes<sup>216</sup> dans le cadre d'une conception holistique du développement. Les axes présentés par le PIDS de 2004 et les Objectifs Andins de Développement Social (OANDES) adoptés en 2011 s'inscrivent dans cette logique.

Le PIDS repose sur trois axes : la mise en place de projets sociaux communautaires, la favorisation de la convergence d'objectifs sociaux et un programme de coopération technique horizontal (PACTHO) qui cherche à favoriser l'échange de bonnes expériences et pratiques en matière de développement social entre les pays membres. Les projets sociaux communautaires alors considérés concernent les domaines du travail, de la santé, de l'éducation et de la culture, du développement rural et de la sécurité alimentaire, de l'environnement ainsi que du développement social dans les zones frontalières. En 2004,

---

<sup>214</sup> “una integración más equilibrada en los aspectos sociales, culturales, económicos, ambientales y comerciales y el logro de una unidad en la diversidad al servicio del vivir bien de sus pueblos y de la armonía con la naturaleza”.

<sup>215</sup> Ces aspects sont ainsi également repris par le DI800 et Christian Bouteille dans (CONTRERAS, 2009)

<sup>216</sup> Voir à ce sujet l'ANNEXE 3 présentant la matrice des ambitions sociales de la CAN que dresse Francisco Pareja à partir d'un ensemble des documents fondamentaux de l'agenda social andin : Accord de Carthagène (1969), Charte sociale (1999), Déclaration de Machu Picchu concernant la démocratie, les droits des peuples indigènes et la lutte contre la pauvreté (2001), Charte Andine pour la promotion et la protection des Droits de l'Homme (2002) et PIDS (2004) (SGCAN. *Políticas de desarrollo social en la Comunidad Andina*. Lima : SGCAN, 2011. 313 p. (Revista de la Integración, 8))

lors de l'adoption du PIDS un certain nombre de projets sont identifiés pour chacune de ces thématiques (Tableau 1).

**Tableau 1 : Axes de travail du PIDS**

DOMAINES	PROJETS IDENTIFIES
Travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>— “programme de harmonisation subrégionale de méthodologies, critères et priorités sur la formation et la capacitation du travailleur”</li> <li>— “programme subrégional andin pour la promotion de l'emploi”</li> <li>— “programme subrégional andin de prévention et d'éradication du travail infantile”</li> <li>— “programme subrégional andin sur les droits fondamentaux des travailleurs”</li> </ul>
Santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>— “programme de surveillance et de contrôle épidémiologique”</li> <li>— “renforcement du plan andin de santé aux frontières (pasafro)”</li> <li>— “programme d'accès aux médicaments”</li> </ul>
Éducation et culture	<ul style="list-style-type: none"> <li>— “programme interculturel andin”</li> <li>— “programme andin sur la qualité et l'équité de l'éducation”</li> <li>— “programme pour la diffusion et l'utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication (tic) dans l'éducation”</li> </ul>
Développement rural et sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>— “forum andin de développement rural”</li> <li>— “développement et renforcement de la capacité de négociation pour le financement d'initiatives régionales de développement rural”</li> <li>— “programme andin de sécurité alimentaire”</li> </ul>
Environnement et développement durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>— “évaluation économique et utilisation durable de la biodiversité”</li> <li>— “programme pour la gestion durable des ressources hydriques”</li> </ul>
Développement social dans les zones frontalières	(Axe transversal)

*Source : élaboration propre à partir de la décision 601 de septembre 2004*

Les objectifs présentés par le PIDS sont ainsi multiples et ambitieux, un certain nombre d'avancées rattachées à ces programmes sont faites. L'organisme andin de santé – convention Hipólito Unanue (ORAS-CONHU), a permis l'incorporation de l'intégration dans l'agenda des Ministères de la santé, l'articulation des systèmes de vigilance

épidémiologique andins et du Mercosur et une politique commune sur les médicaments. Un système d'indicateurs sociaux est créé (SISCAN) par la décision 647, il est complété en 2011 par la décision 753 qui permet l'adoption d'une méthodologie commune en matière d'indicateurs socioéconomiques. Grâce aux financements européens, un fonds pour le développement rural et la productivité agricole est établi par la décision 708 et reçoit près de 400 candidatures lors de son premier appel à projet. Les fonds européens et de l'Agence Espagnole de Coopération International et de Développement (AECID) en particulier ont considérablement contribué à l'application de l'Agenda Social Andin<sup>217</sup>. Ainsi un Programme Régional Andin (PRA CAN-AECID) est établi avec l'Espagne et a notamment permis le financement de projets d'appui à la sécurité alimentaire<sup>218</sup>, ou à l'agriculture familiale<sup>219</sup> tandis que le programme CESCAN « Appui à la Cohésion Economique et Sociale dans la Communauté Andine » est mis en place en 2008. Renouvelé fin 2010, il attribue chaque fois un montant de 6 500 000 euros sur une période de 36 mois et affiche l'objectif d'appuyer le développement social<sup>220</sup>. En outre, le programme SOCICAN « Action avec la Société Civile pour l'Intégration Andine » prend place entre 2006 et 2010 et les 4 100 000 euros apportés par la coopération européenne favorisent considérablement le développement d'initiatives en faveur de la société civile<sup>221</sup>. En novembre 2011, le projet CESCAN I s'achève et a permis de réaliser diverses études sur le bilan des politiques sociales, de réaliser des activités de formation et de débat, de contribuer à l'amélioration de seize communautés rurales et indigènes et de huit localités frontalières et de développer des projets pilotes en matière de lutte contre la pauvreté rurale. (SGDI989)

---

<sup>217</sup>« L'intérêt que la Commission européenne a manifesté pour ce plan et son potentiel d'évolution vers une stratégie globale de cohésion sociale s'est traduit par une intense coopération entre la Commission et le SG-CAN au cours de l'année 2005, qui s'est manifestée, notamment, par le retour des questions sociales dans le dialogue politique entre les deux régions ainsi que par la fourniture d'une assistance technique pour la consolidation, l'approfondissement et la mise en œuvre du PIDS. » (COMMISSION EUROPEENNE, 2007. *Communauté Andine. Document de stratégie régionale 2007-2013* [En ligne]. Bruxelles : Commission Européenne. Disponible à l'adresse : [eeas.europa.eu/andean/rsp/07\\_13\\_fr.pdf](http://eeas.europa.eu/andean/rsp/07_13_fr.pdf))

<sup>218</sup><http://www.comunidadandina.org/Seccion.aspx?id=142&tipo=TE&title=proyectos-productivos-de-apoyo-a-la-seguridad-alimentaria>

<sup>219</sup><http://www.comunidadandina.org/Seccion.aspx?id=124&tipo=TE&title=proyecto-agricultura-familiar-agroecologica-campesina>

<sup>220</sup> <http://www.comunidadandina.org/cescanII/cescanII.html>

<sup>221</sup> [http://www.comunidadandina.org/Upload/201141517533\\_sosican.pdf](http://www.comunidadandina.org/Upload/201141517533_sosican.pdf)

C'est aussi dans le cadre de ce projet UE-CAN que l'Agenda Social Andin est actualisé à travers la formulation d'Objectifs Andins de Développement Social (OANDES) et d'une stratégie pour les atteindre (EACES). L'année 2011 est déclarée « Année Andine de l'Intégration Sociale » (décision 745) et, fixant comme priorité, l'égalité, la cohésion et l'intégration sociale et territoriale, la génération d'espaces de rapprochement entre les citoyens et le processus andin d'intégration (DI958), les pays membres approuvent onze OANDES à atteindre en 2019. Quantifiables et réalisables, ils viennent préciser les objectifs de développement du millénaire (ODMs) en les adaptant aux particularismes de la région andine. Dépassement de la pauvreté et des inégalités sociales, dépassement des asymétries territoriales, financement de la politique sociale, impacts sociaux du changement climatique et autres désastres prévisibles mais aussi renforcement de l'identité andine et du sentiment d'appartenance basé sur l'interculturalité (SGDI993), ces objectifs de développement andin s'inscrivent dans la perspective d'un agenda social élargi. L'inscription des thématiques culturelles parmi ces objectifs vient appuyer l'engagement culturel de l'intégration andine qui au-delà de la valorisation du patrimoine culturel partagé promeut, dans le cadre de l'intégration intégrale, un passage « de l'uniformisation culturelle à la revendication de la particularité »<sup>222</sup>

### *Un engagement pour la culture*

La valorisation du patrimoine culturel commun à la région a toujours fait partie des aspirations de l'intégration andine. L'article 131 de l'Accord de Carthagène précise ainsi que « les pays membres entreprendront des actions [...] orientées à diffuser une plus grande connaissance du patrimoine culturel, historique et géographique de la région »<sup>223</sup>. Cette préoccupation est renouvelée lors de la réunion de Trujillo en 1996 où il est question d'avancer dans la coopération culturelle, ainsi que dans celle de Sucre l'année suivante appelant à une intégration culturelle et éducative. De même que la culture a acquis une importance croissante dans les politiques nationales andines comme en

---

<sup>222</sup> «de la uniformización cultural a la reivindicación de la particularidad» (CONTRERAS, 2009, p.9):

<sup>223</sup> «los Países Miembros emprenderán acciones... orientadas a difundir un mayor conocimiento del patrimonio cultural, histórico y geográfico de la Subregión».

témoigne la création des Ministères de la culture dans les quatre pays membres (SGDI 940), les préoccupations communautaires pour ce domaine ont augmenté.

La culture devient un axe de travail indépendant à travers la création d'un Conseil Andin de Ministres de la Culture et des Cultures (CAMCC) via la décision 760 d'août 2011. Cette décision crée aussi le Comité Andin des Industries Culturelles et le Comité Andin du Patrimoine culturel et immatériel et détermine que le Comité Andin de Lutte contre le Trafic illicite de Biens Culturels (décision 588) est dès lors coordonné par le CAMCC. Les actions destinées au développement des industries culturelles et à la protection et promotion du patrimoine culturel sont ainsi les axes privilégiés de l'agenda culturel andin.

A travers la réalisation d'une étude sectorielle et la tenue de divers ateliers (DI750), le SGCAN a travaillé à la formulation d'une stratégie andine de développement des industries culturelles via la proposition 289. La CAN est appuyée dans ce domaine par le PRA-AECID et la Coopération Française à travers le Protocole Franco-Andin (DI989). Les industries du cinéma et de l'audiovisuel sont particulièrement prises en compte et en février 2010 la « Première Rencontre de Cinéma Andin » regroupant des spécialistes de toute la région est organisée afin d'analyser la proposition d'un « Plan Andin pour le Développement des Industries Culturelles » et de favoriser le développement régional de l'industrie cinématographique. De cette réunion est né un réseau de travail permanent et le « Plan Andin d'Industries Culturelles 2012-2015 » est approuvé le 16 mars 2012 (DI993). Il prévoit entre autres la mise en place d'un « Système d'Information Culturel Andin », l'harmonisation de la législation des pays membres pour la promotion des industries culturelles, la promotion de la création, coproduction et circulation de biens, services et manifestations culturelles de la région ainsi que la coordination d'actions de coopération pour la formation d'acteurs et gestionnaires culturels andins. Alors qu'un espace technique interinstitutionnel a été formé afin de mesurer la part du secteur culturel dans l'économie régionale, le programme « Ventana Andina. Fonds pour le soutien à la production de documentaires pour la télévision andine » est mis en place et s'adresse aux réalisateurs andins pour la réalisation de reportages abordant les divers thématiques de l'intégration frontalière andine.

La promotion des éléments culturels communs à la région revêt une importance particulière pour le processus d'intégration. L'objectif de renforcer « l'identité andine et



latino-américaine à travers le fait culturel et l'interculturalité » fait en effet parti des OANDES (DI958) et le processus entreprend bon nombre d'actions sur cette voie. La construction d'un portail culturel andin reflète l'ambition de vouloir favoriser l'implication des populations à travers la promotion et la diffusion d'une culture andine (DI940). Ce portail CULTURANDE, lancé en 2010 a pu être renforcé grâce à la participation de différents acteurs culturels et des ambassades andines au Pérou. Une andinothèque a également été inaugurée et regroupe des espaces bibliothèque, vidéothèque et phonothèque ouverts au public. L'un des points culminant de cette promotion culturelle a lieu en février 2010 avec la tenue de la « semaine des cultures andines » à Lima. Se sont déroulés durant cette semaine, un festival de cinéma andin dans des parcs et sur des places, un séminaire international sur la culture et la citoyenneté, une foire avec de l'artisanat, de la musique et des danses, une réunion sur les politiques culturelles, le lancement de deux publications spécialisées, etc. La CAN a ainsi été l'instigatrice, la partenaire ou l'amphitryon de divers événements culturels au fil des années, servant ses fins de développement et de promotion des industries culturelles mais aussi de mise en valeur du patrimoine culturel commun. Suite à ces activités ou de façon spontanée, la CAN a développé divers produits promouvant les productions culturelles de la région.

En ce qui concerne la protection du patrimoine culturel des pays andins la décision 460 de 1999 relative à la « protection et récupération de biens culturels du patrimoine archéologique, historique, ethnologique, paléontologique et artistique de la Communauté Andine » entend promouvoir des politiques et normes communes pour l'identification, la protection, la conservation, la surveillance et la restitution de biens faisant partie du patrimoine culturel des pays de la CAN. En outre, un travail concerté avec l'UNESCO a par la suite été identifié comme prioritaire (DI750). Le CAMCC a ainsi affirmé l'importance du Qhapaq Ñan dont il a appuyé l'incorporation sur la liste du Patrimoine culturel de l'Humanité (UNESCO). De même le DI750 note qu'une deuxième réunion sous régionale sur le trafic illicite, entend garantir l'application de la décision 588 sur la protection et la récupération des biens du patrimoine culturel des pays membres.

### *De l'implication des acteurs économiques à la société civile*

A travers la diversification de son agenda et notamment l'intégration des thématiques sociales dans le jeu régional, la CAN a réaffirmé l'importance des populations

et sa volonté de les impliquer dans le processus régional. Si dès les origines, la participation des acteurs sociaux est envisagée avec l'intégration d'un Comité économique et social (CAES) dans le cadre institutionnel du processus en 1969, celui-ci s'est avéré peu efficace et finit par être remplacé en 1983 par les conseils consultatifs patronal et du travail qui participèrent peu au jeu régional<sup>224</sup> (ARCE et al. 2009). Parler de participation d'une société civile élargie dans l'intégration régionale est alors illusoire<sup>225</sup>, ces échecs et le fort accent économique-juridique du Pacte Andin, ont en effet contribué à l'éloigner des populations. Si la création du Parlement Andin comme organe consultatif et les avancées en faveur de l'élection au suffrage universel direct de ses membres représente un effort de représentativité des institutions andines, la légitimité du processus est attendue dans une plus grande participation des populations. Suite à la réingénierie des années 1990 et avec l'avènement de l'intégration intégrale, la participation de la société civile devient un thème prioritaire de l'intégration andine. La réunion de Guayaquil en 1998 affirme ainsi que l'intégration doit s'asseoir sur la participation de la citoyenneté tandis qu'en 2000 la réunion de Lima souligne l'importance d'une « culture de l'intégration ». Cette recherche de participation sociale est d'abord tournée vers les secteurs économiques<sup>226</sup> mais l'importance du développement d'un « grand débat avec la plus large participation de la société civile » est envisagée dans sa complémentarité avec la participation des entrepreneurs et travailleurs<sup>227</sup> (DI59). A la fin des années 2000 les populations semblent au centre des préoccupations andines.

La participation de la société civile au sein du jeu régional est envisagée autour de trois axes (SGDI 800) : développement des Conseils consultatifs patronal et du travail, participation d'acteurs non gouvernementaux dans la formulation de politiques communautaires puis création de nouvelles instances consultatives au sein du SAI. Pour

---

<sup>224</sup> Ils ne furent ainsi pas consultés lors de la réingénierie du processus andin entamée dans la deuxième moitié des années 1990.

<sup>225</sup> " s'il en est ainsi des entrepreneurs et travailleurs qui jusqu'alors ont été les protagonistes de l'intégration, imaginons comment il en a résulté pour les groupes sociaux historiquement exclus ou marginalisés des bénéfices de l'intégration." (ARCE et al. 2009, p. 19-20)

<sup>226</sup> "Ello implica otorgar una mayor apertura a la participación para definir el quehacer en la integración andina. Específicamente, la Secretaría General está convencida de la necesidad de dotar a los sectores empresarial y laboral de sendas secretarías técnicas que les dé capacidad de análisis y propuesta. Ello, de seguro, le dará mayor legitimidad al proceso."

<sup>227</sup> " Esa participación ciudadana debe ser amplia, plural y representativa y buscará ser complementaria a la participación empresarial y laboral."

autant quand est évoquée la participation citoyenne c'est d'abord la participation des acteurs économiques et le SGCAN a, depuis son entrée en vigueur, développé une forte activité vers la promotion commerciale. Le premier « Foro Empresarial Andino » est organisé avec succès<sup>228</sup> à Carthagène en 1998 (DI169) et entre 1998 et 2002, cinq forums des entreprises andines se sont déroulés dans chacun des pays membres à raison d'un par an. Suspendue<sup>229</sup> durant dix ans, cette habitude est réinstaurée en 2012 avec la première rencontre entrepreneuriale andine à Guayaquil et poursuivie depuis chaque année.

**Tableau 2: Rencontres entrepreneuriales andines**

<b>Foros Empresariales Andinos</b>
Primer Foro Cartagena de Indias – Colombia (1998)
Segundo Foro Lima – Perú (1999)
Tercer Foro Santa Cruz de la Sierra – Bolivia (2000)
Cuarto Foro Maracaibo – Venezuela (2001)
Quinto Foro Guayaquil – Ecuador (2002)

<b>Encuentros empresariales Andinos</b>
Primer Encuentro Guayaquil – Ecuador (2012)
Secundo Encuentro Bogotá – Colombia (2013)
Tercer Encuentro Lima – Perú (2014)
Cuarto Encuentro Santa Cruz – Bolivia (2015)

*Source : élaboration propre*

Par ailleurs dès 1998, le SGCAN travaille, nous l'avons dit, à la réactivation des Conseils consultatifs patronal et du travail à travers les décisions 441 et 442. Ces deux décisions, en accord avec l'article 44 de l'Accord de Carthagène, en ont ainsi redéfini la structure et les domaines d'action tandis que la décision 464 élargissait leur couverture

<sup>228</sup> Le DI 169 note ainsi que le Primer Foro Empresarial Andino" à Cartagena de Indias, Colombia, du 24 au 26 juillet 1998 a alors comté sur la participation de plus de 500 entrepreneurs notamment.

<sup>229</sup> Le 6e foro initialement prévu en mai 2003 (SGDI 465) puis repoussé en mars 2004<sup>229</sup> est finalement programmé en novembre de la même année à Carthagène sous le nom de Iera rueda andina de negocios restée lettre morte tandis que les interets se tournent vers la concertation avec le Mercosur dans le cadre de la CSN.

thématique en leur donnant le droit de participer à toutes les réunions liées au processus d'intégration et d'y prendre la parole. (SGDI466) Les deux conseils entament un processus de convergence et à travers la restructuration de la convention Simon Rodriguez coopèrent au sein d'un mécanisme de participation tripartite<sup>230</sup>. En 2002, le SGCAN affirmait ainsi « avec conviction que les secteurs patronaux et du travail andins sont engagés dans la consolidation du processus sous régional d'intégration »<sup>231</sup>. En novembre 2004 lors de la 5<sup>e</sup> réunion conjointe des deux conseils, ils proposent de créer le Conseil Economique et Social Andin et d'appuyer la mise en marche de l'Observatoire Andin du Travail (DI750). L'institut Andin du Travail (ILA) est ainsi chargé d'élaborer une proposition pour la constitution du CESA, rendue en mars 2006 (DI800). En juin 2009, lors de la 6<sup>e</sup> réunion conjointe des deux conseils à Salinas, ceux-ci renouvellent leur engagement dans l'intégration andine (DI924)

Le processus régional andin a favorisé le développement d'instance consultatives représentants les acteurs économiques, mais ce n'est pas tout. La participation d'une société civile élargie est aussi contemplée avec la création de réseaux et de mécanismes de participations d'acteurs divers. Au début des années 2000 la Communauté Andine a privilégié la participation des secteurs concernés de la société civile en s'entourant de représentants et d'organisations spécialisés dans l'élaboration de divers agenda stratégiques. Ainsi sous le mandat du conseil présidentiel réuni à Carabobo en 2001, le Comité Andino de Autoridades Ambientales (CAAAM) créé en 1998 (décision 435), avec l'appui du SGCAN, travaille à la définition d'une stratégie régionale de biodiversité. A travers la tenue de cinq ateliers régionaux<sup>232</sup> et de treize consultations nationales, la formulation de cette stratégie s'est faite avec la participation active de plus de cinq cent représentants andins spécialistes des thématiques environnementales tant du secteur

---

<sup>230</sup> Depuis décembre 1998, les deux conseils consultatifs ont développé un mécanisme de concertation ayant donné lieu à six Réunions Conjointes des Conseils Consultatifs du patronat et du travail andins entre 1999 et 2009.

<sup>231</sup> “con convicción que los sectores empresarial y laboral andinos se encuentran comprometidos con la consolidación del proceso subregional de integración” (SGDI466) Ainsi le rapport pour la période allant de 1997 et 2002 note que 6 Reuniones Ordinarias del Consejo Consultivo Laboral Andino ont eu lieu entre 1998 et 2002 et que celui-ci a émis 17 Opiniones devant le Consejo Andino de Ministros de Relaciones Exteriores, la Comisión y la Secretaría General de la Comunidad Andina.

<sup>232</sup> “Bioseguridad” en Santa Cruz de Bolivia (enero); “Ecosistemas Transfronterizos y Especies Amenazadas” en Lima, Perú (marzo); “Conservación Ex-Situ” en Quito, Ecuador (mayo); “Acceso a Recursos Genéticos, Conocimientos Tradicionales y Distribución de Beneficios” en Margarita, Venezuela (julio); y “Comercio y Valoración e Impacto de Megaproyectos de Infraestructura” en Bogotá, Colombia (septiembre).

public que de divers secteurs de la société civile (communautés indigènes, afro-américaines, secteur patronal, académique...). En juin 2002, la Stratégie Régionale de Biodiversité pour les Pays du Tropique Andin est officialisée à travers la décision 523. Une expérience similaire est menée lors de la définition du PIDS, dont la formulation entre septembre 2003 et mars 2004 a mené à la tenue d'ateliers dans chacun des pays membres ayant réuni cinquante-six institutions gouvernementales et environ soixante-dix représentants d'organisations non gouvernementales et de centres académiques soit quelques 240 spécialistes ayant travaillé à la formulation de cette étape cruciale de construction de l'Agenda Social andin (voir décision 601). A ces expériences réussies de participation de la société civile dans le processus régional, nous pouvons également ajouter le travail pour la définition d'une Stratégie Andine pour la Prévention et la Gestion des Catastrophes ratifiée en 2004 par la décision 591 et qui a réuni environ cinq cent fonctionnaires et trois cent organisations des cinq pays membres issus de secteurs aussi divers que ceux de la défense, des affaires étrangères, de la santé, de l'environnement, des transports, de l'énergie, de l'agriculture, des centres académiques et de recherche et des organisations communautaires et internationales. Ces processus participatifs ont favorisé les échanges d'expériences entre divers pans de la société civile et les mènent à travailler dans une logique de réseaux essentielle à la création de mécanismes de participation régionaux.

La décision 553 posant les bases de la définition du PIDS prévoit la formation d'un Réseau Andin Académique et d'Organisations Sociales (RAAOS) qui sera officiellement installé en 2007, tandis que l'organisation de la « première rencontre de recteurs et institutions d'éducation supérieure de la Communauté Andine » à Madrid en 2000 débouche deux ans plus tard sur la constitution d'un réseau académique de la Communauté Andine réunissant les principales universités des cinq pays membres<sup>233</sup>. Forte de ces expériences de participation de la société civile dans l'élaboration des politiques régionales, la Communauté Andine va ainsi chercher à créer des instances consultatives afin d'institutionnaliser cette participation. En juillet 2002, dans le cadre de la directrice 9 de la déclaration de Machu Picchu, la décision 524 crée la table de travail

---

<sup>233</sup> Le DI466 présente ainsi une liste de ces institutions comprenant 20 universités andines. (Voir l'ANNEXE 4 : Réseaux éducatifs andins)

sur les droits des peuples indigènes, dès 2003 la décision 539 crée la table andine de participation de la société civile pour la défense des droits du consommateur et un Conseil Consultatif Andin des Autorités municipales (CCAAM) est créé en 2004 par la décision 585.

Si une réelle effervescence peut être observée au début des années 2000 dans l'implication de la société civile dans l'intégration andine, cette tendance est réaffirmée à partir de 2006 et de la signature avec les services de coopération internationale de l'Union Européenne d'une convention installant un programme de soutien aux activités en faveur de la société civile : le projet SOCICAN. Avec ce soutien financier déterminant, le travail en faveur de l'implication de la société civile dans l'intégration andine atteint son apogée, renforçant les réseaux et mécanismes de participation institutionnels mais conviant aussi plus largement les citoyens dans le débat régional.

### *Le projet SOCICAN*

Héritier de la coopération euro-andine des années précédentes<sup>234</sup>, l'acte de naissance du projet SOCICAN est signé le 25 avril 2006. La période de troubles entourant la sortie du Venezuela du processus andin diffère son application<sup>235</sup> et c'est le 11 mai 2008 qu'est finalement lancé le concours public afin d'appuyer le financement de projets issus de la société civile sur des thématiques liées à l'agenda de l'intégration intégrale.<sup>236</sup> Le projet SOCICAN se fixe quatre objectifs complémentaires liés à l'articulation de la société civile régionale, à l'institution de mécanismes de participation au sein du SAI et à une plus

---

<sup>234</sup> La stratégie régionale 2002-2006 pour la Communauté andine attribue un budget de 29 millions d'euro à la coopération. En 2004 les projets contemplés sont liés à la prévention des catastrophes naturelles, aux statistiques, au commerce, à la société civile et à la lutte anti drogues. (COMMISSION EUROPEENNE, 2007)

<sup>235</sup> Ainsi programmé pour être développé sur une durée de quatre ans, l'entité de gestion du projet n'est constituée que fin 2007 et les bureaux nationaux en Colombie, en Equateur et au Pérou mise en place début 2008. Ce n'est qu'à cette période que le programme prend réellement forme après l'ouverture des rondes de dialogue avec la société civile en novembre 2007 à Lima puis à Quito en avril de l'année suivante.

<sup>236</sup> "Se hará particular énfasis sin necesariamente limitarlos a estos en los temas siguientes: medio ambiente, integración integral para el vivir bien, derechos humanos, en particular derechos de los pueblos indígenas y afrodescendientes y derecho de las mujeres y de la niñez, comunicación para la integración y promover una cultura de paz con énfasis en las zonas fronterizas." (SOCICAN. *Guía para los solicitantes de subvenciones*. 04/2008.)

grande prise en compte de la société civile par la CAN ainsi qu'au développement de la connaissance et de l'intérêt des populations pour l'intégration andine<sup>237</sup>.

**Figure 5 : Objectifs et résultats du projet SOCICAN**



Source : SOCICAN, 2010

Sous l'impulsion du projet SOCICAN, la logique de mobilisation de réseaux régionaux se poursuit. Différents réseaux sont tissés dans le domaine de l'éducation : le réseau des scolaires andins (CENIT) formant un espace d'échanges entre collèges depuis 2003 formalisé en 2010 ; le Conseil des Universités Andines (CONSUAN) regroupant depuis 2008 les associations de recteurs et des universités des pays membres ainsi que du Chili afin de promouvoir la mobilité étudiante ; ou en 2009 le réseau andin des universités de gestion du risque et du changement climatique. Des réseaux de journalistes et de communication, d'organisations dans des domaines aussi divers que la défense des droits des migrants (Red Andina de Migración), du commerce (Grupo Andino de Organizaciones de Comercialización Comunitaria) ou de la santé (Red Andina de Medicina Social) se sont ainsi développés montrant l'intérêt que peut représenter la participation d'une société civile à l'échelle andine. Tisser des réseaux<sup>238</sup> est de fait le mode

<sup>237</sup> Ces quatre résultats attendus, sont présentés dans la convention donnant naissance au projet SOCICAN en 2006.

<sup>238</sup> Il s'agit du titre du livre dressant le bilan sur SOCICAN : BOUTEILLE Christian et CASTANEDA, Marisol, 2010. *SOCICAN. Tejiendo redes andinas*. Lima : Secretaria General de la Comunidad Andina.

d'articulation de la société civile privilégié par le projet qui dresse un bilan mentionnant onze réseaux andins créés ou renforcés grâce aux actions menées en particulier en faveur des populations vulnérables mais aussi dans le domaine des droits des consommateurs, des migrants, de la communication ou de l'éducation (BOUTEILLE ET CASTANEDA, 2010, p. 10).

Au-delà des réseaux autonomes, l'institutionnalisation de la participation des populations s'approfondit durant cette période. En 2007, la table de travail sur les droits des peuples indigènes est alors transformée en conseil consultatif des peuples indigènes de la CAN (CCPICAN), par la décision 674 afin de promouvoir la participation de ces populations dans le processus (DI940). Différents plans stratégiques du CCPICAN sont construits dans chacun des pays membres et un plan stratégique régional de ce conseil sur quatre ans est élaboré à Cochabamba, en avril 2010. Au-delà de la cosmovision basée sur le Vivir Bien, la participation des peuples indigènes apporte à l'agenda régional des thèmes liés au changement climatique, aux droits des minorités, au territoire et aux questions de genre.... (DI 949). Le projet SOCICAN a ainsi développé diverses activités liées à la prise en compte des populations indigènes avec diverses initiatives comme l'expérience pilote « Ecoles de leaders Indigènes » au niveau régional, ayant formé près de 500 leaders de ces communautés (DI949). En outre dans le cadre de ce projet le SGCAN a édité divers documents destinés à la diffusion des droits des communautés indigènes. Ayant ainsi approfondi le mécanisme de participation des populations indigènes, la CAN relance à partir de 2008 l'initiative quant à la prise en compte des consommateurs n'ayant jamais concrétisé son entrée en fonction. Ainsi une table andine de travail pour la promotion et la protection des droits du consommateur a débuté ses activités en mai 2009 et a concrétisé sa première réunion de travail en août de la même année à Santiago du Chili (SGDI924). De la même façon, cette fois en partenariat avec les services de coopération espagnols, des projets de développement locaux sont organisés en 2008 dans le cadre du programme "Municipia AECID-CAN"<sup>239</sup> consacrant la réactivation du Conseil Consultatif Andin des Autorités municipales (CCAAM). Dans ce contexte, les premières lignes d'une politique communautaire sur la participation des municipalités dans leurs

---

<sup>239</sup> Projets "Mancomunidad de la Región andina y del Pacífico Central (Perú, Bolivia y Chile)" (Programme un temps dénoncé par le Pérou en raison de son incompatibilité avec sa législation nationale) et "Mancomunidad de municipios de la frontera Centro andina de Ecuador y Colombia"



diverses formes associatives (Association, fédération, communauté) dans le processus régional sont tracées (SGDI949).

Il ne s'agissait pas simplement de relancer ou d'approfondir les mécanismes institutionnels existant, cette période a également porté de nouveaux fruits à l'arbre régional en développant des initiatives en faveur des populations indigènes mais aussi des femmes. En ce qui concerne les populations afro descendantes, il existe un Plan d'action et un réseau d'organisations afro-descendantes formé dans le cadre du projet SOCICAN. En mai 2008 a lieu la première réunion des organisations d'afro descendants de la CAN (DI919). Proposée avec l'appui des Organismes d'Equité Raciale (OER) et des organisations afro descendantes réunies à Esmeraldas en décembre 2010 (DI958), la création de la table de la population afro-descendante de la CAN intervient en août 2011 par la décision 758 (DI989). Alors qu'au niveau national, des confédérations (CONAFROS) sont créées en Equateur, Bolivie et au Pérou et que la « consultiva » est renforcée en Colombie, au niveau régional, la table constitue le premier espace afro descendant de participation dans l'intégration sud-américaine (DI993). Enfin, dans la lignée des préoccupations sur le genre développées par le PIDS, le réseau COMUANDES, (Coordinadora de Mujeres Trabajadoras Andinas) donnant dès 2000 leur voix à la femme dans le cadre du Conseil consultatif du travail, est renforcé et en 2010 le Conseil Andin des Hautes autorités de la Femme et de l'égalité d'opportunités- CAAAMI réalise sa première réunion officielle. La fin des années 2000 est ainsi le témoin d'une institutionnalisation de mécanismes de participation ne conviant plus simplement les acteurs économiques sinon les populations vulnérables souvent exclues des enjeux régionaux. Toutefois, il convient de noter qu'en dépit de ces efforts et si le SGCAN se félicite d'une participation active de la société civile dans le processus d'intégration<sup>240</sup>, ces espaces de participation manquent souvent d'efficacité quand ce n'est pas d'effectivité : périodicité des réunions, excessive formalisation et instrumentalisation (ARCE et al. 2009).

---

<sup>240</sup> Le DI 989 affirme ainsi que "en los últimos años ha ganado fuerza la participación ciudadana en la CAN." Tandis que le SGDI 940 se félicite "Por primera vez en la Comunidad Andina la Sociedad Civil participa activamente en el proceso de integración." Le SGDI 940 se félicite : « Miles de organizaciones de la sociedad civil, pueblos indígenas y afrodescendientes son nuevos actores en el proceso de integración ».

Au-delà de la société civile en tant que pans de la société organisés autour de la défense d'objectifs communs, il s'agit de s'adresser aux populations<sup>241</sup> et de les convier à s'impliquer en tant que citoyens de la région andine. La participation des populations dans l'intégration ne saurait se faire sans une réelle connaissance du processus régional andin et des droits acquis par les populations andines de par l'existence du processus. C'est sur ce simple constat que se base le projet SOCICAN qui affiche parmi ses axes de travail la promotion d'une culture de l'intégration indispensable à l'exercice de la citoyenneté andine. L'éducation et la communication apparaissent comme deux ressources étroitement liées afin de favoriser cette « culture de l'intégration ». Il s'agit à travers le travail avec les universités, les écoles et les médias de « renforcer les valeurs, démolir les préjugés et permettre la réflexion pour avancer vers une culture pour l'intégration régionale qui promeuve une identité et une citoyenneté andine » (BOUTEILLE et CASTANEDA, 2010, p.24). L'intégration de contenu sur l'intégration régionale dans les cursus scolaires de primaire et secondaire des pays membres fait ainsi en juillet 2004 l'objet d'un programme de travail à travers la décision 594. Toutefois si la première phase de ce projet a mené à la réalisation d'études et la formulation de propositions pour l'introduction de contenu régional dans les programmes scolaires<sup>242</sup> et que diverses publications du SGCAN font écho à ce projet, sa mise en place reste compliquée<sup>243</sup>. C'est ainsi dans la formation de réseaux académiques, la formation des enseignants, le développement de la mobilité étudiante, et des formations supérieures sur l'intégration (bourses andines, maestría à l'UASB) que se cristallisent les initiatives en matière d'éducation dans le cadre du projet SOCICAN. Par ailleurs, cette implication directe des populations passe par la multiplication des initiatives de communication, dialogue et promotion. Axe privilégié pour les projets subventionnés, la communication pour l'intégration apparaît comme une clé de voute de la citoyenneté pour le projet SOCICAN.

---

<sup>241</sup> Le DI637 affirme ainsi l'objectif citoyen de l'agenda social de la CAN en affirmant « Parte integrante de la agenda social que estamos poniendo en marcha se concentrará en la formación de redes de participación de la sociedad civil en la construcción del proyecto comunitario para que los beneficios de la integración lleguen al “ciudadano de a pie” ».

<sup>242</sup> l'Université Andine Simón Bolívar (UASB) propose ainsi un projet de formation de personnel enseignant afin de favoriser l'incorporation de ces thématiques (SGDI 940).

<sup>243</sup> Les contenus scolaires sont des vecteurs essentiels de formation des discours et imaginaires nationaux.

**Tableau 3: Projets sur la thématique de la communication financés par SOCICAN**

	<b>Projet</b>	<b>Organisation - Pays</b>
<b>Financement sur concours</b>	Formación de comunicadores sociales para la integración andina: el rol de las FAC <sup>244</sup>	FELAFACS - Perú
	Cine itinerante en las fronteras	Nomada - Perú
	Redes radiales para la integración y desarrollo andino	ALER - Ecuador
<b>Financement direct</b>	“Proyecto Multimedia Itananbicua” difusión de los DESC de los Pueblos Indígenas por radio y por Internet	Fundacion Wayna Tambo - Bolivia
	Formación de comunicadores-promotores rurales e indígenas para mejorar el medio ambiente y el respeto a la naturaleza	ITDG – Peru
	Encuentro de periodistas y responsables de medios de comunicación	Fundamedios - Ecuador
	Comunicación y salud de grupos vulnerables en la región andina	Colegio Médico - Perú
	Seminario sobre comunicación, desarrollo y democracia	Calandria - Perú
	Formación de comunicadores de los pueblos indígenas	CSCB - Bolivia
	Sensibilización radial de sociedad civil para manejo y cuidado del medioambiente y la biodiversidad	UPML - Ecuador
	Festival de cine de los países andinos	Corporación Cinememoria - Ecuador
	Seminario de Integración Andina «Cultura y democracia en la agenda regional»	Fovida - Perú

*Source : élaboration propre à partir des documents SOCICAN*

Ainsi 18.75% des projets financés sont spécifiquement rattachés à la communication qui apparaît également de façon transversale puisqu'il s'agit de la troisième thématique la plus abordée par les projets développés après l'intégration

<sup>244</sup> Ce projet a ainsi mené un diagnostic sur la prise en compte de l'intégration dans les facultés de communication de la région, organisé un concours pour les étudiants, une chaire itinérante ou encore un appel à communication pour un numéro de la revue *Dialogos* dédié à la thématique de la communication pour l'intégration, soulignant ainsi que l'intégration n'est pas seulement un sujet à communiquer ou enseigner mais également un objectif d'interrelation avec les institutions et professionnels des autres pays membres. Voir à ce sujet MONARD Elohim, 2009. «Comunicación para la integración andina: la experiencia de FELAFACS ». *Chasqui*. n°107, p. 52-57.

régionale et les questions de formation et de culture<sup>245</sup>. « Le projet a eu la communication comme composante centrale. Le développement de stratégies informatives et de visibilité [...] et la génération d'espaces de dialogues et de propositions [...], ont imprégné les stratégies d'intervention, les projets et les activités appuyés dans le cadre de SOCICAN. La communication étant un axe clé et transversal pour le projet en général, des stratégies et actions spécifiques liées à la communication ont également été mises en place. » C'est ce que précise d'emblée la publication réalisée par la Coordinadora Nacional de Radio<sup>246</sup> en charge du développement de la stratégie de communication du projet SOCICAN. Les objectifs de cette stratégie sont les suivants :

- Informer, sensibiliser et motiver la citoyenneté et la société civile de la Communauté Andine sur sa participation dans le processus d'intégration régionale
- Promouvoir des espaces d'information, de débat et d'opinion des citoyens et de la société civile autour des thèmes de l'agenda social de la Communauté Andine
- Placer le thème de l'intégration régionale à partir de la société civile dans l'agenda des médias (presse, radio et télévision)
- Visibiliser les objectifs et résultats du projet SOCICAN comme un apport de la Communauté Andine et de l'Union Européenne à la participation de la société civile dans l'intégration

A travers cette stratégie et les diverses initiatives soutenues, le projet SOCICAN occupe une place centrale dans le développement de la communication de la CAN en faveur de la formation d'une citoyenneté andine et de sa participation dans le processus d'intégration régionale.

C'est avec succès que se conclut le projet en 2010 après avoir soutenu soixante-quatre actions régionales promues par deux cent cinquante-trois organisations ; permis l'organisation de trois cent vingt-sept événements en faveur de 20745 représentants de 3218 organisations sociales dans divers domaines (populations indigènes et afro

---

<sup>245</sup> Notons que cette thématique de la formation et de la culture est étroitement liée à la promotion de l'intégration auprès des populations et peut en partie être intégrée à un concept élargi de communication.

<sup>246</sup> Coordinadora Nacional de Radios. La comunicación como dimensión de la integración andina. Estrategia de comunicación del proyecto SOCICAN. Lima : CNR, 2010. (Proyecto SOCICAN), p.26

descendantes, production et consommation, genre, ou environnement entre autres...) et la création ou le renforcement de onze réseaux thématiques (DI949). Prenant en compte que l'engagement sur la voie politique et démocratique va de pair avec l'ambition de "renforcer la participation des sociétés civiles comme mécanisme qui ne permettrait pas seulement de renforcer les démocraties nationales mais aussi de promouvoir les processus d'intégration régionale. " (ARCE et al., 2009, p18), le projet SOCICAN, renforçant le travail du SGCAN sur l'agenda social de l'intégration andine (PIDS)<sup>247</sup> initié dans les années 2000, a contribué à faire de l'invitation des populations dans le débat régional un des axes centraux de la CAN. Il est le témoin de l'importance de la prise en compte du rôle des populations dans l'intégration régionale. De fait si les processus régionaux sont souvent à juste titre accusés de s'être construits par le haut, en tant qu'échelle du politique, ils sont intrinsèquement liés aux populations. Dans les sections qui suivent, nous revenons sur les principaux aspects de cette interrelation.

### Chapitre 3. Repenser l'intégration régionale par le bas

#### 3.1. La région nouvelle unité de référence dans la mondialisation ?

Interconnecté et multiculturel, le monde met au défi les constructions politiques et identitaires. Dans ce contexte de mondialisation, les États-nations sont dépassés par les dynamiques transnationales. En perte de puissance économique et politique, leur capacité à répondre à l'incertitude des populations est remise en cause et les fondements de la communauté politique étatique vacillent. La légitimité des États comme unités de références est ainsi en particulier en question face à la montée des ensembles régionaux.

---

<sup>247</sup> Le projet a permis l'établissement d'une plateforme d'échange de connaissance en matière de sécurité alimentaire entre l'Equateur et la Colombie, un "Foro Andino de Ciudades Sostenibles » a été organisé et a débouché sur la publication d'un livre traitant de la bio capacité de la région andine présenté lors de la conférence de Copenhague sur le changement climatique. (DI949). Le projet SOCICAN a aussi vu la signature d'accords avec le Convenio Andrés Bello et le Convenio Hipólito Unanue afin d'élargir le financement des organisations de populations vulnérable

## *La mondialisation à l'assaut des Etats nations*

Si le terme fut inventé pour désigner l'internationalisation croissante des échanges, la mondialisation est pourtant plurielle et influe dans de multiples domaines de la vie des individus. Ainsi, cette « valise mal faite » qu'est la mondialisation pour Nestór García Canclini (GARCIA CANCLINI, 2000) est aujourd'hui plus que jamais utilisée, telle une boîte de Pandore, pour y ranger les maux de notre siècle. Si de nombreux auteurs rappellent que la thèse de l'uniformisation des cultures ne tient pas<sup>248</sup>, et privilégient le concept d'hybridation culturelle<sup>249</sup> afin de rendre compte du caractère multidirectionnel<sup>250</sup> et multidimensionnel de la mondialisation<sup>251</sup> le vocable qui accompagne la mondialisation dite de la culture est celui de l'homogénéisation et de la standardisation. Les craintes de dissolution identitaire dans le courant d'une occidentalisation ou bien d'une américanisation entraînent ainsi une cristallisation des identités<sup>252</sup> dans un mouvement centrifuge de valorisation du micro régional ou du national dans une logique de rejet de l'Autre où le contenu des discours xénophobes<sup>253</sup> diffère à peine ou point de ceux que l'on retrouve chez Domingo F. Sarmiento dans sa dichotomie entre Civilisation et Barbarie<sup>254</sup>. Les appels à l'universalisme ne semblent pas tenir, et partout le repli identitaire est vécu comme un moyen de défense contre l'assaut

---

<sup>248</sup> Paul Valadier rappelle qu'une « culture a une résistance et une durabilité infiniment plus grande que les objets de consommation » et affirme que la mondialisation ne signifie pas « nivellement des cultures » bien qu'elle « les transforme toutes » (VALADIER, 2001, p.12-13) Voir aussi les nombreuses références aux phénomènes de « glocalisation » par exemple (ASCHER, 2000, p.149) Citons également Frederik Barth qui précise que « l'interaction dans un tel système social ne conduit pas à sa liquidation par changement et acculturation ; des différences culturelles peuvent persister malgré le contact inter-ethnique et l'interdépendance entre les groupes » (BARTH, 1995, p.205)

<sup>249</sup> Ce concept d'hybridation utilisé par Stuart Hall (HALL, 2009) est également jugé le plus adapté par Nestór García Canclini puisqu'il possède l'avantage de pallier aux insuffisances du terme de métissage lié à une conception physique de ce mélange. (GARCIA CANCLINI, 2009)

<sup>250</sup> Stuart Hall insiste sur la notion de différence derridienne (HALL, 2009, p.35) illustrant la croissante porosité des frontières culturelles, rappelant qu'en termes d'hybridation il n'y a pas simplement une action de « l'extérieur » sur « l'intérieur » mais également une action dans l'autre sens.

<sup>251</sup> RIVIERE F. (éd.). Rapport mondial de l'UNESCO : investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel. Paris : Editions UNESCO, 2010.

<sup>252</sup> Voir à ce propos comment la notion d'identité résistance conduit à la formation de communautés et à une exclusion des exclus par les exclus. (CASTELLS, 1999, p.16)

<sup>253</sup> Ces réactions face à l'étranger sont tristement universelles et se retrouvent en Europe à travers le débat sur les Roms ou les Maghrébins, comme en Amérique du Sud entre Chiliens et Péruviens ou entre Argentins et « Bolitas » ou « Paraguas » (Termes péjoratifs faisant référence aux Boliviens et aux Paraguayens en Argentine)

<sup>254</sup> FAUSTINO SARMIENTO D., 1874. Facundo o Civilización y Barbarie en las pampas argentinas [En ligne]. Paris : Hachette et CIA. Disponible à l'adresse : <http://www.proyectosarmiento.com.ar/trabajos.pdf/facundo.pdf>

du monde extérieur face auquel l'unité politique et culturelle historique que représente les États-nations ne parvient plus à s'ériger.

« L'Etat ne peut pas tout »<sup>255</sup>, à l'instar de cet aveu de faiblesse, les États manifestent partout dans le monde un certain recul face aux règles de la mondialisation économique<sup>256</sup>. Contraint dans ses actions par les grandes multinationales, la vigueur d'un Etat semble réduite à se mesurer à celle de ses firmes cotées en bourse. Cette remise en question de la pérennité de l'État-nation partagée par des auteurs néo-marxistes (HOBBSAWM, 1992), libéraux (FUKUYAMA, 2008) et républicains (HABERMAS, 2000), comme le remarque Alain Dieckhoff<sup>257</sup>, fait de la mondialisation le fossoyeur de l'État-nation montrant "[...] son incapacité à naviguer par gros temps sur une mer inconnue, entre la puissance des réseaux mondiaux et l'assaut des identités singulières" (CASTELLS, 1999, p.296). C'est ainsi selon Manuel Castells sous le poids de trois mondialisations (activités économiques, médias et communication, criminalité) que ploient péniblement les fondements de l'État-nation. Les frontières, qui « traditionnellement délimitent les espaces de souveraineté des nations et servent à les protéger » (BENICHI, 2008, p.243), sont balayées par l'économie mondialisée des firmes multinationales et les flux de personnes, de capitaux et de marchandises que la mondialisation entraîne. Cet avènement d'un monde en *réseau*<sup>258</sup> signale pour Habermas « un changement des modalités de contrôle, qui se situent désormais moins dans l'espace que dans le temps » (HABERMAS, 2000 p. 56). L'Etat, dont le pouvoir repose sur la souveraineté de son territoire, voit également sa légitimité économique relativisée. Le fonctionnement de la mondialisation économique faite d'acteurs et de flux transnationaux remet en cause la logique de création de marchés nationaux dans un monde toujours plus déterritorialisé. L'efficacité de l'Etat-providence est démentie par son incapacité à juguler les méfaits de la mondialisation :

---

<sup>255</sup>Phrase prononcée par Lionel Jospin durant l'automne 1999 face aux salariés d'une usine Michelin victimes d'un plan social lié aux délocalisations.

<sup>256</sup> La mondialisation n'agit cependant pas partout selon les mêmes modalités. Comme le rappelle Régis Bénichi, la diminution du rôle de l'Etat dépend moins de la mondialisation que de sa place dans la hiérarchie mondiale (BENICHI, 2008 p. 247). De fait, l'Amérique du sud est moins victime des délocalisations et des pertes d'emplois que d'une dépendance accrue aux firmes multinationales occidentales et aux règles du marché.

<sup>257</sup>DIECKHOFF Alain, 2006. « Des nationalismes au post-nationalisme? ». In : CHARILLON F (éd.). *Les relations internationales*. Paris : La documentation française.

<sup>258</sup>Mot clé de la mondialisation selon Habermas (HABERMAS, 2000 p. 54). Manuel Castells décrit également la formation de sociétés en réseaux.

augmentation du chômage liée aux délocalisations, diminution des ressources fiscales de l'Etat et durcissement imposé des politiques sociales (HABERMAS, 2000 p. 72). Les États accusent ainsi une perte de crédit auprès des populations qui désavouent les choix gouvernementaux dictés par les grands acteurs mondiaux comme ce fut le cas en Amérique latine lors des politiques d'ajustements structurels imposées par le FMI. Des troubles apparaissent au sein même des Etats, en témoignent en Europe les dissensions entre Flamands et Wallons belges ou les prises de position de la « Ligue Nord » en Italie qui veut se rendre indépendante du reste du pays (BENICHI, 2008 p. 244). L'identité collective qui porte les États-nations est également questionnée, conséquence de ces faiblesses et de la porosité grandissante des frontières. Ainsi pour David Held, la mondialisation atténue le sentiment que chaque état-nation a sa propre "communauté politique de destin"<sup>259</sup> puisqu'il existe des forces ou des processus, décisifs pour la vie de chacun qui ignorent totalement les frontières nationales. L'intégration régionale fait partie de ces processus qui transcendent les frontières et tendent à brouiller les repères identitaires nationaux dans un monde rendu toujours plus multiculturel.

Les échecs des États face à la mondialisation, « fissures dans les murs de la nation », (HABERMAS, 2000 p. 63) remettent en question la possibilité pour l'Etat de demeurer dans ce contexte l'unité de référence comme le rappelle Manuel Castells : "ce qui semble se dessiner actuellement [...] c'est la rétrogradation de l'État-nation : il n'occupe plus la place centrale au royaume de "souveraineté partagée" qu'est devenue aujourd'hui la scène politique mondiale." (CASTELLS, 1999, p.367). Le multiculturel ou l'interculturel devient ainsi le vocabulaire incontournable d'une planète interconnectée. Les flux de marchandises, d'informations et de personnes façonnent de nouveaux rapports entre les populations, le territoire et l'Etat qui impliquent de nouvelles modalités de la citoyenneté. Les sociétés européennes sont ici surement moins armées que les sociétés latino-américaines déjà multiculturelles<sup>260</sup>, mais partout l'atténuation des frontières tant physiques que culturelles participe de l'établissement de cadres d'appartenance multiples

---

<sup>259</sup> HELD David, « The Transformation of Political Community », dans Ian Shapiro, Casiano HackerCordon(eds), *Democracy's Edges*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999. P.102-103 cité dans (KYMLICKA, 2004)

<sup>260</sup> Dans les années 1990 un mouvement de reconnaissance du caractère multiculturel des sociétés latino-américaines prend place dans de nombreux pays latino-américains, en menant une douzaine à mener en ce sens des révisions constitutionnelles. Plus récemment l'adoption en Equateur et en Bolivie d'un modèle pluri-national remet davantage en cause le sens d'une unicité nationale. (LACROIX, 2013)



et élargis qui déstabilisent les identités collectives, les citoyennetés et pour finir le jeu démocratique. Face à la mondialisation, le recul des États laisse de fait les populations d'autant plus démunies. Dans ce contexte mondialisé les États ont constitué des institutions internationales spécialisées afin de répondre de façon concertée aux défis communs de l'humanité. Ces institutions trouvent leur origine dans la division westphalienne du monde en États-nations comme unités de référence légitime<sup>261</sup> et procèdent d'une relation interétatique n'impliquant pas directement les populations. Les centres de décisions ainsi déplacés à une échelle internationale, le politique s'éloigne des populations de tel façon que « La citoyenneté enfermée dans le cadre national peut difficilement influencer sur les défis actuels » (BOUTEILLE, 2009, p.178). En outre les effets de la mondialisation dite culturelle laissent les identités exsangues. Les identités et la citoyenneté auraient alors besoin d'un cadre de référence plus grand leur permettant de s'armer dans le nouveau contexte globalisé.

« Dans le monde entier, les citoyens prennent progressivement conscience de l'incapacité des États à faire face aux grands problèmes qui défient l'humanité. Et, pour surmonter leur impuissance toujours plus claire, les États-nations ont progressivement tendance à constituer des groupes. »<sup>262</sup> Peut-on voir une solution dans le rapprochement d'unités nationales au sein d'un tout un peu moins grand mais surtout plus familier ? Finalement, de même qu'il a été pensé utile d'unir différents marchés nationaux au sein d'un marché régional afin de se prémunir contre les dégâts d'une compétition internationale non contrôlée, l'intégration régionale pourrait, là aussi jouer un rôle, en rapprochant des peuples au sein d'un ensemble régional suffisamment petit pour que les cultures confrontées aient potentiellement plus de points communs et lui confèrent une certaine unité, mais également suffisamment grand pour ne pas être dissout dans le flot culturel mondial. Ernest Renan insistait déjà sur le caractère éphémère des nations<sup>263</sup> et aujourd'hui la question de leur pérennité se pose face à la construction volontariste de

---

<sup>261</sup> Cette légitimité repose à partir du droit à l'autodétermination des peuples sur le postulat que les États-nations combinent en leur sein citoyenneté et nationalité.

<sup>262</sup> Citation de Manuel Castells (CASTELLS, 1999, p.322) qui ajoute : "Ses efforts pour réaffirmer son poids dans l'arène mondiale, à travers l'élaboration d'institutions supranationales, menacent sa propre souveraineté."

<sup>263</sup>« Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons. » RENAN E. *Qu'est-ce qu'une nation ? Discours prononcé à la Sorbonne le 11 mars 1882* [En ligne]. Disponible à l'adresse : [http://classiques.uqac.ca/classiques/renan\\_ernest/qu\\_est\\_ce\\_une\\_nation/renan\\_quest\\_ce\\_une\\_nation.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_quest_ce_une_nation.pdf)

plus grandes unités à vocation politique. Au début du XXe siècle Durkheim déclarait : « ce que nous montre l'histoire, c'est que toujours, par une véritable force des choses, les petites patries sont venues se fondre au sein de patries plus larges, et celles-ci au sein d'autres plus grandes encore. Pourquoi ce mouvement historique, qui se poursuit dans le même sens depuis des siècles, viendrait-il tout à coup à s'arrêter devant nos patries actuelles ? »<sup>264</sup> De là à supposer que nos macro-régions remplaceront nos Etats, il n'y a qu'un pas. Jacques Ténier rappelle que « la construction de régions du monde comme ensembles politiques et sociaux permet aux humains de notre époque de construire eux aussi leur vie dans un espace suffisamment grand, mais pas trop, et dans un temps suffisamment long alors que l'instabilité pulvérise trop souvent leurs projets" (TÉNIER, 2006, p.5). Ainsi la construction régionale vue comme un remède à la mondialisation est perçue comme une façon de s'armer d'un point de vue géographique, économique, politique et culturel. Toutefois, naissant à l'initiative des Etats, ce mouvement n'est pas envisagé en remplacement des unités politiques étatiques, il s'agit d'une échelle intermédiaire entre le national et l'international. Le monde serait alors appelé à se présenter comme une poupée gigogne de la gouvernance mondiale, où les citoyens seraient représentés par des Etats, eux-mêmes réunis au sein de régions qui les représenteraient dans les tribunes internationales. L'intégration régionale serait ainsi également une chance pour les populations de dépasser le cadre national afin de pouvoir agir sur cette part de leur quotidien qui n'est plus dirigée à partir des Etats. En effet comme le note Christian Bouteille l'articulation régionale des sociétés civiles permettrait de rétablir la dimension éthique et culturelle à la mondialisation économique (BOUTEILLE, 2009). Il s'agit donc pour les sociétés civiles de tisser des liens sur le canevas macro-régional afin de structurer une société civile transnationale ayant la capacité d'agir sur la scène mondiale.

### *Participation des populations dans les processus régionaux*

Une citoyenneté transnationale se dessine progressivement à travers différentes modalités qui transcendent les frontières des États-nations sans pour autant trop s'éloigner du jeu politique national. La participation des populations est ainsi

---

<sup>264</sup> DURKHEIM Emile, 1970. *La science sociale et l'action*. Paris : PUF, p.297

institutionnalisée dans les schémas régionaux tandis que des initiatives de participation se développent également de façon spontanée depuis la société civile. Pour autant, l'implication et la participation des populations est trop faible pour que ces différentes tribunes puissent s'exprimer légitimement au nom d'une société civile transnationale.

Will Kymlicka étudie cinq processus avancés en exemple de citoyenneté transnationale : les migrants, les réseaux militants transnationaux, le droit international des droits de l'Homme, les parlements transnationaux et les autorités régulatrices intergouvernementales. Il met en exergue qu'hormis le cas des parlements transnationaux qui ne comptent pas sur l'appui des populations, tous se basent sur la prévalence du modèle national. Si, construire des institutions internationales permettant aux citoyens de se faire entendre dans les plus hautes sphères de décision paraît être la voie indispensable au maintien d'une essence démocratique, les processus régionaux brillent par l'absence des outils de consultation ou leur ineffectivité. Si des parlements se sont développés dans plusieurs processus régionaux (UE, SICA, CAN, Mercosur) et que l'élection au suffrage universel direct y devient progressivement la règle, ceux-ci n'ont que très peu d'influence sur les politiques régionales et désintéressent les populations. Si le Parlement Européen exerce un certain contrôle sur la commission, en Amérique latine ces institutions n'ont qu'un rôle propositionnel, et il en est de même pour les différentes instances consultatives développées<sup>265</sup>. Cette faiblesse des moyens d'implication populaire éloigne structurellement les populations des constructions régionales. Pourtant l'absence de tribunes de participation ne signifie pas nécessairement l'absence de participation. L'action transnationale s'inscrit peu à peu dans les modalités de la citoyenneté contemporaine. De nombreux réseaux militants transnationaux se sont développés de façon autonome. Si comme le note Will Kymlicka nombre d'actions transnationales restent centrées sur des objectifs nationaux et ne mènent pas à proprement parler à la constitution d'une communauté politique transnationale indépendante (KYMLICKA, 2004), d'autres initiatives ainsi concertées relèvent

---

<sup>265</sup> Dans le cadre de l'intégration andine, nous l'avons vu, divers mécanismes de participation ont été développés, si le volontarisme politique et l'engagement de la société civile à la base du développement des différents outils consultatifs doivent être remarqués, le premier est nous l'avons vu de loin insuffisant, minant le dynamisme du second et menant ces instances consultatives, déjà par nature faiblement dotée de pouvoir politique, à une situation d'inopérativité exacerbée. De faible influence elles sont également de faible représentativité puisqu'elles sont méconnues des populations

davantage d'une dynamique proprement transnationale à l'instar des rencontres internationales sur la globalisation de la solidarité<sup>266</sup>. Anne Laure Amilhat Szary a étudié les mouvements associatifs dans les Andes centrales tels que la branche latino-américaine de l'Association des Populations des Montagnes du Monde<sup>267</sup>, réseau mondial animé par des élus, des membres d'associations indigènes et des chercheurs ou experts des zones concernées et rend compte de ces alternatives transnationales proposées pour « dépasser la marginalisation que leur imposent les dynamiques continentales » (AMILHAT-SZARY, 2008). En effet dans le cadre de la lutte anti-ZLEA nous avons déjà mentionné comment dans une certaine mesure, s'est développée une société civile à l'échelle des Amériques. Le modèle libéral d'intégration régionale des années 1990 est ainsi rejeté par les populations voyant dans les processus d'intégration le bras armé de la mondialisation des délocalisations, des privatisations et des grandes multinationales. On pourrait avec Olivier Dabène avancer que « d'une certaine façon, l'intégration régionale se nourrit de l'opposition qu'elle génère » (Olivier Dabène, 2009) puisque ces contestations, en cela qu'elles reconnaissent l'échelle macro-régionale paraissent accorder de la légitimité au processus régional<sup>268</sup>. Toutefois, malgré ces mobilisations/contestations d'une société civile promettant de devenir transnationale, ce rejet prend également la forme d'un fort désintérêt sanctionnant une faible participation des populations dans le débat régional.

Force est de constater que l'implication des populations dans l'intégration régionale reste ténue et que les partisans d'une intégration plus poussée se heurtent au désengagement des populations sur le thème régional (lorsqu'elles y sont conviées nous l'avons dit). Des processus pourtant initialement plutôt soutenus par les populations ont vu leur popularité considérablement baisser. Il en est ainsi de l'Union Européenne : « Depuis les années 1990, son image ne fait que se dégrader. Cela se lit à un niveau statistique élémentaire, en considérant l'évolution du taux de participation aux élections touchant à l'Europe. On constate en effet une baisse régulière de ces taux sur les 30 dernières années » (FERRY, 2011, p.2). En effet, l'intérêt *citoyen* pour l'intégration

---

<sup>266</sup> Rencontres de Lima en 1997, Québec en 2001, Dakar en 2005, Esch/Alzette (Luxembourg) en 2009, Manille 2013

<sup>267</sup> <http://www.mountainpeople.org>

<sup>268</sup> C'est aussi ce que note Éric Dacheux dans le cadre européen : « Cette participation prend souvent la forme d'une contestation, que ce soit auprès des acteurs nationaux ou européens : mais tous reconnaissent dans ce cadre la légitimité du niveau européen comme cadre de leur revendication ou de leur action. » (DACHEUX, 2004, p.52)

régionale reste trop faible. Selon l'eurobaromètre mené suite aux élections de 2014, la participation était de 42,54%<sup>269</sup>. De plus, 54% des personnes interrogées estiment alors que le Parlement Européen ne prend pas « bien en compte les préoccupations des citoyens européens », tandis que 52% n'ont pas confiance dans les institutions européennes. Nous prenons ici l'exemple de l'Union Européenne puisqu'elle est considérée comme l'union la plus approfondie notamment dans les domaines relevant de la politique, une union dotée d'un parlement et de réelles élections, et qui est connue de tous ou presque au sein des populations, ce qui est loin d'être le cas dans les pays andins et pose donc encore plus de difficultés. Ainsi les élections des parlementaires de la Communauté Andine en Colombie en mars 2010 illustrent le décalage entre les populations et l'intégration régionale. Le fort taux d'abstention, de l'ordre de 65%<sup>270</sup> y est moins inquiétant que le nombre de votes nuls ou blancs, puisqu'en les ajoutant on remarque que 37% des « votants » n'ont donné leur voix pour aucun candidat<sup>271</sup>. Cette quasi-victoire du vote blanc lors de ces élections est à attribuer au désintérêt de la population ou pire à sa désinformation.

On n'entend donc guère la voix des populations dans la construction de ces ensembles, soit parce qu'aucun système de représentativité n'est prévu soit parce qu'il désintéresse les populations. Convier les populations ne suffit pas, elles doivent s'approprier ces processus de participation. L'absence de lutte pour l'obtention d'une représentation dans les tribunes régionales et la tenue d'élections explique ainsi en partie ce désintérêt pour une participation qui a été pensée par en haut comme source de légitimité (KYMLICKA, 2004). L'absence ou la quasi-absence des populations dans le jeu régional est un phénomène inquiétant lorsque l'on considère la nature politique de ces processus. Dès lors ce manque de population devient un déficit pour l'intégration, un déficit de représentativité, un déficit démocratique et finalement un déficit de légitimité.

---

<sup>269</sup> Légèrement en baisse depuis 2009 où ce taux atteignait les 43%. La plupart des personnes interrogées précisant voter par devoir ou par habitude : « les raisons qui arrivent en tête sont « c'est mon devoir de citoyen » (41%) et « je vote systématiquement » (41%) » Les données ici présentées sont extraites de l'étude post électorale 2014 » publiée en octobre 2014 et disponible à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2014/post/post\\_2014\\_survey\\_analitical\\_overview\\_fr.pdf](http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2014/post/post_2014_survey_analitical_overview_fr.pdf)

<sup>270</sup>Ce chiffre n'est « si bon » que parce que les élections communautaires étaient organisées en même temps que des élections nationales majeures, et ce précisément afin d'éviter des chiffres d'abstention record.

<sup>271</sup> PRIETO CORREDOR, Germán Camilo. El Parlamento Andino casi se queda en blanco. *Razón Pública*. 23/03/2010. Disponible sur internet : [http://www.razonpublica.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=823:el-parlamento-andino-casi-se-queda-en-blanco&catid=23:internacional&Itemid=32](http://www.razonpublica.com/index.php?option=com_content&view=article&id=823:el-parlamento-andino-casi-se-queda-en-blanco&catid=23:internacional&Itemid=32)

### *Du déficit démocratique au déficit de légitimité : le génie invisible*

Le contrat social énoncé par Rousseau étant à la base de notre conception de la démocratie, l'absence des populations dans le jeu régional a automatiquement mené les spécialistes à parler de déficit démocratique. Apparue sous la plume de David Marquand à la fin des années 1970 dans une critique de la faiblesse du parlement européen<sup>272</sup>, la notion de déficit démocratique recouvre différentes compréhensions comme le note Thierry Chopin : du déficit ayant trait à un certain transfert d'autorité à des institutions peu représentatives elle s'étend jusqu'à un « sentiment diffus des citoyens de ne pas pouvoir peser sur la définition politique des orientations des politiques régionales » et comprend une vaste palette de considérations sur la représentativité, la transparence ou la participation des populations dans le jeu régional. (CHOPIN, 2015, p.36) Ainsi si certains spécialistes européens<sup>273</sup>, à l'instar d'Andrew Moravcsik, se focalisant sur les processus institutionnels ne voient dans le déficit démocratique rien de plus qu'un mythe<sup>274</sup>, c'est au-delà de la légitimité électorale, plus de la justification de la politique à l'échelle régionale dont il est question (CHOPIN, 2015, p.50).<sup>275</sup> De fait le débat sur le déficit démocratique est déplacé par la préoccupation pour un déficit de légitimité plus général face au constat de l'absence des populations<sup>276</sup>.

Du droit divin au contrat social, la légitimité est à la fois ce qui fonde en droit le pouvoir politique et ce qui justifie ses actions et entraîne ainsi l'adhésion à celles-ci à travers une obligation d'obéissance (CHOPIN, 2015, p.56). Il ne s'agit pas seulement de la légalité dans laquelle l'autorité opère et qui a pu mener Max Weber pour qui « toutes les

---

<sup>272</sup> Il emploi ainsi pour la première fois l'expression dans son livre *Parliament for Europe* paru en 1979 (MENY, 2003, p.8)

<sup>273</sup> Comme dans beaucoup de cas de figure dans la théorie de l'intégration régionale, c'est en Europe que se joue principalement ce débat sur le déficit démocratique, celui-ci ayant selon Olivier Dabène été « importé de façon précoce » en Amérique du sud (voir à ce propos son article sur la société civile et l'intégration régionale sur le site de l'OPALC : <http://www.sciencespo.fr/opalc/node/684>)

<sup>274</sup> MORAVCSIK Andrew, 2002. « In Defence of the Democratic Deficit: Reassessing Legitimacy in the European Union ». *Journal of Common Market Studies*. Vol. 40, n°4, p. 603-624.

<sup>275</sup> Thierry Chopin oppose également à l'argument de la séparation des pouvoirs au sein de l'UE le constat d'une confusion entre libéralisme et démocratie, l'un n'impliquant pas nécessairement l'autre et vice et versa.

<sup>276</sup> Ainsi si dès le début des années 2000 Jean Louis Quermonne met en évidence l'importance des questions de légitimité pour l'intégration régionale dans *l'Europe en quête de légitimité*, ce constat prend toute sa force dans le contexte des referendums d'adoption de la constitution européenne et en 2005 Larry Siedentop parle pour la première fois de crise de légitimité dans le contexte européen (Chopin, 2015, p.36)

dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité » à parler de légitimité légale rationnelle<sup>277</sup>. Le simple respect des procédures normatives ne suffit pas : la légitimité a trait à l'adhésion et au consentement du *demos* et, est en cela plus politique que juridique<sup>278</sup> ou "pour le dire autrement, on glisse d'un questionnement sur les principes normatifs qui fondent le pouvoir politique vers une interrogation sur la légitimation, c'est à dire sur les moyens pour les gouvernants de faire accepter leur action." (CHOPIN, 2015, p.59) S'affrontent alors des conceptions valorisant une légitimité venant d'une part des fondements du pouvoir (*inputs*) et d'autre part de ses résultats (*outputs*). Ce débat sur la légitimation est indissociable de l'idéal démocratique et c'est ainsi que, cristallisé autour de la définition de la démocratie donnée par Lincoln à Gettysburg, les *inputs* représenteraient le gouvernement par le peuple et les *outputs* son action pour le peuple.

La croyance dans les vertus du système démocratique mène à considérer la légitimité comme émanant naturellement de celui-ci. Dans ce cadre la légitimité ne saurait se réduire aux résultats de l'action publique, l'origine de ces résultats conditionne leur acceptation. Ainsi Karoline Postel Vinay affirme que "les décisions prises suivant le modèle de la légitimité *d'input* sont les seules qu'un individu peut accepter mêmes s'il ne les approuve pas " (POSTEL VINAY, 2006, p116). La légitimité est ici garantie par les fondements démocratiques du système institutionnel régional agissant comme mandataire du *demos*. Pourtant les différents assemblages démocratiques de la représentativité ne semblent guère suffisants dans le cadre européen<sup>279</sup> et les questionnements sur la légitimité surviennent précisément du constat qu'il ne suffit pas de modifier les institutions pour mener à la participation des populations et donc à un fonctionnement démocratique plein. Est-ce à dire que « A force de se concentrer sur les institutions on a oublié que la légitimité d'un système politique ne tient pas tant à la

---

<sup>277</sup> WEBER M. *Economie et Société*. Paris : Plon, 1995, p.286

<sup>278</sup> Ferrero a distingué la légalité comme concept juridique et la légitimité comme concept politique. (Ferrero G. (1871-1942). *Pouvoir, les génies invisibles de la cité / Guglielmo Ferrero* [En ligne]. [s.l.] : [s.n.], 1945. Disponible sur : < <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k831149> > (consulté le 18 juin 2016)

<sup>279</sup> Principe de majorité, organique ou d'indépendance... Paul Magnette étudie les différentes conceptions de ce sur quoi peut reposer la légitimité démocratique et en dresse les vertus et faiblesses dans leur application à l'intégration européenne. Nous ne reprenons pas les conclusions de la synthèse très stimulante de Paul Magnette qu'il convient de lire pour un aperçu général mais suffisamment approfondi de la question. (DACHEUX, 2004, pp. 25-37)

méthode des décisions qu'à leur contenu »<sup>280</sup> et que « c'est d'abord par ce qu'elle fait, plutôt que par ce qu'elle est, que l'Europe est légitime »<sup>281</sup> ? Si certains auteurs semblent ainsi tentés par un retour aux sources fonctionnalistes d'une légitimité basée sur les résultats, d'autres rappellent que « la logique de légitimation par les résultats ne permet pas de répondre à la question démocratique de l'adhésion populaire ; en d'autres termes, l'exigence d'efficacité n'épuise pas la notion de légitimité, même si elle en constitue l'une des composantes, et la logique des résultats ne suffit pas à gagner le consentement des citoyens ».(CHOPIN, 2015, p.44). Il paraît évident que les modèles régionaux sont aujourd'hui loin de se résumer à une intégration sectorielle technique et acquièrent une nature politique qui ne saurait s'aliéner les populations<sup>282</sup>.

Loin de conclure à une aporie où ni l'une ni l'autre de ces sources de légitimation n'est valable, il convient avec Vivien Schmidt de rappeler qu'elles sont interdépendantes<sup>283</sup> et de prendre en compte au-delà du dualisme simpliste entre performance des décisions politiques et représentativité des institutions (institutionnalisme rationnel ou historique), les rapports qu'entretiennent ces processus avec la formation d'une citoyenneté et de sa participation dans le jeu régional (Institutionnalisme discursif ou sociologique)<sup>284</sup>. « Les questions de légitimité ne sont

---

<sup>280</sup> Paul Magnette (DACHEUX, 2004, p.25) résume ainsi brièvement la position de Fritz Scharp pour qui la légitimité de l'Europe tient davantage à sa capacité à résoudre des problèmes (Outputs) qu'à son essence démocratique (Inputs).

<sup>281</sup> DEHOUSSE, R. 2005. *La fin de l'Europe*. Paris :Flammarion. p 91-92 et p.159-160 cité par Chopin, 2015, p.41

<sup>282</sup> La citation de Yves Vertoncini reprise par Thierry Chopin (CHOPIN, 2015) est particulièrement concrète : "il n'est plus possible de bâtir et de faire fonctionner l'Europe comme au bon vieux temps du la 'communauté charbon acier'. On n'adopte pas une législation sociale ou fiscale et une initiative diplomatique ou militaire de la même manière qu'on se met d'accord sur une production d'énergie ou des quotas laitiers. Le déficit démocratique de l'Europe était acceptable lorsqu'elle se limitait à traiter de sujets techniques et sectoriels : il est devenu intolérable au fur et à mesure que son intervention touche à la vie quotidienne de l'ensemble des citoyens européens." ( Y Bertoncini Europe ; le temps de s'fils fondateurs, Paris Muchalon, 2005 p 12-13)

<sup>283</sup> Ajoutant la notion de « Throughput legitimacy » relatif au processus d'élaboration des politiques et qui s'insérant ainsi entre les inputs et les outputs du système met en évidence les liens qu'ils entretiennent : « It is important to recognize, however, that any attempts to improve democracy through any one legitimizing mechanism may have interaction effects on the other two, as well as on the legitimizing mechanisms of national democracies. These interactions can be portrayed as a democratic trilemma involving a zero-sum game, in which increasing any one mechanism decreases the other two. However, it could instead be seen as a virtuous circle, with the increase in any one as possibly invigorating either one or both of the other mechanisms. » (SCHMIDT, 2010, p.25)

<sup>284</sup> Nous reprenons ici les termes de Vivien Schmidt qui livre une étude rigoureuse des différentes positions universitaires sur les questions de légitimité en Europe. « Is the European Union democratic? And even if democratic, is it legitimate? The answers to these questions divide those who argue that the European Union (EU) has a democratic deficit from those who argue the contrary and those who would see the remedy as coming through greater integration and politicization from those who recommend the opposite. Underpinning these divisions are different understandings of what democracy in the EU is, how it can be legitimated, and whether it can or should be improved. In addition to these substantive differences are the ones in terms of analytic frameworks , dividing



pas que structurelles ou affaires de trajectoire, quant à la façon dont l'UE a été et est organisée institutionnellement, divisée entre les niveaux du national et de l'UE. Elles ne sont pas non plus principalement le résultat de la logique d'interaction rationaliste au sein des structures d'implication existantes. Elles sont aussi idéationnelles et discursives, alors que les dirigeants échouent à légitimer et que les citoyens échouent à délibérer. La façon dont les citoyens pensent et parlent de l'UE et de ses institutions, c'est-à-dire, leurs identités, valeurs et discours, est aussi important pour la construction démocratique de la légitimité que le sont les pratiques démocratiques qui insufflent de la légitimité aux institutions »<sup>285</sup> (SCHMIDT, p.25) Les théories de la légitimité ne doivent pas pécher par excès de rationalité et laisser en marge de l'équation la variable de l'adhésion des populations. Peu importe la virtuosité des institutions, sans la participation des citoyens, elles restent une coquille vide : sans *demos* pas de démocratie.

De fait la conception traditionnelle d'une démocratie représentative où la légitimité tient à la responsabilité des élus devant les électeurs, et qui explique le déficit démocratique des processus régionaux par le faible pouvoir des mécanismes de représentativité, omet la prise en compte de la volonté des populations de participer au sein de ces institutions. Or, nous l'avons vu, la présence de tribunes d'expression ne garantit pas l'implication des populations<sup>286</sup>. C'est alors le désir des populations de participer au débat régional qui serait en cause. Le contenu de l'intégration régionale, s'est trop éloigné des populations et comme le note Jean Marc Ferry, "Le problème à l'ordre du jour est le rattrapage de l'économique par le politique" (FERRY, 2003, p.14). Déficit démocratique et crise de légitimité sont liés à un déficit du politique dans l'intégration régionale et c'est dans cette optique que Thierry Chopin en appelle à une « politisation » du jeu régional reposant sur trois piliers : prise de conscience, mobilisation et

---

those who define democracy in Europe in terms of its institutional form and practice as a system of "governance" and those who focus on its interactive construction by a *demos* in the "European public sphere". »

<sup>285</sup> « The problems for legitimacy are not only structural and path dependent, in the way the EU was and is institutionally organized, split between national and EU levels. Nor are they mainly the result of the logic of rationalist interaction within the existing incentive structures. They are also ideational and discursive, as leaders fail to legitimate and citizens fail to deliberate. How citizens think and talk about the EU and its institutions, that is, their identities, values and discourse, is as important for the democratic construction of legitimacy as are the democratic practices that infuse the institutions with legitimacy. »

<sup>286</sup> Et encore moins leur adhésion aux politiques régionales, l'exemple européen des votes hollandais et français sur la constitution de l'UE est assez clair à ce sujet.

polarisation.<sup>287</sup> Face au désintérêt pour la politique macro-régionale<sup>288</sup>, il s'agit de conscientiser les populations sur les enjeux régionaux afin de les mobiliser et de parvenir à un débat permettant aux citoyens de faire entendre leur voix. De fait l'intégration doit assumer sa nature politique pour avancer, elle doit se rapprocher des populations, les inviter, les représenter, et surtout les intéresser. C'est face à ce constat que les agendas régionaux ce sont diversifiés à l'instar de l'intégration intégrale entreprise par la CAN. Les thématiques sociales, environnementales et culturelles montrent un nouveau visage de l'intégration, plus proche des populations et de leurs préoccupations, plus légitime en somme<sup>289</sup>. Seule la construction d'une intégration qui leur ressemble, qu'ils puissent s'approprier, nous paraît être un vecteur d'implication. C'est lorsque l'intégration, intéressera les populations qu'elles y participeront, autrement dit, c'est sa légitimité qui en assurera le bon fonctionnement démocratique. L'intégration régionale doit ainsi opérer de façon transparente et sur un mode participatif si elle veut se présenter de façon légitime aux populations. Il s'agit alors de les inviter à débattre des projets régionaux et non à les valider à travers un processus électif ou comme le note Christian Bouteille : il faut passer d'une démocratie digitale où l'action et la passivité se résument au fait de voter ou non, à une démocratie analogique où les populations sont force de proposition<sup>290</sup> (BOUTEILLE, 2009). La conception même de démocratie est ainsi en jeu et Jürgen Habermas théorise le fonctionnement d'une démocratie délibérative s'inscrivant dans la lignée du principe de publicité kantien où le débat critique permet à l'autorité d'acquérir sa légitimité<sup>291</sup>. Il s'agit pour les citoyens d'avoir le sentiment d'être les auteurs du droit dont ils sont les destinataires. C'est aussi ce que note Thierry Chopin, fondant la légitimité démocratique sur le consentement des populations : « l'adhésion populaire suppose que

---

<sup>287</sup> CHOPIN Thierry, 2015. « Pour une théorie de la politisation de l'Union européenne ». In : *Congrès AFSP*. Aix en Provence. Disponible à l'adresse : [www.congres-afsp.fr/st/st29/st29chopin.pdf](http://www.congres-afsp.fr/st/st29/st29chopin.pdf) p.4

<sup>288</sup> Ce constat n'est pas l'apanage de l'intégration régionale, il correspond à une tendance plus générale à la défiance du politique identifiée notamment par Pierre Rosanvallon : ROSANVALLON, Pierre, 2006. *La contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil. 345 p. (Les livres du nouveau monde).

<sup>289</sup> Annie Humbert-Droz-Swezey étudie dans le cadre européen comment une politique régionale en matière de défense et de valorisation des droits culturels serait source de légitimité pour les citoyens inquiets de préserver leur identité culturelle. (DACHEUX, 2004, pp.57-66)

<sup>290</sup> On retrouve ici l'idéal d'une démocratie d'appropriation de Rosanvallon (voir : ROSANVALLON, Pierre, 2008. *La légitimité démocratique: impartialité, réflexivité, proximité*. Paris : Seuil. 367p. (Livres du nouveau monde).

<sup>291</sup> Dans une certaine mesure, le principe de publicité paraît rejoindre ainsi les principes du Prince de Machiavel démontrant que l'important n'est pas qui gouverne mais le fait qu'il le fasse en public

les décisions qui sont prises aient été au préalable discutées et débattues publiquement » (CHOPIN, 2015, p.58). C'est sur cette dimension discursive que se concentrent les chercheurs travaillant du point de vue de l'institutionnalisme sociologique tel que présenté par Vivien Schmidt.

**Tableau 4 : Perspectives des institutionnalisations rationnelles et discursives présentées par Vivien Schmidt**

		<b>Institutionnalisme rationnel ou historique</b>	<b>Institutionnalisme discursif ou sociologique</b>
Mécanismes de légitimation	Output	Performance des décisions politiques	Interaction des décisions avec les valeurs des citoyens
	Input	Représentativité des institutions	Délibération et contestation publique
Condition de légitimité		Des institutions démocratiques et une gouvernance opérationnelle	Construction discursive d'une identité collective et/ou d'un Espace Public

*Source : élaboration propre à partir des travaux de Vivien Schmidt*

Le déficit de légitimité de l'intégration régionale est, sous cet angle, lié à l'absence d'un réel espace public permettant la délibération des politiques régionales et leur justification devant les populations. Il ne s'agit pas seulement pourtant d'obtenir l'approbation des populations, ce qui reviendrait de nouveau à une conception « digitale » de la démocratie. Il faut comprendre l'espace public comme un lieu de délibération qui, sous différentes formes (proposition, contestation, manifestation), est bien une action du politique. Fondée sur l'interaction des résultats avec les valeurs des populations, ainsi que sur un processus délibératif soutenant les institutions démocratiques, la légitimation du processus repose sur le désir d'être et d'agir en commun des citoyens, sur leur appropriation du jeu politique.

*De l'agir en commun à l'être en commun. Pour un Espace public régional.*

La politique n'est pas la pratique du pouvoir ; son essence, héritage des cités grecques, tient à l'orientation concertée de la vie des hommes formant une communauté : « La polis [...] c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle

ensemble ». (ARENDDT, 1988, p.258) De fait pour Hannah Arendt, la politique n'est pas dans la nature de l'Homme<sup>292</sup> « la politique prend naissance dans l'espace-qui-est-entre-les Hommes [...] elle se constitue comme relation. » (ARENDDT, 2002). Citoyenneté, société civile et espace public sont des mots-clés de notre conception contemporaine du politique<sup>293</sup> qui participent de la compréhension des modalités de l'agir mais aussi de l'être en commun.

Le politique c'est avant tout agir en commun. Par l'action (*praxis*) et la parole (*lexis*) les citoyens, quittent l'espace domestique - privé - pour organiser ensemble la vie de la communauté. L'espace public est le lieu privilégié de l'action, de l'expression de citoyens. Retrouvée dans la différenciation entre le privé (*idion*) et le public (*koinon*) des cités grecques<sup>294</sup>, notre conception moderne de l'espace public est héritière de la pensée de Emanuel Kant qui dans "Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique", et " Réponse à la question, qu'est-ce que les lumières"<sup>295</sup> développe l'idée que l'utilisation de la raison est vouée à être développée dans le cadre de la société et non de l'individu (DACHEUX, 2004, p.12). La notion est approfondie et popularisée par Jürgen Habermas qui conçoit l'espace public comme un lieu où les individus débattent librement de l'intérêt général permettant l'établissement consensuel de normes. Sous-entendant l'égalité et la rationalité des individus, la conception habermassienne de l'espace public a été et est toujours critiquée mais constitue une réflexion centrale dans la difficile définition de l'espace public.

A la fois abstrait et concret, historique et normatif, le concept d'espace public fait partie de ceux qui centralisent l'attention de nombreuses disciplines scientifiques mais qui est aussi récupéré par les acteurs de la société. Notion incontournable dans l'étude du politique, de nombreux auteurs se sont attachés à cerner les frontières de l'espace public

---

<sup>292</sup> Elle s'oppose ainsi à l'interprétation classique depuis Aristote de l'homme comme animal politique

<sup>293</sup> S'il convient de ne pas chercher à calquer le modèle de l'État-nation dans l'étude de l'intégration régionale, certains héritages sont nécessaires puisqu'ils relèvent plus généralement du politique, de la démocratie. Opposons aux auteurs jugeant inadéquat l'emploi des concepts classiques de la théorie politique à une autre échelle que celle de l'Etat les justes remarques de Thierry Chopin qui y décèle une confusion entre théorie de l'Etat et théorie de la démocratie et/ou entre forme politique et forme de gouvernement (CHOPIN, 2015, p24).

<sup>294</sup> C'est ce que défend Hannah Arendt dans La condition de l'homme moderne, le problème étant aujourd'hui l'intrusion du privé dans le public. (ARENDDT, 1988)

<sup>295</sup> KANT I., 2005. *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique ; Réponse à la question: « Qu'est-ce que les Lumières? »* Paris : Nathan.

avec les autres espaces de la société<sup>296</sup> ou à en préciser les caractéristiques fondamentales (médiation, communication, participation)<sup>297</sup>. Les travaux d'Habermas, d'Arendt et d'Etienne Tassin permettent d'identifier les fonctions de l'espace public essentielles dans le jeu politique démocratique. Il apparaît ainsi comme lieu - non exclusif - de la légitimation du politique, le fondement de la communauté politique et la scène d'apparition du politique. L'espace public est en effet dans les propos de Hannah Arendt le lieu où les acteurs se mettent en scène et les problèmes politiques deviennent visibles. Il permet dans la perspective habermassienne aux citoyens de se forger une opinion, d'être à la fois destinataires et auteurs du Droit. Cette participation des citoyens au politique est aujourd'hui cristallisée dans la notion de société civile. Définie par la science politique comme "L'ensemble des rapports interindividuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État." (QUERMONNE, 1986, p.187), la société civile a trait à la participation des citoyens au politique « délibér[ant] et agiss[ant] dans l'espace public afin d'affecter [...] le cours des événements influençant et déterminant la vie économique, politique et sociale d'un pays, d'une société, ou d'une communauté locale en particulier »<sup>298</sup>. Semblant déplacer la citoyenneté qui évoque aujourd'hui la participation individuelle<sup>299</sup>, la société civile représente l'agir en commun des individus se reconnaissant comme citoyens d'une même communauté politique. Agir en commun suppose la conscience d'appartenir à une même communauté. Ainsi dans l'espace public se joue également la construction discursive d'un certain être en commun.

L'espace public est le lieu de participation au politique des populations et de fait devient source de légitimité démocratique, mais il est aussi le lieu permettant de relier les individus n'appartenant pas aux mêmes groupes sociaux et culturels. En cela il est un lieu

---

<sup>296</sup> Dominique Wolton distingue ainsi l'espace public de l'espace commun et de l'espace politique. Voir l'entrée espace public du glossaire présenté sur sa page CNRS : <http://www.wolton.cnrs.fr/spip.php?article67>

<sup>297</sup> C'est ainsi ce que pose Eric Dacheux en précisant l'importance d'en limiter l'extension et la compréhension (DACHEUX, 2004, p.238-242)

<sup>298</sup> Rocío Guijarro citée dans ARCE RUDON K. « La integración andina a partir de la sociedad civil : visiones en pugna en un escenario globalizado ». Dialogos de la comunicacion [En ligne]. 2009. n°79. Disponible sur : < <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/upload/articulos/pdf/79ArceKatya.pdf> >

<sup>299</sup> Si l'acceptation classique du terme de citoyenneté est liée à un statut juridique établissant le lien social entre la personne et l'Etat, aujourd'hui elle qualifie dans un sens élargi un mode d'action et de participation active à la vie sociale. (BOUTEILLE, 2009, p.173)

de construction des représentations collectives. Il est le lieu d'apparition et de dialogue entre les valeurs et les identités des citoyens conditionnant le sens d'un être en commun. Nous utilisons ces termes tout en les différenciant du sens d'une communauté culturelle reposant sur l'unicité de ses membres qu'implique l'être-en-commun tel que décrit par Etienne Tassin. Il précise en effet que « l'espace public n'est ni le lieu ni le mode de façonnement d'un être-commun, qu'il n'est pas le principe d'une identification communautaire. Il est le lieu institué d'un vivre ensemble qui lie la pluralité des communautés particulières, qui fait accéder les mondes vécus à une visibilité politique et qui, maintenant les lieux communs dans leurs intervalles et leurs connexions, donne existence à un monde commun » (TASSIN, 1991). En effet, rappelons avec Freund « [qu']il n'y a d'identité collective que sur la base de la conscience de particularismes » et que « ce qui cimente une identité collective c'est à la fois la représentation commune que les membres se font des objectifs ou des raisons constitutives d'un groupement et la reconnaissance mutuelle de tous dans cette représentation ». C'est de cette modalité de l'être dont nous entendons parler, un être au monde commun, un être à la communauté politique qui lie les citoyens entre eux<sup>300</sup>. L'espace public est le lieu de l'appropriation du sens de cette citoyenneté définie par l'agir en commun<sup>301</sup>. J'agis donc je suis et je suis donc j'agis : l'être et l'agir sont intriqués dans l'espace public. Agir transforme l'individu en citoyen, il passe du domaine privé au domaine public, celui du politique. Cet agir est un choix individuel reposant sur le sentiment de l'appartenance à une certaine communauté, sur la conscience d'être citoyen. Ce lien, s'il ne doit pas être essentialiste, est nécessaire à la démocratie, c'est lui qui fait de la somme des individus un *démos*. Ainsi, Etienne Tassin conclut que "Penser l'articulation de l'espace public à la communauté reviendrait alors à saisir dans l'espacement ou la distanciation, ce qui peut affranchir la compréhension de la communauté sociale et politique de son pré-supposé organiciste sans la priver du lien communautaire dont le défaut la vouerait à la dissociation". Lieu de légitimation et d'apparition du politique, l'espace public est aussi celui de la formation de la communauté

---

<sup>300</sup> Freund (1979, p. 74) et 78 Cité par WITTORSKI, R. (2008). La notion d'identité collective. In M. KADDOURI et al. (éd.), La question identitaire dans le travail et la formation : contributions de la recherche, état des pratiques et étude bibliographique (p. 195-213). Paris : L'Harmattan, Logiques Sociales.

<sup>301</sup> Nous retrouvons ici la thèse de Alessandro Pizzorno faisant où l'agir commun est le lieu de formation, de reconnaissance de l'identité collective: « Les individus participent à l'action collective pour former et disposer d'un cercle permanent de reconnaissance qui partage et définit leurs valeurs, pour avoir une représentation de soi qui soit constante, et partager avec d'autres une interprétation de la réalité. Sans cette volonté de reconnaissance réciproque, il ne peut y avoir d'action collective » (PIZZORNO, 2000)

politique. Cette définition présentée par l'équipe de recherche Espace Public Européen emmenée par Éric Dacheux est celle que nous retenons afin de nourrir notre réflexion théorique sur l'implication des populations dans l'intégration régionale puisqu'elle ne fait pas l'erreur d'oublier l'importance du rôle des représentations collectives dans la décision de participation au jeu politique<sup>302</sup>.

Dès lors l'existence ambiguë<sup>303</sup> d'un espace public macro-régional permettant le débat et la critique apparaît d'un point de vue normatif souhaitable mais non suffisant. L'existence d'une société civile à même de s'exprimer dans un tel espace, ne va pas de soi. Nous l'avons vu, les voies d'expression disponibles ne sont pas nécessairement appropriées par les populations. La création d'espaces de débats ne saurait pallier au manque d'espace public, c'est cette critique que mène E. Maigret quant à l'expérience du vote étudiant européen<sup>304</sup> et que nous pouvons sans mal étendre au désintérêt général des populations quant aux modalités de participation dans le jeu politique régional. L'émergence d'une société civile et d'un espace public à même de légitimer les processus macro-régionaux ne peut être réalisée que par la volonté des acteurs de s'impliquer dans un système politique dans lequel ils se reconnaissent. Si pour Jean Marc Ferry "La démocratie est la ressource rationnelle qui permet de former chez les individus le sentiment d'appartenance indispensable à une intégration politique réussie" (FERRY, 2003, p.14), gageons que la rationalité n'est pas à elle seule suffisante. Le fait que les processus régionaux, eu égard de la construction d'institutions démocratiques pâtissent d'un manque de participation des populations le démontre. Ce n'est pas non plus la dimension de ces ensembles qui pose problème, dans un contexte où comme le note certains auteurs, l'interconnexion du monde et son instantanéité rendent techniquement

---

<sup>302</sup> C'est entre autres sur ce point qu'Andy Smith fondait en 1999 une critique acerbe des études sur l'espace public européen. SMITH A. « L' "espace public européen" : une vue (trop) aérienne ». *Critique internationale*. 1999. Vol. 2, n°1, p. 169-180.

<sup>303</sup> Si l'existence d'un espace public dans le cadre de l'intégration régionale n'est pas forcément une réalité, la notion a comme le note Éric Dacheux dans le cadre européen (DACHEUX, 2004, p16-17) « des effets de réalité puissants car les chercheurs tentent de cerner ses conditions d'effectivité et fonctionnaires de la faire advenir ».

<sup>304</sup> Toutefois il remarque que cette prise en compte de la citoyenneté dans le cadre européen a plus été préoccupée par le développement technique que le débat (DACHEUX, 2004, p48) et qu'il en a résulté un manque d'espaces de discussion (Ibid., p51) ) Pour l'UE l'instauration d'un dialogue européen doit s'appuyer sur 3 choses : NTIC / Liens avec députés nationaux européens / Dialogue institutionnalisé entre UE et organisation de la société civile au niveau européen Problème de volonté de participation à ces débats ( Ibid., p 42)

possible la pratique du pouvoir à grande échelle<sup>305</sup>. Les régions ont pour l'heure échoué à se présenter comme porteuses de sens auprès des populations. Dans une réflexion sur l'Europe, Benedict Anderson affirmait en 1983 : « en eux-mêmes, cependant les espaces marchands, politico-administratifs ou liés à la géographie "naturelle", ne suscitent pas d'attaches affectives. »<sup>306</sup> En somme, l'intégration régionale pour avancer à besoin d'une légitimité plus forte que celle amenée par la constitution de réseaux économiques, institutionnels et géographiques. Pour que de *personnes vivant dans une région* l'on passe à *citoyens d'une région* et à une réelle *société civile*, il faut considérer la nécessité d'un « sentiment d'appartenance ».

### 3.2. Valorisation d'un sentiment d'appartenance macro-régional

Prendre en compte les représentations collectives dans l'intégration régionale est une clé pour construire une région qui ne sera pas vécue comme un ensemble administratif et institutionnel obscur, ou comme le simple fait d'une poignée de dirigeants. Largement étudié et confirmé, le caractère mobilisateur des identités de groupe réside dans la loyauté et l'engagement que suscite l'adhésion à la définition d'un être en commun. Jean Marc Ferry affirme ainsi que c'est le recouplement de la communauté légale par une communauté morale qui permet l'avènement d'une communauté politique (FERRY, 2011, p.1). En organisant le sens des actions des individus (CASTELLS, 1999, p.13) les représentations collectives permettent en effet aux ressortissants d'une même communauté d'agir en commun.

#### *Du pouvoir de légitimation des identités collectives*

*« [...] toutes les identités sont construites. [...] Le vrai problème c'est comment, à partir de quoi, par qui et pourquoi" et que "[...] en général le "par qui" et le "pourquoi" déterminent largement le contenu symbolique de l'identité culturelle construite et sa signification pour ceux qui s'identifient à elle [...] » (CASTELLS, 1999, p.13-14).*

---

<sup>305</sup> Bertrand Russell, "podía viajar con más rapidez que un caballo, de modo que ejercer el poder a distancia del centro es ahora más fácil y la instalación de un Estado mundial es actualmente una posibilidad técnica". (MERINO 2008)

<sup>306</sup> ANDERSON, Benedict. L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme. Paris : La Découverte, 2002, p.64.



Les identités collectives sont des construits sociaux dont le potentiel a été récupéré par les institutions dominantes afin de légitimer leur existence<sup>307</sup>. De fait comme le rappellent les spécialistes, la nation est une « communauté imaginée » (ANDERSON, 2002) ayant permis aux États de s'attirer le soutien des populations autour d'un consensus culturel. Qualifié de « groupe humain, généralement assez vaste qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle) et la volonté de vivre en commun » (définition du Petit Robert 2007) la définition de la nation, ses délimitations posent problème<sup>308</sup> puisque comme le constate Hobsbawm, " on n'a trouvé aucun critère satisfaisant qui permette de décider lesquelles des nombreuses collectivités humaines pourraient porter le titre de nation." (HOBSBAWM, 1992, p.18)<sup>309</sup>. Toutefois, et s'il convient de ne pas y voir un concept purement fictif<sup>310</sup> le caractère construit de la nation en tant qu'identité collective est repris dans la plupart des études. De fait, une large part de spécialistes s'inscrit dans la filiation de Benedict Anderson qui définit la nation comme " une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine" (ANDERSON, 2002, p.19) et de Ernest Gellner les qualifiant "[d']inventions historiques arbitraires" (GELLNER, 1989, p.87). Ainsi Hobsbawm introduit le concept de tradition inventée<sup>311</sup> rappelant que "ce ne sont pas les nations qui font les États et le nationalisme ; c'est l'inverse." (HOBSBAWM, 1992, p.28)<sup>312</sup>. De son côté, Anne Marie Thiesse a pu mettre en évidence que la construction de ces

---

<sup>307</sup> Il convient toutefois de rappeler qu'il demeure un nécessaire processus d'appropriation par les populations s'agissant d' " un phénomène double, essentiellement construit par en haut, mais qui ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas, c'est-à-dire à partir des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts -qui ne sont pas nécessairement nationaux, et moins encore nationalistes - des gens ordinaires." (Hobsbawm, 1992, p 29)

<sup>308</sup> Citons Hugh Seton-Watson qui, rappelle Benedict Anderson, concluait « qu'on ne peut concevoir de "définition scientifique" de la nation : reste que le phénomène a existé et existe » (ANDERSON, 2002, p.17) ou encore "Ainsi donc, ni les définitions objectives ni les définitions subjectives ne sont satisfaisantes, et les unes comme les autres sont trompeuses." (HOBSBAWM, 1992, p.25)

<sup>309</sup> "Nous prendrons comme hypothèse de travail que tout groupe suffisamment important en nombre dont les membres se considèrent comme faisant partie d'une même "nation" sera considéré comme tel." (HOBSBAWM, 1992, p.25)

<sup>310</sup> Ainsi pour Manuel Castells le concept de communauté imaginée est à la fois une évidence puisque tout sentiment d'appartenance est construit et inadéquat puisque démenti par l'histoire. (CASTELLS, 1999, p.41-43) Il parle de "communautés culturelles construites dans l'esprit des individus et la mémoire collective par une histoire commune et des projets politiques partagés." (CASTELLS, 1999, p.69)

<sup>311</sup> " 'Invented tradition' is taken to mean a set of practices, normally governed by overtly or tacitly accepted rules and of a ritual or symbolic nature, which seek to inculcate certain values and norms of behaviour by repetition, which automatically implies continuity with the past. In fact, where possible, they normally attempt to establish continuity with a suitable historic past." (HOBSBAWM, 1992, p.1)

<sup>312</sup> On retrouve ici clairement les termes de Gellner : "nationalisme n'est pas l'éveil à la conscience des nations : il invente des nations là où il n'en existe pas" cité par B. Anderson (ANDERSON, 2002, p.19-20)

communautés imaginées reprend partout le même modèle usant de ce qu'elle qualifie de « check-list identitaire » ou de « système IKEA »<sup>313</sup> (THIESSE, 1999). Il s'agit d'éléments valorisés ou inventés afin de définir le sens d'une communauté et parmi lesquels nous pouvons citer : « *une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres* », « *une série de héros parangons des vertus nationales* » et « *une langue* ». A cela s'ajoutent des monuments historiques et culturels, des lieux de mémoire, des traditions populaires, des paysages emblématiques et des représentations officielles (THIESSE, 1999 p. 14). Ces récits, ancrés dans une histoire commune, sont comme le note Bouchard, un « puissant facteur d'identité et de cohésion symbolique » (BOUCHARD, 2001, p.34). Ainsi la nation a été un formidable outil de construction et de légitimation de la souveraineté des Etats. C'est à deviner le fort potentiel de ce qui est pour Anthony Harold Birch « L'idéologie politique ayant le plus de succès dans l'histoire de l'humanité » (BIRCH, 1989, p.3), que les États ont affirmé que « l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes » (GELLNER, 1989 p. 11). De fait, si le principe de nation est originellement indépendant de l'Etat<sup>314</sup>, elle est affectivement et historiquement attachée au cadre étatique.

« D'une certaine façon, il était ainsi postulé que l'ancienneté de la nation lui confère un caractère objectif et quasi absolu. Soustraite aux atteintes du temps, elle acquiert une sorte de transcendance qui la fait exister en dehors de la volonté des individus. Elle ne peut donc être la création artificielle et intéressée d'une faction ou d'une classe dominante ; sa pérennité la place au-dessus de tout soupçon." (BOUCHARD, 2001. P 33)

Face à ce monopole du nationalisme<sup>315</sup>, lier identité collective et légitimité dans le cadre macro-régional pose rapidement des problèmes d'affrontement entre conceptions théoriques<sup>316</sup> tant ce lien paraît indissociable des États-nations<sup>317</sup>. Pourtant, et s'il convient d'être prudent dans la qualification des termes de l'appartenance macro-

---

<sup>313</sup> THIESSE A.-M. La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle. Paris : Seuil, 1999.

<sup>314</sup> Ils « ne relèvent pas de la même contingence » : (GELLNER, 1989, p.18) "Les nations sont donc, historiquement et théoriquement, des entités indépendantes de l'État." (CASTELLS, 1999, p.44)

<sup>315</sup> Nous reprenons ici les termes de Arnaud Mercier qui indique que "Parmi les grandes idéologies politiques fournisseur d'identité, le nationalisme apparaît comme monopolistique tant son succès est universel et jamais démenti » (DACHEUX, 2004, p129)

<sup>316</sup> C'est ce que note Eric Dacheux qui juge "nécessaire de s'interroger sur le lien entre identité collective et légitimité démocratique dans une société pluriculturelle, mais de tels débats théoriques sont souvent déconnectés des réalités sociales et tournent souvent à l'affrontement stérile entre conceptions normatives irréconciliables" (DACHEUX, 2004, p.10)

<sup>317</sup> Notons qu'aujourd'hui les termes *nation* et *État* se mêlent, preuve s'il en est de l'assimilation des deux notions.

régionale<sup>318</sup>, l'identification des populations aux schémas régionaux dont elles font partie paraît indispensable. Dans nos sociétés modernes démocratiques où le pouvoir est conçu comme appartenant au peuple (*Démos*), l'adhésion du peuple à la fiction d'un destin partagé permet aux États d'être les mandataires du pouvoir populaire. C'est de ce contrat social dont ne peuvent se passer les processus régionaux dès lors qu'ils entendent représenter une institution politique mais ils ne doivent en aucun cas vouloir ou prétendre représenter un État à plus grande échelle. Pourquoi en effet vouloir reproduire un modèle en passe d'être obsolète ? C'est le *contenu* de la nation, l'identité collective, qui importe ici, le *contenant* reste à réinventer. Réinventer la conception que l'on se fait d'une forme de communauté politique n'est pas chose aisée et, s'il est essentiel qu'elle fasse l'objet de débats et de théories, qu'elle relève d'une « grande utopie politique [...] qui dépasse les schémas actuels » (WOLTON, 2005, p.97), il est également important de considérer que au-delà de sa rupture avec le système des États, la construction de ce modèle politique ne peut qu'être inscrite dans une certaine continuité historique et sans effacer les États. Il s'agirait de créer un espace de confiance aux dimensions de la macro région afin de susciter une forme d'allégeance à ses institutions, créant les conditions d'une réelle participation politique<sup>319</sup>. Si Gregorio Recondo parle « [d']élargissement de la conscience d'appartenance nationale : l'identification régionale ou continentale »<sup>320</sup>, précisons ici que cette conscience d'unité ne remet nullement en cause les sentiments d'appartenance à des unités plus réduites. Ces identités multiples ne s'opposent pas<sup>321</sup> mais pourraient se présenter pour le citoyen comme « comme un continuum

---

<sup>318</sup> C'est ainsi avec prudence qu'avancent les universitaires sur la question. Robert Franck s'attache ainsi dans le cadre européen à différencier quatre degrés d'appartenance : "identité européenne" conscience d'une spécificité, "conscience européenne" sentiment de nécessité européenne, "sentiment européen (engagement affectif au delà du rationnel, "identité politique européenne" appartenance politique (FRANCK, 2001)

<sup>319</sup> C'est ce que développe Arnaud Mercier : « C'est en devenant cet espace de confiance que l'Europe pourra susciter des sentiments d'allégeance – dans le maintien des identités sociales existantes- aux sources d'un véritable espace politique commun » (DACHEUX, 2004, p.138) reprenant le terme de confiance sur lequel repose pour Thierry Chopin la légitimité (CHOPIN, 2015, p.58)

<sup>320</sup> « Ampliación de la conciencia nacional de pertenencia: la identificación regional o continental. » voir RECONDO Gregorio, 2002. . « La identidad cultural en los procesos de integración ». In : *1er Encuentro Internacional La Cultura como factor de desarrollo e integración Regional*. Buenos Aires : Museo de Arte Latinoamericano de Buenos Aires (MALBA). Disponible à l'adresse : [http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/ponencias/foro\\_intal\\_2002\\_02\\_recondo2.pdf](http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/ponencias/foro_intal_2002_02_recondo2.pdf)

<sup>321</sup> Si ces différentes échelles d'appartenances ne s'opposent pas nécessairement, l'harmonie de leur imbrication n'est pas non plus garantie. Ce combat se joue pour beaucoup à l'échelle individuelle en fonction de l'équilibre de l'individu et de sa position sociale et participe d'un équilibre entre le désir de préservation de la singularité d'une communauté d'appartenance restreinte et la force potentielle que permet l'intégration à une communauté plus vaste. (DACHEUX, 2004, p.131)

d'identification lui offrant la possibilité de défendre ses intérêts à l'échelle politique la plus opportune » (DACHEUX, 2004, p.112). Ainsi, pour Guillaume Soulez l'espace public macro-régional doit être perçu comme un espace public en archipel. Chaque Etat conserve son propre espace public, sa propre unité mais ces îles sont reliées par leur appartenance à une mer principale conditionnant une dimension commune. (DACHEUX, 2004, p.181)

Si certains voient des dangers dans l'utilisation à plus grande échelle du concept de *communauté imaginée* de par son attachement au modèle étatique qui empêcherait de penser les nouvelles modalités d'appartenance<sup>322</sup>, nous voyons dans le concept, l'intérêt d'insister sur le caractère construit des identités collectives, le pouvoir qu'elles revêtent et la prévalence d'une certaine vision performative de l'imaginaire. Il convient ainsi de se défaire de l'attachement historique et affectif de ce concept à l'échelle étatique qui le réduit à un idéal d'intégration sociale et à une culture unifiée et délimitée basée sur une forte différenciation vis-à-vis de l'altérité. Le recours à la force de légitimation des identités collectives dans le cadre macro-régional doit ainsi faire l'abstraction de ces formes essentialistes afin de mener à la formation d'une communauté d'appartenance suffisamment fluide pour inscrire son action au-delà des frontières nationales sans les effacer. Il s'agit dès lors d'interroger l'avenir transnational ou post national des communautés politiques.

### *Réflexions sur l'appartenance post-nationale*

« Le nationalisme n'est-il pas voué à devenir anachronique dans un monde globalisé ? » (DIECKHOFF, 2006) De nombreux auteurs se sont ainsi attachés à étudier les conditions d'une appartenance post-nationale, affirmant que reproduire le modèle de l'État-nation serait inadapté et non souhaitable. Alain Dieckhoff et Christophe Jaffrelot notent que ces auteurs rapprochent les processus transnationaux des processus de formation des nations théorisés<sup>323</sup> comme découlant d'une densification des réseaux de

---

<sup>322</sup> Voir à ce propos en particulier ROBINS K. « Les dangers du concept "communauté imaginée" pour l'espace européen ». In : *L'Europe qui se construit : réflexions sur l'espace public européen*. Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2004. p. 199-217.

<sup>323</sup> Selon Benedict Anderson le phénomène national découle de la formation d'une communauté linguistique à la suite d'un développement rapide de l'imprimé (print capitalism) en plus de l'essor des élites administratives appelées à sillonner les territoires d'États centralisés. Pour Karl Deutsch elles sont chaque fois nées de la densification des réseaux de communication sur un territoire donné (DIECKHOFF et JAFFRELOT, 2004)

communication, du développement d'élites administratives devant sillonner le territoire et du capitalisme de l'imprimé (*Print Capitalism*). Outre cela, pour Arjun Appadurai le "capitalisme électronique" a remplacé celui de l'imprimé et tend à la création d'un monde post national où les médias électroniques peuvent donner naissance à des "communautés de sentiment" qui ont la particularité d'être "transnationales et même post nationales" (APPADURAI, 1996). La construction de ce nouveau modèle politique a mobilisé un grand nombre de spécialistes tentant de l'imaginer à partir de réflexions théoriques normatives<sup>324</sup> ou de l'identifier dans leur observation de l'évolution des processus régionaux et en particulier de l'Union Européenne.

Des auteurs comme Jürgen Habermas ou Jean Marc Ferry en particulier considèrent que l'adhésion à une culture civique macro-régionale n'entre pas en contradiction avec l'attachement à une culture nationale. En fait, ils prévoient une dissociation de l'identité culturelle et de l'identité politique. Emerge alors un patriotisme constitutionnel sanctionnant l'appartenance à un ensemble régional assumant la fonction technique d'organisation et de régulation tandis que les fonctions critiques, symboliques et éthiques restent des prérogatives étatiques. Le patriotisme constitutionnel<sup>325</sup>, conçu par Habermas dans la cadre de la réunification allemande, se base sur une dissociation de la citoyenneté et de l'identité nationale, et entend permettre la coexistence de cultures diverses tout en favorisant un sentiment commun d'appartenance post nationale basée sur les éléments civiques du patriotisme national et non sur ses aspects culturels. C'est aussi dans cet esprit que Jean Marc Ferry, défend la voie cosmopolitique<sup>326</sup> qui permettrait aux populations de reconquérir ensemble la maîtrise de leur destin (FERRY, 2011, p.6). Promouvant « un universalisme reposant sur une reconnaissance des particularismes. » (FERRY, 2006b), l'union cosmopolitique appelle à différencier nationalité et citoyenneté ; nation et peuple (FERRY, 2011, p.5) Ainsi l'intégration post nationale doit impliquer une identité cosmopolitique consacrant la supériorité de la

---

<sup>324</sup> Notons à ce sujet que nous ne considérons pas le caractère normatif de certaines recherches comme un échec scientifique. Les réflexions théoriques normatives sont inhérentes aux sciences politiques, elles sont nécessaires à l'amélioration des sociétés qui régies par les seuls acteurs se concentrent sur la poursuite des intérêts des plus influents. Nous valorisons l'objectivité du chercheur, non sa passivité.

<sup>325</sup> HEINE, Sophie, 2007. Patriotisme constitutionnel. In : BOURDEAU, V. et MERRILL, R., *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.dicopo.fr/spip.php?article94>

<sup>326</sup> Nous reviendrons dans le dernier chapitre sur la voie cosmopolitique lorsqu'il s'agira de repenser le sens du politique dans l'intégration régionale.

citoyenneté sur l'identité, dans une relation rationnelle entre le citoyen et le jeu politique<sup>327</sup>.

Tout comme les critiques déjà mentionnées quant à un excès de rationalisme dans la conception de l'espace public, ce rejet de l'imaginaire et de l'affectif afin de s'éloigner du modèle étatique de nation, semble oublier l'importance des représentations collectives pour la structuration d'une appartenance commune<sup>328</sup>. Habermas revient ainsi sur cette rationalité dépourvue d'affect en affirmant que « La solidarité entre citoyens d'une même communauté ne peut pas reposer uniquement sur les devoirs d'une conscience morale universaliste » (HABERMAS, 2006 p.41) et reconnaît l'identité commune comme facteur indispensable à la participation démocratique des populations. Le concept prend garde de rester éloigné d'une vision essentialiste et Habermas parle plus volontiers d'une « solidarité civique » reposant sur une société civile, un espace public et une culture politique partagée (HABERMAS, 2000, p.110). Ainsi le patriotisme constitutionnel prend en compte la nécessité d'un être en commun, une « communauté morale » définie comme « l'ensemble des valeurs, représentations, attitudes et pratiques partagées par ces ressortissants » (FERRY, 2003, p.16). Elle est le milieu dans lequel se forme « un sentiment d'appartenance en tant que citoyens » (Ibid., p.17). Toujours dans l'étude du cadre européen, il s'agit à travers de valeurs communes et d'un regard réflexif critique sur l'histoire<sup>329</sup> de favoriser « un sentiment effectif d'union et de coappartenance, un authentique 'sens du nous' entre les peuples européens » (FERRY, 2004, p.35). La notion de patriotisme constitutionnel telle qu'entendue par ces deux auteurs semble ainsi s'éloigner d'un patriotisme juridique manquant de profondeur et de substance avec lequel il a été assimilé. Le patriotisme constitutionnel ainsi défini est critiqué pour sa

---

<sup>327</sup> « L'identité post nationale signifie que : a) le citoyen ne voit plus dans la nation la référence et l'appartenance politiques ultimes ; b) sans nier les solidarités locales, régionales, nationales, les motifs suprêmes d'adhésion à une communauté politique ne sont plus ceux de la parenté, de la proximité, de la filiation, ni même les motifs de la nationalité selon Renan, mais l'adhésion à des principes universalistes tels qu'ils s'expriment dans les droits de l'homme, l'Etat constitutionnel, la démocratie. » (FERRY, 2006, p10-11)

<sup>328</sup> C'est aussi l'une des critiques qu'adresse Andy Smith aux études de l'Espace public européenne, trop aériennes selon lui. Voir : SMITH A., 1999. « L' "espace public européen" : une vue (trop) aérienne ». *Critique internationale*. Vol. 2, n°1, p. 169-180.

<sup>329</sup> Ainsi pour Ferry, la mémoire historique commune permet d'ancrer plus substantiellement la communauté morale et permet de former dans la population un esprit post nationaliste. Le plus important ici ce n'est pas la connaissance des autres histoires mais surtout la confrontation des histoires communes. (FERRY, 2003, p.20-21)

ressemblance au patriotisme nationaliste<sup>330</sup> par des spécialistes<sup>331</sup> en faisant une interprétation plus radicale. C'est ainsi que dans une perspective très post nationale, ils critiquent la substance identitaire de cette appartenance commune, et basent le patriotisme constitutionnel sur une pratique commune de la démocratie où « la question politique est celle de l'agir et non de l'être »<sup>332</sup>. Nous pourrions à la suite de ce que nous avons présenté au fil de ce chapitre répondre que pour agir dans une communauté quelle qu'elle soit, il faut sentir que l'on en fait partie... il faut être pour agir.

"Le problème est ainsi d'assurer le *principe* d'un recoupement nécessaire de la communauté légale par une communauté morale, mais sans qu'une telle exigence implique un repli concrétiste, communautariste, nationaliste sur des valeurs incompatibles avec une identité post nationale. » (FERRY, 2003, p.17) S'il est absolument nécessaire de se défaire du sens essentialiste ou primordialiste, pour reprendre la typologie de Giesen et Eisenstadt<sup>333</sup>, de l'identité nationale, toute étude ou construction d'une identité collective macro-régionale pour autant universaliste ou cosmopolitique qu'elle soit, ne doit pas négliger l'importance des facteurs sociologiques et culturels. Le patriotisme constitutionnel peut être rapproché du concept de nation civique -et non de nation ethnique<sup>334</sup>- mais il convient de l'en différencier quant à la substance de cette appartenance. S'il ne saurait se détacher de l'essence identitaire d'une appartenance commune, le patriotisme constitutionnel doit, loin de la valorisation d'une culture majoritaire, répondre aux exigences d'un monde multiculturel comme le note Alexandre Dupeyrix<sup>335</sup>. Autrement dit si la notion de communauté culturelle, conditionnant une

---

<sup>330</sup> Notamment par Justine Lacroix pour qui il transpose le patriotisme national au niveau européen, devenant un « europatriotisme », dangereux car comportant les dangers de l'essentialisme et de l'exclusion de l'altérité. Voir en particulier LACROIX, Justine., 2006. « Pertinence du paradigme libéral pour penser l'intégration politique de l'Europe », *Politique Européenne*, n° 19, printemps 2006.

<sup>331</sup> Citons sans prétendre à l'exhaustivité Paul Magette, Justine Lacroix, Jan-Werner Müller, Etienne Tassin ou Kalypso Nicolaïdis...

<sup>332</sup> TASSIN, Etienne, 1994. Identités nationales et citoyenneté politique. *Esprit*. janvier 1994.

<sup>333</sup> Ces chercheurs ont ainsi identifié trois formes d'identité collective. La forme primordialiste basée sur un caractère ethnique, la forme culturaliste défendant un modèle culturel et la forme universaliste, plus ouverte, reposant sur l'appartenance à un système de règles et de procédures. (GIESEN et EISENSTADT, 1995)

<sup>334</sup> Cette distinction remonte au débat franco-allemand entre d'une part une conception géographique, ethnique et d'autre part une conception historique, civique de la nation.

<sup>335</sup> Voir à ce sujet l'analyse d'Alexandre Dupeyrix dans le cadre de sa thèse de doctorat : DUPEYRIX A. *La conception de la citoyenneté chez Jürgen Habermas : une éthique de la responsabilité ?* Etudes germaniques.: Lyon 2, 2005.

appartenance à une culture unique<sup>336</sup>, apparaît bien trop étreiquée pour les macro-régions, la seule rationalité ne parvient pas nous l'avons vu à mobiliser les populations.

L'émergence d'une communauté politique reposant sur un espace public permettant la délibération dans le respect de la diversité, doit reposer sur « un espace de médiation symbolique qui permet à tous les membres de la communauté politique, quelle que soit leur appartenance culturelle, de communiquer avec les autres membres de la société » (DACHEUX, 2004, p253). A travers cet « espace communicationnel » décrit par Éric Dacheux, il s'agit d'établir un rapport dialogique dans la communauté politique sur la base d'une culture non unique, mais commune. C'est ce rôle qu'attribue Bouchard aux identités collectives : « l'imaginaire collectif est donc le produit de l'ensemble des démarches symboliques par lesquelles une société se donne des repères pour s'ancrer dans l'espace et dans le temps, pour rendre possible la communication entre ses membres et pour se situer par rapport aux autres sociétés » (BOUCHARD, 2001. P 14) Ainsi, affirmer l'importance du caractère affectif dans la constitution d'un sentiment d'appartenance macro-régional ne revient pas à défendre la reproduction du modèle national fondé sur le consensus intégré, où l'identité collective est vécue comme une homogénéité opposée à une altérité. Le registre de l'appartenance se construit de façon plus complexe que dans une opposition entre identité nationale et identité macro-régionale, entre identité culturelle et identité politique, entre identité culturaliste et identité universelle... De fait alors que l'idéologie nationaliste construit l'appartenance dans une différenciation aigüe et érige des frontières imperméables, le monde contemporain regagnerait pour James Anderson une part de la fluidité de l'époque médiévale (DACHEUX, 2004, p.212). Les phénomènes culturels issus de notre mondialisation mènent nous l'avons dit sur la voie du multiculturalisme. L'identité ne saurait plus que jamais être unique. Si cela est une évidence pour le migrant partagé entre différentes nationalités, tout individu est aujourd'hui à même de choisir de se référer à plusieurs communautés d'appartenance sans que pour autant il remette en question celle qui lui a été donnée, sa nationalité.

Le débat autour de l'appartenance post-nationale et sa cristallisation sur des positions irréconciliables révèle le profond ancrage de la nation dans les frontières

---

<sup>336</sup> C'est le sens que Tassin donne à un « être en commun » (TASSIN, 1991, p.253)



étatiques. Il convient de se défaire de cet affect particulier<sup>337</sup> pour repenser le lien social du politique à l'échelle macro-régionale et étudier la légitimation indispensable au jeu politique. La construction d'une appartenance transnationale, ne cherchant pas à « étendre la peau dense et resserrée de la nation sur le corps de [la macro-région] »<sup>338</sup> mais ne se limitant pas à un comportement rationnel basé sur l'établissement d'institutions communautaires, nous paraît essentielle à l'implication des populations dans l'intégration régionale. S'agissant d'une construction, il convient d'identifier et d'étudier les outils sur lesquels peut reposer la valorisation d'une appartenance macro-régionale. C'est à cet égard que notre regard s'est particulièrement tourné vers la communication, un concept-outil intrinsèquement lié à la construction identitaire et au politique.

*De l'agir communicationnel à l'agir stratégique : « Penser la communication »*<sup>339</sup>

*« Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets »*<sup>340</sup>.

La communication est un élément essentiel du politique. Elle est le lien entre les hommes, le moyen de leur expression et de leur information. Idéal du dialogue politique, elle est aussi un puissant outil de mobilisation à la fois nécessaire à la formation et à la réalisation des projets politiques et dangereux pour la libre formation des opinions. "Figure emblématique des sociétés du III<sup>e</sup> Millénaire" (MATTELART et MATTELART, 2007, p.3), la communication est une notion polysémique qu'il convient de ne pas réduire à l'interaction ou à l'information. Elle ne se réduit pas non plus aux outils et technologies de communication. S'il y demeure une forte dimension technique, les outils s'étant considérablement développés et influençant le contenu ainsi divulgué, il convient de ne pas négliger la dimension symbolique et ontologique de la communication : elle est

---

<sup>337</sup> Nous prenons conscience que cette section défendant l'étude des identités collectives à l'échelle régionale résulte de ce même affect particulier envers l'attachement au cadre national qui nous pousse à presque nous excuser de le bousculer.

<sup>338</sup> Nous modifions quelque peu la métaphore de Benedict Anderson « étendre la peau dense et resserrée de la nation sur le corps de l'empire » (ANDERSON, 2002, p.96)

<sup>339</sup> Nous utilisons ici comme sous-titre le nom d'un ouvrage de Dominique Wolton que nous souhaitons volontairement mettre en avant puisqu'il a été notre porte d'entrée sur ce thème : WOLTON, Dominique. 2011. *Penser la communication*. Paris : Flammarion. 401 p.

<sup>340</sup> Citation prêtée à Alfred Sauvy.

inhérente à notre condition humaine. La communication, du latin *communicare* signifiant mettre en commun, relier, établit une relation de réciprocité entre l'émetteur et le récepteur du message. Essentiel à la construction de l'identité, le rapport à l'altérité est ainsi, en tant qu'horizon essentiel mais également indépassable<sup>341</sup>, au centre de la communication. Comme le note Éric Dacheux « L'identité individuelle est donc l'enjeu, la résultante et la condition de la communication. » (DACHEUX, 2004b, p22). Elle est ainsi un caractère intrinsèque à notre existence en tant que sujet mais aussi en tant qu'animal politique. La parole est en effet nous l'avons dit au centre de la conception grecque du politique<sup>342</sup> et de nombreux auteurs ont mis en évidence ce lien entre la communication et l'agir politique. La « communication publique contribue à identifier l'utilité publique, nourrir la connaissance civique, faciliter l'action publique. Elle tend à garantir le débat politique. »<sup>343</sup> C'est l'agir communicationnel dont parle Habermas et qui participe de la recherche d'un consensus par le biais d'un dialogue argumentatif établi entre individus égaux et libres. Toutefois, au charme de cette communication vertueuse, Habermas oppose l'agir stratégique qui dans un but utilitaire recherche un effet sur l'autre sans s'intéresser à son accord ou aux moyens employés<sup>344</sup>. Si c'est avec l'avènement de la société de masse au lendemain de la première guerre mondiale et la formulation de la psychologie des foules<sup>345</sup> qu'apparaît réellement cette vision manipulatoire de la société, elle perdure<sup>346</sup> et avec elle les études qui, dans la lignée des travaux de l'école de Francfort, considèrent les individus comme passifs et manipulés par les médias. Pourtant, la thèse de la manipulation des foules aveugles a fait long feu et la différence des publics, la capacité critique des individus ainsi que leur réinterprétation et réappropriation des

---

<sup>341</sup> Dominique Wolton note que « dans toute communication il y a l'autre, et que l'autre reste inatteignable. (...) Plus il est facile d'entrer en contact avec lui, d'un bout du monde à l'autre, ç tout moment, plus on s'aperçoit rapidement des limites de compréhension. » (WOLTON, 2011, p.20)

<sup>342</sup> Comme le rappelle Hannah Arendt : « De toutes les activités nécessaires existant dans les sociétés humaines, deux seulement passaient pour politiques et pour constituer ce que Aristote nommait bios politikos : à savoir l'action (praxis) et la parole (lexis) [...] » (ARENDR, 1988, p.62)

<sup>343</sup> ZEMOR, Pierre, 2008. *La communication publique* [en ligne]. Paris : PUF. P.6

<sup>344</sup> On retrouve ici l'image du « viol » des foules qui pour Tchakhotine, consistait en l'usage néfaste de procédés de persuasion visant d'abord, en activant exclusivement les émotions collectives, à annihiler le jugement individuel. (DELPORTE, 2006, p.5)

<sup>345</sup> Théorie fondée par le sociologue Scipio Sighele ( 1868-1913) et le médecin Gustave LeBon (1841-1931). (MATTELART et MATTELART, 2007)

<sup>346</sup> On la retrouve ainsi dans les théories du behaviorisme, celles de Pavlov sur le conditionnement ou encore dans la psychologie sociale de Mc Dougall. Voir sur l'histoire des théories de la communication l'excellent Mattelart A., Mattelart M. Histoire des théories de la communication. 3. éd., 3. tir. Paris : Découverte, 2007. 123 p.

messages ont été revalorisées en particulier à partir des années 1980 avec les *cultural studies*, ou le courant des *uses and gratifications* (MATTELART et MATTELART, 2007). Si cette opposition entre information neutre et manipulation par la séduction reste attachée au concept de communication, la communication est bien plus complexe. Ainsi si Dominique Wolton opère la même distinction entre communication normative et fonctionnelle servant respectivement un idéal et un besoin (WOLTON, 2011, p.17), il montre comment ces valeurs se mélangent constamment au sein d'une « double hélice » (WOLTON, 2011, p.32). Au-delà de ces deux dimensions de la communication relationnelle et de la communication fonctionnelle, Éric Dacheux précise l'existence de deux registres entre lesquels oscille la communication : égocentrisme et altruisme (E. DACHEUX, 2004b, p.25). Aucune vision manichéenne ne saurait ainsi être dessinée, la communication est complexe et composée d'arrangements divers entre ces dimensions et ces registres. Ni séduction ni information neutre, la communication politique serait l'expression et la confrontation d'idées par des acteurs sociaux. Toutefois, des campagnes politiques, aux légitimations des politiques menées, la frontière est tenue entre informer et convaincre : « Certes, toute politique ne se réduit pas à des images, des sons ou des manipulations de symboles. Mais sans eux, on n'a aucune chance de parvenir au pouvoir ni de l'exercer. » (CASTELLS, 1999, p375)

Que l'on parle alors de communication politique ou de communication sociale, l'objectif est de sensibiliser un public à une thématique, à un projet, à une pensée. C'est aussi la définition que donne Bernays de la propagande : "Le mécanisme qui permet la diffusion des idées à nom propagande : soit au sens large, tout effort organisé pour propager une croyance ou une doctrine particulière." (BERNAYS, 2007, p.40). « Son efficacité reconnue pour obtenir l'adhésion du grand public", fait de la propagande un outil indispensable du politique dans notre société où « tout projet d'envergure doit être approuvé par l'opinion publique. » (BERNAYS, 2007, p.44) La propagande est pourtant un vocable que l'on n'associe pas aux caractéristiques de la démocratie. Si en 1951 il s'agissait de différencier la bonne propagande de la mauvaise<sup>347</sup>, de nombreux travaux opposent

---

<sup>347</sup> Voir à ce sujet l'allocation d'Albert Gazier à la tribune du Palais-Bourbon, le 15 juin 1951 citée par Christian Delporte : « La propagande est une espèce de plaidoirie et il existe plusieurs formes de propagande. Il existe une propagande qui s'adresse uniquement aux instincts et aux passions et qui est contraire à la démocratie. Si elle ne fait appel qu'aux sentiments de cette nature, elle est très rapidement appelée à faire taire les propagandes rivales. Elle essaie d'envoûter et n'admet pas qu'une influence contraire rompe l'enchantement qu'elle essaie de créer.

par la suite propagande et communication politique. C'est ainsi que les critères opposant la communication politique à la propagande sont « le pluralisme des médias et la liberté de circulation de l'information » ou encore la prise en compte de « l'état de l'opinion publique » (OLLIVIER YANIV 2010 p 6). La propagande ainsi assimilée aux régimes totalitaires est rejetée en dehors du jeu démocratique par la plupart des travaux sur la communication politique (OLLIVIER YANIV, 2010 p7). Pour autant d'autres travaux s'attachent à montrer une filiation entre les deux<sup>348</sup> : ils poursuivent l'objectif commun de faire adhérer le destinataire au message de l'émetteur. Si, historiquement et affectivement liée aux embrigadements des régimes totalitaires du XXe siècle, la propagande a « mauvaise presse »<sup>349</sup> il s'agirait d'un outil politique utilisé bien avant les études sur la psychologie des foules<sup>350</sup> et ne constituerait qu'un instrument du politique. Elle ne serait en ce sens pas morale ou immorale. Ainsi Bernays précise « que dans tous les cas, pour déterminer si la propagande est un bien ou un mal, il faut d'abord se prononcer, et sur le mérite de la cause qu'elle sert, et sur la justesse de l'information publiée. »(BERNAYS, 2007, p.40) C'est également cette remarque que l'on retrouve chez Christian Delporte : « La propagande n'est qu'une technique, écrit Driencourt, on ne juge pas une technique ; seul l'usage qui en est fait peut être l'objet d'appréciation.» (DELPORTE, 2006, p.4) Pour autant les définitions contemporaines de la propagande gardent cette connotation péjorative, où propagande équivaut nécessairement à manipulation de l'opinion incompatible avec notre pratique de la démocratie.

A l'instar des travaux de l'école de Palo Alto, il convient de rappeler que toute communication engendre une influence, toutefois cette influence est différenciée par son caractère inconscient ou au contraire volontaire (DACHEUX, 2004b, p.23). Nos ambitions démocratiques nous poussent ainsi toujours à différencier communication, information et débat, de persuasion, séduction, et manipulation... C'est dans cette optique que les

---

Elle est rapidement amenée à être totalitaire. Une autre propagande s'adresse davantage à la raison. Une telle propagande, qui se mesure avec d'autres propagandes, est parfaitement compatible avec les règles les plus strictes de la démocratie. Elle tend à enseigner et à renseigner plutôt qu'à envoûter. » (DELPORTE, 2006, p.5)

<sup>348</sup> Delporte rappelle ainsi que la communication politique est définie soit en opposition avec la propagande comme signe de maturité démocratique soit dans sa filiation directe. (DELPORTE, 2006, p2)

<sup>349</sup> Pour reprendre les propres termes de Bernays

<sup>350</sup> Différents exemples antiques tels que le procès de Socrate, la colonne de Trajan, ou les affiches électorales de montrent que la séduction et la spectacularisation ont toujours fait partie du jeu démocratique

concepts théoriques sont étudiés et différenciés. La communication politique est définie par opposition à la propagande et à la persuasion comme un « espace où s'échangent les discours des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages »<sup>351</sup> ou encore un « processus par lequel des acteurs sociaux expriment et confrontent symboliquement (au sens de Pierce) des opinions politiques opposées dans l'espace public » (DACHEUX, 2004b, p.29). Elle tend à l'idéal de délibération habermassienne et de publicité kantienne tandis que la communication instrumentale vise à fabriquer de l'adhésion « or l'adhésion ne produit pas une communauté politique, mais provoque une communion qui signe non seulement la mort de la communication, mais marque aussi la fin de la démocratie. Car la vie démocratique n'est pas la perpétuation d'un consensus à l'intérieur de règles préétablies, mais un dissensus permanent. » (DACHEUX, 2004b, p.34) La communication qui entendait se libérer de cette dualité entre information et manipulation, semble y replonger. Quel est alors la voie médiane ? Comment prendre en compte le nécessaire rôle de la séduction et de l'adhésion ? Il n'est pas certain qu'il existe une réponse normative universelle à ces questions. Finalement, sans repousser ce débat, face à un outil utile et utilisé il nous semble intéressant de se concentrer sur les conditions et objectif de son utilisation et sur ce qu'il produit. En tant que projet politique, l'intégration régionale est à la fois intrinsèquement liée à l'idéal habermassien de la communication comme espace de délibération du politique et nécessairement amenée à en utiliser la nature stratégique. Comme l'a montré l'exemple européen, l'intégration régionale, si elle entend construire le sens d'une citoyenneté régionale doit nécessairement communiquer afin de mobiliser et impliquer les populations.

### *La communication un outil de construction de sens pour l'intégration*

*Tenemos que llevar la integración al colegio, a la universidad, al trabajo, a los parques, a la calle, al teatro, al campo, al cine, a la televisión, a la prensa, a los libros infantiles y juveniles, a nuestras casas... la integración hay que*

---

<sup>351</sup> WOLTON, Dominique, 1989. La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès*. N° 4, p.39

*bajarla de los pedestales en los que ha estado, que deje de ser "algo" exclusivo para economistas, para políticos, para gobernantes y funcionarios... permitirle salir de las reuniones elegantes de cumbres de presidentes, de ministros, de expertos, de investigadores y académicos, de libros, revistas y lenguajes especializados... la integración tenemos que presentarla en sociedad para que llegue a todos y en todos los rincones de nuestros países.<sup>352</sup>*

Au cours de ce chapitre nous avons parcouru les implications de la participation des populations dans l'intégration régionale et compris qu'elle ne saurait découler du fonctionnement institutionnel démocratique des processus régionaux. C'est de sens dont a besoin l'intégration, d'un sens commun<sup>353</sup> à la fois comme signification et direction, condition et fonction d'un espace public. Condition, car le sens commun est le partage de la signification de la communauté, il est l'être en commun. Fonction, s'agissant dans l'espace public de prendre une orientation commune, construire un destin commun, à travers un agir commun. Etre et Agir, Identité et citoyenneté sont les deux faces d'une même pièce, celle de la participation des populations dans les processus politiques. Ni bonne, ni mauvaise, la communication est précisément un outil de construction de sens. Normative, elle est ce dialogue dans lequel se construisent les identités, elle est cet espace de médiation entre les acteurs du politique dans lequel se développe la citoyenneté. Fonctionnelle, elle est l'outil de promotion et de valorisation des politiques, de l'information et de la formation de la pratique de la citoyenneté, celui de la manipulation des symboles, de la construction des mythes et de l'écriture de la mémoire. Ressource essentielle au politique, la communication est ainsi un enjeu important pour l'intégration régionale afin de mobiliser les populations. Les travaux de Mitchell Seligson<sup>354</sup> ont ainsi

---

<sup>352</sup> « Nous devons amener l'intégration au collège, à l'université, au travail, dans les parcs, dans la rue, dans le théâtre, à la campagne, au cinéma, à la télévision, dans la presse, dans les livres pour enfants et les jeunes, dans nos maisons... l'intégration, il faut la descendre des piédestaux sur lesquels elle a été placée, qu'elle cesse d'être quelque chose exclusivement pour les économistes, pour les politiciens, pour les gouvernants et fonctionnaires... lui permettre de sortir des réunions élégantes des sommets de présidents, ministres, experts, chercheurs et universitaires, des livres, revues et langages spécialisés... l'intégration nous devons la présenter dans la société pour qu'elle atteigne tout le monde et dans tous les coins de nos pays. » (BUSTOS SANCHEZ, 2010, p10)

<sup>353</sup> Au-delà du sens commun comme raisonnement où intelligence des philosophes comme Giambattista Vico font resurgir le *sensus communis* latin profondément lié à la vie en communauté. « Le *sensus communis*, avant d'être un sens de la communauté, est tout d'abord un *communis sensus*, une communauté d'opinion, un sentiment, une idée ou une opinion qui s'avère commune à plusieurs personnes, qui est partagée par un nombre indéfini de locuteurs. Avoir un sentiment en commun avec les autres (*communis sensus*) permet de trouver facilement l'argument pour les convaincre de la convenance d'une action. Le sens commun comme sens de la communauté prend son origine dans la possibilité de voir les idées qu'on partage avec les autres (les « lieux communs » de la topique), de saisir l'opinion d'autrui. » (GUEORGUEVA, 2004, p.65)

<sup>354</sup> SELIGSON M. A, 1999. « Popular support for Regional Economic Integration in Latin America ». *Journal of Latin American Studies*. n°31, p. 129-150.

montré grâce à des données empiriques que le soutien des populations aux processus régionaux est lié à leur capacité à se faire une opinion les concernant. S'il s'agit, dans l'idéal communicationnel, de favoriser l'émergence d'un espace public comme lieu de délibération du politique, d'apparition des citoyens et de construction discursive des identités, il convient de ne pas oublier le besoin de communiquer de façon volontariste.

Il appartient donc aux institutions régionales de développer leurs politiques de communication afin de faciliter l'émergence d'une identité-citoyenneté régionale. Si, afin de dégager une esquisse de schéma concernant les stratégies de communications à développer dans le cadre macro-régionale, nous nous référons aux théories de la communication publique, nous pouvons attribuer plusieurs fonctions<sup>355</sup> à la communication de l'intégration régionale :

- Communiquer les « informations dues aux citoyens ». Il est question ici de donner à connaître les normes juridiques établies par l'intégration s'appliquant aux ressortissants des États membres.
- Rendre compte de l'action de la régionalisation. L'important est ici d'une part de montrer que le processus régional est en mouvement mais aussi d'afficher une transparence salutaire en Amérique du sud où le spectre de la corruption plane sur les gouvernants. Sa fonction principale est alors de générer une confiance dans le processus régional.
- Générer une situation de dialogue avec le citoyen. La communication se place par essence dans une situation dialogique, il s'agit d'avoir un retour de la part du citoyen.
- Valoriser les institutions régionales et promouvoir l'intégration. Rendre l'intégration désirable aux yeux des populations est essentiel pour générer la création d'une société civile impliquée au niveau régional garante de la légitimité de l'intégration. Il s'agit de rendre l'intégration accessible aux populations, la faire à leur image en mobilisant certains registres de discours et certains symboles.

---

<sup>355</sup>Nous reprenons en partie les fonctions attribuées à la communication publique par Pierre Zemor. (ZEMOR, 2008, p.19)

Au-delà de la distinction entre les agir communicationnel et stratégique de Habermas, il convient de penser la communication comme du point de vue de l'intégration régionale comme une invitation aux populations à connaître les processus régionaux dont elles font partie à s'y reconnaître et à y prendre part.

« [...] Comment faire comprendre le fonctionnement des institutions européennes à des millions de personnes habitant dans des démocraties aux passés différents ? Comment transmettre une même information européenne à des citoyens n'ayant ni la même langue ni la même culture ? Comment susciter des discussions politiques européennes sur des questions européennes quand il n'existe pas de média de masse généraliste européen ? Comment, en un mot, 'rapprocher l'Europe des citoyens' ? » (DACHEUX, 2004b, p.11)

L'importance de la construction de la citoyenneté macro-régionale et d'une participation politique à l'échelle de l'intégration régionale à partir de la communication, a été affirmée par de nombreux spécialistes mais aussi acteurs des processus régionaux. Ainsi, c'est très tôt que l'UE s'est préoccupée de l'importance de l'information des citoyens. Afin de préparer les élections au suffrage direct, naît en 1960 le premier service commun d'information sous l'égide du Parlement Européen. L'objectif était ainsi clairement de mener à la "formation d'une opinion publique européenne indépendante" <sup>356</sup>. L'europhorie initiale <sup>357</sup>, ayant cédé la place à l'euroscepticisme et les citoyens s'étant peu à peu désintéressés du thème régional dans le contexte de difficile adoption du traité de Maastricht. L'Union a réaffirmé que "l'Europe ne peut se construire sans le culturel, sans les citoyens" (CARBAJO, 1995 p31). Ainsi en 1993-1994 la commission a adopté "une nouvelle approche en matière d'information et de communication, en prenant en compte la nécessité de se diriger non seulement à la raison (actions d'information), mais aussi au cœur (actions de communication de haute valeur symbolique) si l'on souhaite créer un véritable sentiment d'appartenance du citoyen européen à l'Union." <sup>358</sup> Sans entrer dans

---

<sup>356</sup> Fernando CARBAJO, chef de presse et communication au Bureau du Parlement Européen à Madrid cite le rapport réalisé par le député Wilhelmus J. Schuijt en 1972 (Doc 246/71 du 7 février 1972). Voir CARBAJO, Fernando, 1995. E proceso de construcción europea: del Carbón y el Acero a la Unión Europea Cuatro Décadas de Integración. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 22-32. DT 14 / 1995. P.26

<sup>357</sup> , De fait les premiers sondages d'opinion réalisés dans les années 1960 offraient un bilan plutôt positif de ce rapprochement puisqu'il en ressortait que 8 citoyen sur 10 des pays membres connaissaient l'existence de la commission européenne.

<sup>358</sup> PICCAROLO, Marco, 1995. La Política de Información y de Comunicación de la Comisión Europea. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 47-52. DT 14 / 1995. P.47



les détails et l'historique de l'évolution des moyens mis en œuvre dans le cadre de la construction européenne en matière de communication, signalons que l'importance de la communication a été réaffirmée dans les années 2000 afin de s'adapter aux nouveaux enjeux des NTIC<sup>359</sup> et de favoriser le débat avec les populations qui ont montré leur désintérêt pour la construction européenne<sup>360</sup>.

Face à la méconnaissance et/ou au désintérêt des populations pour l'intégration régionale ainsi qu'aux enjeux politiques que l'implication des populations dans ces processus représentent, il devient en effet indispensable de rapprocher l'intégration et les populations, de les faire communiquer. Il ne s'agit pas seulement d'information : pour Dominique Wolton l'exemple européen démontre qu'il ne suffit pas d'informer pour convaincre (WOLTON, 2011, p. 297). La communication est un instrument privilégié pour la constitution d'une sociabilité macro-régionale, pour la création d'un "être intégrationniste" (TEUCCI, 1986b, p40), d'une culture publique régionale<sup>361</sup>. C'est aussi ce que note Arce Rudon dans le contexte andin : « Pour renforcer l'intégration à partir de la communication, être informés n'est pas suffisant, il faut parvenir à combler les déficiences dans 'le sens des discours' » <sup>362</sup>(ARCE RUDON, 2009a, p19) La participation politique fondée sur l'apparition d'un espace public, ne saurait reposer sur un principe de délibération fondé sur l'horizon inatteignable de l'objectivité, de la rationalité et de

---

<sup>359</sup> Le 8 juin 2001 la commission adopte un document intitulé : Towards the e-Commission: Implementation Strategy 2001-2005 ([http://ec.europa.eu/dgs/informatics/ecommm/doc/sec\\_2001\\_0924\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/informatics/ecommm/doc/sec_2001_0924_en.pdf)). En conséquence, le 6 juillet 2001 la commission publie un document définissant de nouveaux objectifs pour le site EUROPA et appelant à son développement. L'adoption du Livre blanc sur une politique de communication européenne, le 1er février 2006 entend ainsi doter l'UE d'une stratégie générale de communication. Le Livre blanc recommande que l'UE collabore davantage avec les médias et se concentre sur les technologies telles que l'Internet, mais sans définir comment exactement tandis qu'en novembre, la Commission adopte "e-Commission 2006-2010", cadre stratégique ([http://ec.europa.eu/dgs/informatics/ecommm/doc/ecommm-2006-2010\\_cs\\_en\\_v414\\_postcis.pdf](http://ec.europa.eu/dgs/informatics/ecommm/doc/ecommm-2006-2010_cs_en_v414_postcis.pdf)) afin de se convertir à la communication en ligne et à l'utilisation des NTICs.

<sup>360</sup> Les élections du Parlement européen de 2004 confirment le manque d'intérêt croissant des citoyens pour les affaires européennes et le 13 octobre 2005, suite aux rejets des referendums hollandais et Français, une période de réflexion est entamée et la commissaire Margot Wallström a lancé un "Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat", encourageant les États membres à lancer un débat avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe (voir Euractiv 14/10/05). Le 2 Octobre 2007, le programme Communicating Europe in Partnership est révélé et entend à travers une coordination entre les différents États, mener à une meilleure information du public européen et à "donner aux citoyens une voix plus importante". En décembre de cette même année, la commission lance une nouvelle stratégie de communication sur internet, utilisant les moyens de communication online les plus récents. Cette stratégie vise explicitement à "impliquer les citoyens". ([http://ec.europa.eu/ipg/docs/internet-strategy\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/ipg/docs/internet-strategy_en.pdf))

<sup>361</sup> "Si les conditions normatives de la communication publique sont réunies ou approchées de façon à peu près satisfaisante, alors on peut espérer un effet d'entraînement général, au-delà des élites, du procès de formation de l'ensemble des citoyens d'Europe à une véritable culture publique qui soit en même temps une pédagogie civique, c'est à dire une éducation à la citoyenneté européenne." (FERRY, 2003, p.19)

<sup>362</sup> Para fortalecer la integración desde la comunicación, no es suficiente estar informados sino hay que lograr suplir deficiencias en "el sentido de los discursos".

l'égalité d'un débat argumentatif au sein d'une communauté politique. Interprétant le sens commun comme une sensibilité commune, Pino Walder Prado Jr note « qu'un espace public conçu comme fondamentalement structuré par la communication argumentative, laisserait, ipso facto, de côté un reste : ce partage de la sensibilité précisément »<sup>363</sup> C'est ainsi que le rôle médiateur de l'espace communicationnel décrit par Éric Dacheux apparaît : il permet ainsi de réunir la communauté politique autour de valeurs et de symboles communs, une culture commune qu'il convient de différencier d'une culture unique.

Si l'expérience européenne demeure invariablement un point de repère en matière d'étude de l'intégration régionale, nous trouvons dans les autres expériences régionales des développements théoriques et pratiques novateurs que l'ombre européenne masque souvent. L'Europe s'est certes construite très rapidement et solidement mais pour autant la voie qu'elle a suivie n'est pas dans l'absolu l'unique voie à suivre. Le regret d'un retard de l'Europe des opinions face à celle des institutions de Wolton<sup>364</sup> ou encore le désir de recommencer par la culture qu'aurait pu émettre Jean Monnet<sup>365</sup> sont autant d'invitations à repenser les modèles d'intégration. C'est ainsi que dans son étude de la communication développée par l'intégration européenne Éric Dacheux identifie comme obstacle principal à sa légitimité non les difficultés inhérentes à la communication interculturelle mais l'absence d'un espace symbolique - un « espace public européen permettant de légitimer le système européen, de visibiliser les enjeux politiques et de fonder une identité collective européenne » (DACHEUX, 2004b, p.15). Espace Public et espace symbolique, rationalité et sensibilité, agir et être, Citoyenneté et Identité, c'est à partir de cette nécessaire dualité que nous menons notre étude de l'expérience de la communication

---

<sup>363</sup> (PRADO, 1991) cité dans (DACHEUX, 2004, p 235)

<sup>364</sup> « Il ne faut ainsi pas confondre le *rouleau-compresseur* institutionnel européen [...] avec par ailleurs la conscience et l'adhésion du citoyen ! Cette conscience du citoyen va beaucoup moins vite que la logique institutionnelle, et il va falloir un jour se rendre compte du décalage entre les préoccupations des élites et la réalité des opinions publiques. [...] Ou alors, il ne fallait pas passer à l'Europe démocratique... » (WOLTON, 2011, p.316)

<sup>365</sup> La formule a été placée dans la bouche de Jean Monnet par Hélène Ahrweiler à l'irréel du présent comme elle le précise elle-même dans un article du Monde du 21 juin 1998 : « à l'occasion de la réunion des États généraux des étudiants européens, il y a plus de dix ans, alors que j'étais recteur de l'académie de Paris, j'avais, dans mon discours de bienvenue, cité cette phrase, en la mettant dans la bouche de Jean Monnet, à l'irréel du présent (« pourrait s'écrier Jean Monnet »). Cette nuance essentielle a échappé au rédacteur des actes de cette rencontre, et la citation a connu la fortune que l'on sait » (AHRWEILER, 1998)

andine<sup>366</sup> lorsque nous interrogeons dans les chapitres suivants son évolution, le sens des discours qu'elle mobilise et les leçons à en tirer pour l'implication des populations dans l'intégration régionale. Loin de faire ici un historique exhaustif de la prise en compte de la communication au sens large par le processus régional andin, il s'agit de comprendre comment l'intégration andine a progressivement construit l'ambition d'interpeller, d'impliquer, de motiver les populations au moyen en particulier de la communication.

---

<sup>366</sup> Tout comme Eric Dacheux, nous n'entendons pas par là que cette communication est unique, qu'elle émane d'une autorité homogène dans le temps et dans l'espace, nous utilisons ce terme de communication andine pour simplifier la compréhension de nos travaux.

## PARTIE 2

# Légitimer et impliquer : la communication institutionnelle andine.

## Chapitre 4. Origines et fondements de la communication andine

### 4.1. Aux origines de la prise en compte de la communication pour l'intégration

Dans les années 1970, l'intérêt pour la communication et ses enjeux politiques grandit avec le soutien de l'UNESCO pour le développement de politiques de communication nationales mais également comme possible domaine de coopération des processus régionaux. Les gouvernements andins se montrent particulièrement intéressés par la thématique et le Pacte Andin se place ainsi rapidement au centre des concertations régionales en matière de communication.

#### *De la prise en compte de la communication en Amérique latine*

La prise en compte des thématiques de la communication se développe au début des années 1970 sous l'impulsion de l'UNESCO qui entend assister les États membres dans la définition de leur politique de communication<sup>367</sup>. En 1972 divers experts internationaux se réunissent à Paris avec pour objectif notamment de « définir la portée et les limitations des politiques de communication, et d'indiquer les façons dont elles doivent être mises en place au niveau national » (UNESCO, 1972, p.3). Les spécificités des différents contextes nationaux mènent ensuite l'UNESCO à convoquer une conférence intergouvernementale sur les politiques de communication en Amérique latine et dans les Caraïbes. La région est alors choisie en raison de sa « forte préoccupation pour l'état de la communication liée aux efforts de développement », de l'existence d'une « accumulation significative de recherche scientifique sur les problèmes de communication » et de son « intérêt actif pour les politiques et plans de communications supérieur aux autres régions comparables » (BELTRAN S., 1976). En amont, une réunion d'experts latino-américains est organisée à Bogotá du 4 au 13 juillet 1974 et en dépit d'une féroce opposition des

---

<sup>367</sup> La résolution 4.21 de la 16<sup>e</sup> réunion de l'institution autorise le directeur général de l'UNESCO « A aider les États membres à formuler leur politique de l'information, en tenant compte de l'expérience acquise dans l'élaboration des politiques culturelles » entre autres considérations dans le domaine de la communication. (UNESCO, 1971, p.62)

groupes médiatiques<sup>368</sup> sert de support au développement de la réunion de San José en 1976.

Au-delà du développement des politiques de communication nationale, ces réunions mettent en perspective la communication et l'intégration régionale. Si la réunion de Bogota, fait allusion à la prise en compte de la communication dans le cadre de l'intégration andine et comprend un groupe de travail sur la coopération régionale et internationale dans le domaine des politiques de communication <sup>369</sup>, la réunion de San José est l'occasion de débats et de résolutions quant aux liens entre intégration régionale et communication. Le thème de la communication et de l'intégration était effectivement à l'ordre du jour de cette réunion en tant que neuvième point de discussion, qui abordé le 19 juillet, aurait « fait apparaître un consensus général sur le fait que la politique de la communication de masse pour l'intégration régionale devra reposer sur une conception libertaire nettement affirmée, conforme à la vocation du continent latino-américain, et avoir pour perspective la promotion de l'identité régionale » (UNESCO, 1976, p.12). Ainsi la 28<sup>e</sup> recommandation issue de la conférence affirme que « la communication et la coexistence étant indissolublement liées par essence, tout effort d'intégration doit se fonder sur des échanges accrus et plus efficaces en matière de communication et d'information ». Elle enjoint alors les pays latino-américains à former un conseil latino-américain de la communication de masse afin de concevoir des programmes de communication conjoints et favoriser la coopération entre les organismes nationaux compétents. (UNESCO, 1976, p.48).

L'intégration andine avait déjà fait les premiers pas vers la coopération en matière de communication dès les 10 et 11 mai 1974. Deux ans avant la déclaration de San José et deux mois avant même la réunion de Bogota, à Cali se tient la première réunion des

---

<sup>368</sup> Dès le rapport sur la réunion de 1974, l'Association Interaméricaine de Radiodiffusion et la Société Interaméricaine de Presse ont dénoncé cette ambition la considérant dangereuse pour la liberté de la Presse et destinée « à servir las aspiraciones de fascistas y marxistas » et se sont opposés à la réalisation de la conférence (Associação Interamericana de Radiodifusão, 1975 cité par Luis Ramiro Beltran : BELTRAN S., Luis Ramiro, 2006. Comunicación para la democracia en Iberoamérica. Memoria y retos de futuro. In : *IX Congreso Ibercom, « El espacio iberoamericano de comunicación en la era digital »* [en ligne]. Sevilla. novembre 2006. Disponible à l'adresse : <https://telos.fundaciontelefonica.com/telos/articuloautorinvitado.asp?idarticulo=1&rev=72.htm>

<sup>369</sup> Il nous semble particulièrement intéressant que la question initiale soulevée par ce groupe de travail lors de cette réunion ait été « Comment la coopération régionale et internationale peut-elle être réconciliée avec la défense des droits souverains nationaux et avec la réservation des cultures et identités nationales ? » (UNESCO, 1974, p.22)

ministres de la communication des pays membres de la Convention Andres Bello<sup>370</sup> qui, à travers la déclaration de Cali, s'engagent « à établir un échange de programmes informationnels, éducationnels et culturels, tirant profit au maximum des infrastructures de télécommunication existantes, et à promouvoir la production conjointe de programmes sur des sujets similaires » (UNESCO, 1974, p.10). C'est ainsi que dans la lignée des recommandations faites lors de la réunion de San José, le Pacte Andin promeut la coopération latino-américaine en matière de communication et en devient la figure de proue. Les pays andins sont ainsi à l'origine du développement d'une Fédération Latino-Américaine des Facultés de Communication Sociale (FELAFACS) à partir d'une première rencontre de celles-ci. Commencée comme une initiative plutôt andine, de nombreuses institutions latino-américaines se joignent à l'initiative dès la seconde rencontre se tenant à Lima l'année suivante. Finalement l'institution dont le siège est situé à Cali (Colombie) voit le jour en 1981 réunissant des institutions de dix-sept pays de la région avec pour objectif « le développement indépendant de la communication sociale dans chacun des pays »<sup>371</sup>. Autre initiative andine s'inscrivant dans la promotion de la coopération latino-américaine en matière de communication, le 10 décembre 1982, la JUNAC convoque à Lima la première réunion des responsables des bureaux d'information des organismes latino-américains afin de répondre à la nécessité de « coordonner, élargir et approfondir le travail des Bureaux de Communication pour promouvoir la conscience intégrationniste parmi [les] populations [de la région] »<sup>372</sup>. La réunion consacrant une reconnaissance unanime du rôle précurseur de la JUNTA en matière de communication, débouche sur l'institutionnalisation des rencontres entre responsables de communication des organismes latino-américains d'intégration en tant qu'organe de consultation, coordination et assistance technique. Le département de communication de la JUNTA est désigné secrétaire permanent de ces réunions qui se déroulent dans les années suivantes à Lima. Le Pacte Andin est ainsi au centre de projets latino-américains de coopération tels que le SIGLA (Système d'Information Global Latino-Américain) ou le

---

<sup>370</sup> A l'époque celui-ci ne regroupe que les pays andins (Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela)

<sup>371</sup> Voir l'article 4 des statuts de FELAFACS disponible à l'adresse suivante : <http://www.felafacs.org/wp-content/uploads/2012/02/Estatutos.pdf>

<sup>372</sup> Il s'agit des mots prononcés alors par Jorge Sethon, chef du département des communication et de l'information de la JUNAC, présidant la réunion. INTAL, 1983. Acta Final de la Primera Reunion de Responsables de Oficinas de Informacion de Organismos de America Ltina. *Integracion Latinoamericana*. février 1983. Vol. 8, n° 79, pp. 69-79. P.69

SIDALC (Système d'Information et de Diffusion des organismes d'Amérique latine et des Caraïbes). En outre, c'est avec le soutien des pays andins que le CIESPAL (Centre International d'Etudes Supérieures sur la Communication pour l'Amérique latine), né en 1959 lors de la Xe conférence générale de l'UNESCO, œuvre au développement d'une théorie de la communication latino-américaine à travers des programmes de formation, de recherche et de publication sur la communication dans la région. De fait, en 1985 s'est réalisée à Santafé de Bogotá une réunion internationale sur le thème « communication et Intégration » dont les actes ont été édités par le CIESPAL dans le livre "Integración y Comunicación en el área andina" en 1986. Non sans rappeler les éléments actuels de la situation de la communication sur le processus régional, cet évènement a posé des cadres théoriques et pratiques essentiels à la compréhension du processus communicationnel qu'a progressivement développé le Pacte Andin et qui l'a positionné comme exemple de la prise en compte de la communication pour l'intégration en Amérique latine.

*L'expérience du Pacte Andin genèse de la communication andine et expériences télévisées d'avant-garde*

Aux origines du processus andin, c'est à partir de la convention Andres Bello qu'apparaît la thématique de la communication. Créé en 1970, le CAB entend notamment « dédier une attention particulière à l'utilisation des médias de communication de masse en raison de leur influence éducative et promouvoir la co-production de programmes audiovisuels ayant pour objectif d'assurer une saine formation et récréation de la population et préserver les valeurs éthiques et culturelles »<sup>373</sup>. L'intérêt pour la communication naît donc à partir de la perspective de l'éducation, domaine d'action du CAB. De fait du 16 au 28 avril 1973, les ministres de l'éducation du CAB réunis à Caracas reconnaissent que « les moyens de communication de masse constituent des éléments fondamentaux des sociétés modernes et sont des ressources importantes d'éducation permanente » (Revista Chasqui, 1973, p.61) et approuvent la proposition de l'Equateur de développer les activités du CIESPAL à travers une sollicitation commune de financement auprès du PNUD. Les projets envisagés ont trait à la formation en matière de

---

<sup>373</sup> Article 29 de la Convention Andres Bello citée dans le n°3 de la revue Chasqui (Ecuador) de 1973 (Revista Chasqui, 1973, p.60)



communication, à la création d'un fond éditorial commun et au développement de la recherche sur la communication, notamment dans le cadre de l'intégration<sup>374</sup>. L'intérêt grandissant du CAB pour la communication en particulier à partir des questions de télé-éducation, débouche ainsi sur la première réunion des ministres de la communication andins à Cali en 1974 qui marque un tournant dans la prise en compte de la communication dans l'intégration régionale andine<sup>375</sup>.

Dès la réunion de Cali en 1974, les pays andins souhaitent avancer dans la construction d'une réelle coopération en matière de communication. Lors de cette réunion, les ministres de la communication andins établissent ainsi 22 résolutions spécifiques ne se limitant pas aux traditionnels aspects infrastructurels de la communication. La proposition la plus avancée consiste en la création d'un conseil de la communication sociale pour le Groupe Andin afin de favoriser le développement conjoint de programmes de communication ainsi que la coopération et les échanges entre les organismes nationaux compétents. (BELTRAN S., 1976) Toutefois le projet, approuvé par la recommandation MC-1, ne se concrétise pas dans les années suivantes (ALFONZO, 1986, p.256-257). Les préoccupations pour la communication n'en sont pour autant pas moins fortes et la fin des années 1970 et le début des années 1980 voient la construction progressive d'un agenda commun en matière de communication à travers le travail de la JUNAC et les propositions répétées des gouvernements andins en faveur de son développement. Ainsi, le président du Venezuela, Carlos Andres Perez montre un intérêt tout particulier pour la communication<sup>376</sup>. Durant la première réunion des journalistes de la région andine qui a lieu à San Cristobal (Venezuela) en 1979 le président vénézuélien en appelle à la formation d'une agence andine d'information permettant « un flux d'informations véridiques sur le processus intégrationniste et les situations existantes

---

<sup>374</sup> Ces projets sont plus détaillés dans l'article de la revue Chasqui précitée : (Revista Chasqui, 1973, p.61-62)

<sup>375</sup> Au-delà de la réunion de la première réunion des ministres de la communication andins, c'est aussi en 1974 que la Junte de l'Accord de Carthagène (JUNAC) demande la réalisation d'une étude sur la communication sociale dans la sous-région qui servirait de base à définition d'une politique de communication (LOPEZ BUSTILLO, Adolfo, 1995. La Experiencia del Grupo Andino: Progresos y Dificultades en la Difusión de Cuestiones relativas a la Integración e Impacto en la Opinión Pública. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 33-39. DT 14 / 1995).

<sup>376</sup> Le Venezuela fait partie des pays pionniers en termes de développement d'une politique de communication nationale en Amérique latine comme le précise Luis Ramiro Beltran en 1976. (BELTRAN., 1976)

dans chacun des pays de l'Accord de Carthagène »<sup>377</sup>. A cette occasion également, Guido Groscoors alors ambassadeur du Venezuela en Colombie avait affirmé : « la communication et l'intégration sont deux concepts complémentaires et même indissolubles. Le processus de l'intégration ne pourra se faire dans aucune de ses phases économique, sociale ou culturelle sans une intégration informative préalable. Nous devons nous connaître et pour cela il faut nécessairement que nous utilisions les mécanismes de la communication »<sup>378</sup>.

Cette position dès lors assumée par la JUNAC qui dans un document de travail préparant les bases de la communication pour l'intégration affirme : « le succès de l'Accord de Carthagène dépend principalement de la compréhension de ses finalités, par les dirigeants des secteurs publics et privés qui prennent les décisions, et de l'appui apporté par les citoyens des pays membres. Pour atteindre cette compréhension et cet appui il est indispensable de mener à bien un vaste programme d'information »<sup>379</sup>. En juillet 1979 un second document vient préciser les éléments de la politique de communication sociale de la Junte de l'Accord de Carthagène »<sup>380</sup>, après avoir dressé le bilan des faiblesses du processus communicationnel andin. Reconnaisant que la communication n'a pas évolué en dix ans d'intégration et pointant l'insuffisance de l'information sur le processus régional qui lorsqu'elle est diffusée, l'est de manière limitée, distordue ou tout du moins fragmentaire par des agences internationales d'informations désintéressées des problématiques régionales andines (ALFONZO, 1986b), le document produit un certain nombre de principes essentiels pour parvenir à la diffusion du

---

<sup>377</sup> Il s'agit des paroles du président vénézuélien pour qui l'attitude des groupes médiatiques concernant le pacte andin -en particulier dans le cas des programmes industriels- contrarie les efforts intégrationnistes. (Integración Latinoamericana, 1979, p.48) cette préoccupation pour le comportement des médias est une constante pour l'intégration andine et en 1986 la JUNAC charge le Centre d'Etudes sur la Culture Transnationale membre de l'IPAL de mener une étude sur le Comportement des media de communication de masse dans le processus d'intégration andin. (LOPEZ BUSTILLO, 1995).

<sup>378</sup> «comunicación e integración son dos conceptos complementarios y, si se quiere, indisolubles. El proceso de la integración no podrá llevarse adelante en cualquiera de sus fases económica, social o cultural sin una previa integración informativa. Debemos conocernos y para ello necesariamente debemos utilizar los mecanismos de la comunicación» GRANELL, Francisco, agosto 1979. Realizaciones y futuro de la CEE y su paralelismo con el Grupo Andino. *Integración Latinoamericana*. agosto 1979. Vol. 4, n° 38, pp. 45-51.

<sup>379</sup> "Bases de un Plan de Comunicación Social Subregional". Acuerdo de Cartagena. JUN/dt.87. 22 de noviembre de 1977 cité par Alejandro Alfonso lors du séminaire organisé en 1985 par le CIESPAL. (ALFONZO, 1986, p.218)

<sup>380</sup> ELEMENTOS de la Política de Comunicación Social de la Junta del Acuerdo de Cartagena, JUN/dt 111. Mimeógrafo. JUNAC, Lima. Peru. 26 de julio de 1979. Ce document, comme le précédent ne nous ayant pas été accessible, nous nous basons sur les éléments de citation trouvés dans la littérature et notamment ceux produits lors du séminaire CIESPAL organisé en 1985. (CIESPAL, 1986)

processus régional andin. Il s'agissait ainsi en particulier d'augmenter le flux informatif sur l'intégration, d'en simplifier le langage, de porter une attention particulière à l'information et à la formation des médias sur les thèmes régionaux et de faire comprendre l'importance d'une information de qualité sur le processus régional. Fort d'une décennie de réunions, d'études et de propositions<sup>381</sup> en faveur de la communication pour l'intégration, le processus andin concrétise dans les années suivantes ses ambitions pour une communication andine. Alors qu'en 1985 la JUNAC formule sa stratégie de communication sociale reposant sur trois principes : l'information, l'orientation et la promotion afin de mobiliser l'opinion publique en faveur de l'intégration<sup>382</sup>, les années 1980 sont le théâtre de projets particulièrement innovants de production de programmes audiovisuels régionaux afin de sensibiliser les populations aux thématiques régionales.

Prenant son origine à la fin des années 1970<sup>383</sup>, le projet *Expedición Andina*, développé dans le cadre de la convention Andres Bello et financé par la fondation Konrad Adenauer<sup>384</sup>, consistait en la production conjointe d'émissions télévisées portant sur les traits culturels communs à la région tels que la géographie, le folklore, les mythes et légendes, l'architecture coloniale, ou encore les coutumes ou la gastronomie. Il s'agissait ainsi à travers ce projet de « contribuer à la formation d'une conscience latino-américaine basée sur la connaissance de ses valeurs, et [...] de promouvoir la connaissance des expressions culturelles respectives » des pays signataire du CAB (MARTINEZ ACOSTA, 1986b, p.66). Outre l'intérêt de son caractère transnational et multiculturel pour l'intégration, *Expedición Andina* a signifié la mise en place avec succès d'une coopération

---

<sup>381</sup> Notons une autre proposition qui intervient en 1981 sans être concrétisée mais qui témoigne de l'engagement des pays andin en faveur de l'intégration pour la communication : l'idée équatorienne d'une « convention andine d'information et de promotion afin de diffuser la philosophie de l'Accord de Carthagène et de faire connaître la portée et les réalisations du processus d'intégration sous régional ». Cette convention Eugenio Espejo se chargerait ainsi de développer des programmation radio et télévisées conjointes, la mise en place d'un centre d'information ainsi que d'une agence andine d'information. INTAL, 1981. Proponen un convenio de información y promoción. *Integración Latinoamericana*. mai 1981. Vol. 6, n° 57, pp. 70-71.

<sup>382</sup> Cette stratégie entendait s'adapter aux différents publics quant à leurs niveaux de compréhension, habitudes et capacités d'assimilation et mobiliser la presse, la radio et la télévision pour sa diffusion (LOPEZ BUSTILLO, 1995, p35).

<sup>383</sup> Initié lors d'un séminaire sur la télé éducation se tenant à Lima en novembre 1978, le projet est porté par Iván Huerta Quinteros, directeur de l'Instituto Nacional de Teleeducación (INTE) et sa directrice de production télé-éducative, Mercedes Apraiz de Barrenechea. (MARTINEZ ACOSTA, 1986b)

<sup>384</sup> « C'est ce qui nous manquait pour débiter un processus d'intégration culturelle authentique, concret, sans manipulation politique, à travers d'un espace de télévision culturelle. » Voilà ce qu'aurait annoncé le coordinateur régional de la Fondation Konrad Adenauer, Hugo Osorio, lorsqu'on lui a présenté le projet afin que la fondation le finance (PAUTA GUEVARA, 2009)

technique qu'impliquait la réalisation en collaboration d'une telle série puisque sa production était assumée par chacun des sept pays du CAB<sup>385</sup>. La diffusion progressive de la série *Expedición Andina* a débuté en 1980 dans les pays membres du CAB et le projet s'est développé à partir de 1984 comme un programme permanent progressivement élargi et renouvelé au fur et à mesure que le CAB devenait une institution de portée latino-américaine<sup>386</sup>. D'autres matériels (radio et télévision) ont ainsi été produits pour les enfants et sur l'environnement faisant qu'au total en 2005 le projet avait généré la production de 230 programmes<sup>387</sup>.

Dans la même lignée, et avec une portée plus forte pour l'intégration andine, le processus andin développe grâce aux ressources de la coopération technique européenne un projet de communication audiovisuel propre : le Programme de Télévision Andin (PTVA). Lors des sessions ordinaires de la commission tenues du 28 mai au 5 juin 1980 à Lima, la décision 157 établit la création PTVA dont elle fixe le siège du programme à Quito. Freddy Elhers, journaliste Equatorien, en est désigné directeur général. Le PTVA, avait ainsi pour objectif l'utilisation du moyen de communication de masse le plus moderne de l'époque afin de renforcer la « conscience intégrationniste de[s] populations [andines] » (DEC.157). Production phare du PTVA, la série *Nuestra América* se présente comme un programme culturel destiné à des audiences familiales. Recevant un accueil chaleureux de la part du public<sup>388</sup>, ces programmes sont diffusés sur de nombreuses chaînes de la région mais aussi dans le reste du monde<sup>389</sup> et auraient ainsi atteint, selon Freddy Elhers, une audience de 30 millions de personnes (ELHERS, 1986). « Pour la première fois on

---

<sup>385</sup> A partir de 1979, le Panama vient rejoindre les six pays andins ayant initié la convention Andres Bello

<sup>386</sup> Le CAB s'est progressivement élargi au Panama (1980), à l'Espagne (1982), à Cuba (1998), au Paraguay (2001) au Mexique et à la République Dominicaine (2004). Il coopère avec le Mercosur à partir de 1997 et s'est renouvelé en 1990 avec la substitution de son traité fondateur à Madrid.

<sup>387</sup> Les dernières informations dont nous disposons sont celles fournies en 2005 par le coordinateur du département de communication du CAB, Hector Troyano Guzman : TROYANO GUZMAN, Hector, 2005. *Los medios de comunicación social y los procesos de integración Andina* [en ligne]. 2005. Disponible à l'adresse : <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/periodismo/perculturalper/13.htm>

<sup>388</sup> Toutes les références trouvées sur la série sont unanimes, Adolfo Bustillo note même que 15 ans après ses débuts, le programme suscitait toujours de la demande (CEFIR 1995, p36). Plus encore, en 2008 la mise en ligne sur la chaîne Youtube de la CAN de certains de ces microprogrammes reçoit également un excellent accueil : ces programmes sont les plus visionnés de la chaîne et les commentaires font preuve d'enthousiasme.

<sup>389</sup> Participent à sa diffusion les chaînes 7 et 8 au Venezuela, le réseau 1 de Inravisión en Colombie, l'Association Equatorienne de Canaux de Télévision, les chaînes 4, 5 et 7 au Pérou, le Canal Estatal et différentes chaînes universitaires Boliviennes ; mais aussi la chaîne 41 de New York, le canal 13 de México et la télévision du Costa Rica.

présente ces images aux téléspectateurs andins, commençant d'une certaine façon une découverte de notre identité commune » déclare-t-il en 1986.<sup>390</sup> Le projet revêt en effet un caractère tout à fait novateur salué par les divers organismes régionaux lors des réunions des responsables de la communication latino-américains dans les années 1980. En 1984, dans le cadre d'un programme TV des Nations Unies nommé « Agenda pour une petite planète » et comportant 10 épisodes, le PTVA, en coproduction avec la télévision de Belgique et l'Université des Nations Unies, a réalisé le documentaire « *El Sueño de América Latina* » diffusé à l'échelle mondiale et traduit dans plus de 10 langues. (ELHERS, 1986) Par ailleurs, étant donné l'importance de commencer la conscientisation régionale dès l'enfance le PTVA s'est progressivement orienté vers le jeune public avec d'abord la production de programmes spéciaux ("*200 Años Después*" et "*Declaración a los Pueblos de Nuestra América*") insistant sur la pérennité de la pensée de Bolivar puis à partir de 1985 avec la production d'une série de microprogrammes destinée aux enfants : "*Nuestra América para Niños*"<sup>391</sup>. Particulièrement prolifique, le PTVA aurait produit cinq séries, trois programmes de quatre heures, six programmes d'une heure, dix programmes de 30 minutes et douze programmes de 20 minutes en plus d'une centaine de microprogrammes de trois ou quatre minutes, de 50 spots de 50 secondes et de dix programmes techniques d'une demi-heure chacun, de telle sorte qu'en 1995, à la veille de la réingénierie, la vidéothèque de la JUNAC comptait environ 1500 cassettes représentant 500 heures de vidéo (LOPEZ BUSTILLO, 1995, p.35).

Le PTVA, expérience d'avant-garde du Pacte Andin en matière de communication, prend fin en 1988 alors que le processus d'intégration, frappé par la crise, s'oriente progressivement vers la réingénierie. Née à l'orée du XXIème siècle, la Communauté

---

<sup>390</sup> «por primera vez se presentan estas imágenes a los televidentes andinos, iniciando en cierto modo un descubrimiento de nuestra identidad común» C'est ce que note Freddy Elhers dans un article paru dans la revue Chasqui en 1986 (ELHERS, 1986) le caractère identitaire du programme est assumé par la JUNAC : « Selon la JUNAC l'objectif fondamental de ce programme est de promouvoir la conscience intégrationniste de la population à travers la présentation de faits qui montrent l'histoire, la réalité actuelle et le destin commun du Groupe Andin, orienté vers la construction future de la 'Nation des Républiques', comme l'ont nommé les présidents de la sous-région dans l'Accord de Carthagène » INTAL, 1980. Promocion televisiva de la Integracion. *Integracion Latinoamericana*. février 1980. Vol. 5, n° 43, pp. 48.

<sup>391</sup> INTAL, 1986. Nueva Serie infantil de la television andina. *Integracion Latinoamericana*. février 1986. Vol. 11, n° 109, pp. 67.

Andine voit s'ouvrir devant elle une multiplicité de supports de communication alors que les NTIC connaissent un développement sans précédent.

*Réingénierie et communication : le SGCAN, bras armé de la communication andine*

Suite au renouveau de l'intégration régionale qu'a supposé la réingénierie de la fin des années 1990, le SGCAN apparaît comme l'institution technique et politique à même de poursuivre les efforts du Pacte Andin et œuvre ainsi progressivement à la construction d'un agenda régional en matière de communication et à la diffusion du processus. En 2002, le SGCAN est par mandat présidentiel officiellement chargé du développement de la communication du processus régional.

Si aux origines des réunions présidentielles, les chefs de gouvernement andins entendaient « mettre en marche un programme andin de communication pour faciliter la connaissance mutuelle entre les populations de la sous-région, la diffusion de leur culture et la reconnaissance de leur origine commune et de leur destin partagé » (Manifeste de Carthagène, 1989), le changement de paradigme du processus vers une plus grande ouverture commerciale laisse l'intérêt pour la communication quelque peu en suspens<sup>392</sup>. La thématique de la conscientisation régionale continue d'être régulièrement évoquée durant la réingénierie mais c'est d'abord à partir de la prescription de politiques culturelles et éducatives promouvant des valeurs communes pour l'intégration qu'elle est envisagée avant que la construction d'une communication pour l'intégration apparaisse comme l'instrument de cette conscientisation. Le SGCAN convoque alors le 20 mars 1998 à Santafé de Bogotá, la « Réunion de journalistes, représentants de médias de communication de masse et d'intellectuels » avec comme objectif de pouvoir « échanger des idées et favoriser des actions concrètes pour mobiliser l'opinion publique et la société civile sur le développement et les bénéfices du processus d'intégration »<sup>393</sup>. Le manque d'informations sur le processus est sans surprise toujours pointé du doigt et le Secrétariat

---

<sup>392</sup> Il est bien question dans le nouveau plan stratégique pour l'intégration andine proposé en décembre 1989 lors de la réunion des Galápagos de promouvoir le développement de médias de masse régionaux et de contenus sur l'intégration mais il ne s'agit que d'un objectif à long terme inscrit dans les attentes d'intégration physique et non d'une préoccupation affirmée pour la conscientisation régionale comme ce fut et sera à nouveau le cas.

<sup>393</sup> «intercambiar ideas y propiciar acciones concretas para movilizar a la opinión pública y a la sociedad civil sobre el desarrollo y los beneficios del proceso de integración»: Informe Final de la Reunión de Periodistas, Representantes de Medios de Comunicación Social e Intelectuales”. (SGDI73)

Général prend parti lors de son rapport d'activité devant le Conseil Andin des Ministres des Relations Extérieures en avril pour la nécessité « d'exécuter un plan d'action de diffusion incluant les presses écrites, la radio, la télévision et internet » (SGDI 59). Si en 2000 les présidents en appellent à la diffusion des succès et difficultés de l'intégration afin de générer une « culture de l'intégration » (Réunion Lima 9-10/06/00), lors de la XII réunion du Conseil Présidentiel Andin de 2001, ils « chargent le Secrétariat général de développer, avec le soutien de la CAF, un programme de diffusion sur le processus d'intégration qui promeuve l'identité andine, lequel devra être élaboré avec la participation des organismes responsables des Pays Membres.» (Réunion Valencia, juin 2001). Cette demande du conseil présidentiel est réitérée début 2002 lors de la réunion de Santa Cruz. Alors qu'en juin un accord-cadre entre le SGCAN et le bureau régional de communication et information pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO est signé<sup>394</sup>, le mois suivant le SGCAN propose un plan de travail pour la diffusion de l'intégration andine (proposition n°79) au CAMRE qui l'adopte par la décision 527 "*Plan de Trabajo para la Difusión de la Integración Andina*" rendue le 7 juillet 2002.

La communication est désormais un thème incontournable de l'agenda régional andin et la codification officielle de l'Accord de Carthagène suite à la réingénierie (décision 563 de 2003) fait figurer dans l'article 129 l'importance de l'identité culturelle et la formation de valeurs citoyennes pour l'intégration andine tandis que l'article 131 prévoit que le processus mène des actions dans le champ de la communication sociale « orientées à la diffusion d'une plus grande connaissance du patrimoine culturel, historique et géographique de la sous-région ». Les années suivantes connaissent un développement dynamique de la communication andine sous l'égide du SGCAN chargé par mandat présidentiel de la diffusion du processus.

Si c'est à partir de 2002 que le SGCAN est officiellement maître de la diffusion du processus, dès sa création, au-delà du développement des moyens techniques de communication interne permettant une plus grande efficacité dans la gestion du

---

<sup>394</sup> Il s'agit de coopérer dans le développement d'activités « qui contribuent à la connaissance, promotion et divulgation de la culture andine, renforcent l'identité commune sur la base de valeurs partagées et participent à la construction progressive d'une culture de l'intégration à travers l'utilisation des technologies de l'information modernes » (SG/ct 113 du 13 juin 2002)

processus<sup>395</sup>, il assume le développement d'une communication vers l'extérieur. Susana Pezzano<sup>396</sup> est entre mai 1998 et octobre 2002 "coordinatrice de diffusion de la Communauté Andine" et s'occupe à ce titre de " l'élaboration et de la mise en place de politiques de diffusion, des relations avec les médias nationaux et étrangers, du développement de sites internet, de programmes de coopération dans la région andine et de l'élaboration et exécution de projets de communication »<sup>397</sup>. Entre 1998 et 2002, les notes de presse sont ainsi multipliées par deux<sup>398</sup>, une politique de publications voit le jour<sup>399</sup> et une quinzaine de pièces promotionnelles sur des aspects généraux et spécifiques de l'intégration andine sont diffusées (SGCAN, 2002). Toutefois, le développement communicationnel le plus remarquable sur cette période a trait au développement de la présence de la CAN sur internet. Si en 1995, le processus andin fut l'un des premiers organismes d'intégration latino-américains à ouvrir un site internet<sup>400</sup>, le SGCAN tout juste installé entend profiter pleinement du potentiel des nouvelles technologies de l'information et de la communication et convertir son site web en principal outil de diffusion du processus andin. Inauguré en août 1998, le site web qui était jusque-là très spécialisé est entièrement refondu étant attendu que « de cette façon,

---

<sup>395</sup> Le SGCAN note ainsi l'installation d'une centrale téléphonique mettant à disposition 200 lignes digitales avec messagerie, appels à l'international et multi conférences. (SGCAN, 2002)

<sup>396</sup> Diplômée de journalisme de l'institut Grafotécnico Mariano Moreno et de sociologie de l'Université de Buenos Aires elle est chef de presse du Système Economique Latino-Américain entre 1983 et 1998 où elle est chargée du "Desarrollo y ejecución de políticas de difusión, relaciones con medios de comunicación nacionales e internacionales, directora de la revista Capítulos del Sela, responsable de publicaciones, desarrollo del sitio web"(LinkedIn). Journaliste pour divers médias (quotidien La Opinión de Buenos Aires l'agence Inter Press Service (IPS)... ) Elle décède en juillet 2011 d'un cancer du poumon fulgurant.

<sup>397</sup> Il s'agit de la description qu'elle donne de son poste à la CAN sur sa page LinkedIn disponible à l'adresse : <https://ar.linkedin.com/in/susana-pezzano-05960310>

<sup>398</sup> C'est ce que précise le rapport de 2002 du SGCAN précisant que l'institution atteint une moyenne annuelle de 20 communiqués diffusés à 385 professionnels du secteur. (SGCAN, 2002)

<sup>399</sup> A cette époque commencent aussi timidement les premières publications du SGCAN. Dans le cadre de l'exécution de la Politique de publication entre 1997 et 2002 ont été édités 13 livres et 4 CD ROMS dans des domaines plus ou moins techniques destinés à un public plutôt spécialiste. A partir de 1999, les livres produits par le SGCAN répondent à un design de collection qui uniformise les styles d'édition afin de fortifier l'image institutionnelle. (SGCAN, 2002) Le catalogue complet des publications du SGCAN pouvait alors être acquis grâce à un système de vente en ligne. A partir de 2001 4 de ces publications ont également été réalisées au format numérique qui permet ainsi de baisser les coûts de production, vente et distribution (Integración y Supracionalidad: Soberanía y Derecho Comunitario en los Países Andinos; La Dolarización en Ecuador; Las relaciones externas de la Comunidad Andina: Entre la globalización y el regionalismo abierto; y Documentos de los Consejos Presidenciales Andinos: 1989-2002). Il s'agissait alors de l'unique organisme d'intégration sud-américain à offrir ce service (SGCAN, 2002, p83)

<sup>400</sup> Comme le note un article de internet world du 1<sup>er</sup> août 2000, il s'agissait alors d'un site plutôt destiné à la diffusion des thématiques agricoles et de certains aspects généraux de l'intégration. (CAN: ¿De qué manera, aporta a su objetivo integracionista, estar en Internet? *Internet World* [en ligne]. Venezuela, 8 janvier 2000. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=640&accion=detalle&cat=AP&title=can-de-que-manera-aporta-a-su-objetivo-integracionista-estar-en-internet>)



les utilisateurs d'Internet pourront accéder à la plus large information sur les aspects économiques et sociaux du processus d'intégration andin : négociations commerciales, normes juridiques, statistiques et documents divers élaborés durant ses 29 années d'existences » (Miguel Rico, directeur général au SGCAN, conférence de presse du 7 août 1998<sup>401</sup>. Ayant prouvé son efficacité et intérêt à l'occasion de la XI réunion du conseil présidentiel andin pour le XXXe anniversaire du processus dont il a assuré la diffusion, le site web représente un réel renouveau et fait entrer le processus andin dans le XXIe siècle. Alors que jusqu'ici les informations sur le processus leur étaient transmises par fax, les professionnels de l'information disposent alors d'une plateforme d'information plus claire et complète<sup>402</sup>. Pour Susana Pezzano, à l'origine de ce renouveau, « la principale leçon de ce processus est que ce sont les journalistes, les fonctionnaires officiels, les académiques et les observateurs internationaux qui se rapprochent maintenant de nous et non plus nous qui les poursuivons »<sup>403</sup>. Refondu deux autres fois sur la période (janvier 2000 et septembre 2001), le site web intègre de fait plusieurs nouveautés tels que l'ajout de formulaires de contact, de différentes newsletters et bulletins d'information, d'espaces de débat et d'enquêtes auprès des internautes, des pages spécialisées destinées à promouvoir le commerce intra et extra régional (Brújula Empresarial<sup>404</sup>), le tourisme dans la région (Rutas Virtuales Turísticas Andinas) ou encore l'accès en ligne à un espace de documentation sur l'intégration et à une Bibliothèque Digitale Andine contenant divers ouvrages numérisés dans le cadre d'un projet développé en partenariat avec 11 institutions de la région. En 2002, le SGCAN souligne l'importance de ce développement du site web comprenant alors 9583 fichiers, publié en anglais et en espagnol, présentant une moyenne mensuelle de 14 000 visiteurs en 2001 et ayant fait l'objet de distinctions internationales pour sa qualité<sup>405</sup>. Le SGCAN dote ainsi le processus régional de solides

---

<sup>401</sup> Voir l'article : Comunidad Andina de Naciones ingresa en red mundial Internet. *Caracol Radio* [en ligne]. Colombia, 8 juillet 1998. Disponible à l'adresse : [http://caracol.com.co/radio/1998/08/07/entretenimiento/0902469600\\_042381.html](http://caracol.com.co/radio/1998/08/07/entretenimiento/0902469600_042381.html)

<sup>402</sup> Arturo Menéndez-Valserra, corresponsal de la Agencia EFE, de España "Para nuestro trabajo, tiene la virtud de que se actualiza a diario y recoge todo lo que la prensa de la región dice a favor o en contra- de la integración." Voir : Andinos Cibernéticos. *El Tiempo* [en ligne]. Colombia, 16 mai 1999. Disponible à l'adresse : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-884586>

<sup>403</sup> Ibid

<sup>404</sup> Cet espace fournit au secteur privé les informations commerciales communautaires essentielles et un annuaire permettant de rechercher à partir de différents critères des associés potentiels parmi des entreprises andines et internationales.

<sup>405</sup> Le rapport de 2002 note ainsi que le site a été sélectionné en juin 1997 par StudyWeb comme l'un des meilleurs sites de ressources éducatives en anglais pour les chercheurs d'Amérique latine. Et en août 2000 le site

outils de diffusion. Si suite au décès de Sébastien Alegrett en aout 2002 et au départ de Susana Pezzano en octobre de la même année le processus communicationnel est à l'arrêt, à partir de la seconde moitié des années 2000, la communication andine vit son âge d'or sous l'impulsion du Secrétariat General emmené par des spécialistes de la communication et appuyé par les fonds européens.

### *L'Age d'or de la communication andine*

A partir de 2004, le processus régional renoue avec la communication institutionnelle laissée en suspens sous la gestion de Guillermo Fernandez de Soto. L'intérêt pour la communication régionale manifesté par la coopération européenne et la désignation de deux *comunicadores*<sup>406</sup> comme secrétaires généraux font des années suivantes l'âge d'or de la prise en compte de la communication dans l'intégration andine.

En mai 2003 est lancé le programme « initiative de stabilisation régionale andine » avec le financement de la coopération européenne. Celui-ci développera jusqu'en février 2006 des activités contribuant au « renforcement de la démocratie, de la gouvernabilité et à l'approfondissement de l'intégration dans les pays membres » (SGCAN, 2006a, p.17). Si ce programme vise en particulier à permettre le développement d'une politique extérieure commune et à l'établissement d'une zone de paix, il s'agit également de développer la confiance des populations dans l'intégration et dans les gouvernements de la région afin d'assurer la stabilité régionale<sup>407</sup>. En ce sens le programme prend en compte la « sensibilisation et [la] formation de leaders et formateurs d'opinion » ainsi que la « diffusion et [la] promotion du processus andin d'intégration et un diagnostic de l'enseignement de l'histoire »<sup>408</sup>. L'intérêt pour la communication est ainsi renouvelé dans

---

a obtenu le certificat de qualité de Doble U pour avoir rempli les « conditions de contenu, design, professionnalisme, originalité et fonctionnalité. » (SGCAN 2002)

<sup>406</sup> Nous utilisons ce terme de *comunicador(es)* sans chercher à le traduire puisqu'il englobe une réalité ne se limitant pas celles que recouvrent les mots journalistes ou chargés de communication puisqu'il désigne également les personnes réalisant un travail social afin d'informer et/ou convaincre. Le terme est ainsi réellement dans son usage lié à l'essence de la communication : comprendre et relier la société.

<sup>407</sup> Il est ainsi entendu que « la zone de paix constitue un effort progressif et participatif destiné à promouvoir la convergence des gouvernements, de l'opinion publique, des partis politiques et de la société civile » (SGCAN, 2006a, p.22)

<sup>408</sup> Sur les cinq activités que se fixe le programme, il s'agit des intitulés des deux derniers axes. » (SGCAN, 2006a, p.24)

cette perspective et, sous l'impulsion d'Allan Wagner devenu secrétaire général de la CAN en 2004, un département de communication et diffusion du SGCAN est créé sous la direction de Blanca Rosales. Entre 2004 à 2006, cette journaliste de métier développe diverses actions destinées à améliorer la visibilité du processus régional à travers les deux axes du programme de coopération ci-dessus mentionné. L'intérêt particulier du programme de coopération européen et de Blanca Rosales pour l'approfondissement des relations avec la presse afin « d'améliorer les contenus informatifs transmis au travers des moyens de communication » (ROSALES, 2006, p.181) donne lieu à un activisme certain dans l'organisation de séminaires et programmes de formation pour les journalistes<sup>409</sup>. Toutefois au-delà de cet intérêt, Blanca Rosales note que « si l'amélioration des niveaux informatifs pouvait se répercuter dans la qualité de ce que [le SGCAN] voul[ait] transmettre, cela ne génère pas nécessairement les synergies nécessaires entre les acteurs sociaux, qu'[il] cherch[e] à impliquer dans le processus de construction d'une citoyenneté andine qui renforce le processus d'intégration » (ROSALES, 2006, p 181). De fait des pas sont faits vers les leaders d'opinion de la société civile avec l'organisation de différentes rencontres<sup>410</sup> et de programmes de formation sur l'intégration destinés aux parlementaires andins ainsi qu'aux jeunes leaders de partis politiques début 2006. Ce dynamisme est en avril 2006 couronné par l'organisation du Forum de Haut Niveau « Construire une Communauté Andine de Citoyens et Citoyennes » à Medellín. La déclaration de Medellín issue de cette rencontre vient concrétiser le travail du département communication et diffusion du SGCAN en faveur de la formation d'un réseau de comunicadores pour l'intégration andine. Elle appelle l'intégration régionale à « reconnaître la communication comme un élément central [...], qui permet l'ouverture d'espace de dialogues interculturels [...] et la mise en commun des imaginaires collectifs » (Déclaration de Medellín, 25/04/2006) et à développer en ce sens une politique de communication concertée. Si le département communication et diffusion a, durant cette

---

<sup>409</sup> Il s'agit des séminaires organisés en 2005 dans chacun des pays membres : «Comunicación, periodismo e integración», La Paz, 29-30 avril ; «La comunicación: un desafío para la integración», Bogotá, 27-29 juillet ; «Integración, Comunicación y Desarrollo», Quito, 25-26 juillet ; «Comunicación, Descentralización e Integración»; Lima, 16-18 mars et «Integración, Desarrollo Social y Comunicación», Caracas, 24-25 novembre; ainsi que du stage intensif de formation pour les journaliste qui a eu lieu au SGCAN du 28 novembre au 3 décembre de cette même année.

<sup>410</sup> Il s'agit des séminaires «Comunicación e Integración», La Paz, 2 y 3 mai 2005; «Comunidad Andina y la Integración en las agendas públicas», Caracas, 3 y 4 mars 2006; «Integración andina: realidades y perspectivas», Lima, 16 y 17 mars 2006 ainsi que la rencontre binationale Colombo-équatorienne «Percepciones de la sociedad civil sobre el proceso andino de integración», Pasto (Colombie), 21 y 22 avril 2006.

période, développé d'autres initiatives de promotion de l'intégration régionale<sup>411</sup> la rencontre de Medellín constitue une activité phare pour la viabilité du processus étant estimé qu'au-delà des quelques 120 participants à l'évènement sa diffusion à travers des médias, publications et centres éducatifs lui aurait permis d'atteindre plus largement la population andine. (SGCAN, 2006a, p.27)

L'année 2006 apparaît comme une certaine apogée de la prise en compte de la communication pour l'implication des populations suite à la signature avec l'Union Européenne d'un programme de coopération en faveur de la société civile et la publication d'un livre « *Comunicación para la integración* », synthèse de l'activisme développé par le SGCAN durant cette période présentant les enjeux de la communication pour l'implication de la société civile dans l'intégration régionale à travers les réflexions et expériences concrètes de spécialistes de la communication. Toutefois il s'agit également d'une année de terrible remise en question et de crise après l'annonce du retrait du Venezuela en avril. Suite à cela<sup>412</sup> Allan Wagner démissionne pour devenir ministre de la défense du Pérou en juillet 2006 tandis que Blanca Rosales quitte le SGCAN deux mois plus tard une fois l'édition du livre sur la communication réalisée. Alfredo Fuentes Hernández, juriste et économiste colombien ; assure donc l'intérim au SGCAN jusqu'à l'élection, en janvier 2007, de Freddy Elhers qui va changer le visage de la communication andine.

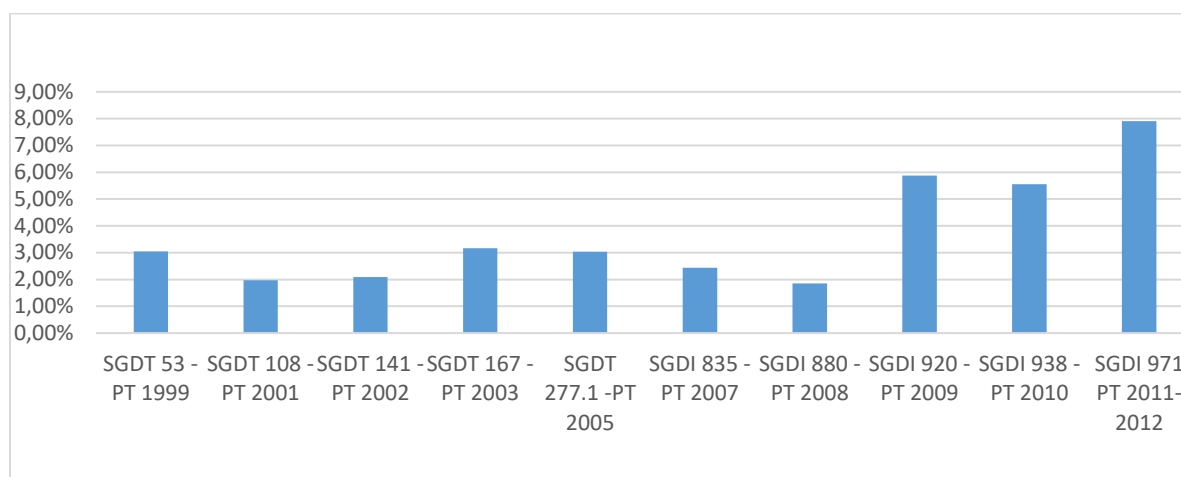
L'élection de Freddy Elhers, ancien directeur du PTVA, la mise en place des activités du projet SOCICAN et l'installation d'un département de communication dirigé par Karla Páez au SGCAN vont ainsi mener à un profond activisme en matière de diffusion du processus régional. L'étude des plans de travail du SGCAN dont nous disposons montre ainsi que la préoccupation pour la communication pour l'intégration, a connu des variations dans les années 2000.

---

<sup>411</sup> Le drapeau de la CAN est hissé pour la première fois dans le patio du SGCAN en 2004, la semaine itinérante de la culture andine Bolívar est organisée, une publication pour enfants sur l'intégration est mise à la disposition des enseignants en 2006.

<sup>412</sup> Dans notre entretien du 31/01/2013 avec Blanca Rosales, elle note le lien direct entre le départ de Wagner et le sien avec la crise engendrée par le retrait du Venezuela.

**Graphique 7 : Part de la communication dans les plans de travail du SGCAN**



Source : élaboration propre à partir de l'étude des plans de travail du SGCAN

On remarque un plus grand intérêt pour la communication consacré par le plan de diffusion de 2002 puis, après le travail de l'unité de communication dirigée par Blanca Rosales en faveur des médias, un déclin lié à la crise dans laquelle est entrée le processus, et enfin une explosion de la thématique après 2008. Cette année-là l'appel à projet du programme SOCICAN est lancé et l'un de ses axes principaux est la communication. 78% des projets développés étaient ainsi en lien avec cette thématique et 504 produits de communications ont été réalisés dans ce cadre. A partir de là, le SGCAN renouvelle complètement son image institutionnelle. Le site web est repensé et la CAN développe d'autres outils de communication propres : en avril TVCAN et RadioCAN sont lancés et la première rencontre de professionnels de la communication des institutions du SAI a lieu en novembre. L'année suivante, la CAN édite un feuillet présentant les services d'information du SGCAN et une tournée de journalisme civique pour une citoyenneté sans frontières débute alors que la CAN s'équipe d'un circuit télévisuel interne afin de nourrir son image institutionnelle auprès de son personnel<sup>413</sup>. Le processus s'accélère plus encore avec la campagne « *Somos Comunidad Andina* » tandis qu'il atteint son paroxysme en 2010 avec l'adoption de la décision 739, « *Servicios de Comunicación para la Difusión de la*

<sup>413</sup> Notons en effet l'intérêt montré par Karla Páez dans le développement d'une communication INTRA CAN et la valorisation de l'appartenance au corps des fonctionnaires andins : présence de drapeaux de la CAN dans tous les bureaux, blog interne, campagne « soy baCAN porque soy de la CAN » et différentes activités de cohésion du personnel.

*Integración Andina*”, et l’élaboration de la stratégie de communication officielle du SGCAN présentée dans le document SGDI 945. A partir de 2010, le SGCAN connaît un hyper-activisme en matière de communication à travers un travail en profondeur pour s’adapter au web 2.0 et le développement de plusieurs évènements de grande ampleur. Du 22 au 26 février, la « *Semana de las Culturas Andinas* » est célébrée à Lima ; en mars le SGCAN inaugure au sein de son siège l’Andinothèque ; en octobre le concert « *Reflejos* » en hommage à l’Amérique andine diverse est organisé ; un atelier sur les réseaux sociaux se tient les 18 et 19 novembre à Lima tandis que le premier concours *Mejor CANción* est organisé. Le SGCAN présente aussi dès lors durant les diverses foires du livre de la région un stand commun et continue d’animer une communication événementielle et multimédia. Si, nommé ministre du tourisme en Equateur, Freddy Elhers démissionne en 2010, il sera remplacé par Adalid Contreras, *comunicador* et sociologue ayant dirigé notamment l’Association Latino-Américaine d’Education Radiophonique (ALER). L’activisme du département communication du SGCAN dirigé par Karla Páez est donc maintenu les années suivantes jusqu’à l’entrée du processus dans sa seconde réingénierie en 2013.

Emmené pendant sept ans par deux comunicadores et intégrationnistes convaincus, le Secrétariat Général de la CAN mène une communication énergique et multidimensionnelle. Avant d’étudier plus en détail la communication développée durant cette période, il nous paraît essentiel de revenir sur les lignes stratégiques dessinées successivement en 2002 et 2010 afin de comprendre les motivations et les objectifs du processus communicationnel développé par le SGCAN. La conception de la communication a ainsi substantiellement changé dans les années 2000 passant progressivement de l’objectif de diffusion à celui de promotion. Ce changement est rendu évident lorsque l’on compare les éléments stratégiques développés dans la proposition 79 et le document informatif 945 établis respectivement en 2002 et 2010. C’est donc cette évolution que nous entendons refléter dans les sections suivantes en mettant en regard ces documents et les autres témoins des activités du SGCAN dans le domaine de la communication depuis sa création.

## 4.2. Motivations et objectifs de la communication andine

*2002 : Un plan de travail pour la diffusion de l'intégration andine entre communication corporate et diffusionnisme*

En 2002, le SGCAN répond à la directrice présidentielle émise en 2001 à Valence lors de la XIIe réunion du Conseil Présidentiel Andin à travers la proposition 79 dessinant un plan de travail pour la diffusion de l'intégration andine. Le document dresse tout d'abord un constat du contexte dans lequel s'insère l'élaboration d'une stratégie andine de communication avant d'en identifier les lignes stratégiques et de dresser le chronogramme des actions à mener à plus ou moins long terme qui est adopté en 2002 par la décision 527. Plantant les bases d'une communication inspirée du marketing et priorisant un certain diffusionnisme, il apparaît évident que ce plan revêt bien un caractère préliminaire et est destiné à servir de support à l'élaboration définitive d'une stratégie de communication de la CAN.

Le document inscrit la communication pour le processus d'intégration andin dans les théories de la communication *corporate*<sup>414</sup>. La communication *corporate* est la communication développée par une entité afin de promouvoir son image auprès de l'opinion publique. Ainsi, s'appuyant sur les définitions de l'identité et de l'image institutionnelles données par Nicholas Ind et Daniel Scheinsohn comme correspondant respectivement à la perception qu'une organisation a d'elle-même et à la perception extérieure de l'organisation, le document conclut qu'une « stratégie de communication doit tâcher de convertir l'identité institutionnelle en image institutionnelle ; c'est à dire, neutraliser les dissonances et harmoniser ce que l'institution est avec la façon dont elle est perçue par l'extérieur. » (SGpro79) Il convient en effet de prendre en compte que l'image voulue par l'organisation ne correspond pas nécessairement à l'image perçue par

---

<sup>414</sup> A la croisée des chemins du marketing et des relations publiques, la communication corporate définie comme la « communication où l'entreprise parle d'elle-même, de son identité, de sa mission et de ses valeurs et se présente comme une personne morale, au-delà de ses produits et services » est née dans les années 1980. On parle également pour désigner ce processus de communication institutionnelle, communication d'entreprise ou communication d'organisation. Ces termes, bien que recouvrant une même réalité sont souvent différenciés les uns des autres dans leurs dimensions et objectifs. En ce sens nous avons choisi comme Thierry Libaert et Karine Johannes de parler de communication corporate, terme tiré de la littérature anglophone qui ne réduit pas cette communication aux entités marchandes et « a l'avantage de fédérer ces différentes visions et les différentes formes de communication » (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p.13)

le public<sup>415</sup> et donc de mettre en place une stratégie de communication visant à réduire ce décalage. La construction d'un plan de communication est alors indispensable à une bonne communication puisqu'elle assure la cohérence des discours et des actions de l'entité<sup>416</sup> et est donc source d'efficacité et de crédibilité. La construction de cette stratégie de communication repose sur des étapes immuables : la réalisation d'une analyse diagnostique, la détermination d'objectifs, l'identification des publics, la définition des messages, le choix des outils et moyens, la budgétisation puis finalement l'évaluation.

Le marketing a ainsi appris aux institutions souhaitant communiquer que l'établissement d'un plan de communication est essentiel afin d'assurer la cohérence des actions menées et qu'il repose nécessairement sur un diagnostic préalable de l'état la communication de l'organisation et de sa perception. De fait, l'analyse et le diagnostic de l'état de la diffusion de l'intégration andine dans l'opinion publique est au centre du document qui en premier lieu dresse un tableau des forces et faiblesses du processus andin d'intégration que nous reproduisons en français ci-après :

**Tableau 5 : Matrice des forces et faiblesses du processus andin d'intégration**

Forces	Faiblesses
Identification de la CAN comme une organisation d'intégration économique et sociale par l'appareil gouvernemental des pays membres et une grande part des organismes internationaux.	Connaissance minimale de la CAN par les populations andines.
Plus de trois décennies d'existence avec un fort degré d'institutionnalité.	Usure de l'organisation et accumulation d'expectatives insatisfaites.
Structuration du Système Andin d'Intégration (SAI) que regroupe de multiples domaines et des compétences variées.	Difficulté pour dessiner une stratégie conjointe de diffusion de l'intégration avec une vision globale qui évite la duplication des efforts et optimise les faibles ressources.

<sup>415</sup> Il existe un décalage dû à la perception, à l'interprétation, du public ainsi qu'à la diffusion même de cette image. En outre il est important bien qu'évident de signaler que l'image voulue ou perçue ne sont pas nécessairement identiques à l'image objective de l'entité. (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p.40-42)

<sup>416</sup> Thierry Libaert et Karine Johannes notent que cette notion de cohérence, d'unité est au cœur du concept de communication corporate : « le terme 'corporate' renvoie à l'idée de 'corpus', de faire corps. La communication corporate est une prise de parole de l'entreprise comme un tout, un corps unifié » (ibid, p.14)



Nouveau organe exécutif, petit, flexible et avec la capacité d'adaptation aux changements.	Majorité de la population conserve une image négative des organismes d'intégration parce qu'ils les identifient avec des institutions bureaucratiques.
Plus grand niveau de participation des Présidents et Chanceliers dans la prise de décisions.	Annonces publiques des autorités, encore insuffisantes, dans leur appui à l'intégration et la diffusion de ses activités et réussites.
Engagement des présidents andins à établir un Marché Commun en 2005.	Méconnaissance par la population des bénéfices tirés du Marché Commun.
Croissance du commerce intracommunautaire, y compris dans les périodes de crise, face à la chute des échanges avec le reste du monde.	Augmentation des manquements à la norme communautaire et possible réapparition des tendances protectionnistes pour faire face aux déséquilibres.
Engagement pour définir un nouveau Tarif Extérieur Commun et établissement de délais pour son entrée en vigueur et pour l'adoption d'actions nécessaires au perfectionnement de l'union douanière.	Controverses avec des secteurs qui se sentent affectés par la mesure et le risque de manquement des autres pays.
Elargissement de l'intégration aux domaines politiques, économiques, sociaux et culturels et, en conséquence, possibilité d'augmenter la couverture des acteurs engagés dans le processus d'intégration.	Multiplication des demandes et groupes de pression pour défendre leurs intérêts.
Mise en place d'une Politique Extérieure Commune.	Perception externe de la région andine comme une zone de turbulence, conflits et problèmes de gouvernabilité.
Identification des éléments centraux d'un Agenda de Développement Social.	Déception dans les sociétés andines de ne pas percevoir les résultats concrets de l'intégration dans l'amélioration de leur qualité de vie.
Croissant intérêt des gouvernements et du SAI dans l'incorporation de la société civile dans le processus d'intégration.	Difficultés opérationnelles pour identifier les organisations et les mécanismes les plus adéquats et efficaces pour garantir la participation de la société civile.
Plus grande couverture des médias de communication des thèmes liés à l'intégration andine.	Traitement de l'information avec une tendance à faire ressortir les controverses entre les pays et les positions critiques envers l'intégration.

Source : élaboration propre à partir du SGPro 79

Le document oppose ainsi à chaque force une faiblesse révélant un manque d'information des populations sur le processus andin. Il s'agit d'un diagnostic préliminaire posé à partir de mécanismes informels de connaissance de l'opinion publique : mesure de la diffusion d'informations dans les médias, opinions des journalistes et leader d'opinions, participation aux

réunions et événements du SGCAN. En effet, le processus andin ne dispose pas d'outils formels de mesure de l'opinion publique, tels que des enquêtes et sondages qui, établis de façon systématique et continu, sont essentiels au développement d'une stratégie de communication institutionnelle et à sa mise en œuvre. De fait, au-delà d'une étape préalable, l'analyse de l'état de la diffusion du processus andin est au centre de la stratégie proposée en 2002.

En fait le document ne présente pas une stratégie mais un plan de travail pour l'élaboration d'une stratégie de diffusion développée sur le court terme (deux ans) à travers quatre phases de mise en œuvre : l'analyse, la formulation, l'exécution et l'évaluation. Il s'agira de collecter les informations sur l'identité et l'image du processus au moyen d'analyses de l'impact des informations diffusées par les médias sur l'intégration afin d'élaborer la matrice des « Forces, Opportunités, Faiblesses et Menaces (FODA) » influençant la perception du processus d'intégration. Une fois le diagnostic dressé, il s'agira de définir les priorités de diffusion et les méthodes et cibles de celle-ci. Pour ce faire, le document prévoit l'identification des types de publics de l'intégration : promoteurs, alliés, neutres et opposants. La stratégie, dont le positionnement aura ainsi pu être clairement défini pourra passer à sa phase d'exécution destinée à promouvoir concrètement la diffusion du processus régional andin et dont certaines actions auront pu être entamées en parallèles aux phases précédentes. Enfin le document prévoit une nécessaire évaluation des actions menées afin de mesurer l'efficacité de la stratégie. Le SGCAN se propose ainsi de suivre les étapes clés de l'élaboration d'un plan de communication.

Dans les plans de travail de 1999, 2001 et 2002 les objectifs affichés de la communication de la CAN étaient essentiellement informatifs. Nous nous situons ici dans une perspective classique de transmission d'informations et non à proprement parler de communication. Il s'agit d'un processus linéaire d'émission d'un message à destination d'un public, en cela la diffusion s'oppose à la communication qui s'inscrit dans une relation dialogique. Ainsi le processus communicationnel andin dans les plans de travail du SGCAN consiste jusqu'en 2003 en des activités de « diffusion et divulgation institutionnelle ». La proposition 79 de 2002 répond par ailleurs strictement au mandat qui lui est assigné : élaborer les bases pour la diffusion de l'intégration andine. Il n'est pas question d'une stratégie de communication complète pour le processus andin mais bien

d'une stratégie de diffusion essentiellement tournée vers un objectif informatif<sup>417</sup>. Au-delà de sa nature analytique le document identifie 22 actions à mener en fonction de leur niveau d'impact dans les publics, de leur délai de mise en œuvre et de leur coût. Ces actions, plus ou moins concrètes et de portées diverses, planifiées avant même que ne soient élaborées les lignes stratégiques de la communication andine sont plus attachées aux formes qu'au contenu de la diffusion. Elles concernent la mise en place de méthodes d'analyse de la perception de l'intégration, la définition de méthodes de travail pour l'élaboration de la stratégie, le renforcement de la présence des informations régionales dans les médias à travers diverses mesures ainsi que d'autres suggestions d'initiatives diverses et ponctuelles appuyant la diffusion du processus. (Tableau 6)

**Tableau 6 : Chronogramme d'actions pour la diffusion du processus andin**

Initiatives faible coût et immédiates (juillet à décembre 2002)	Action 1 : création d'une liste de discussion entre membres du SAI afin de débattre du Plan de travail et commencer l'élaboration de la Stratégie.
	Action 2 : réunions internes du SAI afin de définir pour chaque institution la matrice des « Forces, Opportunités, Faiblesses et Menaces (FODA) »
	Action 3 : Suivi et évaluation des informations sur l'intégration
	Action 4 : Elaboration et traitement d'enquêtes tipe distribuées lors des évènements du SAI, sur le web et dans ses listes de diffusion.
Initiatives nécessitant des ressources de coopération avec mise en œuvre à partir de 2003	Action 5 : Elaboration "d'Andinoenquêtes" semestrielles
	Action 6 : Elaboration d'enquêtes trimestrielles sur des aspects ponctuels
	Action 7 : Prix annuel du Meilleur Travail de Recherche sur l'Intégration Andine.
	Action 8 : Décision sur la promotion des œuvres financées par la CAF afin que soit mentionné le soutien de la Communauté Andine
	Action 9 : Renforcement de la diffusion dans les média
	Action 10 : Plan de Diffusion de la Norme Communautaire en particulier dans les zones frontalières.
	Action 11 : réunion des responsables de diffusion du SAI afin de définir la Stratégie de Diffusion de l'Intégration de la CAN
Init	Action 12 : Présence commune dans les foires et expositions

<sup>417</sup> Une brève étude quantitative du contenu de ce document nous révèle ainsi cette orientation. Les termes Communication et Communiquer ne présente que 10 occurrences face à 50 occurrences des termes Diffusion et Diffuser.

Action 13 : Développement de la 2e étape de la Bibliothèque Digitale Andine
Action 14 : édition de matériels audiovisuels
Action 15 : Création d'un fonds éditorial et distribution de livres, feuillets et CD-Rom
Action 16 : Elaboration et mise en place d'un programme de stages intensifs au SGCAN pour des journalistes, universitaires, dirigeants politiques et parlementaires.
Action 17 : Mise en place de cours virtuels sur l'intégration andine pour les journalistes et les professeurs universitaires.
Action 18 : Organiser une semaine itinérante sur la Culture et l'Intégration Andine
Action 19 : Organiser un concours Photographique sur les « Images de l'intégration Andine » et publier un livre avec les meilleures photos.
Action 20 : Elaborer un livre animé sur l'intégration pour les enfants et un jeu sur l'histoire, la culture, la géographie et les coutumes des pays andins.
Action 21 : Organiser un Prix du meilleur essai sur l'intégration andine pour les étudiants de second cycle sur l'intégration andine
Action 22 : Elaboration d'un programme communicationnel pour produire et diffuser des pièces de communication massive promouvant l'intégration

Source : élaboration propre à partir du SGPro 79

La moitié des actions proposées par le SGCAN en 2002 correspondent alors à une phase d'analyse et de construction de la stratégie de diffusion tandis que l'autre moitié concerne des actions de diffusion ou de promotion de la diffusion d'informations sur le processus régional<sup>418</sup>. En l'absence de plan communicationnel harmonisé définissant clairement un message, il s'agit d'actions plutôt ponctuelles et assez désarticulées répondant à des objectifs informatifs et diffusionnistes.

Si la proposition 79 entendait s'insérer dans les théories de la communication *corporate* et promouvoir une image positive de l'intégration andine, elle paraît dans la nature des actions planifiées, se limiter pour l'instant à un objectif cognitif : faire connaître l'intégration. En fait le diagnostic d'une méconnaissance de l'intégration andine dans l'opinion publique appelle un tel objectif comme étape préalable au développement de

---

<sup>418</sup> Cette orientation s'appuie essentiellement, nous y reviendrons, sur le rôle des médias en tant que moyens de diffusion privilégiés. Les actions envisagées par la proposition 79 laissent ainsi paraître tout un volet destiné à augmenter la visibilité du processus andin dans les médias à travers le développement d'informations et de formations destinées aux journalistes de la région.

toute image. « La notoriété peut être vue comme le degré zéro de toute politique d'image. L'entreprise doit en effet d'abord être connue avant de tendre à une image » (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p.44). Le décalage entre les ambitions d'une communication *corporate* et l'objectif strictement diffusionniste des actions planifiées par la décision 527 trahit l'état embryonnaire du processus de communication de la CAN. La proposition 79 du SGCAN entend orienter la communication pour l'intégration andine sur cette voie mais ne prétend pas constituer une stratégie de communication. Le SGCAN affirme ainsi que le plan de travail proposé « revêt un caractère préliminaire et est destiné à servir de support pour l'élaboration définitive d'une Stratégie de Diffusion de la Communauté Andine » (DEC 527).

### *2010 : stratégie andine de communication*

Il faut attendre huit ans<sup>419</sup> pour que le SGCAN achève l'élaboration d'une stratégie de communication à travers le document informatif SGdi945. Celle-ci, prenant acte du positionnement communicationnel de la CAN définit clairement des objectifs, des lignes stratégiques et des actions.

Le document dresse un diagnostic de la situation dans laquelle se trouve le processus du point de vue strictement communicationnel, cette fois, reconnaissant que la Communauté Andine souffre d'un « dépositionnement » attribué au manque de continuité dans le maniement de son identité institutionnelle (nom, institutions), aux interférences générées par les différentes orientations politiques et idéologiques des pays membres et les crises qui en découlent ou encore à la nature complexe de l'intégration et la difficulté de transmettre le changement de paradigme opéré dans la seconde moitié des années

---

<sup>419</sup> Si aucun document stratégique officiel n'a été édité entre 2004 et 2006 alors que Blanca Rosales dirigeait le département de communication et diffusion du SGCAN, certaines sources informelles (entretiens et présentations lors de séminaires) montre qu'elle inscrivait son travail dans une certaine perception stratégique dans la filiation du document de 2002 et avec un intérêt particulier pour les leaders et formateurs d'opinion, en tête desquels figuraient les médias. Les objectifs stratégiques ainsi mentionnées en novembre 2005 sont : l'amélioration des niveaux d'information, l'élargissement des canaux de diffusion et la génération d'espaces d'interaction avec les publics cibles, ils sont alors pensés à partir de trois projets : « presse et production de matériel d'image corporative et de diffusion de l'intégration » ; « réseaux de communicateurs sociaux et chaîne informative de la CAN » ; « diffusion de l'intégration à travers les nouvelles technologies de l'information »

2000<sup>420</sup>. Partant de ce constat, il s’agit de construire une stratégie qui, au-delà de proposer des produits et activités à développer, guidera les actions de communication du SGCAN à travers l’établissement d’un cadre qui précise les lignes directrices, le style et le ton de la communication à développer. Cette stratégie se donne pour mission de « Contribuer à partir de la communication à approfondir l’intégration andine, promouvoir sa projection externe et renforcer les actions liées au processus d’intégration. » s’agissant à travers la communication d’informer, sensibiliser et motiver. Le document définit de fait des messages clés répondant à divers objectifs pour faire face aux défis notés dans le bilan effectué de l’état du processus. (Tableau 7)

**Tableau 7 : Synthèse des messages clés et objectifs de la stratégie de communication de 2010**

Objectifs généraux		Messages clés
Objectif général	Objectifs spécifiques	
Connaissance et intérêt pour l’intégration andine	Redonner de la valeur au processus d’intégration andine	Le processus d’intégration est en vigueur et il est important.
	Promouvoir une vision commune des institutions du SAI	La sous-région est d’une importance vitale pour le maintien de la qualité de vie environnementale pour toute la planète
	Clarifier et renforcer le positionnement de la CAN et de son secrétariat général.	Le rôle du SGCAN a dans le processus d’intégration est d’articuler les efforts nationaux vers une véritable intégration.  Travailler à la CAN est un privilège puisque cela signifie gérer et soutenir un processus en lien avec un nouvel ordre mondial progressivement plus équitable.
Identité et appartenance régionale	Naissance d’un sentiment d’identité andino-pacifique-amazonien	Être andin c’est aussi être amazonien, pacifique et caribéen.

<sup>420</sup> Nous reviendrons plus en détail sur ces difficultés relevés à juste titre par le document dans les chapitres dressant les bilans de la communication andine en cela que qu’elles continuent de se vérifier.

	Appartenance à un territoire élargi d'une immense diversité culturelle	Nous nous sommes tous la Communauté
	Diffuser le concept de <i>vivir bien</i>	
Citoyenneté et participation de la société civile	Diffuser les avancées et bénéfiques de l'intégration en apportant au citoyen l'accès à l'information et des espaces pour qu'il puisse participer	Une véritable intégration intégrale, cela veut dire dépasser le domaine des intérêts commerciaux pour se préoccuper de l'environnement, de la culture, des droits citoyens dans le Buen Vivir des andins-américains
	Introduire et positionner le concept de citoyenneté andine	

Source : élaboration propre à partir du SGDI 945

Le SGDI945 de 2010 propose ainsi une stratégie de communication aboutie qui se place bien au-delà des objectifs diffusionnistes ponctuels ou désarticulés jusque-là identifiés par le SGCAN. S'il vient en partie entériner un certain nombre d'éléments communicationnels déjà mobilisés depuis 2008, il s'agit, comme on peut l'attendre d'un tel document, d'assurer une communication institutionnelle cohérente et homogène. Prévue pour une exécution immédiate et permanente, la stratégie s'articule autour de trois sphères d'action : Inter-CAN, intra-SGCAN, extra-CAN, soit la communication entre les institutions du SAI, au sein du personnel du SGCAN et vers le public externe.

Du point de vue de la communication interne, le SGCAN entend se placer comme chef d'orchestre<sup>421</sup> au sein du SAI. Dans un orchestre, « chacun a son moment de gloire et sa fonction mais, le résultat fondamental est celui de l'exécution coordonnée, harmonieuse et parfaite », il s'agit ainsi de faire jouer à toutes les institutions du SAI la

---

<sup>421</sup> Cette métaphore du chef d'orchestre sur laquelle s'appuie la communication interne qu'entend développer la stratégie de 2010 n'est pas sans rappeler le modèle théorique de l'orchestre en communication introduit par Yves Winkin et développé par l'école de Palo Alto qui au-delà de la transmission d'une communication depuis l'institution jusqu'à son public présente la communication comme un phénomène global où participent une multiplicité d'acteurs et de modalités. Pour une présentation synthétique de ce modèle voir : (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p.18-20)

même partition (l'Accord de Carthagène et les normes communautaires). La mise en place d'une table des responsables de communication du SAI est ainsi prévue afin de permettre le déroulement conjoint d'une même communication. En outre au sein même du SGCAN il s'agit de valoriser l'appartenance institutionnelle à travers diverses mesures telles qu'une campagne de communication interne autour de slogans mettant « l'accent sur la CÁN » (« *Yo soy BaCAN, porque soy de la CAN* » ou « *Qué BaCAN es trabajar en la CAN* »), le développement de produits de communication institutionnels et la mise en place d'un mini bulletin interne « *Dia a Dia du SGCAN* » et d'un blog interne « *Soy baCAN* ». Pourtant si diverses activités sont présentées pour appuyer cette communication intra et inter institutionnelle, la stratégie se concentre principalement sur la communication externe.

La stratégie attire l'attention sur trois axes pour la communication externe : la relation avec les médias, le développement d'une communication participative et le rôle particulier des espaces frontaliers. La stratégie rappelle « [qu']au-delà du rôle des médias dans la défense de leurs intérêts institutionnels, il n'est pas prudent d'ignorer l'important rôle qu'ils remplissent dans la consolidation de l'opinion publique » et précise qu'outre l'utilisation des médias pour la diffusion des messages il convient de mener un langage officiel cohérent avec la stratégie. Rappelant que l'intégration andine nécessite la participation de nouveaux acteurs et donc d'une société civile qui connaît et se reconnaît dans le processus, la stratégie insiste sur la nécessité de créer des espaces de dialogue et de discussion avec les citoyens, notamment à travers les NTIC. Quant au rôle particulier des frontières, le document recommande le positionnement de pièces de communication dans les zones frontalières ainsi que l'utilisation de médias transfrontaliers afin « [d']éliminer les frontières ».

La cible principale de cette communication est la population. En effet, si la stratégie identifie d'autres acteurs et rappelle en particulier l'importance des médias, la cible principale et constamment rappelée de la stratégie sont les citoyens andins. Il s'agit de communiquer « vers et avec les citoyens andins ». La stratégie affiche ainsi l'objectif de « diffuser et divulguer les problèmes et bénéfices de l'intégration, facilitant l'accès à l'information et l'utilisation de leurs droits aux citoyens, pariant sur la création d'espaces de dialogue et d'interaction dans le processus d'intégration. » Le document prévoit que soient renforcés les media propres (web, TVCAN, RadioCAN, bulletin quotidien, BDA) et d'inviter les publics à les visiter et à les utiliser. Un accent particulier est mis sur le



développement de la production vidéo et radio dans la lignée du programme *Nuestra América*, avec l'usage des technologies et formats actuels « afin de diffuser l'information et reconstruire le sentiment de territoire élargi, de *páis grande* et renforcer un sentiment de fierté régionale. » Proposant différents concepts de programmes culturels, le document note quant à la diffusion de tels programmes que celle-ci devrait être facilitée par la croissante tendance régionale à compter sur des médias étatiques et publics qui constituent un contexte naturel pour les messages intégrationnistes.<sup>422</sup>

Il s'agit pour la communication andine de promouvoir les pratiques de participation des citoyens dans le processus de communication de la CAN. L'accent est mis sur la participation des populations à travers les nouvelles technologies : forums, réseaux sociaux, blogs... La stratégie prévoit aussi le développement d'activités événementielles tel un programme continu d'appels à projet d'expression de la citoyenneté andine sur des thèmes culturels divers (littérature, plastique, musique, patrimoine intangible...), un concours-festival de chanson andino-amazonienne « *CAN-tamos* », un festival multidisciplinaire itinérant « *la Yapa* » ou encore une exposition itinérante de l'identité régionale « *Magia y misterio andino-amazonicos* ». Il s'agit de pair avec la citoyenneté de promouvoir l'identité, un objectif totalement assumé par cette stratégie qui entend « Revaloriser l'andinité comme trait identitaire commun qui nous rapproche au-delà des différences politiques, idéologiques ou des intérêts commerciaux » et « Redonner un sens à « lo Andino » avec une vision inclusive et intégrale qui génère une identification pleine des différents citoyens andins, habitants dans les pays membres. » Cette stratégie développe ainsi cinq valeurs-cibles qui devront apparaître de façon croisée dans toutes les activités et produits communicationnels : l'identité partagée, la diversité, la citoyenneté andine, la durabilité environnementale et le *Buen Vivir*. Nous reviendrons plus en détail sur ces valeurs et leur utilisation communicationnelle dans une partie dédiée à la rhétorique mobilisée par le SGCAN dans sa communication. Remarquons simplement ici que la communication andine montre explicitement dans cette stratégie une forte dimension rhétorique et que ce message s'adresse avant tout aux populations.

---

<sup>422</sup> Nous reviendrons la dernière partie sur les tendances médiatiques de la région mais notons que la croissante médiatisation des gouvernements se fait essentiellement dans une logique de justification et légitimation des politiques nationales.

### *Orientation progressive vers les populations*

L'étude de ces deux documents stratégiques nous a montré que les objectifs de la communication andine se sont précisés au fil du temps. Les populations ont progressivement été placées au centre du processus communicationnel de la CAN. S'il s'agit pour nous aujourd'hui d'étudier spécifiquement la communication de la CAN destinée aux populations, il convient de matérialiser l'évolution de la prise en compte des populations comme cible de cette communication afin de comprendre les fondements et nouveautés du processus communicationnel mené ces dix dernières années.

En dehors de l'expérience avant-gardiste du Programme de Télévision Andin, la communication développée par l'intégration régionale andine s'est traditionnellement orientée vers l'information des décideurs économiques de la région. Il s'agit essentiellement à travers une communication destinée à un public de spécialistes, de faire connaître les opportunités commerciales offertes par la constitution d'un marché élargi afin que les entreprises de la région prennent part au jeu régional. Les plans de travail du SGCAN de 1999, 2001 et 2002 proposent essentiellement des actions destinées à des publics avertis et la communication avance alors sur cette voie avec la mise en place de sections spéciales pour les entrepreneurs et investisseurs sur la page web qui est d'ailleurs traduite en anglais, langue incontournable du commerce international. C'est aussi cette orientation que traduisent les premières publications du SGCAN traitant principalement des secteurs productifs agricoles ou textiles de la région et des normes communautaires en matière de commerce et d'investissement <sup>423</sup>. Au-delà de ce public de spécialistes, nous l'avons dit, le SGCAN comme la JUNAC avant lui, entend diffuser plus largement les avancées de l'intégration andine afin de permettre la formation d'une conscience favorable à l'intégration au sein des populations. C'est avant tout le rôle des médias qui est envisagé et c'est en ce sens que le SGCAN s'intéresse tout particulièrement durant ses premières années d'existence à développer ses relations avec les médias de la région. Cet intérêt est continuellement réaffirmé par le SGCAN comme le démontre la présence de cette thématique dans les différents plans de travail développés par

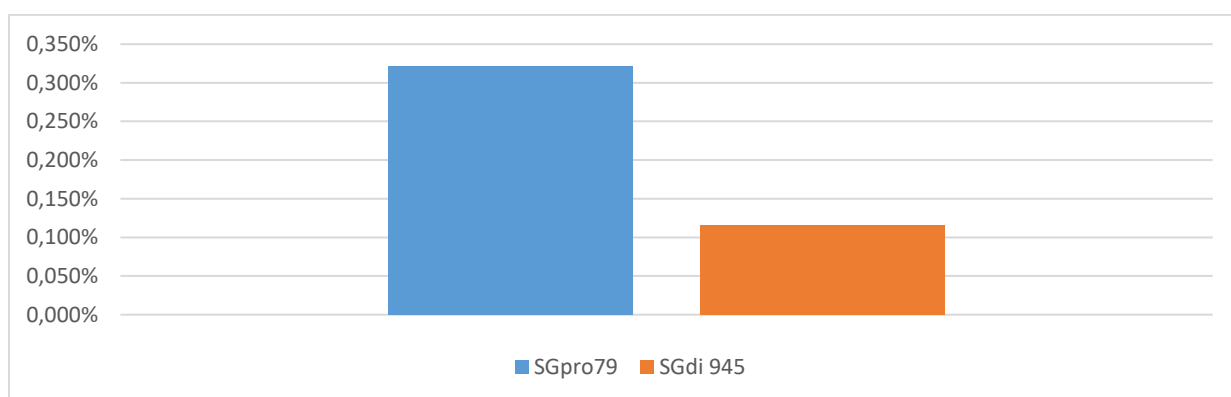
---

<sup>423</sup> Les 14 publications et CD présentées sur le site de la CAN pour 1997-2002, ont pour sujets : les secteurs productifs (3), la présentation de l'intégration et de ses avancées avec un accent fortement économique (3), l'intégration financière (2) la norme communautaire (2), la politique extérieure (2), mais aussi la biodiversité (2)

l'institution entre 1999 et 2012. Il s'agit de développer l'intérêt des médias à travers différents processus d'information et de formation, de tisser des accords pour susciter la production d'information sur l'intégration afin qu'ils reflètent une image plus complète, plus actuelle et si possible plus positive du processus régional.<sup>424</sup> Le SGCAN inscrit ainsi sa conception de la communication dans un courant très répandu consacrant l'influence des médias dans la formation des opinions. Si nous reviendrons plus en avant sur le rôle des médias, il convient de noter ici que cette orientation traduit une conception diffusionniste et informative de la communication reposant sur les médias en tant que moyens (*media* dans son sens originel) de développer la notoriété du processus d'intégration andin.

Si les acteurs économiques et les médias demeurent des cibles incontournables de la communication andine, le renouvellement du paradigme de l'intégration dans la seconde moitié des années 2000 mène le SGCAN à entamer un processus de communication plus global. De fait d'un document stratégique à l'autre l'intérêt pour la promotion économique est relativisé, la part de cette thématique étant près de trois fois inférieure dans la stratégie de communication de 2010 que dans la proposition 79 de 2002 sur l'élaboration d'une stratégie de diffusion. (Graphique 8)

**Graphique 8 : part de la promotion économique dans les documents stratégiques de 2002 et 2010**

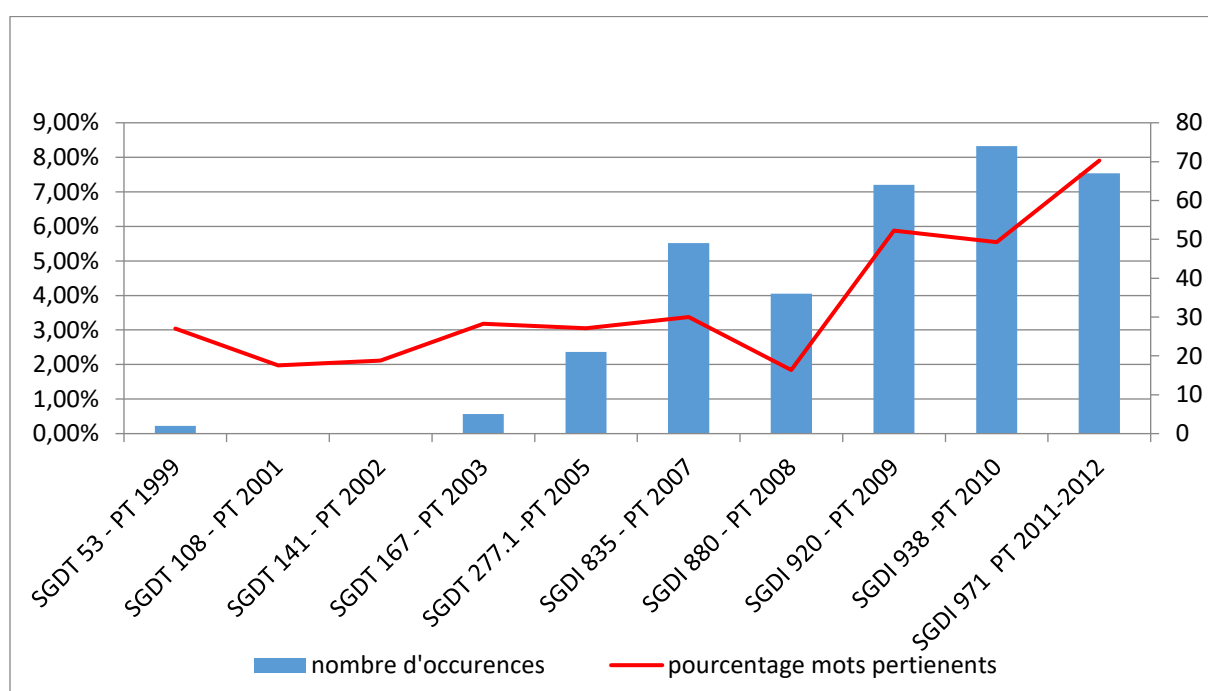


Source : élaboration propre à partir de l'analyse des SGpro79 et Sgdi945

<sup>424</sup> Nous pouvons noter une fois encore à partir de 2002 le travail de Blanca Rosales au sein du SGCAN qui, journaliste de profession, s'attache en particulier à développer une relation privilégiée avec la presse. (Voir supra)

De fait, dans le cadre de la réorientation stratégique de la CAN prenant davantage en compte les aspects sociaux et tendant à une plus grande participation des populations dans le processus régional, la communication andine s'oriente progressivement vers les populations. Si le conseil présidentiel reconnaît l'importance de la participation des populations dès 1998, cette préoccupation pour les populations évolue surtout dans la seconde moitié des années 2000 avec l'avènement de l'intégration intégrale et le développement de l'agenda social de la CAN.

**Graphique 9 : Prise en compte des populations et communication dans les plans de travail du SGCAN (1999-2012)**

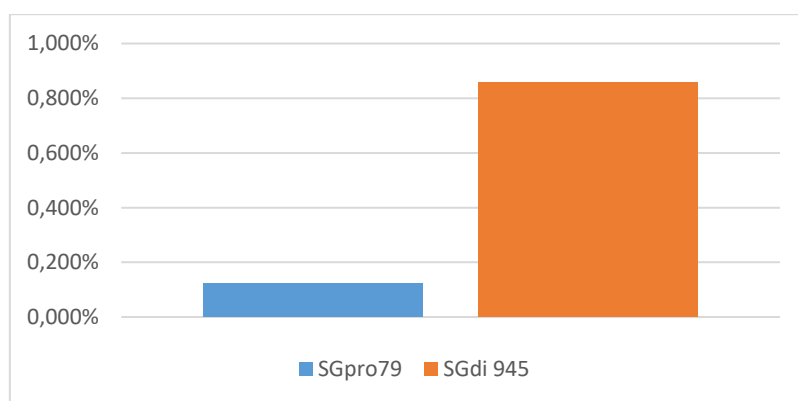


Source : élaboration propre à partir de l'étude des plans de travail du SGCAN

Encore une fois, l'étude des plans de travail du SGCAN est révélatrice de cette évolution. Le graphique ci-dessus montre ainsi à partir d'une analyse sémantique quantitative des termes « *ciudadano-a (s)* » « *pueblo(s)* » « *ciudadania(s)* » « *poblacion(es)* » sur dix plans de travail couvrant la période 1999-2012, que la prise en compte des populations a réellement débuté à partir de 2005. Nous remarquons par ailleurs que la prise en compte des populations semble dès lors liée à la part du chapitre sur la communication dans le plan de travail concerné. De fait la communication du processus andin qui a considérablement augmenté sur la période prend de plus en plus

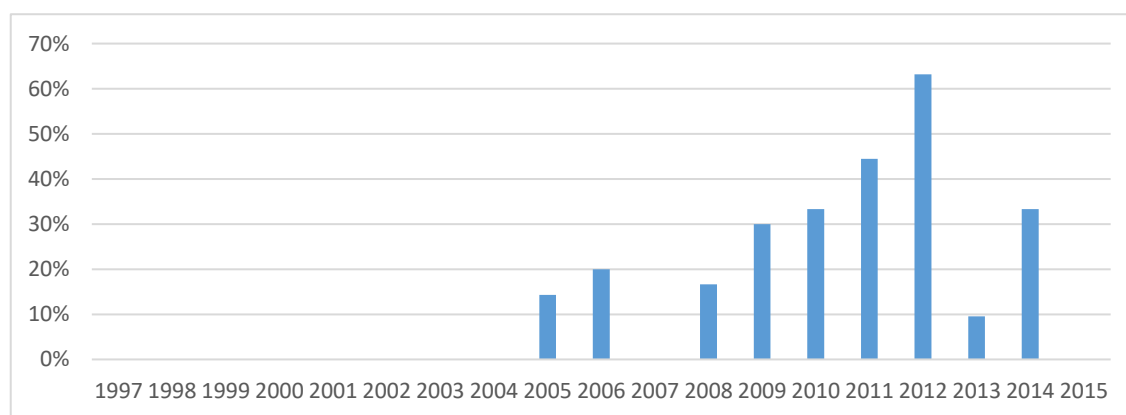
directement les populations pour cible. De ce point de vue on note encore une évolution notable entre les deux documents stratégiques puisque d'un document à l'autre, l'étude sémantique révèle que la part de la prise en compte des populations dans le processus communicationnel andin a été multiplié par plus de sept<sup>425</sup>. (Graphique 10) La cible prioritaire de la stratégie de communication de 2010 sont les populations qu'il s'agit d'intéresser et d'impliquer dans le processus régional.

**Graphique 10 : part de la préoccupation pour les populations dans les documents stratégiques de 2002 et 2010**



Source : élaboration propre à partir de l'analyse textométrique des publications du SGCAN

**Graphique 11: Publications destinées aux citoyens lambda**



Source : élaboration propre à partir de l'analyse des publications du SGCAN

<sup>425</sup> Notons également que l'intérêt pour les relations avec la presse sont toujours privilégiés mais apparaissent relativisés dans la stratégie de communication, le pourcentage d'occurrence des termes « prensa » « periodico(s) » « periodista(s) » étant près de 6 fois inférieur par rapport au document de 2002.

Cet intérêt pour les populations s'est particulièrement développé depuis la seconde moitié des années 2000. Durant cette période, le SGCAN entreprend l'édition de matériel destiné au grand public telles que des publications présentant de façon très abordable le processus régional ou les acquis qu'il offre aux citoyens. Comme le montre le Graphique 11, ce type de publication apparaît en 2005 et atteint en 2012 les deux tiers des publications éditées sur l'année. On passe ainsi progressivement d'objectifs informatifs à des objectifs de promotion et de fait, les matériels de communication ont évolué. On assiste de façon claire à une augmentation et à une simplification des publications qui sont désormais diverses en formes, thèmes et destinataires. Elles sont notamment davantage destinées aux populations et ont évolué en fonction. Sans trahir l'étude détaillée de cette évolution que nous mènerons au chapitre suivant, nous pouvons noter que par leur forme, leur nature et leur contenu, celles-ci se sont adaptées à leur cible, les populations, et à leurs objectifs, mobiliser une citoyenneté andine à travers la promotion d'une identité commune élargie.

*Au-delà de la notoriété : objectifs affectifs et conatifs de la communication andine*

Au-delà de l'objectif fondamental de la communication andine de diffuser et de faire connaître le processus d'intégration, il s'agit de mobiliser les populations dans le processus régional. Nous l'avons vu au chapitre précédent, informer ne suffit pas, la communication revêt nécessairement un certain degré de séduction et de persuasion. Dans la lignée des travaux de E. St Elmo Lewis<sup>426</sup> on attribue à la communication *corporate* trois objectifs fondamentaux : des objectifs cognitifs visant à développer la notoriété de l'annonceur, des objectifs affectifs liés à son image et à sa réputation et enfin des objectifs conatifs qui ont pour but de changer les comportements ou attitudes du public. Dans le cas de la communication du processus régional andin il s'agit de valoriser une appartenance commune et d'inculquer le sens d'une citoyenneté élargie.

Dès son origine le processus andin a régulièrement affirmé l'importance de développer le sens d'une identité commune à travers la promotion de valeurs partagées et la reconnaissance du patrimoine culturel, historique, géographique commun à la

---

<sup>426</sup> Il a dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle fait ressortir les étapes clés du processus de marketing aujourd'hui encore utilisées : le modèle AIDA pour Attention, Intérêt, Désir et Action.

région. Si, dès 1989 le Conseil Présidentiel Andin a directement relié identité et communication à travers le souhait de « mettre en marche un programme andin de communication afin de faciliter la connaissance mutuelle des populations de la sous-région, la diffusion de leur culture et la reconnaissance de leur origine commune et de leur destin partagé » (Réunion de Carthagène ; 25-26/05/89), cette ambition pour la promotion identitaire régulièrement réaffirmée<sup>427</sup> ne s'inscrit pas initialement dans un processus communicationnel global défini dans un document stratégique. Toutefois, certains projets d'action ponctuels relèvent déjà de la diffusion des "valeurs" de l'intégration andine et de la promotion d'évènements culturels des Andes. Il en va ainsi du projet d'un espace web destiné aux enfants. Sachant à quelle point la formation d'une conscience d'appartenance est importante dès l'enfance afin en plus de s'attirer le soutien des futures générations, l'idée est réaffirmée en 1999, 2001 et 2002 avant d'être reprise à travers la décision 527 en 2002 sous forme d'une l'idée de création de matériel didactique (jeux vidéo) pour l'Intégration andine<sup>428</sup>. De fait, le mandat présidentiel donné au SGCAN afin de formuler une stratégie de diffusion qui promeuve une identité andine mène l'institution à mener des actions de promotion culturelle. En fait à partir de 2004 le SGCAN sous l'égide de Allan Wagner met en marche « une politique culturelle commune, afin de renforcer l'identité andine, de promouvoir le développement d'une culture de l'intégration et contribuer à la cohésion sociale dans la sous-région »<sup>429</sup>. L'organisation d'une semaine itinérante de promotion culturelle intitulée « *semana Bolivar* » cette année-là témoigne de cette orientation. S'il s'agit alors de deux mouvements parallèles, l'arrivée de Freddy Elhers au SGCAN change la donne et les plans de travail pour 2007, 2008 et 2009 rapprochent plus directement communication et culture au sein de chapitres plus

---

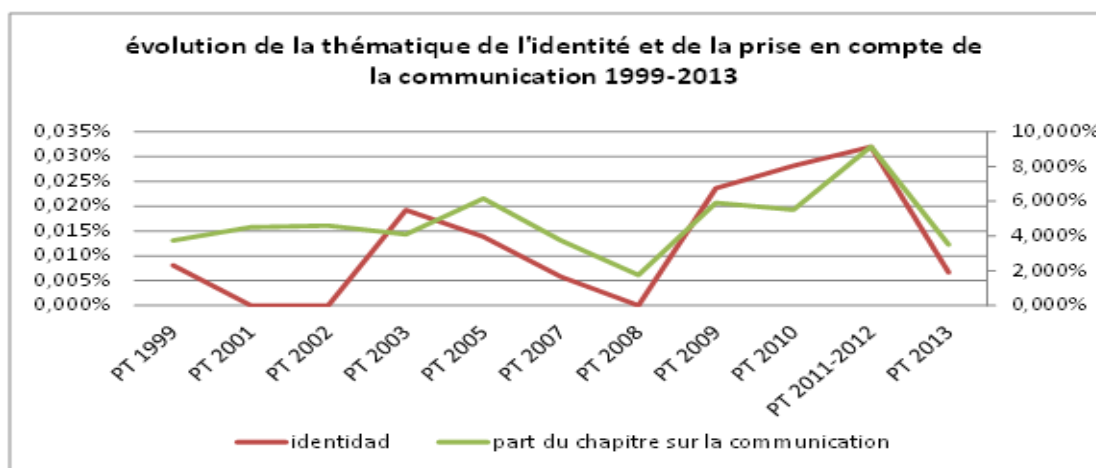
<sup>427</sup> Si la réunion de Quito du 5 septembre 1995 entend prendre en compte les aspects sociaux de l'intégration parmi lequel figure « l'affirmation de l'identité culturelle andine », six mois plus tard la réingénierie à Trujillo engage les pays andins à la coopération culturelle afin de développer des « actions qui promeuvent un plus grand rapprochement entre les populations et une plus grande connaissance de leurs valeurs et manifestations culturelles » (Acta de Trujillo, 1996). Les réunions suivantes confirment cette aspiration et il est alors question de développer des politiques culturelles et éducatives visant à former des « valeurs citoyennes pour l'intégration » (Réunion de Sucre, 22-23/04/1997), à « renforcer l'identité andine à partir de la reconnaissance de la diversité culturelle [des] populations [andines] et promouvoir les valeurs de l'intégration » (Réunion de Carthagène 26/27/05/99). Voir : CONSEJO PRESIDENCIAL ANDINO. *Documentos de las Reuniones del Consejo Presidencial Andino (1989-2002)*. Lima : Secretaria General de la Comunidad Andina, mars 2002

<sup>428</sup> Cette idée de matériel didactique destiné aux jeunes génération, reprise en 2003 n'aboutit réellement qu'en 2006 sous la forme d'un livre proposé pour les enseignants de primaire et leurs élèves.

<sup>429</sup> Voir la note de presse du 3 septembre 2004, accessible à l'adresse suivante : SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Wagner anuncia política cultural para la integración andina* [en ligne]. 9 mars 2004. Disponible à l'adresse : <http://web.archive.org/web/20040904144628/http://www.comunidadandina.org/prensa/notas/np3-9-04.htm>

étouffés et détaillés quant aux mesures envisagées. En 2009, le plan de travail pour la communication se donne explicitement pour mission de "promouvoir la construction de l'identité commune andine", objectif qui sera clairement affiché dès lors dans le plan pour 2010 et celui pour 2011. Alors que la stratégie andine de communication (SGDI 945) affirme en sous-titre que « l'identité n'est plus une question mais une affirmation ». Explicitement ou non, les thématiques de la communication et de l'identité sont liées dans les plans de travail du SGCAN depuis son origine. Le graphique ci-dessous permet d'observer à quelle point leur prise en compte suit une évolution similaire. La communication apparaît bien comme un outil de la promotion identitaire andine.

**Graphique 12 : Du lien entre l'identité et la communication dans les plans de travail 1999-2013**



Source : élaboration propre à partir de l'étude des plans de travail du SGCAN

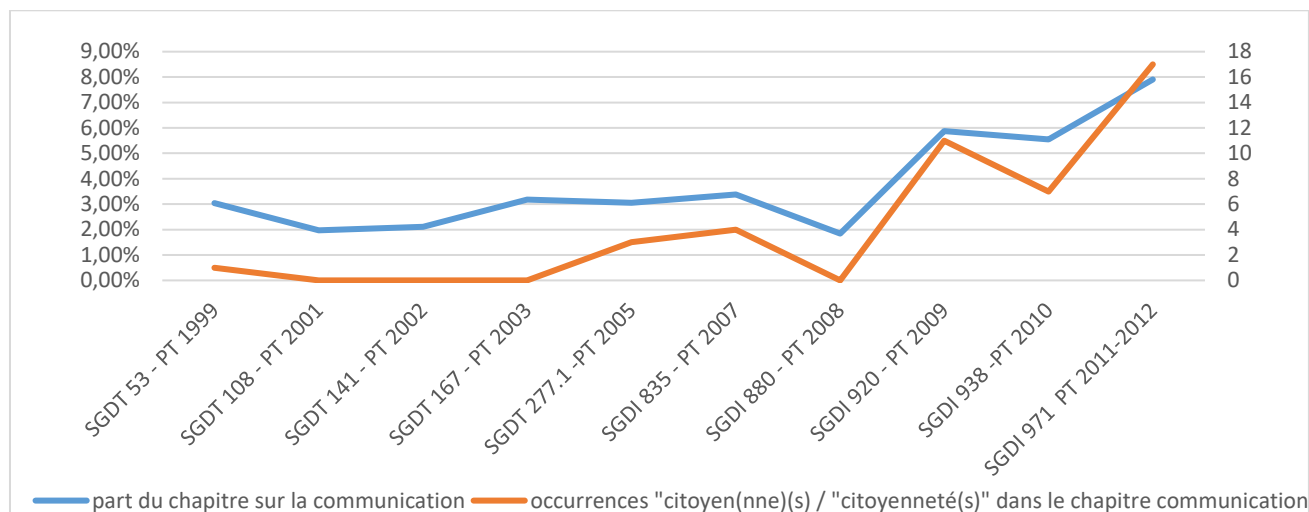
Cet objectif identitaire de la communication andine consiste en la promotion d'un sens du commun afin de développer un sentiment d'appartenance à une même communauté, prérequis à toute mobilisation. Il s'agit de former des citoyens andins. Si la question de la participation d'une citoyenneté pour l'intégration andine a à plusieurs reprises été abordée au lendemain de la réingénierie<sup>430</sup> et a mené, à partir des années 2000, au développement de divers outils consultatifs, c'est en particulier à partir du programme de coopération avec l'Union Européenne SOCICAN que ce thème a été placé

<sup>430</sup> Notons en particulier que réunis à Guayaquil en 1998, les présidents andins reconnaissent la nécessité « d'assoier la construction de la Communauté Andine sur une croissante participation de la citoyenneté » (Réunion de Guayaquil 4-5/04/98)



au centre de l'agenda communicationnel de la CAN. Ainsi progressivement dans la seconde moitié des années 2000 et en particulier à partir de 2008, la communication devient plus active et est perçue dans sa relation avec le citoyen.

**Graphique 13 : citoyenneté et communication dans les plans de travail du SGCAN (1999-2012)**



Source : élaboration propre à partir de l'analyse des plans de travail du SGCAN

En fait les plans de travail de 2008 et 2009 ne positionnent pas comme à l'habitude la communication comme un domaine d'action relevant de la gestion institutionnelle -où figurent également les questions de ressources humaines et autres considérations administratives- mais le fait apparaitre en premier dans l'axe dédié à la politique et au social, au côté d'un item sur la participation de la société civile. Ces trois années recoupées par les PT 2007 ; 2008 et 2009 sont en effet celles de l'apparition d'un réel agenda social dans les plans de travail de la CAN et le domaine de la participation civile est depuis lors toujours présent dans les PT<sup>431</sup>. De fait « l'agir » est avec « l'être » au centre de la communication développée par le SGCAN en faveur des populations et s'inscrit dans le cadre d'une conception dialogique où la communication est l'instrument de la participation des populations dans une démocratie délibérative d'essence harbermassienne. C'est en ce sens qu'intervient Marisol Castañeda, responsable de la

<sup>431</sup> D'autres domaines sont aussi progressivement glissés dans les plans de travail et semblent liés aux efforts pour une intégration par le bas : la valorisation culturelle et l'éducation. Et nous considérons qu'en certains aspects ils font partie de la communication au sens large de la CAN pour susciter la participation des populations et leur identification au processus régional andin.

communication du programme SOCICAN, lors d'un entretien pour le programme radio *Voces Integradoras*<sup>432</sup> :

« Le projet de communication que nous travaillons est un projet qui ne se base pas sur une communication de type marketing ou publicité ou simplement comme de la diffusion. Le concept de communication que nous voulons travailler est très lié avec la construction de la citoyenneté. Nous croyons qu'aujourd'hui la citoyenneté ne s'exerce pas seulement en choisissant, et en votant [...] aujourd'hui l'exercice de la citoyenneté passe aussi par la construction d'intérêts publics et dans ce sens s'informer, émettre une opinion, participer, construire des intérêts, intégrer nos thématiques, nous rendre visibles en tant qu'acteurs, en tant que citoyens avec des droits et des devoirs, est aussi un domaine où s'exerce la citoyenneté. De fait la communication dont nous avons besoin est une communication d'allers et retours, une communication qui nous permette de nous connaître mais aussi de nous reconnaître. [...] Nous croyons que la communication est essentielle parce que de la même façon que nous aspirons à une démocratie représentative, et à une démocratie participative dans nos pays et régions, nous devons aussi avancer aujourd'hui vers une démocratie délibérative, une démocratie où les citoyens s'expriment directement et pas seulement à partir des élites politiques. »

C'est en particulier à travers le renouveau et la multiplication de ses supports et plateformes de communication que le SGCAN entend établir ce dialogue avec les citoyens. Différents rapports de la fin des années 2000 mettent en exergue les activités du SGCAN afin de développer des espaces de dialogue avec le citoyen<sup>433</sup>. L'étude de l'évolution de la nature et du contenu des différents supports de la communication développée par le SGCAN montrent cette orientation vers les populations et l'ambition de construire à partir de la communication, le citoyen andin. Au fil du temps, les outils de communication utilisés par le SGCAN ont évolué quant à leur nature et à leur forme et se sont diversifiés. Le discours et langage ont également évolué en ce sens, renouvelant le message de la communication andine et sa rhétorique. C'est de ces évolutions dont il s'agit à présent de rendre compte afin de mesurer le renouveau et le dynamisme de la communication développée récemment.

---

<sup>432</sup> CASTANEDA, Marisol. *Programa Radio Voces Integradoras* [en ligne]. novembre 2008. [Consulté le 14 février 2015]. Disponible à l'adresse : <http://aler.org/labitacora/wp-content/uploads/2008/11/voces-integradoras.mp3>

<sup>433</sup> On peut voir à ce propos le rapport SGdi889 ou Sgdi919 plaçant la communication au centre du rapprochement du processus des populations.

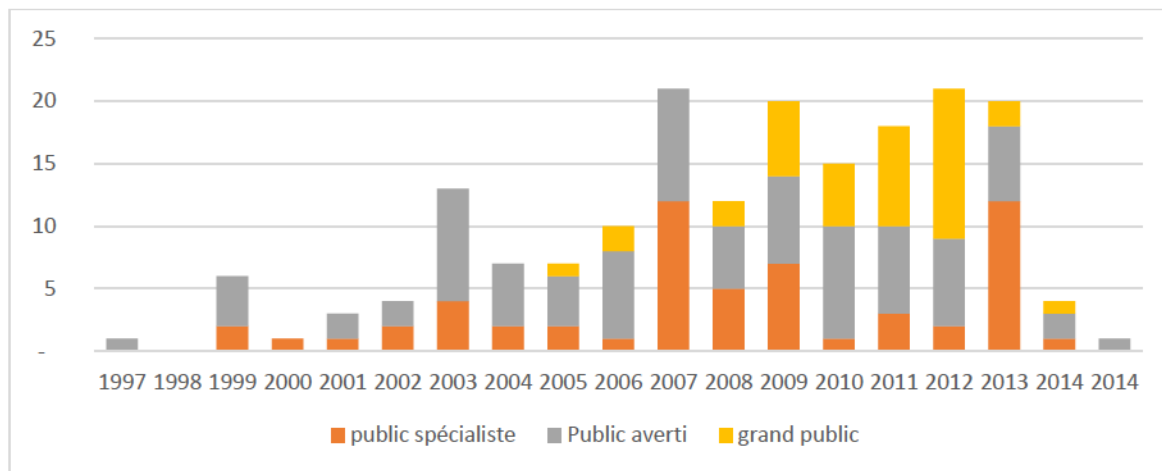
## Chapitre 5. Evolutions et caractéristiques de la communication andine

### 5.1. Eventail communicationnel andin

*Du papier....*

A partir de l'étude des différentes publications disponibles, nous pouvons noter différentes évolutions dans le nombre et la destination des publications, que nous présentons dans le graphique suivant (Graphique 14).

**Graphique 14 : Evolution des publications du SGCAN**



*Source : élaboration propre à partir de l'analyse des publications du SGCAN*

Le nombre de publications a considérablement augmenté depuis la réingénierie, et, fait plus remarquable concernant notre sujet d'étude, les destinataires de ces publications ne sont plus uniquement les spécialistes de l'intégration ou un public averti. Témoinant de la direction du processus communicationnel vers les populations, un plus grand nombre de publications, sont dirigées aux citoyens andins. Il s'agit aussi de publications simplifiées quant à leur forme et à leur contenu. Elles peuvent être d'une grande variété quant à leurs thèmes (information générale sur l'intégration, environnement, économie, culture, santé...), quant à leurs natures (statistiques, études approfondies, synthèses, flyers<sup>434</sup>...) mais aussi quant aux publics visés (décideurs économiques<sup>435</sup>, citoyens

<sup>434</sup>Flyers de la CAN disponibles à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/libro\\_96.htm](http://www.comunidadandina.org/public/libro_96.htm)

<sup>435</sup>Il s'agit dans ce cas des publications sur les indicateurs économiques de la CAN

lambda ou enfants<sup>436</sup>). L'observation des aspects graphiques des couvertures des publications recensées sur le site internet de la Communauté Andine<sup>437</sup> fait paraître de grandes variations depuis la réingénierie. L'esthétique des publications du SGCAN a connu diverses périodes (Tableau 8) que l'on peut rapprocher des différentes étapes du processus communicationnel révélées dans l'étude de l'historique de la prise en compte de la communication au chapitre précédent. Ces évolutions correspondent ainsi aux différentes directions du SGCAN et en particulier du service de communication et diffusion.

**Tableau 8 : Evolution du graphisme des publications du SGCAN**

1999-2002	
2004-2006	
2008-2013	

Source : élaboration propre à partir de l'étude des publications du SGCAN

<sup>436</sup>Voir le livre destiné aux enfants de 9 à 14 ans : SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Conozcamos la Integración. Juntos Somos Mejores*. Lima : SGCAN, 2005

<sup>437</sup> Le catalogue en ligne des publications du SGCAN est la base de données accessible la plus complète bien qu'il plusieurs publications, en particulier de la période avant 1997. L'étude porte donc bien sur les publications éditées par le SGCAN.

Nous identifions ainsi une première période allant de 1999 à 2002, qui correspond à une certaine disparité des publications avec, dans l'ensemble, un style très formel dans des tons plutôt froids et des illustrations plutôt descriptives. Entre 2004 et 2006 un effort d'harmonisation selon une charte graphique plus symbolique ayant trait à l'héritage précolonial apparaît, bien que différentes publications ne reprennent pas ces caractéristiques et restent plus formelles. Enfin à partir de 2008 les publications connaissent une plus franche harmonisation, avec une généralisation de l'usage du rouge bordeaux comme couleur officielle de l'intégration andine, de couleurs vives et de courbes dynamiques ainsi qu'une plus grande figuration des populations dans leur diversité. Cette harmonisation graphique est officialisée le 3 février 2012 à travers la décision administrative 1046 approuvant un manuel de visibilité et de communication qui établit des règles graphiques pour l'édition de publications au SGCAN<sup>438</sup>. Ces choix graphiques répondent aux objectifs stratégiques de promotion d'une intégration pérenne et dynamique et de l'union dans la diversité : le rouge représente l'unité andine (couleur commune aux quatre drapeaux), la courbe "suggère un mouvement parfaitement défini et fluide en même temps", le cercle "connote le mouvement, la douceur, la perfection et la protection" (SGCAN, 2012, p31-32). En outre, le format même des publications reflète la volonté de s'adresser directement aux populations et de promouvoir l'exercice d'une citoyenneté andine. Entre 2008 et 2013 la gamme des formats utilisés s'est considérablement élargie avec notamment une multiplication des feuillets et dépliants de différentes dimensions destinés à une diffusion rapide et ludique d'informations clés au grand public (Figure 6 et Figure 7).

---

<sup>438</sup> Ce manuel de communication et visibilité devant servir de guide à l'élaboration de pièces communicationnelles dans les différents services du SGCAN entérine un style graphique déjà utilisé depuis 2008 par le département communication et diffusion sous la direction de Karla Páez. Un tel document est essentiel au développement d'une communication harmonieuse. (SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. Manual de comunicacion y visibilidad de la Secretaria General de la Comunidad Andina. Lima : SGCAN, 2012)

**Figure 6: Diversité de formats (2008-2013)**



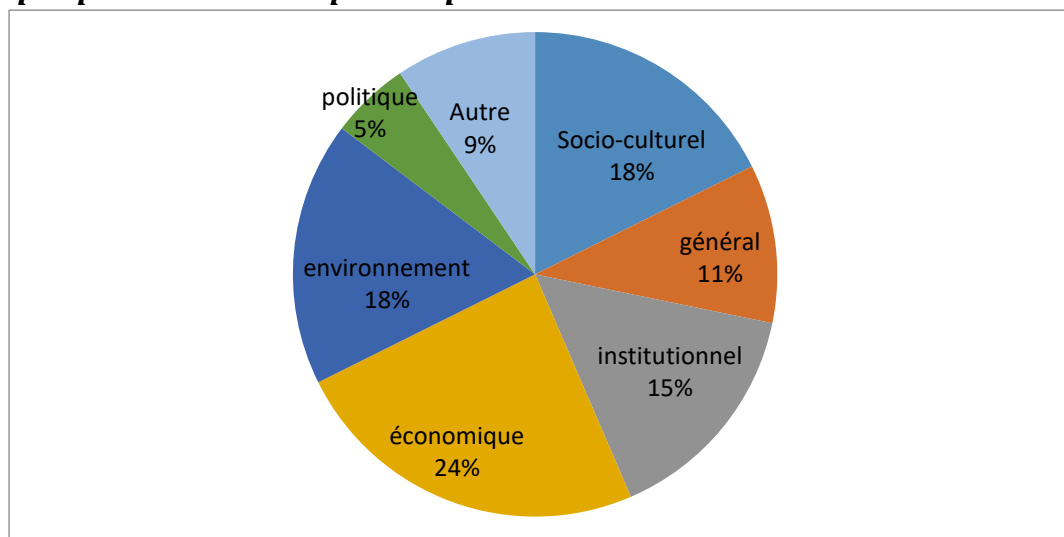
**Figure 7 : publications simplifiées pour le grand public (2008-2013)**



Cette simplification du format des publications est accompagnée d'une simplification de leur contenu tandis les thématiques des publications ont aussi été diversifiées. L'étude

des thèmes des publications éditées par le SGCAN nous permet de mesurer cette évolution<sup>439</sup>.

**Graphique 15: Thématique des publications du SGCAN 1997-2015**



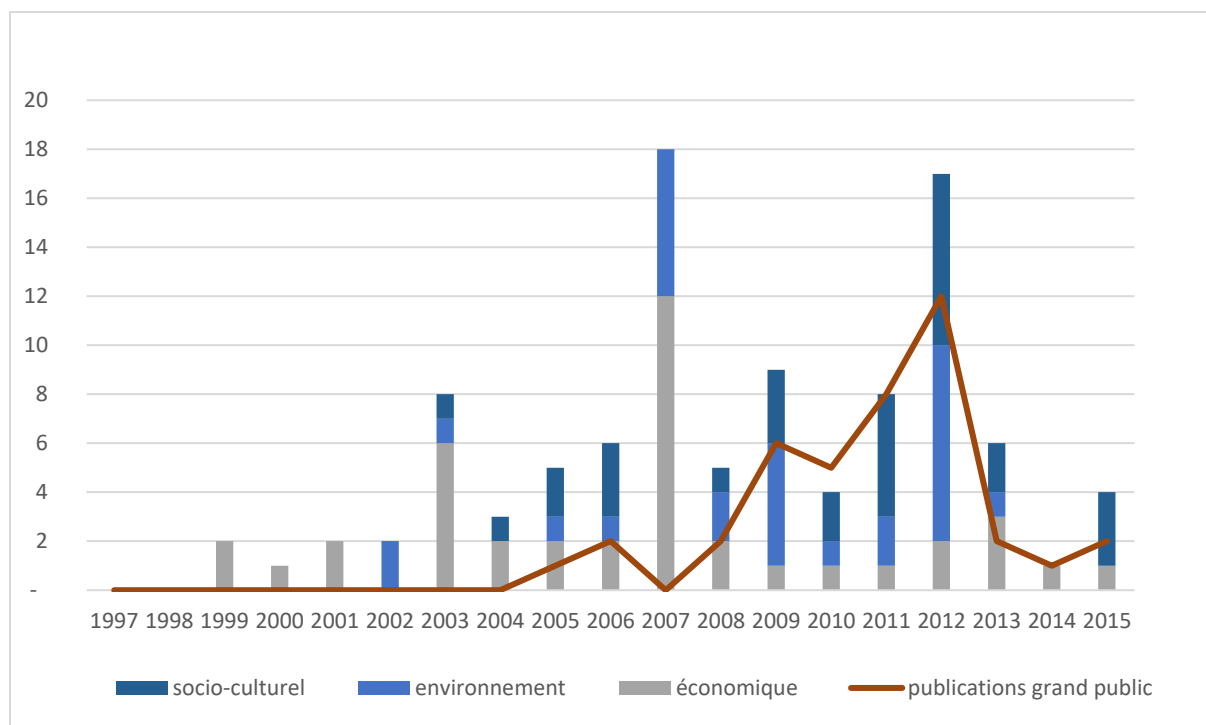
Source : élaboration propre à partir de l'analyse des publications du SGCAN

D'une façon globale, il convient de noter que les aspects économiques et commerciaux représentent près du quart des publications éditées entre 1997 et 2015 par le SGCAN (24%), les thématiques socio-culturelles et environnementales arrivent en deuxième position (18%), en raison notamment d'un plus grand intérêt pour ces thématiques depuis le milieu des années 2000. De fait, si le graphique 13 ci-dessus présente la répartition thématique de l'ensemble des publications recensées entre 1997 et 2015, le graphique 14, en présentant l'évolution des trois principales thématiques, montre comment le nombre de publication portant sur l'environnement ou sur des aspects socio-culturels a augmenté à partir du milieu des années 2000. Il s'agit ainsi des principales thématiques abordées à partir de 2008 (40% des publications entre 2008 et 2015).

---

<sup>439</sup> Nous présentons en annexe un tableau recensant les titres, années d'édition des publications dont nous disposons et sur lesquelles nous avons basé notre étude des publications de la CAN. (ANNEXE 1)

**Graphique 16 : Evolution des principales thématiques des publications (1997 - 2015)**



*Source : élaboration propre à partir de l'analyse des publications du SGCAN*

Cette évolution est à relier à la progressive orientation des publications vers les populations comme le montre l'augmentation simultanée du nombre de publications destinées au grand public. De fait les publications destinées au grand public, au-delà de présenter dans un langage et une présentation plus accessibles les aspects généraux du fonctionnement de la Communauté Andine, traitent des thématiques environnementales et socio-culturelles et promeuvent en particulier les bénéfices de l'intégration pour les citoyens de la région. Apparaît l'objectif de retranscrire la diversification thématique de l'intégration régionale et de se défaire de l'image d'un processus strictement économique-commercial afin de paraître plus à la portée des populations.

Au-delà de cette diversification et simplification des formes et des thématiques des supports de diffusion papier, la modernisation du site internet de la CAN et l'intérêt du processus pour les plateformes de communication multimédias sont aussi caractéristiques de l'évolution du processus communicationnel du SGCAN.



.... et de la toile

Le processus régional a développé une large gamme de supports communicationnels tout en donnant une importance particulière au développement de sa page web. Faisant régulièrement peau neuve, le site institutionnel est en quelque sorte la vitrine du processus régional. Il est en moyenne consulté 60 000 fois par mois et contient plus de 50 000 archives<sup>440</sup> parmi lesquels figurent les documents de travail, les décisions et les résolutions de l'organisme andin. En outre toutes les publications de la CAN ou presque y sont disponibles au format PDF. Forte de ce développement en ligne, la CAN a aussi développé des moyens de diffusion qui lui sont propres. Elle crée ainsi ses propres chaînes de télévision et de radio en ligne, témoins de l'engagement multimédia de la communication andine à partir de 2008.

Le site web a été au centre des préoccupations du SGCAN dès ses premières années d'existence et a été pensé par Susana Pezzano comme l'outil central de diffusion de l'intégration andine. A travers les différents changements d'orientation de la communication, son maintien et son développement sont toujours présents dans les documents relatifs au travail de diffusion du SGCAN. Cette importance est volontiers admise par le processus notamment dans ses rapports d'activités où il est à plusieurs reprises mentionné qu'il s'agit du principal outil de diffusion de la CAN (ex SGDI889, SGDI924, SGDI940). S'il demeure un élément clé du processus communicationnel andin, l'aspect du site a considérablement changé au fur et à mesure des années. Grâce à l'outil d'archivage de pages web Wayback Machine<sup>441</sup> nous pouvons avoir un aperçu de cette évolution.

---

<sup>440</sup>SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Servicios de Información de la Secretaría General de la Comunidad Andina*. Lima : SGCAN, 2009. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/servicios\\_informacion.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/servicios_informacion.pdf)

<sup>441</sup> Cet outil en ligne archive un certain nombre de pages internet (240 milliards de pages selon le site en avril 2013) depuis 1996. Il permet ainsi de visionner des pages anciennes qui ne sont plus en ligne ou qui ont été modifiées dans la mesure où elles ont été archivées par cet outil. [www.web.archive.org/](http://www.web.archive.org/)

**Figure 8 : archives wayback machine pour l'adresse [www.comunidadandina.org](http://www.comunidadandina.org)**



Source : WayBack Machine

La Wayback Machine compte au 24 mars 2016, un total de 735 archives<sup>442</sup> du domaine [www.comunidadandina.org](http://www.comunidadandina.org) enregistrées depuis le 17 janvier 1999.<sup>443</sup> Ces archives, instantanés de pages web à un moment T, sont réparties dans le temps de façon inégale (figure 6). En effet en fonction des différentes structures du site internet (fichier robot.txt ; langage JavaScript ; contenu multimédia...), les robots crawler de la Wayback Machine génèrent plus ou moins de contenu. Si certains éléments graphiques sont ainsi manquants en particulier entre 1998 et 2000<sup>444</sup>, les archives fournies par cet outil et les informations sur les mises à jour du site, disponibles dans les différents rapports de gestion et plans de travail du SGCAN, nous ont permis de dresser un tableau présentant la nette évolution de l'aspect du site web à travers six changements de designs différents opérés de façon irrégulière en 1998, 2000, 2001, 2006, 2007 et 2012 (Tableau 9). Tableau 9 : évolution du site web de la Communauté Andine



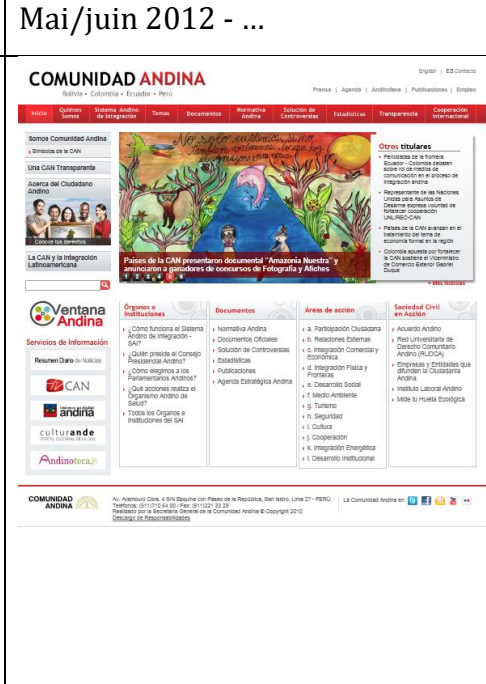
---

<sup>442</sup> Notons que le site informe qu'une archive peut être une copie d'une archive précédente

<sup>443</sup> L'ensemble de ces archives peut être consultée à l'adresse : [http://web.archive.org/web/\\*/www.comunidadandina.org](http://web.archive.org/web/*/www.comunidadandina.org)

<sup>444</sup> Si les pages archivées durant la première période sont partiellement archivées et ne donne un aperçu que très vague de la structure et du design de la page à cette époque, les périodes suivantes ne connaissent plus ce problème.

**Tableau 10 : évolution du site web de la Communauté Andine**

Aout 1998 – janvier 2000	Janvier 2000 – septembre 2001	Septembre 2001 – février 2006
 <p>Services para empresarios</p> <p>Recomendación de la Semana</p> <p>ultima.gif (583 bytes) 6.10.99</p> <p>Notas de Prensa de la Secretaría General de la Comunidad Andina</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Andinos y Estados Unidos analizaron posiciones ante el ALCA y la OMC</b> Lima, 5 de octubre de 1999 <b>NEW</b></li> </ul> <p>Indicadores mensuales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Resumen ejecutivo de los Indicadores Mensuales de la Comunidad Andina - Agosto 1999</b> (Documento elaborado por la Secretaría General de la Comunidad Andina) <b>NEW</b></li> </ul> <p>Calendario de Actividades</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Calendario de Reuniones - Octubre 1999</b> <b>NEW</b></li> </ul> <p>Integración Comercial</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ultima circular de Franja de Precios Circular No. 109 - 1 y 15 de octubre de 1999</b> <b>NEW</b></li> <li>• <b>Precios Piso y Techo y Tablas Aduaneras del Sistema Andino de Franjas de Precios para el genio abril 1999 - marzo 2000</b></li> </ul>	 <p>Comunidad Andina</p> <p>BOLETA</p> <p>Noticias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Negociaciones con Mercosur</b> Desarrollo de las negociaciones con el Mercosur...</li> <li>• <b>Selección de artículos</b> Propuesta de la Franja de Precios...</li> <li>• <b>Notas de Prensa</b> Faltas acciones...</li> <li>• <b>Actividades de la Secretaría General</b> Comunidad Andina y APEC...</li> <li>• <b>Recomendamos ver</b> Reuniones de la semana...</li> </ul> <p>Recomendamos ver</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Reuniones de la semana del 11 al 12 de mayo del 2000</li> <li>• Franja de Precios - Circular No. 109 del 10 de mayo del 2000</li> <li>• Acta de la IV Reunión Comunidad Andina - Trópicos Norte del 10 de mayo del 2000</li> <li>• Acta de la IV Reunión Comunidad Andina - Trópicos Norte del 10 de mayo del 2000</li> </ul>	 <p>COMUNIDAD ANDINA</p> <p>Noticias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Selección de Artículos</b> El Sistema de Franjas de Precios...</li> <li>• <b>Actividades de la Secretaría General</b> La Secretaría General de la Comunidad Andina...</li> <li>• <b>Documentos estadísticos</b> El Comercio Exterior de la Comunidad Andina...</li> <li>• <b>Recomendamos ver</b> Última circular de Franja de Precios...</li> </ul>
 <p>Presidente Evo Morales agoriza entidad andina</p> <p>Taller sobre Integración para Parlamentarios Andinos</p> <p>Visita del Director General de la OMC a la Comunidad Andina</p> <p>Pasantía sobre integración para líderes jóvenes de la CAN</p>	 <p>COMUNIDAD ANDINA</p> <p>Noticias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Países de la CAN logran coincidencias en el 96% de aranceles base para negociaciones con UE</b></li> <li>• <b>Agenda Social</b> Iniciativa de la Agenda Social de la CAN...</li> <li>• <b>Satélite Andino</b> CAN lanzó satélite propio...</li> <li>• <b>Presentación de Proyectos</b> Iniciativa de la Agenda Social...</li> </ul>	 <p>COMUNIDAD ANDINA</p> <p>Noticias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Países de la CAN presentaron documental "Amazona Nuestra" y exposiciones y proyecciones de conciertos de Fotografía y Música</b></li> <li>• <b>Servicios de Información</b> Resumen Diario de Noticias</li> <li>• <b>Áreas de acción</b> Participación Ciudadana</li> <li>• <b>Sociedad Civil de Andino</b> Instituto Laboral Andino</li> </ul>

Source : élaboration propre à partir des archives de la WayBack Machine

Ces six changements peuvent être, comme dans le cas des publications, rapprochés des différentes gestions du SGCAN. Les trois premiers changements, plutôt mineurs, sont intervenus sur trois années consécutives à l'initiative de Susana Pezzano comme

mentionné dans le rapport sur la période 1997-2002. Ils correspondent à une période de fort développement du site internet, avec l'ajout de nombreux outils et espaces virtuels, alors que l'usage d'internet et de ses possibilités connaît une révolution. Le visuel de ces trois versions est toutefois assez similaire, à dominante bleue. Le changement intervenant en février 2006 marque une rupture après cinq ans de stabilité, passant d'une dominante bleue à une dominante de nuances de rouge plus chaudes et vivantes et reprenant la charte graphique de certaines publications sur cette même période. Ce design est attribuable au travail de Blanca Rosales à la tête du service de communication entre 2004 et 2006. Un peu plus d'un an après ce changement le site change totalement de structure, peu après le sommet de Tarija célébré au mois de juin 2007 et qui inaugure le concept d'intégration intégrale. Nous remarquons en effet que le site web conçu en 2007 se veut plus "user-friendly" que les autres et donne un visage plus humain à l'intégration (bandeau de photos culturelles, visages...). Enfin le changement effectué en 2012 modernise complètement le site, avec un design épuré et une navigation plus intuitive. Adaptant le site web aux nouveaux usages du web 2.0 et notamment aux réseaux sociaux qui apparaissent très clairement sur la page. Nous retrouvons ici la même trajectoire que la diffusion papier sous la coordination de Karla Páez : un rapprochement vers le citoyen à travers la mise en avant des réseaux sociaux, des moyens de diffusion de la CAN (TVCAN et RadioCAN) et celle d'un espace explicitement dédié aux citoyens.

C'est une forte évolution de forme et de fond qu'a connu le site web de la CAN. De fait, si nous comparons le contenu du site en 1999 et en 2014, nous voyons qu'au-delà d'une structure présentant l'intégration andine, ses aspects juridiques, économiques, ses documents et publications, un espace presse et un bulletin d'information, le site présente aussi des sections sur la transparence du processus, la coopération internationale, la société civile, l'Andinothèque, TVCAN, RadioCAN, les opportunités d'emploi à la CAN, et différents éléments s'adressant directement au citoyen tels que les redirections vers les réseaux sociaux, les sections « *somos Comunidad Andina* » et « *acerca del ciudadano andino* »... L'évolution du site web témoigne de par l'évolution quantitative<sup>445</sup> et qualitative du contenu de la diversification de l'agenda de la CAN et de sa volonté de se

---

<sup>445</sup> Selon les documents produits par le SGCAN le nombre de fichiers sur le site web aurait ainsi augmenté considérablement et serait ainsi passé de 9583 en 2002 à environ 50000 en 2009.

rapprocher des populations. Au-delà de l'évolution des supports traditionnels de la communication du SGCAN, le dynamisme de la communication se traduit également par le développement de nouvelles plateformes de communication en ligne.

En avril 2008 la CAN inaugure TVCAN et RadioCAN deux plateformes de communication et de diffusion de contenu multimédia<sup>446</sup>. Progressivement enrichies<sup>447</sup>, ces deux initiatives agissent comme relais d'informations mais également comme des outils de promotion de l'intégration andine et s'inscrivent dans la perspective d'une communication dirigée aux citoyens andins. Relais de bulletins informatifs, d'entretiens et de spots promotionnels, RadioCAN s'est en particulier attachée à promouvoir les artistes contemporains andins en diffusant la musique de plus de 300 artistes et en relayant le concours « *Mejor CANción* »<sup>448</sup> organisé en partenariat avec l'AECID afin de « promouvoir la diversité et la richesse musicale des pays andins et, en même temps, montrer une juste reconnaissance de la production musicale dans la sous-région andine et latino-américaine »<sup>449</sup>. RadioCAN représentait ainsi une initiative en faveur du rapprochement des citoyens andins, et en particulier des jeunes générations. De la même façon, les équipes vidéo du SGCAN animant TVCAN développent des programmes de différents formats et thématiques se dotant en l'espace de quatre ans d'un catalogue de 1268 vidéos<sup>450</sup> réparties de la façon suivante :

---

<sup>446</sup> Voir les notes de presse « Lanza RadioCAN » et « Secretaría General de la CAN efectúa su primera transmisión en vivo por Internet y lanza TVCAN, la televisión por Internet de la Comunidad Andina » publiées le 16 avril 2008 et accessibles à partir de l'adresse suivante : [http://web.archive.org/web/20081222012004/http://www.comunidadandina.org/prensa/noticias/CAN\\_2008.htm](http://web.archive.org/web/20081222012004/http://www.comunidadandina.org/prensa/noticias/CAN_2008.htm)

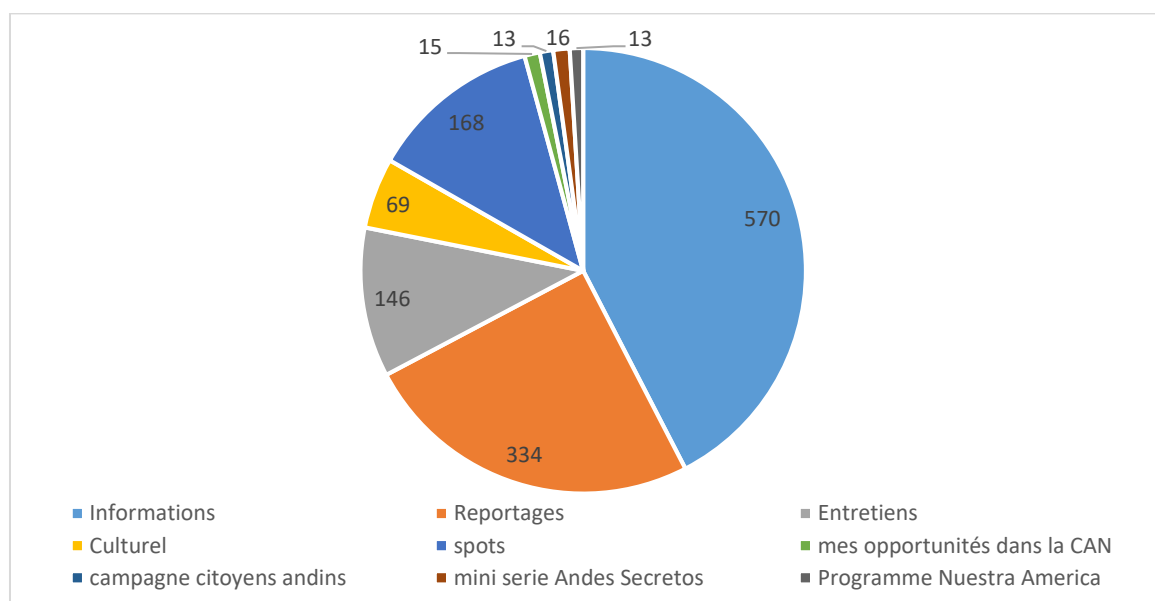
<sup>447</sup> Site autonome en novembre : RadioCAN apparaît dans la Wayback machine pour la première fois le 13/11/2009.

<sup>448</sup> 2010 : [http://radiocan.comunidadandina.org/premios2010\\_ganadores.htm](http://radiocan.comunidadandina.org/premios2010_ganadores.htm) ; 2011 : [http://radiocan.comunidadandina.org/premios2011\\_ganadores.htm](http://radiocan.comunidadandina.org/premios2011_ganadores.htm)

<sup>449</sup> *ibid.*

<sup>450</sup> Recensement au 19/09/2013 date après laquelle aucune vidéo n'est ajoutée sur TVCAN bien que 45 nouvelles vidéos soient ajoutées sur la chaîne YouTube de la Communauté Andine (<https://www.youtube.com/user/comunidadandina>) entre cette date et le 25/03/2016. Il convient de noter que certaines vidéos peuvent être reprises dans plusieurs rubriques, nous avons limité cette possibilité de doublon en supprimant de notre décompte les vidéos de même durée portant le même titre mais il est fort probable qu'il subsiste des vidéos ou parties de vidéo présentées plusieurs fois sous des titres différents.

**Graphique 17 : Répartition des vidéos TVCAN par rubrique**



Source : élaboration propre à partir de l'étude de TVCAN

L'équipe TVCAN a notamment travaillé à la diffusion de bulletins d'informations régionales de façon plus ou moins régulière entre 2009 et 2013<sup>451</sup>. De longueur variable ces bulletins présentent de façon journalistique les actualités de la CAN ainsi qu'une synthèse des informations nationales de portée régionale et sont régulièrement repris dans les médias nationaux<sup>452</sup>. Différents spots de promotion de l'intégration sont aussi réalisés par les équipes de TVCAN dans le cadre de la stratégie de communication dessinée par Karla Páez. Si nous reviendrons sur le contenu de ces spots publicitaires lorsqu'il s'agira d'étudier la rhétorique de la communication développée en faveur des populations, notons qu'au-delà de la promotion des programmes régionaux et de l'intégration en générale près de la moitié (45%) des spots présentés visent à promouvoir le sentiment d'appartenance des populations à la Communauté Andine, que ce soit à travers des spots présentant les trait identitaires et le patrimoine partagé de la région ou ceux s'inscrivant explicitement dans une campagne de promotion de la citoyenneté

<sup>451</sup> Dans le cadre de notre étude des archives vidéo de la CAN nous avons ainsi recensé 78 programmes d'information hebdomadaire (bien que la numérotation de ceux-ci suggère l'existence de 130 programmes) diffusés entre le 1<sup>er</sup> septembre 2009 et le 5 juin 2012 ainsi que 30 microprogrammes d'une minute qui après une brève introduction en aout et septembre 2010 revient entre février et aout 2013.

<sup>452</sup> La chaîne du congrès national péruvien diffuse ainsi les bulletins d'une minute : <https://www.youtube.com/watch?v=sgpeUxntI2s>

andine (vidéos promotionnelles des droits andins, lignes chantées par les artistes promus par Radio CAN, implication du personnel du SGCAN). De fait, l'utilisation des supports multimédias représente pour le SGCAN un moyen privilégié d'atteindre les populations et de les sensibiliser sur ce qu'ils ont en commun. Cet objectif de promouvoir une culture partagée, était déjà présent dans les années 1980, et de fait le processus communicationnel de la CAN semble avec la coproduction de la série *Andes Secretos* marcher dans les pas du PTVA<sup>453</sup>. Il s'agit d'une série de huit programmes de reportages de 30 minutes chacun, montrant de façon dynamique la culture à la fois diverse et partagée par les pays andins<sup>454</sup>. L'objectif de cette série est clairement identitaire comme l'affirme Adalid Contreras alors secrétaire général AI de la CAN : « il est nécessaire de nous montrer de l'intérieur, depuis la profondeur de l'être andin, c'est ce que nous voulons faire à travers de cette série. Nous rendre l'identité andine, nous générer une culture de l'intégration, nous promouvoir le droit de penser comme andins sur nos thématiques et gagner naturellement la fierté d'être andins amazoniens »<sup>455</sup>

Le SGCAN mène donc depuis 2008 une communication énergique utilisant une large gamme d'outils de communication, des plus traditionnels aux plus modernes afin de présenter une image dynamique du processus régional aux populations. La grande tendance de la période est en effet au rapprochement vers les citoyens, et en ce sens le service de communication opte également pour l'établissement d'une interaction directe de façon présente ou virtuelle.

### *Communication évènementielle*

L'objectif de la communication andine en faveur du citoyen entend s'inscrire dans un processus dialogique. Pour ce faire, le SGCAN s'est attaché à établir à travers

---

<sup>453</sup> Notons également que la CAN s'est aussi associé à Albatros media dans le cadre de 4 épisodes (9 à 12) de la première saison d'une série de documentaires sur l'Amérique latine intitulée « Nuestra América » tournée à partir de 2010 et qui n'est pas sans rappeler l'innovante expérience des années 1980.

<sup>454</sup> L'AECID dont la coordinatrice générale Maria Teresa Nuñez affirmait lors du lancement de la série au SGCAN « donne la sensation que la Communauté Andine est moderne, transmettant une image de modernité mais transmettant en même temps ce qu'elle veut transmettre, c'est-à-dire toute la variété culturelle sur tous les aspects qu'a la communauté andine. Et je suis très satisfaite que cela puisse être mis en évidence et que cela puisse être partagé avec les citoyens »

<sup>455</sup> Interview de Adalid Contreras dans la vidéo suivante : *Andes Secretos - Serie por televisión* [en ligne]. Lima, 21 mars 2011. Reportages. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=X9EGfwXhVtY>

l'organisation de divers évènements un contact direct avec les populations tout en développant sa présence sur les réseaux sociaux afin de générer des espaces publics physiques et virtuels pour la citoyenneté andine. L'organisation d'évènements est pour la CAN une façon privilégiée d'établir une communication directe. Qu'il s'agisse de séminaires, de concours divers (concours de recherche, concours pour les scolaires ou pour toute la population) ou de festivals, ces événements établissent une situation de dialogue immédiat.

Il s'agit à travers des évènements de diffuser le processus andin, ses résultats et lignes d'action dans une relation directe permettant le dialogue. De façon plus spécialisée, l'organisation de séminaires sur différentes thématiques régionales, ouverts au public en général permet au processus andin non seulement d'informer et de sensibiliser les acteurs de la société civile sur les potentialités de l'intégration andine mais également de promouvoir un débat avec eux permettant de rapprocher les enjeux régionaux des préoccupations sociales. Un grand nombre d'évènements s'inscrivent dans cette optique, convoquant les spécialistes (académiques, politiques, sociaux) en matière de défense des droits des populations indigènes ou afro descendantes, de communication et journalisme, de défense des consommateurs mais aussi de production agricole ou de préservation de l'environnement. Concernant la thématique intéressant particulièrement notre étude, mentionnons dans le cadre de la Semaine des cultures andines - *Espejo 2010*, les différentes activités en faveur de la citoyenneté organisées et en particulier l'animation d'un circuit de jeux et activités sur la citoyenneté andine et l'organisation d'un séminaire international « Culture et citoyenneté pour l'intégration andine » du 24 au 26 février. Ce dernier a permis d'articuler autour d'un ensemble de tables de débat académique et politique ainsi que d'ateliers d'échange d'expériences, différentes réflexions sur la reconnaissance des identités dans la construction d'une Communauté Andine de citoyens, la participation et la société civile, le développement et l'intégration à partir des industries culturelles et de la communication. Au-delà des leaders et représentants des organisations et institutions de la société civile, cet évènement était également ouvert au public intéressé. Séminaire après séminaire, ces évènements apparaissent comme les premières étapes de mobilisation de la société civile à l'échelle régionale et participent de la construction des enjeux et modes d'action d'une citoyenneté andine. Les journées de participation citoyenne organisées l'année suivante s'inscrivent plus directement encore



dans cette optique et avec un rayonnement supérieur. Réunissant plus de 7000 personnes<sup>456</sup> et profitant d'une large couverture médiatique à travers divers rondes de presse et interviews<sup>457</sup> ainsi que leur retransmission en direct par internet, ces journées de participations citoyennes sont organisées à Guayaquil<sup>458</sup> en mai et à Cochabamba en septembre 2011. De hautes autorités nationales (les présidents et cabinets ministériels d'Equateur et de Bolivie<sup>459</sup>), régionales (Adalid Contreras alors Secrétaire Général Ai de la CAN) et même internationales (Dominique Wauters représentant de l'UE et José Luis Picse représentant de l'AECID) ont participé à ces journées. Animées de conférences, expositions et projections-vidéo sur divers thématiques : économie solidaire, genre, minorités, petites et moyennes entreprises, participation de la société civile, intégration culturelle et politiques sociales<sup>460</sup>, ces journées « se sont positionnées comme des espaces de mobilisation, dialogue, information et élaboration collective de politiques sociales et de propositions pour les processus d'intégration »<sup>461</sup>.

En dehors de la diffusion explicite de l'intégration régionale et de ses domaines d'action, le SGCAN a développé une politique événementielle basée sur le développement de diverses manifestations culturelles. La communication événementielle, « appellation générique donnée au sponsoring, au mécénat, au parrainage et à toute technique reposant sur l'utilisation d'un événement quelconque (existant ou créé spécifiquement) »<sup>462</sup> est utilisée de façon stratégique par les institutions y cherchant notamment « un apport

---

<sup>456</sup> Plus de 4000 personnes annoncées pour Guayaquil et plus de 3000 pour Cochabamba (SGDI958). De son côté dans la revue de l'intégration n°8 publiée en 2011 par le SGCAN il est question de plus de 8000 représentants d'organisations sociales (SGCAN, 2011c)

<sup>457</sup> Le Service communication de la CAN nous a ainsi rendu compte de la couverture de ces journées par de nombreuses chaînes de TV et de radio (CNN Noticias, GamaTV, TeleAmazonas, Bolivia TV, ATB television, Unitel Television, TeleC Television...)

<sup>458</sup> Organizadas por el Gobierno de la República del Ecuador y la Secretaría General, con el apoyo del Proyecto CESCAN (Unión Europea-Comunidad Andina) y del Programa Regional Andino CAN-AECID.

<sup>459</sup> A Guayaquil le Président Rafael Correa et le chancelier Raúl Patiño ont participé en plus de 15 ministres du cabinet présidentiel tandis qu'à Cochabamba, le président Evo Morales Ayma, son vice-président Álvaro García Linera, le chancelier David Choquehuanca et 15 ministres assistèrent à l'évènement.

<sup>460</sup> Voir à ce sujet le programme de Guayaquil (SGCAN, 2011c) et celui de Cochabamba (SECRETARIA GENERAL DE LA COMUNIDAD ANDINA. *Agenda- Jornadas de participacion ciudadana en la integracion regional - Cochabamba* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/2011/agenda\\_cochabamba.pdf](http://www.comunidadandina.org/2011/agenda_cochabamba.pdf))

<sup>461</sup> “se constituyeron en espacios de movilización, diálogo, información y elaboración colectiva de políticas sociales y propuestas para los procesos de integración” (SGDI993)

<sup>462</sup> BOISTEL, Philippe. La communication événementielle, plus stratégique que commerciale. *Management & Avenir* [en ligne]. 2005, Vol. 6, n° 4, p. 27.

d'image positive, un accroissement du prestige de la firme, une augmentation de son capital de sympathie et de confiance auprès du public, un renforcement de la cohésion interne du personnel qui en tire un motif de fierté » (ARCE et Al, 1994). La CAN a ainsi été l'instigatrice, la partenaire ou l'amphitryon de divers évènements culturels au fil des années, desservant ses fins de développement et de promotion des industries culturelles mais aussi de mise en valeur du patrimoine culturel commun<sup>463</sup>. Des concerts et festivals ont été organisés et tout a été motif à évènement pour convoquer le public au sein du SGCAN : décoration de musiciens andins (Toto la Momposina, les Kjarkas), lancement d'une campagne, conférences et lancements de publications ou de matériel audiovisuel en partenariat avec les ambassades de France ou d'Equateur par exemple. Mais la CAN est aussi allée chercher le citoyen sur son propre terrain avec des évènements au sein des villes andines et de Lima en particulier : exposition de photos, concerts, participation à des salons ou foires telles que les foires du livre dans les quatre pays<sup>464</sup>... La présence des institutions andines dans différents évènements régionaux permet ainsi de visibiliser le processus régional, de favoriser le contact direct avec les populations, d'apparaître comme un élément de leur quotidien et de pénétrer l'espace public. Ce type d'évènement attire un grand nombre de visiteurs avec lesquels le SGCAN peut entrer en contact, favorisant ainsi la visibilité du processus régional et la sensibilisation des populations sur leur condition de citoyens andins. Finalement, l'un des points culminant de cette promotion culturelle a lieu en février 2010 avec la tenue de la « semaine des cultures andines » à Lima. Se sont déroulés durant cette semaine, un festival de cinéma andin dans des parcs et sur des places, une foire avec de l'artisanat, de la musique, des danses, une réunion sur les politiques culturelles, le lancement de deux publications spécialisées, entre autres activités. En outre, le SGCAN a souvent, suite à ces activités développé divers produits promouvant les productions culturelles de la région<sup>465</sup>.

---

<sup>463</sup> Nous présentons en annexe un tableau recensant les principales activités organisées entre 2009 et 2012 (voir ANNEXE 10)

<sup>464</sup> Ainsi le SGCAN a régulièrement participé aux foires du livre notamment durant lesquelles en 2011 et 2012 la CAN affiche un stand permettant la diffusion de ses différentes publications et brochures. Notre présence à Lima lors de la 17<sup>e</sup> foire internationale du livre de Lima qui a eu lieu du 19 juillet au 1<sup>er</sup> août 2012, nous a ainsi permis d'observer la présence du personnel de documentation du SGCAN sur le stand 119, situé au centre du hall d'exposition.

<sup>465</sup> Deux publications spécialisées sont ainsi réalisées à l'occasion de la semaine des cultures andines de 2010, Un catalogue de long métrages « Butaca Andina » de la région regroupe les longs métrages présentés durant la Semaine Culturelle Andine de Juillet 2012, Le concert "Fiesta en los Andes", réalisé en 2012 a été enregistré et édité dans un CD regroupant différents morceaux traditionnels ou festifs des pays membres tandis que le disque

Le SGCAN a donc multiplié les contacts avec la population grâce à l'organisation de divers événements présentiels mais a également, dans la lignée de son inscription sur le web, à travers l'utilisation du pouvoir des réseaux sociaux numériques.

### *Réseaux sociaux et communication 2.0*

Fruits du second millénaire<sup>466</sup>, les réseaux sociaux numériques ont profondément renouvelé l'usage de l'internet et chamboulé les visions traditionnelles de la communication. A l'aune du Web 2.0<sup>467</sup>, les réseaux socio-numériques, mal aisés à définir, ont en commun qu'ils placent l'individu au centre des interactions en tant qu'acteur et destinataire. Ces plateformes connaissent un grand succès parmi les utilisateurs d'internet, 63.6 % d'entre eux les utilisant à travers le monde en 2013, 78.4% pour l'Amérique latine qui apparaît comme la région du monde où la pénétration des réseaux sociaux est la plus intense, Facebook en tête<sup>468</sup>. La région andine, en dépit d'une forte fracture numérique entre les zones rurales et zones urbaines, ne fait pas exception à la règle, de fait 85% des utilisateurs d'internet des quatre pays andins sont actifs sur Facebook<sup>469</sup>. La Colombie et le Pérou font aussi partie des dix pays avec le plus grand pourcentage d'utilisateurs des réseaux socio numériques en Amérique latine. Il est ainsi

---

“Pasión en los Andes: un homenaje a las libertadoras andinas Bartolina Sisa, Policarpa Salavarrieta, Manuela Sáenz y Micaela Bastidas” est édité par le SGCAN et lancé lors de la fermeture des Jornadas de Guayaquil.

<sup>466</sup> Si dès 1997 SixDegrees apparaît comme précurseur des réseaux sociaux tels que nous les connaissons aujourd'hui, il faut attendre le début des années 2000 et notamment la naissance de Facebook en 2002 pour que leur utilisation se popularise jusqu'à être généralisée à partir de 2009. (DUPIN, Antoine. *Communiquer sur les réseaux sociaux les méthodes et les outils indispensables pour vos stratégies de communication sur les médias sociaux*. Limoges : FYP éditions, 2010, p.93)

<sup>467</sup> L'expression Web 2.0, lancée en 2004 par la maison d'édition O'reilly spécialisée en informatique a connu un grand engouement afin de décrire l'évolution de l'Internet, renvoyant davantage « à une série de principes plutôt qu'à un standard. Il regroupe ses caractéristiques de la manière suivante : le Web en tant que plateforme de services facilement intégrables, l'intelligence collective, l'importance des données utilisateurs, des mises à jour de plus en plus régulières, des modèles de programmation légers, l'extension des outils qui interagissent avec les applications Web, l'enrichissement des interfaces utilisateurs. » (Voir COUTANT, Alexandre et STENGER, Thomas. *Les réseaux sociaux numériques : des discours de promotion à la définition d'un objet et d'une méthodologie de recherche*. *Hermès - Journal of Language and Communication Studies* [en ligne]. 2010, n° 44. Disponible à l'adresse : <http://www.asb.dk/article.aspx?pid=2437>)

<sup>468</sup> CEPAL. *La nueva revolución digital. De la Internet del consumo a la Internet de la producción*. Santiago , Chile : Naciones Unidas, juillet 2015

<sup>469</sup> <http://www.internetworldstats.com/stats2.htm>

particulièrement judicieux de s’y montrer actif dans la diffusion de l’intégration, ce que la CAN a entrepris avec un certain avant-gardisme<sup>470</sup>.

Si la CAN possédait déjà un compte YouTube<sup>471</sup> depuis 2007, c’est entre octobre 2009 et mars 2010 qu’elle conquiert réellement les réseaux sociaux alors qu’elle s’inscrit successivement sur twitter<sup>472</sup> (octobre) et Flickr<sup>473</sup> (décembre) publie son premier poste Facebook (février) et que le site web invite pour la première fois les internautes à la suivre sur les réseaux sociaux (mars). De fait, la restructuration du site web entamée alors entend faire profiter pleinement le processus régional des nouvelles modalités et possibilités de l’internet. Cette ambition est explicitement affirmée dans la stratégie de 2010 présentant les intérêts caractéristiques de ces plateformes : Facebook et « ses possibilités pour l’échange de documents, les commentaires entre de nombreux membre d’un groupe, et aussi comme réseau de distribution de contenu traditionnel – Informations », You Tube « pour diffuser des vidéos aux publics qui peuvent en plus être intégrés à d’autres pages web » ou encore Twitter « qui permet d’envoyer des alertes immédiates de jusqu’à 140 caractères à un très grand public ». Souhaitant s’engager pleinement sur la voie du web 2.0 le SGCAN convoque l’organisation du séminaire « Réseaux sociaux pour l’intégration » les 18 et 19 novembre 2010<sup>474</sup>. Cet évènement qui a vu les interventions de Enrique Giles de Peru.com ; Marco Paredes de RPP ; Esther Vargas de Peru21 et Christian Espinosa de Cobertura Digital, réunissait différents responsables de communication des organes du SAI et en particulier du SGCAN afin de les sensibiliser à l’usage des réseaux sociaux. L’utilisation de ces plateformes a complètement été intégrée au processus communicationnel développé par Karla Páez entre 2010 et 2013, période durant laquelle les différents comptes utilisateurs de la CAN font preuve d’un grand dynamisme. Au-delà de ses comptes institutionnels, le SGCAN anime également une autre page Facebook entre 2011 et 2013 destinée explicitement aux

---

<sup>470</sup> Le SGCAN fait partie des premiers processus régionaux à s’engager sur les réseaux sociaux, s’inscrivant par exemple sur Facebook quelques mois avant l’Union Européenne.

<sup>471</sup><http://www.youtube.com/comunidadandina>

<sup>472</sup><http://twitter.com/comunidadandina>

<sup>473</sup><http://www.flickr.com/photos/comunidadandina/>

<sup>474</sup> ESPINOSA, Christian. La Comunidad Andina en las Redes Sociales. Dans : *Cobertura Digital* [en ligne]. 19 novembre 2010. Disponible à l’adresse : <http://www.cobeturadigital.com/2010/11/19/la-comunidad-andina-en-las-redes-sociales/>

citoyens<sup>475</sup> ainsi qu'un autre compte Twitter<sup>476</sup>. En outre jusqu'à la réingénierie RadioCAN et TV CAN disposaient également de comptes Facebook et Twitter. Le SGCAN a ainsi mené sur la période un certain activisme sur les réseaux sociaux afin de multiplier les contacts avec les populations.

Pour ne prendre que l'exemple du Facebook institutionnel, sur cette période, le SGCAN a constamment si ce n'est quotidiennement alimenté son fil d'actualité, de photos, vidéos et liens redirigeant vers les autres médias du processus (RadioCAN, TVCAN, Culturandes, site web, Twitter) mais aussi vers différentes institutions et organes de presse de la région. Il s'agit ainsi non seulement de profiter de Facebook pour augmenter les flux de visiteurs de ses autres plateformes mais aussi de bénéficier des images positives des médias et grandes institutions ou événements régionaux afin de légitimer le processus régional, de le faire gagner en crédibilité. Au-delà de ces aspects diffusionnistes et promotionnels de la communication, l'intérêt des réseaux sociaux réside dans les possibilités d'interaction avec les utilisateurs. C'est à partir de cette caractéristique que le SGCAN a développé sa stratégie de positionnement sur les réseaux sociaux. L'utilisation des réseaux sociaux numériques, implique un changement complet dans la façon de percevoir la stratégie de communication. L'heure est au *social marketing* reposant sur la Permission de l'internaute d'engager l'interaction, sa Perception de l'entité communicante, la Proximité entre l'émetteur et le destinataire et la Participation de l'individu le plaçant non seulement en tant que destinataire mais aussi acteur de la communication.<sup>477</sup> Le département communication a de fait adapté sa stratégie de façon à profiter du potentiel interactif de ces outils.

La nature des réseaux sociaux répond parfaitement aux objectifs affichés de la communication andine : il s'agit de rapprocher les destinataires (populations, citoyens andins) de l'émetteur (la Communauté Andine, son service communication). Cette proximité passe par l'instauration d'un rapport d'égalité entre l'émetteur et le récepteur

---

<sup>475</sup> La page s'intitulait « CiudadanosCAN » et a été retiré de Facebook en septembre 2013.

<sup>476</sup> Celui-ci demeure actif mais aucun tweet n'a été réalisé depuis janvier 2012 et compte alors 2133 tweets et 516 abonnés (<https://twitter.com/ciudadanoscan>) bien moins que le compte institutionnel cette fois qui regroupe 7907 tweets et 6908 abonnés au 1<sup>er</sup> avril 2016.

<sup>477</sup> Lisa Bradner entend ainsi opposer ces 4P à ceux du marketing classique : Prix, Produit, Publicité et Place. (DUPIN, 2010, p.115-116)

qui les rapproche. Le service communication se présente ainsi en tant qu'individus, que citoyens andins à travers l'utilisation répétée de la première personne du pluriel, mais aussi par exemple fin 2011 avec l'utilisation d'une carte de vœux faisant apparaître les membres du service communication et leur personnalité. Il s'agit ici de démystifier la communication ce qui contribue au rapprochement et est adapté à Facebook qui constitue un réseau social basé sur les liens d'amitiés entre les individus et l'interaction de leurs vies personnelles.

**Figure 9 : carte de vœux du service de communication sur les réseaux sociaux - 2012**



*Source : Facebook CiudadanosCAN, décembre 2011*

La participation des internautes étant l'effet recherché, le dialogue est ouvertement établi. Il ne s'agit plus simplement de donner des informations sous forme de brèves neutres, mais de dialoguer à travers différentes formes rhétoriques rapprochant le message de son destinataire. Il en est ainsi de l'usage du tutoiement ou des formes interrogatives notamment dans les publications Facebook et Twitter qu'il s'agisse d'interpeller les citoyens andins sur les bénéfices de l'intégration ou bien de provoquer le dialogue en interrogeant leur quotidien. ( Figure 10)

### Figure 10 : Implication du citoyen sur les réseaux sociaux



Source : Facebook Institutionnel de la CAN

Comme le montre ce dernier commentaire du 17 mars 2010, au-delà du dialogue, la CAN recherche également la participation des internautes à travers des actions. Le SGCAN a mis à disposition une série de badges pour avatar revendiquant la citoyenneté andine que peuvent ainsi arborer les utilisateurs des réseaux sociaux, les invites à envoyer du contenu, à consulter différentes documentations ou à se rendre à divers évènements... En outre, le service communication du SGCAN organise différents concours sur les réseaux sociaux qui poussent les utilisateurs à agir : suivre la page Facebook ou le compte Twitter, partager du contenu, envoyer des photos ou des phrases sur l'intégration... Ces différents concours sont organisés en particulier dans le cadre de la campagne de diffusion des droits des citoyens andins en 2011. Cette campagne, débute fin septembre par une intrigue autour du « cœur qui bat »<sup>478</sup> redirigeant les internautes vers les pages

---

<sup>478</sup> ¿Qué sentimiento hace latir con fuerza tu corazón?" «Hoy es el Día del Corazón ¿Cómo late tu corazón hoy?" «Pronto tu corazón latirá más fuerte... Hazte fan de Ciudadanos CAN!" «En tu corazón guardas el latido de tu tierra, descúbrelo pronto aquí: CiudadanosCAN»

ciudadanosCAN où un GIF animé de battement de cœur sert de page d'accueil. Trois concours sont ensuite organisés afin d'augmenter le nombre de fans et de favoriser la plus large diffusion de la campagne. De fait, les réseaux sociaux numériques ont été particulièrement mobilisés durant cette campagne qui est à l'origine de la création des comptes dédiés aux citoyens sur Facebook et Twitter<sup>479</sup>.

De la même façon que le SGCAN a développé avec grand dynamisme une large variété de supports communicationnels, les réseaux sociaux sont également des outils de communication au service des messages qu'entend diffuser l'intégration andine. C'est à présent les ressorts de ce message qu'il convient d'étudier. La nature du message a aussi sensiblement changé et a été clarifiée dans la stratégie de 2010. Cette stratégie de communication se base sur la promotion d'une identité et d'une citoyenneté, d'un être et d'un agir andins. Il s'agit dans la prochaine section de mettre au jour les éléments centraux du discours développé par le SGCAN vers les populations.

## 5.2. Du contenu de la communication andine

### *Composantes historiques du discours de l'intégration*

L'histoire commune est une ressource identitaire essentielle. Au-delà d'une explication du passé il s'agit avant tout selon Josep Fontana (SGCAN, 2006a, p.14), d'un « projet social ». En ce sens les instances régionales andines ont souligné l'importance de l'enseignement d'une histoire régionale et souhaité avancer vers l'harmonisation des cursus scolaires entre les pays membres. Outre l'importance cruciale de l'éducation qui bien que prise en compte par les instances régionales, reste un outil de valorisation nationale<sup>480</sup>, du point de vue de la communication institutionnelle, le discours régional andin ancre l'intégration dans quatre siècles d'histoire commune. Cette histoire partagée

---

<sup>479</sup> Ainsi la description de ces pages précise : "Ciudadanos CAN nace como una iniciativa de la Comunidad Andina para difundir los derechos adicionales de los ciudadanos y miembros de la CAN (Bolivia, Colombia, Ecuador y Perú) los mismo que son efectivos a lo largo y ancho de su territorio."

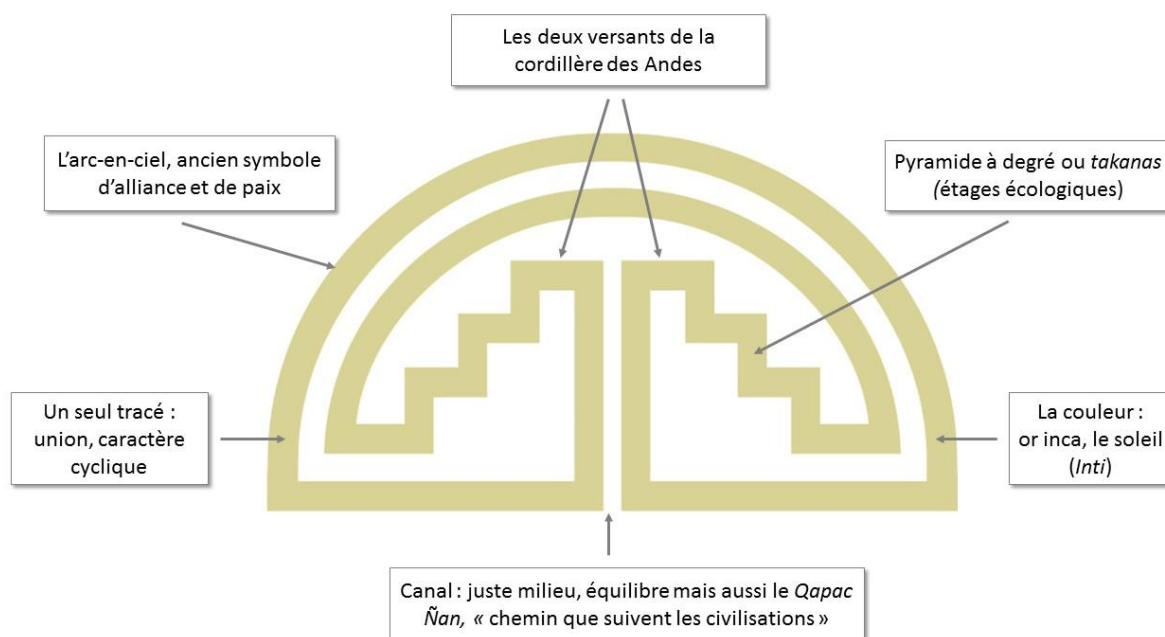
<sup>480</sup> Nous revenons, quoique brièvement sur l'enseignement de l'histoire ainsi que sur la contradiction entre les nationalismes andins et la diffusion d'un sentiment d'appartenance macro régional dans le dernier chapitre de ce travail. L'école qui en tant que lieu de socialisation est particulièrement importante dans le processus de construction identitaire, est ainsi un outil fondamental des États-nations. Ainsi, en dépit des appels à l'enseignement d'une histoire régionale il faut déplorer un enseignement majoritairement centré sur l'histoire des États ou alors sur une histoire universelle euro centrée faisant fi des lourdes convergences historiques du continent.



se fonde sur l'héritage précolombien et en particulier celui de l'empire inca qui à son extension maximum s'étendait de la Colombie au Chili, et sur les indépendances et les héros libérateurs de la région.

Le récit de l'Andinité<sup>481</sup> fonde son origine sur les civilisations précolombiennes, et en particulier sur l'empire inca, formant l'histoire d'une "civilisation andine"<sup>482</sup> vieille de 10 000 ans. La fascination exercée par ces civilisations préhispaniques et la richesse patrimoniale qu'elles ont léguée à la région font de cette période un passé glorieux commun, une spécificité de la région andine qui est depuis les origines valorisée dans le discours de l'intégration. L'élaboration et l'interprétation du logo de l'intégration andine, choisi à l'heure du Pacte Andin révèlent l'inscription du processus dans ce passé commun précolombien en mettant en scène un certain nombre de symboles s'y rattachant. (Figure 11)

**Figure 11 : Présentation symbolique de l'emblème de la Communauté Andine**



Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN

<sup>481</sup>«Lo andino» ne fait pas seulement référence aux cultures indigènes mais définit une identité conférée à l'intégralité de la région.

<sup>482</sup> Dans le premier épisode de *Andes Secretos*, c'est ainsi que les différentes civilisations sont réunies dans le creuset d'une seule civilisation andine. (Un viaje a los orígenes. Dans : *Andes Secretos*. Panama, 2010)

Premier secrétaire général de la Communauté Andine, Sébastien Alegrett réclame également cette filiation considérant l'empire inca comme le premier effort d'intégration régionale andin. Ainsi, dans une interview réalisée par Freddy Elhers en 2000 il précise :

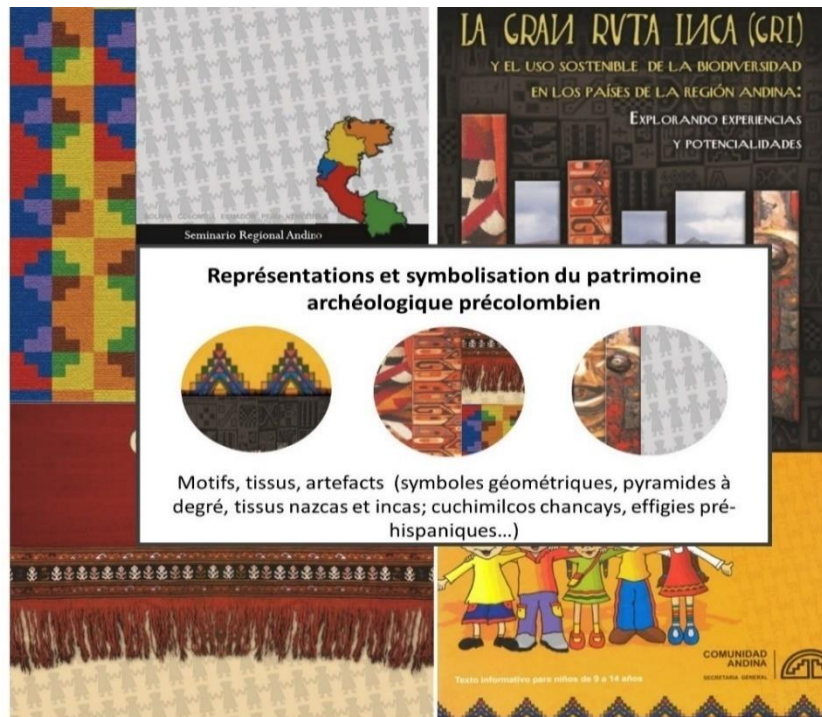
« Avec ce Pacte Andin je crois que nous en sommes à la troisième tentative, parce que d'abord ce sont nos aborigènes, les Incas, qui ont fait la première tentative d'intégration andine. En fait il ne couvrait pas exactement tout le territoire du Pacte Andin aujourd'hui, mais c'est bien ça : nous en sommes à la troisième tentative. Et je crois que c'est une idée très valable, surtout actuellement, l'idée que c'était une projection au-delà de l'économique, une forte projection politique, culturelle. Nous avons un territoire contigu, une langue commune, une série de liens communs et aussi de différences logiques dérivées surtout de nos ancêtres autochtones, mais qui ont donné lieu à une affinité et à une communication que nous ne pouvons pas gâcher. »<sup>483</sup>

Cette origine conditionnant une spécificité, une identité à la région andine est inscrite au cœur de la rhétorique régionale. On retrouve ainsi dans diverses pièces communicationnelles différents symboles évoquant le passé précolombien. Le premier effort d'harmonisation graphique des publications de la CAN mené par Blanca Rosales mettait en exergue cette origine commune avec l'apparition récurrente de références au patrimoine archéologique légué par ces grands ancêtres (Figure 12).

---

<sup>483</sup> « Con ese Pacto Andino creo que estamos en el tercer intento, porque primero lo hicieron nuestros aborígenes, los Incas, el primer intento de integración andina. En verdad no cubría exactamente todo el territorio que hoy en día el Pacto Andino, pero es por ahí: estamos en el tercer intento. Y creo que es una idea muy válida sobre todo en estos tiempos, la idea que era una proyección más allá de lo económico, una proyección política fuerte, cultural, tenemos un territorio contiguo, una lengua común, una serie de vínculos comunes y también diferencias lógicas derivadas sobre todo de nuestros ancestros autóctonos. Pero que dieron lugar a que haya una afinidad y una comunicación que no podemos desperdiciar». *Homenaje a Sebastian Alegrett* [en ligne]. Lima : SGCAN, 30 juillet 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=AB0mk7iZZ7E>

**Figure 12 : représentation et symbolisation du patrimoine archéologique précolombien dans les publications du SGCAN**



Source : élaboration propre à partir des publications du SGCAN

Si nous présentons ici les éléments visuels tirés de cette série de publication éditée entre 2005 et 2007, le patrimoine archéologique de la région, continue d'être valorisé comme élément fondateur d'une appartenance commune et apparaît dans différents supports communicationnels plus récents à l'instar de l'apparition du Macchu Picchu et de la porte de Tiahuanaco dans le spot « Comunidad Andina. Esta es mi tierra, esta es mi casa » de 2011.

**Figure 13 : patrimoine archéologique dans la campagne des droits andins**



Source : SGCAN. Comunidad Andina. Esta es mi tierra, esta es mi casa . Lima : SGCAN, 27/10/2011

De fait le premier épisode de la série Andes Secretos intitulé « un voyage aux origines » porte en particulier sur les civilisations ancestrales et sur le patrimoine archéologique Andin, de Caral à Tiahuanaco et de la Isla del Sol à la Vallée Sacrée en passant par le Qhapac Ñan. Ce dernier élément est particulièrement valorisé ces dernières années<sup>484</sup> à l'instar des paroles d'Adalid Contreras, alors secrétaire général, dans le premier épisode de la série Andes Secretos : « La Communauté Andine est comme la Qhapac Ñan, le chemin de la vérité, que nous parcourons pour découvrir nos Andes secrètes et en harmonie en tant que société et avec la nature, nous marchons vers une CAN et un monde digne »<sup>485</sup>. De fait, si le discours de la CAN s'est nécessairement enrichi et diversifié, ce socle identitaire commun tiré d'un héritage précolombien a été réaffirmé mais aussi renouvelé dans la stratégie 2010, entre sagesse millénaire et manifestations culturelles traditionnelles.

Le récit des indépendances fait également partie du discours de valorisation d'une histoire commune à la région, en particulier à travers la mobilisation des figures héroïques y ayant pris part. S'agissant ainsi d'un passé glorieux ayant transcendé les frontières actuelles, ces héros sont valorisés dans diverses pièces communicationnelles de la CAN. Pour ne mentionner que les deux exemples principaux de cette utilisation des figures de l'indépendance nous remarquons dans un premier temps l'utilisation des portraits de Simon Bolivar (Venezuela), Eugenio Espejo (Equateur), Andres de Santa Cruz (Bolivie), Francisco de Paula Santander (Colombie) et Tupac Amaru II (Pérou) en couverture d'une publication traitant de l'éducation en 2006 ainsi que l'édition cinq ans plus tard d'un CD intitulé « Pasion en los Andes » rendant hommage aux femmes andines ayant lutté pour les indépendances<sup>486</sup>: Bartolina Sisa (Bolivia), Policarpa Salavarrieta (Colombia), Manuela Sáenz (Ecuador), Micaela Bastidas (Perú).

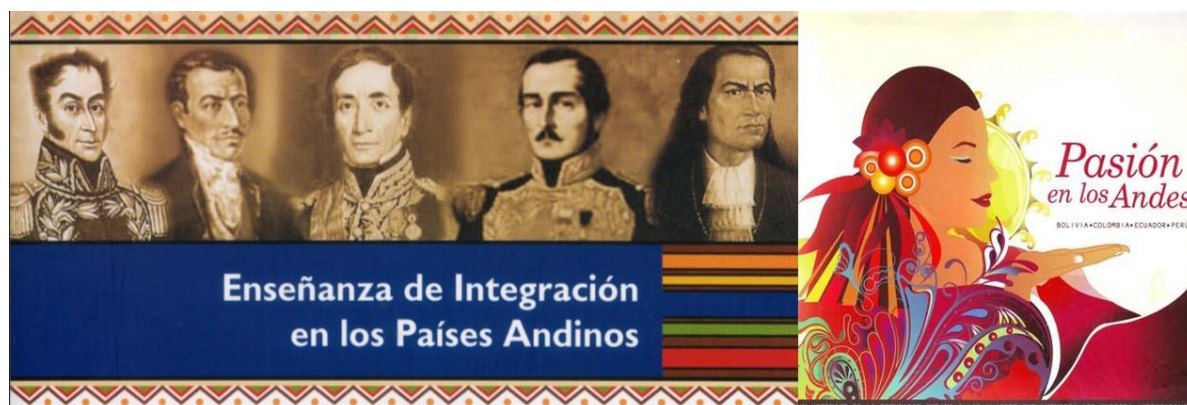
---

<sup>484</sup> Nous pouvons en particulier citer les vidéos SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *La Gran Ruta Inca - Qhapac Ñan* [en ligne]. Lima : SGCAN, 24 février 2009. Spots. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=vu6WfluQPqU> et SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Camino Inca, el camino que nos une* [en ligne]. Lima : SGCAN, 4 avril 2011. Reportajes. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=nXQvtvTYTXg>

<sup>485</sup> « la Comunidad Andina es como el Qhapac Nan, el camino de la verdad, que recogemos para descubrir nuestros andes secretos y en armonía como sociedad y con la naturaleza encaminanos hacia una CAN y un mundo digno” (Un viaje a los origenes. Dans : *Andes Secretos*. Panama, 2010)

<sup>486</sup> Ce CD composé par Alberto Caléris et interprété par quatre artistes féminines des pays membres de la CAN est produit dans le cadre de l'année andine de l'intégration sociale et donne lieu à un concert symphonique en mai 2011. Les morceaux sont disponibles sur le site de RadioCAN : <http://radiocan.comunidadandina.org/cd2011.htm>

**Figure 14 : Représentations des figures des indépendances**



Source : publications du SGCAN

Il est toutefois intéressant de noter qu’une certaine forme de « parité » est toujours respectée entre les différents pays membres : apparaît toujours un héros de chaque nationalité. Seule la figure de Bolivar apparaît comme transversale et est érigée au rang de héros régional, héros de l’intégration andine. De fait Simon Bolivar est non seulement le libérateur des Andes, mais également le père spirituel de l’intégration latino-américaine, et devient naturellement un symbole identitaire régional majeur. En 2000 Freddy Elhers voyait en Bolivar la source fondamentale de l’unité andine : « Dans tout ce qu’est l’Amérique latine, qu’est ce qui rend particulier le Venezuela, la Colombie, l’Equateur... ? Nous avons été la Grande Colombie ! Le *Libertador* nous a uni de Panama jusqu’au Pérou et la Bolivie. C’est peut-être le symbole fondamental de ce que nous sommes aujourd’hui. »<sup>487</sup> Face à lui Sebastián Alegrett inscrivait le processus d’intégration andin dans la filiation de la fédération des Andes : “Depuis l’enfant la figure du *Libertador* nous marque, cette figure comme celle de Sucre ou avant, celle de Miranda, sont de belles images que nous avons de l’unité latino-américaine et en particulier dans le cas du Pacte Andine, du Groupe Andin ou de la Communauté Andine comme elle s’appelle aujourd’hui mais qui est en définitive cette fédération des Andes qu’imaginèrent Bolivar et San Martin à Guayaquil et qui était ce que Bolivar voyait réalisable à ce moment-là »<sup>488</sup>

<sup>487</sup> « Dentro de todo lo que es América Latina, ¿qué le hace particular a Venezuela, Colombia, Ecuador...? ¡Fuimos la Gran Colombia! El libertador nos unió desde Panamá hasta Perú y Bolivia. Tal Vez es el símbolo fundamental de lo que somos ahora.” *Homenaje a Sebastian Alegrett* [en ligne]. Lima : SGCAN, 30 juillet 2007. Disponible à l’adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=AB0mk7iZZ7E>

<sup>488</sup> “desde niños nos marca esa figura del libertador, esa figura como la de Sucre o anterior la de Miranda, son bellas imágenes que tenemos sobre la unidad latinoamericana y en particular en el caso del pacto andino, del grupo

La CAN se présente ainsi comme l'héritière du rêve bolivarien et la figure du *Libertador* qui aspirait à unir les Andes fait ainsi partie des symboles officiels de l'intégration andine. Alors qu'une citation de son discours de Angostura<sup>489</sup> apparaît dans le patio du SGCAN, une statue de lui y est également érigée et constitue le décor privilégié des photos officiels lors de réunions au SGCAN, apparaît en couverture de diverses publications tandis que les commémorations de l'anniversaire de l'Accord de Carthagène comprennent une disposition d'offrandes florales devant cette statue de Simon Bolivar et/ou celle de la Place Bolivar au centre de Lima. Les références à Simon Bolivar sont ainsi omniprésentes dans les discours et éléments communicationnels de l'intégration andine : il est régulièrement cité par les protagonistes de l'intégration, sa biographie est présente sur le site web officiel de la CAN<sup>490</sup>, l'université andine porte son nom et l'organisation de la semaine célébrant la Communauté Andine en 2003 et 2004 s'est faite sous le nom Fiesta de Bolivar<sup>491</sup>. Enfin, exemples particulièrement significatifs de l'intégration de la figure bolivarienne à la rhétorique identitaire valorisée par le processus régional, les deux livres destinés au jeune public font des références explicites à l'inspiration bolivarienne du processus et à la figure fédératrice de Simon Bolivar<sup>492</sup>.

---

andino, de la Comunidad Andina como se le llama hoy que en definitiva es aquella federación de los Andes que se plantearon Bolívar y san Martín en Guayaquil y que era lo que veía Bolívar como factible en ese momento.” Entretien de Sebastián Alegrett par Freddy Elhers: *Homenaje a Sebastian Alegrett* [en ligne]. Lima : SGCAN, 30 juillet 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=AB0mk7iZZ7E>

<sup>489</sup>“El sistema de gobierno más perfecto es aquél que produce mayor suma de felicidad posible, mayor suma de seguridad social y mayor suma de estabilidad política” BOLIVAR, Simon. *Discurso de Angostura* [en ligne]. 15 février 1819. Disponible à l'adresse : <http://www.bibliotecanacional.gov.co/content/discurso-de-angostura>

<sup>490</sup> La page n'apparaît plus accessible, mais la Wayback machine nous permet de voir que celle-ci a été présente au moins entre 2006 et 2013 : [http://web.archive.org/web/20130616042327/http://www.comunidadandina.org/quienes/simon\\_bolivar.htm](http://web.archive.org/web/20130616042327/http://www.comunidadandina.org/quienes/simon_bolivar.htm)

<sup>491</sup> Voir par exemple les vidéos *La Fiesta de Bolívar 2004 - I Parte* [en ligne]. Lima : SGCAN, 14 février 2008. Reportajes. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=cM8SokyA4Q> et *La Fiesta de Bolívar 2004 - II Parte* [en ligne]. Lima : SGCAN, 14 février 2008. Reportajes. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=LiSA0Ru2UtE>

<sup>492</sup> Dans la publication « Juntos Somos Mejores, Conozcamos la integración andina » le petit Simon conclut : « El Paraíso no es Bolivia, ni Colombia, Ni Ecuador, ni Perú, ni Venezuela. No es uno solo, son todos estos países siempre y cuando estén unidos, integrados, como le sonaba Simon Bolívar y como lo intenta hacer la Comunidad Andina. Es Ahí donde está el verdadero Paraíso – Añadió Simon ». Par ailleurs dans « La comunidad Andina, Una apuesta por nuestro futuro » la présentation historique du processus régional présente « l'idéal de Bolívar » et la façon dont la CAN entend « reprendre le rêve intégrationniste ».

### Figure 15 : mobilisation de la figure de Simon Bolivar



Source : élaboration propre à partir des publications et photos du SGCAN

Forte de ces deux références historiques communes, la CAN présente l'archétype d'une région unie dans son passé et par une destinée commune : l'intégration régionale<sup>493</sup>. Si les discours nationalistes tendent à nier ces parentés, cet héritage historique et celui de la conquête espagnole<sup>494</sup>, conditionnent une certaine ressemblance entre les pays andins que l'observateur européen ne manque pas de remarquer. Ces traits communs sont ainsi recensés dans le livre pour enfant « *Juntos somos Mejores, conocamos la integración andina* »<sup>495</sup> : « Nous sommes des pays andins, puisque nous sommes unis par la Cordillère

<sup>493</sup> C'est ainsi que l'empire inca, la Fédération des Andes et le processus de construction régional débuté avec l'Accord de Carthagène sont liés comme différentes vagues d'intégration régionale par Sébastien Alegrett qui dans l'interview que nous citons plus haut voyait rappelons-le dans le projet Bolivarien la seconde (après l'empire Inca donc) tentative d'intégration andine. Il s'agit d'inscrire le processus d'intégration lui-même dans une filiation historique et par la même le légitimer

<sup>494</sup> S'il s'agit d'une -longue- période d'histoire partagée qui a planté dans la région les racines d'une certaine unité administrative, linguistique et culturelle, le passé colonial est absent du discours de l'andinité. Le sentiment de fierté est essentiel à la communauté imaginée : de fait la valorisation identitaire repose sur un passé, auquel les populations peuvent, et veulent s'identifier. Ainsi bien que son existence et ses conséquences soient présentes dans tous les esprits, ce passé commun est tu face à la valorisation d'un passé glorieux.

<sup>495</sup> Le petit Simon concluait ainsi : « Somos vecinos, hablamos el mismo idioma, tenemos la misma religión, todos contamos con riquezas naturales y hermosos atractivos turísticos, hasta nuestra historia se parece : hace muchos años casi todos formábamos el gran Imperio Incaico, luego fuimos dominados por los españoles y finalmente fuimos liberados por hombres tan valiosos como Simon Bolívar »

des Andes [...]. Nous sommes voisins et nous nous ressemblons. Nous parlons la même langue. [...]. Notre géographie et nos ressources sont similaires. [...] nous avons presque les mêmes coutumes » (SGCAN, 2005a, p.6). « Nous avons la même religion, nous avons tous des richesses naturelles et de beaux attraits touristiques, [...] notre histoire se ressemble : il y a longtemps nous faisons presque tous partie du grand Empire Inca, ensuite nous avons été dominés par les espagnols et finalement nous avons été libérés par des hommes courageux comme Simon Bolivar ». (Ibid. p.30)

**Tableau 11 : rapprochement du modèle théorique d'Anne Marie Thiesse et du contenu de la communication andine**

<b>Modèle théorique</b>	<b>Éléments du discours andin</b>
« Une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres ».	Civilisations précolombiennes / Indépendances / Colonisation espagnole
« Une série de héros ».	Simon Bolivar / héros des indépendances
« Une langue ».	L'espagnol
« Des monuments historiques et culturels, des lieux de mémoire »	Patrimoine archéologique / Qhapac Ñan
« Des traditions populaires »	Folklore andin / Religion catholique
« Des paysages emblématiques »	Paysages des Andes
« Des représentations officielles »	Logo de la CAN

*Source : élaboration propre*

Si dans ces différents éléments nous retrouvons des réponses à la check-list identitaire d'Anne Marie Thiesse (THIESSE, 1999 p. 14), cette cartographie identitaire de la région reste superficielle et ne prend pas en particulier en compte la grande diversité culturelle des différents pays andins. Il s'agit de se diriger aux populations et à leurs représentations collectives et pas seulement de construire une intégration régionale par en haut se basant sur un imaginaire andin d'une intégration héritière des grandes civilisations précolombiennes et du rêve de Bolivar. Ce constat a mené le processus ces dernières années à une redéfinition plurielle de l'andinité.



### *Redéfinition plurielle de l'identité andine*

Les Andes apparaissent comme un élément central de la définition de l'andinité. Elles sont la colonne vertébrale de la région<sup>496</sup>, elles relient géographiquement, écologiquement, culturellement et historiquement entre eux les pays membres du processus régional dont le nom – à travers ses variations- porte le sceau de leur puissance symbolique<sup>497</sup>. Leur empreinte est de fait extrêmement importante dans la communication du SGCAN (logo, paysages, photos de populations et folklore traditionnel). Toutefois l'ensemble de la population de la région ne saurait s'identifier aux Andes et l'imaginaire qui s'y rattache, si importantes soient elles dans la structuration de la région. La grande diversité de la région, géographique, climatique, ethnique et culturelle mais aussi de ses influences (indigènes, européennes, africaines, asiatiques) a poussé le processus communicationnel andin à revoir et à élargir le concept d'andinité et de réorienter le discours sur la diversité commune à la région.

La référence à « lo andino » à l'andinité, fait écho dans l'imaginaire des populations aux populations indigènes, aux Andes. Lors de notre immersion au Pérou et de nos différents séjours dans les pays andins nous avons pu vérifier ce décalage alors que bon nombre d'interlocuteurs entendaient « Communauté Andine » comme une communauté indigène dans les Andes<sup>498</sup>. Ainsi l'exclusive référence au substrat culturel andin ne saurait mobiliser les sentiments identitaires de populations vivant notamment sur la côte où les populations indigènes sont par ailleurs souvent dépréciées. C'est aussi ce constat que dresse le SGCAN dans la stratégie de communication 2010<sup>499</sup> qui entend dès lors parler de pays andino-amazoniens, l'Amazonie étant l'autre élément territorial, outre les Andes, que partagent chacun des quatre pays andins. Entendant profiter de l'aura positive de l'Amazonie dont le potentiel environnemental suscite un intérêt grandissant, il s'agit

---

<sup>496</sup> De nombreuses pièces communicationnelles et discours font référence aux Andes en ces termes

<sup>497</sup> Pacte Andin, Groupe Andin, Communauté Andine...

<sup>498</sup> De nos entretiens informels avec les chauffeurs de taxis et vendeurs d'artisanat à Lima mais aussi dans une moindre mesure à Guayaquil, Quito, La Paz et Bogota, cette confusion à plusieurs fois était mentionnée. Nous revenons sur cette confusion dans le chapitre suivant

<sup>499</sup> « La simple mention de lo andino fait référence à l'association avec les montagnes. Lo Andino est dans l'imaginaire des gens ce qui a trait à la montagne : ce qui caractérise une population et une culture liées aux écosystèmes des hauts plateaux andins et identifie sa population comme typiquement indigène de hauteur. » (SGDI945, p.8)

d'élargir le concept identitaire mobilisé. La stratégie de communication du SGCAN entend favoriser l'appropriation de l'Amazonie par les populations de la région. Les usages répétés de la notion de biocapacité et de puissance environnementale valorisent la région amazonienne et la positionne comme une source de fierté commune. Le document stratégique affiche clairement comme objectif de mettre en évidence la « condition amazonienne des pays andins » et de parler constamment de « *lo andino-amazonico* »<sup>500</sup>, description la plus adaptée à la région. La récurrence de l'Amazonie dans la communication andine culmine avec l'organisation de la campagne *Nuestra Amazonia* dans le cadre du programme BioCAN<sup>501</sup> où l'usage du possessif et de la première personne du pluriel est significatif de cette volonté d'appropriation collective.

Avec cet ajout de la composante amazonienne au discours identitaire régional, l'objectif de la stratégie de communication du SGCAN est clair : « Cette inclusion de l'amazonien dans le positionnement régional aidera de plus à ce que la population des côtes, de la région insulaire et de l'Amazonie des pays membres s'identifie plus vers le concept régional andin. » (SGDI945) En diverses occasions le lien écologique entre les Andes et l'Amazonie est souligné. Lors de la cérémonie de lancement de la campagne *Nuestra Amazonia* par le ministre de l'environnement péruvien<sup>502</sup> ou encore dans le cadre du programme « *Andes Secretos* » reliant les différents espaces naturels (Andes, Amazonie mais aussi les côtes) entre eux, « rompant avec cette mauvaise information selon laquelle les Andes ne sont que les montagnes » affirme Alejandro Balaguer le directeur de production de la série ajoutant « L'amazone doit son existence à l'eau qui naît dans les Andes. Alors c'est évident, l'Amazonie c'est les Andes »<sup>503</sup>. A ce propos le logo utilisé pour

---

<sup>500</sup> Si à plusieurs reprises on retrouve les termes de « pays andino-amazoniens » dans les publications, accords-cadres et discours des fonctionnaires du SGCAN, l'expression, surtout utilisée lorsqu'il s'agit de protection environnementale (programme BIOCAN, agenda environnemental etc..) n'est pas venue déplacer le concept de « pays andins » largement utilisée dans les discours et pièces communicationnelles mais les représentations et allusions à l'Amazonie ont, elles, considérablement augmenté.

<sup>501</sup> Elle se développe simultanément dans les quatre pays et avec le soutien du gouvernement finlandais en particulier autour de deux concours : un concours photographique et un concours d'affiche pour scolaires, ayant réuni respectivement 500 et 300 participations.

<sup>502</sup> Lors de la cérémonie de lancement, le ministre de l'environnement péruvien a ainsi souligné ces liens géographiques qui relient les Andes à l'Amazonie notant par ailleurs que par le passé « une telle cérémonie n'aurait pas eu lieu au siège de la CAN, dans l'imaginaire commun, la CAN c'étaient les Andes »

<sup>503</sup> «Lo increíble fue descubrir que los andes no solamente son las montañas sino también los mares. Del mismo viajemos a la selva una vez más rompiendo esa vieja mala información de que los Andes son solamente las montañas. El amazonas le debe su existencia al agua que nace en los Andes. Entonces es obvio que el Amazonas son los Andes» (voir *Andes Secretos - Serie por televisión* [en ligne]. Lima, 21 mars 2011. Reportages. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=X9EGfwXhVtY>)

le programme BioCAN est particulièrement intéressant et fait preuve d'un maniement astucieux de l'identité institutionnelle. Il reprend celui de la CAN en remplaçant les caractères andins par une représentation de l'Amazonie à travers un arbre et paraît révéler ainsi l'autre face d'une même pièce en inscrivant une certaine parité entre les Andes et l'Amazonie.

**Figure 16 : logotype de BIOCAN**



Source : SGCAN

La CAN rompt ainsi avec son image traditionnellement relié au substrat culturel des Andes, et prend en compte la grande diversité de la région, elle-même source d'unité.

« Quand on m'interroge sur lo andino, je recours habituellement à José María Arguedas, qui nous dit que 'nous sommes l'expression et la présence de tous les sangs'. C'est ce que nous sommes, tous les sangs. Nous sommes, en réalité, une identité étendue. Nous sommes une identité diverse. Mais nous sommes aussi tous les sangs, l'effort de construire un projet commun à partir des altérités. Parler alors de diversité et de lo andino, ce n'est pas reconnaître l'existence des différences, mais assumer dans nos propositions le défi de tisser les réseaux sociaux, le défi de nous construire comme andins à partir de nos différences, à partir de la cordillère des Andes, à partir des cotes maritimes, à partir de nos belles vallées et aussi de notre Amazonie » Adalid Contreras, le 22 février 2010<sup>504</sup>

Reconnaissant, au-delà de ses traits communs, la grande diversité de la région andine, la stratégie de communication de 2010, entérine un discours déjà à l'œuvre depuis

---

<sup>504</sup> Paroles de bienvenues à l'occasion de l'inauguration de la semaine des cultures andines, Espejo 2010 au SGCAN. "Cuando me preguntan sobre lo andino, suelo recurrir a José María Arguedas, quien nos dice que «somos la expresión y la presencia de todas las sangres». Eso somos, todas las sangres. Somos, en realidad, una identidad extendida. Somos una identidad diversa. Pero somos también todas las sangres, el esfuerzo de construir un proyecto común desde las alteridades. Hablar entonces, de diversidades y de lo andino, no consiste en reconocer la existencia de las diferencias, sino de asumir en nuestras propuestas el desafío de tejer redes sociales, el desafío de construirnos andinos desde nuestras diferencias, desde la cordillera de los Andes, desde las costas marítimas, desde nuestros hermosos valles y también desde nuestra Amazonia" (voir : SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Semana de las Culturas Andinas « Espejo 2010 »*. Lima : SGCAN, 2010)

2007 : celui de l'unité dans la diversité. Si la formule n'est pas nouvelle et a entre autres<sup>505</sup> été utilisée comme devise de l'Union Européenne en 2000 (In varietate concordia) son sens est double dans le cadre de l'intégration andine. D'une part il s'agit de valoriser la diversité en tant qu'altérité et de comprendre l'unité dans la diversité comme une pratique de l'interculturalité en s'appuyant à l'instar d'Adalid Contreras sur le fait que « intégration signifie unir des entités distinctes, dépassant de ce point de vue l'idée qu'intégrer c'est homogénéiser » (CONTRERAS, 2009, p.9). D'autre part, dans le contexte andin, la diversité apparaît comme un trait commun ou, comme le note la stratégie de communication de 2010 : « Il est intéressant depuis la perspective stratégique de la communication, que notre condition d'américains, andins, amazoniens nous confère le singulier paradoxe que ce qui nous rapproche ce sont nos très importantes différences ». L'unité dans la diversité est alors à comprendre comme diversité source d'unité. Il ne s'agit non pas de multiculturalité mais d'interculturalité : « Etre identiques dans la différence signifie, et c'est ici sa principale valeur, de faire le pas de la coexistence tolérante de la multiculturalité, à l'exercice effectif de l'interculturalité qui en tant que complémentarité des savoirs est un élément clé de la construction de l'identité et de l'exercice d'une réelle citoyenneté régionale. » (SGDI945) L'altérité est présentée dans le discours de la CAN comme le reflet de l'identité au sens littéral cette association a d'ailleurs été reprise en 2010 à travers l'utilisation de la métaphore du miroir lors de la semaine des cultures andines intitulée *Espejo 2010* (Figure 17), le concert sur la diversité culturelle « *reflejos* » ou dans la chanson de la Communauté Andine « *en mi espejo estas tu* » (tu es dans mon miroir) dont les paroles reliant la mer, les Andes et l'Amazonie, joue également sur cette métaphore du miroir :

“Si te busco solo tengo que mirar a los ríos, a las montañas, en el tiempo.  
Encontraré en el pasado, el viento, tu sonrisa, nuestra historia es una sola y  
juntos somos futuro. Si en mi espejo estas tú en tu reflejo estoy yo. Si en tu  
espejo estoy yo; estas tú. Bolivia, Colombia, Ecuador y Perú, países que  
forman mi casa donde vivo con mis hermanos. Ellos son mi reflejo y yo soy

---

<sup>505</sup> L'Afrique du sud change en 2000 sa devise pour la remplacer par « *!ke e: !xarra !ke* », littéralement « divers peuples unis », la devise jamaïcaine est aussi proche de cette signification : « Out of many, one people » ; tandis que les vers d'un poème du XIV<sup>e</sup> siècle prônant la tolérance entre les cultes bouddhique et shivaïte, habituellement traduits par « l'université dans la diversité » - mais signifiant en ancien javanais littéralement « divisée, elle est une »- constituent la devise de l'Indonésie et de sa voisine la Papouasie Nouvelle Guinée.

su reflejo. Así todos somos Comunidad Andina” (Refrain et fin de la chanson “En mi espejo estas tu”)<sup>506</sup>

**Figure 17 : La métaphore du miroir, Espejo 2010**



Source : SGCAN

**Figure 18 : la diversité culturelle dans la communication du SGCAN**



Source : SGCAN

<sup>506</sup> *En Mi Espejo Estás Tú - Canción de la CAN* [en ligne]. Lima : SGCAN, 16 décembre 2010. Spots. Disponible à l'adresse : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_FNmDcc8qc0](https://www.youtube.com/watch?v=_FNmDcc8qc0)

Cette métaphore n'a rien de fortuit, elle fait partie des lignes directrices de la stratégie de communication de 2010 : « Si nous réussissons à nous reconnaître dans l'autre-andin, alors nous assumerons notre identité régionale pleinement. Pour cela la communication promouvra non comme possibilité mais comme urgente nécessité régionale de nous reconnaître dans l'autre. [...] La communication renforcera la proposition de se regarder "à partir de l'autre-andin". Les différentes pièces et actions communicationnelles inviteront à se regarder et se reconnaître dans le miroir de l'autre » (SGDI945).

L'unité dans la diversité apparaît comme la composante centrale du processus communicationnel renouvelé et transparait dans de nombreuses pièces communicationnelles. Souvent symbolisée par les couleurs, la valorisation de la diversité de la région passe par la promotion de ses différentes expressions culturelles (figure 15) et la figuration de la grande diversité des populations, fruit d'un fort métissage, demeure le symbole de cette diversité le plus utilisé. Ces personnes diverses apparaissent réunies dans l'euphorie. Le symbole de leur union est alors plus ou moins explicite. La brochure « *somos Comunidad Andina*<sup>507</sup> » les réunit sous forme d'un cercle présenté dans le manuel de l'image institutionnel comme le symbole de l'union parfaite, la couverture du numéro 2 de la revue pour l'intégration utilise l'image d'un entrelacement de bras de différentes couleurs de peau, une position où chacun repose sur l'autre<sup>508</sup>, des pièces promotionnelles du concert *reflejos*, de quatre morceaux de visage différents en forme un cohérent et souriant ce qui nous paraît très symbolique de la formation de l'identité andine à partir de la diversité (Figure 18).

---

<sup>507</sup>Voir les brochures d'octobre 2009 et janvier 2010 : SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. (*Somos Comunidad Andina*. Lima : SGCAN, 2009. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/Upload/201166184831folleto\\_somosCAN.pdf](http://www.comunidadandina.org/Upload/201166184831folleto_somosCAN.pdf) et SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Somos Comunidad Andina*. Lima : SGCAN, 2010. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/Upload/201161191822SomosCAN\\_esp.pdf](http://www.comunidadandina.org/Upload/201161191822SomosCAN_esp.pdf)

<sup>508</sup>Biologiquement, cette position répartie la force et l'effort, symboliquement, elle est souvent utilisée pour illustrer l'altruisme et la solidarité. (SECRETARIA GENERAL DE LA COMUNIDAD ANDINA. *La Construcción de la Integración Suramericana*. Lima : SGCAN, 2009. Revista de la Integración, 2)

**Figure 19 : figuration de l'unité dans la diversité**



Source : SGCAN

Cette diversité devenue la caractéristique essentielle de l'andinité est exprimée dans le slogan inauguré lors de la campagne des droits des citoyens andins de 2011 : « Nous sommes andins, du Pacifique, caribéens, amazoniens » souvent associé au « *somos Comunidad Andina* » qui vient mettre dans le creuset de la citoyenneté andine les différentes composantes des populations de la région.

*Construire le citoyen andin : Des droits sur un territoire élargi*

La participation des populations fait partie des objectifs promus par la communauté andine dès la réingénierie et plus encore dans la seconde moitié des années 2000 avec l'avènement du concept d'intégration intégrale et le développement du projet SOCICAN en partenariat avec l'Union européenne. A cette période, au-delà de la participation des citoyens ou de la citoyenneté au sens large, est introduit le concept de « citoyenneté andine ». Rafael Correa lors de son allocution au Sommet Présidentiel Andin de 2008 à Guayaquil, propose « un projet politique andin qui consolide une Communauté d'Etats, démocratique et interculturelle, qui reconnaisse une citoyenneté andine active, basée sur la participation politique et civique, et qui veille à un ensemble de libertés, droits et garanties, qui s'ajoutent et confèrent une valeur ajoutée aux citoyennetés

nationales. »<sup>509</sup> <sup>510</sup> Ces dernières années, le SGCAN a ainsi entrepris la promotion de ce concept de citoyenneté andine à travers la diffusion des droits des citoyens andins et la valorisation d'une appartenance à un territoire élargi.

La « citoyenneté andine », non sans rappeler la citoyenneté européenne introduite en 1992 par le traité de Maastricht, s'établit par superposition aux citoyennetés nationales. Accordée à l'ensemble des citoyens des pays membres de la CAN, cette citoyenneté se caractérise par l'attribution de droits de caractère obligatoire et d'application directe sur l'ensemble du territoire des quatre pays andins. Si la normativité andine est accessible sur le site internet de la CAN, la publication « *Derechos del ciudadano andino* » de juillet 2010 entreprend de présenter de façon simplifiée ces normes communautaires en les classant en différentes catégories : « Droits fondamentaux et citoyenneté » ; « droits des travailleurs Andins » ; « droits des peuples indigènes et communautés afro descendantes » ; « droits de santé publique » ; « droits sur l'environnement et la santé animale et végétale » ; « droits des consommateurs et usagers » ; « droits des voyageurs » ; « droits des créateurs intellectuels » ; « droits sur le patrimoine culturel » et enfin « droits économiques et entrepreneuriaux ». Il s'agit ici de présenter l'impact et les bénéfices de l'intégration dans le quotidien des citoyens de la région. Le SGCAN remplit ainsi une fonction essentielle de la communication institutionnelle : l'information et la transparence, en même temps de rechercher une certaine légitimité par les résultats (*output*). Ce processus de diffusion, des droits des citoyens andins s'inscrit également dans l'objectif stratégique de promouvoir la citoyenneté andine, de la rendre tangible pour les populations. Pour autant la plupart des droits présentés revêtent un caractère abstrait pour les citoyens lambda et matérialisent moins cette citoyenneté andine qu'une juxtaposition des citoyennetés nationales. De fait, afin de favoriser l'appropriation du concept d'une citoyenneté élargie, le processus

---

<sup>509</sup> «un proyecto andino que consolide una Comunidad de Estados, democrática e intercultural, que reconozca una ciudadanía andina activa, basada en la participación política y cívica, y que vele por un conjunto de libertades, derechos y garantías, que se sumen y confieran un valor añadido a las ciudadanía nacionales.»

<sup>510</sup> Si aucun document officiel ultérieur n'a été adopté pour définir la « citoyenneté andine », l'approbation des présidents andins à Guayaquil et les orientations concrètes de la politique de communication des années suivantes mènent à considérer le document « Una Comunidad Andina de ciudadanos » présenté par Rafael Correa en 2008 comme la ligne directrice du concept de citoyenneté promu par le processus andin. Voir : CORREA, Rafael. *Una Comunidad Andina para los ciudadanos Un Proyecto para la Integración Integral de Nuestros Pueblos* [en ligne]. septembre 2008. Disponible à l'adresse : [www.comunidadandina.org/documentos/docIA/unaCANparaCIUDADANOS.pdf](http://www.comunidadandina.org/documentos/docIA/unaCANparaCIUDADANOS.pdf)



communicationnel de la CAN s'est orienté principalement à la promotion de droits valorisant l'appartenance commune à travers une vaste campagne initiée en 2011<sup>511</sup>. Il s'agit de « promouvoir la reconnaissance des droits du citoyen andin et [d'] encourager la population à faire usage des opportunités offertes par la région andine » (document interne présentant les résultats de la campagne - ANNEXE 14). La campagne place en figure de proue la promotion du droit à voyager librement sur le territoire andin, un élément concret, quotidien et populaire de la norme communautaire qui de plus à une forte connotation transnationale. Particulièrement active sur internet et les réseaux sociaux cette campagne est la plus grande organisée par le SGCAN et compte une grande variété de matériel promotionnel. Tandis que la distribution massive d'un fascicule sur les droits liés à la liberté de circulation des citoyens andins reprend la forme didactique et symbolique d'un passeport, divers matériels audiovisuels<sup>512</sup>, affiches, bannières et Pin's pour les réseaux sociaux sont diffusés de façon massive. La charte graphique de cette campagne s'inscrit pleinement dans le renouveau de l'image de la CAN. On y retrouve la symbolique de la diversité (couleurs, individus), un graphisme assez dynamique et ludique ouvertement orienté vers un public plutôt jeune à l'instar du spot principal de cette campagne se présentant comme une chanson interprétée par le groupe péruvien « Colectivo Circo Band » avec l'incrustation de divers éléments animés et colorés.

---

<sup>511</sup> On peut également remarquer en 2009 un antécédent de promotion des droits liés à la circulation des personnes à travers la publication des deux feuillets « Derecho a viajar libremente sin pasaporte ni visa » et « ¿ Viajas en avion ? Derechos y deberes de los pasajeros ». Toutefois ces deux publications ne font pas un lien direct avec la promotion de la citoyenneté andine.

<sup>512</sup> Les différents spots de la campagne sont en particulier accessibles dans l'espace dédié sur le site de TVCAN : <http://tvcan.comunidadandina.org/Video.aspx?cat=7>

**Figure 20: Charte graphique de la campagne de promotion des droits du citoyen andin**



Du point de vue du discours mobilisé, la notion de diversité reste centrale avec l'utilisation du slogan « *somos andinos pacíficos caribeños amazónicos* ». La citoyenneté andine est valorisée comme un nouveau cadre d'appartenance comme l'illustre un second spot faisant intervenir sous le même fond musical des fonctionnaires du SGCAN reliant la citoyenneté andine au sein « d'une grande nation et d'une seule communauté »<sup>513</sup>. De fait la citoyenneté est intrinsèquement liée au sens de la communauté et, le SGCAN présente l'ambition de favoriser ce sentiment d'appartenance commune à travers la mobilisation d'un référent essentiel de l'identification : le territoire. En tant que représentation sociale, le territoire<sup>514</sup> peut être un puissant outil de mobilisation comme le notait Guy di Meo

<sup>513</sup> «Tengo derechos más allá de mis fronteras y eso me da mayores oportunidades. Ay hombre como ciudadano andino puedo viajar, trabajar y hacer negocios en cualquier país de la CAN como si estuviera en mi propio país. Colombianos ecuatorianos peruanos y bolivianos juntos somos una gran nación y una sola comunidad – Comunidad Andina esta es mi Tierra esta es mi casa» (*Spot Comunidad Andina esta es mi tierra esta es mi casa* [en ligne]. Lima: SGCAN, 2 février 2012. Spots. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=JNZZuYi6OGc>)

<sup>514</sup> La notion de territoire recouvre différentes significations et usages selon les disciplines ou époques et plusieurs auteurs s'accordent sur son caractère pluridisciplinaire et multidimensionnel. Dans le cadre de notre étude nous nous intéressons en particulier à son rapport à la construction identitaire et retenons la définition Bernard Debarbieux qui le définit en 2003 comme «Le territoire est un agencement de ressources matérielles et

pour qui « certains de ses éléments, instaurés en valeurs patrimoniales, contribuent à fonder ou à raffermir le sentiment d'identité collective des hommes qui l'occupent »<sup>515</sup>. Le territoire constitue alors un élément clé de la construction identitaire et s'il existe de fortes communautés sans territoires propres, le sentiment d'appartenance commun, s'établit le plus fréquemment à travers de l'identification des valeurs et institutions mais aussi à travers l'appropriation<sup>516</sup> d'un territoire qui matérialise la communauté d'appartenance. Dans le cadre de son renouveau communicationnel, le SGCAN a particulièrement valorisé le sens d'un territoire partagé pour asseoir la citoyenneté sur le sens d'une communauté. La stratégie 2010 entend promouvoir un sentiment « [d'] appartenance à un territoire élargi » (SGdi945) ; « un territoire qui nous appartient et nous identifie » (ibid.). La citoyenneté se définit ainsi à partir de « droits citoyens qui sont exigibles au-delà des frontières des Etats et de leurs territoires, pour se convertir en droits transnationaux, qui font de chacun des habitants de la zone d'intégration, des citoyens de toute la région » (ibid.). La valorisation de "l'appartenance à un territoire élargi" (ibid.) apparaît ainsi au centre de la promotion de la citoyenneté andine : « La communication renforcera l'affirmation de l'imaginaire de la région andine, non comme un espace d'interaction de différents gouvernements mais comme le territoire d'une intégration qui agrandit le propre espace national pour nous convertir en habitants –citoyens d'un grand territoire élargi, appelant à une appropriation individuelle de celui-ci. » (Ibid.)

De fait, la campagne de diffusion des droits des citoyens de 2011 place au centre de sa rhétorique le territoire partagé. Le slogan de la campagne, présent sur toutes les pièces communicationnelles, « *Comunidad Andina esta es mi tierra, esta es mi casa* » ainsi que l'élément visuel central de personnes tenant la carte de la région, mettent en évidence cette volonté d'appropriation du territoire. Ce territoire est présenté comme une unité cohérente, de caractère transnational. A l'image des droits permettant de les ignorer, les

---

symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif social sur sa propre identité »

<sup>515</sup> DI MEO, Guy. *Extrait de Géographie sociale et territoire* [en ligne]. Nathan, 1998. Disponible à l'adresse : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article485>

<sup>516</sup> "Par appropriation, on entend un processus d'identification collective médiatisée par l'espace. Cette définition rappelle le concept de territorialité qui chez C. Raffestin (1980) et quelques autres géographes, désigne l'ensemble des relations (culturelles, sociales, matérielles) que des habitants tissent entre eux et avec le lieu qu'ils occupent." (Bouchard, 2001. p 23)

frontières sont gommées dans le discours de la campagne<sup>517</sup>. Le territoire est toujours une notion qui se réfère aux concepts de frontière ou limite et Denis Retaillé se demande si le territoire n'est pas plus simplement « une forme spatiale de la société qui permet de réduire les distances à l'intérieur et établir une distance infinie avec l'extérieur, en dehors des frontières ? »<sup>518</sup> Cette question prend tout son sens quand nous assistons à l'utilisation politique du territoire. Nous savons comme il est important pour l'identité de se construire face à une altérité. La CAN cherche ainsi à déplacer les frontières nationales et, ce faisant, l'altérité à l'extérieur de son territoire pour favoriser l'identification collective à l'espace qu'elle occupe. Sur les panneaux et spots de la campagne pour la diffusion des droits du citoyen, le territoire de la CAN apparaît sans frontière entre les quatre pays membres et se détache du reste de l'Amérique du Sud que la carte laisse en gris. Cette représentation du territoire comme un tout cohérent, a été institutionnalisée lors de la cérémonie de présentation de la carte officielle de la CAN en novembre 2011 à Lima. A cette occasion Adalid Contreras a fortement insisté sur l'importance de la carte officielle pour la visualisation des infrastructures de la région. La CAN accorde de fait une grande importance à la structuration de son territoire car elle permet l'intégration et l'interpénétration des espaces, en particulier frontaliers. Dans ses discours le SGCAN valorise cette structuration comme une valeur héritée du passé inca commun à travers de nombreuses références au Qhapac Ñan. Elle souhaite être perçue comme l'héritière d'un mouvement millénaire initié à l'époque précoloniale et présenter les divisions territoriales comme arbitraires comme en témoignent les refrains entonnés dans certains spots de la campagne ou différents artistes affirment que les quatre pays « auront comme dans le passé un future sans frontières ». Dans ces spots des artistes de la région participent à la campagne dans le cadre de leur promotion par RadioCAN. Ils chantent en partie ou totalité ces paroles avant de conclure par le slogan de la campagne :

«Yo tengo bajito el pecho todo el paisaje andino, cuando los recorro siento,  
que son mío sus caminos. Nací compartiendo el cielo, selvas mares y

---

<sup>517</sup> Il est évident que l'échelle nationale ne disparaît pas, il s'agit "seulement" d'une rhétorique destinée à l'identification des populations et à la matérialisation de la citoyenneté, dans les faits, les gouvernements et la CAN continuent de privilégier l'essence d'une coopération intergouvernementale. De fait le maintien dans les différents éléments du discours de la séparation des pays tout en se référant aux concepts forts de nation, de communauté ou en gommant les frontières doit être perçu dans la lignée de « la nation de républiques » du projet de Simon Bolivar.

<sup>518</sup>RETAILLÉ, Denis, 1997. *Le monde du géographe*. Paris : Presses de Sciences Po.

montañas, ¿porqué de poner fronteras si la tierra nos hermana? Cuatros países andinos con sus nombres sus bandejas tendrán como en el pasado un futuro sin fronteras.”<sup>519</sup>

La rhétorique du territoire andin partagé, de son appropriation et du déplacement des frontières et ainsi clairement mise en évidence. Le SGCAN fonde la citoyenneté sur l'appartenance à un même territoire. Au-delà des symboles identitaires historiques et culturels que nous analysons dans la section précédente, la concentration de cette campagne autour de l'appropriation d'un territoire élargi a l'avantage d'asseoir la citoyenneté sur un élément tangible et donc à même de matérialiser l'appartenance commune tout en incluant dans l'imaginaire qui y est rattaché une certaine fluidité et diversité, éloignant ainsi la communauté de toute conception essentialiste ou réductrice. Au-delà de l'identification commune, la communauté politique repose sur un projet commun, et la citoyenneté se fonde donc des valeurs communes orientant ses actions.

*Vivir Bien : des valeurs pour la citoyenneté andine*

*« Tout d'abord, il n'y a pas de citoyenneté sans finalités, sans valeurs. [...] La citoyenneté ne saurait donc se décrire comme un ensemble de droits et d'obligations. Ceux-ci ne sont conférés comme prérogatives aux citoyens que dans la mesure où ils se sentent membres d'une communauté guidée par des valeurs partagées [...]. »*

*(LE PORS, 2011, p. 7-8).*

Autre registre de l'identification de la communauté Anicet Le Pors nous dit ainsi que la définition de valeurs est essentielle à la formation de la citoyenneté. Avec la reconnaissance des droits universels et une certaine mondialisation des valeurs dites occidentales, les valeurs de la citoyenneté tendent à se dissoudre dans un courant universaliste, floutant les frontières entre ce que peut avoir de particulier une citoyenneté restreinte à un cadre national ou macro-régional (LE PORS, 2011, p. 78-79). Comment trouver alors des valeurs identifiant l'ensemble de la région tout en la distinguant des autres régions du monde ? La CAN, dans son discours, entend se faire l'héritière des

---

<sup>519</sup> « J'ai dans le cœur, tout le paysage andin. Quand je les parcours je sens que ses chemins sont les miens. Je suis né en partageant le ciel, les forêts et les montagnes, pourquoi mettre des frontières si la terre fait de nous des frères ? Quatre pays andins, avec leurs noms et leurs drapeaux, auront comme par le passé un futur sans frontières » L'ensemble de ces spots peuvent être retrouvés à l'adresse suivante : <http://tvcan.comunidadandina.org/Video.aspx?cat=7>

valeurs millénaire de la région, promouvant le concept du *Vivir Bien* » fondé sur les notions de bien-être social, d’interculturalité et de préservation environnementale au sein d’un discours reliant ainsi les valeurs traditionnelles et modernes.

Au-delà de la revendication d’un glorieux passé précolombien traduit par une forte richesse archéologique et folklorique, la rhétorique andine s’est concentrée dans les dernières années sur la valorisation des savoirs ancestraux indigènes, à travers la récupération du concept de *Sumak Kawsay*. Inscrite dans un contexte global de valorisation de l’ethnique<sup>520</sup> comme alternative ou contreculture aux modes de vies occidentaux en crise, cette revendication d’une philosophie ancestrale andine est tout d’abord l’objet des politiques socialistes boliviennes et équatoriennes<sup>521</sup>. En effet, traduit respectivement par *Buen Vivir* et *Vivir Bien*, la notion de *Sumak Kawsay* ou de *Suma Qamaña* est élevée par les gouvernements de Rafael Correa et Evo Morales au rang des valeurs constitutionnelles. Ainsi la constitution équatorienne de 2008 entend construire « une nouvelle forme de cohabitation citoyenne, dans la diversité et dans l’harmonie avec la nature, pour atteindre le *Buen Vivir*, le *Sumak kawsay* »<sup>522</sup>, tandis que de son côté, l’article 8.1 de la constitution bolivienne de 2009 « assume et promeut comme principe éthico-moral de la société plurielle » divers principes philosophiques indigènes comme le *Suma Qamaña (Vivir Bien)* mais aussi le *Qhapaj ñan (camino o vida noble)* <sup>523</sup>. Au Pérou et en Colombie, le *Sumak Kawsay* trouve également un certain écho politique dans la société civile. Différentes associations revendiquent ce modèle sociétal alternatif à l’instar du Syndicat Andin des Organisations Andines (Coordinadora Andina de Organizaciones Andinas - CAOI) qui a notamment organisé en janvier 2010 au congrès de la république du Pérou un forum intitulé “*El Buen Vivir de los Pueblos Indígenas Andinos*”. Le concept fait

---

<sup>520</sup> C’est ainsi ce que note Jean Paul Sarrazin dans SARRAZIN, Jean Paul. Représentations et valorisation des cultures indigènes en Colombie contemporaine. *Visages d’Amérique Latine. Revue annuelle d’études ibéro-américaines*. 2006, n° 3. Institut d’Études Politiques de Paris (Sciences Po).

<sup>521</sup> Notons que cette « mode » de valorisation d’attributs indigènes au service des discours nationaux n’est pas sans rappeler les mouvements indigénistes du XXe siècle qui servirent à renforcer le discours de la nation autour d’une valorisation de l’héritage incaïque.

<sup>522</sup> Ce sont les termes du préambule de la constitution équatorienne qui prévoit également des chapitres sur les Droits et le régime du *Buen Vivir*. [http://www.asambleanacional.gov.ec/documentos/constitucion\\_de\\_bolsillo.pdf](http://www.asambleanacional.gov.ec/documentos/constitucion_de_bolsillo.pdf) Le concept est en effet au cœur du gouvernement de Rafael Correa qui comprend un secrétariat du *Buen Vivir* emmené par Freddy Elhers. On peut également parcourir à ce sujet les pages internet dédiées à la notion du gouvernement : <http://educacion.gob.ec/que-es-el-buen-vivir/> ou <http://www.buenvivir.gob.ec/inicio>

<sup>523</sup> La constitution bolivienne est disponible à cette adresse : [http://www.comunicacion.gob.bo/sites/default/files/docs/Nueva\\_Constitucion\\_Politica\\_del\\_Estado\\_Boliviano\\_0.pdf](http://www.comunicacion.gob.bo/sites/default/files/docs/Nueva_Constitucion_Politica_del_Estado_Boliviano_0.pdf)

également irruption dans la scène politique colombienne en 2013 dans le cadre des négociations avec les FARC réclamant des mesures garantissant le *Buen Vivir*<sup>524</sup>.

Emmenée par des secrétaires généraux Equatoriens et Boliviens entre 2007 et 2013, c'est tout naturellement que le *Sumak Kawsay* fait irruption dans la communication de la CAN. Sous-jacent au paradigme de l'intégration intégrale dont la formulation est entamée dès 2004, le concept de *Sumak Kawsay* est largement utilisé dans le discours de l'intégration andine à partir de 2007 et du sommet de Tarija<sup>525</sup>. Ainsi la Stratégie de communication de 2010 met en évidence le concept de *Buen Vivir* comme une valeur clé du discours à développer : « Contribuer à ce que le citoyen andin construise sa propre signification du *buen Vivir* et s'en approprie, sera transversal dans toutes les activités de communication » (SGDI 945). Dans les discours de Freddy Elhers ou d'Adalid Contreras, dans divers documents et publications<sup>526</sup> ou à travers des événements dédiés<sup>527</sup>, le *Buen Vivir*, synthétisant une valorisation des savoirs ancestraux indigènes, est mobilisé comme objectif fondamental de l'intégration andine qui y associe les thématiques de l'économie solidaire, des médecines naturelles et des cultures traditionnelles, de l'interculturalité et en particulier de l'écologie. De fait le *Vivir Bien* qu'Adalid Contreras qualifie de « proposition de vie sociale fraternelle et solidaire qui exprime la cohabitation communautaire avec interculturalité et en équilibre avec la nature » (CONTRERAS, 2009, p.8), est promu dans le discours andin à travers la valorisation d'une relation

---

<sup>524</sup> Las FARC exigen garantizar el « buen vivir y la justicia social » en Colombia. *El Universal* [en ligne]. Caracas, 21 août 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.eluniversal.com/internacional/130821/las-farc-exigen-garantizar-el-buen-vivir-y-la-justicia-social-en-colom>

<sup>525</sup> Il est ainsi précisé dans la déclaration de Tarija : « expresamos nuestro convencimiento de que es necesario desarrollar y profundizar el proceso de integración de la Comunidad Andina tomando en cuenta en forma más efectiva las visiones y enfoques de los países miembros, con el objetivo de lograr una unidad en la diversidad al servicio del vivir bien de nuestros pueblos y de la armonía con la naturaleza. Es necesario forjar una integración integral más equilibrada entre los aspectos sociales, culturales, económicos, ambientales y comerciales. » (CONSEJO PRESIDENCIAL ANDINO. *Declaración de Tarija* [en ligne]. CAN, 14 juin 2007. [Consulté le 14 mai 2013]. Disponible à l'adresse : [http://www.sice.oas.org/TPD/AND\\_EU/negotiations/Tarija\\_e.pdf](http://www.sice.oas.org/TPD/AND_EU/negotiations/Tarija_e.pdf))

<sup>526</sup> Le concept est repris dans les différents plans de travail à partir de 2008 ainsi que dans diverses publications : « somos comunidad andina » (SGCAN, 2009c) « Ruta Andina » ou encore le numéro 4 de la revue de l'intégration (CONTRERAS BASPINEIRO, 2009) sur les quarante ans de l'intégration andine.

<sup>527</sup> Foro « Buen Vivir y la inclusión social » organisé par l'ambassade d'Equateur en partenariat avec le SGCAN qui a accueilli en 2012 l'évènement dans ses locaux. Voir la vidéo : <http://tvcan.comunidadandina.org/Video.aspx?id=1352&title=foro-buen-vivir-y-la-inclusion-social> ou encore conférence du président du Conseil Andin des ministres des relations extérieures David Choquehuanca, « “Vivir Bien. Una filosofía de vida” co-organisée par le SGCAN en novembre 2015 (<https://soundcloud.com/comunidad-andina-can/conferencia-magistral-del-canciller-de-bolivia-vivir-bien-una-filosofia-de-vida>)

harmonieuse avec la nature<sup>528</sup> et s'accompagne d'un fort développement de la thématique environnementale dans la communication andine.

Le *Buen Vivir* apparaît comme un concept à tiroir dépeignant une philosophie de vie dont la définition embrasse l'être humain, ses activités et son environnement dans un cercle vertueux. Etudiant les différences et convergences entre la proposition du développement durable et ce « projet écosocialiste et cosmocentré » Lucie Sauvé et Isabel Orellana<sup>529</sup> notent que « Le *Vivir bien* adopte une vision holistique et intégrale de la vie, y compris du bien-être humain, qui est conçu comme une finalité légitime. Dans cette proposition, il est question de socialisme communautaire, de démocratie communautaire, où la nature est également « sujet de droit »<sup>530</sup>. Bio capacité, biodiversité, développement durable et harmonieux avec la nature, droits de la *Pachamama*, puissance environnementale... autant de mots clés de la communication andine des dernières années. De fait plus de 16% des publications du SGCAN<sup>531</sup> traitent de la thématique environnementale, la plupart d'entre elles ayant été éditées à partir de 2007 (24 publications sur un total de 29 publications recensées sur la thématique). L'augmentation de la préoccupation pour la préservation de l'environnement coïncide avec les débuts de la valorisation de l'Amazonie, dans la communication andine. On assiste en effet à une réappropriation de l'Amazonie, qui au-delà des statistiques et divers éléments graphiques valorisant le patrimoine amazonien<sup>532</sup> des pays andins dans les éléments communicationnels du SGCAN, culmine avec la campagne « Amazonia Nuestra » lancée le 28 septembre 2012. Le titre même de la campagne et son slogan « Un privilège qui nous

---

<sup>528</sup> Le volet social et culturel du Vivir Bien ne sont pas en reste, de nombreuses allusions au concept sont faites dans le cadre des politiques sociales développées dans le cadre du processus régional comme nous l'avons mentionné dans un précédent chapitre. Mais histoire, culture, société et environnement, tout est lié dans ce concept : ici encore dans le cadre de la valorisation du respect de l'environnement on retrouve la valorisation des pratiques des populations indigènes qui mène à leur prise en compte et à la préservation de leur « sagesse millénaire ».

<sup>529</sup> SAUVÉ, Lucie et ORELLANA, Isabel. Entre développement durable et vivre bien : repères pour un projet politico-pédagogique. *Éthique publique* [en ligne]. Mai 2014, Vol. 16, n° 1. [Consulté le 24 septembre 2016]. DOI 10.4000/ethiquepublique.1406

<sup>530</sup> Les droits de la terre mère ou Pacha Mama, inscrits dans les constitutions équatoriennes et boliviennes, et sont parfois également repris dans les discours de l'intégration comme par exemple dans le paragraphe « te escuchamos Madre Tierra » que signe Adalid Contreras dans la revue la « Comunidad Andina al Natural » ou des paroles de la chanson « En mi espejo estas tu » : « Somos la tierra, el mismo ser donde mama nos vio sembrar la madre tierra »

<sup>531</sup> Etude réalisée à partir des 181 publications recensées sur le site de la CAN pour la période 1997-2014

<sup>532</sup> Il est ainsi régulièrement mentionné que les pays andins hébergent un tiers de l'Amazonie, disposant ainsi de 10% des ressources hydriques et de 20% de la biodiversités mondiales et diverses photos des populations, de la faune et de la flore amazonienne sont également régulièrement utilisées.



touche »<sup>533</sup> fait écho à cette volonté de revendiquer l'Amazonie et est ouvertement relié au concept du *Vivir Bien* (Figure 21)

**Figure 21 : Visuel de la campagne Amazonia**



L'activisme de la CAN en faveur de l'Amazonie et de la protection environnementale de façon plus large, représente divers intérêts pour le processus régional. Outre le renouveau du langage identitaire à travers l'élargissement du concept d'andinité que nous identifions précédemment, la protection environnementale sert la définition de la citoyenneté andine. La valorisation des ressources écologiques des pays andins et la richesse et fierté qu'ils représentent contribuent à fonder la citoyenneté sur des valeurs communes. La protection de l'environnement est adressée comme une consigne (SGDI 945) au citoyen andin, il ne s'agit plus simplement de l'Être andin mais aussi de l'Agir andin. D'autre part, il s'agit également pour le processus de profiter de l'aura positive de l'Amazonie et de l'écologie, sorte de *green-washing*<sup>534</sup> de l'image de la Communauté Andine. Selon le latino baromètre de 2001, 72.2% de la population des quatre pays andins est en effet assez ou très préoccupée par les thématiques environnementales tandis que l'année précédente 78.8% d'entre eux considéraient que leurs pays ne pouvaient pas faire beaucoup pour l'environnement et nécessitaient l'appui

---

<sup>533</sup> « Un privilegio que nos toca »

<sup>534</sup> Il est fréquent en marketing de parler de *green-washing* pour caractériser les processus communicationnels d'institutions (sur)valorisant leur action en matière écologique à des fins de popularité.

d'organismes internationaux. Ainsi la CAN se rapproche des intérêts des populations et renforce sa légitimité en agissant dans un domaine populaire mais peu développé à l'échelle nationale.

Durant ce chapitre, l'étude de la communication développée par le SGCAN a montré que celle-ci paraît bien s'inscrire dans les objectifs que s'est fixé le SGCAN notamment sa stratégie de 2010<sup>535</sup>. À défaut de disposer des outils permettant mesurer l'impact du renouveau communicationnel opéré par le SGCAN ces dernières années et d'interroger le lien entre la communication mise en place et l'évolution de l'opinion publique, il s'agira dans le prochain chapitre de dresser un état des lieux du positionnement de la CAN et surtout de comprendre quelles sont les forces et faiblesses de la communication institutionnelle développée.

## Chapitre 6. De la portée de la communication andine

### 6.1. L'intégration et les populations

#### *Connaissance du processus : un état des lieux inquiétant*

Si la volonté d'établir un outil de mesure systématique de l'opinion publique sur le modèle de l'eurobaromètre dans l'intégration andine a régulièrement été annoncée, ces intentions sont restées lettre morte<sup>536</sup> et les seules sources dont l'on dispose sont certaines éditions du latino-baromètre<sup>537</sup> et quelques enquêtes sporadiques réalisées par la CAN. Force est ainsi de constater l'inexistence de sources fiables et exhaustives

---

<sup>535</sup> Si le discours paraît en accord avec les lignes stratégiques il l'est moins avec la réalité du processus. Il convient de garder en tête que nous étudions le contenu symbolique du discours andin, et ne prétendons pas y lire l'absolue représentation du processus régional et de ses actions.

<sup>536</sup> Des expériences de mesure d'opinion ont été réalisées par le Pacte Andin, tout d'abord auprès des secteurs entrepreneuriaux dans l'enquête « El sector productivo equatoriano dijo Si al proceso de integracion andino », puis auprès des groupes sociaux dans le cadre du programme PNUD/ILPES/CEPAL pour lequel Eugenio Ortega mena l'étude « Los grupos sociales y la marcha del Acuerdo de Cartagena » en 1973 avec des échantillons de population réduits. En 1991 l'enquête pilote « Opinion publica de Lima sobre la integracion andina » réalisée sur le modèle des eurobaromètres par l'entreprise Bits & Bytes auprès de 608 personnes sélectionnées de façon aléatoire, représente une source plus fiable mais n'a pas été suivie d'expériences réciproques dans les autres pays de la région. S'il fut question d'étendre l'expérience aux autres capitales, le manque de moyen et de volonté politique empêcha la réalisation d'enquêtes ultérieures.

<sup>537</sup> Les latino-baromètres des années 1996 à 1998 ; 2002 à 2007 et 2009 qui se sont intéressés à la connaissance et/ou à l'évaluation de l'intégration andine. (voir : <http://www.latinobarometro.org/lat.jsp>)

permettant de sonder l'opinion publique sur la CAN et son évolution dans le temps<sup>538</sup>. Pourtant si l'on dispose de peu d'outils et que ceux-ci font paraître des résultats en apparence très différents, le constat général d'une connaissance insuffisante du processus régional parmi les populations est sans équivoque.

Bien que l'on puisse déplorer que le processus andin ne soit jamais parvenu à mettre en place des enquêtes d'opinion périodiques, plusieurs enquêtes nous permettent, bien que leurs méthodes divergent, de profiler une tendance quant à la connaissance du processus par les populations. Les outils les plus récents à notre disposition sont d'une part, l'étude réalisée fin 2009 dans le cadre du projet SOCICAN et intitulée : "*Si la integración surgiera de los ciudadanos*" et d'autre part les réponses quant à la connaissance et l'évaluation des institutions internationales du latino-baromètre de 2009 intéressant la « Communauté Andine des Nations ». Réalisées à des dates proches,<sup>539</sup> les données de ces enquêtes devraient produire des résultats similaires toutefois c'est loin d'être le cas puisque les données de la CAN font mention de 58% d'enquêtés connaissant le processus contre 26% pour le latino-baromètre. L'origine de ce décalage doit être trouvée dans les différences de protocole des deux enquêtes notamment quant aux échantillons sélectionnés (Graphique 18).

Outre leurs tailles, les échantillons diffèrent quant aux lieux d'enquête et au niveau d'éducation des personnes interrogées puisque contrairement au latino-baromètre, l'étude de la CAN n'a été réalisée que dans les quatre capitales de la région et donc auprès d'une population urbaine avec un niveau d'éducation plus élevé, milieu dans lequel la connaissance du processus andin est plus forte mais qui, nous y reviendrons, est loin d'être représentatif de la région dans son ensemble. De fait, si l'on prend en considération le niveau d'éducation et la localisation géographique des enquêtés, force est de constater que ces résultats sont négatifs. A titre de comparaison notons que la même année, en

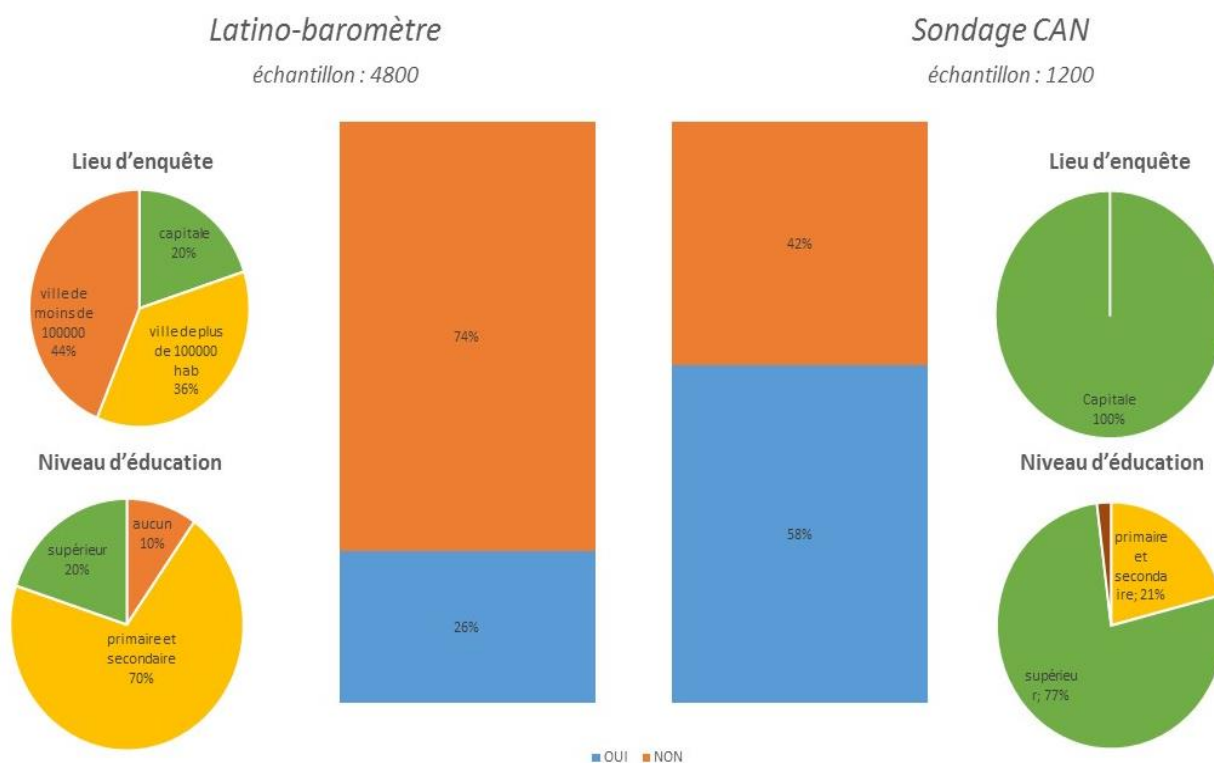
---

<sup>538</sup> Ainsi l'on note la taille réduite des échantillons utilisés par la CAN et leur manque de représentativité (enquêtes menées dans les capitales) et dans le cas du latino-baromètre, on regrette l'irrégularité des questions sur la connaissance du processus et le manque de rigueur dans leur formulation -biais de réponse mais aussi erreurs de dénomination du processus andin. Par ailleurs si par soucis d'actualisation nous avons utilisé les données fournies par l'outil d'analyse du latino-baromètre en 2016, nous avons noté de réelles incohérences par rapport aux données récoltées sur ce même outil quatre ans plus tôt, ce qui met également en doute la fiabilité de ces résultats.

<sup>539</sup> L'étude du latino-baromètre s'est déroulée entre le 21 septembre et le 26 octobre 2009 tandis que l'enquête de la CAN s'est déroulée du 28 août 2009 au 24 mars 2010

2009, 79% des Européens connaissaient la Commission Européenne<sup>540</sup> et que sans aller si loin, les résultats du latino-baromètre à la même question révèlent que 64.2% des populations interrogées cette même année dans les pays du cône sud connaissent le Mercosur.

**Graphique 18 : Connaissance de la CAN en 2009, comparaison des sources**



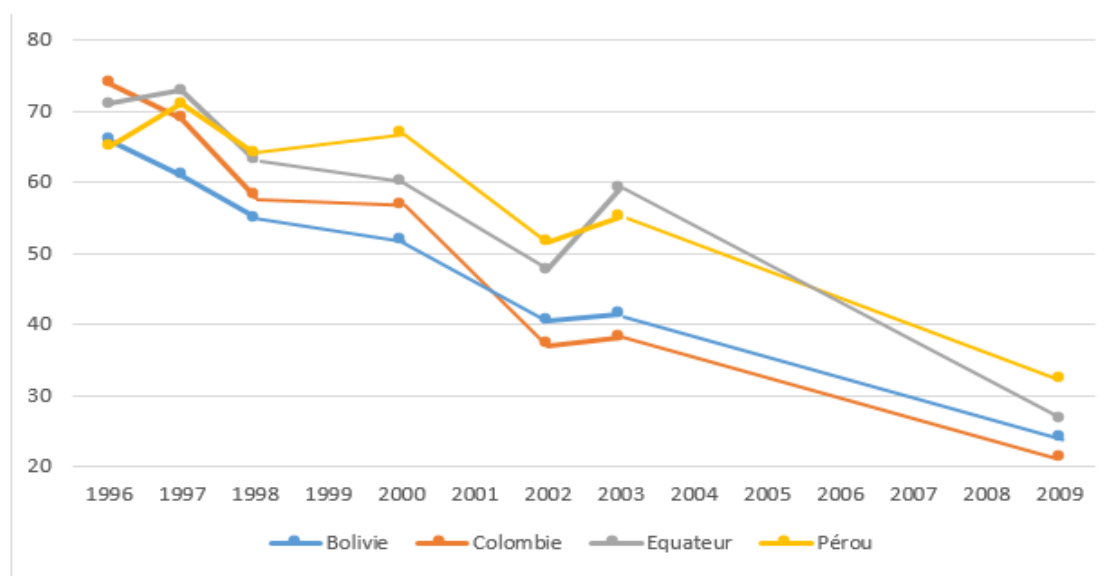
Source : élaboration propre

Le constat d'une très faible connaissance de l'existence du processus est ainsi sans appel et vient rejoindre les constatations que nous avons pu faire en diverses occasions lors de notre immersion dans la région andine. Bien au-delà d'une connaissance approximative du processus régional, nous avons dans de nombreux cas noté l'absence totale de signification pour notre interlocuteur des termes « Communauté Andine » ou leur attachement à tout autre chose. Ainsi, interrogées sur la signification de l'inscription « Communauté Andine » sur une réplique de passeport attachée à une poupée vendue sur

<sup>540</sup> Ils sont aujourd'hui 84%. Ces chiffres sont ceux de la connaissance de la commission européenne, fournis par les eurobaromètres de juin 2009 et novembre 2015 et disponible sur le site : <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/PublicOpinion/>

les marchés d'artisanat, différentes vendeuses nous donneront différentes justifications sans lien avec le processus d'intégration<sup>541</sup>. La confusion avec les communautés indigènes et la région des Andes est ainsi récurrente<sup>542</sup> et laisse entrevoir une faille communicationnelle majeure dans l'identification du processus régional sur laquelle nous reviendrons dans la deuxième partie de ce chapitre. Un autre élément que nous avons noté de façon régulière est la connaissance du processus régional sous son ancienne dénomination et non sous la nouvelle, cette tendance est à relier au déclin général de la connaissance du processus andin au fil des années. De fait une étude de la CAN révèle qu'en 1991 la connaissance du processus andin était alors supérieure, 72% des personnes interrogées déclarant connaître le Pacte Andin contre 58% connaissant la CAN en 2009, et vient confirmer la diminution du niveau de connaissance de la CAN observée dans les latino-baromètre entre 1996 et 2009.

**Graphique 19 : connaissance du processus andin d'intégration en pourcentage**



Source : élaboration propre à partir des données du latinobaromètre

<sup>541</sup> Réponses de 3 vendeuses à la question “¿qué significa ‘comunidad andina?’” : Boutique n°1 : « La comunidad andina es la parte alta de Perú, la parte en los Andes donde hay tribus, que acá es Lima la capital” Boutique n°2 : “son quienes la fabrican, es el nombre de la empresa” Boutique n° 3 : “es la comunidad donde se reúnen en el Cusco, porque ella es una cholita” Boutique n°4 : “es su pasaporte, es escrito como en el pasaporte peruano” – “¿Porque queda escrito en el pasaporte peruano entonces?” – “no sé, así lo dice y el de la muñeca es igualito”

<sup>542</sup> Notons encore à titre d'exemple la suggestion qui nous est faite d'apprendre le Quechua pour pouvoir mener nos recherches lorsque nous parlons de Communauté Andine avec un homme de la région d'Ayacucho ou encore celle d'aller dans les rues proposant des boutiques d'artisanat pour en savoir plus sur la Communauté Andine de la part d'un réceptionniste à La Paz.

La notoriété du processus régional apparaît en recul depuis les années 1990 avec une certaine rupture entre les enquêtes soumise de 1996 à 2000 et les trois suivantes. Cette rupture correspond à un changement dans la nature des questions correspondant à ces résultats. Ainsi d'une part il s'agit de réponses générales, étant uniquement demandé à la personne interrogée si elle connaissait le processus, tandis qu'à partir de 2002 il est demandé à la personne sondée d'émettre une opinion sur celui-ci. Apparaît ici que la simple mesure de la connaissance de l'existence du processus est un indicateur peu fiable en cela qu'il peut être soumis à une stratégie de la part de l'enquêté soit qu'il soit tenté de répondre de façon affirmative pour ne pas perdre la face, surtout quand le nom du processus figure parmi une liste d'institutions internationales importantes, soit qu'il préfère répondre de façon négative pour ne pas avoir à émettre une opinion sur une institution qu'il connaît mal.

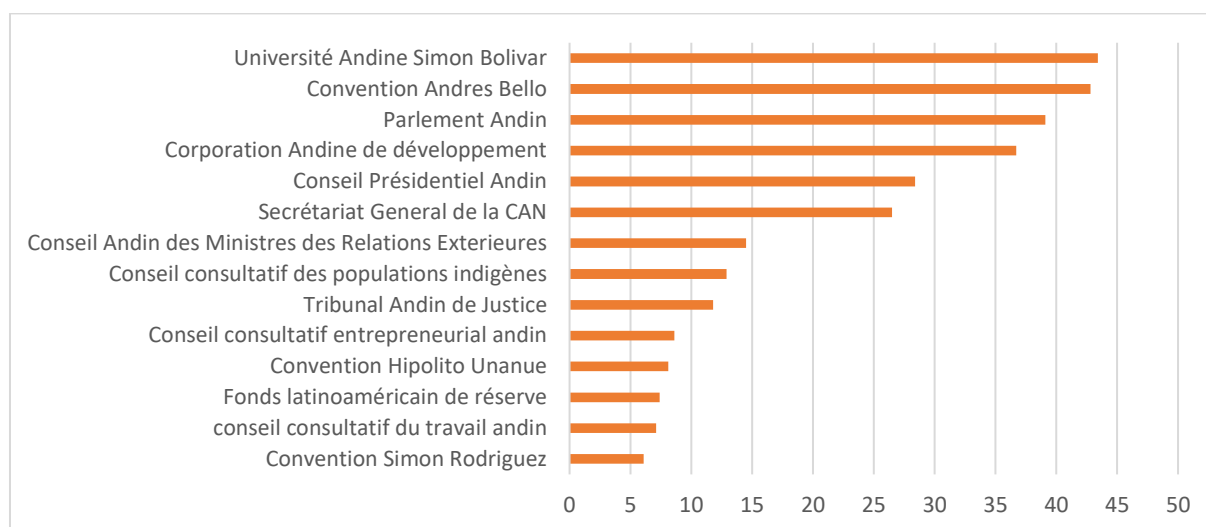
Ainsi l'étude d'autres indicateurs permet de mettre en évidence, au-delà de la faible connaissance de l'existence du processus andin, un bilan d'autant plus négatif lorsque l'on s'intéresse à sa connaissance réelle. Les données de l'enquête menée en 2009 par la CAN, malgré un échantillon plutôt bien positionné sur la connaissance de l'existence du processus, dressent un bilan accablant de la connaissance précise de l'intégration, de ses institutions et de ses bénéfices pour le citoyen. Ainsi des 58% ayant déclaré connaître la CAN moins du tiers (30.9%) parvient à en mentionner les pays membres<sup>543</sup>. Nous avons également remarqué lors de notre travail de terrain une certaine confusion sur les pays qui intègrent ou non la CAN, soit que nos interlocuteurs omettent certains pays membres, soit qu'ils citent certains pays n'en faisant pas ou plus partie. La confusion a souvent trait au Venezuela qui a quitté le processus en 2006 et au Chili parti en 1976 et étant devenu pays associé en 2006, ces pays ont souvent été inclus dans les pays membres par nos différents interlocuteurs dans la population ou dans les commentaires rencontrés sur les réseaux sociaux<sup>544</sup>. Le bilan sur la connaissance du fonctionnement du processus andin et de ses institutions est encore plus critique.

---

<sup>543</sup> Voir les constatations dressées par la CNR dans la stratégie de communication du projet SOCICAN : Coordinadora Nacional de Radios. *La comunicacion como dimension de la integracion andina. Estrategia de comunicacion del proyecto SOCICAN*. Lima : CNR, 2010. (Proyecto SOCICAN).

<sup>544</sup> Ainsi par exemple le 18/12/11, Xavier Maradones en commentaire sur une publication Facebook à propos de la campagne des droits demande « Oye se les olvido un país de un poco más al sur o no ? ». Notons qu'il y a eu

**Graphique 20 : Connaissance des institutions du SAI (SOCICAN, 2009)**



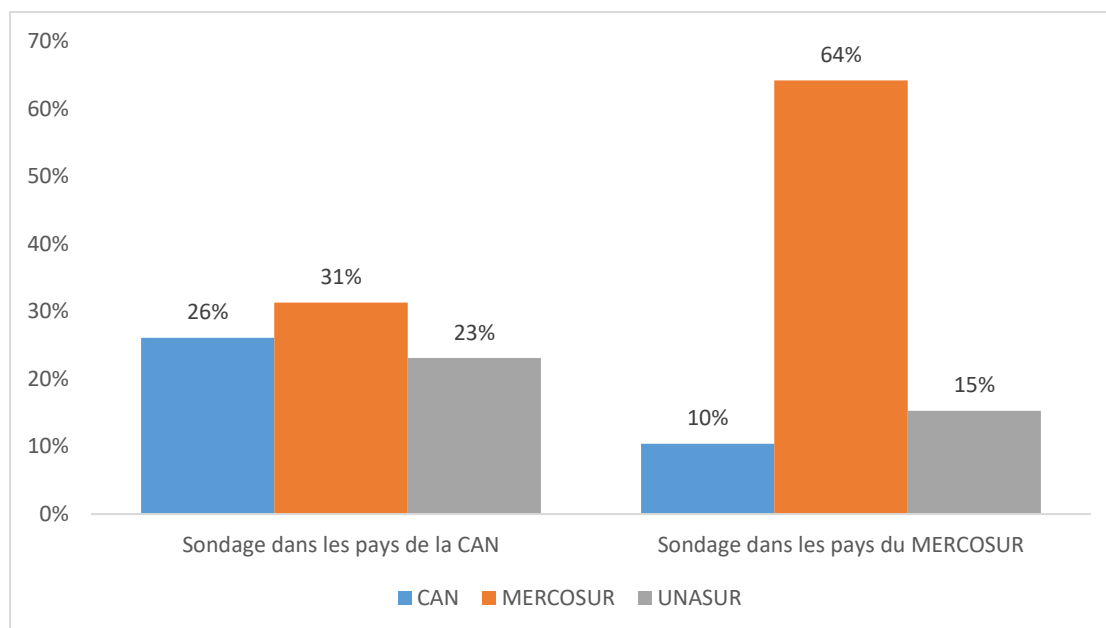
*Source : élaboration propre à partir des données SOCICAN*

Le Conseil Présidentiel Andin, organe suprême du processus, n'est connu que par 28.4% des personnes interrogées, le constat est à peu près identique pour le SGCAN, institution centrale de l'instrumentalisation et de la visibilisation du processus. Ainsi, en dehors du parlement andin, les institutions du SAI les plus connues sont les plus indépendantes et éloignées du processus andin : l'Université Andine qui figure comme une institution à part entière ainsi que le CAB et la CAF qui se sont élargies aux autres pays latino-américains. En fait la méconnaissance du processus régional andin ne s'inscrit pas dans une méconnaissance plus généralisée des institutions internationales ou d'un désintérêt pour l'intégration régionale en général.

---

également un certain amalgame médiatique sur le « retour du chili » dans le processus qui a pu contribuer à cette confusion.

**Graphique 21 : Connaissance des processus régionaux dans la région andine et dans le cône sud**



*Source : élaboration propre à partir des données du latinobaromètre*

Si l'on compare la connaissance des principaux processus régionaux sud-américains dans les pays de la CAN et dans les pays du Mercosur, on constate une meilleure connaissance des autres processus de la région dans les pays andins que dans les pays du cône sud (Graphique 21). En fait, les populations andines connaissent même moins le processus andin que le Mercosur puisque 31% d'entre elles déclarent connaître ce dernier. Par ailleurs, une large majorité de la population se déclare constamment en faveur de l'intégration régionale et en 2009, ils sont ainsi 90% à considérer l'intégration importante ou très importante (SGCAN, 2010e).

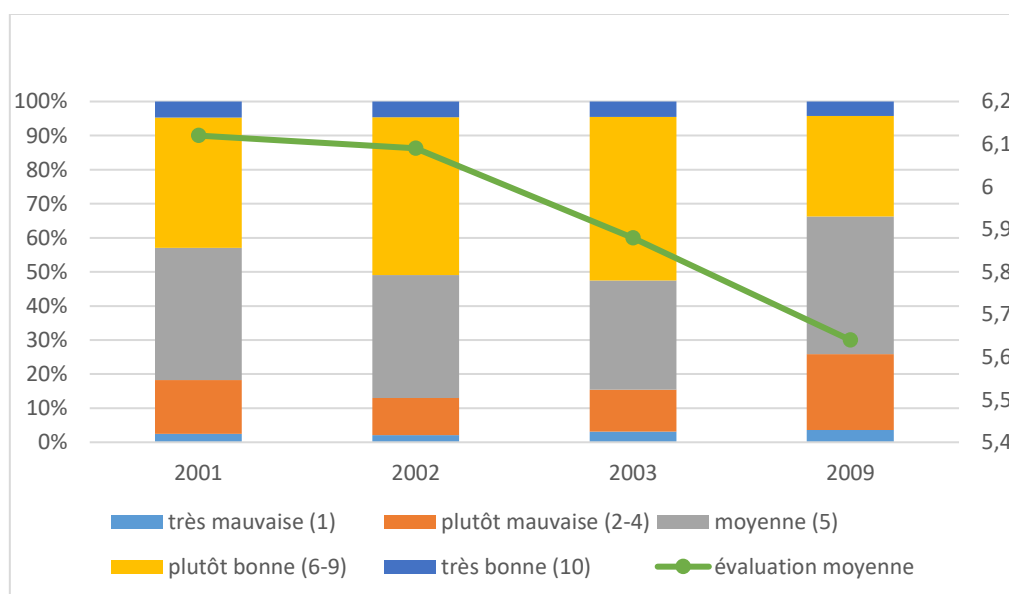
*L'absence des populations*

C'est bien d'un déficit d'information spécifique à l'intégration andine dont souffre la population de la région, l'intérêt pour l'intégration n'est pas en cause. Un tel manque d'information ne peut que porter préjudice à la CAN mais représente également un réel obstacle dans la formation d'une opinion publique sur le processus andin et dans la participation des populations à l'intégration.



Cette méconnaissance généralisée des activités de la CAN et de ses bénéficiaires met en danger la capacité des populations à se faire une opinion fondée sur la Communauté Andine et à participer dans le processus d'intégration. En 2003, alors que le latino baromètre demande aux personnes sondées d'évaluer l'intégration andine, plus de la moitié affirme ne pas connaître le processus tandis que près du quart d'entre elles déclarent ne pas avoir suffisamment d'informations pour opiner. Si cette possibilité de réponse a par la suite été supprimée<sup>545</sup>, on observe une plus grande propension des enquêtés à se retrancher derrière la note moyenne de 5 qui peut, au-delà de la volonté de nuancer une opinion, trahir une incapacité à former une opinion tranchée. De fait entre 2001 et 2009 l'évaluation moyenne du processus d'intégration est passée de 6.12 à 5.64 sur 10, la majorité se rangeant alors sur une note moyenne.

### Graphique 22 : Evaluation de l'intégration andine



Source : élaboration propre à partir des données du latinobaromètre

Artigas notait en 2006 que sans être informée, l'opinion majoritairement favorable à l'intégration économique latino-américaine dans la région reposait en grande partie sur

<sup>545</sup> Le fait que cette possibilité de réponse ait été supprimée par la suite a nécessairement contribué à augmenter la part des sondés déclarant ne pas connaître le processus en 2009.

l'intuition<sup>546</sup>. Comment en effet se faire une opinion sur quelque chose que l'on connaît mal si ce n'est de façon intuitive ou à partir de préjugés extérieurs ? La construction d'une réelle opinion publique sur l'intégration andine ne saurait se faire qu'à partir d'une évaluation de ses activités. Or, les populations ne connaissent pas suffisamment le processus andin, ses domaines d'action et les bénéfices obtenus pour le citoyen et 60% des citoyens interrogés en 2009 déclarent souhaiter recevoir plus d'information sur ces sujets. De fait l'étude révèle que la connaissance des principaux droits des citoyens andins reste dans l'ensemble plutôt faible.

**Tableau 12 : Connaissance des droits des citoyens andins (2009)**

Saviez-vous que...	Ne répond pas / ne sait pas		
	NON	OUI	
... l'on peut échanger des marchandises sans payer de droits de douane entre pays andins ?	50,2%	49,2%	0,7%
... l'on peut entrer dans un pays andin seulement avec sa pièce d'identité, sans avoir besoin de passeport ni visa en qualité de touriste ?	35,5%	63,8%	0,7%
... les étudiants de n'importe quel niveau scolaire ont le droit de continuer leurs études dans d'autres pays andins sans démarche ou revalidation ?	75,6%	23,7%	0,7%
... les citoyens qui décident de travailler dans n'importe quel autre pays andin ont le droit à un traitement national, c'est-à-dire recevoir les bénéfices de la sécurité sociale, la santé au travail et autres ?	75,2%	23,9%	0,9%

Source : SOCICAN

S'il apparaît que la liberté de circulation des personnes à des fins touristiques est connue par près de 64% des personnes interrogées, ces proportions baissent quant à la libre circulation des marchandises (49.2%) et encore plus concernant les droits encadrant les

<sup>546</sup> "Bien que l'opinion publique soit favorable à hauteur de 85% à l'intégration économique latino-américaine, il s'agit-là d'une perception qui repose en grande partie sur l'intuition car la connaissance de cette dynamique d'intégration n'est pas encouragée par les cursus académiques ni par les médias, source première d'une conscience régionale." (ARTIGAS, 2006, p. 66)

migrations étudiantes et de travailleurs. Ces normes communautaires sont applicables à l'ensemble des populations des pays membres et tendent à favoriser l'approfondissement naturel de l'intégration par la libre circulation des biens et des personnes sur le territoire andin. Leur méconnaissance est ainsi inquiétante d'une part pour la marche du processus régional mais aussi d'autre part du point de vue politique de la transparence et de la responsabilité des politiques communautaires devant les populations. A ce titre il est particulièrement inquiétant de noter que le Tribunal de Justice Andin, qui dispose d'un pouvoir supranational d'application directe affectant plus d'une centaine de millions de citoyens fait partie des institutions de la CAN les moins connues puisque à peine plus d'un dixième des personnes interrogées en 2009 déclaraient en connaître l'existence. Avec le TJA on constate la très faible connaissance des institutions andines concernant directement les populations, 6 à 13% des personnes interrogées déclarant connaître les conventions sociales et les conseils consultatifs. De la même façon si la connaissance du Parlement Andin est comparativement haute par rapport à celle des autres institutions du SAI (39.1%), elle paraît totalement insuffisante lorsque l'on considère que des élections directes sont organisées pour la désignation des représentants des populations au Parlement Andin<sup>547</sup>. Inconnu ou méconnu, le processus régional ne saurait mobiliser l'implication des populations, et dès lors, la légitimité du processus et de ses instruments consultatifs est remise en question.

Le Parlement Andin, s'il ne dispose pas de réels pouvoirs supranationaux, est le seul mode de représentation politique élu des populations andines. Créé le 25 octobre 1979 le parlement andin, qui entre effectivement en vigueur en 1984, est composé à son origine de cinq représentants pour chaque pays membre désignés par les congrès de ces derniers parmi les parlementaires nationaux. En avril 1997, durant la IX réunion du Conseil Présidentiel Andin à Sucre (Bolivie), un protocole additionnel prévoit l'élection de ces représentants au suffrage universel direct. Il est dès lors prévu que les pays membres ratifient ce protocole et organisent ces élections en accord avec leurs législations nationales et en même temps que des élections générales. Le Venezuela, aujourd'hui retiré

---

<sup>547</sup> Notons qu'en février 2016 au Pérou alors que se déroulent les élections générales, l'institut de sondage d'opinion IPSOS révèle ainsi que 56% des personnes interrogées affirme connaître ou avoir entendu parlé du Parlement Andin alors qu'il s'agit d'une période de visibilité maximum pour l'institution (médias, partis politiques, affiches...). De plus, de ces 56%, près de la moitié (44%) ne dit ne pas savoir que des élections pour le parlement andin sont aussi organisées cette année.

de la CAN est le premier pays à se mettre en conformité avec ces modifications et convoque des élections de parlementaires andins dès 1998 (renouvelées en 2000 et 2005), suivi par l'Equateur en 2002 (puis en 2009 et 2013), le Pérou en 2006 (puis en 2011 et 2016), puis la Colombie en 2010 (et 2014)<sup>548</sup>. Au moyen des sites officiels des gouvernements andins, nous avons pu lorsqu'elles étaient disponibles<sup>549</sup>, compiler les informations concernant les élections de parlementaires andins en Colombie, en Equateur et au Pérou. Avant de procéder à une quelconque lecture de ces résultats, nous tenons pour important de prêter attention aux systèmes électoraux des pays membres qui prévoient ou non l'obligation de suffrage. La pratique du vote obligatoire est en effet largement répandue en Amérique latine suite au processus de démocratisation intervenu dans la région durant la première moitié du XXe siècle<sup>550</sup> où il s'agissait de garantir la participation électorale pour assurer une plus grande représentativité des partis politiques. Les pays andins ne font pas exception ou presque, puisque la Colombie (tout comme le Nicaragua) n'a jamais connu une telle pratique électorale. Les constitutions des trois autres pays membres de la CAN (articles 219, 33 et 65 des constitutions respectives de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou) prévoient quant à elles que le suffrage est obligatoire, sous peine d'amende<sup>551</sup>. Cette différence entre les systèmes électoraux de la Colombie d'une part, et de l'Equateur et du Pérou d'autre part, permet de comprendre les différences substantielles de taux d'abstention entre ceux-ci. En effet, le cadre ci-dessous présentant les résultats que nous avons pu compiler, montre clairement des taux de participation générale élevés en Equateur (76.5 – 81.08 %) et au Pérou (88.7 – 83.7 %), tandis que ceux-ci sont nettement plus bas en Colombie (49.46 – 43.53 %).

---

<sup>548</sup> La Bolivie n'a à ce jour, en effet, pas convoqué de telles élections et respecté la date limite initialement établie à 2005

<sup>549</sup> Nous ne disposons pas de ressources officielles pour les élections organisées en Equateur en 2002 et 2009.

<sup>550</sup> Et poursuivie dans les années 50 par l'obtention du droit de vote pour les femmes puis son extension aux analphabètes et mineurs de 21 ans dans les années 1970.

<sup>551</sup> Des dispenses sont toutefois prévues, pour les personnes âgées de plus de 70 ans au Pérou et en Bolivie, de plus de 65 ans en Equateur, ainsi que pour les analphabètes en Equateur et au Pérou.

**Tableau 13 : participation aux élections nationales et régionales. Colombie, Equateur, Pérou**

	Electeurs	Participation	Parlement Andin		Présidentielles	Législatives
			NULS	BLANCS	VALIDES	VALIDES
Pérou 2006	16,494,906	88.706%	13.405%	28.261%	83.894%	73.528%
Pérou 2011	19,949,915	83.708%	13.236 %	26.056 %	87.653 %	76.874%
Pérou 2016	22,901,954	81.88%	20.57%	25.65%	81.88%	65.03%
Equateur 2002	8,154,425				86.34%	
Equateur 2009	10,529,765	76.5%	26.7%	6.2%	87.01 -	
Equateur 2013	11,675,441	81.08%	9.17%	15.19%	90.88%	80.88%
Colombie 2010	29852099	49.46%	6.22%	37.03%	98.31%	43.60%
Colombie 2014	32,835,856	43.53%	5.01%	63.62%	X	83.73%

Source : élaboration propre

En ce qui concerne le comportement électoral vis-à-vis des parlementaires andins, les situations sont également contrastées, cette fois du fait de la comptabilisation du vote blanc en Colombie et au Pérou comme « une expression politique de dissentiment, d'abstention ou de non-conformité, avec des conséquences politiques »<sup>552</sup>. Ainsi en Equateur, la part des votants n'attribuant pas leur voix à l'élection des parlementaires andins est bien plus faible que dans les deux autres pays où la proportion atteint des chiffres record et manifeste clairement le déphasage entre la population et l'intégration andine à l'image des élections de 2014 en Colombie où, votes blancs et nuls confondus, 68.63% de votants n'ont donné leur voix à aucun candidat. En dehors de ces différences majeures liées aux traditions politiques des pays andins, nous constatons d'une façon générale, en dépit du caractère obligatoire du vote et d'une information importante en période électorale<sup>553</sup>, que l'implication des populations est moins forte pour les élections andines que pour les élections présidentielles et législatives nationales. Au manque d'information caractérisé que nous avons constaté, s'ajoute ici un désintérêt pour le

<sup>552</sup> “una expresión política de disentimiento, abstención o inconformidad, con efectos políticos” sentence C-490 de 2011 de la Cour constitutionnelle de Colombie

<sup>553</sup> Au-delà des actions de communication institutionnelle menées par la CAN ou le parlement Andin, la visibilité de l'institution est bien plus forte en période électorale dans les médias qui relaient les informations politiques et à travers les différentes campagnes organisées par les candidats. Notons pour exemple lors de élections péruviennes de 2016 le spot publicitaire du PPK qui surfe sur la méconnaissance du processus régional et la diffusion des droits des citoyens comme résultats de l'action du Parlement Andin. (Spot en deux parties : <https://www.youtube.com/watch?v=G8Xflcz7JgY> et <https://www.youtube.com/watch?v=9PSLZ8bP2eM>)

processus andin et en particulier pour le parlement, organe aux pouvoirs limités et jugé inutile et coûteux par les médias<sup>554</sup> et les gouvernements<sup>555</sup>. Le fait est que le pouvoir de représentation du Parlement Andin est inexistant tout comme sa légitimité étant donné le fort désintérêt qu'il suscite. Au-delà de l'absence des populations c'est donc ici le manque de volonté politique pour l'approfondissement du processus andin qui est en cause. C'est ce que note également Camilo Mancera, coordinateur juridique de la mission d'observation électorale (MOE) qui souligne aussi le manque de légitimité du parlement et d'une façon plus générale le manque de connaissance de l'intégration andine par les populations.

C'est à partir de cet état des lieux critique de la relation entre l'intégration andine et les populations que le SGCAN a développé sa nouvelle stratégie de communication. Face à une situation si accablante l'objectif de promouvoir une identité et une citoyenneté andine paraît aussi nécessaire que téméraire d'autant plus que le SGCAN ne dispose pas d'outil de mesure systématique de l'opinion publique qui lui permettrait d'évaluer l'influence de la communication mise en place. Instrument de sondage d'opinion ou non, c'est sur le temps long qu'évoluent ces perceptions et, le rôle de la communication, s'il est crucial, est difficilement quantifiable et donc mesurable. Pourtant, d'un point de vue strictement communicationnel et sans prétendre évaluer un quelconque impact identitaire et politique, nous remarquons certaines tendances positives participant d'un rapprochement avec les populations.

### *Des évolutions encourageantes sur le web*

Les outils de communication internet sont, nous l'avons vu, au centre de la stratégie de communication du SGCAN, ciblant en priorité un public assez jeune, secteur de la population connaissant le moins l'intégration d'après les latino-baromètres et représentant un enjeu essentiel pour l'avenir du processus. Cette stratégie a porté

---

<sup>554</sup> Voir : 9 listas para el Parlamento Andino, un organismo con escasa relevancia. *El Comercio* [en ligne]. Quito, 15 janvier 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.elcomercio.com/actualidad/politica/listas-parlamento-andino-organismo-escasa.html#end> publié à l'occasion des élections de 2013 en Equateur

<sup>555</sup> Le 19 septembre 2013, les chanceliers andins annonçaient à travers la décision 792 la cessation du parlement andin. Comme raison de cette décision, sont invoqués les coûts que représente l'institution ou encore le doublon existant avec l'appartenance à l'Unasur. Pourtant trois ans plus tard le parlement est toujours en place et le Pérou vient d'y élire cinq nouveaux représentants.

quelques fruits, la diversification des plateformes internet en particulier avec l'utilisation des réseaux sociaux d'une part et celle des contenus publiés d'autre part, orientant davantage la communication de la CAN vers les populations, ont en effet contribué à l'augmentation des publics atteints et surtout à l'établissement de situations de communication dialogiques très positives.

Placé dès 1997 au centre de son dispositif communicationnel, le site web de la CAN n'a eu de cesse nous l'avons vu, de se renouveler dans sa forme et dans son contenu ce qui a permis d'attirer davantage de visiteurs. D'après les chiffres fournis par le SGCAN, la fréquentation du site internet serait passée de 14000 à 65000 visites mensuelles entre 2002 et 2008<sup>556</sup> et aurait donc quadruplé en cinq ans ce qui semble être le résultat du fort dynamisme déployé dans la rénovation et l'approfondissement du site internet dans la seconde moitié des années 2000. Toutefois nous ne disposons pas de suffisamment de données pour affirmer cette relation de causalité ni même confirmer ces chiffres.<sup>557</sup>

Nous disposons de davantage de données fiables quant à l'accueil de la présence de la CAN sur les réseaux sociaux et avons pu en particulier mesurer la progression de la pénétration de la CAN sur Facebook<sup>558</sup> et les résultats de la stratégie de communication employée sur le réseau social. Ainsi le compte institutionnel Facebook de la CAN connaît depuis sa création une constante augmentation du nombre d'inscrits expliquée en grande partie par la nature même des réseaux sociaux qui, par propagation naturelle, permettent une diffusion potentiellement massive<sup>559</sup>. De fait, la portée de la communication andine sur internet s'est accrue et, bien que la pénétration du processus andin sur les réseaux sociaux reste modeste comparativement à celle de l'Union Européenne<sup>560</sup> qui lui est

---

<sup>556</sup> Ces chiffres sont respectivement présentés dans SGCAN, 2002 et dans SGDI889. Notons également les fréquentations annoncées pour TVCAN et RadioCAN en 2011 de respectivement 285.224 et 183 876 visites sur l'année.

<sup>557</sup> Concernant la fréquentation de la page internet de la CAN, nous ne disposons que des chiffres présentés par le SGCAN variant d'une publication à l'autre ou ayant laissé apparaître des incohérences sont loin d'être exhaustifs, objectifs, comparables ou même vérifiables.

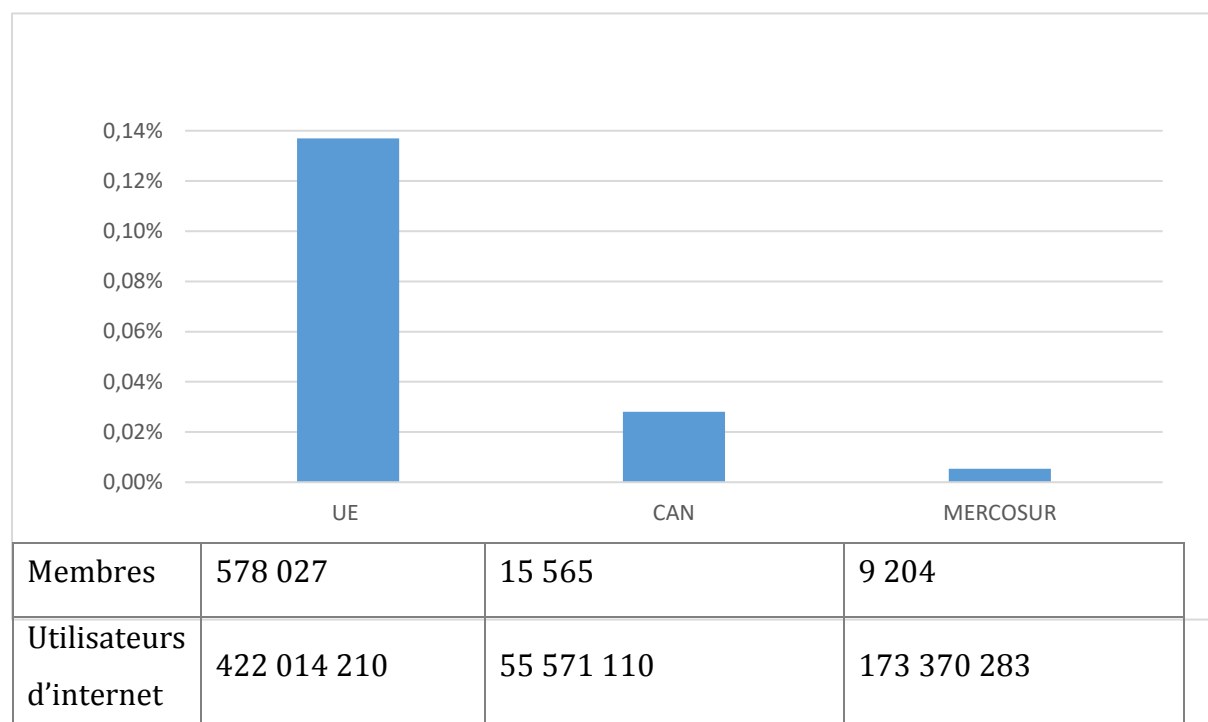
<sup>558</sup> Cette analyse se base ainsi sur différents relevés réalisés par nos soins et des données communiquées par la responsable de la communication du SGCAN entre 2008 et 2013, Karla Páez.

<sup>559</sup> Le premier réseau social créé, sixdegrees, tirait son concept -et son nom- de la théorie popularisée par Frigyes Karinthy en 1929 selon laquelle « le monde n'est pas si grand et tout individu est potentiellement relié à un autre par un maximum de six relations intermédiaires » (DUPIN, 2010, p91)

<sup>560</sup> Pourtant en 2011 nous notions alors que la proportion d'inscrits sur les comptes Facebook institutionnels de la CAN et de la Commission Européenne étaient semblables (0.02% de la population connectée), tandis que le Facebook ciudadanos CAN en représentait le triple. Ceci est explicable d'une part par le fort dynamisme et avant-

presque cinq fois supérieure sur Facebook, la CAN est plutôt bien placée en Amérique latine affichant un taux de pénétration sur ce même réseau social plus de cinq fois supérieur à celui du Mercosur.

**Graphique 23: Pénétration sur Facebook en 2015 : UE, CAN, Mercosur** <sup>561</sup>



Source : élaboration propre à partir des données disponibles (voir infra)

Par ailleurs, si le compte institutionnel est suivi par six fois plus d'utilisateurs de Facebook aujourd'hui qu'en 2011, de son côté le compte Facebook Ciudadanos CAN créé à l'occasion de la campagne sur les droits des citoyens et aujourd'hui supprimé connaît jusqu'en 2013 une augmentation exponentielle générée par la stratégie de communication employée et

---

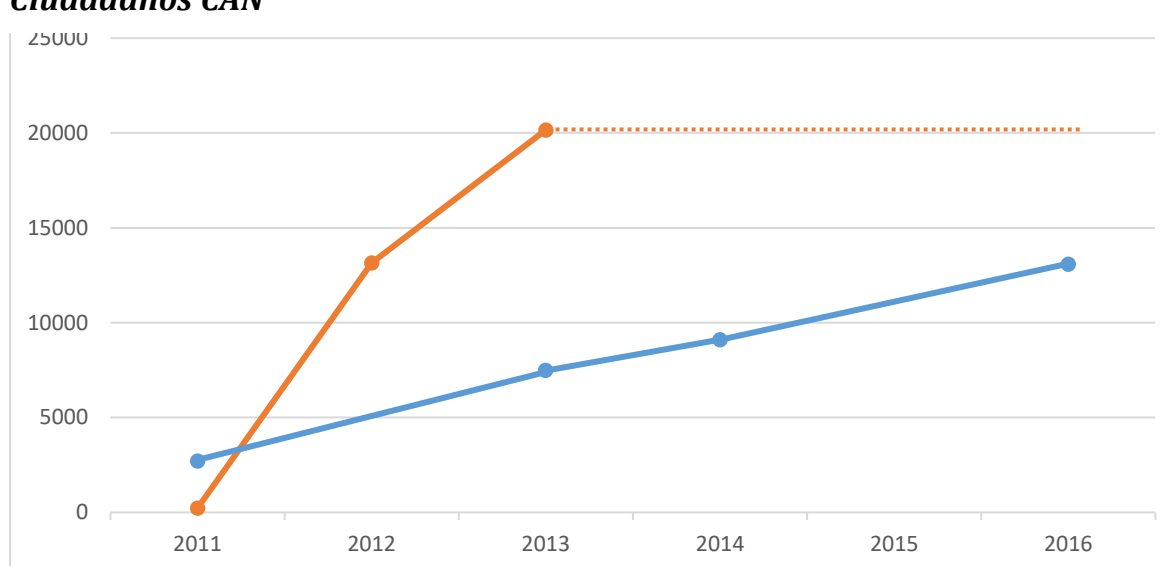
gardisme initial de la CAN qui n'a pas été poursuivi alors que la réingénierie paralysait le processus communicationnel et d'autre part par la relative inertie de la commission européenne sur les réseaux sociaux.

<sup>561</sup> Pour réaliser une comparaison pertinente du positionnement de la CAN sur les réseaux sociaux il convient de prendre en compte les différences majeures en termes de population connectée pour chacun de ces blocs régionaux, la CAN comptant en 2015, 3 fois moins d'utilisateurs d'internet que le Mercosur et près de 8 fois moins que l'Union Européenne. Cette comparaison se base d'une part pour l'Union Européenne sur les statistiques officielles (<http://ec.europa.eu/eurostat/>) et d'autre part pour la CAN et le Mercosur (Nous n'avons pas pris en compte la Bolivie toujours en cours d'adhésion au moment où ce chapitre est rédigé) qui ne disposent pas d'outils statistique si complet, sur la synthèse de données disponible à l'adresse suivante : <http://www.exitoelexportador.com/stats2.htm#sur> .)



en particulier par la mobilisation des utilisateurs autour de trois concours successifs ayant favorisé des vagues d'inscrits.

**Graphique 24: Evolution des likes des comptes Facebook institutionnel et Ciudadanos CAN**



Source : élaboration propre à partir de relevés périodiques

Si nous ne pouvons pas parler de participation massive<sup>562</sup>, l'organisation de ces concours s'est avérée être une stratégie payante puisque le compte de la campagne dépasse le compte institutionnel en deux semaines.<sup>563</sup> Le nombre de fans de la page Facebook CiudadanosCAN est ainsi passé en à peine deux mois de 230 à 13153.

**Tableau 14: impact du concours ciudadanos CAN sur la page Facebook**

Date du relevé	Nombre de Fans
02/10/2011 (avant la campagne)	230
13/10/2011 (après le 1 <sup>er</sup> concours)	6421

Source : élaboration propre à partir des données fournies par Karla Paez- ANNEXE 14

<sup>562</sup> L'objectif du premier concours était d'augmenter le nombre de Fans de la Page Facebook dédiée. Ainsi 180 photos ont été envoyées afin de participer à ce concours permettant de gagner un iPod. Le deuxième concours visait quant à lui à diffuser le spot de la campagne et afin de gagner un ordinateur portable, 789 personnes ont partagé la vidéo promotionnelle. Enfin, le dernier concours qui visait à diffuser plus largement les droits des citoyens andins a vu la participation de 216 personnes ayant proposé une phrase définissant les droits andins afin de remporter un Ipad2.

<sup>563</sup> Celui-ci n'a pas encore (au 23/04/2016) atteint le nombre de fans dont disposait le compte dédié aux citoyens fin 2011.

25/11/2011 (après le 2 <sup>nd</sup> concours)	9855
09/12/2011 (après le 3 <sup>ème</sup> concours)	13153

Ainsi le 9 décembre 2011, Karla Páez dressait le portrait d'un compte Facebook très actif fort de 678.503 vues mensuelles, 48,418 commentaires, 16,632 utilisateurs actifs par mois, et 2,451 personnes partageant alors le contenu de la page. L'utilisation de concours afin de recruter des membres dans sa communauté est une stratégie qui court le risque de gonfler artificiellement les chiffres aux dépens d'une interaction pertinente et durable<sup>564</sup>, toutefois la CAN n'est pas tombée dans cet écueil. Ainsi la période de recrutement par concours n'a pas été suivi d'une fuite massive de membres une fois ceux-ci passés et de fait, si l'augmentation du nombre d'inscrit a ralenti l'année suivante, elle s'est tout de même poursuivie et à un rythme plus soutenu que le compte institutionnel. En fait, outre ces considérations quantitatives, nous avons pu remarquer la mise en place d'un dialogue assez positif.

La communication sur les réseaux sociaux ne saurait répondre à des objectifs purement diffusionnistes, par essence ces plateformes répondent à une logique d'échange et de participation. Il s'agit d'établir une réelle interaction avec les membres, celle-ci ne saurait s'établir sur un langage formel et institutionnel nous rappellent Thierry Libaert et Karine Johannes : « une organisation intégrant les médias sociaux dans sa stratégie de communication ne doit donc pas se limiter à une logique d'image ou de réputation, mais réellement d'identité » (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p121). Ainsi au-delà de la diversification des supports, la communication a, dans le cadre de l'intégration intégrale, promu un plus grand nombre de thématiques socio-culturelles afin de se rapprocher des intérêts des populations. Cette stratégie a été accueillie de façon tout à fait positive sur les réseaux sociaux comme le montre à nouveau l'exemple de la présence de la CAN sur Facebook. A travers l'étude de 249 commentaires<sup>565</sup> laissés en 2010 et 2011 sur le compte institutionnel de la CAN sur le réseau social, nous avons pu observer une augmentation

---

<sup>564</sup> C'est ce que notent Thierry Libaert et Karine Johannes qui critiquent ainsi « l'impatience de produire des résultats concrets sur une courte période » et affirment que le recrutement « se fait dans le temps, et non sur l'instant » (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p 134)

<sup>565</sup> Relevé manuel des commentaires sur la période, réalisé en novembre 2014 et sujet aux variations qui ont pu avoir lieu (suppression de commentaires et/ou de comptes) avant cette date. Les commentaires laissés par le compte CAN lui-même n'ont pas été comptabilisés

du nombre de commentaires publiés par des tiers, révélant une plus grande implication et un plus grand intérêt des membres de la communauté de la CAN sur Facebook. L'étude de ces commentaires fait paraître une grande diversité de commentateurs puisqu'ils sont 136 – essentiellement de la région andine- à s'être ainsi impliqués durant cette période, la plupart d'entre eux n'ayant publié qu'un à deux messages (moyenne de 1.83 message par auteur) sur ces deux années et sur des sujets différents (236 sujets commentés pour 249 commentaires) ce qui montre une tendance globale au commentaire ponctuel en fonction du sujet de la publication. Une minorité de personnes se montrent pourtant plus engagées et commentent régulièrement au cours de la période et plus de 12% des sujets commentés alors ont donné lieu à des situations dialogiques impliquant la réponse de la CAN et/ou des autres membres de la communauté.

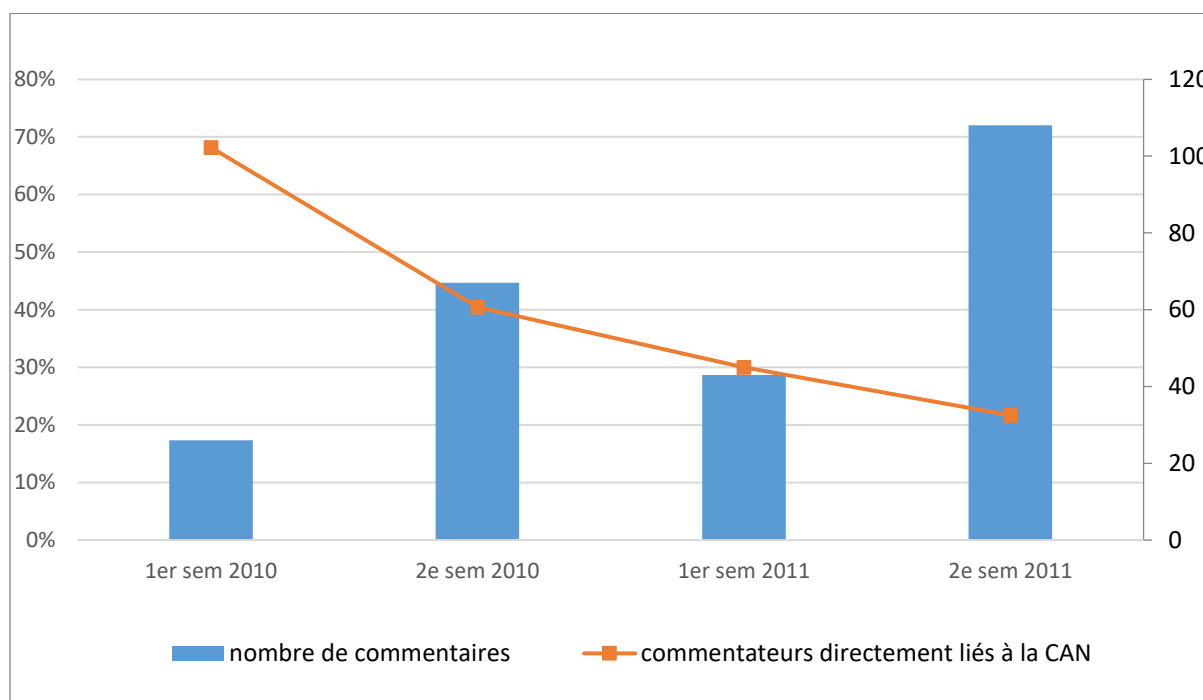
Une autre évolution notable et très positive dans l'étude de l'origine de ces commentaires révèle une tendance très nette à la prise de parole par des citoyens lambda. Ainsi d'après les données dont nous disposions<sup>566</sup>, nous avons pu établir que si, durant le premier semestre 2010 la majeure partie des commentateurs entretenaient des liens directs avec la CAN<sup>567</sup> (68% des commentaires laissés), cette proportion a considérablement décru au cours de ces deux années et ils ne représentent plus que 22% des commentaires laissés au second semestre 2011. Cet indicateur est très positif pour le processus de communication qui parvient alors à intéresser et à impliquer davantage les citoyens, objectif qu'elle s'était fixé.

---

<sup>566</sup> Nous avons croisé les données dont nous disposions : connaissance personnelle des effectifs de la CAN, liens d'amitié sur Facebook, informations publiques sur internet et les réseaux sociaux.

<sup>567</sup> Travaillant ou ayant travaillé pour la CAN, relations de 1<sup>er</sup> degré des employés ou encore liés à l'UASB

**Graphique 25 : Evolution des commentaires sur les réseaux sociaux**

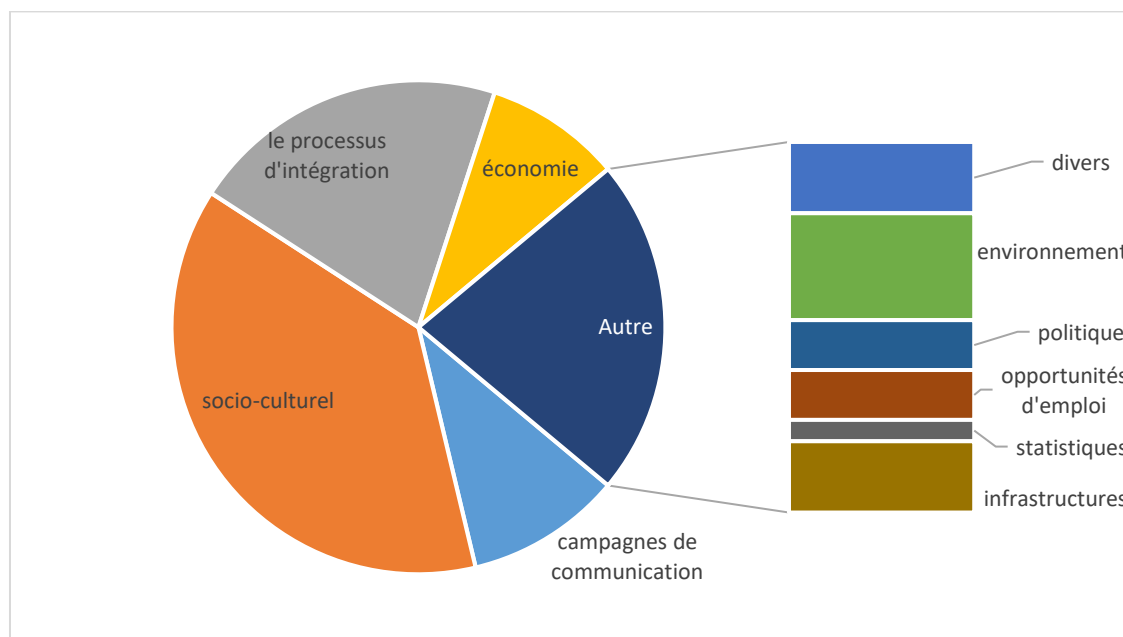


*Source : élaboration propre à partir de l'analyse du Facebook CAN*

Les publications les plus commentées sont celles qui traitent de thématiques socio-culturelles, de la marche du processus régional (réunions, résultats) et celles relevant de la promotion de l'intégration et de ses bénéfices (campagne des droits, chanson *En mi espejo estas tu*, photos *Somos CAN*). En termes de contenu, l'étude de ces commentaires révèle un accueil plutôt positif des publications en question et plus généralement de l'intégration<sup>568</sup> avec différents plaidoyers pour l'unité et réactions enthousiastes en particulier concernant les aspects culturels et la campagne des droits.

<sup>568</sup> Nous n'avons relevé sur la période que deux commentaires négatifs, l'un d'entre eux étant dirigé à l'administration Humala (président péruvien) et l'autre regrettant le manque de pouvoir du parlement andin.

**Graphique 26 : Thématique des publications commentées sur Facebook**



Source : élaboration propre à partir de l'analyse du Facebook CAN

Cette tendance sur Facebook s'inscrit dans une tendance générale de la réception de la communication du SGCAN et suit ainsi celle plus générale des publications les plus appréciées sur le réseau social et des vidéos les plus regardées sur la chaîne YouTube de la CAN. En effet, l'étude des publications des années 2010 à 2012 permet d'observer qu'à l'exception de la publication du 25/10/12 présentant la mise en place des guichets andins à l'aéroport de Lima qui se classe 4<sup>e</sup>, les 10 publications de la CAN les plus appréciées traitent de thématiques culturelles. L'orientation de la CAN vers un discours valorisant les aspects culturels de la région (17% des publications Facebook entre 2010 et 2012) que la création d'un site internet dédié à la culture<sup>569</sup> incarne tout particulièrement paraît là aussi être un choix stratégique positif.

La stratégie de communication de la CAN sur Facebook semble donc produire des résultats encourageants en associant le potentiel du réseau social en termes de diffusion et d'interaction au caractère mobilisateur d'un contenu plus proche des populations. Si ces tendances sont timides elles sont tout à fait positives et viennent conforter la stratégie

<sup>569</sup> Le site Culturandes qui a cessé ses activités en 2013.

de communication de la CAN qui entend s'adresser directement au citoyen. Toutefois au-delà de la question de la pénétration d'internet dans la région sur laquelle nous reviendrons dans la deuxième partie de ce chapitre, la communication en ligne connaît une autre limite : c'est le citoyen qui doit venir à l'intégration, et doit faire la démarche initiale de choisir de se connecter au site web ou de suivre le compte Facebook de la CAN. Face à cette faiblesse il convient de noter que le SGCAN est également sorti du virtuel afin d'aller à la rencontre des populations sur leur terrain à travers l'organisation d'actions de communication massive.

### *A la rencontre des citoyens*

Si l'inscription de la communication du SGCAN dans le web 2.0 révèle une réelle orientation vers l'interaction avec les populations, celle-ci ne saurait s'établir sans la volonté des populations de participer à cet échange. Cet intérêt naît de la conscientisation sur les enjeux et bénéfices de l'intégration régionale et de sa visibilisation dans l'espace public. Le SGCAN a entrepris diverses actions de communication qui en s'inscrivant dans le quotidien des citoyens entendent susciter leur intérêt. Différentes voies ont ainsi été empruntées afin d'atteindre les populations : apparition dans les médias généralistes et spécialisés, organisation d'évènements socio-culturels de grande envergure mais aussi utilisation de la renommée d'artistes musicaux à travers différentes activités de promotion de l'intégration. Ici encore, le SGCAN utilise la culture comme une porte d'entrée vers les populations.

Divers évènements de grande ampleur sont, nous l'avons dit, organisés par le SGCAN au début des années 2010. Diverses manifestations mettent en scène des expressions culturelles de la région et convoquent un large public. Ces évènements de grande ampleur en tête desquels nous pouvons citer le concert *Reflejos* organisé à Lima et les journées de participation citoyenne de Cochabamba et Guayaquil, au-delà de mettre en scène l'intégration sont également accompagnés d'une couverture médiatique renforcée participant à la diffusion du processus régional<sup>570</sup>. Il s'agit ainsi de pénétrer l'espace médiatique régional directement ou indirectement. La coproduction de la série

---

<sup>570</sup> Nous reviendrons au chapitre suivant sur l'importance des médias dans la diffusion de l'intégration ainsi que sur la relation qu'ils ont entretenue avec le processus andin.

*Andes Secretos* avec la fondation Albatros Media -et grâce au soutien de l'AECID- constitue une action de communication de forte projection. Non seulement la série de huit épisodes est diffusée à partir d'avril 2011 sur 106 chaînes TV de 26 pays latino-américains dont Canal N au Pérou et a reçu un accueil tout à fait positif, mais de plus elle a également été l'occasion d'expositions de photos dans des lieux publics très fréquentés tels que le parc de Miraflores ou le centre historique de Lima. Ainsi mécène de tels événements pas nécessairement liés à l'intégration régionale en elle-même, la CAN s'insère dans le quotidien des citoyens en développant des activités dans l'espace public ou en les invitant en diverses occasions à venir au sein de ses locaux, à se les approprier et symboliquement à se reconnaître dans le processus régional<sup>571</sup>. Il s'agit avant tout pour le SGCAN de se servir d'événements mobilisateurs afin d'attirer les populations et de faire de ces publics des relais dans la diffusion du processus régional. A ces fins, et en particulier pour attirer un public jeune, le SGCAN a développé toute une stratégie de communication autour des chanteurs et groupes musicaux de la région. Est ainsi organisé en 2010 et en 2011 un concours de chanson sur le site de RadioCAN avec de larges redirections depuis et vers les autres plateformes de communication de la CAN qui a totalisé 116.021 votes pour l'édition 2011<sup>572</sup>. Ces concours sont aussi l'occasion d'organiser des remises de prix en présence des artistes et de leurs fans au SGCAN et de tourner différentes vidéos pour TVCAN. L'utilisation de ces artistes par le service communication de la CAN s'avère fructueuse en termes de visibilité. Ainsi l'interview de Camilo Echeverry publiée en 2011 est la seule vidéo postérieure à 2008 qui soit dans le « top 10 » des vidéos les plus visionnées de la CAN sur YouTube<sup>573</sup> tandis que de la même façon nous remarquons parmi les publications les plus appréciées de la CAN sur Facebook celles qui mettent en scène des artistes. Ainsi la publication sur concernant la décoration des Kjarkas est 2<sup>nde</sup> en termes de « likes » et 1<sup>ère</sup> en termes de commentaires sur la période 2010-2012. Les

---

<sup>571</sup> C'est ainsi par exemple que le 13 décembre 2012, lors de la présentation du CD Saraguro édité l'ambassade d'Équateur au Pérou qui se déroule dans les locaux du SGCAN, Gabriela Flaconi, représentant le Secrétariat Général de la CAN reprend la métaphore de la maison en souhaitant la bienvenue au public et aux exposants dans les locaux du SGCAN « cette maison de l'intégration, c'est votre maison ».

<sup>572</sup> SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Auryn recibe premio a la Mejor Canción Internacional del 2011 de RadioCAN* [en ligne]. 3 juin 2012. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=3122&accion=detalle&cat=NP&title=auryn-recibe-premio-a-la-mejor-cancion-internacional-del-2011-de-radiocan>

<sup>573</sup> Pour le reste il s'agit pour la plupart de publication des vidéos du PTVA sur des thématiques culturelles, la première place revenant à un épisode de Nuestra América sur le Charango (instrument de musique bolivien).

personnes célèbres de la région provenant du secteur de la musique mais aussi dans une moindre mesure du sport ou de la littérature sont érigées en nouveaux héros régionaux de l'intégration andine. L'exemple le plus évident de cette ambition est l'utilisation de ces artistes afin de tourner des spots promotionnels pour l'intégration et les droits des citoyens à travers des couplets au contenu identitaire très affirmé.

La CAN a donc cherché à attirer les populations en allant les chercher sur leur terrain -géographique et affectif – à travers un certain dynamisme communicationnel qui trouve son point culminant en 2011, année de l'intégration sociale andine, alors que se conclut SOCICAN et que la campagne des droits des citoyens andins est lancée. Organisée dans le cadre de l'année andine de l'intégration sociale, la campagne sur les droits des citoyens andins est la plus vaste campagne de communication organisée par le SGCAN. Lancée tout d'abord sur Internet au moyen d'intrigues et de concours sur les réseaux sociaux<sup>574</sup> suscitant l'intérêt et impliquant les internautes dans la campagne, d'importants moyens de diffusion dans les médias et dans divers lieux publics ont été mis en œuvre. Ainsi, l'affiche et le spot de la campagne sont les pièces communicationnelles les plus diffusées grâce à des partenariats établis avec 95 entreprises et 945 points de diffusion dans les quatre pays andins (voir ANNEXE 14 : Document interne de présentation des résultats de la campagne de promotion des droits des citoyens andins). L'affiche était par exemple présente dans les quatre aéroports de la région ainsi que dans diverses institutions publiques (mairies, ministères, universités...) et privées (restaurants, compagnies de voyage, hôtels...).

---

<sup>574</sup> Outre la création du Facebook et du YouTube dédié à la Campagne, sur le site de la CAN une page est également dédiée à la présentation des droits des citoyens. Voir : [http://www.comunidadandina.org/derechos\\_ciudadanos/index.html](http://www.comunidadandina.org/derechos_ciudadanos/index.html)



**Figure 22 : la campagne des droits des citoyens à l'aéroport de Lima**



Source : SGCAN

Lancé le 27 octobre 2011 sur YouTube et récoltant en un peu plus d'un mois 14278 vues, le clip vidéo a connu une diffusion sans précédent pour l'intégration andine. Il est en effet diffusé sur 46 chaînes de télévision nationales, régionales, privées et universitaires sur des durées plus ou moins longue entre août 2011 et février 2012, pour une audience totale de 14 130 600 personnes estimée par semaine au plus fort de la campagne<sup>575</sup> grâce en particulier à la participation de chaînes telles que TV Peru, Ecuavisa, Bethel TV ou encore Bolivia TV. De la même façon, la participation d'entreprises de transport telles que Oltursa, Ormeno ou encore le Metropolitano de Medellín qui, en plus des affiches dans ses 32 stations et des spots radio dans son circuit fermé, a également réservé un encart à la campagne dans son journal gratuit 'Empresa Nuestro Metro' édité en 50 000 exemplaires, a été décisive pour la diffusion massive de la campagne. C'est donc une portée considérable qu'a atteint le processus d'intégration andin. Sans enquête d'opinion plus récente il paraît bien difficile de mesurer l'impact réel de cette campagne quant à la perception de l'intégration andine dans l'opinion publique mais en termes qualitatifs nos

---

<sup>575</sup> Ces données sont fournies par le SGCAN sur l'espace de remerciement des promoteurs de l'intégration sur leur site de la CAN : (<http://www.comunidadandina.org/agradecimientos.htm>)

entretiens et études des réactions sur les réseaux sociaux en particulier ont montré que les réactions à la campagne sont positives.

Autre expérience communicationnelle de grande envergure de l'intégration andine : le projet SOCICAN. Intégrant la communication au centre de ses préoccupations et travaillant en association avec la société civile, la portée du projet SOCICAN en matière de diffusion de l'intégration est de fait considérable : ce sont 549 pièces communicationnelles qui ont été développées et 327 événements thématiques organisés atteignant directement 75 mille personnes et un total de 20 millions de citoyens grâce à la large diffusion médiatique. D'un point de vue stratégique, le développement d'actions de communications aussi puissantes en termes de portée est bien sûr idéal pour développer la notoriété du processus régional et mener par conséquent à un plus grand intérêt des populations pour l'intégration. Toutefois il s'agit de méthodes coûteuses, que seuls les fonds de coopération ont permis de développer.

Le constat que nous dressions au début de ce chapitre est, nous l'avons vu, à attribuer à un déficit d'information sur le processus régional. Pourtant la CAN a régulièrement affirmé l'importance de la communication se plaçant en pionnière de sa prise en compte dans le cadre de l'intégration régionale et la reliant très tôt au nécessaire soutien des populations. Comment peut-on alors constater aujourd'hui que les populations n'ont pas été suffisamment informées ? Il s'agit ici de comprendre comment un certain nombre de faiblesses au cœur même du développement de la communication andine expliquent en partie cette situation.

## 6.2. Une communication peu convaincante ?

### *Dépendance vis-à-vis des subventions externes*

En 2002, la stratégie de communication se basait sur les travaux de Ind pour affirmer que le changement de réputation d'une organisation peut être rapide si un gros effort est fourni par l'organisation. (DEC 527) Cet effort suppose le développement intensif d'une communication publicitaire. Or les actions communicationnelles disposant d'une réelle portée sont coûteuses supposant une impression massive de supports de communications, l'achat d'espaces publicitaires dans les médias, la sous-traitance d'une

équipe de production pour des spots audiovisuels professionnels, de graphistes, d'agents de diffusion pour aller à la rencontre des populations... etc. Ayant progressivement augmenté jusque 1982, le budget communautaire a stagné dans une certaine instabilité au gré des crises et périodes de renouveau du processus. A partir de l'étude des documents budgétaires disponibles<sup>576</sup>, il apparaît que depuis 1999 le budget alloué à la communication sociale est inférieur à 100 000 dollars, ce qui est terriblement insuffisant pour développer des actions de communication d'envergure régionale. Ce manque de ressource pousse ainsi le service communication à privilégier des moyens peu coûteux ou disponibles<sup>577</sup>. De fait les expériences les plus notables de communication n'ont pu être menées que grâce au soutien financier des services de coopération extérieure desquels le service de communication est totalement dépendant à partir de 2006<sup>578</sup>.

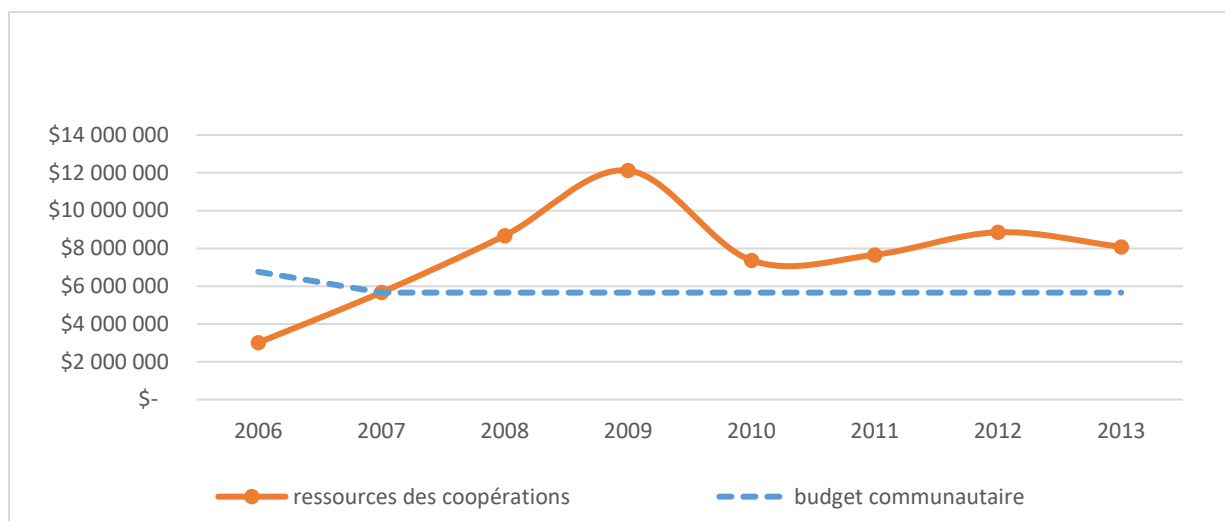
Fixe depuis 1999, le budget alloué par les pays membres au processus d'intégration revient, en accord avec le principe de prise en compte des asymétries de développement, à 628 000 dollars pour la Bolivie et l'Equateur d'une part et à 2 200 800 dollars pour la Colombie, le Pérou et jusque 2006 pour le Venezuela. La sortie du Venezuela de la CAN représente donc une forte coupe dans le budget du processus régional qui diminue de près de 30% pour un total désormais fixé à 5 659 200 dollars. Afin d'assurer le maintien des activités et programmes communautaires, le SGCAN se tourne alors vers les sources de financement externes et tisse divers accords de coopération.

---

<sup>576</sup> Notons d'un point de vue méthodologique que la ligne budgétaire « communication(s) » comprend également les dépenses liées aux télécommunications et que la part réservée aux activités de diffusion n'a pas nécessairement toujours été précisée dans les prévisions budgétaires, raison pour laquelle certaines données sont manquantes dans le graphique présenté. A partir du milieu des années 2000, une refonte du système comptable est entamée afin de présenter le budget par programme et ouvrant ainsi une ligne « communication et culture ».

<sup>577</sup> Il faut noter un certain activisme et une certaine inventivité dans le développement d'une communication institutionnelle sans disposer des moyens nécessaires (figuration du personnel de la CAN dans les clips...)

<sup>578</sup> C'est notamment ce que note Karla Páez en 2013 dans un rapport sur l'Etat du service de communication à la veille du départ d'Adalid Contreras. (SGCAN. *Linea de Base - 1. Estado de situación del Programa COMUNICACIÓN*. janvier 2013)

**Graphique 27 : Ressources des coopérations utilisées par la CAN entre 2006 et 2013**

Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN

Le volume des financements partenaires ont considérablement augmenté à partir de 2007, dépassant dès lors le montant du budget propre de la CAN. Représentant en moyenne 59% du budget total du processus entre 2007 et 2013, les ressources issues des programmes de coopération sont vitales pour les activités de la CAN. Les fonds européens ainsi que ceux de la coopération espagnole sont les principales sources de financement externes de la CAN. Si entre 2007 et 2013, le programme régional andin de l'AECID a subventionné la CAN à hauteur de 7 189 861 euros<sup>579</sup>, le Programme Indicatif Régional de l'Union Européenne pour la CAN approuvé en avril 2007 prévoit l'attribution de 50 millions d'euros sur cette période, soit 58% de plus que pour le plan précédent (2002-2006) qui atteignait 29 millions. Qui plus est, les fonds de la majorité des programmes budgétisés sur ce premier PIR sont finalement prorogés à la période suivante. Ainsi, le poids de ces accords de coopération articulés autour de lignes thématiques préétablies, est considérable et influe sur l'orientation stratégique de la CAN.

<sup>579</sup> Ce chiffre est celui que nous avons personnellement vérifié à partir des différents documents de coopération technique présents dans l'espace documentation du site de la CAN (SGCT 264, 311, 357 et 381) exprimés en euros. En effet les chiffres présentés par la publication de 2010 sur la coopération régionale dans la CAN présente pour l'AECID des montants en dollars différant de ceux présentés dans les différents rapports d'activité (SGDI 949 -958 -989). Ces incohérences sont certainement attribuables aux différences dans l'établissement du taux de change, dans la prise en compte des intérêts bancaires ainsi qu'à celles liées aux reports des précédents exercices, ou encore à la différence entre les montants attribués et ceux effectivement utilisés, le SGCAN, étant paradoxalement coutumier d'un retard dans l'utilisation des subventions ou d'une utilisation incomplète de celles-ci.

**Tableau 15 : programmes de financement européens 2007-2014**

<b>Programme</b>	<b>Statut</b>	<b>Budget</b>
Coopération UE-CAN en matière d'Assistance Technique Relative au Commerce*	Conclu en novembre 2007	4 000 000 €
Assistance Technique au processus d'imposition commune UE-CAN*	Conclu en aout 2007	950 000 €
Appui à la prévention de désastres dans la Communauté Andine – PREDECAN*	Conclu en décembre 2009	9 450 000 €
Coopération UE-CAN en matière de statistiques – ANDESTAD*	Conclu en avril 2010	5 000 000 €
Appui à la Communauté Andine dans le domaine des drogues synthétiques – DROSICAN*	Conclu en mai 2010	2 550 000 €
Coopération UE-CAN en action avec la Société Civile – SOCICAN*	Conclu en octobre 2010	4 100 000 €
Coopération UE-CAN pour l'assistance technique au commerce – FAT*	Conclu en juin 2011	3 050 000 €
Renforcement Institutionnel de l'Unité de Coopération du SGCAN – FORTICAN I	Conclu en janvier 2011	730 800 €
Appui à la cohésion économique et Sociale - CESCAN I	Conclu en novembre 2011	6 500 000 €
Integration Economique Regionale- INTERCAN	En cours (2014)	6 500 000 €
Programme Anti-Drogues Illicites -PRADICAN	En cours (2014)	2 097 600 €
Appui à la cohésion économique et Sociale - CESCAN II	En cours (2014)	6 500 000 €
Renforcement Institutionnel de l'Unité de Coopération du SGCAN – FORTICAN II	En cours (2014)	1 019 200 €
Intégration Régionale Participative - INPANDES	En souscription (au 20/08/2014)	3 200 000 €

\* Programmes initialement prévus dans le PIR 2002-2006

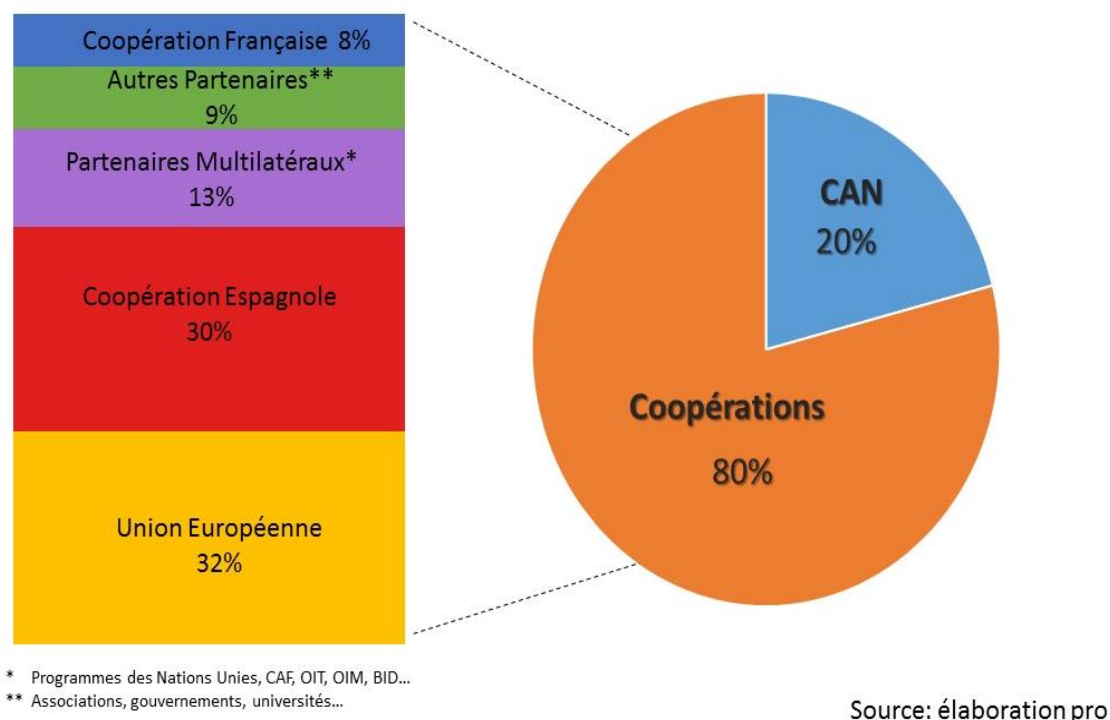
Source : SGCAN

Les thématiques sur lesquelles se fondent ces coopérations financières sont ainsi l'objet d'une orientation stratégique comme l'affirme le document présentant le PIR 2007-2013 qui s'articule autour de trois domaines : l'intégration économique, la lutte anti-drogue et la cohésion économique et sociale qui est remplacée lors de la seconde phase (2011-2014)

par la thématique de la protection environnementale. De son côté le Programme Régional Andin de l'AECID (PRA AECID-CAN) qui débute en juillet 2006 afin de « promouvoir l'amélioration du niveau de vie des habitants de la région, le renforcement des structures sociales et productives des communautés exclues de la région et la promotion de politiques publiques contribuant à l'insertion sociale» (SGDI 989), s'articule autour de six domaines d'action : gouvernabilité démocratique et renforcement des institutions, gestion durable de l'environnement, développement socio-productif depuis la vision territoriale, développement du secteur touristique, développement social dans le domaine du travail, génération d'opportunités pour le développement de la femme andine. Si les programmes subventionnés sont l'objet d'une élaboration conjointe, le poids des coopérations dans le budget communautaire et l'orientation thématique de ces subventions amènent à relativiser l'indépendance du processus andin face aux attraits stratégiques et à la situation économique de l'Europe. De fait, comme le note Adalid Contreras dans son rapport d'activité pour la période où il occupa par intérim le poste de Secrétaire Général de la CAN, « la situation de crise qu'affronte l'Europe configure un scénario de contraction de la coopération Espagnole au niveau mondial, ce qui affecte la disponibilité de ressources en faveur du SGCAN. De même, l'UE redéfinit sa politique de coopération vers l'Amérique latine, et en particulier vers la région andine, comme l'a montré la non approbation d'un Programme Indicatif Régional (PIR) 2014-2020 ».

Les actions de communication, qui le plus souvent sont coûteuses, sont directement liées à l'afflux de ces ressources externes. De fait, la période de forte augmentation des financements de coopération correspond à une période de grand dynamisme communicationnel au SGCAN : développement d'outils numériques, campagnes de promotion, publications variées... L'impact de ces ressources est en effet ainsi quantifiable : entre 2005 et 2015, 80% des publications éditées par le SGCAN se font avec le soutien des fonds de coopération.

**Graphique 28 : Poids des partenaires extérieurs dans l'édition de publications (2005-2015)**



*Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN*

Hormis les publications périodiques assurées grâce aux fonds de la coopération espagnole et de la coopération française<sup>580</sup>, ces communications réalisées avec le soutien des services de coopération sont majoritairement liées aux thématiques des programmes développés dans le cadre de ces partenariats. Ainsi plus du tiers (35%) des publications financées par l'UE présentent directement les résultats des programmes engagés dans le cadre de la coopération UE-CAN tandis que les thématiques concernées sont, elles, l'objet de la plupart des autres publications. Ainsi les publications financées par l'UE traitent du commerce, de la lutte anti-drogue ou encore de la prévention des risques, tandis que les publications financées par la coopération espagnole sont principalement orientées vers les thématiques environnementales ou les populations vulnérables. La politique de publication de la CAN est ainsi largement dépendante des fonds de la coopération, perdant ainsi en stabilité. La stratégie du département communication du SGCAN a ainsi consisté

<sup>580</sup> Edition de la "Revista de la Integración" par la coopération espagnole et de la série « convergencia macroeconómica » par la coopération française.

à profiter de ces fonds afin d'afficher un certain dynamisme communicationnel quitte à perdre en cohérence et paraître mener « un activisme sans direction »<sup>581</sup>. Pour autant, si le poids financier des coopérations est indiscutable, il convient de ne pas surévaluer l'influence extérieure dans le contenu de la politique de communication du SGCAN en dressant de l'intégration andine le portrait d'un pantin agissant sans volonté propre. De fait, bien que des axes thématiques soient dessinés par les coopérations comme condition d'attribution de ces ressources avec des lignes budgétaires préétablies, en termes de contenu et de supports, les axes restent généralistes et le SGCAN administrateur de ces fonds dispose donc d'une grande marge de manœuvre. Dans les programmes et les projets articulés autour des axes précédemment mentionnés, des fonds des coopérations européenne et espagnole sont attribués aux activités de promotion et de diffusion de l'intégration sans précision de contenu. Ainsi par exemple le programme FORTICAN II affiche parmi ses objectifs que « le SGCAN dispose d'un système de communication et de participation fondé sur les nouvelles technologies d'information, afin de promouvoir le lien de la citoyenneté avec le processus d'intégration régionale, de diffuser les bénéfices de l'intégration et la portée des projets de coopération » et attribue 219 000 euros (soit 31% de sa subvention) aux actions dans le domaine de la communication. (SGDI989) Plus encore, le projet SOCICAN a placé la communication au centre de sa stratégie<sup>582</sup> et a enclenché le renouveau du processus communicationnel du SGCAN en lui donnant son orientation vers la communication participative. Le programme était en effet essentiellement tourné, à travers l'appel à projets, vers des actions de communication développées par des organisations de la société civile mais a également travaillé en synergie avec le service communication du SGCAN afin de développer une communication institutionnelle en faveur des populations. Ont ainsi été développés divers spots radio et vidéos, des feuillets informatifs (CNR, 2010. P61) et trois foires de l'intégration organisées à Quito et à Lima. Face aux défis soulignés dans le cadre du projet SOCICAN pour la

---

<sup>581</sup> Ce sont ainsi les termes de Blanca Rosales qui dans notre entretien du 31/01/2013 a condamné cette stratégie.

<sup>582</sup> L'objectif n°3 du projet étant que « Les secteur de la population disposent d'une plus grande connaissance de l'intégration andine, s'intéressent et participent à ses processus et perçoivent ses bénéfices » quatre lignes d'action sont ainsi dessinées : informer, mobiliser et sensibiliser la citoyenneté sur sa participation dans le processus régional, promouvoir des espaces de débats avec la citoyenneté et la société civile autour de l'agenda social de la CAN, mettre la thématique de l'intégration régionale à partir de la société civile dans l'agenda des médias et visibiliser les résultats de SOCICAN.



communication andine, le SGCAN va dans les années suivantes poursuivre cet activisme en grande partie grâce au soutien des fonds de coopération espagnols<sup>583</sup>.

**Tableau 16 : Exemples d'actions dans le domaine de la communication menées grâce au soutien de la coopération espagnole entre 2010 et 2012<sup>584</sup>**

- Création et mise en marche des instruments de communication : RadioCAN et TVCAN
- Création du Manuel de l'Image du SGCAN
- Production de matériel de diffusion imprimé et audiovisuel sur le processus d'intégration et leur diffusion massive
- Première édition du concours mejor CANción
- Concert "Reflejos: Un Homenaje a Nuestra América Andina Diversa"
- Production du programme télévisé " Andes Secretos"
- Edition d'un Manuel des droits du citoyen andin
- Mise en place du portail culturel CULTURANDE
- Promotion de la Semaine des cultures andines
- Restructuration et lancement du nouveau portail web de la CAN, TVCAN et RadioCAN
- Campagne de diffusion massive sur les droits des citoyens andins à travers les médias de communication ouverts et les réseaux sociaux
- Seconde édition du concours mejor CANción organisé par RadioCAN.
- Concert *Fiesta en los Andes* et enregistrement en direct du disque

Source : SGCAN

Ces dernières années, l'ensemble de la communication du SGCAN s'est ainsi finalement développée avec et depuis les programmes de coopération internationaux afin de pallier au manque de moyens communautaires. Cela a permis le maintien d'une communication dynamique jusqu'en 2013 année où le processus andin rentre en réingénierie, paralysant pendant plus d'un an le travail du SGCAN et en particulier du département communication<sup>585</sup>. Si les activités communicationnelles ont repris de façon assez positive en 2015, on ne saurait évaluer encore leur ampleur et leur inscription dans la stratégie de

---

<sup>583</sup> La coopération espagnole est nous l'avons vu la plus importante dans le champ de la communication pour la CAN après les fonds européens mais nous pourrions également citer la campagne de communication sur l'Amazonie et la préservation environnementale développée grâce aux fonds finlandais dans le cadre du programme BioCAN ou l'apport de la coopération française dans le développement d'initiatives de communication culturelle (Cine Andino (Lima) y Semana de la Cultura"Espejo 2010)

<sup>584</sup> Cette liste élaborée à partir des rapports d'activité SGDI 958 et 989

<sup>585</sup> Une grande partie du personnel est alors remerciée, Karla Páez quitte ainsi le SGCAN en septembre 2013.

communication de 2010. Plus que d'une parenthèse il pourrait s'agir d'une réorientation de la communication du processus comme le laisse entrevoir l'apparition d'un nouveau slogan « impulsando integración » ainsi que l'usage d'un ton et d'une charte graphique plus distants. Les changements de ligne communicationnelle sont coûteux en termes d'image et influent la perception de la cohérence et de la pérennité du processus régional. Il s'agit d'un défaut majeur dont a souffert le processus régional andin dont la communication au cours de ses 47 années d'existence s'est avérée instable au rythme des diverses crises du processus.

### *Un service de communication fragile*

La diffusion est au premier plan des objectifs d'un service de communication institutionnelle s'agissant de faire connaître le processus régional et d'augmenter sa notoriété. Cependant, en dehors de tendances positives, rendues possibles par l'appui des services de coopération européens, le manque de ressources propres et l'instabilité du service de communication fragilisent la bonne diffusion du processus.

Dès l'avènement d'internet, le SGCAN fonde l'essentiel de sa politique de communication institutionnelle sur son développement en ligne, pariant sur l'interactivité, l'ubiquité et l'instantanéité des NTIC. Mais en raison des fortes inégalités socio-économiques et du manque d'infrastructures, la pénétration de l'internet dans la région andine, comme plus généralement en Amérique latine, est progressive et inégale, limitant intrinsèquement la portée des outils de communication en ligne de l'intégration andine. Ainsi la CAN note qu'en 2011 seul 37% de la population a déclaré avoir utilisé internet au cours de l'année, 11% d'entre eux l'ayant utilisé moins d'une fois par semaine<sup>586</sup>. Sur la base de ces données, il apparaît que moins du tiers de la population régionale a pu en 2011 potentiellement accéder directement à la communication développée en ligne par le SGCAN. Existant dans la région une réelle « fracture digitale »<sup>587</sup> héritée des fractures socio-économiques entre les zones urbaines et les zones

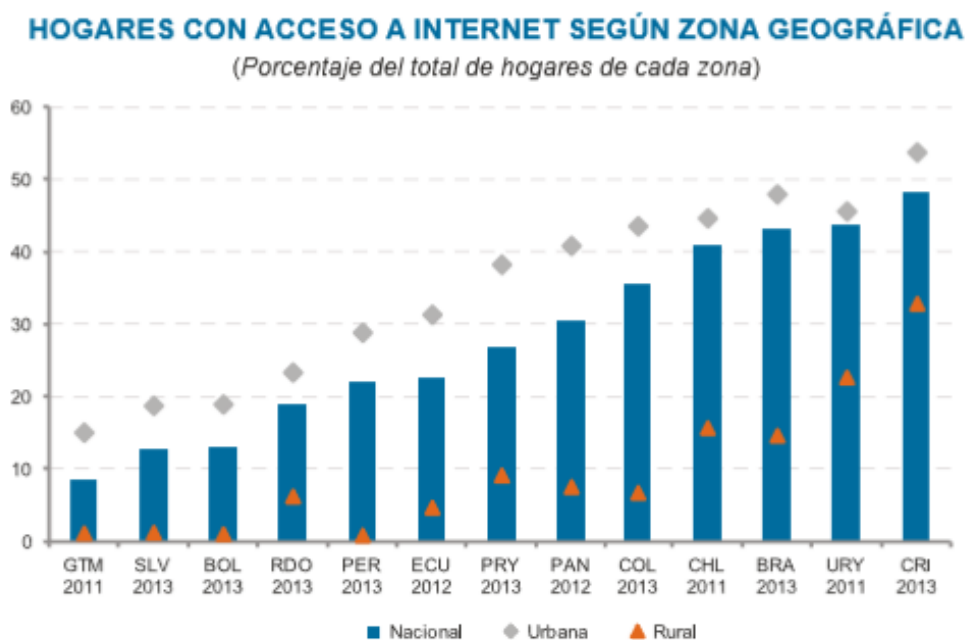
---

<sup>586</sup> SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Hogares con telefono celular, computadora y uso de Internet en la Comunidad Andina*. Rapport n°SG/de 461. Lima : SGCAN, 10 décembre 2011

<sup>587</sup> « La distance technologique entre des individus, familles, entreprises, groupes d'intérêt, pays et aires géographiques dans leurs opportunités d'accès à l'information et aux technologies de communication et dans l'usage d'internet pour une large gamme d'activités ». ALADI; 2003 cité dans CRUZ A., 2005. *Las tecnologías de la información y la comunicación para la integración social en América Latina* [En ligne]. [s.l.] : Fondo

rurales, la communication en ligne atteindra principalement la population urbaine. En effet, les données rassemblées par la CEPAL en 2015 montre que perdure en Amérique latine un fort décalage en matière d'accès à internet entre les foyers situés en zones urbaines et ceux situés en zone rurale.

**Graphique 29 : Foyers ayant accès à internet selon les pays**



Source : CEPAL, 2015

On remarque en particulier que la Colombie est le pays d'Amérique latine où ce contraste est le plus fort puisqu'il représente 36.8 points de pourcentages mais que cet écart est également présent dans les autres pays de la région, l'accès à Internet étant nul ou quasi nul dans les zones rurales péruviennes et boliviennes. Le choix de l'activisme en ligne pour la communication de la CAN est donc un choix qui exclut par nature les populations rurales<sup>588</sup>. Outre cette faible pénétration de l'internet et donc a fortiori de la communication web de la CAN, il convient de noter que les autres modes de diffusion institutionnels employés par le SGCAN ne sauraient en raison de leur faible ampleur et de

---

Regional para la Inovacion Digital en America latina (FRIDA). (Nuevas tecnologias para la integracion social en America Latina). Disponible à l'adresse : [http://lasociedadcivil.org/uploads/ciberteca/informe\\_final\\_de\\_investigacin.pdf](http://lasociedadcivil.org/uploads/ciberteca/informe_final_de_investigacin.pdf)

<sup>588</sup> Aguilera Blanco semblait avoir raison en 1986 lorsqu'il annonçait que "Esta brecha que separa a nuestras clases sociales, o que las crea, divide a las naciones y es muy posible que los adelantos tecnológicos en lugar de contribuir a disminuirla, se conviertan en un factor determinante para aumentarla." (AGUILERA BLANCO, 1986)

leur caractère centralisé atteindre l'ensemble de la population<sup>589</sup>. En dehors des expériences encourageantes développées en partenariat avec les associations travaillant avec les communautés locales dans le cadre du projet SOCICAN<sup>590</sup>, la communication institutionnelle de la CAN est en effet essentiellement centralisée. Séminaires, évènements culturels, expositions, foires... la plupart des actions de communication présentes prennent place dans les principales métropoles de la région qui regroupent seulement un cinquième de la population andine et plus encore à Lima, siège du SGCAN qui en représente moins de 8%.<sup>591</sup> Enfin il convient de noter que les supports de diffusion papier (publications, brochures, flyers) connaissent un tirage réduit à quelques milliers d'exemplaires et un circuit de diffusion limité à un public averti à travers des partenariats institutionnels ou étendu aux contacts lors des évènements présents et en particulier les foires du livre des pays de la région<sup>592</sup>.

La centralisation de la communication du SGCAN dans les capitales andines ainsi que son développement essentiellement en ligne réduisent bien sa portée à une infime part de la population principalement urbaine et en particulier métropolitaine, de classe moyenne à haute et éduquée<sup>593</sup>. La diffusion du message communautaire est ainsi intrinsèquement limitée.

---

<sup>589</sup> Cette faiblesse est aussi noté par Guido Mendoza quant à la diffusion des droits andins lors de notre entretien du 22/01/2013 : «La secretaria hace su difusión a través sus mecanismos institucionales que son limitados naturalmente. Digo naturalmente porque no ... en el esquema de... nuestro proceso de integración; la secretaria no tiene... una incidencia específica en eso. [...] Tenemos el sitio web, y nuestro programa de TVCAN que es un programa de televisión por internet que tiene 4 o 5 años de funcionamiento y que tiene una audiencia pues específica interesada en estos temas también hay radio can también lo puedes sintonizar en cualquier parte del planeta y esto digamos con mecanismos de tecnología que son de punta nos ayuda muchísimo pero no tenemos un nivel de penetración tan específico como se desearía; entonces hay que trabajar más la vinculación con los países para que las instancias nacionales vayan avanzando y empoderando nuestros deberes»

<sup>590</sup> Cette expérience a montré que le recours à des associations partenaires habituées à travailler avec les communautés locales paraît être le moyen de diffusion le plus adapté à ce contexte.

<sup>591</sup> Ces données sont issues de l'outil d'analyse CEPALSTAT et, faute de séries statistiques plus récentes, datent de l'année 2000.

<sup>592</sup> Il y a 20 ans, le constat était similaire : « La méconnaissance des documents édités de la JUNAC revêt des aspects particulièrement sérieux si l'on considère que parmi eux la Gazette officielle de l'Accord de Carthagène ne fut que faiblement diffusée un maximum de 1000 ex, et ceux malgré les de partenariat avec les organismes chargés de l'édition des normes nationales, quand elle revêt des effets légaux sur plus de 100 millions d'habitants de la région... » (LOPEZ BUSTILLO, 1995, p38)

<sup>593</sup> Si, prenant en compte qu'habituellement les classes les plus basses sont celles où la conscience politique est la plus longue à émerger (Hobsbawm), nous pourrions déceler un choix stratégique ou du moins de faible impact dans la limitation du public atteint, l'aliénation des populations rurales indigènes représente une réelle perte d'opportunité pour l'intégration régionale. Ces populations, peu empreintes de sentiment national sont plus à même dans leur pratique quotidienne de penser les logiques transnationales comme l'a montré l'expérience du projet SOCICAN avec les associations de frontières notamment.

L'autre faille majeure dans le fonctionnement du service de communication est sa grande instabilité. La prise en compte de la communication n'a pas été homogène au fil des années, évoluant au gré des secrétaires généraux et des services de communication mis en place ou non. De fait, si on note une certaine tendance des secrétaires généraux à changer la direction du service de communication à leur arrivée pour y placer quelqu'un de leur entourage professionnel et de leur nationalité, les services sont parfois laissés à l'abandon sans nouvelle direction. Ainsi Sébastien Alegrett a pour responsable de communication Susana Pezzano (1998-2002), Alan Wagner relance à son arrivée le service de communication sous la direction de Blanca Rosales (2004-2006) et de la même façon Freddy Elhers remet en marche le service de communication et y place Karla Páez (2008-2013<sup>594</sup>). Au-delà de ces graves interruptions<sup>595</sup>, ces changements induisent également de grandes variations dans l'orientation de la politique de communication et des actions menées. Susana Pezzano, journaliste de formation, forte de sa précédente expérience au Système Economique Latino-Américain s'est en particulier attachée à moderniser la communication du processus andin et a œuvré à la mise en place du site internet de la CAN, Blanca Rosales s'est à partir de ses connaissances dans le milieu de la presse péruvien concentrée sur la relation média et le développement d'un réseau de *comunicadores* et journalistes, enfin Karla Páez diplômée en production audiovisuelle et en communication sociale, imprime au processus communicationnel son affect particulier pour les industries culturelles et développe la communication audiovisuelle du processus ainsi que sa présence sur les réseaux sociaux. Si des continuités sont observées entre ces différentes gestions, notamment dans la présence sur internet de la CAN, ces changements ont également mené à de fortes ruptures. De fait l'identité visuelle a, nous l'avons vu, plusieurs fois changé que ce soit dans les publications ou à travers les refontes complète du site internet<sup>596</sup>. La dernière rupture, suite à l'entrée en réingénierie du processus et au

---

<sup>594</sup> Karla Páez est la seule responsable de communication qui soit restée sous différentes gestion de secrétaires généraux (Freddy Elhers jusqu'en mai 2010, Adalid Contreras jusqu'en février 2013, mais aussi dans une moindre mesure à travers les Intérim de Anamaria Tenenbaum de Reatequi (février – mars 2013) et de Santiago Cembrano Cabrejas (mars - juin 2013)

<sup>595</sup> Ainsi entre 1998 et 2014 le service communication n'a pas eu de direction durant près de quatre ans, sous les directions de Guillermo Fernandez de Soto qui ne remplacera pas Susana Pezzano partie en octobre 2002 suite au décès de Sébastien Alegrett, lors de la crise de désignation d'un secrétaire général de 2006 – 2007 et enfin plus récemment avec l'entrée en réingénierie de la CAN à partir de septembre 2013.

<sup>596</sup> "il apparait que tout changement en matière d'identité visuelle, non seulement couteux pour l'entreprise, est aussi déstabilisant pour son personnel, et troublant pour le public" (LIBAERT, Thierry et WESTPHALEN, Marie-Hélène. *La communication externe des entreprises*. Paris : Dunod, 2011. p11.)

départ de Karla Páez est encore plus grave puisque des outils de communication ont été entièrement laissés à l'abandon ou supprimés. Il en est ainsi du compte Facebook Ciudadanos CAN qui était le plus suivi des réseaux sociaux de la CAN et du Twitter Ciudadanos CAN (le premier ayant été supprimé, le second abandonné). Les outils TVCAN et Radio CAN ont aussi été délaissés, aucune vidéo n'ayant été ajoutée à TVCAN après le 19 septembre 2013, tandis que la rénovation de RadioCAN lancée en septembre 2012 à travers une refonte de sa page web et un appel à candidature pour développer ses activités est également abandonnée en mars 2013<sup>597</sup> suite au départ d'Adalid Contreras. En outre, le portail Culturandes, qui recevait un accueil très chaleureux parmi les populations a également subi le même sort au second semestre 2013.

Ces changements déstabilisent ainsi le processus communicationnel qui n'est pas développé avec une vision à long terme ce qui met en danger la diffusion du processus tant du point de vue de sa portée face à la fragilité des actions menées, mais aussi du point de vue du positionnement de son image face aux réorientations et incohérences du contenu de la communication.

*Du mauvais maniement de l'identité Institutionnelle : le problème de l'identification du processus*

Au-delà de la connaissance du processus (notoriété) et de l'intérêt pour celui-ci qui, dans le cas de l'intégration andine, sont déjà des objectifs ambitieux, la communication du SGCAN entend promouvoir la participation des citoyens dans le processus régional. Des objectifs que desservent les faibles moyens de diffusion du service de communication du SGCAN d'une part mais qui sont également mis à mal par différentes tendances rendant incohérente l'image diffusée.

Que l'on parle d'entreprise ou d'organisation, l'identité institutionnelle repose prioritairement sur le logo et le nom qui en tant que référents principaux d'identification

---

<sup>597</sup> Alors qu'elle apparaît en rénovation à partir d'un changement effectué entre le 12/07 et le 5/11 un appel à candidature est lancé par le SGCAN pour un « Comunicador para realizar actividades profesionales en RadioCAN », relancée jusque fin 2012 cette offre est finalement annulée en 2013 et le lien vers RadioCAN est supprimé de la page internet de la CAN fin mars 2013.

auprès des publics doivent être les éléments les plus stables de la communication<sup>598</sup>. Si le processus d'intégration andin s'est doté d'un logo abouti et pérenne, sa dénomination en revanche a varié. D'abord connu comme l'Accord de Carthagène il était aussi nommé Pacte Andin ou Groupe Andin jusqu'en 1997 alors que la réingénierie consacre le nom officiel de Communauté Andine. S'il s'agissait, sous inspiration européenne, en utilisant le terme de « communauté » de renforcer le positionnement du processus d'intégration, la rupture induite par ce changement ainsi que la confusion avec le nom de « Communauté Andine des Nations » induite par l'acronyme CAN, ont contribué à brouiller l'identité institutionnelle du processus. Si l'utilisation des termes de « Communauté Andine des Nations » peut paraître bénigne, elle révèle un certain échec communicationnel du processus qui entendait se présenter comme une communauté supranationale. Notant cette confusion fréquente, Karla Páez alors responsable du service communication du SGCAN, nous a expliqué, que bien que la rectification de cette confusion ne puisse mobiliser toute l'énergie de son service, il s'agit d'un dévoiement du concept sur lequel se fait l'intégration andine : « Une communauté d'Etats, de nations c'est comme un Etat fédéral, une union de nations. L'Union Européenne c'est une communauté, c'est la différence. D'un côté on travaille séparés de l'autre on essaie de faire un seul territoire. [...] Quant s'est formée la Communauté Andine, l'idée était d'être une communauté, de former un territoire libre » (entretien Karla Páez, du 23-01-2013). Au-delà de cette confusion conceptuelle c'est l'identification même du processus qui est contrariée. Cette confusion que nous avons relevée de façon répétée chez divers observateurs du processus<sup>599</sup> mais aussi certains acteurs politiques de premier plan<sup>600</sup>, conduit à ce que parmi les populations le processus régional soit davantage associé au nom de Communauté Andine des Nations qu'à celui de Communauté Andine souvent relié par nos interlocuteurs aux populations indigènes et aux villages andins. Le nom de Communauté Andine, utilisé par les acteurs officiels de l'intégration, n'a ainsi que peu d'écho parmi les

---

<sup>598</sup> "avec le logo, le nom sera l'élément le plus stable de la communication de l'entreprise" (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p87)

<sup>599</sup> La plupart des articles presse régionaux font la confusion, divers chercheurs andins, nord-américains ou européens également, la page même de la diplomatie française sur le processus témoigne de ce déplacement de la dénomination officielle du processus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/es/fichas-de-paises/america-1024/integracion-regional/articulo/comunidad-andina-de-naciones-can>

<sup>600</sup> Des divers ministres andins tels que le ministre de l'environnement péruvien lors du lancement de la campagne Nuestra Amazonia, à Ollanta Humala dans diverses allocutions comme lors de son intronisation comme président du Pérou : <http://rpp.pe/politica/actualidad/discurso-a-la-nacion-del-mandatario-ollanta-humala-noticia-389093>

populations qui identifient davantage le processus comme Communauté Andine des Nations ou plus encore, comme Pacte Andin. Il existe de fait une certaine rupture dans l'identification du processus régional alors que les populations n'associent pas nécessairement Communauté Andine et Pacte Andin. Ceci explique en partie les grandes différences qui apparaissent entre les enquêtes sur la connaissance du Pacte Andin et celle de la Communauté Andine (des Nations). Ce n'est pas tant, sous cet angle, que les populations ne connaissent pas l'existence du processus régional mais que le nouveau nom leur est moins familier que l'ancien. Le latino baromètre a interrogé jusqu'en 2003 les populations sur leur connaissance du Pacte Andin, une question similaire sur la connaissance de la Communauté Andine des Nations est soumise en 2009<sup>601</sup>, or, alors qu'en 2003 encore 45.6% des enquêtés des quatre pays déclaraient connaître le Pacte Andin, six ans après que celui-ci soit remplacé par la CAN, en 2009 à peine 26.1% connaissent la Communauté Andine des Nations (dénomination erronée mais la plus connue de la CAN) alors que celle-ci a déjà douze ans d'existence<sup>602</sup>. Cette évidente rupture empêche le processus d'être perçu comme la continuité du Pacte Andin et de bénéficier de la connaissance de celui-ci parmi les populations et met en danger l'impact des opérations de communication du processus qui ne lui seront pas nécessairement attribuées à cause de cette dissonance de dénomination. Enracinée dans les sociétés andines, cette multiplicité de noms pourrait avec une présentation forte et cohérente de l'identité institutionnelle être dépassée par la connaissance du processus en lui-même. La confusion entre les noms ne serait alors qu'un abus de langage, et les actions et institutions du processus clairement identifiées. Toutefois, et en dépit des efforts du service communication du SGCAN, le manque de cohérence et de systématisation de présentation des symboles de l'identité institutionnelle ont également contribué à la difficile identification du processus parmi les populations.

Une identité institutionnelle doit être omniprésente dans le langage d'une organisation afin de lui être rattachée et que par la suite ses symboles soient clairement

---

<sup>601</sup> Ce sera la seule fois qu'une telle question est introduite dans les questionnaires. Les années suivantes, alors que la question continue d'être posée pour différentes institutions (Mercosur, OEA, Unasur et même CAF...) la CAN n'est plus présente.

<sup>602</sup> L'enquête révèle même que les populations andines connaissent davantage le Mercosur que la CAN. Voir le latino-baromètre : <http://www.latinobarometro.org/latOnline.jsp>



identifiés. Or, si le SGCAN a ces dernières années généralisé la diffusion des symboles de la CAN, il existe entre les différentes institutions andines une certaine fragmentation de l'espace symbolique. A partir du service de communication dirigé par Blanca Rosales, le SGCAN s'est attaché à renforcer le positionnement des symboles constituant son identité institutionnelle. C'est en mai 2004 que le drapeau de la CAN est hissé pour la première fois dans le Patio d'Honneur du SGCAN, il est dès lors présent durant les différentes cérémonies et réunions de l'intégration. Karla Páez a à partir de 2008 renforcé ce positionnement auprès du personnel du SGCAN en distribuant dans chaque bureau les symboles de la CAN. Au-delà des locaux du SGCAN, la diffusion de l'identité institutionnelle fait partie des objectifs stratégiques affichés en 2010 dans le SGDI945 où il s'agit de « promouvoir la connaissance des symboles de la Communauté Andine (drapeau, logo etc.) » et de « situer dans des lieux stratégiques et institutions liées au travail de l'intégration le drapeau de la CAN (frontières, ministères, collègues, etc.) ». Si le renforcement de l'identité institutionnelle est clairement affiché également par l'édition d'un manuel de visibilité et de communication cherchant à harmoniser et généraliser l'utilisation des éléments visuels et symboliques du processus régional, cet effort, dans les faits ne dépasse pas les locaux du SGCAN. Aucun des ministères des affaires étrangères andins n'affiche le drapeau de la CAN, il ne figure pas non plus dans les cérémonies ou conférences de presse nationales, ni dans les postes frontaliers...<sup>603</sup>.

A ce manque de visibilité des symboles de la CAN il convient d'associer un autre facteur qui nuit à l'identification du processus d'intégration : la fragmentation des représentations symboliques parmi les institutions du Système Andin d'Intégration. L'ambition du positionnement d'une identité institutionnelle forte est confrontée au sein même des institutions andines à une absence d'identification du processus andin d'intégration. Différentes institutions ont ainsi développé leur propre identité institutionnelle (nom, logo) et ne mentionnent pas leur filiation avec la Communauté Andine. La CAF et la Convention Andres Bello sont deux institutions andines s'étant progressivement ouvertes au reste de l'Amérique latine. Alors que ce succès devrait être

---

<sup>603</sup> A titre de comparaison nous notons l'omniprésence du drapeau de l'Union Européenne aux côtés des représentations nationales (discours, ministères, frontière, institutions publiques diverses...) Si nous reviendrons sur l'impact de l'attitude des États vis-à-vis de l'intégration andine, notons que l'absence de représentation de la Communauté Andine dans le domaine national éloigne le processus du quotidien des populations

à inscrire dans l’imaginaire sur l’intégration andine, ces deux institutions ne sont absolument pas identifiées au processus andin. Si aujourd’hui ces institutions sont plus latino-américaines qu’andines avec 19 pays membres pour la CAF et 12 pour le CAB, et que suite à la sortie du Venezuela où les deux institutions ont leur siège, cette distanciation vis-à-vis du processus andin s’est accentuée<sup>604</sup>, elle n’est pour autant pas récente. Dans les années 1990, alors que les deux institutions sont membres à part entière du processus régional andin, elles disposent déjà de leurs propres logos et ne font pas figurer directement leur rattachement à la CAN dans leur communication.<sup>605</sup> Cette dissociation entre ces institutions et le processus est d’autant plus préjudiciable qu’il s’agit d’institutions connues et reconnues dans la région<sup>606</sup>. L’université Andine Simon Bolivar (UASB) et le Parlement Andin, sont deux autres exemples de cette fragmentation de l’identité institutionnelle. De fait, pleinement insérées dans le SAI, ces deux institutions mettent en place leurs propres images institutionnelles<sup>607</sup>. Alors que l’UASB ne présente sur son site aucune trace de sa filiation avec la CAN, dans le cas du Parlement Andin, le rattachement au processus andin d’intégration est – nécessairement- fait dans la partie présentant son historique et sa mission mais il ne met jamais en avant les symboles de la CAN. Ces quatre institutions, qui devraient dans le cadre d’une communication cohérente se présenter comme des relais de l’image institutionnelle de la CAN apparaissent ainsi dans leurs représentations auprès des populations complètement dissociées du processus régional andin<sup>608</sup>, ce qui est d’autant plus préjudiciable qu’elles sont les quatre institutions les plus connues du SAI avant le Conseil Présidentiel et le SGCAN eux même comme nous l’avons vu au début de ce chapitre.

A ce mauvais positionnement de l’identité institutionnelle qui nuit à la notoriété du processus régional empêchant son identification par les populations, il convient pour

---

<sup>604</sup> A tel point que désormais la CAF bien que gardant son acronyme se présente comme la banque de développement latino-américaine.

<sup>605</sup> Une brève étude des sites internet des deux institutions ainsi que de leurs publications montre en effet que le logo de l’intégration andine n’est jamais repris et que celle-ci n’est que rarement nommée.

<sup>606</sup> Ainsi les enquêtes des Latino baromètres montrent en comparant les enquêtes de 2009 et de 2010 que la CAF est davantage connue que la CAN (28.6 contre 26.1%).

<sup>607</sup> <http://www.parlamentoandino.org/index.php/acerca-de/imagen-institucional>

<sup>608</sup> Les logos de chacune de ces institutions sont ainsi complètement autonome et ne constituent pas comme dans le cas du tribunal andin de justice d’une déclinaison de l’image institutionnelle centrale.

en finir avec les failles inhérentes à la communication institutionnelle développée par le SGCAN de poser les limites dans la perception du message transmis.

### *Incohérence du message*

Au-delà de la question de l'identité institutionnelle, la communication andine connaît également des difficultés dans le positionnement de son image. Le contenu du message de la communication ayant substantiellement évolué, ces changements sont d'une part difficile à transmettre tandis que d'autre part l'image qu'entend promouvoir la communication institutionnelle pâtie d'une certaine incohérence avec la perception qu'ont les populations de la réalité et de l'effectivité du processus.

Nous l'avons vu, le processus communicationnel de la CAN a connu diverses variations quant au message transmis. Il s'agit en particulier depuis 2008 de retransmettre la diversité thématique de l'agenda de l'intégration intégrale et de promouvoir la diversité comme facteur déterminant de l'appartenance régionale. Ces changements viennent profondément renouveler le message de la communication et l'image<sup>609</sup> que celle-ci entend incarner. Un tel bouleversement apparaît particulièrement difficile à transmettre du fait, notamment, d'un fort enracinement de l'image d'un processus d'intégration essentiellement orienté vers les thématiques et les acteurs économiques, image peu mobilisatrice par ailleurs. En 1986, Aguilera Blanco déclarait : « Je crois précisément qu'une des grandes failles que l'on peut noter quant à l'information existant à propos du processus est qu'il a été fait une emphase déséquilibrante sur tout ce qui est lié à l'échange commercial entre les nations et les autres aspects sont restés dans une espèce de nébuleuse à laquelle n'accèdent que les élites qui s'y intéressent et disposent d'une information plus généreuses »<sup>610</sup>. D'une façon générale, ce constat est resté valable jusqu'au milieu des années 2000, comme le révèlent notamment les débats

---

<sup>609</sup> Certains travaux en communication s'attachent aussi à distinguer l'image perçue de la réputation, les deux ayant trait aux représentations construites à partir des différentes sources de communication mais la seconde étant réputée s'inscrire davantage dans la durée, comme impression cumulée des différentes communications sur l'institution à travers le temps.

<sup>610</sup> « Creo precisamente que una de las grandes fallas que pudiera anotarse a la información existente acerca de todo el proceso es que se ha dado un énfasis desequilibrante a todo lo relacionado con el aspecto del intercambio comercial entre las naciones y los demás aspectos se han dejado en una especie de nebulosa a la cual acceden tan solo las élites que se interesan y poseen una información más generosa » (AGUILERA BLANCO, 1986)

des divers ateliers de consultation de la société civile concernant la mise en place du projet SOCICAN. En 2008, Edgar Pita Sevilla notait ainsi : « Cela a été une plainte répétée par les personnes assistant à l'atelier célébré à Quito que le fait que le processus d'intégration ait mis l'accent sur les thèmes économiques, surtout les commerciaux, où sont uniquement intervenus les entrepreneurs et les techniciens laissant de côté les organisations populaires. Dans de telles circonstances il est compréhensible que le citoyen lambda n'ait pas perçu jusque maintenant les bénéfices de l'intégration de façon tangible »<sup>611</sup> Cette image assez économique<sup>612</sup> et la nature complexe de l'intégration andine ont contribué à éloigner le processus des populations, qui désintéressées de la CAN ou ne s'y identifiant pas ne constituent pas un public naturel de la communication du processus régional.

La tâche du service de communication n'en est que plus grande puisqu'il ne s'agit pas uniquement de changer le message mais d'en augmenter la portée. Or, si à l'heure d'établir sa stratégie de communication, le SGCAN prenait acte des difficultés posées par l'enracinement de cette image essentiellement économique de l'intégration andine parmi les populations pour la transmission du changement de cap de la CAN et de la multiplication des thèmes à l'agenda régional, nous l'avons vu, la portée du message de la communication institutionnelle est intrinsèquement limitée par ses moyens de diffusion. De la même façon, prenant le parti de rapprocher les populations de la CAN afin d'étendre sa portée, le service communication s'est, orienté vers la promotion de la diversité de façon à favoriser leur identification avec le processus et développer leur conscience d'appartenance régionale. Si cette orientation stratégique paraît plus adaptée à la sociologie de la région, elle ne prend pas suffisamment en compte le nécessaire temps long dans lequel s'inscrit la modification des représentations collectives. D'une façon générale, il convient de noter que le changement d'image est un processus se développant

---

<sup>611</sup> Ha sido una queja reiterada por los asistentes al taller celebrado en Quito el hecho de que el proceso de integración ha dado énfasis a los temas económicos, sobre todo los comerciales, donde han intervenido únicamente los empresarios y los técnicos dejando de lado a las organizaciones populares. En tales circunstancias es entendible que el ciudadano de a pie no haya percibido hasta el momento beneficios en forma tangible de la integración. (PITA SEVILLA, Edgar. *Informe Final de Consultoría. Diagnóstico sobre retos y perspectivas de las organizaciones nacionales de la sociedad civil para la integración regional*. Rapport n°PS/2008/E. Quito : CAN / UE, Aout 2008 p.41)

<sup>612</sup> Notons également pour confirmer cette vision essentiellement économique de l'intégration andine que les bénéfices économiques sont les principaux résultats de l'intégration avancés par les citoyens de la région, 36% des participants à l'enquête réalisée dans le cadre de SOCICAN en 2009 mentionnant ce domaine, bien avant celui pourtant plus proche d'eux des opportunités de voyager librement (16%). (SGCAN, 2010e)

à plus ou moins long terme s'agissant de faire coïncider l'image voulue et l'image perçue<sup>613</sup>. Au-delà de l'inertie que peut impliquer cette réorientation du message<sup>614</sup>, l'image que souhaite transmettre la Communauté Andine manque de crédibilité. L'implication des populations dans le processus régional est, au-delà de l'extrême fragilité du lien entre l'intégration régionale et les citoyens<sup>615</sup>, confrontée à la réalité et aux résultats du processus régional.

Confrontée à la réalité, la communication développée par le SGCAN montre diverses incohérences. En premier lieu un fort déphasage apparaît entre le volume qu'occupe la rhétorique de la citoyenneté andine dans la communication du SGCAN et l'effectivité des instances de participation des populations dans le processus régional. De fait l'attitude des électeurs face au Parlement Andin est liée à la perception de l'inutilité de l'institution et, partant de là, de la faible incidence de l'élection de ses représentants dans la marche du processus et plus encore dans le quotidien des populations. Nous avons pu en de multiples reprises constater, plus qu'un désintérêt, un rejet du Parlement Andin parmi les populations, en particulier à l'occasion des élections présidentielles en Equateur et au Pérou<sup>616</sup>. D'autre part, et d'une façon plus générale l'activisme et le dynamisme que le SGCAN met dans sa communication institutionnelle ne sont pas cohérents avec les activités et actualités du processus régional qui apparaît plutôt en crise institutionnelle depuis la sortie du Venezuela en 2006. C'est justement dans cette période de crise, mettant en doute les fondements institutionnels de la CAN que s'est le plus développé le processus de communication du SGCAN. Le dynamisme communicationnel apparaît à la fois comme une réaffirmation de l'entreprise régionale et comme une dissimulation de ses difficultés comme l'a dénoncé, lors dans notre entretien, Blanca Rosales parlant d'une stratégie de « *make-up* », de maquillage, donnant plus l'illusion d'un mouvement que

---

<sup>613</sup> Por lo tanto, una estrategia de comunicación debe procurar convertir la identidad corporativa en imagen corporativa; es decir, neutralizar las disonancias y adecuar aquello que la institución es con la manera en que es percibida por el entorno. (DEC 527)

<sup>614</sup> Et que, nous l'avons vu, l'instabilité des moyens et orientations du service de communication ne permettent pas de dépasser.

<sup>615</sup> Notons en effet qu'avant de s'impliquer il faut que les populations connaissent et comprennent le processus et s'y intéressent... un ensemble de critères réduisant déjà énormément le champ des possibles.

<sup>616</sup> Notons en particulier un entretien avec un jeune Equatorien de la région de Puerto Lopez pour qui « les élections au parlement andin ne servent qu'à donner une place supplémentaire aux politiques » une opinion que l'on retrouve en 2016 dans la presse à l'occasion des élections au Pérou.

traduisant sa réalité. L'intégration souffre ainsi d'un fort discrédit causé par son parcours historique ponctué de crises récurrentes, et renforcé par la forte contradiction entre d'une part la communication officielle du SGCAN qui tend à faire abstraction des problèmes<sup>617</sup> et d'autre part le portrait dépeint dans les médias notamment d'une intégration qui ne fonctionne pas. Cette situation, alors que la communication de crise est un moment essentiel pour l'orientation de l'image d'une institution auprès du public, explique également la déconnexion entre les populations et le processus régional. Outre les failles intrinsèques au développement de la communication institutionnelle de la CAN, cette situation permet d'identifier clairement l'influence d'une part des médias en tant que formateurs d'opinion privilégiés et d'autre part des politiques nationales fragilisant le processus.

---

<sup>617</sup> Lors d'un entretien le 22/01/2013 Guido Mendoza, fonctionnaire du SGCAN nous dit qu'en définitive la crise traversée n'est qu'une « crise de succès ».

## PARTIE 3

# L'intégration ou la désintégration ?

## Chapitre 7. Les médias et l'intégration andine

### 7.1. L'importance des médias

#### *Contexte médiatique dans la région andine*

Impossible de parler de médias dans la région sans évoquer les différents aspects polémiques du contexte dans lequel ils s'insèrent, des débats sur leur pluralité à l'évolution de la relation qu'ils entretiennent avec le pouvoir. Le contexte médiatique andin, repose comme plus largement dans le monde, sur une forte concentration du secteur qui remet en cause leur pluralité et leur indépendance ainsi que sur une ambivalence de leurs relations avec les gouvernements. Le lien historique des médias avec les hautes sphères du pouvoir politique et économique oscille entre opposition et convergence d'intérêts et a en particulier depuis dix ans été renouvelé par une réorientation des politiques gouvernementales en matière de communication.

En 2003, Ignacio Ramonet, alors directeur du monde diplomatique, publiait un pamphlet dénonçant les logiques de concentration médiatique issues de la mondialisation et leur impact sur le jeu démocratique : « Ces hyper entreprises contemporaines, par des mécanismes de concentration, s'emparent des secteurs médiatiques les plus divers dans de nombreux pays, dans tous les continents, et deviennent de la sorte, par leur poids économique et par leur importance idéologique, des acteurs centraux de la mondialisation libérale. [...] Préoccupés surtout par la poursuite de leur gigantisme, qui les contraint à courtiser les autres pouvoirs, ces grands groupes ne se proposent plus, comme objectif civique, d'être un « quatrième pouvoir » [...] »<sup>618</sup>. S'il plaide alors pour l'avènement d'un cinquième pouvoir, treize ans plus tard la situation n'a fait qu'empirer et remet en question les fondements démocratiques du pluralisme et de l'indépendance de la presse<sup>619</sup>. Symptôme généralisé de la mondialisation, la concentration des médias est particulièrement flagrante en Amérique latine et la région andine n'y fait pas

---

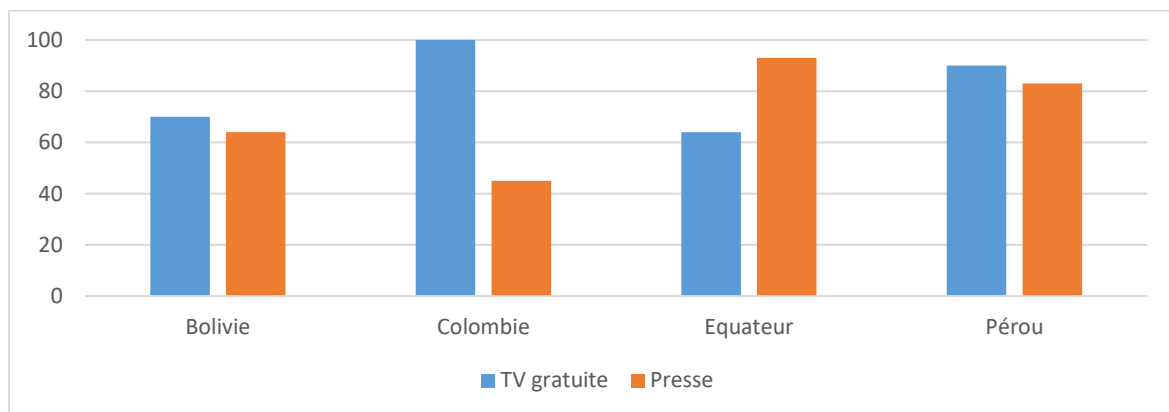
<sup>618</sup>RAMONET Ignacio. « Le cinquième pouvoir ». Le Monde diplomatique. octobre 2003. Vol. 50, n°595, p. 1-26. <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395>

<sup>619</sup> Du rachat de la totalité des parts de Socpress en 2006 ou du Monde en 2010 à la création fin 2015 d'un fond d'investissement privé de 500 millions d'euros dédié aux médias, le panorama médiatique français est aujourd'hui concentré entre les mains d'une dizaine de grands industriels : Bouygues, Xavier Niel, Dassault, Bernard Arnault, Bolloré, Pierre Bergé, Patrick Drahi, François Pinault, Matthieu Pigasse et Lagardère.



exception. Les fortes dérégulations dans le secteur des communications mises en place dans les années 1990 sous fond de réformes néolibérales et le modèle commercial sur lequel se sont développés les médias de diffusion dans la région ont mené à une logique de concentration toujours plus importante de la possession et de la production médiatique. Horizontale – à travers la multiplication des produits de diffusion-, verticale – par le contrôle des différents segments de la production – ou diagonale – par la formation de conglomérats contrôlant des secteurs d'activités diversifiés et/ou complémentaires -, la concentration économique<sup>620</sup> du secteur médiatique est particulièrement élevée en Amérique latine à l'image des quatre grands groupes Televisa (Mexique), Rede Globo (Brésil), Clarín (Argentine) ou Cisneros (Venezuela). Dénoncée par divers observateurs politiques, académiques ou de la société civile, cette concentration est en particulier mesurée par Guillermo MASTRINI et Martín BECERRA étudiant les cas d'une dizaine de pays de la région<sup>621</sup> dont les quatre pays andins.

### **Graphique 30 : Concentration des médias dans les pays andins en 2004**



*Source : Elaboration propre à partir des travaux de Becerra et Mastrini. Indice de concentration en termes de parts de marché pour la presse et d'audience pour la Télévision Gratuite sauf pour la Bolivie où il s'agit des parts de marché pour les quatre principaux opérateurs de chaque secteur dans les différents pays, sauf dans le cas de la presse péruvienne où il s'agit des 3 premiers titres nationaux. (Becerra et Mastrini, 2009)*

<sup>620</sup> Et ce faisant la concentration géographique qui a également une forte incidence sur le contenu qui, produit dans les grands centres urbains, est peu représentatif de la diversité et des particularismes ruraux de la région.

<sup>621</sup> Becerra M., Mastrini G. Los dueños de la palabra: acceso, estructura y concentración de los medios en la América Latina del siglo XXI. Buenos Aires : Prometeo, 2009. 238 p. ISBN : 978-987-574-346-5.

On peut ainsi quantifier grâce à ces données une forte concentration des médias de diffusion traditionnels que sont la télévision gratuite et la presse dans la région andine, le taux de concentration de ces secteurs étant en moyenne de 76% pour les quatre principaux opérateurs<sup>622</sup>. En outre il convient de considérer et d'expliquer le chiffre relativement bas affiché concernant la concentration de la presse en Colombie. Ce chiffre correspond presque entièrement à la part de marché du quotidien *El Tiempo* (37%) qui est, en raison de la structure de la presse colombienne très régionale, le seul quotidien réellement national. En dehors de ce cas de figure, partout la concentration dépasse les 60%, si en Colombie la concentration dans le secteur de la télévision gratuite est totale relevant d'un quasi-duopole (RCN et Caracol couvrant à elles seules 94% de l'audience), c'est au Pérou que la concentration apparaît globalement la plus importante avec une moyenne de 86.5% pour les deux secteurs médiatiques, trois titres de presse (*El Comercio*, *Perú 21* et *Trome*) couvrant ainsi à eux seuls en 2004 83% du marché. Cette concentration du paysage médiatique a de lourdes conséquences sur le contenu diffusé et par conséquent sur les débats et l'opinion publique : unification de la ligne éditoriale, subordination du contenu aux intérêts économiques, politiques ou du spectacle (star-système, sport) etc. Derrières ces titres et ces chaînes opèrent de grands groupes et familles dont les intérêts économiques et politiques mettent en danger l'indépendance et la pluralité de l'information dans la région. De fait, la quasi-totalité du secteur de la presse est dominée au Pérou par le groupe *El Comercio* emmené par la famille Miro Quesada qui depuis son rachat en 2014 de la majorité des parts du groupe *Erensa* (Famille Agois Banchemero) possède 80% des titres de presse péruviens<sup>623</sup>, en Bolivie et en Colombie<sup>624</sup>, le Groupe espagnol *Prisa* contrôle divers médias dont l'un des quotidiens principaux boliviens<sup>625</sup>, *la Razon*, tandis qu'en Equateur différentes familles (Perez, Martinez,

---

<sup>622</sup> Ce taux dépasse ainsi largement le seuil fixé par Albarran y Dimmick de 50% pour quatre opérateurs et même celui de 75% par huit opérateurs, à partir desquels il est considéré qu'il y a une forte concentration. (BECERRA et MASTRINI, 2009, p.214)

<sup>623</sup> Différents articles et en particulier de *La Republica* dénoncent alors ce rachat voir par exemple Verónica Mendoza sostiene que la concentración de medios afecta la libertad de información del ciudadano. *La Republica* [en ligne]. Lima, 21 août 2015. Disponible à l'adresse : <http://larepublica.pe/politica/400455-veronika-mendoza-asegura-que-la-concentracion-de-medios-afecta-la-libertad-de-informacion-del-ciudadano>

<sup>624</sup> Dans le cas de la Colombie on peut aussi noter la concentration des médias dans les mains de Luis Carlos Sarmiento Angulo, riche entrepreneur et actionnaire majoritaire de *El Tiempo*, de Carlos Ardilla Lulle et du groupe Santo Domingo Valorem (voir : ¿De quién son los medios en Colombia? Dans : *Las 2 orillas* [en ligne]. 15 octobre 2015. Disponible à l'adresse : <http://www.las2orillas.co/de-quien-son-los-medios-de-comunicacion-en-colombia>)

<sup>625</sup> Pour un panorama plus détaillé quant aux médias boliviens voir : GIAVEDONI, Dario. Los medios en Bolivia: mapa y legislación de los medios de comunicación. *La revista del CCC* [en ligne]. Mai 2010, n° 9/10. Disponible à l'adresse : <http://www.centrocultural.coop/revista/articulo/169/> Voir aussi : APAZA, Ruben. Medios de

Alvarado Roca...) à la tête grands groupes économiques contrôlent de façon concertée les principaux titres de presses et chaînes de télévision. A ces groupes, acquis à la cause des politiques de libéralisation économique, il convient de rajouter l'influence fantôme du groupe d'Angel Gonzalez, Alvavision qui, présent dans 16 pays latino-américains, possède différents médias de Bolivie, d'Equateur et du Pérou parmi lesquels certains figurent parmi les opérateurs principaux de ces pays : El Comercio et RTS en Equateur, ATV au Pérou ou Bolivision en Bolivie.

Aux mains des élites, les médias ont traditionnellement entretenu de puissants liens d'intérêts avec les gouvernements. Toutefois, l'heure actuelle n'est plus au désengagement des gouvernements dans le secteur médiatique. Dans les pays de la région andine, une guerre plus ou moins ouverte ou réelle entre pouvoir politique et pouvoir économique s'est engagée pour le contrôle médiatique. Si les situations et contextes diffèrent d'un pays andin à l'autre, la question de la relation des médias – devenus des acteurs politiques de premier plan<sup>626</sup> - avec les gouvernements est plus que jamais d'actualité. Les intérêts économiques des médias les poussent à entretenir une ligne éditoriale défendant les politiques d'ouverture et les partis conservateurs. Si dans le cas colombien, une certaine proximité est maintenue entre le gouvernement et les médias<sup>627</sup>, cette connivence renforcée dans les années 1990 avec la généralisation des politiques néolibérales a été perturbée dans les années 2000 par le renouveau du paysage politique dans la région andine et a ainsi mené à des conflits plus ou moins ouverts entre les gouvernements plutôt de gauche et les groupes médiatiques conservateurs dominant le marché de la presse et de la radiodiffusion (TV et radio). Ainsi au Pérou, le groupe quasi-monopolistique El Comercio, a largement pris parti dans la campagne électorale de 2011 contre Ollanta Humala qui durant son mandat a dénoncé l'attitude des groupes contrôlant les médias et a annoncé à plusieurs reprises et notamment en 2014, suite au rachat de

---

Comunicacion en Bolivia. Dans : *El Condor Pasa* [en ligne]. août 2008. Disponible à l'adresse : <http://elcondorapaza.blogspot.fr/2008/08/medios-comunicacion-bolivia.html#.V-Z6GyTyQq5>

<sup>626</sup> « Face à l'affaiblissement des grands partis, les médias commencent à jouer le rôle d'acteur politique, se substituant à ces partis sur l'espace public. » (GUEVARA 2010, p3)

<sup>627</sup> Si les relations ne sont pas roses entre le président Colombien et les médias pris dans les enjeux de la négociation d'un accord de paix avec les FARC au centre du mandat de Santos, la politique d'ouverture colombienne est proche des intérêts des grands groupes détenteurs des médias à l'instar du Groupe Prisa qui a notamment racheté le quotidien *El Tiempo* qui appartenait jusque-là à sa famille et dont il a été sous-directeur.

Erensa par El Comercio, sa volonté de légiférer contre la concentration médiatique.<sup>628</sup> De la même façon en Bolivie et plus encore en Equateur, les gouvernements de Evo Morales et de Rafael Correa ont promulgué des lois anti-monopoles venant remplacer des réglementations obsolètes ou inexistantes : « La plupart des législations datent donc de plusieurs décennies, elles ont été instituées au cours de périodes dictatoriales ou, au mieux, pendant les années de transition démocratique. Le régime de concession de licences s'y révèle très souple et comporte souvent des vides juridiques qui, dans un contexte de convergence numérique et de concurrence accrue, nécessitent d'être comblés. » Si comme le montre Erica Guevara il convient de ne pas condamner trop vite ces lois, et qu'il est légitime selon Santiago Pedraglio, que la liberté de la presse s'accompagne d'un droit à l'information<sup>629</sup>, une obligation de contenu ou de vérité, les volets de ces réglementations touchant au contrôle du contenu médiatique, afin que les médias « ne mentent pas » ou pour « garantir la véracité des informations »<sup>630</sup> ont mené à de fortes controverses quant à la mise en danger de la liberté de la presse dans ces pays. Toutefois, il convient de noter que le certain recul de la liberté de la presse enregistré dans la région par des organismes comme Reporters sans frontière correspond à une tendance plus générale à l'échelle mondiale<sup>631</sup> alors que le contrôle médiatique est devenu un enjeu politique prioritaire.

Ainsi en Amérique latine, les gouvernements ont investi les médias multipliant les apparitions et les mises en scène du pouvoir dans un phénomène étudié comme celui des

---

<sup>628</sup> Voir Humala quiere legislar contra « la concentración de medios ». Dans : *Infobae América* [en ligne]. 1 février 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.infobae.com/2014/01/02/1534569-humala-quiere-legislar-contra-la-concentracion-medios/>. Il avait également été question de cela lors de la campagne et le thème est aussi revenu sur la scène politique en 2016 lors de la campagne présidentielle.

<sup>629</sup> PEDRAGLIO, Santiago. *Agendas distantes: los medios de comunicación y los partidos políticos en la Región Andina*. In: *Ágora Democrática. Democracia en la Región Andina. Los telones de fondo*. Lima: Idea Internacional/Transparencia, 2006. Cité par QUIROZ, María Teresa. *Integración y comunicación: hacia una comunidad de ciudadanos y ciudadanas*. In: ROSALES, Blanca (dir.). *Comunicación para la integración: prácticas y desafíos en la región andina*. Lima : Secretaria de la Comunidad Andina, 2006.

<sup>630</sup> Objectifs affichés respectivement en Bolivie et en Equateur des lois de communication promulguées. Voir pour la Bolivie l'article : Morales normará a prensa « para que no mientan ». *La Prensa* [en ligne]. Bolivia, 26 janvier 2010. Disponible à l'adresse : <http://www.laprensa.com.ni/2010/01/26/internacionales/14304-morales-normara-a-prensa-para-que-no-mientan> . et dans le cas de l'équateur : [http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/construiremos\\_una\\_ley\\_de\\_comunicacion\\_que\\_garantice\\_informacion\\_veraz\\_y\\_verificada\\_betty](http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/construiremos_una_ley_de_comunicacion_que_garantice_informacion_veraz_y_verificada_betty). Dans : Asamblea Nacional de la Republica del Ecuador [en ligne]. 22 décembre 2009. Disponible à l'adresse : [http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/construiremos\\_una\\_ley\\_de\\_comunicacion\\_que\\_garantice\\_informacion\\_veraz\\_y\\_verificada\\_betty](http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/construiremos_una_ley_de_comunicacion_que_garantice_informacion_veraz_y_verificada_betty) n

<sup>631</sup> Voir l'indice développé par reporter sans frontière

télé-présidents où « les présidents deviennent producteurs de contenus : ils gouvernent 'en vivo y en directo' » (GUEVARA, 2010). La région andine est particulièrement pénétrée par ces pratiques présidentielles à l'instar du cas emblématique du Venezuela membre jusqu'en 2006. Les chefs d'États se mettent en scène dans une forte médiatisation de leurs activités et de leur personne. S'il ne s'agit pas d'un phénomène propre aux gouvernements de gauche comme le démontre l'exposition médiatique de Alvaro Uribe, ancien président de la Colombie<sup>632</sup>, l'opposition entre élites économiques conservatrices et politiques progressistes a mené à une guerre médiatique ouverte en Equateur notamment. Président médiatique, Rafael Correa incarne particulièrement cette tendance, détenant notamment le record du nombre d'allocutions annuelles - 233 en 2009 contre 195 pour Hugo Chavez - (GUEVARA, 2010). Outre la mise en place d'une loi des communications en 2014, dans de nombreuses interventions directes ou non<sup>633</sup>, le président Equatorien a ouvertement critiqué « le pouvoir médiatique corrompu »<sup>634</sup> dans son pays. Si la guerre médiatique fait rage, c'est que l'enjeu est de taille : les médias constituent de puissants formateurs d'opinion. L'apparition dans les médias est ainsi une condition essentielle de l'exercice du politique.

### *L'influence des médias sur l'opinion publique*

Au cœur du paysage politique, les médias, jouent -historiquement et théoriquement- un rôle fondamental dans le fonctionnement démocratique. Les médias sont de puissant relais d'opinion. Principale source d'information des populations, c'est dans leurs discours que se forment les consciences et les sensibilités politiques, dans la région andine comme ailleurs.

[...] Les médias sont le pilier sur lequel se fonde l'opinion publique de la vie des pays. Ils assument un rôle multiple incluant les actions pour informer,

---

<sup>632</sup> Se méfiant des médias et des journalistes, le président Alvaro Uribe a établi une communication directe multipliant les retransmissions parlementaires et les mises en scènes du pouvoir dans les médias à l'instar des plus de 300 conseils communautaires retransmis en huit ans (GUEVARA, 2010)

<sup>633</sup> Au-delà des diverses interviews sur TVE et des allocutions officielles nous pouvons citer l'exemple du spot réalisé en février 2015 concernant la concentration médiatique en réponse au journal El Universo avec lequel Rafael Correa a eu plusieurs démêlés : *La verdadera concentración de medios en el Ecuador* [en ligne]. 26 février 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=PjiNseevBY>

<sup>634</sup> Emission 'Enlace Ciudadano' numéro 328, du 29 juin 2013 (voir : Correa: « Nos acusan de espiar pero estoy seguro de que nos espían a nosotros ». Dans : *Actualidad RT* [en ligne]. 29 juin 2013. Disponible à l'adresse : <https://actualidad.rt.com/actualidad/view/98648-correa-ecuador-snowden-espionaje>)

encourager, guider, applaudir et critiquer les institutions et personnes qui ont la responsabilité d'administrer des ressources déterminées et de diriger des groupes humains, y compris les Etats.<sup>635</sup>

(GROOSCORS, 1986).

Héritiers des premiers journaux, de la diffusion des informations à la libre expression des différentes opinions, les médias sont indispensables à l'établissement du débat démocratique permettant aux citoyens de se former une opinion. « La mission de la presse quotidienne est, alors, fondamentale. De ses pages sortira l'information comme la formation d'opinion. »<sup>636</sup> (CANALES, 1995, p70). La liberté et l'indépendance de la presse ont ainsi été affirmées comme valeurs centrales du jeu démocratique de l'étude de la démocratie en Amérique par Tocqueville<sup>637</sup> aux chartes pour les droits de l'homme<sup>638</sup>. Face aux enjeux politiques qu'elle représente, l'influence des médias sur l'opinion publique a fait depuis les années 1940 l'objet d'un grand nombre d'études. Si les nombreux apports de la sociologie ont relativisé les effets massifs et directs des médias sur les publics, à l'instar de la théorie du *two-step-flow* qui positionne les leaders d'opinion en intermédiaires de la communication<sup>639</sup> ou des différentes études sur la différenciation des perceptions des contenus médiatiques<sup>640</sup>, la densification des réseaux médiatiques et leur croissante omniprésence dans notre quotidien mènent à réenvisager l'influence médiatique à partir d'autres biais. Pour McCombs et Shaw<sup>641</sup> les médias, en établissant

---

<sup>635</sup> [...] los medios constituyen el pilar que sustenta la opinión pública de la vida de los países. A ellos corresponde un papel múltiple que incluye acciones de informar, impulsar, guiar, aplaudir, y criticar a las instituciones y personas que tienen la responsabilidad de administrar determinados recursos y dirigir grupos humanos, incluyendo los Estados (GROOSCORS, Guido. Comunicación e integración. *Chaski. Revista Latinoamericana de Comunicación*. 1986, n° 17)

<sup>636</sup> CANALES, Guillermo. La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos. Dans : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 68-72, 1995. DT 14 / 1995. P.70

<sup>637</sup> Alexis de Tocqueville qui consacre une partie de son étude au rôle de la presse dans la démocratie affirmait que « la souveraineté du peuple et la liberté de la presse sont donc deux choses entièrement corrélatives » (TOCQUEVILLE, Alexis de. *De la démocratie en Amérique*. Paris : Gallimars, 1961. T.I, II p. 187)

<sup>638</sup> L'article 11 de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789 , l'article 19 de Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme affirme l'importance de la liberté d'expression et d'information.

<sup>639</sup> Cette conception a notamment été développée par Lazarsfeld entre 1940 et 1955 et Lewin qui précise un rôle de « gatekeeper » ou contrôleur de flux d'information joué par les leaders d'opinion. (Mattelart et Mattelart, 2007, p.24-28)

<sup>640</sup> "[...] l'impact réel des messages résulte d'un processus d'interaction dans les deux sens entre les médias qui les émettent et un public qui les déforme, se les approprie et, à l'occasion, les retourne." (CASTELLS, 1999, p376)

<sup>641</sup> MC COMBS, M et SHAW, D. The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*. 1972, Vol. 36, n° 2, p. 176-187

une hiérarchie dans les sujets présentés, structurent les préoccupations des citoyens. Dans le cadre péruvien, Jorge Acevedo, affirme également que les médias à travers les biais de présentation de l'information et le rabâchage médiatique autour de certains sujets « ont des effets dans la construction des agendas publics, ce qui implique en partie un transfert des thèmes d'intérêts des médias vers les préoccupations citoyennes »<sup>642</sup>. Si pour ce modèle de *l'agenda-setting*, à défaut de nous dire quoi penser les médias nous disent à quoi penser, le modèle de la « spirale du silence » développé par la sociologue Élisabeth Noëlle-Neumann<sup>643</sup> montre que les médias peuvent dicter ce qu'il ne faut pas penser, réduisant le pluralisme de la société à partir de la peur de la marginalisation de certaines opinions. Finalement il convient de ne pas sous-évaluer l'influence des médias sur l'opinion publique. Si « le viol des foules » n'a pas lieu dans les termes de Tchakhotine<sup>644</sup>, l'influence des médias apparait de façon indirecte et insidieuse bien réelle. Lieu de socialisation primaire, les médias, en tête desquels il convient de placer la télévision, représentent la fenêtre sur le monde à travers laquelle les citoyens s'informent et se forment une opinion, faisant fréquemment intervenir en fonction des intérêts ou opinions du journaliste ou du groupe qui l'emploie un cadre d'interprétation biaisé qui peut influencer la perception du public sur tel ou tel sujet. Les médias participent ainsi à construire la réalité. Cette potentialité médiatique est au centre des affrontements ouverts entre progressistes et conservateurs dans la région andine, elle est objet de convoitises par les pouvoirs économiques ou politiques<sup>645</sup>. Corruption, subjectivité, sensationnalisme, rentabilité. Si les bienfaits de la presse de Tocqueville l'amenaient à pardonner ses travers, les logiques médiatiques actuelles mettent en doute leur rôle de

---

<sup>642</sup> FERRER PIZARRO, Raisa. Entrevista a Jorge Acevedo: Medios y poder político en el Perú. *Boletín PeruDebate* [en ligne]. Aout 2012, Vol. 1, n° 4. Disponible à l'adresse : [http://perudebate.pe/sites/default/files/medios\\_y\\_poder\\_politico.pdf](http://perudebate.pe/sites/default/files/medios_y_poder_politico.pdf)

<sup>643</sup> Noëlle-Neumann E. « La spirale du silence ». *Hermès* [En ligne]. 1989. n°4, p. 181. Disponible sur : < <http://dx.doi.org/10.4267/2042/15408> >

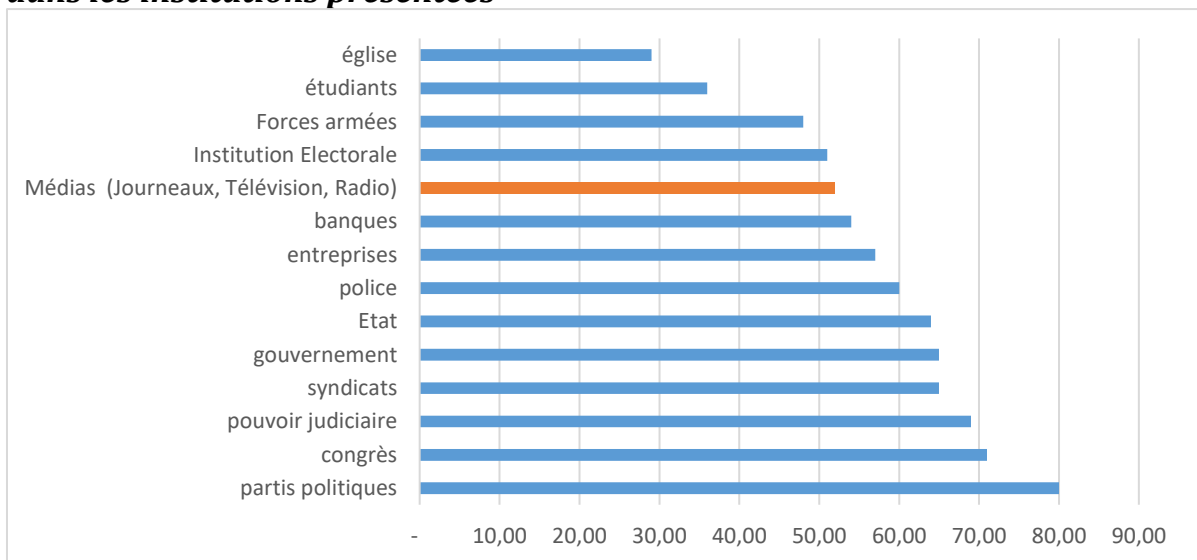
<sup>644</sup> TCHAKHOTINE, Sergueï Stepanovitch. *Le viol des foules par la propagande politique*. Paris : Gallimard, 1992.

<sup>645</sup> Parmi les nombreux cas d'appropriation du pouvoir médiatique nous pouvons citer le cas du président Fujimori qui a mené une active campagne de contrôle des médias que ce soit par la répression, la corruption de chaînes de TV et de titres de presses pour les lignes éditoriales favorables par Vladimiro Montesino (Panamericana TV...) ou le soutien à la distribution massive de tabloïdes détournant l'opinion publique vers les faits divers sulfureux et une ridiculisation de l'opposition. Voir par exemple : CARDENAS, Jorge. Fujimori y la prensa: 5 casos que nos recuerdan la censura del régimen. *La Republica* [en ligne]. Lima, 10 décembre 2015. Disponible à l'adresse : <http://larepublica.pe/politica/709988-fujimori-y-la-prensa-5-casos-que-nos-recuerdan-la-censura-del-regimen>

défenseurs du pluralisme démocratique et l'explosion des NTIC et le second millénaire du tout médiatique nous poussent à réaffirmer l'influence des médias sur l'opinion publique.

Les médias font pleinement partie du jeu démocratique et de la vie politique et ils occupent ainsi naturellement dans la région andine une place de choix dans les habitudes et pratiques de la citoyenneté. Si les populations, conscientes des intérêts politiques et économiques derrière les groupes médiatiques<sup>646</sup>, ont majoritairement peu ou pas confiance dans les journaux (56%), la télévision (51%) et dans une certaine mesure également dans la radio (48%), pour autant les médias leur inspirent davantage confiance que l'Etat (64%), les syndicats (65%) ou les partis politiques (80%)<sup>647</sup>.

**Graphique 31 : Part de la population andine ayant peu ou aucune confiance dans les institutions présentées**



Source : Latinobaromètre, 2015

Malgré une certaine perte de crédibilité des médias de masse, ceux-ci sont omniprésents dans le quotidien des populations. Si les populations ont en 2010 davantage tendance à s'informer sur la politique auprès de leurs proches, et que les journaux sont moins lus

<sup>646</sup> Différentes données montrent en effet la pleine conscience des influences médiatiques : « en 2004, 72,2% des sondés affirment que les médias sont fréquemment influencés par « los poderosos », 56,3% que les médias prennent parti ou un peu parti pendant les élections. Surtout, 37,2% estiment en 2002 qu'en cas de difficulté, le président peut contrôler les médias » (GUEVARA, 2010)

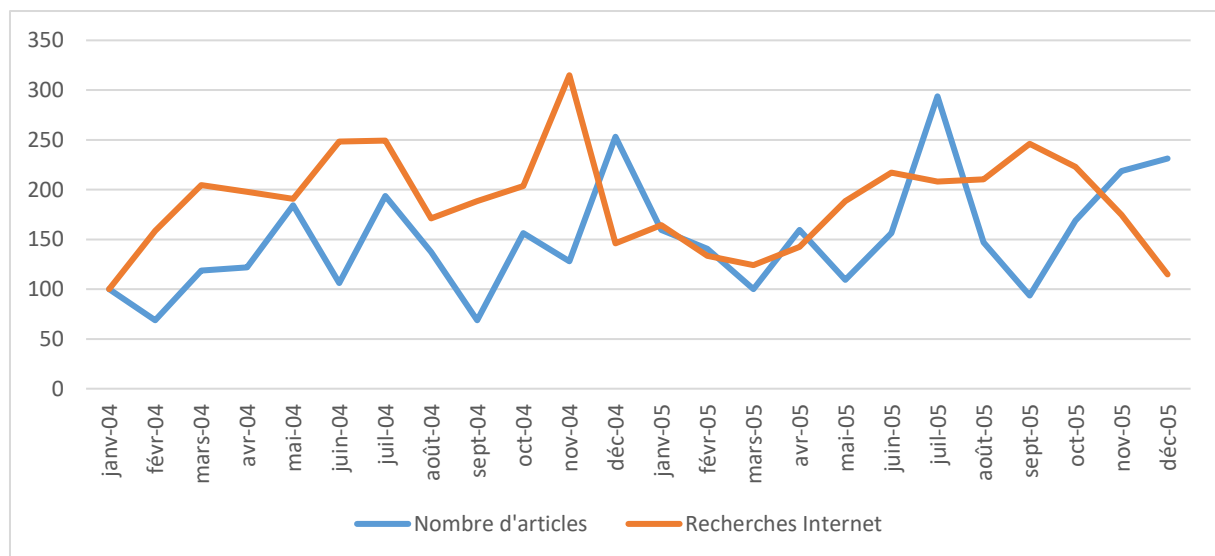
<sup>647</sup> Données issues du Latinobaromètre pour l'année 2015.



qu'auparavant<sup>648</sup>, les médias n'en sont pas moins la première source d'information pour les populations andines. En 2010 ils sont ainsi 82% à déclarer s'informer par la télévision, 53% par la radio et 34% par les journaux. Les médias, et en particulier la télévision, que les populations de la région regardent en moyenne 2.8 heures par jour en semaine en 2013, ont un impact considérable sur le rapport des citoyens à la société.

De par cette omniprésence, les médias revêtent un poids considérable dans l'information et la formation des opinions dans la région andine. Bien que l'expérience de tout individu puisse le mener à la même conclusion tant le lien entre information et opinion est tautologique, nous avons dans le cadre d'une brève étude menée grâce aux outils Google News et Google Trends, confirmé une certaine corrélation entre le traitement médiatique de l'intégration régionale et l'intérêt des populations pour celle-ci.

**Graphique 32 : Corrélation entre articles publiés et les recherches sur la Communauté Andine. (Janvier 2004 = 100)**



Source : élaboration propre à partir de Google News et Google Trends

Comme l'illustre le Graphique 32, le volume de recherches Internet à partir des mots clés « Comunidad Andina » et le nombre d'articles de presse en ligne sur la période 2004 –

<sup>648</sup>Les populations andines lisent ainsi en 2013 la presse moins souvent qu'en 1995, déclarant en moyenne lire la presse 1.91 jour par semaine contre 2.78 en 1995. (latinobaromètre)

2005 suivent des tendances similaires en dépit de certains décalages<sup>649</sup>. En fait, au-delà des théories évaluant la façon dont les médias façonnent une certaine vision du monde, la mesure de leur omniprésence dans nos sociétés de l'information et le lien évident entre information et opinion, font que leur prise en compte est indispensable pour toute tentative d'implication des populations dans un processus politique.

### *Du rapprochement entre médias et intégration régionale*

Prendre en compte le regard des médias sur l'intégration régionale et dessiner des modalités favorables de relation presse est donc indispensable pour construire une communauté politique macro-régionale. La relation presse répond à un certain nombre de règles, que le SGCAN a inclus dans sa stratégie de communication en particulier sous la direction de Susana Pezzano et de Blanca Rosales, deux journalistes à la tête du service de communication.

Du point de vue de la communication institutionnelle, les médias représentent un levier indispensable afin de gagner en notoriété et en légitimité auprès de l'opinion publique. Les médias ayant une fonction d'amplification des informations, il s'agit ainsi non seulement d'apparaître dans les médias mais aussi de s'assurer que cela soit en des termes positifs, l'impact d'une information positive comme négative pouvant être considérable si elle est médiatisée. De fait, la relation avec les médias – traditionnellement nommée la relation presse - fait l'objet d'une stratégie dédiée au sein du plan de communication afin de « de gérer la communication avec les médias, d'établir des relations harmonieuses et une collaboration fructueuse et de devenir un interlocuteur fiable et légitime pour les journalistes » (LIBAERT et JOHANNES, 2010, p.97). Divers outils sont ainsi associés au développement de la relation presse, il s'agit d'une part de transmettre des informations à une liste de journalistes précise à travers des communiqués ou des dossiers de presses qui viennent étayer une conférence de presse s'inscrivant dans une démarche plus dialogique à l'instar des interviews journalistiques. D'autre part le développement et la relation presse passe également souvent par des

---

<sup>649</sup> On remarque ainsi qu'à plusieurs reprises l'intérêt manifesté par le volume de recherche semble précéder la couverture médiatique de l'intégration régionale pour décliner lors des pics médiatiques. C'est ainsi le cas pour les mois de décembre 2004 et décembre 2005. D'une façon générale, sur les 12 dernières années, le volume de recherche indiqué par Google trends sur la CAN diminue constamment à la période des fêtes de fin d'année.

rencontres et discussions informelles ou des événements dédiés (repas, voyage, visite ou encore séminaire de presse...). Public à part entière, il convient en effet d'informer mais également d'intéresser les journalistes en établissant une relation privilégiée et en s'inscrivant dans « le climat d'opinion »<sup>650</sup> : pour faire l'actualité, une organisation va veiller à faire coïncider son agenda avec l'agenda médiatique. Apparaissant dans la fenêtre sur le monde que présentent les médias, l'institution s'assure une plus grande notoriété et légitimité<sup>651</sup>.

Ce qui est vrai du point de vue de la communication *corporate* conçue pour des acteurs économiques, l'est encore plus dans le cadre de l'intégration régionale. Il s'agit d'être positionné par les médias comme un acteur politique qui compte et de s'insérer dans le quotidien des populations afin de susciter leur intérêt et leur implication. Si ce n'est qu'informés que l'on devient citoyens<sup>652</sup> et que les médias sont les principaux vecteurs de l'information, toute implication politique régionale dépendra nécessairement du traitement de l'actualité régionale par les médias. S'il existe par nature une incompatibilité entre l'information donnée par les médias et l'information diffusée par l'intégration régionale<sup>653</sup>, les institutions régionales doivent développer des relations presse adaptées, qui vont intrinsèquement se situer dans une ambivalence entre communication politique et communication institutionnelle. C'est ainsi que le processus d'intégration andin a travaillé en particulier suite à la réingénierie à mettre en place une relation privilégiée avec les médias dans le cadre de la construction de sa politique de communication. En 2000 le SGCAN affirmait que « L'une des caractéristiques de la société de l'information est le rôle croissant des médias de communication comme formateurs d'opinion publique, ce pourquoi il est indispensable de leur fournir des flux d'information

---

<sup>650</sup> Elisabeth Noelle-Neumann qualifie ainsi la tendance générale de l'opinion, l'air du temps qui se dessine dans les médias. (NOEKKE NEUMANN, 1989)

<sup>651</sup> Thierry Libaert et Karinne Johannes notent ainsi que présence dans les médias « apparaitra en outre, beaucoup plus légitime que toute campagne de publicité. » (LIBAËRT et JOHANNES, 2010, p97)

<sup>652</sup> Nous reprenons encore ici la citation prêtée à Alfred Sauvy : « Bien informés, les hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets » .

<sup>653</sup> « Los primeros buscan servir a la comunidad entregándole información que se considera de interés... en tanto que los segundos como proceso en construcción..., busca entregar una información que paulatinamente forme opinión pública favorable y le dé respaldo en el largo plazo.» (LOPEZ BUSTILLO, 1995)

adéquats et de haute qualité sur le processus d'intégration »<sup>654</sup> En 2010, la stratégie de communication du SGCAN voit le jour, si elle s'oriente à la diffusion directe le rôle privilégié des médias est souligné avertissant que « au-delà du rôle des médias dans la défense de leurs intérêts institutionnels, il n'est pas prudent d'ignorer le rôle important qu'ils jouent dans la consolidation de l'opinion publique, facteur qui, dans une grande majorité des cas, est déterminant pour l'accomplissement des objectifs organisationnels et du processus. »<sup>655</sup>

Relevant l'importance toute particulière des médias pour l'intégration régionale<sup>656</sup>, le service de communication du SGCAN, a ainsi pris en compte dans sa stratégie de communication le développement de sa relation presse et a développé en particulier trois axes stratégiques de travail avec les médias : la formation des journalistes aux thématiques régionales à travers des stages, cours virtuels ou ateliers dédiés, la constitution de réseaux de journalistes et bien évidemment la diffusion d'informations aux médias et à travers les médias.

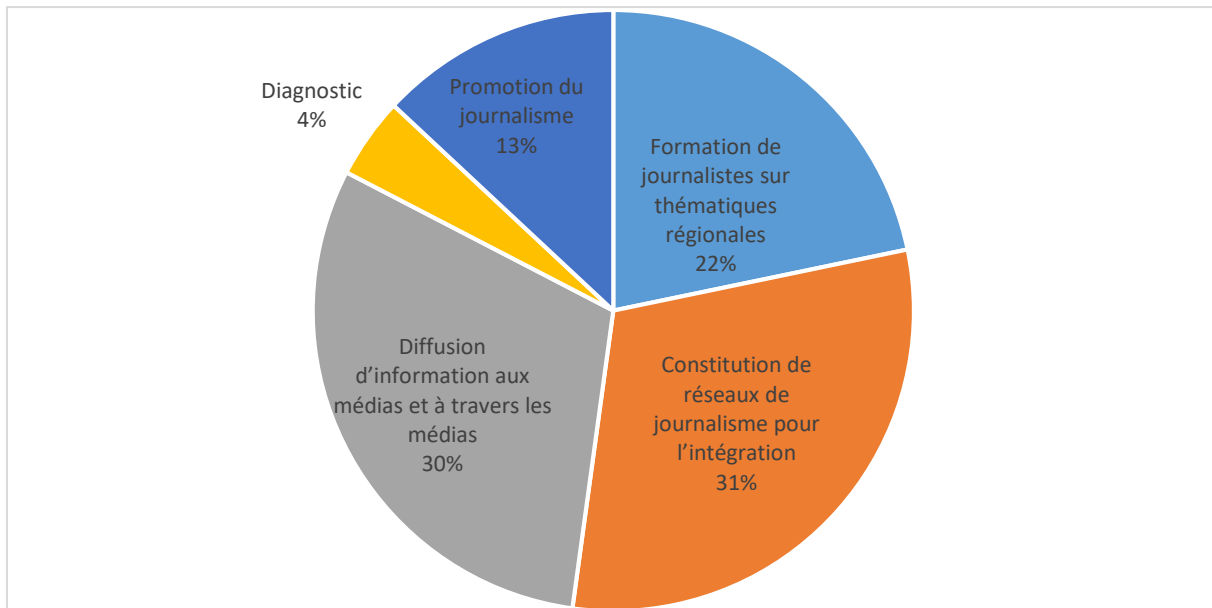
---

<sup>654</sup> «Una de las características de la sociedad de la información es el creciente papel de los medios de comunicación como formadores de la opinión pública, por lo que resulta imprescindible proveerlos de adecuados flujos de información, de alta calidad, sobre el proceso integracionista.» (SGDT85 ,2000)

<sup>655</sup> « Más allá del rol de los medios de comunicación en la defensa de sus intereses institucionales, no es prudente ignorar el importante papel que cumplen en la consolidación de la opinión pública; factor que, en gran parte de los casos, es determinante para el cumplimiento de los objetivos organizacionales y del proceso. » (SGDI 945)

<sup>656</sup> Nous ne menons pas ici une étude comparative mais il convient de noter que de son côté l'Union Européenne a mis un accent particulier au développer de sa relation avec les médias. Notons en particulier ainsi la création du centre européen de journalisme de Maastricht réunissant la quasi-totalité des écoles de journalisme des pays membres afin de compléter les formations par une sensibilisation à la problématique de la construction européenne (PICCAROLO, 2015, p 15) ou également le prix Stendhal pour le journalisme attribué pour les meilleurs articles sur l'Europe, expérience dont la CAN manifeste à plusieurs reprise le désir de s'inspirer (voir plans de travail)

**Graphique 33 : Axes stratégiques de le relation presse dans les Plans de travail de la CAN entre 2000 et 2010**



*Source : élaboration propre à partir de l'analyse des plans de travail du SGCAN*

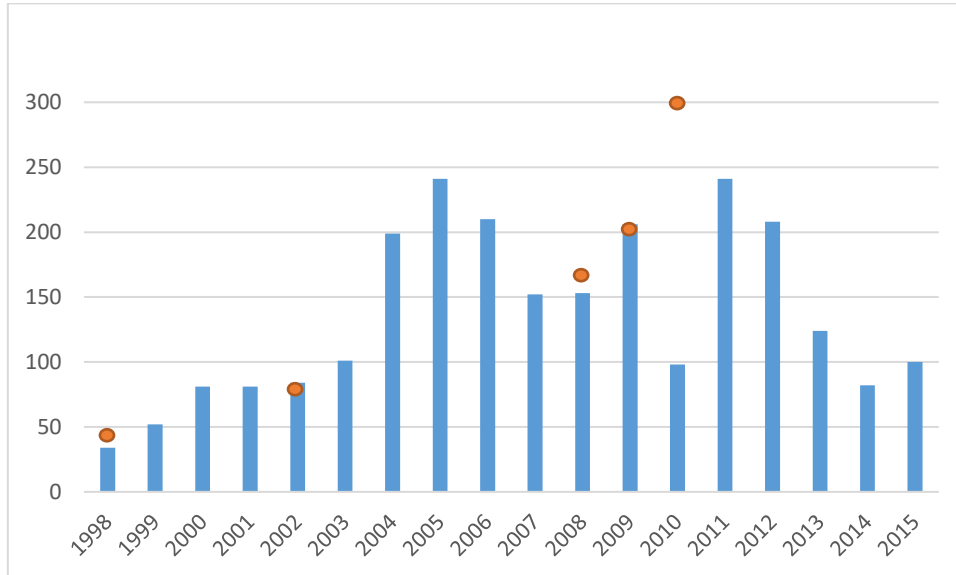
Susana Pezzano, responsable du service de communication du SGCAN entre 1997 et 2002 et journaliste de formation, a pensé le site web de la CAN comme un instrument de liaison avec les médias à travers un espace dédié à la presse où sont accessibles depuis 1998 les communiqués mais aussi les discours officiels, des sélections d'articles sur l'intégration et plus récemment des photos<sup>657</sup>. Dès 1998, le SGCAN convoque à Santafé de Bogotá, la "Réunion de journalistes, représentants des médias de masse et intellectuels", afin « [d']échanger des idées et de favoriser des actions concrètes pour mobiliser l'opinion publique et la société civile sur le développement et les bénéfices du processus d'intégration ». <sup>658</sup> S'inscrivant dans cette perspective, le travail des services de communication sous la direction de Blanca Rosales, elle aussi journaliste de métier, et

<sup>657</sup> Nous ne disposons de trop peu de données pour la période précédant la réingénierie mais notons que d'après Adolfo Lopez Bustillo alors chef de l'unité informatique de la JUNAC, la JUNAC a, en 1994, diffusé 154 notes de presse à 12 agences de presse, 16 journaux, 6 chaînes de télévision, 1 radio et 1 revue spécialisée (LOPEZ BUSTILLO, 1995).

<sup>658</sup> "intercambiar ideas y propiciar acciones concretas para movilizar a la opinión pública y a la sociedad civil sobre el desarrollo y los beneficios del proceso de integración" - Informe Final de la Reunión de Periodistas, Representantes de Medios de Comunicación Social e Intelectuales". (SGDI 73)

Karla Páez, s'est traduit par une augmentation conséquente des notes de presse mises à disposition des médias.

**Graphique 34: Notes de presse du SGCAN (1998-2015)**



*Source : élaboration propre à partir des données du SGCAN*

On voit très nettement sur le Graphique 34, une augmentation de l'activisme en faveur des médias entre 2004 et 2006 d'une part et entre 2009 et 2012 d'autre part<sup>659</sup>, avec sur la période une moyenne annuelle de 212 notes de presse, soit deux fois plus qu'avant l'entrée de Blanca Rosales au service communication du SGCAN. De la même façon il convient de noter que la liste de diffusion à laquelle sont adressées ces notes de presse s'est considérablement agrandie sur cette même période, puisqu'elle est passée de moins de 400 inscrits en 2002 à plus de 1500 en 2010 (SGDI 466 et 940). D'autres activités sont à prendre en compte concernant le développement de la relation de la CAN avec les médias. D'une part il convient de noter que le développement de TVCAN et RadioCAN a mené à certaines retransmissions de leurs bulletins vidéo ou radio dans les médias de la région, d'autre part divers conférences de presse et interviews ont été organisées en lien

<sup>659</sup> Le nombre de communiqués de presse relevé pour 2010 nous semble incohérent tant il est inférieur aux années précédentes et suivantes, d'autant plus si l'on prend en compte le grand activisme communicationnel de l'année 2010 par ailleurs. Le recours aux données disponibles, bien que de façon sporadique, dans les rapports de gestion affiche pour cette année-là un nombre record de 300 communiqués (points orange). Ce chiffre nous paraît plus fiable eu égard au fait que les autres données issues de la bibliographie sont le reste du temps cohérentes avec les relevés sur internet.

avec les activités du SGCAN et l'actualité de la région. Enfin, comme nous le mentionnions au chapitre précédent, des partenariats de diffusion ont été tissés via la fondation albatros Media pour la retransmission des reportages *Andes Secretos* mais aussi avec différentes chaînes de TV, de Radio et de journaux et revues dans le cadre des campagnes de communication du SGCAN. Les relations presse apparaissent donc bien comme un axe stratégique de la communication du SGCAN, particulièrement développé dans la seconde moitié des années 2000 et début des années 2010. De fait des expériences tout à fait positives se sont mises en place dans le cadre des projets financés par l'Union Européenne sur la période.

### *Pour un espace médiatique régional*

Un objectif central pour l'intégration régionale concernant les médias est de permettre la construction d'un agenda médiatique régional porté par des intérêts communs. La constitution de réseaux transnationaux et la sensibilisation des professionnels de la communication sur les thématiques régionales dans les contextes tout particulier des zones frontalières, représentent de réelles opportunités pour construire cet agenda médiatique qui ne placerait plus alors le national au centre de son discours dans une rhétorique de différenciation et de rejet.

La nature même du fait régional doit amener les médias à raisonner en termes de réseaux transnationaux, à chercher la complémentarité avec les autres médias nationaux. La formation, essentiellement à l'échelle latino-américaine, de divers réseaux médiatiques transnationaux constitue une pratique tout à fait positive pour le développement d'un espace médiatique régional<sup>660</sup>. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons ainsi citer le développement dans les années 1990 de divers réseaux tels que SOLAR (Système latino-américain de Radiodiffusion créé en 1991), le groupe de Journaux d'Amériques (GDA) créé en 1992 à partir du rapprochement des journaux La Nación (Argentine), El Mercurio (Chili), El Tiempo (Colombie), El Comercio (Equateur), El Comercio (Pérou), ou le réseau

---

<sup>660</sup> En Europe aussi il y a eu des initiatives de partenariat et de réseau entre les médias nationaux, dès les années 1980 telles les collaborations « Un solo mundo » s'agissant de suppléments parus ponctuellement dans différents journaux européens et « Liber », supplément culturel produit conjointement par des organes de presse espagnols, français, allemand, anglais et italiens. (BASTENIER, Miguel Angel. Integración Regional y Medios de Comunicación. Dans : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 17-21, 1995. DT 14 / 1995)

de journaux économiques d'Amérique latine créé en 1994 à partir de la coordination de huit journaux fondateurs vénézuélien, argentin, chilien, uruguayen, brésilien, péruvien, colombien et guatémaltèque bientôt rejoints par leurs pairs équatorien, bolivien mais aussi espagnol.<sup>661</sup> Le réseau SOLAR est particulièrement intéressant dans le cadre de l'intégration régionale puisque, créé à l'issue du séminaire CIESPAL « la Radio dans la région andine » organisé en 1990, il regroupe à son origine des radios parmi les plus importantes de la région andine (RPP – Pérou, Radio Quito – Equateur, RCN – Colombie, Radio Panamericana – Bolivie et Radio Rumbos – Venezuela). Elaborant conjointement un programme hebdomadaire d'une trentaine de minutes diffusé en simultané sur les radios affiliées<sup>662</sup>, il s'agit bien de construire un agenda médiatique andin en abordant des thématiques communes aux pays de la région.

Etant donné les objectifs d'implication de la société civile et de construction d'une citoyenneté régionale que s'est fixée la Communauté Andine, la constitution de tels espaces médiatiques communs, plaçant dans l'espace public des débats de portée régionale, est essentielle. C'est en ce sens que le SGCAN a focalisé l'un de ses axes stratégiques dans sa relation presse sur la constitution de réseaux de journalistes et a régulièrement appuyé les activités des réseaux transnationaux existants à l'instar du projet « réseaux radiophoniques pour l'intégration et le développement andin » de l'association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER) dont Adalid Contreras a été directeur avant d'être secrétaire général de la CAN. En outre, dans le cadre du programme « initiative pour la stabilisation régionale », financé par l'Union Européenne, diverses actions de formation et de sensibilisation des journalistes sont organisées afin « d'améliorer les contenus informatifs qui étaient transmis dans les médias ».

---

<sup>661</sup> Voir le détail dans ROMERO CARO, Manuel. *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Dans : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 65-67, 1995. DT 14 / 1995

<sup>662</sup> MERAYO PÉREZ, Arturo (dir.). *La radio en Iberoamérica: evolución, diagnóstico y prospectiva*. Sevilla : Comunicación Social, 2007. Colección periodística, 21.p.71.



**Tableau 17: Activités en faveur des médias du programme Initiative pour la Stabilisation Régionale**

<b>Séminaires pour journalistes</b>	
Bolivie - La Paz	29 et 30 avril 2005
Colombie - Bogota	27-29 juillet 2005
Equateur - Quito	25 et 26 juillet 2005
Pérou - Lima	16-18 mars 2005
Venezuela - Caracas	24 et 25 novembre 2005
<b>Stages intensifs pour journalistes</b>	
Pérou - Lima	28 novembre – 3 décembre 2005
<b>Forum de Haut niveau sur la communication et l'intégration</b>	
Colombie – Medellín	24 et 25 avril 2006

*Source : Rosales, 2006*

Cinq séminaires-ateliers pour journalistes sont organisés dans les capitales andines courant 2005 (Tableau 17 Tableau 17: Activités en faveur des médias), réunissant au total plus de 600 journalistes et professionnels de la communication venant, notamment en grand nombre des régions les plus isolées des pays andins<sup>663</sup>. En outre un stage intensif d'une semaine réunissant trente et un journalistes des principaux médias de la région est organisée au SGCAN (Lima) du 28 novembre au 3 décembre 2005 tandis que ces activités culminent avec l'organisation d'un forum de haut niveau sur la communication à Medellín les 24 et 25 avril 2006. A travers ces différents évènements, le travail de la CAN en direction des médias sous la direction de Blanca Rosales, s'organise autour de la constitution d'un «réseau de communicateurs sociaux pour

<sup>663</sup> Cet interet de la presse des régions périphériques est ainsi relevé dans le libre comunicación para la integración dressant le bilan de ces activités et coordonné par Blanca Rosales qui lors de notre entretien a confirmé le succès de ces ateliers :“hicimos un taller para 100 y aparecieron 500 y el tercer día lleo un hombre que llegaba caminando creo desde puno y me dijo he tomado siete carros he tomado 2 ómnibus, y estoy hoy me podré incorporar, claro como no venga siéntese” (entretien avec Blanca Rosales du 31/03/2013)

l'intégration (REDCSI) » de plus 3000 professionnels et animé par un noyau dur de journalistes engagés dans les diverses activités développées à cette période<sup>664</sup>. Une table de *comunicadores* est ainsi créée pour coordonner ce réseau particulièrement actif dans la réalisation du forum de Medellín lors duquel plus de 300 professionnels de la communication et représentants de la société civile ont souscrit à une déclaration en faveur de l'intégration et prenant notamment partie pour des « médias de communication qui construisent des visions régionales ». La constitution de ce réseau représente ainsi - en dépit de son caractère éphémère - une expérience tout à fait positive et nécessaire pour la pratique d'un journalisme régional. A travers ces différentes activités, Blanca Rosales a donc travaillé à rapprocher les journalistes de la région afin de les sensibiliser aux intérêts et aux enjeux de la construction d'un agenda médiatique commun<sup>665</sup>.

Les frontières constituent des zones de contact naturelles au sein de l'intégration régionale, des espaces partageant plus encore des traits culturels, géographiques, historiques, économiques et sociaux communs. Cette réalité commune en fait des espaces d'intégration naturels mais ces régions sont aussi des lieux de visibilisation de l'altérité et en cela, peuvent être des lieux de friction, d'exacerbation de de la différence. Pour ces raisons, les enjeux du travail avec les médias pour l'intégration régionale se cristallisent particulièrement dans les espaces transfrontaliers. Dans les régions transfrontalières, les thématiques et sujets d'intérêts sont déjà le plus souvent partagés du fait de la proximité géographique, sociale et culturelle, le journaliste en vient ainsi « facilement (et involontairement) [à parler] de l'autre côté de la frontière »<sup>666</sup>. La frontière ne saurait diviser intégralement l'espace et encore moins les pratiques sociales, il s'agit de lieux de rencontre, d'échange. Le journalisme ne doit pas ici se limiter au territoire national pour penser le local. Comme le montre le cas des audiences télévisées étudiées par Bustamente Newball à la frontière colombo-vénézuélienne, les intérêts des populations dépassent les

---

<sup>664</sup> Ainsi treize des journalistes assistant au stage intensif au SGCAN sont aussi présent à Medellín, et dans les ateliers nationaux de leur pays d'origine.

<sup>665</sup> “yo creo que la prensa rápidamente se da cuenta de que puede tener una cobertura mayor puede tener un enriquecimiento de su producción periodística, puede tener expertos de cuatro países que les pueden hablar sobre los temas centrales con mucho mayor conocimiento del espacio físico” (entretien avec Blanca Rosales du 31/01/2013)

<sup>666</sup> PORTUGAL DE RODRICH, María Luisa. Fronteras para el encuentro de culturas. In: ROSALES, Blanca (dir.). *Comunicación para la integración : prácticas y desafíos en la región andina*. Lima : Secretaria de la Comunidad Andina, 2006, p.142.

frontières<sup>667</sup>. Les enjeux mais aussi les défis du journalisme transfrontalier sont ainsi en particulier de construire un dialogue interculturel, de travailler en collaboration et de ne pas tomber dans un discours xénophobe empli de préjugés et stéréotypes en « travaillant un nouveau langage, [...] un langage de la communication pour l'intégration »<sup>668</sup>. C'est en ce sens que la constitution de réseaux de journalistes transfrontaliers afin de travailler en coopération et la réalisation de formations et stages dédiés aux spécificités du journalisme en région frontalière est particulièrement important pour l'intégration régionale. Au-delà des coopérations bilatérales qui se sont tissées autour de ces enjeux communs et du travail de formation adapté à ce contexte développé dans les régions frontalières à l'instar de de la faculté de Piura qui réalise des ateliers spécialisés pour les journalistes sur la diplomatie citoyenne et la résolution de conflits<sup>669</sup>, c'est du point de vue régional que doit se travailler le journalisme transfrontalier afin que ces espaces deviennent des corridors d'intégration reliant les pays entre eux et servent de laboratoire à l'institution d'un espace médiatique commun.

Dans le cadre du projet SOCICAN, un axe de travail a été dédié au journalisme transfrontalier. Il s'agit en particulier de travailler à partir du concept de journalisme civique, où le journaliste assume un rôle de médiateur et de formateur. Il s'agit de travailler avec des journalistes de quatre régions frontalières<sup>670</sup> « avec comme objectif dans un premier temps de les former sur l'approche et la stratégie du journalisme civique comme nouvelle forme d'exercer le journalisme en dialogue avec la citoyenneté. »<sup>671</sup> Des

---

<sup>667</sup> Elle a mené un travail de terrain passionnant concernant les intérêts médiatiques de populations et le rôle de l'altérité dans cette région et nous en livre quelques clés dans l'article « La television, Mediaciones y Audiencias en Fronter : Espacios Interculturales para la Integracion » relatant en particulier des entretiens avec les populations de la région manifestant un intérêt pour les actualités liés aux deux côtés de la frontière et suivant ainsi les chaînes d'information locales vénézuéliennes et colombienne. Il y a donc une forte demande d'un agenda médiatique commun dans les régions frontalières. BUSTAMENTE NEWBALL J. « La television, Mediaciones y Audiencias en Fronter : Espacios Interculturales para la Integracion ». *Dialogos de la comunicacion* [En ligne]. 2009. n°79,. Disponible sur : < <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/upload/articulos/pdf/79BustamanteJenny.pdf> >

<sup>668</sup> “siempre vas a tender gente que va a querer trabajar bajo los estereotipos a los cuales estamos acostumbrados en prensa y entonces hay que trabajar un nuevo lenguaje, trabajar una re significación de cada una de las palabras comunes que podemos usar para crear un lenguaje de la comunicación para la integración”

<sup>669</sup> M.L PORTUGAL DE RODRICH nous parle ainsi de l'expérience de la frontière Péruano-équatorienne et du programme de formation transfrontalier « periodismo de frontera : un proyecto para la paz peru ecuador » mis en place auprès de 80 journalistes entre 2001 et 2003.

<sup>670</sup> desaguadareo-copacabana (perou bolivie) Leticia – Caballo Cocha (Colombie Pérou) ,Huaquillas – Aguas Verdes ( EcuateurPérou ) ettulcan – ipiales ( Equateur Colombie)

<sup>671</sup> Coordinadora Nacional de Radios. La comunicacion como dimension de la integracion andina. Estrategia de comunicacion del proyecto SOCICAN. Lima : CNR, 2010. (Proyecto SOCICAN).

ateliers ont ainsi été organisés autour de thématiques adaptées aux différentes régions frontalières afin de mettre en place un débat avec les journalistes en tant que relais de la citoyenneté et d'inscrire ce débat dans l'agenda de l'intégration régionale. Dans un second temps il s'agissait ensuite de promouvoir des actions de sensibilisation et de mobilisation auprès des populations. Ce projet, pensé à partir de la spécificité de ces espaces, a connu un certain succès et, outre la constitution de réseaux de *comunicadores* binationaux dans ces régions, ce sont 168 journalistes qui ont été formés et 2800 citoyens qui ont participé aux activités développées<sup>672</sup>.

La CAN a donc bien développé un intérêt particulier pour la relation avec les médias dans les régions frontalières<sup>673</sup>. Le journalisme de frontière est le lieu privilégié de la construction et de la pratique d'un agenda médiatique commun, construit à partir des intérêts de la citoyenneté. En cela, œuvrant dans des régions souvent laissées en marge de l'Etat, il est amené à revenir à une pratique plus saine du journalisme en se défaisant des intérêts politico-économiques des groupes médiatiques centralisés dans les capitales. Toutefois, ces bonnes pratiques du journalisme pour l'intégration, ne reflètent pas le traitement général du fait régional dans les médias les plus importants de la région.

## 7.2. Le fait régional et les médias

*De la couverture médiatique de l'intégration régionale : quelle visibilité de la Communauté Andine ?*

La mesure de la variation quantitative des articles sur le processus régional publiés dans la presse andine<sup>674</sup>, constitue un outil essentiel pour étudier l'évolution de l'intérêt des médias pour la Communauté Andine. Si, à défaut d'études comparatives à grande échelle supposant l'analyse de plusieurs titres de presse par pays sur les 47 ans d'existence du processus, nous n'entendons pas prétendre à une analyse exhaustive du

---

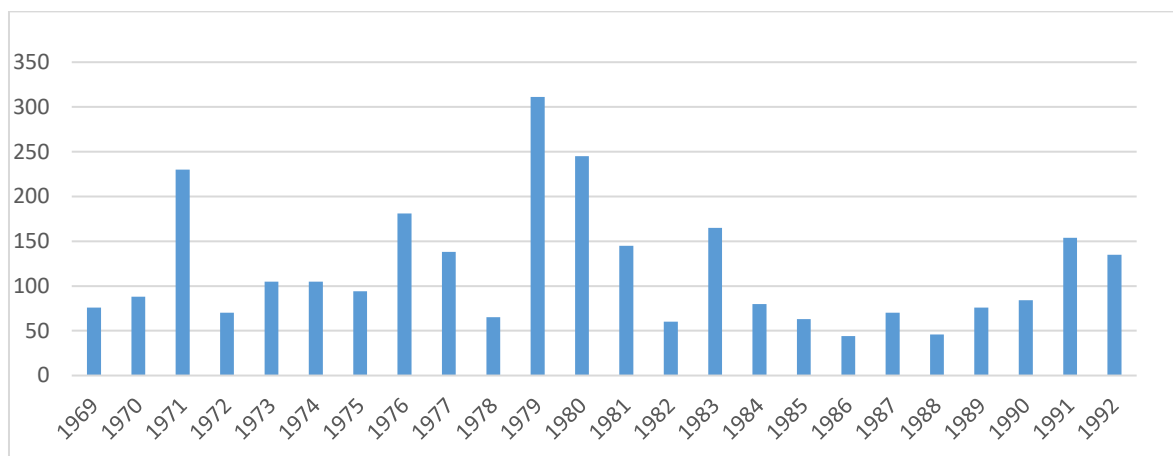
<sup>672</sup> Un résumé des activités menées peut être trouvé dans le rapport rédigé par le CNR (CNR, 2010, p 48-49)

<sup>673</sup> Différentes activités en ce sens ont continué d'être développées tel que l'atelier régional de journalistes de frontière et le réseau journalistes de frontière. (voir DI989)

<sup>674</sup> Ou plus ambitieuse encore celle de la présence à l'antenne de l'intégration dans les bulletins informatifs télévisés ou radiodiffusés.

traitement médiatique sur le processus andin, nous pouvons à partir de diverses sources identifier un certain nombre de tendances dans la presse régionale. Au-delà des chiffres figurant ponctuellement dans diverses références bibliographiques<sup>675</sup>, nous disposons d'une part des travaux de recherche de Claudia Bustos sur le traitement médiatique de l'intégration régionale dans deux journaux colombiens de 1969 à 1992<sup>676</sup>, et d'autre part, nous avons mené de brèves<sup>677</sup> études visant à prolonger la visibilité du contexte colombien<sup>678</sup> (El Tiempo - 2005-2016) et à établir une vision comparative des tendances médiatiques sur l'intégration régionale andine<sup>679</sup>. Le travail de Claudia Bustos effectué de façon systématique sur 24 années permet en particulier de faire apparaître la faible visibilité de l'intégration régionale dans la presse colombienne.

**Graphique 35 : L'intégration régionale dans la presse colombienne  
Etude de El Espectador et El Tiempo 1969-1992**



Source : BUSTOS, 2003

<sup>675</sup> Ces données, présentées à titre d'exemple ne sont la plupart du temps pas sources et aucune indication quant à la méthodologie employée ou à l'échantillon étudié n'est fournie.

<sup>676</sup> BUSTOS SANCHEZ, Claudia. *La prensa escrita colombiana y el proceso de la integración andina*. Madrid : Universidad Complutense, 2003

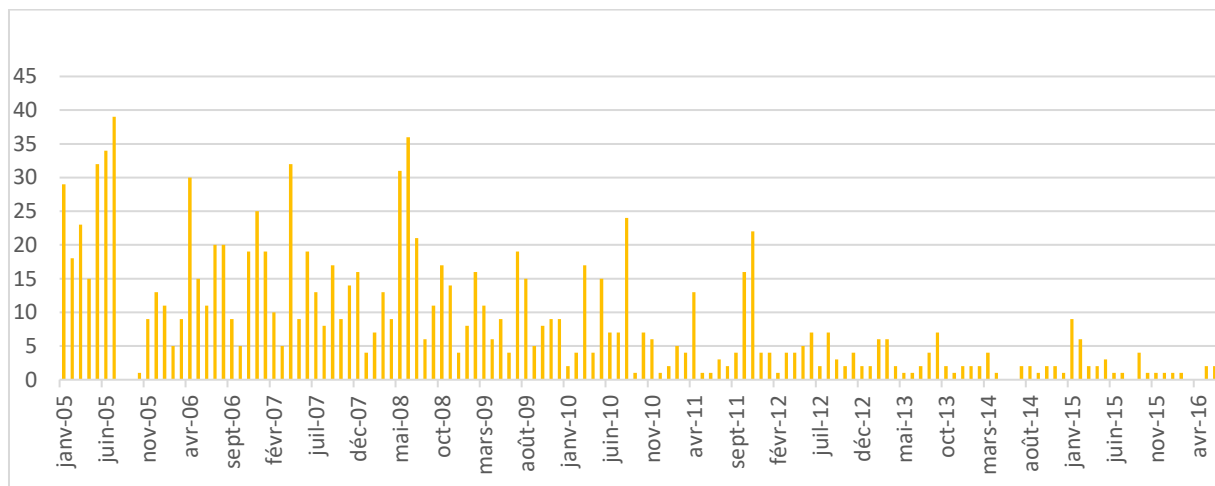
<sup>677</sup> En effet en dépit de l'intérêt qu'aurait pu représenter un traitement exhaustif de la question, le relevé et l'analyse d'articles de presse dans un ou plusieurs quotidiens nationaux pour chaque pays membres sur une période de 47 ans représente un travail titanesque qui dépasse l'ambition de la thèse dont la couverture médiatique du processus régional ne représente qu'une partie.

<sup>678</sup> Nous avons ainsi grâce aux outils d'indexation en ligne du quotidien el Tiempo recensé les articles à partir des mots clés « Comunidad Andina » entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 19 juillet 2016.

<sup>679</sup> Relevé comparatif réalisé sur quatre quotidiens nationaux à des dates clés entre 1969 et 1997 et une étude de la presse en ligne sur deux ans (2004-2005)

Entre 1969 et 1992, les deux quotidiens étudiés par Claudia Bustos (Graphique 35) publient en moyenne - et à eux deux - moins de dix articles sur le processus par mois. En outre, neuf années<sup>680</sup> concentrent à elles seules 60% des articles publiés en 24 ans. En dehors de ces années de faste médiatique, l'intégration est au menu des quotidiens moins d'une fois par semaine (1 article tous les 9 jours dans El Espectador et tous les 11 jours dans El Tiempo). Notre étude du quotidien El Tiempo entre 2005 et 2016 (Graphique 36) confirme cette faible couverture médiatique avec en moyenne sept articles par mois sur la période étudiée, et révèle par ailleurs un fort déclin de la présence de l'intégration dans la presse puisque sur les cinq dernières années ce ne sont en moyenne que deux articles par mois qui sont publiés par le quotidien Colombien. Si, le traitement de l'intégration régionale andine en Colombie jusqu'en 1992 ne laisse pas paraître d'augmentation ou de diminution globale dans le temps, l'étude de la presse sur une période plus récente permet quant à elle de dessiner une tendance générale trahissant un déclin de l'intérêt médiatique pour le processus régional.

**Graphique 36 : La place de la Communauté Andine dans le quotidien El tiempo (Colombie) 2005-2016**



Source : élaboration propre

<sup>680</sup> Les années de pic relevées par Claudia Bustos sont : 1971, 1976, 1977, 1979, 1980, 1981, 1983, 1991 et 1992. Notons qu'il existe une forte incohérence entre les résultats présentés par Bustos pour l'année 1969 avec 76 articles pour les deux quotidiens colombiens avec le relevé de 109 articles que nous avons effectué pour le seul mois de mai uniquement pour le quotidien El Tiempo. Les deux méthodes employées sont similaires et le lieu de collecte identique (Bibliothèque Luis Angel Arango), toutefois les deux relevés ont eu lieu à plus de 10 ans d'intervalle, Bustos signalant à son époque la difficulté d'accès aux archives El tiempos celles-ci étant en cours de systématisation.

Alors qu'en janvier 2011 le SGCAN se félicite encore d'une présence croissante dans les médias régionaux<sup>681</sup>, nous observons quant à nous une tendance générale au déclin de cette présence depuis 2005. Notre étude du quotidien *El Tiempo* révèle ainsi que le nombre d'article recensé à partir des mots clés « Comunidad Andina » est passé en moyenne de 14 articles par mois en 2005 à seulement 9 articles pour toute l'année 2015.

C'est donc un très net déclin qu'enregistre la projection médiatique du processus régional dans la presse colombienne. Mais si la tendance générale dresse un bilan de décroissance sans appel, il convient de noter que celle-ci n'a pas été linéaire. La couverture médiatique varie ainsi, nous le verrons, en fonction de la nature des actualités du processus et de leurs intérêts pour l'agenda médiatique national et en dehors de ces variations contextualisées, une tendance plus générale de l'agenda médiatique à évoluer au gré des va et vient historiques du processus peut être identifiée. C'est ainsi que l'étude de quatre quotidiens andins à des dates clés (voir section suivante page **Erreur ! Signet non défini.**) révèle une tendance commune à couvrir plus largement l'intégration lors de la signature de l'accord, de l'entrée du Venezuela ou de la sortie du Chili. De la même façon, après les heures sombres de la décennie perdue ayant grandement entamée la notoriété du processus andin, les années 1990 avec l'entrée en réingénierie du processus et le retrait du Pérou, génèrent pessimisme et désintérêt médiatique<sup>682</sup>. De fait, le renouveau du processus, devenu Communauté Andine et le travail du SGCAN en faveur de la communication portent leurs fruits et le SGCAN mesure ainsi une variation positive à travers un relevé faisant paraître 2351 articles au premier semestre 2002 contre 1324 pour la même période en 1997<sup>683</sup>, des données cohérentes avec nos relevés dans le quotidien colombien où le nombre d'articles sur la CAN est en 2001 près de deux fois supérieur à 1997. L'activisme de Susana Pezzano et le renouveau du processus andin, renforcé par un contexte de fort protagonisme pour l'intégration dans le cadre des

---

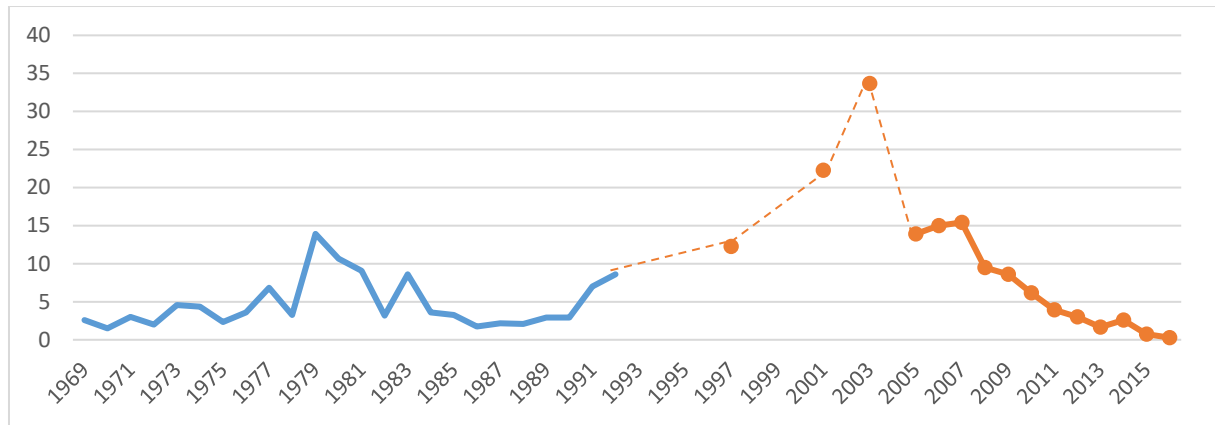
<sup>681</sup> “Finalmente, no podemos dejar de destacar el creciente posicionamiento de la Comunidad Andina en las agendas de los medios de comunicación de la región, y con enfoques que empiezan a abrirse de la difusión privilegiada de acontecimientos críticos a hechos que nos unen y permiten avanzar en el sueño de la integración andina y latinoamericana.” (SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Comunidad Andina en el 2010 : una mirada desde la prensa*. Lima : SGCAN, 2011. P.3

<sup>682</sup> Une désillusion et un découragement se font ainsi sentir au sein même de la JUNAC, aucun bulletin de presse n'étant transmis pendant plusieurs mois. (CFIR 1995)

<sup>683</sup> Ces chiffres sont annoncés ainsi sans que les échantillons d'étude ou la méthode de relevé ne soient mentionnés. (SGPro79)

négociations hémisphériques font des années 2000 une période de forte couverture médiatique.

**Graphique 37 : évolutions de la couverture médiatique de l'intégration andine dans la presse colombienne (El Tiempo)**



Source : élaboration propre

Entre 1997 et 2007<sup>684</sup>, 19 articles par mois sont en moyenne publiés sur la CAN dans El Tiempo, avec une période de forte croissance de 1997 à 2003. Le net recul de la couverture médiatique entre 2003 et 2005 est à attribuer, au-delà de la rupture dans le service de communication du SGCAN entre 2002 et 2004<sup>685</sup>, à la conclusion de l'accord CAN-Mercosur créant la Communauté Sud-américaine des Nations, et à l'abandon des négociations communes avec les États-Unis au profit de négociations bilatérales qui détournent les projecteurs de la scène andine. Par la suite, si le travail de Blanca Rosales en faveur des médias, permet de maintenir la présence médiatique de la CAN à un niveau relativement haut alors que la sortie tonitruante du Venezuela de la CAN semble porter un coup fatal au processus<sup>686</sup>, à partir de 2008, une fois le soufflet médiatique vénézuélien retombé nous observons un déclin presque constant du nombre moyen d'articles publiés par mois. Aussi vigoureux soit l'activisme déployé par Karla Páez sous les directions de

<sup>684</sup> Il s'agit d'une moyenne extrapolée à partir des données récoltées en 1997, 2001, 2003 puis de 2005 à 2007.

<sup>685</sup> Bien que nous n'ayons pas noté de rupture dans l'émission de notes de presse, l'inexistence pendant deux ans d'un réel service de communication n'a pu que mettre un frein aux relations presse.

<sup>686</sup> Entre 2005 et 2007 se sont en moyenne 15 articles par mois qui sont publiés par el Tiempo, dépassant le record de 1979 enregistré par Claudia Bustos de 14 articles. Notons que notre étude de El Tiempo se veut de plus en plus restrictive que celle menée par Claudia Bustos puisque ne sont retenus que les articles répondant aux mots clés « Communauté Andine »



Freddy Elhers et Adalid Contreras, l'intégration andine semble avoir perdu tout intérêt médiatique. Si dès 1995, Adolfo Bustillo identifiait un désintérêt croissant des médias pour l'intégration régionale andin en raison du surgissement de sujets épineux qui ont généré des controverses et l'apparition d'intérêts opposés au processus andin lui ayant coûté en crédibilité dynamisme et projection sociale (LOPEZ BUSTILLO, 1995), les quinze dernières années semblent dessiner un recul sans précédent de la projection médiatique de l'intégration andine.

### *Tendances nationales et difficile développement d'un agenda médiatique régional*

Le processus d'intégration s'est très tôt préoccupé du traitement du fait régional dans les médias. Se basant sur une étude réalisée par la CEPAL dans la presse latino-américaine avant même la signature du traité fondateur andin, la JUNAC fait réaliser en 1974 une étude de la presse andine<sup>687</sup>. La JUNAC conclut notamment à une faible couverture des actualités macro-régionales par les agences de presse internationales, à un traitement depuis une optique économique, à une place privilégiée pour « le sport, les intrigues policières, les catastrophes ou faits politiques latino-américains (coups d'Etats, élections) » et dénonce le modèle commercial des médias, qui majoritairement financés par les publicités favorisent les sujets attirant facilement l'attention du public afin d'augmenter leur diffusion. (ALFONSO, 1986) Validé et précisé à nouveau en 1985 lors du séminaire Communication et Intégration du CIESPAL, et dix ans plus tard par Adolfo Bustillo<sup>688</sup>, ce diagnostic est aujourd'hui encore adapté à l'étude du traitement médiatique de l'intégration andine.

S'agissant de questionner la couverture médiatique de l'intégration andine, il convient d'adopter une perspective comparatiste afin d'identifier les similitudes et divergences entre les médias des pays membres et d'analyser l'existence d'une tendance médiatique régionale. L'inexistence, à notre connaissance, d'une telle étude comparatiste nous a mené à réaliser des relevés dans la presse régionale nous permettant malgré leur

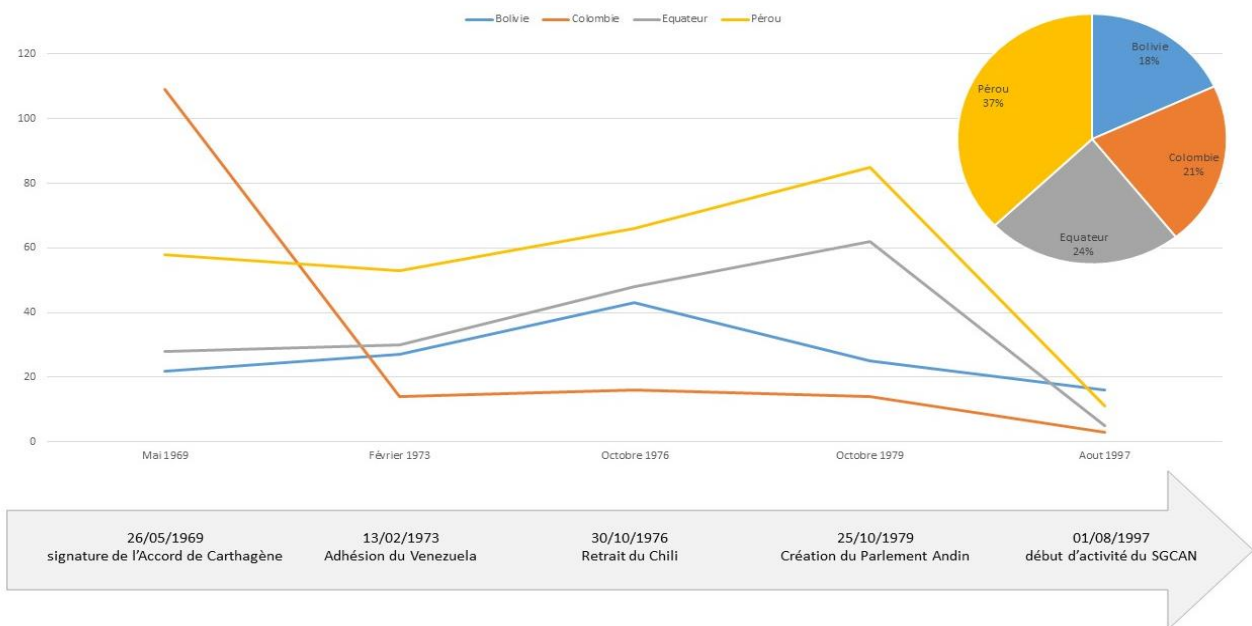
---

<sup>687</sup> Analyse de contenu dans 6 journaux andins (un pour chaque pays membre à l'époque) pour la période allant du 28 janvier au 10 février 1974.

<sup>688</sup> si "Todos esos esfuerzos tienen como común denominador la identificación de los factores que contribuían a la falta de una información fluida y ágil sobre integración y su análisis" ; ." Hoy en día es factible decir que dicha situación no ha cambiado" (LOPEZ BUSTILLO, 1995)

ampleur limitée d'identifier certaines tendances. Notre étude des quotidiens nationaux El Diario de Bolivie, El Tiempo de Colombie, El Comercio d'Equateur et son homonyme péruvien sur cinq mois entre 1969 et 1997<sup>689</sup> nous a permis de relever un total de 735 articles traitant explicitement de l'intégration régionale. L'étude de la répartition de ces articles nous permet ainsi de noter des différences substantielles en volume quant aux articles publiés dans les différents pays.

### **Graphique 38 : L'intégration andine dans la presse des quatre pays andins - étude comparée**



*Source : élaboration propre*

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, le quotidien péruvien a – mai 1969 mis à part- dispensé un plus grand nombre d'articles sur le processus régional que ces homologues andins, totalisant 273 articles soit 37% des articles recensés. Cet écart notable avec les autres titres régionaux, s'explique du fait de la présence du siège du Secrétariat Général de la CAN à Lima et de la proximité que cette situation confère aux médias péruviens. Les quotidiens équatoriens, colombiens et boliviens se suivent ensuite avec un volume global d'articles publiés similaire (respectivement 173, 156 et 133

<sup>689</sup> Consultation des journaux parus en mai 1969, février 1973, octobre 1976 et 1979 ainsi qu'aout 1997 et relevé systématique des articles sur l'intégration andine. Nous disposons aussi de données pour la Bolivie et la Colombie en avril 2006 et septembre 2011.

articles). Toutefois, il convient de noter l'écart significatif entre le nombre d'articles publiés en 1969 par El Tiempo (Colombie) et ceux publiés aux dates postérieures : sur le reste de la période, c'est El Tiempo qui publie le moins d'articles sur le processus andin, y compris à l'occasion de la création du Parlement Andin dont le siège est fixé à Bogota<sup>690</sup>. De fait, mai 1969 mis à part, El Tiempo présente deux fois moins d'articles que le quotidien bolivien (47 articles contre 111). Cet écart est révélateur d'une tendance à un traitement médiatique différencié en fonction des contextes nationaux. Cette optique nationale, si elle est tout à fait naturelle, peut, poussée à l'extrême, mener les journaux à ne mentionner le processus que de façon irrégulière en fonction de son implication dans l'actualité nationale au lieu de développer un agenda médiatique proprement communautaire.

La prévalence d'une certaine optique nationale caractérisée par la priorité donnée aux informations régionales liées aux intérêts nationaux mais aussi par le traitement de l'actualité régionale à partir d'une vision nationale se fait naturellement dans les différents titres de presse étudiés. De fait, le fort intérêt médiatique pour l'intégration andine en Colombie lors de la signature de l'Accord de Carthagène relevé dans notre étude comparée s'explique par l'engagement tout particulier de la Colombie et de son président, Carlos Lleras Restrepo, dans les négociations de l'Accord de Carthagène qui est par ailleurs signé en Colombie. De la même façon, le quotidien bolivien, dont la couverture de l'intégration andine est autrement moins sujette à variation (entre 16 et 27 articles par mois), publie deux fois plus d'articles (43) qu'à son habitude à l'occasion du retrait du Chili, pays qui, symbole de son enclavement, occupe une grande place dans les discours médiatiques et nationaux boliviens. Au-delà de l'augmentation de la couverture médiatique de l'intégration régionale, les angles avec lesquels les actualités régionales sont abordées sont aussi liés aux contextes régionaux. De fait lors du retrait du Venezuela, le quotidien colombien El Tiempo publie trois fois plus d'articles qu'à l'ordinaire sur le processus<sup>691</sup> et s'intéresse en particulier aux conséquences économiques pour la Colombie dont le Venezuela est le principal partenaire commercial. Claudia Bustos dans son étude de la presse colombienne relève également cette tendance, notant que le pays

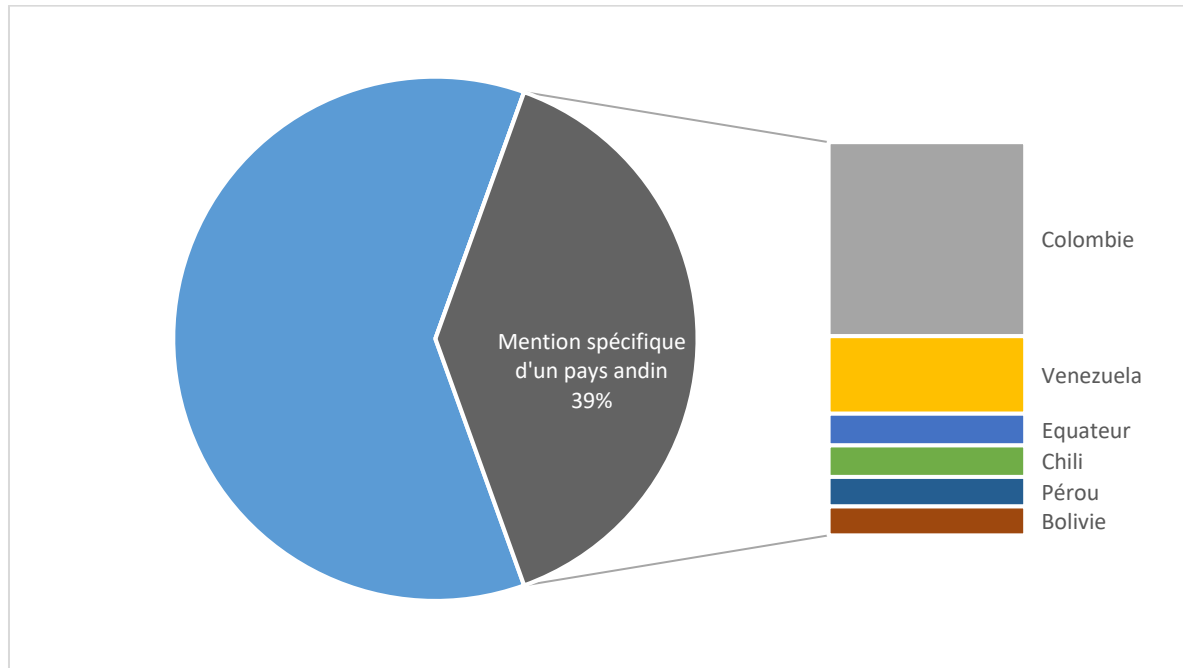
---

<sup>690</sup> Alors que El Tiempo publie en tout et pour tout 14 articles au mois d'octobre 1979, ses homologues publient 172 articles au total (85 pour le seul quotidien Péruvien).

<sup>691</sup> Soit 34 articles au mois d'avril 2006 alors qu'en dehors de 1969, le quotidien n'a pas publié plus de 16 articles lors des mois étudiés.

membre le plus souvent mentionné, en dehors de la Colombie elle-même, est le Venezuela, suivi pour les pays andins dans une moindre mesure de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie<sup>692</sup>.

**Graphique 39: Mention des pays membres dans la presse colombienne**



Source : BUSTOS, 2003

Les visions alors dessinées quant à l'Autre, sont comme plus largement en Amérique latine en grande partie faite de stéréotypes. L'imaginaire commun est alors celui de la violence, de la corruption et de la drogue faisant des médias plus des agents de désintégration que d'intégration<sup>693</sup> en ce sens qu'ils contribuent à fractionner l'espace sud-américain en divers clichés et en diverses visions du monde. Ainsi, la lecture des journaux de la région révèle une propension des médias à focaliser leur attention sur les questions relatives aux FARC, aux immigrés, aux tensions diplomatiques, etc. à l'heure d'évoquer les pays andins. Le SGCAN notait aussi en 2002 cette « tendance à souligner les

<sup>692</sup> L'intérêt semble alors fonction des liens entre les pays eux même. Il est ainsi spécifiquement mentionné dans 12.6% des articles étudiés par Claudia Bustos alors que l'Equateur le Pérou et la Bolivie figurent dans plus ou moins 5% de ceux-ci. (BUSTOS, 2003, p147)

<sup>693</sup> CAPARRÓZ, Martín. Tensiones de la integración en la agenda mediática. In: ROSALES, Blanca (dir.). Comunicación para la integración: prácticas y desafíos en la región andina. Lima : Secretaria de la Comunidad Andina, 2006, p.97.

controverses entre les pays et les positions critiques vis à vis de l'intégration » (SGPro 79). Il s'agit en effet d'une tendance ancrée dans le comportement des médias de la région, guidés -nous y reviendrons- par une logique commerciale de recherche d'audience. Si, l'actualité fait bien évidemment l'information, le choix de plus ou moins accorder de présence médiatique à un sujet, ou de le présenter sous un angle plutôt qu'un autre, relève de choix stratégiques opérés par les médias en fonction de leurs intérêts.

### *Une information de second plan : du règne des évènements*

Au-delà de la faible visibilité et du désintérêt croissant des médias pour l'intégration andine, les études de la presse régionale révèlent une forte irrégularité dans la couverture médiatique de celle-ci. Au-delà des variations à long terme qui révèlent un climat plus général de l'actualité andine, il convient aussi de noter de fortes variations d'un mois à l'autre, qui sont à attribuer avant toute chose aux caractéristiques du comportement médiatique.

La forte irrégularité de la couverture médiatique observée dans le cas colombien est une constante du comportement des médias de la région, quel que soit le pays ou l'époque. Nos relevés prolongeant les résultats de Claudia Bustos ou les comparant aux autres contextes nationaux, ont confirmé cette irrégularité du traitement médiatique du fait régional, une tendance par ailleurs régulièrement mentionnée dans la bibliographie sur le sujet. « Le traitement des médias de masse des faits liés au processus d'intégration, est nettement conjoncturel. Et, en outre, il existe une tendance marquée à donner une plus grande emphase aux faits internationaux européens ou étatsuniens qu'aux informations venant des pays avec lesquels, à la base, doit se réaliser une plus grande intégration »<sup>694</sup> De fait les intérêts institutionnels des groupes médiatiques et leur subordination aux agences de presse internationales expliquent en partie un certain désintérêt des médias pour l'actualité régionale.

---

<sup>694</sup> « El tratamiento de los medios masivos, a los hechos que tengan que ver con procesos de integración, es netamente coyuntural. [...]Y, más allá, existe una marcada tendencia a darle mayor énfasis a hechos internacionales europeos o estadounidenses que a noticias providentes de los países con los cuales, inicialmente, debe darse la integración.» Voir <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/periodismo/perculturalper/13.htm>

Adolfo Lopez Bustillo notait en 1995 qu'il manque « un peu de scandale, de sang et de sexe pour faire la Une » (LOPEZ BUSTILLO, 1995, p33). De fait on remarque dans les médias une tendance à couvrir davantage les conflits, la violence, les désaccords et en particulier dans le cadre de l'intégration régionale, les retraits et menaces de retrait des pays membres, les crises diplomatiques et les différends commerciaux... Cette tendance est liée à la logique commerciale à laquelle répondent les groupes médiatiques, majoritairement financés par les publicités et recherchant de fait constamment à accroître leur diffusion. S'agissant d'attirer le public comme on attire des clients, les médias, qui sont plus que jamais des entreprises, opèrent ainsi une marchandisation de l'information sélectionnée, façonnée, et délivrée pour être rentable. Ce calcul de rentabilité mène à la recherche de sensationnalisme et à une certaine tyrannie de l'évènementiel sur le long terme (WOLTON, 2008, p59).

“Alors que les actualités volent les premières pages, les processus -et l'intégration en est un -, se révèlent, en général, peut attrayant pour les médias de masse » <sup>695</sup>. L'intégration andine n'est en effet pas la seule victime de ce comportement médiatique. Andres Canizalez conclut également que « l'anecdotique paraît primer sur les sujets de fonds » concernant son étude de la couverture médiatique du sommet présidentiel du Mercosur en 2007<sup>696</sup>. L'information la plus importante, ou la plus sensationnelle, balaye les autres, c'est particulièrement vrai dans les bulletins télévisés qui sont loin d'avoir l'apanage de l'exhaustivité. Suivant cette logique, l'actualité régionale est essentiellement présentée en marge des grands sommets et réunions de chefs d'Etat si toutefois un évènement de dernière minute, un sujet brûlant, ne vient pas porter de l'ombre à ces sommets de forte projection. C'est ainsi que le 23 avril 1997 le Sommet Présidentiel Andin de Sucre est occulté par la prise de l'ambassade du Japon au Pérou par un groupe de

---

<sup>695</sup> D' ARCY, Kevin. Características de la Información sobre Integración en el Contexto de la Transnacionalización de las Relaciones Políticas y Económicas: Perspectivas Europeas. Dans : *Integración regional, estrategias de comunicación y desafíos de formación : perspectivas para la información pública* [en ligne]. [S. l.] : CEFIR, 1997, p. 3-14. [Consulté le 29 septembre 2011]. Documents de travail du CEFIR, 21. Disponible à l'adresse : [http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT\\_21.pdf](http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT_21.pdf) , p.58

<sup>696</sup> Il étudie durant un mois (décembre 2007) l'information distribuée par deux journaux Vénézuéliens concernant trois thèmes : le processus régional du Mercosur, les actualités des pays membres du Mercosur et le scandale de la mallette contenant 800 000 dollars impliquant les Etats-Unis, le Venezuela et l'Argentine. Il ressort de son étude que l'information sur le Mercosur ne représente que 10.59% du total de ces unités rédactionnelles et ne correspond qu'à un traitement ponctuel de l'information non approfondie. CAÑIZALEZ, Andrés. Análisis de los diarios *Vea y El Nacional: Mercosur con poca y superficial cobertura periodística*. INVECOM. Disponible à l'adresse : [www.invecom.org/ eventos/2009/pdf/canizalez\\_a.pdf](http://www.invecom.org/ eventos/2009/pdf/canizalez_a.pdf)

soldats d'élites. (D'ARCY, et al., 1997 p. 70), que le 18 décembre 2007 le sommet présidentiel du Mercosur ne s'impose pas dans les médias face au scandale politico-financier de la mallette contenant 800 000 dollars,<sup>697</sup> et que la consécration de l'Unasur le 11 mars 2011 est balayée par un séisme historique au Japon aux conséquences désastreuses qui feront naturellement l'affiche médiatique durant des semaines. S'assurer une couverture médiatique consiste ainsi à séduire les médias, à faire l'évènement de façon à obtenir leurs faveurs et décrocher la Une.

Face à cette suprématie de l'évènementiel sur les processus, l'intégration andine développe à partir des années 1990 une politique de sommets afin de « voler la première page » (D'ARCY, et al., 1997 p. 57). De fait, la singulière augmentation de la couverture médiatique de l'intégration andine dans les années 1990 et jusqu'au milieu des années 2000 est à relier à l'effervescence des réunions présidentielles andines se tenant tous les six mois dans des cadres toujours plus vendeurs. Véritable tournée médiatique régionale, les présidents se réunissent ainsi onze fois entre 1997 et 2005 (Tableau 18).

**Tableau 18 : historique des réunions présidentielles andines (1990-2011)**

<b>8/11/2011</b>	Bogotá, Colombia
<b>28/07/2011</b>	Lima, Perú
<b>14/10/2008</b>	Guayaquil, Ecuador
<b>14/06/2007</b>	Tarija, Bolivia
<b>13/06/2006</b>	Quito, Ecuador
<b>18/07/2005</b>	Lima, Perú
<b>7/12/2004</b>	Cusco, Perú
<b>12/07/2004</b>	San Francisco de Quito, Ecuador
<b>28/06/2003</b>	Recinto Quirama - Colombia
<b>30/01/2002</b>	Santa Cruz de la Sierra - Bolivia
<b>28-29/07/2001</b>	Machu Picchu - Perú
<b>24/6/2001</b>	Valencia- Venezuela
<b>9-10/6/2000</b>	Lima - Perú

<sup>697</sup> CAÑIZALEZ, Andrés. Análisis de los diarios Veja y El Nacional: Mercosur con poca y superficial cobertura periodística. INVECOM. Disponible à l'adresse : [www.invecom.org/eventos/2009/pdf/canizalez\\_a.pdf](http://www.invecom.org/eventos/2009/pdf/canizalez_a.pdf)

<b>27/05/1999</b>	Cartagena de Indias - Colombia
<b>4-5/04/1998</b>	Guayaquil - Ecuador
<b>22/04/ 1997</b>	Sucre - Bolivia
<b>10/03/1996</b>	Trujillo - Perú
<b>5/09/1995</b>	Quito - Ecuador
<b>3-5/12/1991</b>	Cartagena de Indias - Colombia
<b>17-18/05/1991</b>	Caracas - Venezuela
<b>29-30/11/1990</b>	La Paz - Bolivia
<b>7/08/1990</b>	Bogotá - Colombia
<b>28/07/1990</b>	Lima - Perú
<b>22-23/05/1990</b>	Machu Picchu - Perú

Source : SGCAN

La projection médiatique du processus régional est ainsi rythmée par les réunions présidentielles et autres sommets internationaux. L'étude de la presse colombienne montre en effet des pics médiatiques systématiques les mois où se déroulent des sommets présidentiels, en particulier lorsque ceux-ci ont lieu en Colombie. De fait le record atteint en 2003 dans la couverture du processus régional faite par El Tiempo correspond à la tenue le 28 juin de cette année du XIV Sommet Présidentiel Andin dans l'enceinte de Quirama. On peut également noter la couverture massive du XVIe sommet présidentiel andin de Lima en juillet 2005<sup>698</sup>. L'intégration et les engagements communautaires des pays font ainsi l'actualité médiatique durant les semaines entourant ces événements<sup>699</sup>, à la faveur des rhétoriques positives développées en ces occasions et sont parfois même

---

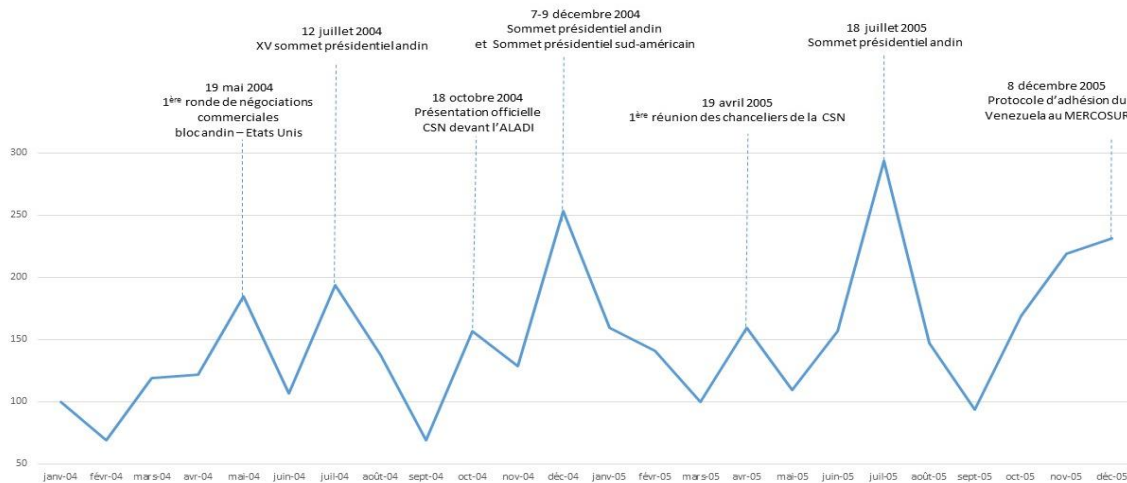
<sup>698</sup> Les efforts déployés par Blanca Rosales afin de développer des réseaux de professionnels de la communication ont ainsi permis que 180 radios dans 18 pays d'Amérique latine retransmettent alors le sommet présidentiel grâce à un partenariat du SGCAN avec CNR, ALLER et AMARC. Voir SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *180 emisoras transmitirán Cumbre Presidencial Andina* [en ligne]. 14 juillet 2005. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=1699&accion=detalle&cat=NP&title=180-emisoras-transmitiran-cumbre-presidencial-andina>

<sup>699</sup> Il ne s'agit pas ici d'un phénomène uniquement andin ou latino-américain, F. Forêt note également la façon dont en Europe les Sommet des chefs d'États attire attention des media habituellement peu intéressés par l'intégration, rendant ainsi le jeu politique européen visible aux yeux des citoyens (DACHEUX, 2004, p.67)



accompagnés d'éditoriaux plus analytiques<sup>700</sup> avant de retomber dans l'oubli détrônés par une actualité plus croustillante.

**Graphique 40 : Variation du traitement médiatique et corrélation avec les sommets internationaux (2004-2005)**



*Source : élaboration propre*

Notre étude des 1157 articles présentés par Google news pour les années 2004 et 2005 dans une sélection de 69 sources pertinentes pour les pays andins<sup>701</sup> révèle cette tendance événementielle du traitement médiatique de l'intégration régionale. Chaque pic médiatique correspondant à la tenue d'un de ces sommets internationaux. Faire l'actualité s'est avéré être une stratégie efficace sur le court terme mais passée la fièvre médiatique que suscite la réunion des chefs d'Etat andins, le processus régional n'intéresse plus les médias. Si la recherche de sensationnalisme et la tendance événementielle du journalisme explique en grande partie la disgrâce médiatique de l'intégration régionale, la nature même de l'intégration et sa complexité contribuent à sceller le sort de la Communauté Andine dans les médias.

<sup>700</sup> Voir ainsi les conclusions de Claudia Bustos concernant son étude de la presse colombienne (BUSTOS, 2003).

<sup>701</sup> Voir

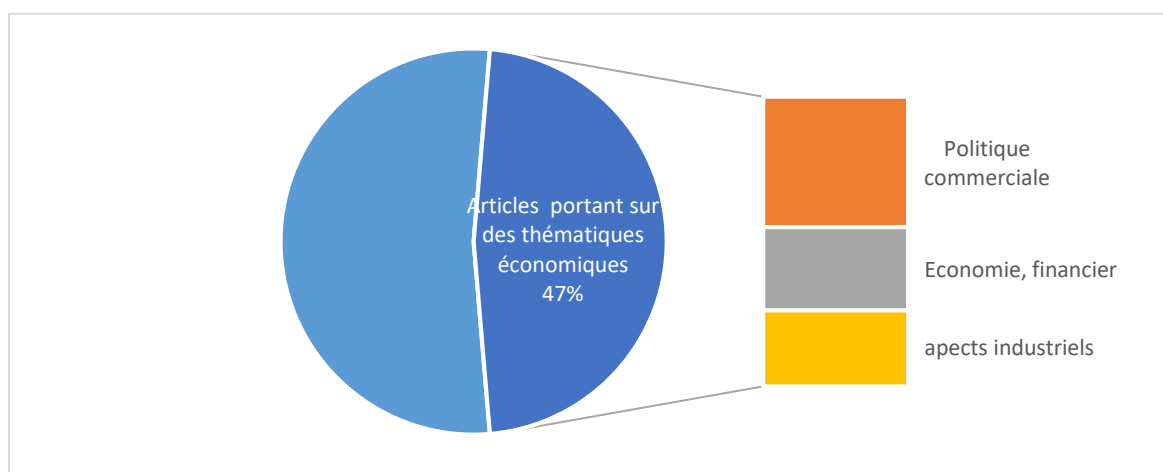
ANNEXE 12 quant à la méthode employée pour le recensement des sources et articles.

### Une information complexe

« Ce serait beaucoup que de demander, ainsi, aux médias d'oublier les actualités pour informer sur des processus mystérieux et compliqués qui, de plus, sont mal expliqués, dans des bulletins écrits dans un langage bureaucratique ennuyeux ou technique incompréhensible »<sup>702</sup>

Cantonnée dans les arcanes économiques et technocratiques, l'intégration régionale est un sujet mal compris, peu traité ou trop superficiellement par les journalistes du reste insuffisamment formés sur les thématiques concernées. C'est ainsi une information peu qualitative ou attractive qui est présentée aux populations qui ne s'intéresse ni ne se reconnaissent dans le processus régional décrit. De par la nature économique initiale de l'intégration régionale andine, la projection médiatique du processus s'est traditionnellement faite dans ce domaine auquel il reste associé en dépit du renouveau de l'agenda régional. Ainsi sur les 24 premières années d'existence du processus, 41% des articles sur l'intégration publiés dans la presse colombienne le sont dans la section économie, et preuve supplémentaire de ce biais essentiellement économique de l'information sur le processus régional, près de la moitié des articles étudiés par Claudia Bustos portent sur les aspect économiques, commerciaux, financiers ou industriels.

### Graphique 41 : Du poids de l'information économique sur le processus andin dans la presse colombienne



Source : BUSTOS, 2003

<sup>702</sup> «Sería mucho pedir, por tanto, a los medios masivos que se olvidaran de las noticias para informar sobre arcanos y complicados procesos que, por lo demás, son mal explicados, en boletines escritos con un lenguaje aburridamente burocrático o incomprendiblemente técnico.»(D'ARCY, 1997)

Si ce constat est réalisé sur une période antérieure au renouveau de l'agenda régional avec une multiplication des thématiques en faveur des aspects sociaux, politiques et culturels de l'intégration, nos consultations de la presse andine - et péruvienne en particulier- ont confirmé ce diagnostic. Les articles paraissent ainsi limités au domaine commercial (croissance des exportations sous régionales, négociations d'accords commerciaux avec des tiers, et relations commerciales plus ou moins conflictuelles entre pays membres) et aux soubresauts des relations diplomatiques entre pays membres. Notre analyse des quotidiens équatoriens la Hora et el Universo aux mois de juillet et août 2004 alors que XVe sommet présidentiel prend place à San Francisco de Quito, révèle que le tiers des articles portant sur l'intégration andine sont publiés dans les sections économiques.

Alors que l'intégration andine s'est considérablement renouvelée, cette classification de l'intégration comme un thème économique réduit la visibilité de l'intégration et de ses actualités sociales ou culturelles. Il est ainsi notamment frappant de constater qu'en septembre 2011, alors que les premières journées de participation citoyenne de l'intégration andine se déroulent à Cochabamba le quotidien national bolivien ne publie pas un seul article sur l'intégration andine. L'image transmise est donc celle d'un processus régional économique, un instrument des politiques commerciales nationales, ce qui contribue à l'éloigner des populations qui y voient un thème pour initiés. C'est ainsi que Claudia Bustos parle d'un « déficit social dans l'information de l'intégration andine » (BUSTOS, 2010, p4). Outre l'éloignement et le désintérêt des populations pour le processus andin, ce carcan économique contribue également au désintérêt des journalistes peu enclins ou formés à parler d'un processus complexe.

Différents spécialistes de la communication, notent la complexité inhérente aux processus d'intégration régionale qui, renforcée par l'abus de technicismes dans les déclarations et communiqués des acteurs régionaux, a éloigné l'intégration du commun des journalistes. C'est ainsi ce que révèle la confidence d'une journaliste péruvienne citée par Adolfo Bustillo en 1995 : « la complexité et la variété des thèmes abordés dans le cadre de l'Accord de Carthagène a fait de l'intégration un thème pour 'initiés', difficile à manier même pour les spécialistes des thèmes économiques, ce qui rendait compliquée sa divulgation » (BUSTILLO LOPEZ, 1995). Cette nature contribue à expliquer le désintérêt des médias pour l'intégration régionale qui lorsqu'elle est traitée l'est de façon ponctuelle,

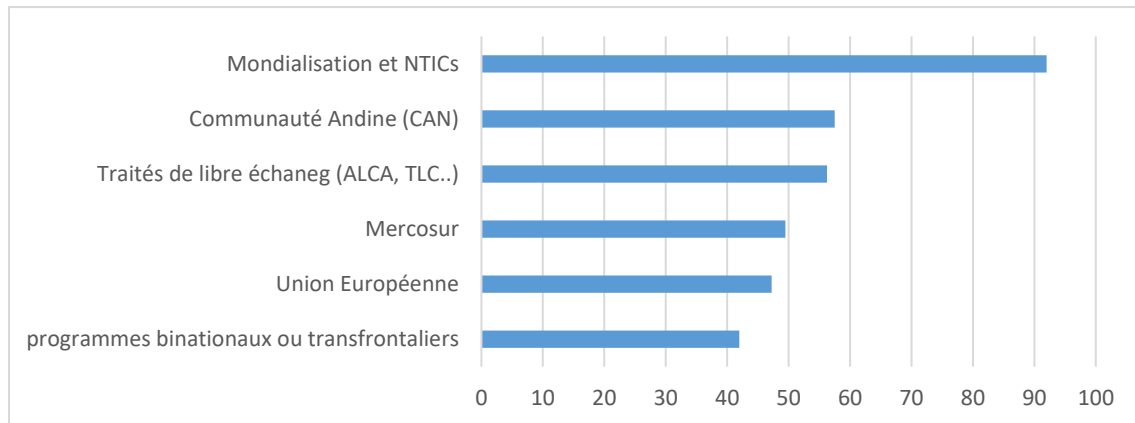
sans profondeur. Au-delà de la faible quantité d'informations sur le processus régional dans les médias, il convient aussi de noter les faiblesses qualitatives du traitement médiatique du fait régional. Plusieurs caractéristiques de la presse colombienne étudiée par Claudia Bustos révèlent le manque d'un journalisme analytique sur le processus régional : faible part d'articles d'opinion (10%), prépondérance des éléments visuels illustratifs (602 photos) sur les explicatifs (29 graphiques), peu de contextualisation et personnalisation de l'information élaborée dans les agences de presse étrangères... Au-delà du règne des évènements sur les processus, c'est ainsi la volonté et/ou la capacité des journalistes à analyser et comprendre l'intégration régionale qui est en cause. L'état général de méconnaissance du processus andin que nous constatons précédemment ne s'arrête pas aux citoyens lambdas, les formations des journalistes sur la question se révèlent en effet insuffisantes. L'étude menée par FELAFACS dans le cadre du projet SOCICAN, révèle que « Les facultés de communication n'ont pas d'espaces différenciés et spécialisés sur l'intégration et encore moins sur l'intégration andine » . Seules trois facultés de communication de la région proposent en effet un cours sur l'intégration régionale<sup>703</sup> dans leurs cursus et aucun diplôme spécialisé n'existe. Si la thématique de l'intégration régionale est abordée comme axe transversal dans divers cours notamment sur la mondialisation, «il existe une tendance générale à comprendre les phénomènes d'intégration à partir des contexte mondiaux, où les centres d'attention sont l'Europe et les États-Unis. A l'inverse, on insiste sur les réalités de chaque pays, ignorant le contexte de la région andine »<sup>704</sup>.

---

<sup>703</sup> Ces trois facultés sont boliviennes : Comunicación e Integración (Universidad Católica Boliviana de Cochabamba), Instrumentos de la Integración y Organismos Internacionales (Universidad San Francisco Xavier de Sucre), Integración y Desarrollo (Universidad Privada Domingo Savio de Santa Cruz). (Arce et al, p 51)

<sup>704</sup> ARCE, Katya, ESCANDON, Pablo, LODONO, Adriana, et al. *La integración regional en las Facultades de Comunicación andinas* [en ligne]. Lima : FELAFACS, 2009. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/publicacion-resultado.php?ed=82&id=77>

**Graphique 42 : Processus d'intégration abordés dans les facultés de Communication de la région andine**



Source FELAFACS

L'intégration andine, abordée dans moins de 60% des cursus de communication n'est ainsi qu'un processus parmi d'autres, à peine plus étudié que les traités de libre-échange. Les journalistes de la région ne disposent ainsi pas d'une formation suffisante quant aux spécificités de l'intégration andine, raison pour laquelle le SGCAN a régulièrement organisé des stages et formations dédiés aux journalistes.

Cinquante ans après les études du CIESPAL sur le traitement de l'intégration régionale dans la presse latino-américaine, le constat semble tout autant - si ce n'est plus - alarmant. Les médias apparaissant comme des acteurs centraux du politique en tant que source d'information et de formation d'opinion, cette situation participe du profond déphasage entre le processus régional et les populations rendant impossible la formation et l'implication d'une citoyenneté à l'échelle macro-régionale. C'est dans ce cadre que le SGCAN a développé diverses initiatives en faveur des relations presse, cherchant à intéresser et former les journalistes aux questions régionales. La couverture médiatique de l'intégration régionale andine apparaît insuffisante quant au volume d'information diffusé qui est de plus en constant recul ces dix dernières années, mais aussi quant à la qualité et à la nature des informations diffusées qui manquent de profondeur ou se cantonnent aux arènes économiques spécialisées. Logiques médiatiques commerciales, recherche de sensationnalisme, traitement ponctuel de l'information, faible capacité analytique, manque de formation aux processus régionaux... Si la faible couverture médiatique de l'intégration régionale est symptomatique d'un comportement généralisé

des médias<sup>705</sup>, la forte instabilité du processus régional dont l'histoire est faite de crises conjoncturelles et de va et vient entre ferveur régionale et repli national constitue un facteur essentiel de la perte de crédibilité et légitimité du processus aux yeux des médias et des populations en général<sup>706</sup>. « Le surgissement de conflits et critiques de la part des acteurs réels de l'intégration qui se reflétait dans la presse, la persistance de difficultés dans le travail informatif et les restrictions budgétaires qu'affrontaient les initiatives de diffusion ont contribué à faire perdre de la crédibilité au processus andin dans les médias »<sup>707</sup> En effet, qu'ils soient réinterprétés, exagérés, incompris, surévalués, non analysés etc., les moments de crises de l'intégration andine ont beaucoup influé sur la perception du processus<sup>708</sup>. C'est aussi donc dans les va et vient gouvernementaux qu'il faut aussi chercher les raisons du manque d'implication des populations.

## Chapitre 8. Echecs et défis du processus andin

### 8.1. Instabilité du processus régional

#### *De la difficulté de construire une union commerciale*

Si, partant de loin, le processus andin est parvenu à construire de solides liens commerciaux entre ses pays membres, c'est avec beaucoup de difficultés qu'il avance sur

---

<sup>705</sup> Au début des années 1990, différents rapports publiés par FUNDESCO (fondation pour le développement des communications) notent des tendances similaires dans le traitement médiatique de la construction européenne : publication des informations dans des sections éloignées des intérêts concrets du public, absence de commentaires éditoriaux et d'opinions, présentation depuis des perspectives nationales, prépondérance de l'économique, absence d'information renforçant l'identité et les liens d'appartenance à la Communauté Européenne. Ce sont ainsi les conclusions du rapport préliminaire réalisé en 1991 rapporté par Fernando Carbajo (CARBAJO, 1995, p.29). Ces conclusions sont en partie reprises et approfondies dans les rapports des années suivantes. Il est par ailleurs intéressant de noter, qu'il déplore une faible quantité d'information sur le processus européen dans la presse en remarquant que celui-ci n'occupe qu'une demi-page, quand le traitement de l'intégration andine ne connaît même pas cette régularité. (CARBAJO, 1995, p31)

<sup>706</sup> Adolfo Bustillo relève un certain nombre de faits ayant contribué à la destabilisation du processus dans la presse (LOPEZ BUSTILLO, 1995) tandis que Claudia Bustos note également divers « desencuentros » entre les médias et le processus.

<sup>707</sup> «El surgimiento de conflictos y críticas por parte de los actores reales de la integración, que se reflejaban en la prensa, la persistencia de dificultades en la labor informativa y las restricciones presupuestarias que enfrentaban las iniciativas de difusión, contribuyeron a restarle credibilidad al proceso andino en los medios de comunicación». (cf proposition 79)

<sup>708</sup> « Estos vaivenes sobre el Pacto Andino que presenta la prensa reflejan el bajo poder cohesivo de la información, que oscila entre posturas de euforia integracionista, por ejemplo en los momentos de las grandes cumbres de jefes de Estado y ministros, y momentos de desencuentros, especialmente cuando los grandes acuerdos quedan en papel mojado ante los permanentes incumplimientos por los países miembros que responden a coyunturas y factores de diverso orden» (BUSTOS, 2010).

la voie de l'union commerciale. Crises, réorientations, différends, délais supplémentaires et exceptions font ainsi de la formation pleine et entière d'une zone de libre-échange andine une véritable arlésienne.

En 1969, lorsque les pays andins négocient un processus d'intégration régionale en marge de l'ALALC, il s'agit - dans la lignée des théories de la CEPAL- d'encourager une insertion plus favorable de ces « économies de moindre développement » sur le marché mondial à travers des objectifs ambitieux d'harmonisation des politiques commerciales, de politiques industrielles concertées et de la création d'une zone de libre-échange et d'une union douanière. Secoué dès 1976 par la sortie du Chili de Pinochet dont la politique d'ouverture libérale entraine en contradiction avec les aspirations d'un marché commun andin, le Pacte Andin est rapidement confronté à des défaillances internes. Le non-respect des obligations communautaires s'entérine et ce modèle économique ambitieux, point de départ de l'intégration andine, est dès la deuxième partie des années 1970 remis en cause par les promesses qu'il n'a pas su tenir. L'objectif de former une union douanière pour 1975 ne fut pas atteint, de fait, les pays andins ne parviennent pas à s'engager durablement dans une politique commerciale commune, les décisions arrêtées étant constamment remises en question.<sup>709</sup> La crise de la dette touchant toute l'Amérique latine et l'emprise de la crise économique mondiale qui s'ajoute dans les années 1980 affectent profondément le processus andin. Face à la situation de crise dans laquelle se trouve l'intégration andine, le protocole de Quito prévoit en 1987 des réformes : il reporte le délai pour l'établissement d'une union douanière déjà dépassé et apporte une dérogation à la décision 24 qui régule l'entrée de capital étranger dans la région. Ouverture économique, dérégulation du commerce extérieur<sup>710</sup>, réduction de l'intervention de l'Etat... Les politiques d'ajustement structurel se mettent en place dans les pays andins<sup>711</sup> durant la seconde moitié des années 1980. C'est l'essence même du modèle économique andin qui change, passant d'un protectionnisme orienté vers le développement industriel à une ouverture commerciale de nature néolibérale. La

---

<sup>709</sup> Nous pensons ici en particulier aux décisions 84, 85 ou 24 traitant respectivement de la politique technologique, de la propriété industrielle ou de l'investissement étranger.

<sup>710</sup> En conséquence la moyenne des tarifs douaniers passe de 35% en 1988 à 13% en 1995. (voir CASA GRAGEA, 2002, p124)

<sup>711</sup> Ces politiques orthodoxes s'inscrivent dans le cadre du dit « consensus de Washington » commencent ainsi en 1985 en Bolivie, en 1989 au Venezuela puis en 1990 au Pérou puis en Colombie et en Equateur.

signification de ce changement d'orientation économique n'est pas la même pour tous, certains voient dans ces réformes un remède pire que le mal (BUSTOS, 2010) pour l'intégration andine qui abandonne sa logique d'industrialisation et de protection des marchés régionaux pour se livrer en pâture au capital étranger et à la re-primarisation<sup>712</sup> de leurs économies ; tandis que d'autres saluent l'opportunité d'une plus grande convergence économique pouvant favoriser le développement régional (CASA GRAGEA 2002).

Réorienté, le processus régional andin poursuit un objectif de libéralisation commerciale qui se voit stoppé net par le Pérou de Fujimori qui au travers de la décision N° 321<sup>713</sup> du 27 août 1992, suspend temporairement<sup>714</sup> sa participation au processus andin quant à l'harmonisation des politiques macro-économiques, à la définition d'un tarif extérieur commun, à la constitution de la zone de libre-échange andine et aux négociations commerciales entreprises avec les pays tiers. L'article 3 de cette décision prévoyant la possibilité pour le Pérou de négocier des accords commerciaux bilatéraux avec les autres pays membres, de tels accords autorisant des préférences douanières mutuelles de divers degrés ont été signés avec les quatre autres pays andins dès 1992 et réaffirmés dans les années qui suivirent. C'est ainsi que l'on note les accords avec la Colombie et le Venezuela souscrits le 23/10/1992 et élargis 1993 et 1995, celui signé avec l'Équateur le 13/11/1992 et réaffirmé en août 1994 ainsi que celui avec Bolivie signé le 12/11/1992 et modifié en août 1997 qui consiste en un accord de libre-échange presque total.<sup>715</sup>

La décision 353 du 29 avril 1994 consacre le retour du Pérou en tant que membre actif de l'intégration andine concernant l'harmonisation des politiques macro-

---

<sup>712</sup> De nombreuses études montrent ainsi que les économies andines – et plus généralement latino-américaines – connaissent une forte « reprimarisation » en particulier depuis 2005 voir par exemple à ce sujet : QUENAN, Carlos et VELUT, Sébastien (éd.), 2014. *Les enjeux du développement en Amérique latine : Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques*. Paris : Agence Française de Développement (AFD) ; Institut des Amériques (IdA).

<sup>713</sup> Décision disponible à l'adresse : <http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/decisiones/DEC321.doc>

<sup>714</sup> Notons que cette décision prévoyait une suspension jusqu'au 31/12/1993 et a été prorogée par la décision 347 jusqu'au 30 avril 1994.

<sup>715</sup> Voir : AGUILAR, Alejandro, 2005. Una visión sobre la evolución de la política arancelaria del Perú y su repercusión en la CAN. In : *XVII seminario regional de política fiscal - CEPAL - Naciones Unidas*. Santiago de Chile. 24 al 27 de enero de 2005.



économiques et les négociations avec les pays tiers et prévoit son incorporation progressive dans la zone andine de libre-échange. Une liste préliminaire de produits devant être incorporés par le Pérou dans la Zone de libre échange est établie en mai tandis que le 26 novembre la décision 370 du Pacte Andin instaure un Tarif Extérieur Commun entre la Bolivie, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> février 1995. Cette union douanière représente une avancée significative mais est encore imparfaite, les exceptions y étant plus nombreuses que les règles<sup>716</sup>. Si en 1997 un programme d'insertion graduelle du Pérou à la Zone de libre-échange andine est approuvé à travers la décision 414 et que le 1<sup>er</sup> janvier 2006 le Pérou intègre enfin complètement la Zone Andine de Libre Echange, le Tarif Extérieur Commun (TEC) reste sujet à discussions lors des sommets présidentiels et est constamment renégocié, non respecté, flexibilisé, différé<sup>717</sup>. C'est ainsi qu'en 2007, la décision 669 entend la volonté des présidents andins de construire « une politique douanière commune avec des critères de flexibilité et de convergence » et suspend l'obligation pour les pays membres d'appliquer le TEC. De nouveau suspendu en 2011 par la décision 771, le tarif extérieur commun n'a toujours pas été réinstauré et la décision 805 du 24 avril 2015 prolonge sans délai butoir<sup>718</sup> cette situation dans laquelle la logique bilatérale prévaut sur l'avenir communautaire.

### *De l'instabilité des institutions et règles communautaires*

Le difficile cheminement de l'intégration andine sur la voie de l'union commerciale est symptomatique de l'instabilité du processus. De la même façon les constants réajustements des institutions et règles communautaires sont les témoins de la propension des États andins à procrastiner l'intégration et à remettre en cause son fonctionnement.

---

<sup>716</sup> CALDERON, Sergio, 1995. Retos y Logros de los Medios de Comunicación en los Procesos de Integración. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 44-46. DT 14 / 1995, p.44

<sup>717</sup> Hector Heli Rojas note ainsi qu'en 2009 le nouveau tarif extérieur commun accordé en 2002 par la décision 535 avait été différé 15 fois dans son entrée en vigueur. Heli Rojas Jiménez H. *La crisis de la Comunidad Andina* [En ligne]. *El blog de la integracion*. 27 avril 2011. Disponible à l'adresse : <http://hectorhelirojas.blogspot.com/2011/04/la-crisis-de-la-comunidad-andina.html> > (consulté le 23 juillet 2016)

<sup>718</sup> La décision prévoit seulement qu'un rapport sur l'état du tarif extérieur commun devra être mené pour le 31/12/15

Depuis ses origines, le processus andin a souffert de réguliers manquements à la norme communautaire. Moins de dix ans après sa création le Pacte Andin entrainait ainsi dans une période de doute et de perte de dynamisme provoquée par de continuel et « inexplicables »<sup>719</sup> non-respects des décisions communautaires. En 1979, les pays andins s'accordent, face à cette situation à créer un Tribunal de Justice Andin, institution supranationale constituant un mécanisme solide de résolution des différends. Pour autant, alors que la décennie perdue met à mal les économies andines, les présidents de la région contournent la norme communautaire, ne recourant pas au TJA comme prévu en cas de non-respect de la norme communautaire mais s'accordant entre eux face à ces situations. Si ce « *Pacto de Caballeros* »<sup>720</sup> a permis au processus de surmonter avec plus flexibilité la crise des années 1980, il trahit une tendance générale des chefs d'États andins à remettre en cause le fonctionnement juridique du processus régional. Comme le note Héctor Helí Rojas Jiménez : « Il s'agit d'un processus dans lequel le volontarisme présidentiel et la méconnaissance d'un droit international, qui régule le fonctionnement du système et sanctionne efficacement les non-respects, mènent à de fréquents ajustements et restructurations » (HELI ROJAS., 2011).

Relevant d'un manque de maturité institutionnelle généralisée en Amérique latine pour les uns<sup>721</sup>, ou conséquence de l'absence d'une tradition de l'Etat de droit dans la région pour les autres<sup>722</sup>, cette remise en question chronique de la norme communautaire fragilise les fondements institutionnels de l'intégration andine. Si en 1996, les pays membre s'engagent dans le protocole modificatif du Tribunal de Justice Andin à « ne pas adopter ni employer de mesures contraires aux dites normes ou qui d'une façon ou d'une autre, entravent leur application », le non-respect du droit communautaire et la

---

<sup>719</sup> «El proceso no tenía costos ni sacrificios perceptibles para ningún país y, en ese sentido, los incumplimientos no tenían explicación.» (SALGADO, 1998, p.6)

<sup>720</sup> LOPEZ BUSTILLO A. « Los primeros cuarenta años de integración andina ». In : CONTRERAS BASPINEIRO A (éd.). *40 años de integración andina : avances y perspectivas*. Lima, Perú : Secretaria General de la Comunidad Andina, 2009, p.103.

<sup>721</sup> «No tenemos la pretensión de señalar las causas remotas de este mal, que tan común es en América Latina. En el fondo revela inmadurez institucional y es una de las debilidades más serias con las que puede tropezar un proceso de integración consensual, cuya primera condición para mantenerse y progresar es contar con un mínimo de seguridad jurídica.» (SALGADO, 1998, p.28)

<sup>722</sup> « Si tous les États membres de la CAN se caractérisent comme étant des États de droit déficitaires, la conséquence logique et immédiate sera que la communauté de droit qu'ils forment est également déficitaire » QUINDIMIL LOPEZ J. A. *Instituciones y derecho de la Comunidad andina*. Valencia [Spain] : Tirant lo Blanch, 2006. 469 p., p.426

flexibilisation du développement régional persistent. Ainsi, au-delà des régulières mésententes industrielles et commerciales sectorielles, l'établissement d'un marché commun est régulièrement repoussé. En 1992, la décision 322 concernant les relations commerciales avec l'ALADI et l'Amérique centrale marque alors un point d'inflexion vers l'inter gouvernementalisme aux dépens de l'essence supranationale de l'intégration andine, cette décision entrant en opposition directe avec l'art 98 de l'Accord de Carthagène sans que cela ne soit jamais contesté. (CASA GRAGEA, 2002, p.133) Pourtant l'irréversibilité est l'un des attributs essentiels de la norme communautaire pour avancer dans la consolidation de l'intégration régionale. Le choix d'une intégration à la carte remet ainsi complètement en cause la construction régionale. L'évolution vers une ouverture toujours plus grande des capacités de négociation commerciale des pays membres avec les tiers, notamment en 2004 à travers la décision 598 autorisant les pays membres à mener unilatéralement leurs négociations avec les États-Unis, désarticule et désintègre le processus régional andin et trahit la prévalence des intérêts nationaux.

L'intégration régionale andine est progressivement orientée vers un certain présidentielisme alors qu'un Conseil Présidentiel est créé et qu'en 2000 le choix du développement par directrices est fait (CASA GRAGEA, 2002, p.133). Cette situation d'instabilité juridique chronique fragilise le processus andin qui ne tire pas avantage de sa petite taille<sup>723</sup> et en fait une intégration à la carte, vidée de sa substance supranationale qui privilégie les domaines consensuels et non conflictuels au risque de ne pas avancer. Il s'agit de fait pour José Antonio Garcia Belaunde d'identifier « un agenda non conflictuel de l'intégration face à un agenda économique qui, en raison des différentes perceptions, visions et projets de développement des pays, peut être motif de conflit et présente au final le risque de paralyser le processus » (CONTRERAS, 2009, p32). L'intégration, bascule alors vers une simple coopération régionale, symptôme d'une certaine inconstance des gouvernements dans leur engagement communautaire. De fait, avec le temps, de

---

<sup>723</sup> «se podría afirmar que este panorama lo que refleja es un claro problema de acción colectiva, lo cual contradice lo afirmado anteriormente en relación con las condiciones que aparentemente son favorables para el accionar de la CAN por su condición de grupo pequeño; sin embargo, los incumplimientos, los conflictos entre países y la situación especial en que se encuentran países como Ecuador y Bolivia, no hacen de la CAN un grupo "privilegiado"; al contrario es una organización que experimenta los mismos problemas que un grupo grande en su proceder.» CASAS CASAS A., ELVIRA CORREA M. « Que pasa con la Comunidad Andina de Naciones (CAN)? ». *Papel Politico Bogota*. juillet 2007. Vol. 12, n°2, p. 591-632.

nombreuses décisions présidentielles sont venues flexibiliser ou contrarier le fonctionnement institutionnel régional.

Le processus régional andin, a depuis sa création réorienté sa politique commerciale et changé de modèle économique tandis que le système institutionnel andin a aussi, nous l'avons vu dans la première partie de ce travail de recherche, évolué. S'il s'est enrichi jusqu'à présenter l'apparence d'une forte institutionnalité, ces évolutions trahissent l'instabilité du processus. Des changements institutionnels et stratégiques majeurs interviennent plusieurs fois par décennies et le processus régional a notamment connu deux réingénieries complètes de ses institutions et vocations stratégiques (voir Tableau 19).

**Tableau 19 : Variations institutionnelles et stratégiques du processus andin**

1973	Entrée du Venezuela
1976	Retrait du Chili
1979	Création du Parlement Andin Création du Tribunal de Justice Andin
1987	Protocole de Quito flexibilisant la norme communautaire (décision 24, possibilité de négocier des accords avec des tiers)
1990	Création du Conseil Présidentiel Andin
1995	« Nuevo Diseño estratégico »
1996	Protocole de Trujillo : réingénierie du système institutionnelle
1997	Suffrage Universel au Parlement Andin
2006	Retrait du Venezuela Le Chili devient membre associé
2007	Sommet de Tarija : orientation vers une intégration intégrale
2014	Réingénierie du système institutionnel

*Source : élaboration propre*

Au-delà de l'approfondissement ou de l'assouplissement des institutions andines, les deux réingénieries correspondent à des crises institutionnelles majeures, paralysant la marche du processus régional durant plusieurs années. Ainsi la première réingénierie, qui modifie entièrement la structure institutionnelle du processus andin et répond à un nouveau design stratégique adopté en 1995, fait suite à la crise majeure provoquée par le retrait temporaire du Pérou du processus d'intégration et à la suspension des réunions présidentielles durant quatre ans. Plus encore, la sortie du Venezuela en 2006, mettant en

évidence les différentes orientations politiques et économiques des pays membres fait rentrer le processus régional dans une crise décennale qui, malgré la réorientation stratégique vers une intégration intégrale en 2007, mène à un processus de réingénierie annoncé en 2011<sup>724</sup>. Si les premiers résultats conduisent fin 2014 à la simplification des comités et groupes Ad Hoc appartenant au SAI et à la réorganisation du fonctionnement du Secrétariat général<sup>725</sup>, en 2016, elle est toujours en cours malgré une nette reprise d'activité suite à l'élection d'un nouveau secrétaire général en début d'année.

La Communauté Andine s'est, au fur et à mesure des remaniements institutionnels, orientée vers une plus grande flexibilité qui, si elle répond à la volonté d'adapter le processus régional aux enjeux de la région et lui a permis de surmonter des crises majeures suite aux changements de contexte international et aux réorientations économiques des pays membres, trahit une inconstance des engagements régionaux des gouvernements andins. Un exemple particulièrement parlant de la versatilité des institutions andines dans les mains des gouvernements andins est celui de la crise du Parlement Andin intervenue en 2013. De fait, le 19 septembre 2013, les ministres des relations extérieures andins réunis à Lima prévoient dans le cadre de la réingénierie de la CAN la suppression du Parlement Andin au profit du parlement de l'Unasur. Toutefois, malgré les déclarations du président colombien souhaitant la disparition complète de l'institution jugée coûteuse<sup>726</sup>, et la suppression des élections de parlementaires andins en dans ce pays en 2014 (loi 1729), la réingénierie du Parlement Andin n'a pas encore eu lieu et en 2015 le Chili l'a rejoint tandis qu'en 2016 de nouveaux représentants péruviens y sont élus. Symptôme de la crise institutionnelle que traverse le processus régional, les discussions autour du sort du Parlement Andin mettent en évidence l'instabilité du

---

<sup>724</sup> Le conseil présidentiel ouvre cette voie lors des réunions de juillet et octobre 2011 suite à la sortie définitive du Venezuela du processus régional. En 2012 la décision 773 charge la CEPAL et la fondation Getulio Vargas de réaliser une analyse des possibilités de réingénierie et en 2013, la décision 792 forme un groupe de haut niveau pour la mise en place de celle-ci.

<sup>725</sup> Ainsi ces groupes et comités passent de 101 à 27 (décision 797) et la résolution 1733 redéfinit la structure et les domaines d'actions du secrétariat général autour de neuf programmes répartis entre les trois directions générales. (<http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=3529&accion=detalle&cat=NP>)

<sup>726</sup> En veremos propuesta para suprimir Parlamento Andino. *El Nuevo Siglo* [en ligne]. 7 novembre 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.elnuevosiglo.com.co/articulos/7-2014-en-veremos-propuesta-para-suprimir-parlamento-andino>

processus régional cahoté entre les fluctuations des intérêts nationaux et des engagements communautaires des gouvernements andins.

### *Retraits et discours de la désintégration*

Cette forte instabilité du processus est largement liée à l'attitude des États dans le processus régional. Ceux-ci peinent à s'engager définitivement dans l'intégration remettant en cause sa pérennité. Les coups portés par les retraits du Chili et du Venezuela et le constant chantage au retrait sont les exemples flagrants de ce comportement destructeur pour le processus régional.

Le 11 septembre 1973, un coup d'Etat au Chili destitue le président Salvador Allende au profit d'une dictature militaire portée par Augusto Pinochet. Face aux désaccords commerciaux entre le Chili et ses partenaires andins, en matière de libéralisation et notamment quant à la décision 24 protégeant les industries andines des capitaux étrangers, des négociations sont engagées afin de définir les conditions de la permanence du Chili dans ce qui est alors le Pacte Andin. Malgré la signature d'un protocole additionnel le 5 octobre instituant une commission spéciale afin de déterminer avant la fin du mois un régime permettant au Chili de rester dans le processus régional, aucun accord n'est trouvé et le 30 octobre 1976, le Chili sort du Pacte Andin. Si la sortie du Chili, membre fondateur de premier plan de l'Accord de Carthagène, fait trembler les fondations de l'intégration régionale andine, elle est volontiers expliquée par le caractère exceptionnel de la situation provoquée par le changement de régime de ce pays et la nature dictatoriale de celui-ci<sup>727</sup>. Si quarante ans plus tard, la sortie chilienne paraît appartenir à une sombre période de l'histoire, le retrait du Venezuela, vient de nouveau fragiliser le processus andin.

Initiée en mai 2004, la négociation d'un accord commercial entre les États-Unis et les pays andins avance péniblement. Si le Venezuela ne fait pas partie des pays andins

---

<sup>727</sup> Pourtant cette politique d'ouverture est maintenue suite à la chute du régime de Pinochet tandis que le protectionnisme des industries andines est lui abandonné suite à la crise des années 1980.

avec lesquels les États-Unis ouvrent leurs négociations<sup>728</sup>, la Bolivie reste également en retrait, n'assistant aux rondes de négociations qu'en qualité d'observateur. Les négociations entamées en tant que bloc régional sont ainsi rapidement déplacées par des négociations bilatérales rendues possibles par la décision 598 du 11 juillet 2004. Ainsi des accords bilatéraux sont atteints avec le Pérou et la Colombie à la fin 2005 et signés respectivement le 12 avril et le 22 novembre 2006. Ces négociations ont ainsi mis en évidence une fracture entre les pays andins et leurs orientations politico-économiques, opposant d'une part le Venezuela et la Bolivie à, d'autre part, la Colombie, le Pérou et de façon plus nuancée alors l'Équateur<sup>729</sup>, les premiers condamnant les négociations commerciales entamées par les derniers. Le Venezuela d'Hugo Chavez, idéologiquement opposé à la présence étatsunienne en Amérique latine se montre particulièrement hostile aux négociations de traités de libre échange entamées par ses homologues andins. La semaine suivant la signature du TLC Pérou - États-Unis, le président Hugo Chavez, alors qu'il assiste à une réunion avec ses homologues boliviens, paraguayens et uruguayens à Asunción, déclare « La CAN est mortellement blessée et aujourd'hui je peux dire qu'elle est morte. Ils l'ont tué. Elle n'existe plus. Le Venezuela sort de la CAN. Cela n'a plus de sens. Il faut faire autre chose. » Créant la surprise générale, l'annonce de ce retrait est par la suite confirmée par le président vénézuélien qui décide également de quitter le Groupe des trois qui l'unissait au Mexique et à la Colombie. Au-delà des lourdes conséquences matérielles du départ du Venezuela, dont le potentiel économique pesait lourd dans la balance de l'intégration andine<sup>730</sup>, c'est la cohésion même de la région et la légitimité du processus andin qui sont menacées. La Bolivie d'Evo Morales qui nationalise ses hydrocarbures fin avril, soutient la décision du Venezuela, et dénonce la trahison de la

---

<sup>728</sup> Il convient de noter qu'en novembre 2003 les États-Unis font part de leur volonté de négocier un tel accord avec les « pays andins » mentionnant la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, sans inclure le Venezuela. (voir [http://www.sice.oas.org/TPD/AND\\_USA/Negotiations/Intent\\_e.pdf](http://www.sice.oas.org/TPD/AND_USA/Negotiations/Intent_e.pdf))

<sup>729</sup> Dans les différends entre d'une part la Bolivie et le Venezuela et d'autre part la Colombie et le Pérou, l'Équateur reste assez neutre bien qu'il refuse de renoncer aux négociations avec les États-Unis. (Ecuador no suspenderá negociación de TLC con EEUU para salvar la CAN. *Hoy* [en ligne]. Quito, 27 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://hoy.com.do/ecuador-no-suspendera-negociacion-de-tlc-con-eeuu-para-salvar-la-can-2/>). Toutefois, faisant face à une contestation sociale exacerbée contre le TLC il entame un processus de nationalisation de ses hydrocarbures, raison pour laquelle les États-Unis quittent la table des négociations avec le pays en mai 2006. (TLC Ecuador - EEUU: negociación se complica por Ley de Hidrocarburos. *ICTSD* [en ligne]. 4 novembre 2006. Disponible à l'adresse : <http://www.ictsd.org/bridges-news/puentes/news/tlc-ecuador-eeuu-negociacion-se-complica-por-ley-de-hidrocarburos>) L'élection de Rafael Correa en novembre et sa prise de fonction en janvier 2007, change la donne, rapprochant l'Équateur de la Bolivie et du Venezuela.

<sup>730</sup> Dans la partie précédente nous notions ainsi l'apport substantiel du Venezuela au budget communautaire, et le déficit qu'entraînait alors son retrait.

signature de ces TLC<sup>731</sup>. Si la crainte d'un retrait bolivien ne se confirme pas, son ombre plane sur le processus andin, fragilisé par les déclarations opposant les présidents de la région. Le dangereux précédent que constitue le retrait du Venezuela, plus que celui du Chili, et les tensions récurrentes entre les mandataires présidentiels andins, les mènent plus que jamais dans les années suivantes à entretenir un discours destructeur ponctué de régulières menaces de retrait, en particulier de la part de l'Equateur, remettant en question la pérennité et la stabilité du processus.

Au-delà des retraits chilien et vénézuélien qui ont profondément marqué l'image du processus andin, les régulières tensions dans les discours des présidents et les menaces de retrait récurrentes déstabilisent l'image du processus comme le notait en 2010 le SGCAN à l'heure d'établir un diagnostic des obstacles au développement d'une stratégie de communication :

« Les ajustements politiques complexes de la région et la nette tendance à des visions et postures idéologiquement distinctes, a facilité le développement d'un discours critique, parfois un peu 'autodestructeur', à l'intérieur depuis les niveaux les plus hauts du processus, lesquels sont paradoxalement les portevoix naturels du processus d'intégration andin. Ainsi, au fil du temps, l'entrée et la sortie de pays dans le système, pour la sauvegarde de leurs intérêts nationaux face aux régionaux, ou en raison de divergences de vision politique; dans le discours de certains présidents qui menace de la possibilité de quitter la CAN ; des déclarations publiques entrant en contradiction avec les processus ; n'ont fait que contribuer à dévaloriser le processus, à le remettre en question dans l'imaginaire public et à approfondir la crise de positionnement de l'organisation » (SGDI 945)

Ce potentiel destructeur du langage développé par les mandataires politiques andins se retrouve dans l'attitude de Evo Morales qui, partageant de fortes affinités politiques avec son homologue vénézuélien, a en 2006 à l'occasion des TLC, enchaîné les déclarations polémiques sur les gouvernements péruvien et colombien ainsi que sur les fonctionnaires du Secrétariat Général de la CAN<sup>732</sup>. La Bolivie, si elle a assuré ne pas vouloir quitter le

---

<sup>731</sup> "Puedo entender que el presidente colombiano (Álvaro) Uribe negocie (el TLC, porque) conocemos de dónde viene, pero no se puede creer del señor Toledo, que dice que representa a los pueblos indígenas. Con ese tratado firmado con EEUU Toledo traiciona al movimiento indígena no solo de Perú sino de Latinoamérica" (Evo Morales llama "traidor" a Toledo y agudiza la división de países andinos. *La Republica* [en ligne]. Lima, 24 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://larepublica.pe/24-04-2006/evo-morales-llama-traidor-toledo-y-agudiza-la-division-de-paises-andinos>)

<sup>732</sup> Evo Morales a ainsi notamment dénoncé l'attitude de Allan Wagner alors Secrétaire général qui aurait empêché la Bolivie d'intégrer pleinement les discussions autour des TLC mais a également taxé de trahison le représentant



processus andin, a emboité le pas vénézuélien en participant à l'ALBA et en se rapprochant du Mercosur qui apparaît plus présent aux lèvres de son président que la CAN. Outre une généralisation des critiques directes entre les mandataires politiques, des menaces de retrait sont explicitement utilisées comme moyen de pression par les présidents de la région, et en particulier par Rafael Correa. En effet si ce chantage au retrait a été employé par différents gouvernements<sup>733</sup>, depuis sa prise de fonction en 2007, le mandataire équatorien a multiplié les annonces d'un possible retrait de son pays afin d'obtenir gain de cause dans ses différends avec les pays andins.

C'est ainsi qu'à l'été 2009, le SGCAN qui avait tout d'abord donné gain de cause à la Colombie, statue en faveur de l'Equateur qui entendait appliquer durant un an une clause de sauvegarde concernant 1346 produits d'importation colombiens<sup>734</sup>. De fait, l'Equateur à régulièrement fait appel à ce mécanisme afin de protéger son économie des dévaluations monétaires<sup>735</sup> péruviennes et colombiennes en particulier et a, en cas de différend, brandi la menace de retrait. Ce chantage a été réitéré en février 2015 et à l'été 2016 alors que Rafael Correa affirme dans son rapport d'activité hebdomadaire que « le pays doit réfléchir sérieusement à l'intérêt de rester dans la CAN, parce que le déséquilibre commercial est terrible et nous n'avons que des restrictions »<sup>736</sup>. De la même façon, en octobre 2011, le président équatorien était monté au créneau afin de défendre les camionneurs bloqués à la frontière colombienne en dénonçant l'inutilité du processus andin : « Si la Communauté Andine ne peut pas nous garantir des déficits raisonnables avec nos associés andins, le libre-échange de marchandises et le transport entre les pays

---

bolivien au SGCAN, Antonio Aranibar Quiroga, alors directeur général. (Evo Morales critica duramente los TLC firmados por Perú y Colombia. *Emol* [en ligne]. 23 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://www.emol.com/noticias/internacional/2006/04/23/217133/evo-morales-critica-duramente-los-tlc-firmados-por-peru-y-colombia.html>)

<sup>733</sup> Citons ainsi par exemple en juin 2007 la menace au retrait du Pérou face au blocage des négociations avec l'Union Européenne par la Bolivie ; ou en 2009 le possible retrait de l'Unasur – et, partant de là, son éloignement de la CAN - énoncé par Alvaro Uribe dans le cadre de la réunion du conseil de défense sud-américain.

<sup>734</sup> CAN cambió fallo por temor a Correa. *Portafolio* [en ligne]. 18 août 2009. Disponible à l'adresse : <http://www.portafolio.co/economia/finanzas/can-cambio-fallo-temor-correa-238956>

<sup>735</sup> Rappelons qu'ayant dollars son économie en 2000, le pays ne peut recourir à une dévaluation de sa monnaie.

<sup>736</sup> Ecuador podría retirarse de la Comunidad Andina por desbalance comercial. *El País.co* [en ligne]. 7 octobre 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.elpais.com.co/elpais/economia/noticias/ecuador-podria-retirarse-comunidad-andina-por-desbalance-comercial>

de la région, nous quitterons la Communauté Andine. A quoi nous sert cet organisme !" <sup>737</sup>  
Opposés sur les terrains économiques et politiques, les gouvernements de la région s'affrontent sur la scène de l'intégration et remettent en cause son fonctionnement ou son existence même.

*De la Grande Colombie aux grandes tensions : du poids des différends géopolitiques entre Etats andins.*

Au-delà des différentes orientations politiques et économiques actuelles, ces tensions entre États décrédibilisant le processus régional s'inscrivent plus ou moins dans une tradition de tensions frontalières dans la région. Différents conflits demeurent profondément enracinés dans l'imaginaire national des pays andins et alimentent les différends géopolitiques actuels.

Lorsqu'en février 1879 le Chili envahit le port d'Antofagasta, prenant ainsi le contrôle de l'exploitation du salpêtre et du guano, la Bolivie fait appel au traité de défense mutuelle signé en 1873 avec le Pérou et les deux pays déclarent la guerre au Chili. S'en suit un conflit entre les trois pays, connu sous le nom de Guerre du Pacifique ou Guerre du salpêtre, dont sort victorieux le Chili après le retrait de la Bolivie dès 1880 puis du Pérou après trois années supplémentaires de guerre qui mèneront les chiliens à Lima et dans les Andes péruviennes où la dernière offensive est consommée. Côté péruvien, le territoire de Tarapacá est cédé au Chili qui occupe également les régions de Tacna et Arica, la première étant rendue au Pérou en 1929 tandis que la seconde passa alors définitivement sous contrôle chilien. La Bolivie quant à elle cède la région d'Antofagasta, soit l'intégralité de son territoire côtier. Les conséquences territoriales de ce conflit sont donc désastreuses pour les vaincus, en particulier pour la Bolivie qui perd tout accès à la mer, et entretiennent jusqu'à aujourd'hui revendications frontalières et ressentiments nationaux.

---

<sup>737</sup>Ecuador amenaza con retirarse de la CAN por lío camionero con Colombia. *El Pais.co* [en ligne]. 17 octobre 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.elpais.com.co/elpais/economia/noticias/ecuador-amenaza-con-retirarse-can-por-lío-camionero-con-colombia>

Un différend concernant la frontière maritime entre le Chili et le Pérou a ainsi jusque récemment opposé les deux anciens belligérants. En 1997, le Chili ratifie la Convention sur le Droit de la Mer et remet aux Nations Unis une carte traçant sa frontière maritime avec le Pérou de façon parallèle à l'équateur à partir de la borne frontalière n° 1 en se basant sur deux traités signés par les deux pays<sup>738</sup>. Cette position est immédiatement rejetée par le Pérou argumentant qu'il ne s'agit pas de traités limitrophes mais de la simple délimitation d'une zone de pêche. En 2005, le congrès péruvien s'accord sur une délimitation de la frontière maritime entre les deux pays, tracée de façon équidistante à partir du point de rencontre des deux frontières sur la côte pacifique. Le Chili rejette ce tracé, et les deux pays campent sur leurs positions. Le Pérou dépose ensuite début 2008 une demande devant le Cour Internationale Justice de La Haye<sup>739</sup>. Alors que les plaidoiries se déroulent en novembre 2012 et que les deux pays se sont publiquement engagés à respecter la décision de la Cour, la tension monte dans l'attente du verdict. Si les deux gouvernements s'efforcent de désamorcer la situation et de relativiser tout revers subi à La Haye, les ressentiments entre péruviens et chiliens, ennemis de longue date, sont exacerbés à coup d'articles de presse et de déclarations politiques empruntes de nationalisme. Le 27 janvier 2014, la cour de justice internationale rend finalement son verdict, présentant un arbitrage faisant figure de jugement de Salomon en traçant une frontière maritime à mi-chemin entre les revendications péruviennes et chiliennes<sup>740</sup>. Les arguments de chaque pays ont ainsi été entendus bien que le Pérou, ayant gagné près de 50 000 km<sup>2</sup> de territoire maritime semble sortir vainqueur de la procédure.

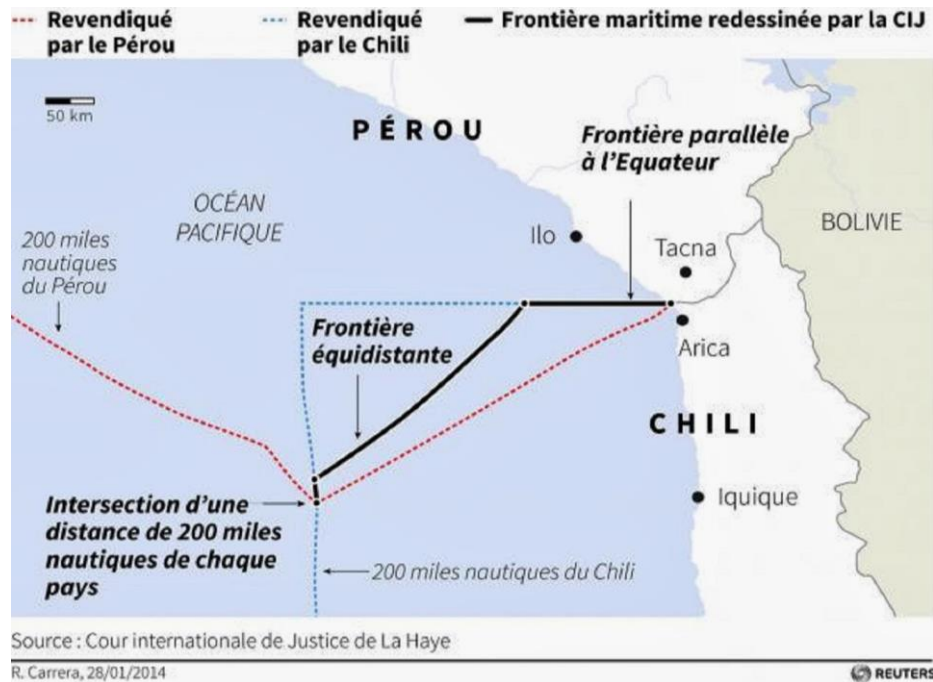
---

<sup>738</sup> la Déclaration de Zone Maritime de 1952 à Santiago et la Convention de Zone Spéciale de pêche de 1954 à Rio de Janeiro

<sup>739</sup> Le pacte de Bogotá de 1948 prévoit en effet que les deux pays reconnaissent la CIJ comme seul et unique arbitre d'un tel différend.

<sup>740</sup> . Le tracé présenté part ainsi de la borne n°1 de façon parallèle à l'équateur mais seulement sur une distance de 80 milles, point à partir duquel la frontière suit un tracé équidistant.

**Figure 23 : Tracé maritime consacré par la Cour internationale de Justice de La Haye**



Source : R. Carrera, 2014 - Cour Internationale de Justice de La Haye

La Bolivie a été le pays le plus affecté par les pertes territoriales issues des guerres sud-américaines, le pays a en effet perdu en l'espace de 50 ans 530 000 km<sup>2</sup> de territoire soit près de la moitié de sa superficie actuelle<sup>741</sup>. Point d'orgue des déconvenues frontalières de la Bolivie, la perte de son accès à la mer lors de la guerre du Pacifique a enclavé le pays et nourrit encore aujourd'hui ressentiments et revendications. Paralysant les relations diplomatiques entre les deux pays depuis 1962, un relatif retour du dialogue a été entrepris entre Evo Morales et Michelle Bachelet et en 2006 un agenda de négociations en treize points a été défini. Toutefois, la montée des contestations internes en Bolivie et la résurgence du différend entre le Chili et le Pérou quant à leur frontière maritime ont mené à un engagement plus vigoureux de Evo Morales dans les revendications boliviennes dès 2011<sup>742</sup>. Les tensions diplomatiques entre les deux pays se multiplient entre menaces de guerre, chantage économique et incidents

<sup>741</sup> Amputée de province d'Antofagasta lors de la guerre du Pacifique, la Bolivie perd également ses territoires de l'Acre et du Chaco lors des guerres l'opposant respectivement au Brésil en 1903-1904 et au Paraguay en 1932-1935.

<sup>742</sup> PERRIER BRUSLE, Laetitia. Le retour de la revendication maritime bolivienne. *CERISCOPE Frontières* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : <http://ceriscope.sciences-po.fr/node/192>

diplomatiques<sup>743</sup>. La requête devant le tribunal de La Haye effectuée par la Bolivie peut-elle calmer les choses ? Chaque pays a plaidé en mai 2015 et, si en septembre la cour de justice internationale s'est déclarée compétente pour juger du différend opposant les deux pays, le verdict devrait lui prendre des mois. Outre les discordes avec le Chili, qui, s'il n'est plus membre du processus andin depuis 1976 en est redevenu membre associé en 2006, ces différends frontaliers ont également semé quelques troubles entre les deux alliés du XIXe siècle. Ainsi d'une part, en 1978, le Pérou s'était opposé à un accord boliviano-chilien par lequel le Chili aurait cédé à la Bolivie un corridor avec une ouverture maritime au nord d'Arica, en vertu des dispositions prévues lors du traité de Lima de 1929 interdisant aux pays signataires de céder tout ou partie des territoires concernés par le traité sans consulter son homologue. De même, en juillet 2011, lors de la procédure péruano-chilienne à La Haye pour la définition de leur frontière maritime, la Bolivie a cru bon d'intervenir afin de s'assurer qu'un accord entre le Pérou et le Chili ne puisse pas compromettre sa revendication maritime.

Héritées du découpage colonial entre les vices royautes du Pérou et de Nouvelle Grenade et des négociations territoriales lors des indépendances, les tensions frontalières entre le Pérou et l'Equateur n'ont pris fin qu'en 1998. Ce différend concerne les régions frontalières de Tumbes, Jaen et Maynas que l'Equateur réclame au Pérou en vertu des traités signés entre celui-ci et la Grande Colombie. Le Pérou ne reconnaît pas l'Equateur comme héritier des négociations réalisées avec la Grande Colombie et considère ces territoires comme lui appartenant. C'est ainsi que les projets équatoriens de cession d'une partie de ces territoires en contrepartie des dettes issues de son indépendance, rencontrent une opposition du Pérou qui mobilise des troupes. Le conflit de 1858 – 1860 entre les deux pays se solde par une victoire du Pérou face à un Equateur tiraillé par la guerre civile. Toutefois si le traité de Mapasingue alors signé reconnaît la souveraineté péruvienne sur ces territoires, sa légitimité est contestée par le gouvernement qui reprend le pouvoir à l'issue de la guerre. Au cours des décennies suivantes de nombreuses

---

<sup>743</sup> Notons pour exemples en 2011 face aux prétentions boliviennes, les propos du ministre de la défense Chilien affirmant que son pays qui «possède une armée prestigieuse et professionnelle» défendrait s'il le faut par la force les traités internationaux en vigueur, l'aide humanitaire offerte au Chili par la Bolivie en mars 2015 sous fond de communication pour le retour à la mer bolivien ou encore lorsqu'Evo Morales se montre disposé à vendre son gaz au Chili –ce qui représenterait 50% d'économies pour celui-ci- s'il accédait à sa requête concernant l'accès à la mer.

tentatives de négociation échouent et entretiennent un climat d'hostilité entre les deux pays voisins. C'est ainsi qu'en 1941 éclate un nouveau conflit que les deux pays s'accusent mutuellement d'avoir déclenché. De nouveau en proie à des troubles internes et dépassé par le Pérou, l'Équateur signe le 29 janvier 1942 le protocole de Rio dont la négociation a été appuyée par la médiation des États-Unis, du Chili, du Brésil et de l'Argentine. Pour autant des désaccords surviennent quant à l'application du protocole, en particulier concernant la cordillère du Condor et en 1960, le président équatorien José María Velasco Ibarra déclare nul le protocole de 1942. La présence d'avant-postes équatoriens sur le territoire en dispute déclenche en 1980 une nouvelle guerre - dite du Paquisha. Si une nouvelle médiation internationale sous l'égide de l'OEA intervient et permet une démilitarisation du conflit, elle n'empêche pas les deux pays de s'affronter à nouveau en 1995 dans le conflit du Cenepa, conflit ouvert qui mènera à la création d'une Mission d'observation militaire Équateur-Pérou (MOMEPE). Le travail de la MOMEPE permet de relancer les négociations et d'aboutir en 1998 à la résolution proclamée définitive du différend frontalier.

Ces trois pays, réunis jusqu'en 1830 sous la bannière de la Grande Colombie sont aujourd'hui le théâtre de tensions régulières. Si la région n'a pas échappé aux traditionnelles disputes concernant le découpage des frontières à l'image du tracé de la frontière colombo-équatorienne qui n'est définitif qu'à partir de 1916 ou encore du litige entre le Venezuela et la Colombie à propos de la délimitation des eaux du golfe du Venezuela<sup>744</sup>, les tensions frontalières entre les trois pays sont aujourd'hui les conséquences du conflit armé colombien. Les incursions frontalières des guérillas étant régulières, ces tensions sont particulièrement vives entre la Colombie et le Venezuela qui ont pourtant signé en 1991 une commission mixte pour le contrôle du trafic de stupéfiants, un accord prévoyant une lutte conjointe contre le trafic de drogues. Ainsi la république bolivarienne a successivement rompu ses relations diplomatiques avec son voisin en 2005 suite à l'arrestation à Caracas du dirigeant des FARC Rodrigo Granda, en 2008 suite à l'opération phénix menée sur le territoire équatorien, en 2009 en conséquence de l'accord militaire annoncé entre la Colombie et les États-Unis, en 2010

---

<sup>744</sup> Voir quant aux origines de ce différend : GILHODES, Pierre, 1971. Le conflit entre la Colombie et le Venezuela : quelques arpents d'eau salée ? *Revue française de science politique*. 1971. Vol. 21, n° 6, pp. 1272-1289.

suite à une plainte déposée devant l'OEA par le président Uribe concernant la présence de troupes FARC au Venezuela<sup>745</sup> ou encore plus récemment en 2015 suite à l'attaque de militaires vénézuéliens.

Si la récente annonce de paix entre les FARC et le gouvernement colombien laisse présager un apaisement de ces tensions, la crise diplomatique d'envergure qui a eu lieu en 2008 témoigne de l'influence des troubles internes colombiens dans les relations régionales. Le 1<sup>er</sup> mars 2008, l'armée colombienne mène une opération contre les positions FARC à la frontière équatorienne sans en avertir préalablement son voisin. Le gouvernement de Rafael Correa condamnant cette violation de son territoire, rompt les relations diplomatiques avec la Colombie et mobilise des troupes à la frontière. Le Venezuela, prend immédiatement le parti équatorien et suspend à son tour les relations diplomatiques avec son voisin et mobilise également des effectifs militaires. Les tensions atteignent des niveaux extrêmes<sup>746</sup> entre les trois pays au cours des jours qui suivent et les relations diplomatiques ne sont restaurées que trois mois plus tard. Cette crise démontre la faible concertation entre les pays andins en dépit des agendas communs développés en matière de sécurité et de lutte anti-drogue. En effet, si le Parlement Andin en a appelé au retour du dialogue entre la Colombie et l'Equateur, c'est encore une fois la médiation de l'OEA et du groupe de Rio qui a permis de pacifier les relations régionales. Face à de telles situations de crise ou de conflit, les pays andins ne règlent pas leurs différends à travers des institutions communautaires, mais font appel à des instances telles que le groupe de Rio, l'OEA ou l'ONU. De fait, le processus régional apparaît instable et fragile face aux intérêts des États et aux jeux d'influence dans la région.

---

<sup>745</sup> DABENE, Olivier. L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation. Un condensé de deux cents ans d'histoire. *Les études du CERI*. 2010, p. 4-7

<sup>746</sup> Si le gouvernement colombien n'entend pas mobiliser son armée, il accuse les gouvernements de ses voisins et en particulier celui du Venezuela de collaborer avec les FARC. De son côté l'Equateur entame une procédure à La Haye concernant l'épandage colombien d'herbicide à la frontière afin d'éradiquer les cultures de coca.

## 8.2. Enjeux nationaux et internationaux : du difficile positionnement de l'intégration andine

### *De l'intégration à la coopération : le paradoxe régional*

Le processus andin apparaît en tension entre les intérêts propres des différents États. Le paradoxe de l'intégration apparaît ici : les mêmes États qui sont à l'origine de la construction de l'intégration régionale en contrarient le développement. Plus que de l'intégration c'est un mode de coopération westphalien qui prévaut afin de ménager les souverainetés nationales.

L'influence des États sur le processus andin est considérable, de fait c'est la voie inter-gouvernementale qui prévaut dans le fonctionnement de l'intégration régionale andine. La commission, organe suprême jusqu'à la réingénierie de la CAN et le protocole de 1996<sup>747</sup> où elle perd sa compétence normative exclusive, est déjà un organe d'essence inter-gouvernementale<sup>748</sup>. Chaque Etat y nomme en effet un membre plénipotentiaire qui « exprime dans tous les cas la volonté politique de l'Etat représenté qui lui transmet les instructions opportunes et à qui il doit rendre des comptes »<sup>749</sup>. La commission partage aujourd'hui sa compétence normative avec le Conseil des Ministres Andins (CAMRE) dont les décisions sont adoptées à l'unanimité et dans une moindre mesure le SGCAN dont les résolutions apparaissent comme des actes administratifs subordonnés aux normes dont ils sont dérivés<sup>750</sup>. En outre, si le SGCAN est réputé être un organe proprement communautaire agissant au nom des intérêts de la région, il est emmené par un secrétaire général devant être élu par consensus au sein du CAMRE ce qui a mené à de longues crises

---

<sup>747</sup> Dans les faits, si la commission reste alors l'organe suprême, la création du conseil andin des ministres et du conseil présidentiel andin viennent éroder la portée de l'institution (Voir QUINDIMIL, 2006, p78-80)

<sup>748</sup> Si un vote à la majorité absolue est prévu pour l'adoption des décisions de la commission, son fonctionnement est compliqué par l'obligation qu'il n'y ait pas de votes négatifs pour un grand nombre de domaines. Puisqu'il semble y avoir d'exceptions que de règles, cette contrainte semble se rapprocher d'une unanimité. (Voir Accord de Carthagène, section C, Article 26)

<sup>749</sup> Voir Sobrino Heredia cité dans (QUINDIMIL, 2006, p 80)

<sup>750</sup> Si les résolutions du SGCAN sont incluses dans la norme communautaire, les interprétations juridiques du tribunal de justice andin face au flou entourant la hiérarchie du droit andin ont en effet statué à la dépendance des résolutions aux normes dont elles découlent. (Voir à ce propos QUINDIMIL, 2006)



institutionnelles face à l'incapacité des États à s'accorder sur un nom<sup>751</sup>. Ainsi les deux organes disposant de compétences normatives et le Conseil Présidentiel lui-même, organe suprême orientant la politique du processus, sont dans les mains des États qui concentrent ainsi l'essentiel du pouvoir de décision dans le processus régional. C'est aussi ce que conclut Héctor Helí Rojas Jiménez, en notant l'absence de pouvoir décisionnaire du parlement et le non-respect des décisions du Tribunal de Justice Andin <sup>752</sup>

Dès lors l'intégration andine est complètement tributaire des États dont les enjeux politiques internes et externes influent la marche régionale. Comme le note Quindimil « Le problème ne réside pas dans le Droit en lui-même, mais dans la conception que les États ont de l'intégration, ne la considérant pas comme une fin immédiate en soi [...] mais plutôt comme une structure à laquelle ils peuvent faire appel afin d'obtenir les résultats coûtant le moins d'efforts, essayer d'atteindre ceux qui supposent un peu de sacrifice et, si le sacrifice ne peut être assumé ou si aucun accord n'est trouvé avec les autres membres, les structures communautaires sont tout de suite écartées afin d'agir individuellement » (QUINDIMIL, 2006, p.428). De la même façon Germanico Salgado, ancien membre de la JUNAC affirmait "[qu']il n'existe pas d'instruments internationaux valides si les parties ne restent pas convaincues de leurs finalités et ne sont pas disposées à se plier à leurs règles. » (SALGADO,1998). S'éloignant de la rigueur supranationale, le processus andin s'apparente non plus à un processus d'intégration à proprement parler mais à une coopération régionale consensuelle ménageant les souverainetés nationales.

Brûlante pour tout Etat, la question de la cession de souveraineté à une institution supranationale est particulièrement vive en Amérique latine<sup>753</sup>, l'intégration n'y avançant que dans la mesure où elle réaffirme à l'instar du traité constitutif de l'Unasur « le

---

<sup>751</sup> C'est ainsi le cas entre juillet 2006 et janvier 2007 suite au départ d'Allan Wagner, et plus encore entre mai 2010 et juin 2013 suite au départ de Freddy Elhers.

<sup>752</sup> "El Consejo presidencial Andino, el Consejo Andino de Ministros de Relaciones Exteriores, y la Comisión de la Comunidad Andina, monopolizan el poder de decidir todo al interior del sistema, frente a un parlamento que delibera y controla pero que no tiene poder de codecisión, a la manera del parlamento europeo, y frente a un tribunal de Justicia, que, impotente, tiene que ver cómo sus fallos no se cumplen por parte de los gobiernos de los países miembros." (Héctor Helí Rojas Jiménez, 2011, p 12)

<sup>753</sup> " En América Latina, ceder soberanía nacional a una institución supranacional se considera una pérdida, y no se acepta la idea de que dotar de autonomía a organismos superiores a los Estados puede contribuir a mejorar la posición e incrementar el poder de los países en el sistema internacional." BIRLE P. « Muchas voces, ninguna voz : Las dificultades de América Latina para convertirse en un verdadero actor internacional ». *Nueva Sociedad*. mars 2008. Vol. 214, p.5

renforcement de la souveraineté et de l'indépendance des États »<sup>754</sup> et se construit sur la base du consensus. Le préambule de l'Accord de Carthagène stipule ainsi que l'intégration est un moyen de préserver la souveraineté et l'indépendance des États. De fait, le SGCAN dans un document informatif de 2001 établit : « La Communauté Andine se base, alors, sur une cession volontaire de ses compétences de la part de ses cinq États membres ; pour autant, nous ne nous trouvons pas devant une imposition. En effet, toute Organisation internationale est une association 'volontaire' d'États créée par un Traité international. Il en découle que les États membres, connaisseurs des caractéristiques de la norme juridique communautaire et de l'Organisation Internationale à laquelle elle correspond, décident, librement et volontairement, d'adhérer à la Communauté Andine, et s'engagent ainsi également à respecter son traité constitutif et les actes normatifs de ses institutions ». Il est aussi précisé que la notion de supranationalité dans la CAN s'entend comme une « cession de l'exercice de compétences souveraines non de la souveraineté » ce qui ne constitue pas un acte juridique définitif. (SGDI 303)

Victor Hugo annonçait dans les Misérables<sup>755</sup> qu' « Au point de vue politique, il n'y a qu'un seul principe, la souveraineté de l'Homme sur lui-même. Cette souveraineté de moi sur moi s'appelle Liberté. » Nous pourrions ici rapporter cette vérité aux États. La contrainte est ce que les États ne veulent guère admettre dans l'intégration régionale, et la fièvre rhétorique passée, chacun reprend sa route ou presque. Illustré par les constants manquements au droit communautaire et le piétinement des négociations commerciales, le manque de volonté politique des États membres pour l'approfondissement de l'intégration régionale andine est montré du doigt par de nombreux observateurs<sup>756</sup>. Surgit ici le paradoxe de l'intégration régionale, les mêmes États à l'initiative du processus de convergence ne sont pas prêts à le voir trop s'étendre. L'intégration andine en particulier de par sa structure institutionnelle très politique est tributaire du manque de volonté des États<sup>757</sup> tout en reposant sur un fort volontarisme. En effet, les États ont nous

---

<sup>754</sup> Voir l'article 2 du traité constitutif de l'Unasur

<sup>755</sup> HUGO, Victor. *Les misérables*. Paris : Gallimard, 1951.

<sup>756</sup> De fait, la plupart des observateurs du processus régional présents dans notre bibliographie -indépendamment de ceux liés aux intérêts des gouvernements andins- relèvent cette tendance au désengagement régional de la part des États. Lors d'un entretien, le 22/01/2013, Guido Mendoza, alors fonctionnaire du SGCAN critiquait aussi cette tendance.

<sup>757</sup> “[...] para poner el Sistema en marcha se precisa de la buena voluntad de un único y sólo de los Estados miembros de la Organización, lo que no deja de ser extraño, aquel que asume la Presidencia Pro-témpore, de

l'avons vu acquis un rôle de premier plan dans la conduite du processus régional né et renouvelé à partir d'un fort volontarisme de présidents tels que Eduardo Frei Montalva et Carlos Lleras Restrepo à l'heure de la signature de l'Accord de Carthagène ou Carlos Andres Perez invitant ses homologues à réaffirmer leur engagement communautaire en 1976 et convoquant à partir de 1989 les réunions présidentielles semestrielles réinsufflant du dynamisme au processus à partir d'un volontarisme politique marqué. Le processus régional avance au gré des orientations politiques des présidents andins et en fonction de la convergence ou non des intérêts nationaux des États membres, dans une certaine victoire des théories réalistes faisant des États des loups pour les États.

### *Le comportement des États : théories des relations internationales*

S'il apparaît que les crises du processus puisent en grande partie leur origine dans les attitudes des États, un retour théorique sur les relations internationales permet aussi de mettre en évidence le poids des intérêts nationaux dans le jeu régional et les enjeux internationaux sous-jacents au processus andin. De Thucydide à Hobbes, de Machiavel à Clausewitz, la théorie des relations internationales repose sur l'inévitabilité de la guerre entre les États. De l'affrontement entre Athènes et Mélos à la guerre froide, le rapport de force est au centre des relations entre États, c'est cet état de nature de la guerre de tous contre tous décrit par Hobbes sans qu'un Léviathan n'intervienne contrairement à l'échelle nationale.

La guerre étant au centre des théories des relations internationales, il s'agit dès lors de la préparer ou de s'en prémunir. S'agissant de « voir le monde tel qu'il est et non tel que l'on voudrait qu'il soit », les tenants du réalisme (Hans Morgenthau, Kenneth Waltz, Henry Kissinger ou encore Raymond Aaron en France) préfèrent la lucidité de l'action à une spéculation jugée idéaliste. (BLOM et CHARILLON, 2001). Théorisant le comportement des États sur la scène internationale à travers une constante recherche de

---

manera que si este Estado no se muestra entusiasmado por el proceso o poco inclinado a asumir la legitimidad de ciertas instituciones andinas, tiene en sus manos todas las cartas para adormecerlo, no convocar las reuniones cortocircuitar, el propio Sistema." (Sobrino Heredia (2010, p.44) cité dans CONTRERAS, 2009, p.90)

puissance, rendant inhérent aux relations internationales le risque de conflit, le réalisme diagnostique un certain égocentrisme et paranoïa chez les États poursuivant leurs intérêts et cherchant individuellement à accroître leur sécurité quitte à de ce fait la mettre en danger. Si certains clivages apparaissent entre les tenants du réalisme<sup>758</sup>, ils s'accordent à placer l'Etat au centre de leur analyse en faisant un acteur unitaire et monolithique. Ils apparaissent comme des acteurs rationnels, comparant les coûts et bénéfices de leurs actions internationales dans le dite théorie des jeux qui rend leurs actions explicables et prévisibles. Tenants d'une paix fondée sur la dissuasion issue d'un certain équilibre entre les puissances, les réalistes ne croient pas dans les vertus des organisations internationales.

Critiquée notamment quant à sa négation du rôle des acteurs non-étatiques et de l'influence de la politique interne aux Etats, la théorie réaliste est renouvelée dans les années 1980 afin de prendre en compte la notion d'interdépendance. D'un autre côté, fortement imprégnées d'un caractère normatif, les théories libérales héritières d'Erasmus ou de Kant, augurent une paix reposant sur la démocratie, le marché ou l'éthique des Etats. Jugé idéaliste, ce courant théorique est partagé entre le libéralisme républicain reposant sur une analogie entre la nature politique des gouvernements et leur comportement sur la scène internationale, le libéralisme commercial où la paix est guidée par la « main invisible » d'Adam Smith et le libéralisme institutionnel prescrivant la construction d'institutions internationales pour préserver la paix. C'est à partir de ces fondements et en particulier sur la croyance dans le pouvoir régulateur des institutions internationales que s'est, nous l'avons vu dans un premier chapitre, développée l'intégration régionale. Bouleversée et renouvelée à la fin du XXe siècle par des approches non positivistes ou étudiant les acteurs d'un point de vue sociologique, ces deux lignées théoriques sont néanmoins aux sources du dialogue théorique sur le comportement des États dans les relations internationales. S'agissant d'étudier les obstacles nationaux posés au processus régional, les théories réalistes apportent un éclairage particulier sur la rationalité des

---

<sup>758</sup> Ils divergent en particulier quant à savoir si le conflit est inhérent à la nature humaine ou au système international, si l'équilibre des puissances émerge naturellement du système ou s'il doit être construit par le volontarisme et enfin si la paix est plus assurée dans un monde unipolaire, bipolaire ou multipolaire. (BLOM et CHARILLON, 2001)

États s'engageant dans l'intégration régionale qui a été régulièrement confirmée par les faits.

«I want my money back !» Cette phrase de Margaret Thatcher est devenue emblématique du comportement des États cherchant un retour sur investissement dans leur engagement pour l'intégration régionale. Apparente victoire du réalisme, les États s'engagent en effet dans un processus régional en mesurant les coûts et bénéfices supposés de l'intégration. Schmitter a ainsi étudié ce comportement rationnel des élites faisant progresser par à-coups l'intégration en fonction de la convergence de leurs intérêts. C'est aussi cette logique qui, nous l'avons vu, prévaut dans l'intégration andine. Et différents auteurs notent ainsi la prévalence des intérêts nationaux sur les logiques communautaires : « Aujourd'hui, comme par le passé, la recherche de solutions nationales prévaut sur les efforts de concertation et d'intégration » (BIRLE, 2008, p.2). Construit à un moment de convergence entre les États andins cherchant à armer et défendre leurs économies sur le marché mondial, le processus andin a été paralysé par les divergences apparues entre ses membres à la faveur de changements politiques nationaux. Le Chili quitte le Pacte Andin en 1976 s'orientant vers une politique d'ouverture économique. L'arrivée de Fujimori au Pérou fait aussi craindre la même issue alors que les réorientations libérales dans les cinq pays membres permettent un consensus sur une redéfinition économique de l'intégration. Enfin les divergences, toujours quant à l'orientation économique du processus divisent la région et mènent au retrait du Venezuela et à la crise actuelle de la CAN. Les négociations d'accords commerciaux séparés de la Colombie et du Pérou avec les États-Unis en particulier, illustrent clairement la primauté des intérêts nationaux sur les intérêts régionaux. L'intégration est relayée au second plan face aux intérêts nationaux à court terme incarnés par les changements de gouvernement et les scissions idéologiques apparaissant au sein du processus.

Dans notre entretien, Guido Mendoza, fonctionnaire du SGCAN spécialiste en droit, incriminait le manque de culture politique dans les États andins menant à une confusion entre politique d'Etat et politique de gouvernement au sein des administrations publiques où « les fonctionnaires du gouvernement acquièrent l'aptitude de passer outre leurs visions conjoncturelles pour agir sur les fonctionnaires de carrière de l'Etat [...] Cette vision à court terme n'est pas compatible avec l'intégration. » Ainsi selon le fonctionnaire la fragilité de la Communauté Andine « ne vient pas tant sur processus mais de ce qu'il y

a derrière, dans chaque pays : la vision à court terme aux dépend de la vision à long terme qui n'est pas prise en compte pour une question d'argent ». (Entretien avec Guido Mendoza du 22/01/2013) De fait, non seulement les États attendent un retour sur investissement mais ils espèrent également que les répercussions soient immédiates afin idéalement d'intervenir durant les mandats des gouvernements les mettant en place. Cette situation rend l'intégration régionale dépendante des logiques de pouvoir internes aux États<sup>759</sup>. Ainsi s'il convient de ne pas simplifier l'analyse à l'extrême en attribuant aux seuls États ou plus encore gouvernements les va et vient régionaux<sup>760</sup>, il est évident que l'orientation des politiques internationales des États membres et les intérêts nationaux ont pesé lourd sur le cours de l'intégration andine. Le récit régional est ainsi moins celui de l'intégration que celui des relations entre les pays andins dans une optique moins régionale que bilatérale ou multilatérale<sup>761</sup>, comme simple chapitre de la politique internationale des États andins.

*L'intégration un outil économique et politique pour prendre le train de la mondialisation.*

Au service du développement économique et de l'insertion sur le marché mondial, l'intégration régionale apparaît comme un outil au service des ambitions internationales de ses pays membres. Dans ce contexte de mondialisation chaque Etat veut sortir son épingle du jeu et emploie l'intégration régionale pour servir ses fins.

Au-delà des intérêts internes aux Etats, les acteurs externes influencent aujourd'hui plus que jamais la conduite des politiques nationales et partant de là, régionales et internationales. De fait, les règles du jeu ont été renouvelées dans le contexte de mondialisation exacerbée depuis les années 1990 avec la modification des relations

---

<sup>759</sup> "La creciente inclusión de los temas de integración regional y de política exterior en controversias políticas y electorales genera el riesgo de una creciente polarización que podría contribuir a consolidar estrategias cortoplacistas en lugar de planes sólidos de mediano y largo plazo." (BIRLE, 2008, p.148)

<sup>760</sup> C'est ainsi ce que rappellent Godoy et Gonzalez Arana en 2009 qui critiquent "un persistant recours au niveau étatique, typique du réalisme" dans la littérature sur le processus régional. (GODOY et GONZALEZ ARANA, 2009).

<sup>761</sup> Il existe ainsi une certaine tendance médiatique – et politique – à parler des pays andins individuellement et non en tant qu'ensemble. "la relación de Colombia con los demás países ha sido guiada por problemas internos. De esta manera, cuando Bogotá se comunica con Quito o con Caracas es por algún tema de seguridad, pero no porque esta movida haga parte de una estrategia pensada para relacionarse con sus vecinos" (GODOY et GONZALEZ ARANA, 2009).

entre les États et le marché ainsi que la montée en puissance des acteurs non-étatiques et en particulier des intérêts économiques privés. Dans ce contexte, les traditions théoriques se sont renouvelées, étudiant le poids des différents acteurs internationaux et analysant le comportement des États à partir de nouvelles logiques d'affrontement et de concertation. Si dès les années 1970, l'économie politique internationale<sup>762</sup> entendait réconcilier les analyses économiques et politiques afin de mieux comprendre l'interdépendance complexe du monde, on assiste à un renouveau généralisé des théories des relations internationales bouleversées par l'ampleur du phénomène de globalisation des échanges et le caractère multipolaire du monde post-guerre froide. S'éloignant des théories purement systémiques il s'agit en particulier d'étudier les différents acteurs du jeu international : « Au final, les acteurs non étatiques ont imposé une approche nouvelle, et il n'est plus une théorie pour défendre sérieusement, désormais, que la politique mondiale peut être comprise à partir de l'étude des seuls Etats. Pour autant, ces derniers ne disparaissent pas : mais c'est désormais leur interaction avec les acteurs privés, plutôt que leurs décisions unilatérales, qu'il importe d'observer. »<sup>763</sup> C'est en effet la montée en puissance d'acteurs économiques non-étatiques et la généralisation du crédo néo-libéral qui a redéfini les relations internationales : « L'ouverture des frontières et la libéralisation des échanges ont favorisé l'apparition de firmes multinationales dotées de stratégies véritablement planétaires. De leur côté, les États se sont engagés – aux côtés de leurs entreprises nationales – dans des politiques de conquête de marchés extérieurs et de prise de contrôle de secteurs d'activité considérés comme stratégiques. [...] Dans ce monde en train de devenir global, les intérêts politiques des nations se soumettent à leurs intérêts économiques. Ce glissement signe l'ouverture d'une ère nouvelle, celle de la géoéconomie. »<sup>764</sup> L'insertion sur le marché mondial est de fait un volet majeur de la

---

<sup>762</sup> Cette optique est développée en particulier à partir de l'article de Susan Strange publié en 1970 : STRANGE, Susan. *International Economics and International Relations: A Case of Mutual Neglect. International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*. Avril 1970, Vol. 46, n° 2, p. 304, mais correspond à un essoufflement des théories des relations internationales face à la croissance interdépendance internationale.

<sup>763</sup> Blom A., Charillon F. *Théories et concepts des relations internationales*. Paris : Hachette supérieur, 2001. P.120

<sup>764</sup> Pascal Lorot, fer de lance de la géoéconomie en France la définit ainsi : « la géoéconomie est l'analyse des stratégies d'ordre économique – notamment commercial –, décidées par les États dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains pans bien identifiés de celle-ci, à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles, en ce que leur possession ou leur contrôle confère à son détenteur – État ou entreprise « nationale » – un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social » ( LOROT, Pascal. *La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales. L'information géographique* [en ligne]. 2001, Vol. 65, n° 1, p. 43-52.)

politique internationale des États dont la quête de puissance est aujourd'hui moins orientée vers la conquête des territoires que vers celle des marchés tandis que les intérêts commerciaux privés poussent vers l'établissement d'un nouvel ordre mondial structuré par un système de concertation commerciale multilatéral.

Sous ce jour, l'intégration régionale a été réinterprétée en fonction des liens qu'elle entretient avec la mondialisation et l'insertion des États dans le système commercial multilatéral (GATT puis OMC). Du point de vue fonctionnaliste l'intégration régionale régie par le crédo libéral apparaît comme une étape pour l'établissement du libre-échange mondial. De fait, les processus de concertation régionaux ou bilatéraux permettent d'avancer plus profondément sur la voie de l'ouverture économique que les rondes multilatérales qui piétinent face aux chocs des intérêts nationaux. Le régionalisme fondant la construction régionale ne vient qu'entériner un mouvement naturel de régionalisation économique, et les États, ne sont ici que « producteur de normes et facilitateur d'une intégration qui passe par les seules voies du Marché » (DEBLOCK, 2005, p6). A l'inverse les théories néo-réalistes, si elles ont intégré la diversité des acteurs inhérente au système mondiale, placent toujours la recherche de sécurité et de puissance -devenue économique- des États au centre du processus régional<sup>765</sup>. C'est en particulier à partir de cette optique que l'on peut juger des stratégies employées par les États dans leur participation régionale.

S'il convient de ne pas s'enfermer dans une vision stato-centrée, néanmoins il faut avec Christian Deblock rappeler que l'intégration régionale repose sur le volontarisme politique des États qui entreprennent le rapprochement régional à partir d'un calcul coût/bénéfice : « L'engagement dans cette voie est toujours le résultat d'un choix stratégique, appuyé sur la conviction des acteurs, fondée ou non, que leurs intérêts seront mieux défendus et leurs objectifs plus facilement atteints, à l'intérieur d'un regroupement qu'en dehors. » S'agissant de servir ses<sup>766</sup> intérêts, l'Etat perçoit ainsi l'intégration

---

<sup>765</sup> « Considérant, que la sécurité des États est indissociable de leur positionnement dans l'économie mondiale, lequel dépend de la capacité de leur économie à demeurer dynamique et compétitive, la question du régionalisme, comme forme particulière d'alliance, devient dès lors centrale. » (DEBLOCK, 2005, p7)

<sup>766</sup> Au-delà des intérêts de l'Etat différentes études interactionnistes ou sociologiques ont mis en évidence les intérêts d'élites reposant souvent sur des bases plus privées que publiques et plus transnationales que nationales.



régionale comme un outil éminemment géopolitique ou - plus encore aujourd'hui - géoéconomique permettant de d'appuyer sa stratégie d'insertion sur le marché mondial.

Le renouveau du processus régional andin dans les années 1990 vient ainsi en partie<sup>767</sup> étayer les diagnostics théoriques. Tous quatre guidés par les théories libérales supposées par les ajustements structurels imposés par le FMI suite à la crise des années 1980, les pays andins relancent l'intégration régionale andine à partir du paradigme saxon -ou libéral- sur le mode de l'inter gouvernementalisme et vers une plus grande ouverture commerciale (CASA GRAGEA, 2002) Ainsi dans les années 2000 l'objectif de l'intégration andine était particulièrement tourné vers l'insertion dans la ZLEA comme en témoigne notamment l'horizon 2005 établi en 1999 comme date butoir pour l'établissement d'une zone de libre-échange andine et qui correspond également à l'échéance de l'instauration de la ZLEA fixée par les États-Unis. L'enjeu de l'insertion continentale est aussi assumé par le SGCAN par son secrétaire général, Sebastián Alegrett qui place la ZLEA comme l'un des principaux axes de la « stratégie globale de négociations commerciales » développée par le SGCAN.<sup>768</sup> Les différents pays andins partagent alors le même objectif d'insertion internationale et entreprennent des négociations conjointes avec les États-Unis « romp[ant] [...] avec l'unilatéralisme qui a caractérisé les pays de la sous-région au début des années 1990 » (CASA GRAGEA, 2002). Toutefois, le piétinement des négociations et les fortes divergences d'orientation économique-politique apparaissant entre les pays andins entre 1999 et 2006 mènent à des inadéquations dans leurs stratégies d'insertion internationale. La CAN, mais aussi le MCCA et le Mercosur comme le souligne Birle ne parviennent pas à "se positionner comme des acteurs cohérents. Et les changements politiques de ces dernières années n'ont pas changé cette situation : malgré la prépondérance des gouvernements progressistes, les stratégies d'insertion internationale des pays latino-américains demeurent très différentes les unes des autres. » (BIRLE, 2008 p 2).

---

<sup>767</sup> De fait si l'intégration andine est relancée selon le précepte du régionalisme ouvert, elle est aussi marquée par une forte dimensions politique et sociale que les paradigmes réalistes et libéraux ne prévoient pas.

<sup>768</sup> Voir son intervention à l'occasion du « I Foro Nacional - ALCA/Perú » le 1<sup>er</sup> septembre 2001 disponible à l'adresse suivante : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=1282&accion=detalle&cat=DI&title=la-participacion-de-la-comunidad-andina-en-el-alca>

Ainsi, si l'intégration régionale peut dans le cas de la convergence des orientations s'avérer être un facilitateur d'insertion mondiale et de libéralisation du commerce, en cas de désaccord, elle piétine à l'image des grandes négociations multilatérales, perdant alors l'avantage que devrait lui conférer son nombre restreint d'États membres. Peu enclins aux concessions nécessaires pour parler ou négocier d'une voix sur la scène internationale, les États favorisent alors des stratégies individuelles<sup>769</sup>. C'est dans ce sens qu'ils s'écartent de la route communautaire pour négocier de façon bilatérale avec les acteurs externes à l'image des traités commerciaux signés par la Colombie et le Pérou avec les États-Unis. L'intégration régionale apparaît encore ici n'être dans la stratégie des États qu'un moyen et non une fin.

### *Entre polygamie<sup>770</sup> régionale et influences extérieures*

Face à l'utilitarisme des États, l'avancée du processus est tributaire de la compatibilité des ambitions extérieures des pays andins. Les logiques nationales prévalant sur les régionales, le processus andin apparaît comme un instrument de l'insertion internationale des États parmi d'autres. Les États participent ainsi de différents rassemblements régionaux composant les modalités de leurs partenariats commerciaux en Amérique latine mais également à l'extérieur du sous-continent. Ces forces centrifuges sont ainsi révélatrices de puissants jeux d'influences qui s'exercent depuis l'extérieur de la région andine.

Nous le disions dans le premier chapitre, l'Amérique latine est la région du monde ayant connu le plus grand nombre d'efforts régionaux. Douze accords régionaux sont ainsi en vigueur en dans la région. Impliquant un nombre variable d'États à des échelles sous

---

<sup>769</sup> C'est ce que relève Victor Heli Rojas citant le l'éditorial du 11 avril 2011 du quotidien Nuevo Siglo : "Sería ingenuo desconocer el eco que tienen las advertencias de algunos sectores en torno de que las diferencias políticas, económicas y de prioridad comercial en los cinco países de la zona Andina son tan grandes e, incluso, irreconciliables, que la existencia de la CAN termina siendo un obstáculo para apuntalar una nueva era de interacción entre Colombia, Venezuela, Bolivia, Perú y Ecuador. En otras palabras, que tiene más sentido práctico que cada una de esas naciones negocie acuerdos bilaterales con las restantes cuatro, en vez de tratar de encuadrar sus tratativas en una normatividad andina que muchas veces se torna inflexible para maniobrar ante las particularidades y coyunturas".

<sup>770</sup> Nous reprenons ici les termes employés par Alavro Uribe en réponse à Hugo Chavez qui lors de son retrait de la CAN avait accusé la Colombie de Bigamie en raison de l'accord qu'elle avait tissé avec les États-Unis. ( voir : Uribe le responde a Chávez: « sería más preciso que me acusara de poligamia ». *El Universo* [en ligne]. 27 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://www.eluniverso.com/2006/04/27/0001/9/B3E25BD849064404B1D4FD5392640BA4.html>)

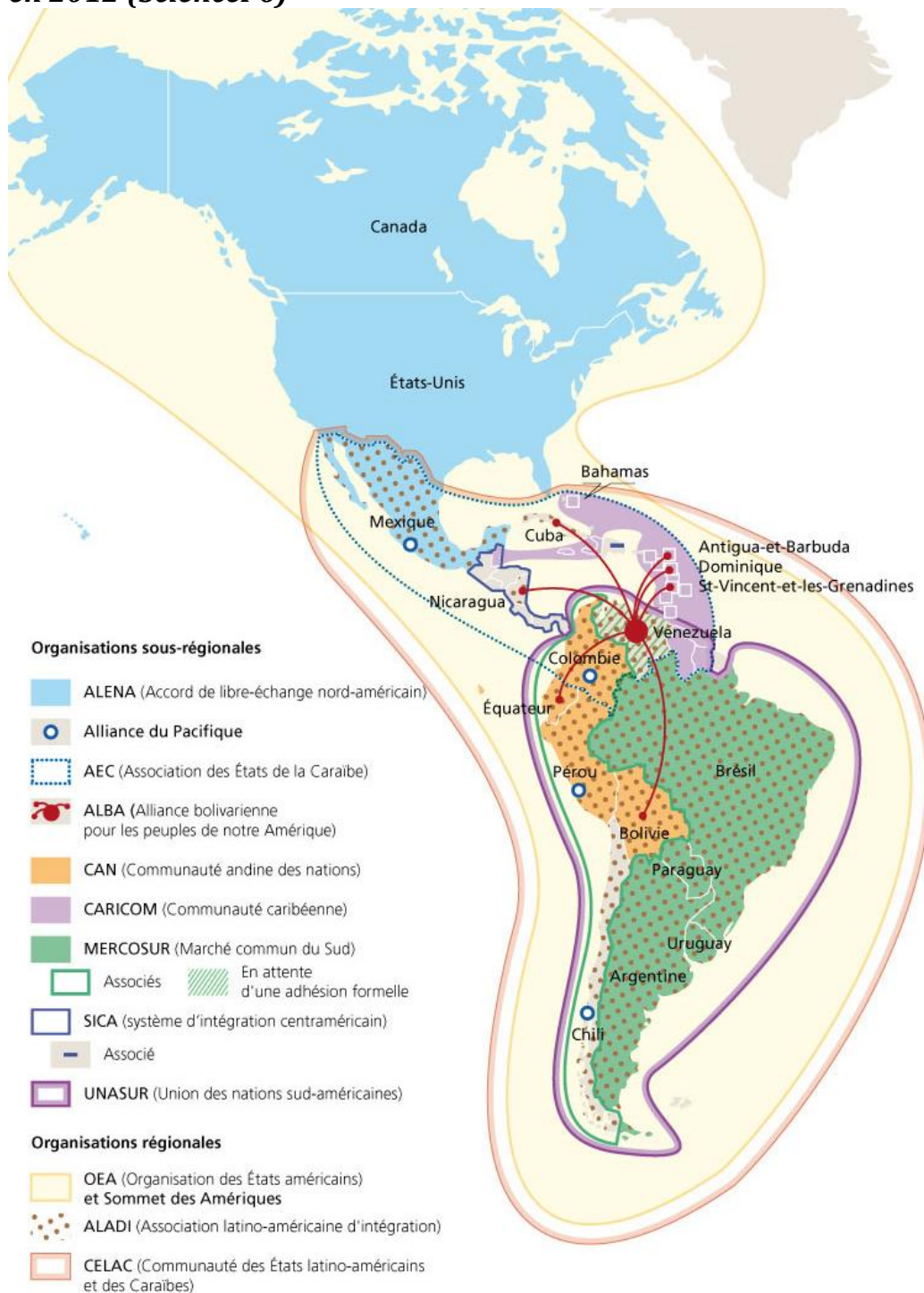
régionales, régionales ou parfois interrégionales, ils sont venus s'ajouter les uns aux autres dans une imbrication complexe formant un véritable bol de spaghettis pour reprendre la métaphore consacrée par Jagdish Bhagwati en 1995<sup>771</sup>. Cette multiplication des processus régionaux en Amérique latine est un autre symptôme de la vision instrumentale des accords régionaux. Face à la perte de nouveauté ou d'intérêt des accords historiques tels que la CAN et à la recherche d'une insertion favorable des États sur le marché mondial, ces schémas régionaux viennent répondre aux intérêts partiellement communs des pays peu enclins à faire les compromis nécessaires à l'établissement d'une intégration sud-américaine globale et approfondie et permettent aux États de construire une stratégie d'insertion à la carte à partir d'une polygamie régionale.

Comme le montre la carte présentée ci-après, les pays andins, au-delà de leur participation au processus d'intégration sous régional, étaient déjà en 1969 membres de l'ALADI (alors nommée ALALC) et de l'OEA. A partir du rapprochement initié avec le Mercosur ils intègrent depuis 2008 l'Unasur (venue remplacer la CSN – Communauté Sud-Américaine des Nations- créée quatre ans plus tôt) et sont également impliqués depuis 2010 dans la CELAC (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes). Outre les accords bilatéraux négociés séparément, ils participent également à des accords régionaux de façon dissociée, à l'image de la Colombie membre de l'AEC (Association des États de la Caraïbes) et de l'Alliance du Pacifique qu'intègre aussi le Pérou, de la participation de la Bolivie et de l'Equateur dans l'ALBA ou encore l'acte d'adhésion de la Bolivie au Mercosur en 2012.

---

<sup>771</sup> BHAGWATI, Jagdish. *US Trade Policy: The Infatuation with FTAs* [en ligne]. Columbia University Academic Commons, 1995. Disponible à l'adresse : <http://hdl.handle.net/10022/AC:P:15619>.

**Figure 24 : Principaux processus d'intégration régionale dans les Amériques en 2012 (SciencePo)**



Sources : [www.nafta-sec-alena.org](http://www.nafta-sec-alena.org), [www.acs-aec.org](http://www.acs-aec.org), [www.alianzabolivariana.org](http://www.alianzabolivariana.org), [www.comunidadandina.org](http://www.comunidadandina.org), [www.caricom.org](http://www.caricom.org), [www.mercosur.int](http://www.mercosur.int), [www.unasur.org](http://www.unasur.org), [www.oas.org](http://www.oas.org), [www.aladi.org](http://www.aladi.org) et Délégation aux affaires stratégiques, 2012.

Réalisation : R. Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dilia, Paris, 2012

© Questions internationales, numéro 55, La Documentation française, Paris, mai-juin 2012.  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Au-delà de l'appartenance commune à de plus grandes entités régionales qui traduit les ambitions latino-américaines inhérentes aux régionalismes dans la région sur

lesquelles nous reviendrons au chapitre suivant, les accords négociés séparément illustrent la force centrifuge des différents intérêts nationaux qui fragilise le processus régional et à partir de laquelle il convient de lire l'actuel processus de réingénierie<sup>772</sup>. Les discours des préférences externes des États andins décrédibilisent et délégitiment le processus régional. L'intégration andine apparait alors comme une thématique non prioritaire dans les agendas présidentiels ce qui explique le manque d'engagement communautaire des États andins. L'interview du président péruvien Alan Garcia en mars 2011 dans le quotidien colombien El Tiempo est un exemple flagrant du poids donné aux ambitions externes :

« Quel est le bilan de votre visite d'Etats en Colombie ? Très positif. Nous allons donner une grande profondeur à l'intégration entre la Colombie, le Pérou, le Chili et le Mexique, et nous maintiendrons notre proposition d'inclure la Colombie dans l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), l'un des blocs économiques les plus forts du monde, pour travailler sur la promotion des exportations vers l'Asie. Vous croyez que tous les autres traités d'intégration et les accords comme la Communauté Andine ont échoué ? Je crois qu'ils ont fait leur temps. La Communauté Andine, née en 1969, se basait sur des critères de distribution productive, qui ne sont plus d'actualité de nos jours et c'est ce que démontre la faible efficacité de son fonctionnement durant longtemps. La Communauté Andine n'a pas été efficace. Cela veut-il dire que la Communauté Andine a échoué ? Je dirais qu'elle a eu son temps et son moment et qu'ils sont passés. »<sup>773</sup>

Ces préférences placées à l'extérieur de la région répondent aux orientations politiques et idéologiques des pays andins qui apparaissent divisés entre d'une part la Bolivie et l'Equateur centrés sur un nationalisme de gauche proche des intérêts vénézuéliens et d'autre part la Colombie et le Pérou motivés par une insertion néo-libérale en particulier sous l'influence des États-Unis.

---

<sup>772</sup> Il s'agit ainsi de positionner le processus andin parmi ces positionnements multiples de l'intégration régionale qui s'oriente en Amérique latine plus que jamais

<sup>773</sup> “¿Cuál es el balance de su visita de Estado a Colombia? Muy positivo. Vamos a darle gran profundidad a la integración entre Colombia, Perú, Chile y México, y mantendremos nuestra propuesta de tener a Colombia en el APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), uno de los bloques económicos más fuertes del mundo, para trabajar en la promoción de exportaciones al Asia. ¿Cree usted que todos los demás tratados de integración y acuerdos como la Comunidad Andina fracasaron? Creo que tuvieron su tiempo. La Comunidad Andina, surgida de 1969, se sustentaba en criterios de distribución productiva, que no son los vigentes en este tiempo y así lo demuestra la poca eficacia que ha tenido su marcha durante mucho tiempo. La Comunidad Andina no ha tenido eficacia. ¿Es decir que la Comunidad Andina fracasó? Yo diría que tuvo su tiempo y su momento, que ya pasaron” Cette interview est disponible sur le blog de l'intégration ( HELI ROJAS, 2011)

L'attitude des États andins dans le processus régional ne saurait s'expliquer uniquement par la poursuite des intérêts nationaux ou d'une stratégie d'insertion individuelle comme des choix autonomes et rationnels des États. Le contexte mondialisé est un contexte d'interdépendances complexes et dans ce cadre les jeux d'influences internationaux de la part des États disposant de leviers suffisamment puissants sont des facteurs essentiels des relations internationales et partant de là, de la marche régionale. Comme le précise Sébastien Santander alors qu'il étudie l'inter régionalisme entre les États-Unis, l'Europe et l'Amérique du Sud, « Les déterminants extérieurs sont donc essentiels pour comprendre l'évolution du régionalisme. Et davantage encore à l'heure de la globalisation. »

Dans la région andine – et plus largement latino-américaine- cette influence est avant tout celle des États-Unis, premier partenaire commercial et chantre du néolibéralisme. N'ayant dans un premier temps pas appuyé l'intégration régionale andine, bien au contraire si l'on prend en compte leur participation dans la déstabilisation induite par le renversement du gouvernement Chilien en 1973, les États-Unis à partir des années 1990 ont montré un intérêt tout particulier dans le développement d'un régionalisme ouvert en Amérique latine, s'agissant d'étendre leurs marchés suite à l'expérience positive qu'avait signifié pour eux l'intégration européenne.<sup>774</sup> Le SGCAN reconnaît ainsi l'influence des États-Unis sur le régionalisme ouvert développé dans les années 1990: « le traité de libre échange de l'Amérique du nord – en particulier le marché américain- constitue le plus puissant pôle d'attraction de la région [...] la prééminence de USA dans la région s'est renforcée devant les pays affaiblis par la crise de la dette et enclins à la dépendance de type idéologique néolibéral »<sup>775</sup>. De son côté l'influence européenne s'exerce sur le plan commercial mais repose également sur l'image positive de l'Union Européenne en tant que référent théorique et historique en matière d'intégration régionale.

---

<sup>774</sup> Pour plus de détails concernant la stratégie américaine vis-à-vis des accords régionaux on peut ainsi lire l'article de Christian Deblock qui présente une voie institutionnaliste pour étudier leur comportement vis-à-vis du régionalisme (DEBLOCK, 2005).

<sup>775</sup> SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. El futuro de la integracion politica andina : reflexiones de la secretaria general (SG/dt 107). sgcan, 11 avril 2000

Face au positionnement ambigu des États-Unis à la fois perçus comme de puissants alliés et une force ingérante, les négociations commerciales avec l'Union Européenne sont aussi engagées afin de contrebalancer le poids des États-Unis dans la région<sup>776</sup>. Plus encore, à l'intérieur de la région latino-américaine, le Brésil<sup>777</sup> et le Venezuela tentent de s'imposer en leaders régionaux. L'intégration est souvent une tribune pour ces États ; peuvent ainsi être considérés les élans vénézuéliens et brésiliens pour une intégration dont ils prendraient la tête, et la résolution de la crise bolivienne par l'Unasur où se sont montrées particulièrement actives les diplomaties brésiliennes et argentines touchées par la fermeture des gazoducs. L'influence d'une hégémonie extérieure peut s'avérer positive pour le processus régional, Hurrel relève ainsi en 1995<sup>778</sup> que l'existence d'un hégémon peut agir comme un fort vecteur d'intégration régionale, si elle mène à la formation de groupes régionaux de résistance à cette influence, si des institutions régionales autonomes sont créées afin de contrebalancer la suprématie, si elle pousse les pays plus fragiles à s'associer à celui-ci dans une stratégie dite de *bandwagoning* ou si en perte de puissance l'hégémon lui-même stimule la formation d'un bloc régional.

Enfin, nous avons dans ces derniers chapitres tenté d'identifier les facteurs et acteurs déterminants de la faiblesse de l'intégration andine. Il apparaît qu'en dépit de crises, faiblesses, manque de volonté, désintérêt apparent etc., le processus andin n'a pas disparu. Aujourd'hui il est à nouveau face à une crise institutionnelle majeure, étant engagé dans un processus de réingénierie qui entend décider de son positionnement parmi les intérêts régionaux et internationaux des États membres. Au-delà de la crise institutionnelle nous souhaitons ainsi à présent dans un dernier chapitre interroger une possible crise identitaire d'un processus en tension entre différentes influences, différents intérêts et différents objectifs.

---

<sup>776</sup> Des accords sont ainsi signés successivement en 1980, 1983 et 1992. La négociation d'un accord de quatrième génération échoue de façon communautaire et dans la seconde partie des années 2000 c'est de façon bilatérale que les négociations sont poursuivies.

<sup>777</sup> Le Brésil a des prétentions géopolitiques et géoéconomiques régionales et mondiales qu'il ne peut satisfaire qu'en dirigeant le Mercosur. D'un autre côté la nécessité qu'un pays remplisse le rôle d'hégémon bénin dans la région a été entendue par le Brésil dans son projet de créer la ALCSA qui rendrait plus équilibrées les négociations hémisphériques

<sup>778</sup> HURREL, Andrew. regionalism in theoretical perspective. Dans : FAWCETT, Louise et HURREL, Andrew, *Regionalism in World Politics. Regional Organization and International Order*. New-York : Oxford University Press, 1995 . p. 554 cité dans (CASA GRAGEA, 2002)

## Chapitre 9. Une crise identitaire ?

### 9.1. De la dialectique identité/ altérité dans la région

#### *Etre et désir d'être latino-américain*

Au-delà de son baptême stratégique<sup>779</sup>, l'Amérique latine est transcendée par un grand nombre de traits culturels, historiques, géographiques, sociaux, économiques et politiques communs construisant le sens d'une latino-américanité bien réelle. Être andin c'est être latino-américain. Cette réminiscence d'un sens plus large de l'appartenance, la latino-américanité, est la pièce manquante qui vient compléter l'appartenance nationale ou sous régionale. Etre et désir d'être<sup>780</sup> latino-américain sont ainsi profondément ancrés dans l'identité de la région andine depuis son entrée dans la modernité à l'heure des indépendances. Le moment historique que représente la colonisation conditionna pour beaucoup la destinée de l'Amérique latine. Les particularités historiques qu'avaient ou qu'auraient pu suivre les différentes parties de la région furent balayées lors de l'introduction du continent dans l'histoire européenne. Dès lors, l'Amérique latine connaît un développement historique commun. Cette histoire partagée est celle de la colonisation bien qu'il y ait une différence notable entre les colonialismes espagnols et portugais<sup>781</sup>, mais elle est aussi celle de la libération des indépendances. Les histoires nationales connaissent ensuite de grandes similitudes et des moments historiques communs continuent de jalonner l'histoire de la région.

L'accession au pouvoir de Caudillos dans la période qui suit les indépendances fut ainsi partout utile à la consolidation du processus de construction nationale. Parmi ces chefs charismatiques et autoritaires, on peut citer Pedro II au Brésil (1831-1889),

---

<sup>779</sup> le concept d'*Amérique latine* est une projection européenne, et cette idée de « Panlatinité » fut inventée par Michel Chevalier afin de justifier les aventures mexicaines de Napoléon III. Alfredo G.A. Valladao parle d'ailleurs d'une « arme sémantique » (VALLADEO, Alfredo. *Amérique latine. La fin d'une longue parenthèse ?* Dans : *Les politiques étrangères*. Paris : La Documentation française, 2001, p. 213-214) concernant le terme d'Amérique latine avancé pour la première fois par deux disciples de Lamennais (J.M.T. Caicedo et F. Bilbao) en 1856. Lamennais, précurseur du catholicisme social, défendait les valeurs catholiques face aux valeurs protestantes, et a donc inscrit comme « latine » l'Amérique catholique ibérique dans l'opposition à l'Amérique protestante et saxonne.

<sup>780</sup> Nous ne pouvons pas ici omettre l'intérêt de se référer aux réflexions existentialiste de Jean Paul Sartre : SARTRE, Jean-Paul, 1970. *L'être et le néant: essai d'ontologie phénoménologique*. Paris : Gallimard,.

<sup>781</sup> MUSSET, Alain et THÉBAULT, Vincent, 2009. *Géopolitique des Amériques*. Paris : Nathan, . p.23



Domingo Sarmiento en Argentine (1868-1874), Antonio Guzmán Blanco au Venezuela (1870-1888) ou encore José Balta au Pérou (1868-1872).<sup>782</sup> C'est sous domination britannique puis étatsunienne que l'insertion de la région dans l'économie mondiale se fait dans le cadre d'un échange inégal sur fond de Division Internationale du Travail. Les pays latino-américains se retrouvent spécialisés dans l'exportation de matières premières dans une relation de dépendance accrue aux marchés européen puis étatsunien. Ainsi la Bolivie exporte de l'étain, le Brésil du café et du caoutchouc, et le Pérou des minerais (or, argent, cuivre ou nitrate). Des régimes autoritaires s'installent aussi dans la plupart des pays de la région à partir des années 1960. Outre le Général Pinochet au pouvoir entre 1973 et 1990 au Chili, on peut mentionner le Maréchal Castelo Branco au Brésil entre 1964 et 1967, le Colonel Hugo Banzer en Bolivie entre 1971 et 1978 mais aussi les juntes militaires s'installant en Equateur et en Uruguay durant cette période.<sup>783</sup>

Cette trajectoire historique commune<sup>784</sup> confère aujourd'hui au sous-continent de grandes similitudes sociales (violence, marginalité urbaine, inégalités sociales...) mais aussi culturelles. Les expressions artistiques évoluent ainsi dans une certaine intertextualité latino-américaine, à l'instar de la littérature qui se développe à travers de courants d'ampleur sous-continentale. Il en est ainsi de l'indigénisme incarné par Jorge Icaza ou José María Arguedas<sup>785</sup> et plus encore peut être, du modernisme, premier mouvement littéraire à naître en Amérique hispanique sous les plumes d'auteurs comme José Marti et Ruben Dario, dans un contexte de questionnement identitaire dans les milieux littéraires au début du XXe siècle<sup>786</sup>. Le sens d'une latino américanité perdure ainsi en particulier dans les milieux littéraires et intellectuels à l'instar de l'universalité du Macondo de Gabriel Garcia Marquez. Mais cette latino-américanité est aussi celle de la

---

<sup>782</sup>DABENE, Olivier (dir.), 2006. *Atlas de l'Amérique latine*. Paris : éditions autrement, p.11

<sup>783</sup> DABÈNE, Olivier, 2006 *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*. Paris : Armand Colin,.

<sup>784</sup> Il existe beaucoup d'autres similitudes historiques entre les pays latino-américains. Nous pourrions ainsi citer la question agraire et les réponses révolutionnaires ou de guérillas qui lui sont apportées au XXe siècle, la grave crise de la « *decada perdida* » et les transitions démocratiques qui commencent ensuite dans les années 1980 ou encore le récent « virage à gauche » de la région (DABENE, 2007, p. 253) mais il ne s'agit pas ici de dresser un portrait historique exhaustif de l'Amérique du sud mais bien d'illustrer nos propos

<sup>785</sup> Respectivement auteurs de *Huasiungo* et de *Los Rios Profundos*

<sup>786</sup> On pense ici aux ouvrages *Ariel* de J.E. Rodó, *Raza Cósmica* de J. Vasconcelos et *Casa grande e senzala* du brésilien G. Freyre.

Cueca ou du tango, des carnivals, des processions, de la théologie de la libération, du football et des telenovelas.

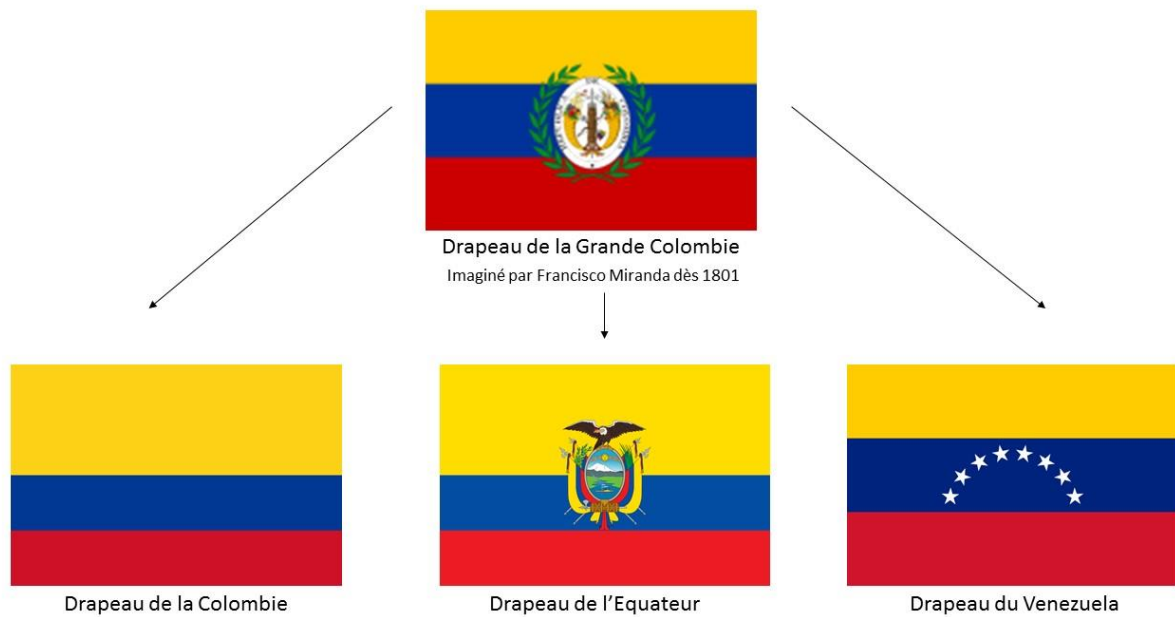
Cette forte homogénéité que l'histoire a conférée à la région était déjà perçue au moment des indépendances par certains visionnaires, à l'instar de José Martí pour qui cette Amérique est née des « mêmes douloureuses entrailles<sup>787</sup> ». Issue d'une histoire commune, la région partagerait alors une même destinée. Matérialisée dans des idéaux politiques, l'idée de l'union de l'Amérique latine hante les penseurs latino-américains et leurs projets politiques. « *Colombia* », « *Eurindia* », « *Indo-América* », « *Patria Grande* » ou encore « *Nuestra America* <sup>788</sup>», autant de termes illustrant la prise de conscience de l'unité de la région et le questionnement identitaire qui l'accompagne dans certains cercles d'intellectuels latino-américains, et ce, dès la fin du XVIIIe siècle. Francisco de Miranda surnommé à juste titre « El Precursor » est certainement celui qui a ouvert la voie à Simon Bolivar, « El libertador » et aux autres penseurs de l'unité latino-américaine ; le choix de Bolivar de nommer sa grande patrie « *Gran Colombia* » en témoigne. Cette Grande Colombie aujourd'hui divisée entre le Venezuela, la Colombie et l'Equateur, trois pays partageant toujours les couleurs de la *bandera madre* <sup>789</sup> (voir Figure 25) et engagés dans le processus régional andin -du moins jusqu'à 2006 et la sortie du Venezuela.

---

<sup>787</sup>MARTÍ, José. *Obras Completas*. La Habana : Editorial de Ciencias Sociales, 1975. Vol. V. p.160. [Réf. du 18/02/2011]. Disponible à l'adresse : <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/marti/marti.html>

<sup>788</sup>Termes respectivement employés par Francisco de Miranda (1750-1895), Ricardo Rojas (1882-1957), Victor Raul Haya de la Torre (1895-1979), Simon Bolivar (1783-1830) et Jose Marti (1853-1895) pour désigner leur idéal d'unité latino-américaine ou sud-américaine.

<sup>789</sup> Il y aurait beaucoup à dire du point de vue symbolique sur ce drapeau imaginé par Francisco de Miranda en 1801, qui composé de bleu, de rouge et de jaune, les trois couleurs primaires est marqué par l'influence d'une rencontre de Miranda avec Goethe et sa « théorie des couleurs ».

**Figure 25 : Un drapeau hérité de la Grande Colombie**

*Source : élaboration propre*

C'est ainsi que divisée de façon arbitraire, Juan Bautista Alberdi proclamait que "L'Amérique est mal faite". Le désir de latinoaméricanité est particulièrement enraciné dans les pays andins qui partagent le rêve de Bolivar. La construction politique de la région andine, plus encore que celle de l'Amérique latine, est marquée par « la fameuse dualité propre au premier nationalisme hispanoaméricain, partagé entre l'immensité continentale et le particularisme local » (ANDERSON, 2002, p.73). Aussi, la nature de l'intégration régionale dans la région où s'entremêlent les schémas régionaux, pourrait être conçue selon cette analyse. Il s'agirait alors d'une reconnaissance de la multiplicité des États ne pouvant guère être cloisonnés dans un seul tiroir régional. De fait, au-delà du sens d'une latino-américanité, la région andine porte ses propres spécificités qui construisent une identité andine se démarquant du reste de l'Amérique latine.

*Ressources de l'andinité*

Si l'histoire semble avoir voulu conférer à l'Amérique latine une identité commune, la géographie semble l'avoir fractionnée en sous-ensembles<sup>790</sup> aux indéniables continuités culturelles. Au-delà de l'unité et de la diversité culturelle continentale, la région andine, « dominé[e] par la personnalité des Andes » porte une identité singulière héritée du particularisme de son histoire et de sa géographie.

Héritage de la géographie et de l'histoire commune à la région, les pays andins partagent de fortes similitudes culturelles rapidement perceptibles pour l'observateur étranger<sup>791</sup>. La région andine est structurée autour du rôle central qu'y occupe la cordillère des Andes qui sont au centre de l'organisation du territoire de ces pays et forment un facteur essentiel de la sociologie des populations notamment à travers l'étagement des cultures (GAUCHON, et al., 2005 p. 445). Cette société rurale d'altitude est héritière du passé précolonial et c'est autour de cette chaîne montagneuse que se sont organisées des sociétés indigènes hiérarchisées (SICHRA, 2009 p. 515) tels les Muisca sur le territoire de l'actuelle Colombie, les Waris au centre de ce qui est aujourd'hui le Pérou et bien évidemment l'empire Inca structurant 5000 kilomètres de cordillère entre le nord de l'actuel Equateur et la région de Talca, au Chili.<sup>792</sup>

Au-delà de ces grands ancêtres communs, la région partage aussi l'histoire de la colonisation espagnole, des indépendances et un cheminement commun de ces jeunes républiques dans la modernité. Ainsi marqués par des trajectoires historiques dépassant les frontières actuelles. En raison du découpage arbitraire des frontières nationales opéré au moment des indépendances, les langues et cultures indigènes se retrouvent partagées entre les différents pays andins à l'image des populations Quechuas présents en Bolivie,

---

<sup>790</sup> L'UNICEF dans son *atlas sociolinguistique des peuples indigènes en Amérique latine* définit huit aires géoculturelles en Amérique du Sud : Caraïbes continentales, plaines côtières du Pacifique, Andes, Patagonie, Chaco étendu, Amazonie, Brésil non amazonien et Orénoque. Notons que s'agissant d'un atlas sur les peuples indigènes toute une partie du bassin de la Plata dont l'intégralité de l'Uruguay n'est pas prise en compte. (SICHRA, 2009, p. 5)

<sup>791</sup> C'est bien aussi sur ces traits culturels que se fonde, nous l'avons vu, la définition de l'andinité dans le discours de la CAN

<sup>792</sup> QUILTER, Jeffrey, 2005. *Trésors des Andes histoire et civilisations*. Paris : éditions France Loisirs,. p.187

en Equateur et au Pérou ou encore des Aymaras qu'abritent Bolivie et Pérou.<sup>793</sup> De fait, dans un contexte de prise en compte croissante des populations indigènes dans les définitions identitaires nationales<sup>794</sup>, comme en témoigne l'adoption de plusieurs constitutions reconnaissant le caractère multiculturel des nations<sup>795</sup>, ces populations représentent des « ponts » entre Etats. Ces pays « dominés par la personnalité des Andes »<sup>796</sup>, sont ainsi marqués par une forte présence indigène. Ces populations représentent en effet 12,8% de la population des quatre pays qui concentrent ainsi 80% de la population indigène sud-américaine (SICHRA, 2009 p. 68). Outre la « troublante continuité linguistique »<sup>797</sup>, l'influence de la colonisation espagnole est une caractéristique majeure du paysage culturel de la région. Le fort ancrage de la religion catholique ou les éléments architecturaux coloniaux des principales villes de la région comptent parmi les marques les plus visibles de la culture espagnole que les pays andins ont reçues en héritage. Aujourd'hui l'andinité est ainsi caractérisée par un enchevêtrement entre les traditions ancestrales et les influences culturelles espagnoles faisant de la région, une synthèse entre l'ancien monde et le nouveau, à l'image des syncrétismes religieux comme l'assimilation de la *Pacha Mama* à la Vierge Marie, des musiques populaires influencées par les airs traditionnels amérindiens. De fait, le métissage est indissociablement lié à l'identité culturelle de la région.

« L'altérité est enracinée dans notre identité »<sup>798</sup> affirme Gregorio Recondo dans le contexte latino-américain ; dès le XV<sup>ème</sup> siècle et le brutal creuset culturel qui se forma alors, la région andine s'est en effet construite comme une terre métisse. Au-delà de la forte présence indigène – elle-même diverse<sup>799</sup> – qui caractérise la région andine, les

---

<sup>793</sup>SICHRA, Inge (ed.).2009. *Atlas Sociolingüístico de pueblos indígenas en América latina*. Cochabamba : UNICEF y FUNPROEIB Andes.

<sup>794</sup>GROS, Christian, 2001. Métissage et Identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques. *Pouvoirs.*, n° 98

<sup>795</sup>En Colombie en 1991, au Pérou et en Bolivie en 1994, en Equateur en 1998, au Venezuela, en 2000 puis à nouveau en Bolivie en 2008.

<sup>796</sup> GAUCHON Pascal et GERVAISE Yves, 2005. *Le Nouveau Monde : Géopolitique des Amériques*. Paris : Presses Universitaires de France, , p.444

<sup>797</sup>ROUQUIE, Alain, 1998. *Amérique latine : introduction à l'extrême-occident*. Paris : Editions du Seuil, P.28.

<sup>798</sup>«La Otredad fue incorporada de raíces a nuestra mismidad.» (RECONDO, 2002 p.5)

<sup>799</sup> Les populations indigènes, sont extrêmement diversifiées. Ainsi, sur l'ensemble de l'Amérique latine, l'Atlas Sociolinguistique de l'UNICEF estime qu'il existe entre 522 et 663 ethnies différentes<sup>799</sup>, dont 316 ethnies différentes pour la seule Amazonie (SICHRA, 2009, p.65).

différentes vagues d'immigration pendant la période coloniale en particulier, mais aussi suite aux indépendances, ont dessiné la grande diversité des populations de la région. Une forte part de la population de la région, en particulier dans les principaux centres urbains de la région, a ainsi des origines espagnoles et descend en particulier des colons demeurés dans la région suite aux indépendances, et composant alors – et toujours en bonne partie – l'élite politique et économique des États andins. A travers ce lien mais aussi avec les vagues d'immigration, notamment italienne, il existe dans la région andine une forte influence de la culture européenne dont l'histoire continue d'être enseignée aux dépens d'un programme plus centré sur la genèse historique de la région. Si des immigrations non européennes peuvent aussi être notées -on pense particulièrement à l'immigration d'origine est-asiatique au Pérou dont la gastronomie porte les marques- ce sont les déplacements de populations noires en provenance d'Afrique en tant qu'esclaves durant la période coloniale, immigration forcée, qui représentent l'autre trait caractéristique du métissage dans la région. Cette influence est surtout présente en Equateur et en Colombie qui concentre environ 20% des populations noires en Amérique latine (SICHRRA, 2009, p.1014).<sup>800</sup>

Il est aujourd'hui difficile d'établir un tableau précis de la composition de la population sud-américaine en raison de la fréquente absence du thème ethnico-racial dans les recensements (SICHRRA, 2009, p. 1014), mais également et surtout du fait de la difficulté d'établir une typologie « ethnique » définie<sup>801</sup>, étant donné les faiblesses et dangers du recours à de telles catégorisations. C'est particulièrement vrai pour une population aussi métissée, en témoignent les recours à différentes catégorisations aux limites plus ou moins floues : métisses, créoles, mulâtres, afro-amérindiens...(CIA World Factbook). Jose Vasconcelos<sup>802</sup> voyait dans le métissage latino-américain un creuset pour la possible naissance d'une « cinquième race » certes « cosmique » mais homogène puisqu'il s'agissait de fondre chaque « race » en une seule rendue alors meilleure. Il ne

---

<sup>800</sup> Les populations afro descendantes représentent environ 150 millions d'individus en Amérique latine, soit près de 30% de la population totale de la région, le Brésil en regroupant environ 50%. (SICHRRA, 2009, p.1014).

<sup>801</sup>Le terme ethnique est particulièrement délicat à employer. Il est ainsi utilisé en Amérique du nord pour se référer aux minorités (ethnic minorities). L'ethnicité perd alors ses attaches avec les origines africaines des ethnies comme tribus. Nous employons ainsi ce terme par défaut pour rendre compte des origines plus ou moins lointaines et plus ou moins visibles physiquement des populations.

<sup>802</sup>Il est secrétaire de l'éducation au Mexique et candidat à la présidentielle du pays lorsqu'il publie *Raza Cosmica* en 1925.

s'agit alors ni plus ni moins d'un eugénisme visant à ne garder que le meilleur de chaque « race » à l'image de la couleur de peau, qu'il n'envisage être autrement que blanche. Rejetant l'idée qu'il faut se ressembler pour construire un destin partagé, nous donnons un autre sens au métissage que nous percevons davantage comme un échange culturel : métissage n'est pas mixage<sup>803</sup>.

L'heure est à la cohabitation, et Patrick Chamoiseau écrivait dans un article<sup>804</sup> conjoint avec Edouard Glissant : « Aujourd'hui, l'épanouissement d'un individu ou d'une nation passe par une culture des cultures, une civilisation d'incivilisations. » Le monde se présente ainsi, comme un patchwork de cultures, dont les pièces se mélangent et se démultiplient constamment : chaque pays, chaque ville et chaque individu peut être pensé selon ce modèle. Ces identités s'imbriquent les unes dans les autres, au sein d'une identité rhizome ou identité-relation<sup>805</sup>. Dès lors et bien que ce concept soit éminemment plus caribéen qu'andin, il s'agit selon ces auteurs de parler de créolisation et non de métissage qui pour Edouard Glissant reste attaché à la prévisibilité physique alors que la créolisation ne se rapporte qu'aux cultures ce qui la rend totalement imprévisible et donc plus proche de la réalité. Ce métissage physique et plus encore culturel, profondément ancré dans l'identité andine, produit une diversité qui par son ubiquité fait paradoxalement l'unité de la région<sup>806</sup>.

L'altérité constructrice et unificatrice du métissage n'œuvre pas seule dans la construction identitaire et le processus d'identification passe souvent par l'opposition à l'*autre*. Cette opposition à un *autre* génère des forces centrifuges lorsque cette altérité est positionnée à l'intérieur d'une identité en gestation. Or, comme le note Jorge Larrain,<sup>807</sup> lorsqu'il explique « il existe aussi des identités nationales très fortes, qui se définissent

---

<sup>803</sup> Nous retrouvons aussi cette pensée de l'interculturalité chez Adalid Contreras citant José Maria Arguedas (voir chapitre 5)

<sup>804</sup> GLISSANT, Edouard et CHAMOISEAU, Patrick, 2009. La créolisation et la persistance de l'esprit colonial. *Cahiers Sens Public.*, n.10, pp. 25-33.

<sup>805</sup> Voir à ce propos la notion d'identité rhizome développée par Gilles Deleuze et Felix Guattari dans *DELEUZE, Gilles et GUATTARI, Félix. Rhizome: introduction. Paris : Éditions de Minuit, 1976.*

<sup>806</sup> On retrouve ici l'autre élément – plus récent- du discours développé par la CAN sur l'andinité.

<sup>807</sup> LARRAÍN, Jorge. Integración regional e identidad nacional : Chile, ¿ país modelo ? *Revista del Sur.* 2005, n.161.

souvent par opposition aux 'autres' latino-américains, en particulier les pays voisins »<sup>808</sup>, c'est souvent dans les pays voisins que les États trouvent l'altérité à la base du discours national.

### *Des nations dans les Andes*

*"Elles sont créées dans les entrailles d'une histoire partagée, puis parlées dans les images des langues communes, dont le premier mot est nous, le deuxième notre, et le troisième, malheureusement, eux."  
(CASTELLS, 1999, p70)*

La définition du « national » dans la région andine rentre dans une logique de différenciation par rapport à l'*autre* dès les indépendances et est entretenue dans la mémoire collective. Si au commencement les indépendances étaient « menées de concert entre les chefs patriotes »<sup>809</sup>, les aspirations continentales des figures héroïques de la libération des Andes ploient sous les rivalités des élites créoles sur lesquelles le processus d'indépendance s'était largement appuyé et la Grande Colombie se morcelle. Ces Elites fonctionnaires ayant développé un certain sentiment d'appartenance local dans une position de rejet de la métropole, les États andins se forment alors autour d'une ville (parfois plus)<sup>810</sup> et obéissent souvent dans un premier temps aux frontières héritées des unités administratives coloniales selon le principe d'*uti possidetis juris* (« comme vous possédez, ainsi vous posséderez ») affirmé lors du congrès d'Angostura en 1819. Ces nouveaux États précèdent la nation et devaient ainsi en établir la signification. Cette absence de sentiment national aux origines des États « explique en partie la force du nationalisme » qui s'est fondé sur « le territoire considéré comme substrat du sentiment national ».<sup>811</sup> Or, « le "patriotisme géographique" se marque par l'attachement au territoire, à la terre investie comme la mère-patrie. C'est l'élément archaïque dont la

---

<sup>808</sup>« Il existe aussi de très fortes identités nationales qui se définissent souvent par opposition à des « autres » latino-américains, en particulier des pays voisins. »

<sup>809</sup> DEL POZO, José. L'Amérique latine dans son bicentenaire : la construction d'une région. *la chronique des Amériques*. 2010, n.6.

<sup>810</sup> Les villes en question sont Santa fé de Bogota, Charcas (l'actuelle Sucre), Santiago du Chili, Caracas, Lima et Cuzco. Ces villes sont celles des *Audiencias*, unités administratives coloniales et sont aujourd'hui les capitales des États de la région. L'Equateur réuni autour de Quito et Guayaquil faillit être divisé en deux autour de chacune de ces villes.

<sup>811</sup> AMILHAT-SZARY, Anne-Laure. Géopolitique et frontières en Amérique latine. Sébastien Hardy et Lucile Medina-Nicolas. *L'Amérique latine*. Nantes : Editions du Temps, 2005, p.11



puissance affective se maintient à travers les formes les plus évoluées du sentiment national. » (FERRY, 2001, p1)

Portés par des représentations collectives du territoire, les différends frontaliers servent à l'édification d'une communauté politique imaginée qui constitue les prémices de toute nation. Le nationalisme équatorien s'est ainsi développé à partir de la revendication amazonienne – jusqu'à la résolution du litige frontalier qui opposait ce pays au Pérou. De la même façon, le sentiment anti-chilien qui s'est développé dans le pays depuis 1879, constitue un élément fondateur du nationalisme bolivien<sup>812</sup> et la revendication maritime de la Bolivie est un trait essentiel de l'imaginaire national du pays. Célébrée chaque 23 mars lors du Dia Del Mar et symbolisée par le drapeau bleu azur flottant dans tous les bâtiments publics, elle fait partie de la mémoire collective bolivienne.<sup>813</sup> Bien que comme le note Michel Foucher<sup>814</sup> les discours relevant de la géopolitique sont plus nombreux que les tensions s'y rapportant, ces empreintes de nationalisme territorial<sup>815</sup> laissées sur l'actualité régionale, permettent « d'attiser les ardeurs nationales »<sup>816</sup> et contribuent ainsi à doter les États d'un sens national à travers l'identification d'adversaires pourtant semblables, de héros pourtant partagés et de frontières pourtant arbitraires.

Les nationalismes se construisent dans la différenciation puisqu'il s'agit d'un moyen commode pour créer un sentiment d'appartenance comme l'observait Sigmund Freud<sup>817</sup> :

« Il est toujours possible d'unir les uns aux autres par les liens de l'amour une plus grande masse d'hommes, à la seule condition qu'il en reste d'autres en dehors d'elle pour recevoir les coups. Je me suis occupé jadis de

---

<sup>812</sup> Voir à ce propos : DEMELAS, Danièle. Nationalisme sans nation? La Bolivie aux XIXe et XXe siècles. Toulouse : Editions du CNRS, 1980

<sup>813</sup> Laetitia Perrier Bruslé cite à ce sujet Jean-Pierre Lavaud qui dans un essai sur la construction de la nation bolivienne, affirmait : « on voit donc mal la Bolivie abandonner sa rhétorique du retour à la mer tant elle fait partie intégrante d'un imaginaire national qu'elle contribue si puissamment à structurer ». (PERRIER-BRUSLE, 2011)

<sup>814</sup> FOUCHER, Michel, 1991. Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique. Paris : Fayard..

<sup>815</sup> Voir à propos des conflits territoriaux en Amérique latine le synthétique article du site BBC Mundo « Los conflictos territoriales en América latina » disponible à l'adresse : [http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2010/11/101115\\_disputas\\_frontera\\_america\\_latina\\_mes.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2010/11/101115_disputas_frontera_america_latina_mes.shtml)

<sup>816</sup> MUSSET, Alain (ed.). 2009. *Géopolitique des Amériques*. Paris : Nathan, , p.42.

<sup>817</sup> FREUD, Sigmund, 1971. *Malaise dans la civilisation*. Paris : Presses Universitaires de France, p.39.

ce phénomène que justement les communautés voisines et même apparentées se combattent et se raillent réciproquement ; par exemple Espagnols et Portugais, Allemands du Nord et du Sud, Anglais et Écossais, etc. je l'ai appelé « Narcissisme des petites différences », nom qui ne contribue guère à l'éclairer. Or, on y constate une satisfaction commode et relativement inoffensive de l'instinct agressif, par laquelle la cohésion de la communauté est rendue plus facile à ses membres. » (FREUD, 1971 p. 39)

Ainsi, des stéréotypes collectifs s'érigent en armes de l'identité nationale et offrent à la communauté, ici la nation, des cadres de références qui lui sont communs, ils « contribuent à la cohésion sociale et accentuent le sens du "nous" (*we-feeling*) tout en articulant les valeurs communes d'un groupe par opposition à celles des "Autres". »<sup>818</sup> Ainsi, comme l'affirme Jorge Larrain « en Amérique latine la culture commune est plus forte que l'identité commune » (LARRAÍN, 2005, p. 9) puisque l'identité est le fruit d'un récit construit puisant dans les signifiants culturels tout en excluant certains aspects. Les États andins se tournent de cette façon le dos, insistant davantage sur leurs différences, parfois imaginées, que sur leurs similitudes. N'oublions pas que comme le rappelle Ernest Gellner, le « nationalisme n'est pas l'éveil à la conscience des nations : il invente des nations là où il n'en existe pas »<sup>819</sup> et cela est peut-être plus vrai encore dans la région andine.

"C'est seulement quand nous aurons tous -tous- recouvré notre mémoire que nous serons capables, eux et nous, de ne plus être nationalistes." (RUPERT DE VENTOS, 1994, p.241) La mémoire collective, socle de la communauté imaginée se construit à partir d'un arrangement sélectif du récit historique. De la même façon qu'au point de vue individuel l'identité se construit en regard de la somme des événements passés, l'identité collective nourrissant les nations se fonde sur le récit commun, la mémoire partagée. « L'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses » annonce Ernest Renan (ANDERSON, 2002, p19) qui insiste sur la vision sélective de l'histoire entretenue dans la construction du sens national : « L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la formation d'une nation ». En tant qu'outil de

---

<sup>818</sup> BERTING, Jan, 2001. Identités collectives et images de l'Autre : les pièges de la pensée collectiviste. *Hermès.*, n.30

<sup>819</sup> GELLNER, Ernest, 1965. *Thought and Change*. Chicago: The university of Chicago Press, p.169.

socialisation primaire, l'école est une ressource essentielle pour la construction du sens commun à partir de la transmission de valeurs nationales et l'enseignement de la version officielle de l'histoire nationale. Formidable support de propagande l'école est le moyen par lequel les États ont assis leur légitimité et ont entretenu le sentiment exclusif de l'appartenance à la nation.

L'histoire enseignée est alors celle d'un rapport conflictuel avec l'autre, ressource de la définition de l'identité nationale par confrontation et différenciation. Le traitement de l'histoire régionale et en particulier des conflits a ainsi contribué à construire une vision négative du voisin andin. Le cas de l'enseignement de la Guerre du Pacifique qui opposa le Chili, la Bolivie et le Pérou entre 1879 et 1884, est ici révélateur. L'esprit revancharde qu'a entretenu la vision de ce conflit délivrée aux élèves<sup>820</sup> et appuyée sur des œuvres d'historiens tels que Francisco Encina au Chili<sup>821</sup>, a contribué à une dépréciation du pays voisin et de ses ressortissants qui se lit encore dans les discours du quotidien. C'est ce que regrette Guido Mendoza, fonctionnaire du SGCAN, qui dans notre entretien revenait sur la faiblesse des contenus régionalistes dans les programmes scolaires : « Le thème de l'intégration dans les programmes scolaires est réduit. C'est évident ! C'est minime, une référence très incomplète et réduite. Mais le plus grave c'est que ce n'est pas tout, on privilégie le fait de créer des nationalismes sur la base du conflit avec le voisin. C'est ça qui est grave. Alors enseigner l'histoire dans chacun des pays andins ça peut aussi inculquer que l'autre est le méchant que je suis le gentil. C'est une situation qu'il faut dépasser »<sup>822</sup>

L'histoire est un enjeu fondamental du récit de la paix et de l'intégration. Ainsi, l'OEI a formulé un programme-type et un guide à l'attention des enseignants, tandis que

---

<sup>820</sup>C'est aussi ce que met en évidence Miguel G. Vallone lorsqu'il atteste que dans le cadre du Mercosur « nuestra Región se caracterizaba por guerras lejanas en el tiempo, pero muy cercanas en el imaginario colectivo, construido especialmente por la tradición y los contenidos escolares de exaltación del nacionalismo decimonónico y con una exacerbación de la territorialidad, por encima de otros factores componentes de la nacionalidad » (DIAZ BARRADO, et al., 2009, p.30)

<sup>821</sup>CORTÉS LUTZ, Guillermo. La Guerra del Pacífico: Los Graves Errores en la enseñanza de la Historia y su distorsión en los Sistemas Educativos en Chile, Perú y Bolivia. *Antroposmoderno*. 2008. [Réf. du 22 mars 2011] Disponible à l'adresse : [http://www.antroposmoderno.com/antro-articulo.php?id\\_articulo=1116](http://www.antroposmoderno.com/antro-articulo.php?id_articulo=1116)

<sup>822</sup> « el tema de la integración en curricular escolar está en pequeña. esto es evidente. Es una cosa mínima; una referencia muy incompleta muy chiquita... pero más grave no es todo sino que se privilegia el tema de crear nacionalismo con base en el conflicto con el vecino. Eso es lo grave. Entonces enseñar historia en cada uno de los países andinos también puede ser la base que el otro es malo yo soy el bueno. Este tema también hay que superar. » GUIDO MENDOZA - entretien du 22/01/2013

la Convention Andres Bello publiait en 2000 une analyse sur l'enseignement de l'histoire dans les pays signataires et mettait en place à la suite de cela une commission d'historiens chargée de formuler des recommandations aux politiques éducatives. Des études sur le contenu des manuels d'histoire comme celle de Rafael Valls (CAN, 2006, p.14) prescrivaient une emphase sur l'enseignement des indépendances dans les Andes, puisqu'il s'agit d'un élément fédérateur de la région à l'image du culte de Simon Bolivar. C'est d'ailleurs le nom du Libertador qu'emprunte l'université des Andes elle aussi engagée dans l'enseignement d'une histoire latino-américaine ou du moins andine. Mais si les références au processus d'indépendance trouvent leur place dans les programmes scolaires, il faut déplorer un enseignement majoritairement centré sur l'histoire des États ou alors sur une histoire universelle eurocentrée faisant fi des lourdes convergences historiques du continent. Ainsi, la Communauté Andine, dans les travaux relatifs au programme « Education pour l'intégration » soutenu par l'Union Européenne a effectué un certain nombre d'enquêtes et de recommandations concernant l'enseignement de l'histoire et propose trois ouvrages historiques transversaux sur la région, à savoir les livres « historia general de América Latina »<sup>823</sup> préparé par l'UNESCO, « Historia de América Latina »<sup>824</sup> de Cambridge et les tomes de la ligne éditorial « Historia de América andina »<sup>825</sup> publiés par l'Université Simon Bolivar.

Si dans les années 1970 et 1980, l'intégration régionale a généré un certain optimisme lui ayant valu d'être incorporée aux contenus scolaires des pays andins<sup>826</sup>, aujourd'hui la thématique est peu abordée dans les programmes scolaires comme l'ont confirmé différentes études. En Bolivie un certain nombre de textes de référence servant de base pédagogique en classe étudiés par María Luisa Soux et ses collègues (DT351) se révèlent être « Très dangereux pour une culture de paix et d'intégration entre les pays latino-américains, puisqu'ils encouragent des positions négatives et chauvinistes » En Colombie, Medófilo Medina Pineda et ses collègues (DT352) annoncent que « le thème de

---

<sup>823</sup> UNESCO, 2000-2006. *Historia General de América Latina*. Madrid : Editorial Trotta.

<sup>824</sup> BETHEL, Leslie (Ed.), 1990. *Historia de América Latina*, Barcelona : Crítica, Grijalbo-Mondadori.

<sup>825</sup> Universidad Andina Simón Bolívar, 1999-2006. *Historia de América Andina*. Quito : Editorial Libresa,.

<sup>826</sup> Notamment dans le « ciclo diversificado »<sup>826</sup> du secondaire en Equateur. (CAN, 2006, p.20) En Bolivie le programme scolaire de 1975 prévoit en géographie au niveau « Tercero Intermedio » une étude de l'intégration régionale précédée par une présentation de thèmes collatéraux, ainsi qu'une mise en perspective de l'intégration nationale et continentale en cours d'éducation civique du « Cuarto Grado »

l'intégration andine est faiblement représenté dans l'enseignement primaire et secondaire. Quand la question apparaît, elle souffre d'une fragmentation notoire sans sa présentation. » En ce qui concerne l'Equateur, le rapport sur l'enseignement remarque que lorsque le thème est traité ce n'est que de façon « partielle et épisodique ». (DT353) Cette situation ne s'est pas améliorée en dépit des décisions 558, 593 et 594 de la CAN prévoyant l'intégration du thème de l'intégration aux cursus scolaires tandis qu'en 2010, l'importance de l'éducation pour l'intégration est réaffirmée dans le cadre du projet SOCICAN.<sup>827</sup>

### *L'altérité externe unificatrice*

L'altérité est le miroir<sup>828</sup> de l'identité, elle permet en effet par association, comparaison, différenciation, rejet, mimétisme, etc. de définir le sens du moi ou en l'occurrence, du nous. La différenciation à l'autre, mécanisme classique de la construction des identités collective, est à la fois dissociatrice et unificatrice selon si l'altérité est placée à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté. Ainsi au-delà de la vigueur des récits nationaux, à partir des enjeux et influences à l'extérieur de la région peut se renforcer l'union des pays andins -et latino-américains. Nous l'avons vu au chapitre précédent, dans le cas des traités bilatéraux et des différentes orientations idéologiques des pays de la CAN, l'altérité externe au sous-continent peut s'avérer dissociatrice pour l'unité de la région andine, toutefois, en cela que l'autre est une ressource essentielle de l'édification d'une identité, elle peut également se présenter comme un élément de cohésion pour la région. Si le positionnement de l'altérité à l'intérieur même de la région mène à des différenciations et à un morcellement, le déplacement de l'altérité à l'extérieur du territoire andin crée quant à lui des solidarités régionales. Jorge Volpi remarque le développement de cette solidarité chez les latino-américains en Espagne notant qu'un référent extérieur est nécessaire à l'unité latino-américaine.<sup>829</sup> Ce déplacement de

---

<sup>827</sup> El sentido de pertenencia y la construcción de una visión regional se despiertan en la cuna del sistema educativo, la escuela. En los colegios está la oportunidad de que la integración deje de ser una palabra ajena para convertirse en algo vivo. (BOUTEILLE ET CASTANEDA, 2010, p22)

<sup>828</sup> On se rappelle ici que cette métaphore du miroir fait elle-même partie du discours valorisé par le processus de communication du SGCAN afin de valoriser la diversité de la région andine et d'ouvrir les identités nationales au discours avec l'autre.

<sup>829</sup> VOLPI, Jorge, 2009. El insomnio de Bolívar: cuatro consideraciones intempestivas sobre América latina en el siglo XXI. Barcelona : Debate, , p.22.

sentiment d'appartenance est lié à l'introduction d'altérités encore plus *autres* que le voisin. Cette altérité externe, facteur de cohésion interne, peut prendre plusieurs visages : le dialogue ou le rejet.

L'identité se construit ainsi en partie dans une situation de dialogue avec l'autre. Lorsque l'on considère l'intégration régionale, l'interrégionalisme, c'est-à-dire les relations de régions à régions, constitue la matrice de ce rapport dialogique. Jean Gilson<sup>830</sup> considère ainsi que dans l'interrégionalisme, chaque région est un « agent réflexif » qui se construit à travers les interactions mises en œuvre et la perception de l'autre groupe régional. Il s'agit donc bien d'un processus où évoluent les conceptions d'identité et d'altérité. L'exemple le plus représentatif de cette influence tient aux relations entre l'intégration andine et l'Union Européenne, et à ce que l'on peut qualifier de complexe d'infériorité vis-à-vis de la construction européenne. On remarque ainsi une certaine corrélation entre les progrès de la construction européenne et les avancées du processus andin dont beaucoup d'observateurs notent l'inspiration européenne des institutions. L'Union Européenne jouit en effet dans la région d'une aura positive, cela est principalement dû à la relation multidimensionnelle qu'elle tâche d'entretenir avec les pays en voie de développement en y incluant des préoccupations non seulement économiques mais également démocratiques, environnementales ou humanitaires, « ce qui la distingue des États-Unis et lui donne une image d'acteur fer de lance d'une mondialisation à visage humain. »<sup>831</sup> De plus, dans ce triangle atlantique<sup>832</sup> que l'Amérique latine, les États-Unis et l'Europe forment, l'Europe a l'avantage de pouvoir se placer en contrepoids du géant nord-américain, et permet ainsi à la région d'envisager de nouveaux partenariats, notamment en Asie avec la Chine. L'Europe au sein de cette relation interrégionale se situe stratégiquement sur la « chasse gardée » étatsunienne dans une quête d'équilibre de la puissance internationale.

---

<sup>830</sup> GILSON, Jean, 2002. *Asia Meets Europe: Interregionalism and the Asia-Europe Meeting*. Cheltenham : Edward Elgar.

<sup>831</sup> SANTANDER, Sebastien, 2008. *Le régionalisme sud-américain, l'Union Européenne et les Etats-Unis*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, p.22

<sup>832</sup> Voir à ce propos : VALLADAO, Alfredo G. A., 1999. *Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis*. Paris : IFRI. Cité dans (SANTANDER, 2008)

La dialectique identité / altérité dans la région andine comme plus généralement latino-américaine ne peut être considérée en dehors de ses rapports avec les États-Unis. Les différences entre les colonisations latines et anglo-saxonnes firent que dès l'origine, ces deux pans d'Amérique qui partageaient pourtant un même espace ainsi qu'une entrée dans l'histoire similaire, devaient connaître des destins sensiblement opposés. Dans le processus de construction identitaire, l'altérité peut être une source de rejet ou bien d'imitation, un même *autre* pouvant générer chacune de ces deux réactions. Le rapport qu'entretient la région à l'égard des États-Unis illustre bien ce paradoxe. Pendant des siècles, l'Amérique latine n'a eu de cesse de vouloir reproduire la réussite nord-américaine dans des latitudes plus méridionales. Pourtant, après les échecs du libéralisme à outrance, des politiques de rigueur, et du consensus de Washington, après l'heure sombre de la « décennie perdue » des années 1980, les États-Unis en Amérique du sud sont de plus en plus source de rejet (DEL POZO, 2010). Les « yankees » et autres « gringos », parfois diabolisés à outrance représentent alors un *autre* dominateur spoliant et pillant dans le cadre d'un néocolonialisme à peine voilé<sup>833</sup>. Ce grand *autre* constitué alors comme un ennemi commun sert de référent à l'unité régionale. L'importance d'un *Autre* érigé comme adversaire commun n'est en effet pas à négliger dans le processus identitaire collectif<sup>834</sup>, et Demitrio Boersner souligne à juste titre que « l'unité latinoaméricaine a seulement pu se manifester de façon concrète et avec succès dans les moments historiques dans lesquels le continent a affronté un ennemi extérieur commun »<sup>835</sup>.

Un ennemi commun permet en effet de se définir par opposition à celui-ci, et de mobiliser l'unité naissante autour du danger qu'il représente. Que ce soit dans la *Nuestra America* de José Martí, l'*Ariel* de Enrique Rodo ou encore dans les conceptions de l'APRA dirigée par Haya de la Torre, la construction d'une latino américanité se nourrit de la dialectique identité / altérité par opposition au tigre du dehors, à Caliban et à la « nordomanie » ou plus explicitement à l'impérialisme nord-américain. De plus, dans la construction identitaire de la région l'indépendance économique tient une place

---

<sup>833</sup>Lire à ce sujet : GALEANO, Eduardo, 1993. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Paris : Pocket.

<sup>834</sup>Il s'agit en fait du même procédé que celui utilisé par les États dans la construction nationale à plus grande échelle.

<sup>835</sup>Cité par Grégorio Recondo dans (RECONDO, 2002)

importante, la lourde domination européenne, britannique puis étatsunienne qu'a connue leur Histoire l'explique. Cette aspiration à l'indépendance trouve un écho dans l'intégration régionale pour laquelle il faut cependant passer par l'interdépendance que seule la mise en avant d'une identité commune pourrait faire oublier. C'est ainsi que dans le cadre du régionalisme, peuvent être interprétés les processus régionaux de l'Unasur et de l'ALBA, concrétisés en réaction à la volonté nord-américaine de création d'une Zone de Libre Echange englobant l'intégralité du continent ou ZLEA. On remarque que c'est dans ce contexte d'opposition que le thème de l'identité dans l'intégration a connu une ascension fulgurante avec le développement du régionalisme dit « post-libéral »<sup>836</sup> en Amérique latine. Jorge Larrain<sup>837</sup> nous donne les clés de la compréhension de ce phénomène quand il explique que « pour que l'identité en vienne à être une question importante, il paraît nécessaire une période de crise et d'instabilité, une menace au mode de vie traditionnel en particulier si cela se produit en présence d'autres formes culturelles »<sup>838</sup>

## 9.2. L'utopie régionale ?

### *L'intégration ou le "mythe de Sisyphe*

Cette métaphore est utilisée, par Stephan Sberro<sup>839</sup> (SBERRO, 2001) dans son étude des va et vient de l'intégration régionale en Amérique latine. Au-delà de la figure de style que suppose le recours à la mythologie grecque, l'image de Sisyphe qui, ayant trompé la mort et les Dieux est condamné à pousser un rocher en haut d'une colline dans un éternel recommencement, nous paraît particulièrement appropriée pour illustrer cette section. Ayant à diverses reprises trompé la mort, le processus voit crises et difficultés se

---

<sup>836</sup> Voir à ce sujet les travaux d'Andrés Serbin en particulier : SERBIN, Andrés. regionalismo y soberanía nacional en América latina : los nuevos desafíos. *Documentos CRIES*. 15. Ainsi que : SERBIN, Andrés, 2007. Entre Unasur y ALBA : ¿Otra integración (ciudadana) es posible? *Anuario de la integración regional en América Latina y el Gran Caribe*. 6.

<sup>837</sup> LARRAIN, Jorge, 1994. La identidad Latinoamericana : Teoría e Historia. *Estudios Públicos*., n.55.

<sup>838</sup> «Para que la identidad llegue a ser una pregunta importante, parece requerirse un período de crisis e inestabilidad, una amenaza al modo de vida tradicional, especialmente si esto sucede en presencia de otras formas culturales.»

<sup>839</sup> Sberro S, 2001. « L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sisyphe ». *Pouvoirs* [En ligne].. Vol. 98, p. 49. Disponible sur : < <http://dx.doi.org/10.3917/pouv.098.0049> >



répéter. La crise est devenue alors symptomatique de l'intégration qui est enracinée dans l'identité politique de la région<sup>840</sup>.

En prise avec les différentes ressources de l'identité et de l'altérité dans la région andine, « L'idée d'intégration apparaît comme en tension entre la définition de l'identité et la recherche de la puissance. » (AMILHAT-SZARY, 2008) Le processus andin apparaît comme un arrangement entre deux influences, l'une héritée du modèle européen sur lequel s'est construit le processus et l'autre tirée de la forte influence des États-Unis dans la région. Aussi cette ambivalence, apparaît comme une condition et une conséquence de la coopération entre deux axes politiquement et idéologiquement opposés. Si le mélange des éléments de ces deux modèles correspond aussi aux rapports identité/altérité du processus régional, leurs antagonismes dans certains domaines génère des situations de crise au sein du processus. De fait comme « La cohabitation des paradigmes préalablement décrits peut atteindre ses limites lorsque, pour atteindre les objectifs que se fixe l'intégration, il faut prioriser l'un d'entre eux aux dépens de l'autre. » (CASA GRAGEA, 2002) Le fragile<sup>841</sup> compromis entre les paradigmes tombe alors et le processus apparaît désarticulé, peu défini. La crise institutionnelle et aussi – nous le voyons - profondément identitaire paraît alors inhérente au processus régional andin. Ces crises fragilisent la marche du processus mais pour autant celui-ci, a traversé quarante-sept ans d'aléas régionaux et a su évoluer et se renouveler. Sa forme n'est pas certaine mais ne faut-il pas y voir une caractéristique première de l'intégration régionale andine, voir latino-américaine ?

Partant des ressources de la sociologie théorisant le changement social et le dialogue généré par le conflit et les situations de crise, Gustavo Lagos place la crise au centre de la dynamique régionale en Amérique latine : « La définition du processus

---

<sup>840</sup>Nous pourrions également noter en référence à l'interprétation que livre Albert Camus d'un Sisyphé heureux dans face à l'absurde, le persévérant enthousiasme des fonctionnaires de l'intégration travaillant à des objectifs sans cesse compromis. La force de conviction et d'enthousiasme du personnel du SGCAN que nous avons rencontré nous a en effet frappé en cela que parfaitement lucide sur la situation du processus, s'ils étaient souvent découragés ils demeureraient convaincus par l'importance de leur tâche. Il faut ici une voir d'une part un succès dans le maniement de la communication inter-CAN et la cohésion de l'équipe et d'autre part le mécanisme de l'homme absurde de Camus qui ne peut faire autrement que d'embrasser l'absurdité pour que sa vie ait un sens (Camus A, 2006. *Le mythe de Sisyphé : Essai sur l'absurde*. Paris : Gallimard. 187 p.)

<sup>841</sup> C'est, nous l'avons vu au chapitre précédent que le compromis n'en est peut-être pas vraiment un. Les États ne suivent pas réellement une autre route que celle qui leur est propre.

d'intégration [...] obéit à différents acteurs qui ne produisent pas nécessairement une situation d'équilibre, mais qui, au contraire, génèrent des crises successives [...] L'intégration apparaît alors comme un processus de changement fondé sur le dialogue des acteurs à travers la participation et la contradiction qui conduit à l'élargissement de ses interactions à travers des crises successives. Le processus se développerait alors à travers la dialectique expansive des crises, comprenant par caractère dialectique les conflits et tensions qui surgissent de la participation-contradiction, et par caractère expansif l'élargissement des interactions entre les multiples acteurs. »<sup>842</sup>

« [L]es projets intégrationnistes font partie de l'identité latino-américaine, liés au substrat politico-culturel commun du continent : au cours de l'histoire des deux derniers siècles, ils interagissent constamment avec le processus de construction nationale. » (AMILHAT SZARY, 2008, p5) Avec Anne Laure Amilhat Szary il convient de noter que l'intégration régionale est au cœur de l'identité politique de la région, et inscrite dans le récit national. C'est ainsi, de façon tout à fait remarquable, que les États andins, construisent le sens de la communauté nationale autour de symboles partagés parmi lesquels la figure de Bolivar chantre de l'intégration régionale. Récupéré par les discours nationaux<sup>843</sup>, il n'en porte pas moins un rêve d'union. Cette aspiration régionaliste héritée de Simon Bolivar est ainsi ancrée dans la culture politique de l'Amérique latine, comme un avenir encore hors de portée. Egalement valorisé dans les discours régionaux, il est, nous l'avons dit, considéré comme le père spirituel de l'intégration régionale andine et plus largement, latino-américaine. « Depuis les temps de l'indépendance, l'unité latinoaméricaine a été – et continue d'être- une constante dans les imaginaires discursifs de beaucoup de politiques de la région. » (BIRLE, 2008, p2) En ce sens l'idéal régional est souvent présent dans les discours nationaux comme reconnaissance d'une même trajectoire historique, sociale et culturelle. C'est ainsi le vocable du destin partagé qui est

---

<sup>842</sup> LAGOS, Gustavo. Estrategias políticas en la integración latinoamericana. Dans : SUNKEL, Osvaldo, *Integración política y económica : el proceso europeo y el problema latinoamericano*. Santiago de Chile : Editorial Universitaria, 1970, p. 408-433

<sup>843</sup> Si Bolivar a œuvré dans les indépendances de tous les pays andins, et qu'il est ainsi valorisée pour ce rôle transnational, les États andins auront tendances à s'emparer de spécificités dans leurs relations avec la figure tutélaire pour nourrir l'imaginaire national à l'image du Vénézuéla, patrie de Bolivar et de l'idéologie bolivarienne de Hugo Chavez, de la Colombie dont le nom issu de la Grande Colombie tandis que la Bolivie porte celui du libertador et de l'Equateur, partie de l'amour de Bolivar, Manuela Saenz. Si la figure de Bolivar demeure très présente au Pérou, il convient de noter que San Martin est autant voire plus présent et populaire dans les récits héroïques des indépendances dans ce pays

utilisé dans les discours sur l'intégration régionale. L'intégration « ne s'oppose pas, comme en Europe, au nationalisme mais entretient avec lui des liens complexes de nature plus ou moins contestataire. »<sup>844</sup> C'est ainsi que les forts nationalismes dans la région peuvent côtoyer le sentiment d'appartenance à une communauté latino-américaine plus élargie. La région est de fait empreinte « [d']une identité duelle. Une émanant de l'État-nation et l'autre de la présence continentale » (COTE et.al., 2001, p.46)<sup>845</sup> L'intégration régionale fait partie intégrante de l'identité de la région andine dans la permanence d'un double registre identitaire entre *Patria Chica* – les États nations- et *Patria Grande*, cet écho d'une région andine et latino-américaine unie. Ici les échelles de l'intégration régionale andine et latino-américaine se confondent. C'est ainsi qu'en 2000, Sebastián Alegrett, premier secrétaire général de la Communauté Andine déclare dans une interview : « Je souhaiterais que mes enfants aient une *Patria Grande* »<sup>846</sup>.

L'on voit ici comment les échelles de l'appartenance régionale se mêlent. Nous l'avons en divers reprises observé dans notre travail de terrain, les discours passent aisément de l'andinité à la latino-américanité. L'intégration latino-américaine plane ainsi comme un spectre sur le processus andin qui face à des choix cornéliens peine à se définir et à avancer.

### *Ambivalence et malédiction rhétorique*

L'intégration andine, est dès ses origines conçue comme une intégration « sous-régionale ». Cette soumission hiérarchique à l'idéal d'une intégration régionale latino-américaine est constamment présente dans les discours régionaux. Prise dans cette ambivalence, et dans celle des ambitions politiques de ses États membres, l'intégration andine peine à se définir et paraît avancer sans objectif commun. Suivant deux nord<sup>847</sup>,

---

<sup>844</sup> AMILHAT-SZARY, Anne-Laure. 2008. Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines. In TAGLIONI, François et THEODAT, Jean Marie. *Coopération et intégration : Perspectives panaméricaines*. Paris : l'Harmattan, 2008, p.12.

<sup>845</sup> "a dual identity. One emanating from the nation-state and the other from the continental presence."

<sup>846</sup> Interview du secrétaire général réalisée en 2000 par Freddy Elhers (*Homenaje a Sebastian Alegrett* [en ligne]. Lima : SGCAN, 30 juillet 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=AB0mk7iZZ7E>)

<sup>847</sup> En plus de la dualité des échelles de l'intégration (Amérique latine ou région andine), notons que ces deux nord sont aussi ceux des influences politiques divisant la région. Nous filons la métaphore en les situant ces deux influences au nord, de la région (Venezuela) ou du continent (États-Unis)

l'intégration andine ne paraît pas avancer. Chimère politique, elle paraît être une autre preuve d'une malédiction rhétorique planant sur l'intégration régionale en Amérique latine.

Prise dans l'ambivalence des registres identitaires de la région, l'intégration régionale andine est complétée et dépassée par un idéal d'union latino-américaine dont atteste la diversité des échelles de l'intégration régionale en Amérique latine où s'enchevêtrent les blocs sous régionaux, les processus de convergence entre eux et les schémas de portée sous-continentale ou continentale. S'agissant de « mettre en adéquation la Communauté Andine avec les défis du contexte international actuel »<sup>848</sup>, la réingénierie dans laquelle est engagé le processus andin, a pour objet de définir les modalités complémentarité de la CAN avec l'existence des blocs d'intégration à plus grande échelle et notamment de l'Unasur et de la plus récente CELAC. Depuis la sortie du Venezuela en 2006 qui a ensuite rejoint le Mercosur à la signature du traité d'adhésion de la Bolivie à celui-ci et les annonces des intérêts équatoriens pour le schéma régional voisin, la position est ainsi difficile à maintenir pour l'intégration andine.

Divers observateurs la voient ainsi déjà ployer sous les aspirations latino-américaines de ses pays membres. La crise qu'a connu le Parlement Andin est également à inscrire dans la même lignée, l'annonce de sa dissolution ayant été expliquée par le doublon généré par sa coexistence avec le Parlement Sud-Américain. Aussi d'actualité que soit le dilemme entre l'intégration latino-américaine et l'intégration andine, cette ambivalence n'est pas nouvelle. C'est en marge de l'intégration latino-américaine qu'est créé le Pacte Andin en 1969, comme un processus « transitoire » et « compatible avec l'objectif d'intégration régionale »<sup>849</sup>. L'Accord de Carthagène signale ainsi dès le premier article la perspective de l'intégration latino-américaine et prévoit l'ouverture du processus à l'adhésion de tout pays latino-américain dans l'article 133. C'est ainsi naturellement au cours de l'histoire du processus régional andin que les institutions -ou

---

<sup>848</sup> Voir par exemple la déclaration de Bogota issue de la réunion extraordinaire du conseil présidentiel le 8 novembre 2011. ( CONSEJO PRESIDENCIAL ANDINO. *DECLARACION DE BOGOTÁ* [en ligne]. CAN, 11 août 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/documentos/actas/dec8-11-11.htm>)

<sup>849</sup> Déclaration des présidents d'Amérique : REUNION DE JEFES DE ESTADO DE AMÉRICA. *Declaracion de los presidentes de America* [en ligne]. 14 avril 1967. Disponible à l'adresse : <http://www.summit-americas.org/declaracion%20presidentes-1967-span.htm>

mécanismes- à succès sont venus s'étendre à l'échelle latino-américaine. C'est le cas du Fonds Andin de Réserve (FAR) devenu Fonds Latino-Américain de Réserve (FLAR) dix ans après sa création<sup>850</sup>, de la Convention Andres Bello progressivement étendue à un total de douze pays latino-américains<sup>851</sup> ou encore de la CAF aujourd'hui nommée Banque de Développement d'Amérique latine<sup>852</sup>. Loin d'être un signe du temps, le sacrifice de la spécificité andine sur l'autel des aspirations Latino-Américaines est inscrit dans la raison d'être du processus andin. Germanico Salgado, entre autres<sup>853</sup>, place de fait la CAN comme "le lien vers des formes supérieures d'intégration latino-américaine"

Une autre difficulté dans le positionnement du processus régional, découlant elle aussi en partie des termes de la dialectique identité/altérité dans la région, correspond à l'ambivalence des orientations stratégiques l'intégration andine. Ayant abandonné le modèle protectionniste du régionalisme fermé qui faisait sa justification première (notamment à travers la décision 24), l'intégration régionale andine s'est progressivement tournée vers un modèle ouvert où coexistent les tendances structuralistes et néo-libérales tout en inaugurant en 2007 une phase d'intégration intégrale de type post-libéral. Le schéma régional andin apparaît ainsi en tension entre deux modèles que Casa Gragea définit selon une opposition classique entre les capitalismes rhénan et anglo-saxon. C'est ainsi que le processus andin recouvre les paradoxes d'être un outil essentiellement commercial tout en multipliant les thématiques

---

<sup>850</sup> En 1988 le FLAR est créé et s'ouvre en plus de ses cinq membres originels au Costa Rica, au Paraguay et à l'Uruguay.

<sup>851</sup> En plus des six pays andins (Chili et Venezuela compris), le Panama est devenu membre en 1980, l'Espagne en 1982, Cuba en 1998, le Paraguay en 2001, le Mexique en 2004 et la République Dominicaine en 2006. L'Argentine est, de son côté en cours d'adhésion.

<sup>852</sup> Egalement ouverte aux pays en dehors de la région andine à partir des années 1990, la CAF regroupe aujourd'hui 18 pays, principalement latino-américains mais aussi européens.

<sup>853</sup> "Así es, el tema es obvio y ahí cuando tu lees el acuerdo de Cartagena en el año 69 parecía que los diseñadores fueron visionarios. Ellos decían claramente, el proceso andino de integración no es un proceso que se agota en sí mismo, es un proceso que debe contribuir a la integración suramericana y latinoamericana... ¡a eso va! Entonces claro pero para eso primero hay que genera internamente en el mundo la sensación de que somos andinos y que como andinos vamos a aportar a otros procesos. Pero no con lo que es una ilusión como lo ves que otros nos van a absorber hay que saber cómo vamos a interactuar en ese contexto más grande que es nuestro contexto además natural" Entretien avec Guido Mendoza – 22/01/2013

de l'agenda régional ou d'être fortement institutionnalisé tout en souffrant d'une prévalence du mode de décision intergouvernemental sur le communautaire.

Enfin si l'intégration régionale fait partie de l'identité de la région, son fort dualisme la place en tension entre deux sens opposés de telle sorte qu'elle n'avance pas. Très présent parmi les élites intellectuelles *eo ipso* politiques de la région, l'héritage régionaliste transparait dans les multiples tentatives d'intégration régionale qu'a connu l'Amérique latine ces cinquante dernières années. Cet apparent acharnement à réaliser le rêve de Bolivar se heurte paradoxalement à l'évident manque de concrétisation de ces ambitions. Birle note que « les pays latino-américains continuent d'être, malgré la rhétorique, des voisins distants qui se connaissent peu » (BIRLE 2008 p146). L'intégration régionale apparait être plus une ressource du dire que du faire dans la région, à la limite de la rhétorique pure qui au-delà d'être liée au « caractère abstrait des projets publics » qui fait que « le message ne peut être concret sauf illusion ou promesse inconsidérée » (ZEMOR, 2008), relativise sa portée et réalité.

Dans la région andino-latino-américaine, la propension aux envolées rhétoriques non concrétisées sur l'intégration régionale est symptomatique. Les grandes effusions entourant les sommets présidentiels et les déclarations pro-régionalistes des chefs d'États et observateurs politiques à ces occasions en sont les témoins évidents. Renforcée par le traitement évènementiel des processus régionaux qui – nous y reviendrons- ne correspond en rien à la temporalité dans laquelle ils s'inscrivent, cette malédiction rhétorique décrédibilise l'intégration régionale andine. Ainsi Ricardo Angoso relève cette virtualité de l'intégration régionale : « beaucoup de rhétorique, de bonnes intentions, de photos de familles, et aucun résultat, c'est le bilan habituel de ces rencontres coûteuses et destinées à l'exhibition médiatique des leaders latino-américains »<sup>854</sup> . D'autre part, Coussy note quant à lui du point de vue des commentateurs une tendance à faire souvent « l'amalgame entre des faits de régionalisation et des intentions de régionalisation. » ce qui contribue à déstabiliser l'image de l'intégration régionale puisque « d'une part le

---

<sup>854</sup>« Mucha retórica, buenas intenciones, fotos de familias y nulos resultados, ese suele ser el habitual balance de estos encuentros costosos y destinados a la exhibición mediática de los líderes latinoamericanos. » (ANGOSO, Ricardo. El futuro de América Latina más allá de las cumbres y la retórica. One Magazine [en ligne]. 1 novembre 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.onemagazine.es/noticia/3523/sin-especificar/el-futuro-de-america-latina-mas-alla-de-las-cumbres-y-la-retorica.html>)

même projet est annoncé de multiples fois. D'autre part ce qui caractérise l'histoire des projets de régionalisation, c'est leur taux de mortalité élevé » (COUSSY, 1996, p7) Cet excès de rhétorique des processus régionaux en Amérique latine leur a coûté en crédibilité mais également en effectivité. C'est ce que note « depuis l'Asie de l'est » Kim Wo-Ho : « Finalement, concernant l'intégration régionale, la rhétorique a été priorisée sur l'intégration fonctionnelle. [...] pour cela, bien que les initiatives d'intégration aient une longue histoire en Amérique latine, leur portée réelle est limitée »<sup>855</sup>

Face aux troubles de ces objets politiques en formation, et au décalage existant entre l'annonce d'objectifs ambitieux et une trop faible ou trop lente concrétisation, l'intégration régionale semble relever de la malédiction rhétorique, du discours irréaliste et donc irréalisable. Pourtant il serait hâtif de ne voir dans l'intégration régionale que pure chimère. D'une part ces processus sont bien trop récents pour avoir eu le temps d'épuiser le projet qu'ils portent, et d'autre part, l'utopie dont ils relèvent doit être revalorisée et considérée non comme l'échec d'un projet irréalisable mais comme une ouverture vers une nécessaire réinvention du politique.

### *Nouvel objet politique*

L'ensemble de notre travail montre ainsi que les grandes ambitions régionales et les promesses de l'implication des populations dans leur construction n'ont d'égal que les considérables obstacles à leur réalisation. Pour autant conclure ici serait ignorer le caractère fondamentalement nouveau de notre objet d'étude. Pour l'appréhender totalement, il faut ainsi repenser l'intégration régionale et l'inscrire sur le temps long.

Prenant acte de l'inopérativité de la communication développée par les institutions européennes, Éric Dacheux note que « La temporalité du politique n'est pas celle de l'électronique instantané » (DACHEUX, 2004, p 108). Aucune communication si efficace soit elle ne saurait en effet se substituer au temps nécessaire à l'enracinement de toute forme de communauté politique, sociale ou identitaire dans un espace donné. Michel

---

<sup>855</sup> Kim Wo-Ho cité dans ARCE, Katya, ESCANDON, Pablo, LODONO, Adriana, et al. *La integración regional en las Facultades de Comunicación andinas* [en ligne]. Lima : FELAFACS, 2009. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/publicacion-resultado.php?ed=82&id=77>

Marié note ainsi en 1982 que « l'espace nécessite l'épaisseur du temps, des répétitions silencieuses, des maturations lentes et le travail de l'imaginaire social et de la norme pour exister comme territoire. » La principale faiblesse des efforts de régionalisation tient ainsi au fait que l'on a oublié que de tels ensembles économiques, politiques et culturels ne prennent réellement corps que sur le temps long. Ce temps long dont parle Fernand Braudel est celui sur lequel ont pris place les processus qui ont façonné l'identité propre d'une région<sup>856</sup>, c'est celui de l'histoire millénaire de l'humanité. De la même façon Claude Dubar note : « Le temps d'une réalisation, d'une action déterminée, n'est pas le temps d'une organisation [...]. Au-delà, on entre dans la longue durée, celle des modes de production et des institutions politiques [...] Les distinctions entre « structures », « conjonctures » et « événements », « court terme », « moyen terme » et « long terme », sont classiques chez les historiens et toujours relatives à la conception que l'on se fait des temporalités pertinentes et de l'articulation de celles-ci dans un champ déterminé (l'économique n'est pas le politique, le domestique n'est pas le symbolique etc.). »<sup>857</sup>

L'intégration régionale relève ainsi de la structure, du processus et non de l'évènement. Dans cette temporalité, un demi-siècle d'existence ne représente rien. L'intégration régionale en serait alors au début de son temps long. De fait, ces rapprochements régionaux sont tout à fait récents et comme le note Louise Fawcett<sup>858</sup> se distinguent de toute autre allégorie historique par le caractère formel des institutions internationales créées. L'intégration régionale se pose en OPNI (Objet Politique Non Identifié) pour reprendre la formule de Jacques Delors, dans les relations internationales qui prennent classiquement en compte deux types d'acteurs : les États et les Organisations internationales. L'intégration régionale si elle émane des États et se projette sur la scène internationale n'est ni l'un ni l'autre. Dépassant les organisations internationales en devenant un objet politique à part entière sans pour autant suivre le cheminement des États, il est de bon ton de dire que l'intégration régionale est un nouveau

---

<sup>856</sup>C'est ainsi ce qu'il note dans son étude de la Méditerranée qu'il présente comme un personnage à part entière de sa thèse et dont l'identité s'est construite à travers des processus opérant sur le temps long.

<sup>857</sup> DUBAR, Claude. L'articulation des temporalités dans la construction des identités personnelles: questions de recherche et problèmes d'interprétation. *Temporalistes* [en ligne]. 2002, n° 44. Disponible à l'adresse : [http://www.sociologics.org/temporalistes/indarch.php?page2=dubar\\_n44\\_02](http://www.sociologics.org/temporalistes/indarch.php?page2=dubar_n44_02)

<sup>858</sup> FAWCETT, Louise. *The History and Concept of Regionalism* [en ligne]. European Society of International Law (ESIL) Conference Paper Series No. 4/2012, 2012. p 8



modèle de gouvernance. Si le terme est à la mode nous lui juxtaposons celui plus classique de nouvel objet politique, car l'intégration est bien une ressource du politique, nouvelle dans sa forme.

L'exemple européen le montre en effet, l'intégration régionale dépasse la forme d'une simple organisation internationale relevant de la coopération entre des États restant les absolus maîtres du jeu. La CAN a ces dernières années, plutôt semblé déconstruire le sens supranational hérité du modèle européen à la faveur d'une forte présence présidentielle dans le processus. Toutefois le processus dispose de la personnalité juridique internationale, la primauté des normes andines et leur application directe dans le droit national est reconnue et des mécanismes politiques supranationaux sont à l'œuvre dans la compétence du TJA et dans l'élection au SUD du parlement andin (même si celui-ci dispose en réalité de peu de compétences réelles). La fibre supranationale et de plus en plus post-nationale du processus force à en réinventer la forme, à réinterroger le politique.

Ainsi s'il est vrai qu'un cheminement semblable peut être identifié entre les constructions régionales et les genèses d'États fédéraux -ou non – comme les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie ou la Suisse ces processus puisqu'ils participent tous d'un rassemblement d'unités diverses plus ou moins indépendantes, de l'établissement d'une frontière, d'une institutionnalisation et de la structuration d'un territoire<sup>859</sup>, ceux-ci se sont incarnés dans des projets nationaux aujourd'hui profondément ancrés dans leurs cultures civiques et politiques. Le sens du politique dans l'intégration régionale est quant à lui pensé de façon post-nationale comme nous le mettons en évidence dans la première partie de ce travail. Nécessairement, comme son essence, la forme de cette nouvelle communauté politique doit être repensée. "Le *telos* de l'intégration européenne n'est pas l'édification d'un État supranational mais la structuration d'une société transnationale : société civile et société politique." (FERRY 2011 p 6) Jean-Marc Ferry s'interroge ainsi dans le contexte européen sur la viabilité du concept d'Etat appliqué aux dimensions

---

<sup>859</sup> . Il serait possible de mettre en perspective le micro-régionalisme et le macro-régionalisme dont Erik Soderbaum étudie les liens .SODERBAUM, Fredrik. Exploring the links between Micro-Regionalism and Macro-Regionalism. In M. Farrel ; B. Hettne et L. Van Langenhove (ed.). *Global Politics of Regionalism : Theory and practice*. Londres : Pluto Press, 2005

européennes et s'oppose ainsi tant aux souverainistes qu'aux fédéralistes qui partagent l'idée qu'il ne peut y avoir du politique que s'il y a un Etat. (FERRY, 2011, p.2) Pour lui c'est sur le mode du cosmopolitisme qu'il faut construire l'intégration régionale. L'ordre politique serait dans ce cadre structuré selon trois niveaux, le l'ordre interne ou national, l'ordre externe ou international et l'ordre cosmopolitique ou transnational. Ces trois degrés reposent respectivement sur le droit civique reliant les citoyens nationaux, le droit des peuples reliant les nations au sein de fédérations et le droit cosmopolitique correspondant au « droit des citoyens du monde ». (FERRY 2011 p4) Il s'agit ainsi de repenser l'intégration vers les populations en passant d'une intégration négative (suppression de barrières commerciales et de frontières) à une intégration positive (ajout de droits communautaires et de bénéfices sociaux).

"L'Europe, si elle se veut authentiquement originale et à la pointe avancée d'une histoire raisonnable, devant les États-Unis d'Amérique quant à son principe politique, doit justement représenter l'expérience concrète d'un passage historique du droit étatique au droit cosmopolitique." (FERRY 2011) Il s'agit donc d'un ordre horizontal plus que vertical de hiérarchie et suppose donc une victoire de la concertation et de l'intergouvernemental sur l'intégration et le communautaire.<sup>860</sup> En conséquence, et Jean Marc Ferry en prend acte, le danger de cette voie horizontale c'est l'utilitarisme (comparaison entre ce qui est donné et ce qui est reçu) et l'instrumentalisme qui peut en être par les Etats. (FERRY 2011 p 5) L'intégration doit être « transnationale » et implique donc une gouvernance horizontale plutôt que verticale, un dialogue plutôt qu'une hiérarchie entre les différentes autorités politiques ou légales. En dehors des aspirations, plus fédérales<sup>861</sup> de Jürgen Habermas et par ailleurs déjà abordée dans un précédent chapitre, d'autres auteurs ont aussi travaillé à réécrire le sens politique de l'intégration régionale sur un mode horizontal. Jan-Werner Müller estime ainsi que « Ce qui fait la spécificité de l'UE – et sa

---

<sup>860</sup> La voie supranationale menant à un Etat fédéral est pour lui « conceptuellement faible et politiquement dangereuse ». "On considère comme allant de soi qu'un progrès dans l'intégration politique de l'Union européenne implique une avancée sur la voie fédéraliste, depuis la Fédération d'États jusqu'à l'Etat fédéral européen. Or, cette vision des choses me paraît problématique. Pour parler franc, je la juge conceptuellement faible et politiquement dangereuse" (Ferry 2011 p 1)

<sup>861</sup> Habermas préconise, outre le développement d'une culture européenne partagée, l'émergence d'une société civile et d'une sphère publique européennes, l'adoption d'une constitution européenne et d'une charte des droits fondamentaux, des institutions de type fédéral politisant les enjeux et mettant en œuvre des politiques sociales, l'utilisation de l'anglais comme langue de travail ainsi que le développement d'une politique étrangère cohérente (Habermas, 2001 : 6-7 ; Habermas, 2006 : 52-53). Autant d'éléments qui semblent indiquer une volonté de voir émerger un État fédéral européen.

valeur politique et morale pour les Européens – (...) c'est sa nature particulière d'entité politique ne s'appuyant pas sur un unique *demos*, mais sur plusieurs *demoi* toujours plus proches les uns des autres, sans jamais fusionner en un seul. [...] les différences et les identités doivent être négociées et renégociées en permanence » (MULLER, 2004)<sup>862</sup>. Pour Nicolaïdis cette démocratie au plurielle – ou *demoi*-cratie - « est fondée sur la reconnaissance mutuelle, la confrontation et le partage de plus en plus exigeant de nos identités respectives et distinctes ; pas sur leur fusion. L'Union européenne est une communauté d'autres »<sup>863</sup>).

Si le débat sur la création de cette nouvelle forme politique est fertile, nous reprenons ici en particulier les inspirations kantienne du cosmopolitisme défendu par ces différents auteurs en cela qu'elles entreprennent de se libérer totalement du modèle vertical de la hiérarchie étatique<sup>864</sup>. C'est à partir de ce travail d'invention et de création, en renouant avec l'utopie, que peut se construire et définir ce nouvel objet politique qu'est l'intégration régionale

### *Renouer avec l'utopie*

*« Le point d'exclamation « De l'utopie ! » signifie non seulement qu'il faut de l'utopie, mais qu'on en trouve partout, dans chaque rencontre de la vie quotidienne. Il ne faut pas le lire comme on dit « De l'air ! » ou « De l'eau ! » (ou, pour reprendre la formule de Kierkegaard : « Du possible sinon j'étouffe ! ») mais « Des oiseaux ! » ou « Des poissons ! » (comme on dit : « Tiens, c'est possible ! ») »  
(Frédéric Keck, 2011)<sup>865</sup>*

Renouer avec l'utopie en tant que force de proposition, d'invention et de confrontation du politique nous paraît essentiel pour analyser et théoriser les processus d'intégration régionale. Ce sens de l'utopie que revalorisent différents travaux sur

---

<sup>862</sup> Cité par Sophie Heine (HEINE, 2007)

<sup>863</sup> NICOLAÏDIS, Kalypso. Notre *Demoi*-cratie européenne : La constellation transnationale à l'horizon du Patriotisme Constitutionnel. *Politique européenne* [en ligne]. Printemps 2006, n° 19. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2006-2-page-45.htm>

<sup>864</sup> Jean Marc Ferry rejette ainsi complètement la voie étatique qui est inatteignable selon lui, car même si les États l'empruntait pour lui les populations ne suivraient pas (FERRY, 2011, p7)

<sup>865</sup> Extrait du débat consacré, au CIPh, à l'ouvrage de Pierre Macherey, *De l'Utopie !* (éd. « De l'Incidence », 2011) : KECK, Frédéric. *L'utopie, entre nature et politique - A propos de : Pierre Macherey, De l'Utopie !, De l'Incidence* éditeur, 2011. *Rue Descartes* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.ruedescartes.org/recherches-en-cours/lutopie-entre-nature-et-politique/>

l'intégration régionale, est un élément fondamental pour l'intégration qui doit affirmer une trajectoire politique propre ancrée dans le futur. David Mitrany, père fondateur de la théorie de l'intégration régionale, en appelait déjà à cette réinvention du politique. « Une partie de l'audace nécessaire est l'audace de trouver de nouvelles formes et de les adopter. Nous sommes perdus si nous supposons dogmatiquement que les procédures du passé constituent la seule véritable expression de la démocratie. »<sup>866</sup> Cette remarque n'est pas sans rappeler les critiques de Thomas Moore vis-à-vis de l'attitude passéiste et conservatrice de ses contemporains dans l'Utopie : « Ils se creusent la cervelle, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un argument contradictoire, et si leur mémoire et leur logique sont en défaut, ils se retranchent dans ce lieu commun : « Nos pères ont pensé et ainsi fait ; et plutôt à dieu que nous égalions la sagesse de nos pères ! » [...] On dirait, à les entendre, que la société va périr, s'il se rencontre un homme plus sage que ses ancêtres.<sup>867</sup> Au-delà des dérives langagières<sup>868</sup> faisant aujourd'hui de l'utopie un horizon inatteignable, une chimère, un impossible, « l'utopie est un exercice de l'imagination pour penser autrement » disait Paul Ricoeur pour qui elle constituait avec l'idéologie les deux facettes structurant l'imaginaire social. (RICOEUR, 1984, p.61) L'utopie est façonnée en 1516 par Thomas Moore à partir du grec signifiant aucun lieu pour désigner cette île n'existant nulle part dont il décrit la forme de gouvernement – idéal- dans l'œuvre éponyme. Il s'agissait alors à travers la fiction d'ouvrir et d'explorer le champ des possibles souvent dans une critique des formes politiques établies. Ce genre de littérature prospère jusqu'au XIXe siècle où l'utopie devient moins le fait d'une action volontariste que l'horizon de l'histoire. C'est ainsi que pour Albert Camus « L'utopie remplace Dieu par l'avenir »<sup>869</sup>.

Cette utopie doit être relative pour Camus qui dans *Actuelles* entend définir les conditions d'une pensée politique modeste, c'est-à-dire délivrée de tout messianisme, et débarrassée de la nostalgie du paradis terrestre » Loin d'être un pur exercice littéraire, il s'agit ainsi de concevoir l'utopie comme « une imagination performative, une composition

---

<sup>866</sup> « Part of the daring required is the daring to find new forms and to adopt them. We are lost if we dogmatically assume that the procedures of the past constitute the only true expression of democracy. » (MITRANY, 1966)

<sup>867</sup> MORE Thomas, 2012. *L'Utopie*. Paris : Gallimard.

<sup>868</sup> Cette dérive langagière nous semble apparaître comme un symptôme des échecs de la construction d'un ordre politique totalement égalitaire et démocratique faisant pencher les utopies vers des rêves irréalisés, et jugés par la même irréalisables.

<sup>869</sup> Albert Camus, 1952. *L'homme révolté*, Gallimard., page 258.

politique qui nous aide à percevoir autrement le réel et nous incite ainsi à vouloir le changer » (DACHEUX, 2004, p245). Dans un certain sens l'utopie, est par sa seule énonciation un facteur de changement en cela qu'elle donne à voir ce qui doit être changé, elle peut alors aussi être rapprochée de la prophétie auto-réalisatrice de Robert K. Merton<sup>870</sup>, soit un énoncé qui ne décrit pas la réalité mais qui par sa propre énonciation contribue à produire la réalité annoncée. Il convient ainsi revaloriser le sens de l'utopie et son potentiel d'invention mais aussi de mobilisation politique pour concevoir l'intégration régionale.

L'intégration régionale revêt par nature une dimension utopique puisqu'il s'agit de construire une forme de gouvernance qui n'existe pas. Ainsi la théorie classique des relations internationales ne s'y trompe pas en faisant de l'intégration une ressource de l'idéalisme : « la régionalisation [...] selon l'opposition classique en science politique, est d'inspiration plus idéaliste que réaliste, puisqu'elle met en avant la coopération plutôt que le rapport de force » <sup>871</sup> Divers observateurs de l'intégration régionale, notamment européenne inscrivent l'utopie dans leur étude des processus régionaux. Éric Dacheux étudiant les liens entre la communication de l'Union Européenne et la création d'un espace public à l'échelle de la macro-région note que celui-ci ne saurait se développer sans le désir des citoyens de participer au jeu régional. Les processus régionaux seraient dès lors en « panne d'utopie » (DACHEUX, 2004 p 102) et devraient inventer ou valoriser le sens d'un être en commun, d'un destin en commun d'où pour lui le besoin de réinventer une « nouvelle utopie européenne utopie européenne qui permettrait, la paix acquise, de mobiliser les citoyens autour d'un projet autre que l'avènement d'une société d'information qui n'est que le mythe derrière lequel se cache une société de marché mondialisée» (DACHEUX, 2004b, p.15) Dominique Wolton quant à lui affirme de fait, que la faiblesse actuelle du processus européen vient de sa construction comme « décalque, à grande échelle, de l'organisation politique existant au sein de chaque État-nation » (WOLTON, 2005, p.94) et note que ce qui lui manque c'est l'utopie politique, celle qui peut réinventer une forme politique différente.

---

<sup>870</sup> Notion de « self-fulfilling prophecy » mise en évidence dans MERTON, Robert K, 1968.. *Social Theory and Social Structure*. New York : Free Press

<sup>871</sup> POSTEL VINAY, 2006, p117

Les acteurs même du processus régional andin assument cette dimension utopique de l'intégration ou l'utopie est à la fois horizon et chemin (CONTRERAS, 2009, p7). Interviewé par José Maria Salcedo, Freddy Elhers déclare ainsi :

« Etant donné la taille de l'illusion, je dirais que le rêve ne s'est pas réalisé. [...] La meilleure raison de préserver je l'ai trouvée dans une carte que l'on m'a remise lors d'une campagne électorale à laquelle j'ai participé en Equateur. C'était une pensée qui disait : 'Elle est à dix mètres de distance. J'avance dix mètres et elle s'éloigne de dix mètres. J'avance dix mètres de plus et elle s'éloigne de dix mètres de plus. Et je sais que peu importe combien j'avance, je ne l'atteindrai jamais. Alors, à quoi sert l'utopie ? C'est justement à cela, à avancer. 'C'est ce que nous faisons dans la Communauté Andine : nous avançons. Nous n'avons pas atteint l'utopie, car l'utopie est de nous unir. Mais nous devons noter qu'indiscutablement nous avons avancé. »<sup>872</sup>

De son côté Nora Wolfzun décèle dans la construction discursive de l'intégration régionale – à partir du cas du Mercosur- le sens même de l'utopie : « Le propos réel de l'intégration ce n'est pas sa réalisation sinon son simple propos, entreprise inachevée et en constante construction, chemin en soi, alternance paradoxale entre intégration et désintégration dont l'impossibilité centrale est une garantie de survie et de la possibilité de nouveaux récits. »<sup>873</sup>. L'intégration régionale est bien ainsi inscrite dans l'identité et les discours politiques de la région comme l'essence d'un destin commun, un horizon pour l'heure du moins inatteignable. Seul en effet le temps, et son travail incompressible sur les imaginaires et les structures politiques, peuvent réaliser les utopies. Pour l'heure il faut peut-être comme Thomas Moore « le souhaiter plus que l'espérer ».<sup>874</sup>

---

<sup>872</sup> “Teniendo en cuenta el tamaño de la ilusión, diría que el sueño no se ha cumplido. [...]El sueño es lo que sigue vigente. La mejor razón para perseverar la encontré en una cartita que me entregó alguien en una de las campañas electorales en las que yo participé en el Ecuador. Era un pensamiento que dice: “Ella está a diez metros de distancia. Yo avanzo 10 metros y ella se aleja diez metros. Avanzo 10 metros más y ella se aleja diez metros más. Y yo sé que por más que camine, nunca la alcanzaré. Entonces, ¿de qué sirve la utopía? Precisamente para eso, para caminar.” Eso es lo que estamos haciendo en la Comunidad Andina: estamos caminando. No hemos conseguido la utopía, porque la utopía es unírnos. Pero tenemos que valorar que indiscutiblemente hemos caminado. (ELHERS, 2009 p 35-36)

<sup>873</sup> WOLFZUN, Nora, 2004. Mercosur : le discours de l'intégration et ses paradoxes. In: Actions de recherche en réseaux 2002-2004. Agence Universitaire de la Francophonie.,[Réf. du 02/09/2010] Disponible à l'adresse : [http://www.edph-new.auf.org/IMG/pdf/Wolfzun-Integration\\_Mercosur.pdf](http://www.edph-new.auf.org/IMG/pdf/Wolfzun-Integration_Mercosur.pdf)

<sup>874</sup> Réflexion finale de Thomas Moore dans l'Utopie (MOORE, 2012)

## CONCLUSION

« Evidemment, ce cercle vicieux de désintérêt et de désinformation n'est pas la responsabilité exclusive des médias, ou de leurs journalistes, qui ne considèrent pas pertinent [le processus régional]. Ce n'est pas non plus celle des citoyens, qui sentent ne pas avoir les motivations ou mécanismes pour participer dans le processus ; elle ne repose pas non plus sur les propres défauts du processus, emprisonné dans la sphère gouvernementale. C'est plutôt, la somme de tous ces rendez-vous manqués qui a fait vivre l'intégration dans une forteresse inaccessible, sans ponts levés vers la communauté et sans se mêler au quotidien des citoyens »  
(ROSALES, 2006, p.17)<sup>875</sup>

Comme Blanca Rosales nous devons conclure à un concours de facteurs et d'acteurs éloignant le processus régional andin des populations. Pourtant durant les dix années qui nous séparent de sa remarque, l'intégration andine est sortie de sa forteresse pour aller à la rencontre des citoyens andins. Le présent travail de recherche, a en effet révélé l'évolution du processus andin vers une plus grande prise en compte des thématiques sociales et culturelles et la volonté explicite de mobiliser une identité et une citoyenneté pour l'intégration régionale andine. L'étude de la communication institutionnelle a montré comment elle a été dès l'installation du SGCAN pensée dans un rapprochement avec les populations et est devenue un outil de construction de sens. En cela l'étude du cas de l'intégration andine illustre particulièrement le nécessaire lien entre identité, populations et intégration que nous mettons en évidence dans une première partie. La formation d'une *communauté imaginée* au sens d'Anderson<sup>876</sup>, l'être et l'agir politique qu'elle suppose sont des ressources essentielles de la légitimité politique. Echelle aujourd'hui incontournable du politique, c'est cette légitimité qui

---

<sup>875</sup> Obviamente, este círculo vicioso de desinterés y desinformación no es responsabilidad exclusiva de los medios, o de sus periodistas, que no lo consideran relevante. Tampoco de los ciudadanos, que sienten no tener motivaciones ni mecanismos para participar en el proceso; ni recae en los propios defectos del proceso, encapsulado en la esfera gubernamental. Es más bien, la suma de todos estos desencuentros la que ha hecho vivir a la integración andina en una torre fortificada e inasequible, sin puentes levadizos hacia la comunidad y sin entretenerse en el quehacer cotidiano de los ciudadanos.

<sup>876</sup> Nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, le concept de *Communauté Imaginée* développé par Benedict Anderson est lié au sens de la nation et est en cela affectivement et historiquement attaché aux États. Si l'examen a montré que c'est le sens et le potentiel d'une identité collective construite que se sont appropriés les États pour soutenir leur légitimité, les références post nationales à ce concept font couler beaucoup d'encre critique. D'abord présent dans l'intitulé même de notre travail de thèse, nous avons pris soin d'œuvrer en périphrase tout au long de ce travail mais il nous semble utile ici de revendiquer cet héritage historique et théorique afin de repenser les formes d'appartenances régionales.

manque aux processus régionaux construits dans des tours d'ivoire économiques et juridiques. Les modalités et potentialités de l'implication et de l'identification des populations nous sont ainsi apparues comme l'horizon théorique et historique de l'intégration régionale. Le présent travail de thèse entendait interroger les ressources de la création d'une communauté imaginée dans le cadre régional en reliant ce questionnement à une étude de cas : celui de la Communauté Andine. De toutes les pistes envisagées et envisageables c'est alors à partir de la communication institutionnelle du SGCAN que nous fondions notre observation de l'expérience andine. Il s'agissait ainsi d'étudier comment à travers sa communication institutionnelle, l'institution andine entendait tisser un lien avec les populations, construire ce pont levis qui lui faisait défaut.

De fait, notre travail a permis successivement de mettre en évidence l'ambition identitaire du processus communicationnel, de montrer l'évolution du contenu mais aussi de la forme de la communication développée et son lien toujours plus évident avec la mobilisation des populations pour enfin en mesurer -quoique difficilement- l'impact parmi les populations. Nous avons ainsi vu que l'objectif affirmé de la communication est, particulièrement suite au retrait du Venezuela qui a représenté un moment de crise majeure pour la définition du processus andin, la valorisation de l'appartenance commune et la mobilisation des citoyens andins. L'analyse du discours développé a révélé comment les messages et symboles identitaire viennent y côtoyer un contenu informatif et éducatif indispensable à la formation d'une culture citoyenne de l'intégration. Cette étude a aussi établi que le département communication du SGCAN a développé une politique de communication dynamique et multimédia valorisant les situations de dialogue et la promotion d'un lien culturel approfondi. Toutefois, nous avons également mis en évidence qu'en dépit de réactions et initiatives prometteuses, les populations manquent à l'appel. En dépit de l'absence -révélatrice elle aussi -d'outils de mesure de l'opinion publique des populations andines sur l'intégration régionale et les difficultés inhérentes à l'évaluation de l'impact d'une telle communication dans la construction de sens, nous avons identifié un certain nombre de failles structurelles et d'échecs du processus communicationnel entrepris par le SGCAN qui minent son efficacité. Les choix stratégiques de s'adresser majoritairement à un public essentiellement jeune et urbain à travers une surutilisation des NTIC limitent intrinsèquement la portée de la communication. Etant donné les spécificités démographiques, sociales et culturelles de la



région, les exemples de travail avec la société civile et de déplacement du message communautaire dans les zones rurales et en particulier frontalières constituent des éléments essentiels pour la construction d'une communauté politique élargie dont l'utilisation reste encore trop parcimonieuse. Le manque de moyen et de continuité du service de communication du SGCAN constitue un facteur explicatif essentiel de ces échecs internes. Notre étude a en fait révélé un décalage considérable entre les ambitions stratégiques et la réalité des moyens disponibles et des actions réellement menées. Il est ainsi en particulier apparu que la quasi-totalité des actions de communication de forte projection ont été développées au moyen des fonds de coopération européens. Finalement l'étude révèle que la communication développée, pourtant sous mandat présidentiel, par le service de communication s'inscrivait moins dans le volontarisme politique que dans l'activisme et la ferveur régionale du personnel du SGCAN.

En ce sens, notre travail de recherche s'est aussi orienté à étudier les obstacles extérieurs au processus communicationnel. C'est ainsi aussi à partir de l'influence d'autres acteurs qu'il faut penser la relation entre les populations et l'intégration. Nous avons en ce sens éclairé le rôle des médias et des Etats comme acteurs fondamentaux de la construction de l'imaginaire de l'intégration régionale et de la marche du processus régional. Formateurs d'opinion de premier plan, la vision que les médias entretiennent du processus andin est à la fois incomplète et erronée. Nous avons en particulier ici montré les graves implications d'un traitement médiatique sensationnaliste et évènementialiste ainsi que l'importance du développement d'un agenda médiatique régional à même de participer à la construction d'un imaginaire commun. La connaissance de l'*autre*, aspect important de la création du sens de la communauté, est en effet le reflet de l'information diffusée sur cet *autre*. Il est ainsi important que les populations aient accès à des informations libres de préjugés sur les pays voisins. La prévalence des discours et agendas nationaux constitue de fait un puissant facteur de désintégration. Ce sont en particulier les conséquences du comportement des Etats et gouvernements andins dans le jeu régional que nous avons choisi de souligner. Les diverses orientations politiques et idéologiques de la région ont favorisé le développement d'un discours « autodestructeur » au sein même du processus. Les entrées et sorties de pays pour sauvegarder leurs intérêts nationaux ou pour différends idéologiques ou seulement la menace d'un retrait de la part de présidents ont contribué à dénigrer le processus et à le remettre en question

par les populations. Nous avons de fait mis en évidence l'instabilité de l'engagement communautaire andin et la confrontation des intérêts nationaux dans une optique plus réaliste qu'idéaliste des relations internationales. Nous n'avons pu ici qu'éclairer la multi dimensionnalité de notre objet d'étude et avons en particulier cherché à en réévaluer la portée. L'ultime chapitre s'inscrit ainsi dans une logique récurive, comme un nécessaire retour à l'imagination et à l'invention théorique. Nous entendons ainsi, non conclure notre recherche mais la mettre en suspens.

Comment en effet conclure autrement lorsqu'il s'agit de travailler à partir du temps présent. Travailler à partir du temps présent c'est aussi placer l'objet de recherche dans l'avenir. Il y a donc dans cette thèse une inévitable logique normative. Si nous avons tâché d'y appliquer la plus grande objectivité possible, nous avons conscience de la forte subjectivité de notre travail. Si l'objectivation de notre étude de cas a été assurée par un exposé et une analyse descriptive de l'expérience andine en confrontant notre démarche compréhensive à la rigueur des données chiffrées, le travail théorique et conceptuel ne saurait se défaire de la sensibilité du chercheur. C'est donc ainsi avec la prise en compte de l'influence de notre subjectivité – et avec modestie - que nous avons souhaité faire de cette thèse un pont entre disciplines et défendu l'idée d'une nécessaire prise en compte d'un lien affectif avec les populations dans l'intégration régionale. Pensant avec Bertrand Badie que "les paradigmes ne s'entretient pas [mais qu'] ils s'enrichissent" (BLOM et CHARILLON, 2001, p.70) notre travail a taché de présenter et relier des éclairages conceptuels différents voir opposés afin d'asseoir la nécessaire réinvention théorique autour de notre objet d'étude.

Face à l'ambition de relier l'étude de la CAN à une réflexion plus générale sur l'implication des populations dans l'intégration régionale, que nous apprend l'expérience de la CAN ? Si la prise en compte des enjeux de l'identité et de la citoyenneté pour l'intégration andine confirme notre postulat de départ, ce sont avant tout les défis qui se posent à la mobilisation d'une appartenance macro-régionale que met en exergue l'étude du cas andin. Notre étude a ainsi souligné que la prise en compte de la participation des populations ne suffit pas à les mobiliser et que les traits culturels communs ne suffisent pas à former un imaginaire commun. C'est aussi au-delà du caractère construit propres aux identités, face à la complexité de notre objet d'étude que le cas de la CAN nous renvoie. Il apparait finalement que notre étude, en apportant des éléments de synthèse et de

réponse concernant notre interrogation première, a contribué à identifier de nouveaux objets d'étude spécifiques qu'il serait important de traiter afin de mieux comprendre les implications entre l'identité et l'intégration régionale ainsi que pour fournir des clés d'action aux intégrations souhaitant impliquer davantage les populations.

En fait quand il s'agit maintenant de dresser le bilan de ce qui a été fait et surtout de ce qui reste à faire, nous avons le sentiment que le présent travail de recherche ouvre davantage de questions qu'il n'en clôt. C'est bien, comme annoncé en introduction, une étude partielle de notre objet d'étude que nous avons mené. Chaque développement semble ainsi ouvrir une piste de recherche vers bien d'autres thèmes connexes qui en eux même pourraient faire l'objet de thèses complètes. Ce champ de recherche n'est ainsi en rien épuisé. Ainsi nous n'avons pu qu'effleurer la surface de thèmes aussi cruciaux que la question des politiques régionales en matière de culture et de patrimoine, les actions de la société civile pour l'intégration régionale ou bien le rôle de l'enseignement de l'histoire régionale. Nous avons en particulier sur ce dernier point relevé un grand nombre de matériel en compilant des textes de manuels scolaires la région et en disposant de nombreuses sources documentaires et bibliographiques ainsi que de différentes données d'interview et d'observation sur ce thème. De la même façon nous regrettons que notre étude comparée des quatre quotidiens andins n'ait dépassé le stade du quantitatif quand nous avons collecté l'intégralité des articles recensés en pensant à une étude qualitative. Tous ces éléments font partie d'une Communication plus vaste établie avec les populations. Au-delà de la communication comme outil de valorisation, c'est bien à partir de la Communication qu'il faut penser l'intégration régionale ou comme l'explicite Germán Rey<sup>877</sup> « Si la politique ne convoque ni ne rassemble, la communication unit et identifie. » La Communication comme lien et dialogue, comme lieu d'interaction et de construction des identités amène à repenser le politique dans la relation à l'autre, une relation qui se construit de façon discursive et sur le temps long. Aujourd'hui finalement, le sujet de notre étude semble porter en lui le paradoxe d'être à la fois trop vaste et trop réduit.

---

<sup>877</sup> REY, Germán. Las otras invenciones del periodismo. Diálogos de la Comunicación. FELAFACS, 2004 n. 69. Cité par QUIROZ, María Teresa. Integración y comunicación: hacia una comunidad de ciudadanos y ciudadanas. In: ROSALES, Blanca (dir.). Comunicación para la integración: prácticas y desafíos en la región andina. Lima : Secretaria de la Comunidad Andina, 2006, p.48.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABUD, Eduardo, 2005. Algunas consideraciones sobre la genesis de la identidad hispanoamericana. *Divergencias. Revista de estudios lingüísticos y literarios*. Otoño 2005. Vol. 3, n° 2.
- AGUILAR, Alejandro, 2005. Una visión sobre la evolución de la política arancelaria del Perú y su repercusión en la CAN. In : *XVII seminario regional de política fiscal - CEPAL - Naciones Unidas*. Santiago de Chile. al 27 de enero de 2005.
- AGUILERA BLANCO, Jaime, 1986. Las telecomunicaciones en el pacto andino. *Chasqui. Revista Latinoamericana de Comunicacion*. 1986. N° 17.
- AHRWEILER, Hélène, 1998. Jean Monnet et la culture. *Le Monde* [en ligne]. Paris, 21 juin 1998. Disponible à l'adresse : [http://www.lemonde.fr/archives/article/1998/06/21/jean-monnet-et-la-culture\\_3674167\\_1819218.html?xtmc=jean\\_monnet&xtcr=2](http://www.lemonde.fr/archives/article/1998/06/21/jean-monnet-et-la-culture_3674167_1819218.html?xtmc=jean_monnet&xtcr=2)
- ALBA, [sans date]. « *Dos proyectos en lucha frontal ALCA vs ALBA* » [en ligne]. ALBA. Disponible à l'adresse : <http://www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=News&file=article&sid=568>
- ALFONZO, Alejandro, 1986. Integración y comunicación: Notas para la reflexión. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.
- AMILHAT-SZARY, Anne Laure, 2005a. Géopolitique et frontières en Amérique Latine. In : HARDY, Sébastien et MEDINA, Lucile, *L'Amérique Latine*. Paris : Editions du Temps.
- AMILHAT-SZARY, Anne Laure, 2005b. L'intégration andine et ses présupposés : la région andine existe-t-elle ? *Cahiers des Amériques Latines, IHEAL*. 2005. Vol. 3, n° 50, pp. 21-39.
- AMILHAT-SZARY, Anne Laure, 2008. Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines. In : TAGLIONI, François et THÉODAT, Jean-Marie, *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines* [en ligne]. Paris : l'Harmattan. pp. 209-228. Géographie & Cultures. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.rechercheisidore.fr/search/resource/?uri=10670.1/os850k>
- ANDERSON, Benedict, 2002. *L'imaginaire national*. Paris : La découverte.
- ANDUEZA A, José Guillermo, 1986. El Derecho en el proceso de integración subregional andino. In: *Integración y comunicación en el área andina*. Quito: CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.
- ANGOSO, Ricardo, 2011. El futuro de América Latina más allá de las cumbres y la retórica. *One Magazine* [en ligne]. 1 novembre 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.onemagazine.es/noticia/3523/sin-especificar/el-futuro-de-america-latina-mas-alla-de-las-cumbres-y-la-retorica.html>

ANSART, Pierre et DAYAN-HERZBRUN, Sonia, 1997. Pourquoi le sentiment national et comment l'étudier ? *Tumultes, Cahiers du Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques Université Paris VII - Denis Diderot*. 1997. N° 9.

APAZA, Rubén, 2008. Medios de Comunicación en Bolivia. *El Cóndor Pasa* [en ligne]. aout 2008. Disponible à l'adresse : <http://elcondorapaza.blogspot.fr/2008/08/medios-comunicacion-bolivia.html#.V-Z6GyTyQq5>

APPADURAI, Arjun, 1996. *Modernity at large : cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, Minn. : University of Minnesota Press. ISBN 0-8166-2792-4.

ARCE, Katya, ESCANDON, Pablo, LODONO, Adriana, ZETA, Rosa et MONARD, Elohim, 2009. *La integración regional en las Facultades de Comunicación andinas* [en ligne]. Lima : FELAFACS. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/publicacion-resultado.php?ed=82&id=77>

ARCE RUDON, Katya, 2009a. La comunicación para la integración: una iniciativa para la construcción de sentidos. *Punto Cero*. 2009. Vol. 18.

ARCE RUDON, Katya, 2009b. La integración andina a partir de la sociedad civil : visiones en pugna en un escenario globalizado. *Diálogos de la comunicación* [en ligne]. 2009. N° 79. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/upload/articulos/pdf/79ArceKatya.pdf>

ARCIDIACONO, Bruno, 2011. *Cinq types de paix : une histoire des plans de pacification perpétuelle: XVIIe-XXe siècles*. 1re éd. Paris : Presses universitaires de France. Publications / Graduate Institute/Geneva.

ARENDT, Hannah, 1988. *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket. ISBN 978-2-266-04387-8.

ARENDT, Hannah, 2002. *Qu'est-ce que la politique ?* Paris : Éd. du Seuil. Points Essais, 445. ISBN 978-2-02-048190-8.

AROCENA, Martin, 1986. Balance y perspectivas del Pacto Andino. In: *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. collection INTIYAN.

ARTIGAS, Alvaro, 2006. L'union fait la force : L'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud. *Notre Europe - Etudes et Recherches*. 2006. N° 54.

ASC, [sans date]. *Alternativas para las Americas* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.commonfrontiers.ca/oldsite/alts4americas/fra/fra.html>

ASCHER, François, 2000. *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs: essai sur la société contemporaine*. La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube. Monde en cours.

AYALA MORA, Enrique, 2006. *Enseñanza de la integración en los países andinos*. Lima : Secrétariat Général de la CAN.

AYESTARÁN URIZ, Ignacio, 1995. Rubert de Ventos, Xavier. Nacionalismos. El laberinto de la identidad. *Revista Internacional de los Estudios Vascos = Nazioarteko Eusko*

*Ikaskuntzen Aldizkaria = Revue Internationale des Etudes Basques*. 1995. N° 40, pp. 202-203.

AYMES, Marc et PEQUIGNOT, Stéphane, 2000. Questions d'identité : l'apport de Fredrik Barth. *Labyrinthe*. 2000. N° 7.

BACH, Daniel, 2009. Régionalismes, régionalisation et globalisation. In : *Le politique en Afrique: état des débats et pistes de recherche*. Paris : Karthala. Hommes et sociétés.

BAFOIL, François, 2014. Recomposition des territoires et intégration régionale : des développements économiques et sociaux en demi-teinte en Asie du Sud-Est. *Revue de la régulation* [en ligne]. 16 mai 2014. Vol. 15. Disponible à l'adresse : <http://regulation.revues.org/10651>

BAGEHOT, Walter, 2001. *Physics and Politics or Thoughts on the Application of the Principles of Natural Selection and Inheritance to Political Society*. Batoche Books Limited. Kitchener, Canada.

BALIBAR, Etienne, 1994. Identité culturelle, identité nationale. *Quaderni*. 1994. Vol. 22, n° 1, pp. 53-65..

BALIBAR, Etienne, 1997. Après l'utopie, l'imagination? *Le Monde*. 24 octobre 1997.

BALIBAR, Etienne, 2003. Les nouvelles frontières de la démocratie européenne. *Critique internationale*. janvier 2003. Vol. 18.

BALIBAR, Etienne, 2011. Union européenne : la révolution par en haut ? *Libération*. Paris, 22 novembre 2011.

BALZACQ, Thierry et RAMEL, Frédéric, 2013. *Traité de relations internationales*. Paris : Sciences Po, Les Presses.

BARTH, Frederik, 1995. Les groupes ethniques et leurs frontières. In : POUTIGNAT, Ph. et STREIFF-FENART, J., *Théories de l'ethnicité*. Paris : PUF. pp. 203-249.

BASTENIER, Miguel Angel, 1995. Integración Regional y Medios de Comunicación. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 17-21. DT 14 / 1995.

BECERRA, Martín et MASTRINI, Guillermo, 2009. *Los dueños de la palabra: acceso, estructura y concentración de los medios en la América Latina del siglo XXI*. Buenos Aires : Prometeo.

BEETHAM, David, 1995. Max Weber et la légitimité politique. *Revue Européenne des Sciences Sociales*. 1995. Vol. 33, n° 101, pp. 11-22.

BELTRAN S., Luis Ramiro, 1976. Políticas nacionales de comunicación en América Latina: Los primeros pasos. *Nueva Sociedad*. Agosto 1976. N° 25, pp. 4-34.

BELTRAN S., Luis Ramiro, 2005. La comunicación para el desarrollo en Latinoamérica : un recuento de medio siglo. In : *III congreso panamericano de la comunicación*. Buenos Aires. 12 juillet 2005.

BELTRAN S., Luis Ramiro, 2006. Comunicación para la democracia en Iberoamérica. Memoria y retos de futuro. In : *IX Congreso Ibercom, « El espacio iberoamericano de comunicación en la era digital »* [en ligne]. Sevilla. novembre 2006. Disponible à l'adresse : <https://telos.fundaciontelefonica.com/telos/articuloautorinvitado.asp?idarticulo=1&rev=72.htm>

BENDIX, Reinhard, 1977. *Nation-building and citizenship: studies of our changing social order*. Berkeley : University of California Press.

BENICHI, Régis, 2008. *Histoire de la mondialisation*. 3. éd. Paris : Vuibert. ISBN 978-2-7117-1429-2.

BERNAYS, Edward L, 2007. *Propaganda : comment manipuler l'opinion en démocratie*. Paris : Zones. ISBN 978-2-35522-001-2.

BERND, Zila, 1986. La quête d'identité : une aventure ambiguë. *Voix et Images*. 1986. Vol. 12, n° 1, pp. 21-26.

BERTING, Jan, 2001. Identités collectives et images de l'Autre : les pièges de la pensée collectiviste. *Hermès*. 2001. N° 30.

BETHEL, Leslie (éd.), 1990. *Historia de América Latina*. Barcelona : Crítica, Grijalbo-Mondadori.

BHAGWATI, Jagdish, 1995. *US Trade Policy: The Infatuation with FTAs* [en ligne]. 1995. Columbia University Academic Commons. Disponible à l'adresse : <http://hdl.handle.net/10022/AC:P:15619>.

BIRCH, Anthony Harold, 1989. *Nationalism and national integration*. Londres : Unwin Hyman.

BIRLE, Peter, 2008. Muchas voces, ninguna voz : Las dificultades de América Latina para convertirse en un verdadero actor internacional. *Nueva Sociedad*. mars 2008. Vol. 214.

BIZIOU, Michaël, 2004. De la société civile à la société mondiale. *Cités*. 2004. N° 17, pp. 13-23.

BIZZOZERO, Lincoln, 2006. *La contribución de los intelectuales en la construcción de una identidad sudamericana* [en ligne]. 2006. CERCAL. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.cedep.ifch.ufrgs.br/CERCAL-contribucion%20intelectuales.pdf>

BLOM, Amélie et CHARILLON, Frédéric, 2001. *Théories et concepts des relations internationales*. Paris : Hachette supérieur. ISBN 978-2-01-145384-6.

BOISSEAU, Claire, 2006. *La dimension cognitive du régionalisme en Amérique Latine : Essai de comparaison entre l'inspiration bolivarienne et l'identité mexaméricaine*. IEP de Bordeaux.

BOISTEL, Philippe, 2005. La communication événementielle, plus stratégique que commerciale. *Management & Avenir*. 2005. Vol. 6, n° 4, pp. 27. DOI 10.3917/mav.006.0027.

BOLIVAR, Simon, 1819. *Discurso de Angostura* [en ligne]. 15 février 1819. Disponible à l'adresse : <http://www.bibliotecanacional.gov.co/content/discurso-de-angostura>

- BOLIVAR, Simon, 2010. *Carta de Jamaica*. 2010. Ministerio del poder popular para la comunicación y la información del Venezuela.
- BON, Pierre, 2001. L'Etat en Amérique Latine. *Pouvoirs*. 2001. N° 98, pp. 17-36.
- BOUCHARD, Gérard, 2001. *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde: essai d'histoire comparée*. Boréal.
- BOUTEILLE, Christian et CASTENEDA, Marisol, 2010. *SOCICAN. Tejiendo redes andinas*. Lima : Secretaria General de la Comunidad Andina.
- BOUTEILLE, Christian, 2009. Ciudadanía y sociedad civil: reflexiones para una renovación democrática en la construcción regional. In : CONTRERAS BASPINEIRO, Adalid, *40 anos de integración andina : avances y perspectivas*. Secretaría General de la Comunidad Andina. pp. 172-196. Revista de la Integración, 4.
- BRAUDEL, Fernand, 2000. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe-XVIIIe siècle : Tome 3 : le temps du monde*. Paris : Livre de Poche.
- BRUBAKER, Rogers, 2001. Au-delà de L'« identité ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 2001. Vol. 139, n° 1, pp. 66-85.
- BRUNEL, Sylvie, 2007. Qu'est ce que la mondialisation ? *Sciences Humaines*. mars 2007. Vol. 180.
- BRUNELLE, Dorval et DAGENNAIS, Vincent, 2004. Bilan de la consultation populaire sur le projet de ZLEA menée par les mouvements sociaux à travers les Amériques. *Observatoire des Amériques* [en ligne]. 2004. N° 3. Disponible à l'adresse : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id\\_article=1285](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id_article=1285)
- BUSSI, Michel, 2006. L'identité territoriale est-elle indispensable à la démocratie ? *L'Espace géographique*. avril 2006. N° 35, pp. 334-339.
- BUSTAMENTE, Fabian, 2006. Reflexiones sobre la identidad y modernidad latinoamericana. *Hablemos de Historia* [en ligne]. 8 avril 2006. Disponible à l'adresse : [www.hdhistoria.uni.cc/archivos/reflexiones-sobre-la-modernidad-e-identidad-latinoamericana%5D](http://www.hdhistoria.uni.cc/archivos/reflexiones-sobre-la-modernidad-e-identidad-latinoamericana%5D)
- BUSTAMENTE NEWBALL, Jenny, 2009. La televisión, Mediaciones y Audiencias en Frontera : Espacios Interculturales para la Integración. *Dialogos de la comunicacion* [en ligne]. 2009. N° 79. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/upload/articulos/pdf/79BustamanteJenny.pdf>
- BUSTOS SANCHEZ, Claudia, 2003. *La prensa escrita colombiana y el proceso de la integración andina*. Madrid : Universidad Complutense.
- BUSTOS SANCHEZ, Claudia, 2010. La Comunidad Andina: historia de sueños y desencuentros. Una visión construida desde la prensa de Colombia. *Diálogos de la comunicación* [en ligne]. juin 2010. N° 79. Disponible à l'adresse : [http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2005/dupeyrix\\_a/info](http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2005/dupeyrix_a/info)



CAETANO, Gerardo, VENTURA, Delsy, ONUKI, Janina et SANT'ANA LIMA, Liza, 2008. *Las negociaciones entre la Unión Europea y América Latina. Dos visiones complementarias*. Montevideo : CEFIR.

CAF, 2015. *CAF 2014, Informe Anual* [en ligne]. Caracas : CAF. Disponible à l'adresse : <http://scioteca.caf.com/bitstream/handle/123456789/723/Informe%20Anual%20CAF%202014.pdf?sequence=5&isAllowed=y>

CALDERON, Sergio, 1995. Retos y Logros de los Medios de Comunicación en los Procesos de Integración. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 44-46. DT 14 / 1995.

CALHOUN, Craig, 1994. *Social Theory and the Politics of Identity*. Oxford : Blackwell.

CAMPBELL, John, 1942. nationalism and regionalism in south America. *Foreign Affairs*. octobre 1942. Vol. 21, n° 1, pp. 132-148.

CAMUS, Albert, 1952. *L'homme révolté*. Paris : Gallimard.

CAMUS, Albert, 2006. *Le mythe de Sisyphe: Essai sur l'absurde*. Paris : Gallimard. Collection folio Essais, 11. ISBN 978-2-07-032288-6.

CANALES, Guillermo, 1995. La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 68-72. DT 14 / 1995.

CANCLINI, Nestor Garcia, 2004. Diferentes, desiguales o desconectados. *Revisa CIDOB d'Afers Internacionals*. 2004. N° 66-67, pp. 113-133.

CANIZALES, Andrés, 2009. Análisis de los diarios *Vea* y *El Nacional* MERCOSUR con poca y superficial cobertura periodística. In : *InveCom 2009 - 2ndo. Congreso de Investigadores Venezolanos de la Comunicación : Comunicación, Ciudadanía y complejidad en clave latinoamericana* [en ligne]. 2009. Disponible à l'adresse : [www.invecom.org/eventos/2009/pdf/canizalez\\_a.pdf](http://www.invecom.org/eventos/2009/pdf/canizalez_a.pdf)

CARBAJO, Fernando, 1995. E proceso de construcción europea: del Carbón y el Acero a la Unión Europea Cuatro Décadas de Integración. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 22-32. DT 14 / 1995.

CARDENAS, Jorge, 2015. Fujimori y la prensa: 5 casos que nos recuerdan la censura del régimen. *La República* [en ligne]. Lima, 10 décembre 2015. Disponible à l'adresse : <http://larepublica.pe/politica/709988-fujimori-y-la-prensa-5-casos-que-nos-recuerdan-la-censura-del-regimen>

CARDY, Hélène, 1997. *Construire l'identité régionale: la communication en question*. Harmattan. ISBN 978-2-7384-5488-1.

CARDY, Hélène, 1997. Le rôle des techniques de communication dans la construction du territoire régional. *Quaderni*. hiver - 1998 1997. N° 34, pp. 111-127.

- CASAS CASAS, Andrés et ELVIRA CORREA, Maria, 2007. ¿Que pasa con la Comunidad Andina de Naciones (CAN)? *Papel Político Bogotá*. juillet 2007. Vol. 12, n° 2, pp. 591-632.
- CASAS GRAGEA, Ángel Maria, 2002. La economía política internacional de la nueva integración regional de las Américas: el caso de la Comunidad Andina. *Integración & Comercio*. juin 2002. Vol. 6, n° 16, pp. 97-163.
- CASTANEDA, Marisol, 2008. *Programa Radio Voces Integradoras* [en ligne]. [Programa Radio Voces Integradoras]. novembre 2008. [Consulté le 14 février 2015]. Disponible à l'adresse : <http://aler.org/labitacora/wp-content/uploads/2008/11/voces-integradoras.mp3>
- CASTANIER, Julia, COMMET, Mathieu, LAZREG, Nordin et MARIN, Agathe, 2007. *La communication institutionnelle de l'ALBA. Des principes affichés à la réalité de l'action*. Analyse. Paris : OPALC.
- CASTELLS, Manuel, 1999. *Le pouvoir de l'identité*. Paris : Fayard.
- CASTELLS, Manuel, 2001. *L'ère de l'information*. [Paris] : Fayard.
- CEFIR, 1993. *La Integración Regional en América Latina y Europa: Objetivos Estratégicos y Refuerzo de las Capacidades de Respuesta*. 1993. CEFIR.
- CEFIR (éd.), 1995. *La integración regional y los medios de comunicación : implicaciones y desafíos* [en ligne]. 1995. CEFIR. Disponible à l'adresse : [http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT\\_14.pdf](http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT_14.pdf)
- CEFIR (éd.), 1996. *El Foro Consultivo Económico-Social del MERCOSUR y las Dimensiones Sociales de la Integración* [en ligne]. 1996. CEFIR. Disponible à l'adresse : [http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT\\_14.pdf](http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT_14.pdf)
- CEFIR (éd.), 1997. *Integración regional, estrategias de comunicación y desafíos de formación : perspectivas para la información pública* [en ligne]. 1997. CEFIR. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT\\_21.pdf](http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT_21.pdf)
- CELI, Pablo, 2007. El área andina : entre la geopolítica regional y las vicisitudes nacionales. *Quórum*. 2007. N° 19.
- CEPAL, 1997. *panorama de la inserción internacional de américa latina y el caribe*. Santiago de Chile : CEPAL.
- CEPAL, 2015. *La nueva revolución digital. De la Internet del consumo a la Internet de la producción*. Santiago , Chile : Naciones Unidas.
- CHAMOISEAU, Patrick et GLISSANT, Edouard, 2009. La créolisation et la persistance de l'esprit colonial. *Cahiers sens public*. 2009. N° 10, pp. 25-33.
- CHANG RODRIGUEZ, Eugenio, 2007. Identidad e integración. In : *Una vida agónica : Víctor Raúl Haya de la Torre*. Lima : Fondo editorial del congreso del Peru. pp. 291-304.
- CHANIAL, Philippe, 1996. L'éthique de la communication : une politique des droits démocratiques ? *Quaderni*. 1996. Vol. 28, n° 1, pp. 147-156. DOI 10.3406/quad.1996.1557.

CHOPIN, Thierry, 2015. *La fracture politique de l'Europe: Crise de légitimité et déficit politique*. Luxembourg : Promoculture. Études Parlementaires. ISBN 978-2-87974-798-9.

CHOPIN, Thierry, 2015. Pour une théorie de la politisation de l'Union européenne. In : *Congrès AFSP* [en ligne]. Aix en Provence. 2015. Disponible à l'adresse : [www.congres-afsp.fr/st/st29/st29chopin.pdf](http://www.congres-afsp.fr/st/st29/st29chopin.pdf)

CIESPAL (éd.), 1986. *Integración y comunicación en el área andina. Actas del coloquio « Integración y Comunicación: desafíos del futuro » dado en Bogotá en noviembre 1985*. Quito : CIESPAL. colección INTIYAN.

COLOMBO, Natalia, LOPEZ, Marta et ALFONSO, Elena, [sans date]. *Los medios de comunicación y la construcción de la opinión pública a través del discurso: el caso de la integración regional del Mercosur en relación con el Alca*. Instituto para el estudio de América Latina y el MERCOSUR.

COMMISSION EUROPÉENNE, 2007. E/2007/678: *Communauté Andine. Document de stratégie régionale 2007-2013* [en ligne]. Bruxelles : Commission Européenne. Disponible à l'adresse : [eeas.europa.eu/andean/rsp/07\\_13\\_fr.pdf](http://eeas.europa.eu/andean/rsp/07_13_fr.pdf)

CONSEJO PRESIDENCIAL ANDINO, 2002. *Documentos de las Reuniones del Consejo Presidencial Andino (1989-2002)*. Lima : Secretaria General de la Comunidad Andina.

CONTRERAS BASPINEIRO, Adalid (éd.), 2009. *40 años de integración andina : avances y perspectivas*. Lima, Perú : Secretaria General de la Comunidad Andina. Revista de la Integración, 4.

CONTRERAS BASPINEIRO, 2010. Somos mucho más que dos. Relaciones entre comunicación e integración. *Diálogos de la comunicación*. Juin 2010. N° 79.

COORDINADORA NACIONAL DE RADIOS, 2010. *La comunicación como dimensión de la integración andina. Estrategia de comunicación del proyecto SOCICAN*. Lima : CNR. Proyecto SOCICAN.

CORREA, Rafael, 2008. *Una Comunidad Andina para los ciudadanos Un Proyecto para la Integración Integral de Nuestros Pueblos* [en ligne]. septembre 2008. Disponible à l'adresse : [www.comunidadandina.org/documentos/docIA/unaCANparaCIUDADANOS.pdf](http://www.comunidadandina.org/documentos/docIA/unaCANparaCIUDADANOS.pdf)

CORTES LUTZ, Guillermo, 2008. La guerra del pacífico: Los Graves Errores en la enseñanza de la Historia y su distorsión en los Sistemas Educativos en Chile, Perú y Bolivia. *antroposmoderno* [en ligne]. 24 janvier 2008. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.antroposmoderno.com/antro-articulo.php?id\\_articulo=1116](http://www.antroposmoderno.com/antro-articulo.php?id_articulo=1116)

COSIPLAN, 2016. *Informe de Actividades 2015* [en ligne]. IIRSA. Disponible à l'adresse : <http://www.flipsnack.com/IIRSA/informe-de-actividades-del-cosiplan-2015.html>

CÔTÉ, Jean-François, LESEMANN, Frédéric et CUCCIOLETTA, Donald, 2001. *Le grand récit des Amériques: polyphonie des identités culturelles dans le contexte de la continentalisation*. Presses Université Laval. ISBN 978-2-89224-329-1.

COUSSY, Jean, 1996. Causes économiques et imaginaires économiques de la régionalisation. *Cultures & Conflits*. 1996. Vol. 21-22, pp. 347-372.

COUTANT, Alexandre et STENGER, Thomas, 2010. Les réseaux sociaux numériques : des discours de promotion à la définition d'un objet et d'une méthodologie de recherche. *Hermès - Journal of Language and Communication Studies* [en ligne]. 2010. N° 44. Disponible à l'adresse : <http://www.asb.dk/article.aspx?pid=2437>

CRUZ, Anabel, 2005. *Las tecnologías de la información y la comunicación para la integración social en América Latina* [en ligne]. Fondo Regional para la Innovación Digital en América latina (FRIDA). Nuevas tecnologías para la integración social en América Latina. Disponible à l'adresse : [http://lasociedadcivil.org/uploads/ciberteca/informe\\_final\\_de\\_investigacin.pdf](http://lasociedadcivil.org/uploads/ciberteca/informe_final_de_investigacin.pdf)

CUEVAS RAMIREZ, Roberto, 1986. La comunicación como apoyo a la integración: Un balance de experiencias. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.

CUEVAS RAMIREZ, R. 1981. *El Grupo Andino y la comunicación social*. Asociación de Periodistas de La Paz.

DABENE, Olivier, 1998. 45: *L'intégration régionale dans les Amériques Economie politique de la convergence*. Paris : CERI. Les études du CERI.

DABENE, Olivier (éd.), 2006a. *Atlas de l'Amérique latine*. Paris : éditions autrement.

DABÈNE, Olivier, 2006. *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*. Paris : Armand Colin.

DABENE, Olivier, 2007. Virage à gauche et intégration régionale en Amérique latine. *Transcontinentales* [en ligne]. 2007. N° 4. [Consulté le 24 octobre 2012]. Disponible à l'adresse : <http://transcontinentales.revues.org/595>

DABENE, Olivier (éd.), 2009. 1969. Latino-américanisme, intégration et désintégration en Amérique latine. *Amerique Latine Politique Outlook*. 2009. Vol. 2009, pp. 18-21.

DABENE, Olivier, 2009a. Intégration Régionale - Approches théoriques. *OPALC - Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes* [en ligne]. 6 janvier 2009. Disponible à l'adresse : <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/approches-theoriques>

DABENE, Olivier, 2009b. Intégration Régionale - Définitions. *OPALC - Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes* [en ligne]. 6 janvier 2009. Disponible à l'adresse : [http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=152&Itemid=181](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=152&Itemid=181)

DABENE, Olivier, 2009c. Intégration Régionale - trajectoire historique. *OPALC - Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes* [en ligne]. 6 janvier 2009. Disponible à l'adresse : [http://www.opalc.org/web/index.php?option=com\\_content&view=article&id=152&Itemid=181](http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=152&Itemid=181)

DABENE, Olivier, 2010. L'Amérique latine en 2010 : détente et crispation. Un condensé de deux cents ans d'histoire. *Les études du CERI*. 2010. pp. 4-7.

DACHEUX, Éric, 1994. *Les stratégies de communication persuasive dans l'Union européenne*. Paris : Harmattan. Collection « Logiques sociales ». ISBN 978-2-7384-2968-1.

DACHEUX, Éric, 2004. *L'Europe qui se construit: réflexions sur l'espace public européen*. 2. éd. Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Etienne. Collection Europe.

DACHEUX, Éric, 2004a. *L'impossible défi: la politique de communication de l'Union européenne*. Paris : CNRS Editions. CNRS science politique. ISBN 978-2-271-06208-6.

DACHEUX, Éric, 2011. *La communication*. Paris : CNRS éditions. ISBN 978-2-271-06989-

DACHEUX, Éric, 2009. *Les sciences de l'information et de la communication*. Paris : CNRS Éditions. ISBN 978-2-271-06873-6.

DACHEUX, Éric, 2008. *L'espace public*. Paris : CNRS éd. ISBN 978-2-271-06720-3.

DAGENAIS, Bernard, 1998. *Le plan de communication: l'art de séduire ou de convaincre les autres*. Sainte-Foy [Québec : Presses de l'Université Laval. ISBN 978-2-7637-7599-9.

D'ARCY, Kevin, 1997. Características de la Información sobre Integración en el Contexto de la Transnacionalización de las Relaciones Políticas y Económicas: Perspectivas Europeas. In : *Integración regional, estrategias de comunicación y desafíos de formación : perspectivas para la información pública* [en ligne]. CEFIR. pp. 3-14. Documents de travail du CEFIR, 21. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT\\_21.pdf](http://cefir.org.uy/wp-content/uploads/2009/07/DT_21.pdf)

DEBARBIEUX, Bernard, 2006. Prendre position : réflexions sur les ressources et les limites de la notion d'identité en géographie. *L'Espace géographique*. avril 2006. N° 35, pp. 340-354.

DEBLOCK, Christian et TURCOTTE, Sylvain F., 2003. Chronique 03-17: *les négociations hémisphériques : un face à face Brésil Etats-Unis*. Montréal : Observatoire des Amériques.

DEBLOCK, Christian, 2005. Régionalisme économique et mondialisation : que nous apprennent les théories? *Cahiers de Recherche - CEIM*. octobre 2005.

DEL POZO, José, 2010. L'Amérique latine dans son bicentenaire : la construction d'une région. *La Chronique des Amériques*. 2010. N° 6.

DELAVICTOIRE, Quentin, [sans date]. *Retour sur les concepts de citoyenneté et d'espace public chez Hannah Arendt et Jürgen Habermas pour penser la continuité du politique de l'Antiquité à la Modernité*.

DELEUZE, Gilles et GUATTARI, Félix, 1976. *Rhizome: introduction*. Paris : Éditions de Minuit.

DELPORTE, Christian, 2006. De la propagande à la communication politique : le cas français. *Le Débat*. 2006. N° 138, pp. 30-45.

DEMELAS, Danièle, 1980. *Nationalisme sans nation? La Bolivie aux XIXe et XXe siècles*. Toulouse : Editions du CNRS.

DENOIT, Nicole et GALINON-MELENEC, Béatrice, 2000. Europe et communication : le labyrinthe. *Communication et Organisation* [en ligne]. 2000. N° 17. [Consulté le 27 mars 2012]. Disponible à l'adresse : <http://communicationorganisation.revues.org/2309>

DESHAIES, Denise et VINCENT, Diane, 2004. *Discours et constructions identitaires*. Presses Université Laval. ISBN 978-2-7637-8189-1.

DEUTSCH, Karl W., 1966. *Nationalism and social communication: an inquiry into the foundations of nationality*. M.I.T. Press. ISBN 978-0-262-54001-8.

DEUTSCH, Karl, W., 1968. *Political Community and the North Atlantic Area. International Organization in the Light of Historical Experience*, Princeton (NJ), Princeton University Press.

DEUTSCH, Karl W., 2006. *Political Community At The International Level*. ECKO House Publishing. ISBN 978-1-4276-1109-3.

DI MEO, Guy, 1998. *Extrait de Géographie sociale et territoire* [en ligne]. 1998. Nathan. Disponible à l'adresse : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article485>

DI MEO, Guy, 1999. Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales. *Cahier de géographie du Québec*. avril 1999. Vol. 43, n° 18, pp. 75-93.

DIAZ BARRADO, Castor, 2009. *La cultura en la cooperacion e integraci3n iberoamericana: textos, análisis y comentarios*. Madrid : Plaza y Valdes Editores. Cuadernos iberoamericanos de integraci3n, 6.

DIAZ DUARTE, Luiz Fernando, 2003. La nature nationale : entre l'universalisme scientifique et la particularité symbolique des nations. *Civilisations*. 2003. Vol. 2, n° 52.

DIECKHOFF, Alain et JAFFRELOT, Christophe, 2004. La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation. *Critique internationale* [en ligne]. 2004. N° 23. [Consulté le 28 septembre 2011]. DOI 10.3917/crii.023.0125. Disponible à l'adresse : [http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=CRII\\_023\\_0125](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=CRII_023_0125)

DIECKHOFF, Alain et JAFFRELOT, Christophe (éd.), 2006. *Repenser le nationalisme: théories et pratiques*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques. Mondes.

DIECKHOFF, Alain et JAFFRELOT, Christophe, 2004. Vers un monde postnational ? *Critique internationale* [en ligne]. 2004. N° 23. [Consulté le 28 septembre 2011]. DOI 10.3917/crii.023.0125. Disponible à l'adresse : [http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=CRII\\_023\\_0125](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=CRII_023_0125)

DIECKHOFF, Alain, 2006. Des nationalismes au post-nationalisme? In : *Les relations internationales*. Paris : La documentation française. Les notices de la documentation Française.

DORAIS, Louis-Jacques, 2004. La construction de l'identité. In : DESHAIES, Denise et VINCENT, Diane, *Discours et constructions identitaires*. Québec : Presses de l'Université Laval.

DRAINVILLE, André, 1997. Continental Integration and Civil Society in the Americas. *Social Justice*. 1997. Vol. 24, n° 1, pp. 120-128.

DUBAR, Claude, 2002. L'articulation des temporalités dans la construction des identités personnelles: questions de recherche et problèmes d'interprétation. *Temporalistes* [en ligne]. 2002. N° 44. Disponible à l'adresse : [http://www.sociologics.org/temporalistes/indarch.php?page2=dubar\\_n44\\_02](http://www.sociologics.org/temporalistes/indarch.php?page2=dubar_n44_02)

DUPEYRIX, Alexandre, 2005. *La conception de la citoyenneté chez Jürgen Habermas : une éthique de la responsabilité ?* Etudes germaniques. Lyon 2.

DUPIN, Antoine, 2010. *Communiquer sur les réseaux sociaux les méthodes et les outils indispensables pour vos stratégies de communication sur les médias sociaux*. Limoges : FYP éditions. ISBN 978-2-916571-44-7.

DURKHEIM, Emile, 1970. *La science sociale et l'action*. Paris : PUF.

ECHINARD, Yann et GUILHOT, Laetitia, 2007. *Le « nouveau régionalisme » : de quoi parlons-nous ?* mai 2007. LEPII, Laboratoire d'économie de la production et de l'intégration internationale.

ELBAZ, Mikhaël et HELLY, Denise, 1995. « Modernité et postmodernité des identités nationales ». *Anthropologie et Sociétés*. 1995. Vol. 19, n° 3, pp. 15-35.

ELHERS, Freddy, 1986. Nuestra América : un programa de 5 países al servicio de la integración. *Chasqui*. janvier 1986. Vol. 17, n° 17.

ÉRASME et LABRE, Chantal, 2004. *Plaidoyer pour la paix*. Paris : Arléa. ISBN 978-2-86959-689-4.

ESCARPIT, Robert, 1992. Appartenance et communication. *Communication et Organisation* [en ligne]. 1992. N° 1. Disponible à l'adresse : <http://communicationorganisation.revues.org/1348>

ESPINOSA, Christian, 2010. La Comunidad Andina en las Redes Sociales. *Cobertura Digital* [en ligne]. 19 novembre 2010. Disponible à l'adresse : <http://www.cobeturadigital.com/2010/11/19/la-comunidad-andina-en-las-redes-sociales/>

ESTRADES, Carme, 2006. opinion pública y Mercosur : conocimiento y apoyo de los uruguayos al proceso de integración regional. *Revista uruguaya de ciencia política*. 2006. N° 15, pp. 107-127.

EUROPEAN COMMISSION et DIRECTORATE-GENERAL FOR PRESS AND COMMUNICATION, 2002. *Construire l'Europe des peuples: L'Union européenne et la culture*. Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes.

FAUSTINO SARMIENTO, Domingo, 1874. *Facundo o Civilización y Barbarie en las pampas argentinas* [en ligne]. Paris : Hachette et CIA. Disponible à l'adresse : <http://www.proyectosarmiento.com.ar/trabajos.pdf/facundo.pdf>

FAWCETT, Louise, 2012. *The History and Concept of Regionalism* [en ligne]. 2012. European Society of International Law (ESIL) Conference Paper Series No. 4/2012. Disponible à l'adresse : <http://ssrn.com/abstract=2193746>

FERNÁNDEZ DE SOTO, Guillermo, 2003. *La nueva integración Andina : discursos y artículos*. Colombia : Comunidad Andina, Secretaria General. ISBN 978-9972-787-12-6.

FERRERO, Guglielmo (1871-1942), 1945. *Pouvoir, les génies invisibles de la cité / Guglielmo Ferrero* [en ligne]. [Consulté le 18 juin 2016]. Disponible à l'adresse : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k831149>

FERRER PIZARRO, Raisa, 2012. Entretien a Jorge Acevedo: Medios y poder político en el Perú. *Boletín PeruDebate* [en ligne]. Aout 2012. Vol. 1, n° 4. Disponible à l'adresse : [http://perudebate.pe/sites/default/files/medios\\_y\\_poder\\_politico.pdf](http://perudebate.pe/sites/default/files/medios_y_poder_politico.pdf)

FERRY, Jean Marc, 2003. 10 thèses sur « la question de l'Etat européen ». *Droit & Société*. 2003. N° 53, pp. 13-27.

FERRY, Jean Marc, 2006. L'Europe qui se fait voudrait-elle dévorer ses nations? *Controverses*. octobre 2006. N° 3, pp. 27-42.

FERRY, Jean-Marc, 1997a. Pour une démocratie participative. *Temps européens. La revue du Centre Européen de la Culture*. Printemps 1997.

FERRY, Jean-Marc, 1997b. Quel patriotisme au delà des nationalismes? Reflexion sur les fondements motivationnels d'une citoyenneté européenne. In : BIRNBAUM, P, *Sociologie des nationalismes*. Paris : PUF.

FERRY, Jean-Marc, 2000a. La démocratie au delà des nations. Réflexions sur la citoyenneté européenne et ses limites. In : *Raison pratique et sociologie de l'éthique. (Hommage à Paul Ladrière)*. Paris : CNRS Editions.

FERRY, Jean-Marc, 2000. *La question de l'Etat européen*. Paris : Gallimard. NRF essais.

FERRY, Jean-Marc, 2001. Devenons des patriotes européens. *Le Monde des débats / Le Nouvel Observateurs*. mars 2001. N° 23.

FERRY, Jean-Marc, 2004. Face à la question européenne, quelle intégration postnationale ? *Critique internationale*. 2004. Vol. 23, pp. 81.

FERRY, Jean-Marc, 2006. Du politique au-delà des nations. *Politique européenne*. 2006. N° 19, pp. 5-20.



- FERRY, Jean-Marc, 2011. *À propos des « États-Unis d'Europe ». Quelques réflexions critiques. Dialogue avec Joschka Fischer* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : [users.skynet.be/jean.marc.ferry/Cfce290.pdf](http://users.skynet.be/jean.marc.ferry/Cfce290.pdf)
- FIALA, Pierre et HONORÉ, Jean-Paul, 2010. Filiations, polyphonie, théâtralité. Figures politiques tutélaires en Amérique latine. *Mots. Les langages du politique* [en ligne]. 2010. N° 93. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-mots-2010-2-page-5.htm>
- FLORES GUEVARA, Gustavo, 1986. Labor de la Junta del Acuerdo de Cartagena en información. In: *Integración y comunicación en el área andina*. Quito: CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.
- FOLCHER, Fernando D., 2000. Ciudadanía y multiculturalidad : algunas reflexiones sobre la obra de Will Kymlicka. In : *VI congreso argentino de antropología social*. Mar del Plata. 14 septembre 2000.
- FOUCHER, Michel, 1991. *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*. Paris : Fayard.
- FOURNY, Marie Christine, 2009. Ces lieux qui nous habitent. Identité des territoires, territoire des identités. Sous la direction de France Guerin-Pacé et Elena Filippova. *Géocarrefour* [en ligne]. 2009. N° 84/1-2. [Consulté le 28 avril 2012]. Disponible à l'adresse : <http://geocarrefour.revues.org/6722>
- FRAERMAN, Alicia, 2005. *Iberoamerica :El mañana es hoy*. Madrid : Editorial Comunica. Serie de Documentos.
- FRANCK, Robert, 2001. Une histoire problématique, une histoire du temps présent. *Vingtième Siècle*. septembre 2001. N° 71, pp. 79-90.
- FRANK, Andre Gunder, 1998. *ReOrient: global economy in the Asian Age*. Berkeley : University of California Press.
- FREUD, Sigmund, 1971. *Malaise dans la civilisation*. Paris : Presses Universitaires de France.
- FRIENDS OF THE MST, 2002. *Declaration, Jubilee-South/Brazil: National Plebiscite on the FTAA and Alcantara* [en ligne]. 20 septembre 2002. Disponible à l'adresse : <http://www.oocities.org/ericquire/articles/ftaa/fmst020925.htm>
- FUGIER, Pascal, 2007. Les trois dimensions sociales de l'identité personnelle : réelle, symbolique et imaginaire. *Interrogations - revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société*. Juin 2007. N° 4.
- FUKUYAMA, Francis, 2008. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. [Paris] : Flammarion. ISBN 978-2-08-121902-1.
- GAILLARD, Jean Michel, 2002. Comment la planète est devenue un village. *L'Histoire*. novembre 2002.
- GALLEANO, Eduardo, 1993. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*. Paris : Pocket.

GARCIA CANCLINI, Nestór, 2000. La globalización: ¿productora de culturas híbridas? In : *Actas del III congreso latinoamericano IASPM-LA* [en ligne]. Bogota : IASPM. 2000. Disponible à l'adresse : <http://www.uc.cl/historia/iaspm/pdf/Garciacanclini.pdf>

GARCIA CANCLINI, Nestór, 2009. Cultures hybrides et stratégies de communication. In : *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*. Paris : CNRS éditions.

GARGUREVICH, Juan, 1999. De periodistas a comunicadores : crónica de una transición de nuestro siglo. *Dialogos de la communication*. 1999. N° 54, pp. 90-103.

GAUCHON, Pascal et GERVAISE, Yves, 2005. *Le nouveau monde géopolitique des Amériques*. Paris : Presses Universitaires de France. ISBN 978-2-13-054873-7.

GELLNER, Ernest, 1965. *Thought and Change*. Chicago : The university of Chicago Press.

GELLNER, Ernest, 1989. *Nations et nationalisme*. Paris : Payot. Bibliothèque historique Payot. ISBN 978-2-228-88216-3.

GENEYRO, Ruben Alberto et VAZQUEZ, Mariana, 2006. La ampliación de la agenda política y social para el Mercosur actual. *Aldea Mundo* [en ligne]. 2006. Vol. 11, n° 20. Disponible à l'adresse : <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=54302002>

GIACALONE, Rita, 2007. Identidad e integración regional : el caso de la comunidad sudamericana de naciones (CSN). In : *IV simposio internacional sobre integración regional* [en ligne]. Barquisimeto : UCLA. 17 octobre 2007. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.ucla.edu/ve/dac/IVSimposioIntegracion/RGiacalone.pdf>

GIAVEDONI, Dario, 2010. Los medios en Bolivia: mapa y legislación de los medios de comunicación. *La revista del CCC* [en ligne]. mai 2010. N° 9/10. Disponible à l'adresse : <http://www.centrocultural.coop/revista/articulo/169/>

GIESEN, B et EISENSTADT, S.N., 1995. The construction of collective identity. *Archives européennes de sociologie*. 1995. Vol. 36, n° 1, pp. 72-102.

GILHODES, Pierre, 1971. Le conflit entre la Colombie et le Venezuela : quelques arpents d'eau salée ? *Revue française de science politique*. 1971. Vol. 21, n° 6, pp. 1272-1289.

GILSON, Jean, 2002. *Asia Meets Europe: Interregionalism and the Asia-Europe Meeting*. Cheltenham : Edward Elgar.

GIULIANI, Jean-Dominique, 2005. La nation est-elle dépassée? *Jean-Dominique Guliani* [en ligne]. 3 décembre 2005. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.jd-giuliani.eu/fr/article/cat-4/21\\_La-nation-est-elle-depassee.html](http://www.jd-giuliani.eu/fr/article/cat-4/21_La-nation-est-elle-depassee.html)

GODOY, Horacio et GONZALEZ ARANA, Roberto, 2009. la crisis de la CAN el caso de los actores internos. *Investigacion y desarrollo*. 2009. Vol. 17, n° 2, pp. 350-367.

GOGIN SIAS, Gina, 2010. Percepción, sentidos y significados de la CAN y la integración : Estudios cualitativos en público universitario. *Diálogos de la comunicación*. 2010. N° 79.

GONZALEZ ESPINOZA, Maria Fernanda et FIALA, Pierre, 2010. Le discours chavézien, le fondement d'une nouvelle gauche andine? *Mots. Les langages du politique*. 2010. N° 93.

GRACIA PERIS, Angel, FRANCO PEREZ, Julio et BLANCO FRIAS, Jorge, 2010. *Los desafíos de la integración para la región andina*. abril 2010. Coordinadora de centrales sindicales andinas.

GRANDI, Jorge, 1996. La integración en América Latina : Desafíos de Fin de Siglo y Capacidades de Respuesta. In : *El Foro Consultivo Económico-Social del MERCOSUR y las Dimensiones Sociales de la Integración*. CEFIR.

GRANDI, Jorge, 1997. Déficit democrático y social en los procesos de integración. *revista de estudios internacionales*. juillet - décembre 1997. Vol. 30, n° 119-120, pp. 423-461.

GRANELL, Francisco, 1979. Realizaciones y futuro de la CEE y su paralelismo con el Grupo Andino. *Integración Latinoamericana*. aout 1979. Vol. 4, n° 38, pp. 45-51.

GROOSCORS, Guido, 1986. Comunicación e Integración. Algunas ideas con respecto al papel de la comunicación para la integración. In: *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.

GROS, Christian, 2001. Métissage et Identité. La mosaïque des populations et les nouvelles demandes ethniques. *Pouvoirs*. 2001. N° 98.

GRUPO DE REDACTORES ECONOMICOS DE BOGOTA, 1986. Crisis de la información o de la integración. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.

GUEORGUIEVA, Valentina, 2004. *La connaissance de l'indéterminé. Le sens commun dans la théorie de l'action* [en ligne]. Sociologie. Université de Laval. Disponible à l'adresse : [archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/21927/21927.pdf](http://archimede.bibl.ulaval.ca/archimede/fichiers/21927/21927.pdf)

GUERIN, Francis, 2004. Le concept de communauté : une illustration exemplaire de la production des concepts en sciences sociales ? In : *13e Conférence de l'AIMS*. Normandie. Vallée de Seine. 3 et 4 juin 2004.

GUERIN PACE, France et GUERMOND, Yves, 2006. Identité et rapport au territoire. *L'Espace géographique*. 2006. N° 35, pp. 289-290.

GUERIN PACE, France, 2006. Sentiment d'appartenance et territoires identitaires. *L'Espace géographique*. avril 2006. N° 35, pp. 298-308.

GUERMOND, Yves, 2006. L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique. *L'Espace géographique*. avril 2006. N° 35, pp. 291-297.

GUEVARA, Erica, 2010. La crise de la représentation médiatique en Amérique Latine. *amériquelatine politicaloutlook 2010* [en ligne]. 2010. Disponible à l'adresse : [http://www.opalc.org/web/images/stories/political\\_outlook/2010/Medias.pdf?c9ae27c2f1d8f1528bf1ec58a79711c6=6c3a055ef7622b96d650a8ebad49b145](http://www.opalc.org/web/images/stories/political_outlook/2010/Medias.pdf?c9ae27c2f1d8f1528bf1ec58a79711c6=6c3a055ef7622b96d650a8ebad49b145)

GUTIÉRREZ ESCUDERO, Antonio, 2005. Simón Bolívar: aproximación al pensamiento del Libertador. *Araucaria. Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*. Segundo semestre de 2005. Vol. Año 8, n° 14.

- HAAS, Ernst, 1970. The study of regional integration: reflections on the joy and anguish of pretheorizing. *International Organization*. Automne 1970. Vol. 24, n° 4, pp. 607-646.
- HABERMAS, Jürgen, BURGER, Thomas et LAWRENCE, Frederick G, 1989. *The structural transformation of the public sphere: an inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- HABERMAS, Jürgen et ROCHLITZ, Rainer, 1998. *L'intégration républicaine: essais de théorie politique*. Paris : Fayard.
- HABERMAS, Jürgen, 2012. *Raison et légitimité*. Paris: : Payot.
- HABERMAS, Jürgen, 1987. *Théorie de l'agir communicationnel: Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. Fayard.
- HABERMAS, Jürgen, 2000. *Après l'État-nation: une nouvelle constellation politique*. Fayard. ISBN 978-2-213-60553-1.
- HALL, Stuart, 2009. Une perspective européenne sur l'hybridation : éléments de réflexion. In : *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*. Paris : CNRS éditions.
- HALPERN, Catherine, 2009. *Identité(s) l'individu, le groupe, la société*. Auxerre : Sciences humaines éditions. ISBN 978-2-912601-86-5.
- HEDETOFT, Ulf, 1995. *Signs of nations: studies in the political semiotics of self and other in contemporary European nationalism*. Aldershot ; Brookfield, Vt., USA : Dartmouth Pub. Company. ISBN 978-1-85521-669-3.
- HEINE, Sophie, 2007. Patriotisme constitutionnel. In : BOURDEAU, V. et MERRILL, R., *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.dicopo.fr/spip.php?article94>
- HELÍ ROJAS JIMÉNEZ, Héctor, 2011. La crisis de la Comunidad Andina. *El blog de la integracion* [en ligne]. 27 avril 2011. [Consulté le 23 juillet 2016]. Disponible à l'adresse : <http://hectorhelirojas.blogspot.com/2011/04/la-crisis-de-la-comunidad-andina.html>
- HERRERA, Felipe, 1965. Perspectives de l'intégration en Amérique latine. *Tiers-Monde*. 1965. Vol. 6, n° 23, pp. 757-775.
- HERRERA, Washington, 1986. Crisis de integración e información - entrevista. *Chasqui*. janvier 1986. Vol. 17, n° 17.
- HIDALGO VALDICIA, Manuel, 2010. Le temps de l'intégration politique et souveraine. *Revue Projet*. mai 2010. N° 318, pp. 76-83.
- HINOJOSA-OJEDA, Raúl, LEWIS, Jeffrey D. et ROBINSON, Sherman, 1996. ¿Simón Bolívar vuelve a cabalgar? Hacia una integración entre el TLCAN, el MERCOSUR y la Región Andina. *Integración & Comercio*. janvier 1996. Vol. 1, n° 1, pp. 103-132.
- HOBSBAWM, Éric J. et RANGER, Terence O., 1992. *The invention of tradition*. Cambridge University Press. ISBN 978-0-521-43773-8.

HOBBSAWM, Eric et RANGER, Terence, 2002. *La Invención de la tradición*. Barcelona : Crítica. ISBN 84-8432-350-1.

HOBBSAWM, Éric, 1992. *Nations et nationalisme depuis 1780: programme, mythe, réalité*. Paris : Gallimard. Folio Histoire, 99.

HUANACUNE ROSAS, Francisco, 2011. *Reflexiones sobre la Integración Andina*. Lima : EVISTO S.R.L.

HUGO, Victor, 1951. *Les misérables*. Paris : Gallimard.

HUGON, Philippe, 2001. *Analyse comparative des processus d'intégration économique régionale* [en ligne]. Ministère des Affaires Étrangères. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse\\_comparative\\_des\\_processus\\_d\\_integratio\\_n\\_economique\\_regionale.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Analyse_comparative_des_processus_d_integratio_n_economique_regionale.pdf)

HUGON, Philippe, 2002. Les économies en développement au regard des théories de la régionalisation. *Tiers-Monde*. 2002. Vol. 43, n° 169, pp. 9-25. DOI 10.3406/tiers.2002.1565.

HURREL, Andrew, 1995. regionalism in theoretical perspective. In : FAWCETT, Louise et HURREL, Andrew, *Regionalism in World Politics. Regional Organization and International Order*. New-York : Oxford University Press.

III CUMBRE PRESIDENCIAL SUDAMERICANA, 2004. *Declaración del Cusco sobre la Comunidad Sudamericana de Naciones* [en ligne]. 12 août 2004. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/documentos/dec\\_int/cusco\\_sudamerica.htm](http://www.comunidadandina.org/documentos/dec_int/cusco_sudamerica.htm)

INTAL, 1979. Se promueve la creación de una agencia informativa andina. *Integración Latinoamericana*. mai 1979. N° 24, pp. 47-48.

INTAL, 1980. Promoción televisiva de la Integración. *Integración Latinoamericana*. février 1980. Vol. 5, n° 43, pp. 48.

INTAL, 1981. Proponen un convenio de información y promoción. *Integración Latinoamericana*. mai 1981. Vol. 6, n° 57, pp. 70-71.

INTAL, 1983. Acta Final de la Primera Reunión de Responsables de Oficinas de Información de Organismos de América Latina. *Integración Latinoamericana*. février 1983. Vol. 8, n° 79, pp. 69-79.

INTAL, 1986. Nueva Serie infantil de la televisión andina. *Integración Latinoamericana*. février 1986. Vol. 11, n° 109, pp. 67.

INTAL, 2000. *35 años de compromiso con la integración regional*. BID. Buenos Aires. Integración & Comercio, Número spécial.

INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE (CANADA), 1996. *Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest*. Paris : Ottawa : Editions Karthala ;

JAFFRELOT, Christophe, 2003. For a theory of nationalism. *Questions de Recherche*. juin 2003. N° 10.

KANT, Immanuel, LAFFITTE, Jacqueline et BARAQUIN, Noëlla, 2005. *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique ; Réponse à la question: « Qu'est-ce que les Lumières? »* Paris : Nathan. ISBN 978-2-09-183462-7.

KANT, Immanuel, 2010. *Projet de paix perpétuelle*. Paris : Nathan.

KECK, Frédéric, 2011. L'utopie, entre nature et politique - A propos de : Pierre Macherey, De l'Utopie !, De l'Incidence éditeur, 2011. *Rue Descartes* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.ruedescartes.org/recherches-en-cours/lutopie-entre-nature-et-politique/>

KELY PAULHAN, Jean, 1994. Citoyen Européen? *America Association of Teachers of French*. avril 1994. Vol. 67, n° 5, pp. 735-745.

KYMLICKA, Will, 2004. Le mythe de la citoyenneté transnationale. *Critique internationale*. 2004. Vol. 23, pp. 97.

LABELLE, Micheline, ROCHER, François et ROCHER, Guy, 1995. « Pluriethnicité, citoyenneté et intégration: de la souveraineté pour lever les obstacles et les ambiguïtés ». *Cahiers de recherche sociologique*. 1995. N° 25, pp. 213-245.

LACROIX, Justine., 2006. « Pertinence du paradigme libéral pour penser l'intégration politique de l'Europe », *Politique Européenne*, n° 19, printemps 2006.

LACROIX, Laurent, 2013. Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'Etat plurinational en Bolivie et en Equateur. *Belgeo* [en ligne]. 2013. N° 3. Disponible à l'adresse : <http://belgeo.revues.org/11512>

LAFAYE, Jacques, 1985. L'Amérique latine, terre d'utopie du XVIème siècle à nos jours. *Cahier des Amériques latines*. 1985. N° 4.

LAGOS, Gustavo, 1970. Estrategias políticas en la integración latinoamericana. In : SUNKEL, Osvaldo, *Integración política y económica : el proceso europeo y el problema latinoamericano*. Santiago de Chile : Editorial Universitaria. pp. 408-433.

LANZETTA, Mónica (éd.), 1997. *Agenda de largo plazo de la relación colombo venezolana: en el marco de los procesos de integración latinoamericanos y hemisféricos*. 1. ed. Santafé de Bogotá : TM Editores. (Economica.

LARRAIN, Jorge, 1994. La identidad Latinoamericana : Teoría e Historia. *Estudios Públicos*. 1994. N° 55.

LARRAIN, Jorge, 2005. Integración regional e identidad nacional ¿Chile, País modelo? *Revista del sur*. septembre 2005. N° 161, pp. 7-15.

LE PORS, Anicet, 2011. *La citoyenneté*. Paris : Presses universitaires de France.

- LEON, Andres, 1986. La comunicación, desafío del futuro. *Chasqui. Revista Latinoamericana de Comunicación*. 1986. N° 17.
- LEON DUARTE, Gustavo A., 2001. Teorías e investigación de la comunicación en América Latina. Situación Actual. *Ámbitos*. 2e semestre - 1e semestre 2002 2001. N° 7-8, pp. 19-47.
- LEVITT, Theodore, 1983. The Globalization of Markets. *Harvard Business Review*. 1983. Vol. 61, n° 3, pp. 92-102.
- LIBAERT, Thierry et JOHANNES, Karine, 2010. *La communication corporate*. Paris : Dunod.
- LIBAERT, Thierry et WESTPHALEN, Marie-Hélène, 2011. *La communication externe des entreprises*. Paris : Dunod.
- LOMBAERDE, Philippe de et SÖDERBAUM, Fredrik (éd.), 2013. *Regionalism*. Los Angeles : SAGE. SAGE library of international relations.
- LONDONO C., Adriana Marcela, 2010. Los procesos de integración desde una perspectiva cultural. *Diálogos de la comunicación*. 2010. N° 79.
- LOPEZ BUSTILLO, Adolfo, 1995. La Experiencia del Grupo Andino: Progresos y Dificultades en la Difusión de Cuestiones relativas a la Integración e Impacto en la Opinión Pública. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 33-39. DT 14 / 1995.
- LOPEZ BUSTILLO, Adolfo, 2009. Los primeros cuarenta años de integración andina. In : *40 años de integración andina : avances y perspectivas*. Lima, Perú : Secretaria General de la Comunidad Andina. Revista de la Integración, 4. 100-114
- LOROT, Pascal, 2001. La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales. *L'information géographique*. 2001. Vol. 65, n° 1, pp. 43-52. DOI 10.3406/ingeo.2001.2733.
- LOUARGANT, Sophie, 2003. De l'interdisciplinarité proclamée à la multidisciplinarité évoquée : le territoire comme enjeu des territoires disciplinaires Une lecture transversale. In : DE BERNARDY, Michel et DEBARBIEUX, Bernard, *Le territoire en sciences sociales. Approches disciplinaires et pratiques de laboratoire*. Grenoble : CNRS-MSH-Alpes.
- MALDONADO LINCE, Guillermo, 1986. América Latina: Opciones ante la crisis. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.
- MALDONADO LIRA, Héctor, 1999. *Treinta años de integración andina : balance y perspectiva*. Lima : Comunidad Andina, Secretaría General. ISBN 9972-787-00-1.
- MARKOVA, Ivana, 2007. Persuasion et propagande. *Diogène*. 2007. N° 217, pp. 39-57.
- MARMORA, Leilo, DOMENACH, Hervé et GUILLON, Michelle, 1995. Les migrations en Amérique Latine. Logiques politiques et intégration régionale. *Revue européenne de migrations internationales*. 1995. Vol. 11, n° 2, pp. 13-33.

- MARTÍ, José, 2000. *Obras completas* [en ligne]. 2a. ed. La Habana : Centro de Estudios Martianos. Disponible à l'adresse : <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/marti/marti.html>
- MARTIN, Denis-Constant, 1992. Le choix d'identité. *Revue française de science politique*. 1992. Vol. 42, n° 4, pp. 582-593. DOI 10.3406/rfsp.1992.404326.
- MARTIN-BARBERO, Jesus, 2002. Politique, télévision et nouveaux modes de représentation en Amérique latine. *Problèmes d'Amérique Latine*. 2002. N° 43, pp. 3-22.
- MARTINEZ ACOSTA, Carlos, 1986a. Expedición Andina : un programa cultural del Convenio Andres Bello. *Chasqui*. janvier 1986. Vol. 17, n° 17.
- MARTINEZ ACOSTA, Carlos, 1986b. El Convenio Andrés Bello. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.
- MASSICOTTE, Marie-Josée, 2004. Forces d'émancipation et démocratie participative dans les Amériques : un regard sur l'Alliance sociale continentale. *Politique et Sociétés*. 2004. Vol. 23, n° 2-3, pp. 11.
- MATO, Daniel, 2006. Identidades transnacionales en tiempos de globalización: el caso de la identidad latina(estadounidense)-latinoamericana. *Colección Monografías* [en ligne]. 2006. N° 33. Disponible à l'adresse : <http://www.globalcult.org.ve/monografias.htm>
- MATTELART, Armand et MATTELART, Michèle, 2007. *Histoire des théories de la communication*. 3. éd., 3. tir. Paris : Découverte. Collection Repères, 174. ISBN 978-2-7071-4406-5.
- MC COMBS, M et SHAW, D, 1972. The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*. 1972. Vol. 36, n° 2, pp. 176-187.
- MENANTEAU-HORTA, Darío, 1979. El rol de la opinión pública en la Integración de América Latina. *Reis: Revista española de investigaciones sociológicas*. 1979. N° 6, pp. 151-166.
- MENY, Yves, 2003. De La Démocratie en Europe: Old Concepts and New Challenges. *JCMS: Journal of Common Market Studies*. mars 2003. Vol. 41, n° 1, pp. 1-13.
- MERAYO PÉREZ, Arturo (éd.), 2007. *La radio en Iberoamérica: evolución, diagnóstico y prospectiva*. Sevilla : Comunicación Social. Colección periodística, 21.
- MERINO, Susana, 2008. *COMUNICACIÓN E INFORMACIÓN COMO INSTRUMENTOS DE INTEGRACIÓN*. 2008.
- MERTON, Robert K., 1968. *Social Theory and Social Structure*. New York : Free Press.
- MICHAUD, Guy et BERNARD, Philippe J. (éd.), 1978. *Identités collectives et relations inter-culturelles*. Bruxelles : Éditions Complexe. L'Autre et l'ailleurs.
- MILLAN, Herman, 1988. Programa de teleducación « expedición andina ». *Una Documenta*. 1988. Vol. 1 et 2, n° 7, pp. 50-53.



- MILLER, Nicola, 2006. The historiography of nationalism and national identity in Latin America. *Nations and Nationalism*. 2006. Vol. 12, pp. 201-221.
- MITRANY, David, 1933. *The Progress of International Government*. Yale University Press.
- MITRANY, David, 1966. *A Working Peace System. An argument for the functional development of international organization*. Chhicago : Quadrangle Books.
- MODERNE, Franck, 2001. Les Avatars du présidentielisme dans les Etats latino-américains. *Pouvoirs*. 2001. N° 98, pp. 63-87.
- MOHAN RAO, 1998. Mondialisation et culture. In : *Rapport mondial sur la culture*. Paris : Editions UNESCO.
- MOLANO CRUZ, Giovanni, 2011. La Communauté andine : trajectoire d'un processus latino-américain d'intégration régionale. *Fédéralisme Régionalisme* [en ligne]. 2011. Vol. 11, n° 1-Le régionalisme international dans les Amériques : dynamique interne et projection internationale. Disponible à l'adresse : <http://popups.ulg.ac.be/1374-3864/index.php?id=977>
- MONARD, Elohim, 2009. Comunicacion para la integración andina : la experiencia de FELAFACS. *Chasqui*. 2009. N° 107, pp. 52-57.
- MONCAYO JIMENEZ, Edgard, 1986. La integración y los nuevos enfoques del desarrollo. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.
- MORA CAMPO, Olivia et PEREIRA FIORILO, Juan, 1986. El periodismo y la integración. *Chasqui. Revista Latinoamericana de Comunicación*. 1986. N° 17.
- MORALES MANZUR, Juan Carlos, LEON DE LABARCA, Alba Ivonne, RINCON EIZAGA, Lorena et FERNANDEZ, Maria Alejandra, 2005. Educación y comunicación para la integración latinoamericana. *Encuentro Educacional*. 2005. Vol. 12, pp. 148-172.
- MORAVCSIK, Andrew, 2002. In Defence of the Democratic Deficit : Reassessing Legitimacy in the European Union. *Journal of Common Market Studies*. 2002. Vol. 40, n° 4, pp. 603-624.
- MOREL, Alain et CHEVALLIER, Denis, 2007. Identité culturelle et appartenance régionale. *Terrain*. 23 juillet 2007. pp. 3-5.
- MORIN, Edgar, 1992. *Science avec conscience*, Paris : Fayard.
- MUSSET, Alain et THÉBAULT, Vincent, 2009. *Géopolitique des Amériques*. Paris : Nathan.
- NEGRI, ANTONIO, 2008. El movimiento de los movimientos. In : *Imperio, multitud y sociedad abigarrada*. La Paz, Bolivia : CLACSO : Muela del Diablo Editores : Comuna : Presidencia del H. Congreso Nacional, Vicepresidencia de la República. pp. 13-39.
- NICOLAIDIS, Kalypso, 2006. Notre Demoi-cratie européenne : La constellation transnationale à l'horizon du Patriotisme Constitutionnel. *Politique européenne* [en ligne].

printemps 2006. N° 19. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2006-2-page-45.htm>

NICOLAS, Françoise, 1997. Mondialisation et régionalisation dans les pays en développement - les deux faces de Janus. *Politique Etrangère*. 1997. Vol. 2, n° 62e année.

NIEBEL, Ingo, 2007. Patria Grande VS Hémisphère occidental. *Outre-Terre*. 2007. Vol. 18, n° 1, pp. 179-190.

NOELLE-NEUMANN, Elisabeth, 1989. La spirale du silence. *Hermès*. 1989. N° 4, pp. 181.

NUÑEZ GORNÉS, Luis et SOLÍS LEREE, Beatriz (éd.), 1994. *Comunicación, identidad e integración latinoamericana*. 1a. ed. México, D.F : Consejo Nacional para la Enseñanza y la Investigación de las Ciencias de la Comunicación : Universidad Iberoamericana, Departamento de Comunicación : Federación Latinoamericana de Asociaciones de Facultades de Comunicación Social. ISBN 978-968-859-159-8.

OLLIVIER-YANIV, Caroline, 2010. Discours politique, propagande, communication, manipulation. *Mots*. 2010. N° 94.

OLSEN, Johan P., SBRAGIA, Alberta et SCHARPF, Fritz W., 2000. Symposium: Governing in Europe: Effective and Democratic? *Journal of European Public Policy*. janvier 2000. Vol. 7, n° 2, pp. 310-324.

ŌMAE, Ken 'ichi, 1985. *Triad power: the coming shape of global competition*. New York : Free Press. ISBN 978-0-02-923470-9.

PANTOJAS GARCIA, Emilio, 2007. La caribeñidad como proyecto: identidad e integración en el siglo veintiuno. *Memorias, revista digital de historia y arqueología desde el Caribe*. 2007.

PARRA, Susana et MIKKOLAINEN, Petra, 2011. *Plan de Visibilidad y Comunicación del Programa BioCAN*. 11 janvier 2011. CAN.

PASCAL, Blaise, 2004. *Pensées*. Paris : Gallimard

PAUTA GUEVARA, Ricardo A., 2009. «Expedición Andina»: Crónica de una experiencia de Integración cultural. *Dialogos de la comunicacion* [en ligne]. 2009. N° 79. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/upload/articulos/pdf/79PautaRicardo.pdf>

PERRIER BRUSLE, Laetitia, 2011. Le retour de la revendication maritime bolivienne. *CERISCOPE Frontières* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : <http://ceriscope.sciences-po.fr/node/192>

PHILLIPS, Nicola, 2003. Hemispheric Integration and Subregionalism in the Americas. *International Affairs*. 2003. Vol. 79, n° 2, pp. 327-349.

PICCAROLO, Marco, 1995. La Política de Información y de Comunicación de la Comisión Europea. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 47-52. DT 14 / 1995.

PITA SEVILLA, Edgar, 2008. PS/2008/E: *Informe Final de Consultoria. Diagnostico sobre retos y perspectivas de las organizaciones nacionales de la sociedad civil para la integración regional*. Quito : CAN / UE.

PIZZORNO, Alessandro, 1990. Considérations sur les théories des mouvements sociaux. *Politix*. 1990. Vol. 3, n° 9, pp. 74-80. DOI 10.3406/polix.1990.984.

PIZZORNO, Alessandro, 2000. Identité et action collective - Propos recueillis par PHILIPPE CABIN Rencontre avec Alessandro Pizzorno. *Sciences Humaines*. mars 2000. N° 103.

POGGIO TEIXEIRA, Carlos Gustavo, 2011. O Brasil e a institucionalização da América do Sul: do estranhamento hemisférico à hegemonia cooperativa. *Revista Brasileira de Política Internacional* [en ligne]. 2011. Vol. 54, n° 2. Disponible à l'adresse : [http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292011000200010&script=sci\\_arttext](http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0034-73292011000200010&script=sci_arttext)

PONCE, Ana Maria, 2002. Alianzas entre redes de información en América Latina : El caso REDISAL. In : *High Summit*. Mendoza. 6 mai 2002.

PORTUGAL DE RODRICH, Maria Luisa, 2006. Fronteras para el encuentro de culturas. In : ROSALES, Blanca, *Comunicación para la integración: prácticas y desafíos en la región andina* [en ligne]. Lima : secrétariat général de la CAN. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/libro\\_ComunIntegra.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/libro_ComunIntegra.pdf)

POSTEL VINAY, Karoline, 2006. Le régionalisme dans les relations internationales. In : CHARILLON, F., *Les relations internationales*. Paris : La documentation française. Les notices de la documentation Française.

PRADO ESPINOSA, Maria Mercedes, 2014. *La Communauté Andine des Nations : quelle intégration économique régionale ?* [en ligne]. Université de Grenoble. Disponible à l'adresse : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01128749/document>

PREBISCH, Raul, 1949. *El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas* [en ligne]. CEPAL. Disponible à l'adresse : [http://prebisch.cepal.org/sites/default/files/2013/prebisch\\_el\\_desarrollo\\_eco.pdf](http://prebisch.cepal.org/sites/default/files/2013/prebisch_el_desarrollo_eco.pdf)

PRIETO CORREDOR, German Camilo, 2010. El Parlamento Andino casi se queda en blanco. *Razon Publica* [en ligne]. 23 mars 2010. [Consulté le 28 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.razonpublica.com/index.php?option=com\\_content&task=view&id=823&Itemid=32](http://www.razonpublica.com/index.php?option=com_content&task=view&id=823&Itemid=32)

QUENAN, Carlos et VELUT, Sébastien (éd.), 2014. *Les enjeux du développement en Amérique latine : Dynamiques socioéconomiques et politiques publiques*. Paris : Agence Française de Développement (AFD) ; Institut des Amériques (IdA).

QUENAN, Carlos, 2005. La Communauté Andine des Nations : entre tentatives de relance et crises récurrentes. *Cahiers des Amériques Latines, IHEAL*. 2005. pp. 89-103.

QUERMONNE, Jean Louis, 1963. Vers un régionalisme « fonctionnel » ? *Revue française de science politique*. 1963. N° 4, pp. 849-876.

- QUERMONNE, Jean Louis, 1986. *Les régimes politiques occidentaux*. Paris : Seuil.
- QUILTER, Jeffrey, 2005. *Trésors des Andes histoire et civilisations*. Paris : éditions France Loisirs. ISBN 978-3-8331-4690-9.
- QUINDIMIL LOPEZ, Jorge Antonio, 2006. *Instituciones y derecho de la Comunidad andina*. Valencia [Spain] : Tirant lo Blanch. Tirant monografías, 463. ISBN 978-84-8456-750-9.
- QUIROZ, Maria Teresa, 2006a. Integración y comunicación: hacia una comunidad de ciudadanos y ciudadanas. In : ROSALES, Blanca, *Comunicación para la integración: prácticas y desafíos en la región andina* [en ligne]. Lima : secrétariat général de la CAN. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/libro\\_ComunIntegra.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/libro_ComunIntegra.pdf)
- QUIROZ, Maria Teresa, 2006b. Tensiones de la integración en la agenda mediática. In : CAPARROZ, Martin, *Comunicación para la integración: prácticas y desafíos en la región andina* [en ligne]. Lima : secrétariat général de la CAN. [Consulté le 29 septembre 2011]. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/libro\\_ComunIntegra.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/libro_ComunIntegra.pdf)
- RAMONET, Ignacio, 2003. Le cinquième pouvoir. *Le Monde diplomatique*. octobre 2003. Vol. 50, n° 595, pp. 1-26.  
Par Ignacio Ramonet (Le Monde diplomatique, octobre 2003) // Contre les abus des pouvoirs, la presse et les médias ont été, pendant de longues décennies, dans le cadre démocratique, un recours des citoyens. En (...)
- RECONDO, Gregorio, 2002. La identidad cultural en los procesos de integración. In : *Ier Encuentro Internacional La Cultura como factor de desarrollo e integración Regional* [en ligne]. Buenos Aires : Museo de Arte Latinoamericano de Buenos Aires (MALBA). 20 mai 2002. Disponible à l'adresse : [http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/ponencias/foro\\_intal\\_2002\\_02\\_recondo2.pdf](http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/ponencias/foro_intal_2002_02_recondo2.pdf)
- REICH, Robert B et TEMAM, Daniel, 1997. *L'économie mondialisée*. Paris : Dunod.
- RENAN, Ernest, 1882. *Qu'est-ce qu'une nation ? Discours prononcé à la Sorbonne le 11 mars 1882* [en ligne]. 1882. Disponible à l'adresse : [http://classiques.uqac.ca/classiques/renan\\_ernest/qu\\_est\\_ce\\_une\\_nation/renan\\_quest\\_ce\\_une\\_nation.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_quest_ce_une_nation.pdf)
- RETAILLÉ, Denis, 1997. *Le monde du géographe*. Paris : Presses de Sciences Po. Références inédites. ISBN 978-2-7246-0718-5.
- REVISTA CHASQUI, 1973. Impulso a la comunicación en América Latina. *Revista Chasqui (Ecuador)*. juillet 1973. N° 3, pp. 59-62.
- RICOEUR, Paul, 2005. *Discours et communication*. Paris : Herne. Carnets de l'Herne.
- RICOEUR, Paul, 1984. L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social. *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*. 1984. Vol. 2, n° 1, pp. 53-64.
- RICOEUR, Paul, 1998. *Soi-même comme un autre*. Paris : Points

RIVIERE, Françoise (éd.), 2010. *Rapport mondial de l'UNESCO : investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*. Paris : Editions UNESCO.

ROBINS, Kevin, 2004. Les dangers du concept « communauté imaginée » pour l'espace européen. In : DACHEUX, Éric, *L'Europe qui se construit: réflexions sur l'espace public européen*. 2. éd. Saint-Etienne : Publications de l'Université de Saint-Etienne. pp. 199-217. Collection Europe. ISBN 978-2-86272-295-5.

ROMERO CARO, Manuel, 1995. La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos. In : *La Integración Regional y los Medios de Comunicación: Implicaciones y Desafíos*. Montevideo : 65-67. DT 14 / 1995.

ROSALES, Blanca, 2006. *Comunicación para la integración : practicas y desafios en la región andina* [en ligne]. Lima : secrétariat général de la CAN. [Consulté le 29 septembre 2011]. Iniciativa de estabilización regional andina. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/libro\\_ComunIntegra.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/libro_ComunIntegra.pdf)

ROSANVALLON, Pierre, 2006. *La contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil. Les livres du nouveau monde.

ROSANVALLON, Pierre, 2008. *La légitimité démocratique: impartialité, réflexivité, proximité*. Paris : Seuil. Livres du nouveau monde.

ROUQUIÉ, Alain, 1998. *Amérique latine: introduction à l'Extrême-Occident*. Paris : Ed. du Seuil.

ROUQUIÉ, Alain, 2006. *Le Brésil au XXIe siècle: naissance d'un nouveau grand*. France : Fayard. ISBN 978-2-213-62863-9.

RUPERT DE VENTOS, Xavier, 1994. *Nacionalismos : el laberinto de la identidad*. Madrid : Espasa-Calpe.

SABBAGH, Daniel, 2004. Nationalisme et multiculturalisme. *Critique internationale*. 2004. Vol. 23, pp. 81. DOI 10.3917/cii.023.0081.

SACHWALD, Frédérique, 1997. La mondialisation comme facteur d'intégration régionale. *Politique Etrangère*. 1997. Vol. 2, n° 62e année.

SAINT-GEOURS, Yves, 2001. L'Amérique Latine dans la géopolitique mondiale. *Pouvoirs*. 2001. N° 98, pp. 5-16.

SALGADO PEÑAHERRERA, Germánico, 1998. *El Grupo Andino de hoy: eslabón hacia la integración de Sudamérica* [en ligne]. Biblioteca Digital Andina. Quito : Universidad Andina Simón Bolívar, Sede Ecuador : Corporación Editora Nacional. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/bda/docs/EC-INT-0001.pdf>

SALGADO PEÑAHERRERA, Germánico, 2009. El Grupo Andino: Entre dos concepciones de la integración económica. In : CONTRERAS BASPINEIRO, Adalid, *40 anos de integración andina : avances y perspectivas*. Secretaría General de la Comunidad Andina. pp. 84-99. Revista de la Integración, 4.

SANCHEZ PELAEZ, Juan, MAC LEAN, Roberto G, VASCONEZ, Darío et JARAMILLO, 2004. *Desde la Comunidad Andina de Naciones : Bolivia, Colombia, Ecuador, Peru, Venezuela*. Hueso Humero, 44.

SANCHEZ RODRIGUEZ, Dayanna, 2008. Comunidad Andina : un proceso de integración desde su base social. *Criterios -Cuadernos de ciencias jurídicas y política internacional*. juillet 2008. Vol. 1, n° 2, pp. 102-135.

SANCHEZ RODRIGUEZ, Dayanna (éd.), 2009. *Participación ciudadana en la Comunidad Andina: Visión Académica*. Bogotá : Editorial Bonaventuriana,. ISBN 9588422268.

SANCHEZ RODRIGUEZ, Dayanna, 2010. ¿Son las elecciones directas la solución al déficit democrático en la Comunidad Andina? *Perspectivas Internacionales*. Enero - Diciembre 2010. Vol. 6, n° 1, pp. 11-55.

SANTA CRUZ, Hernan, 1995. The creation of the United Nations and ECLAC. *CEPAL Review*. décembre 1995. N° 57, pp. 17-33.

SANTANDER, Sebastian, 2008. *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles : IEE, Institut d'études européennes. Collection Études européennes. ISBN 978-2-8004-1415-7.

SARRAZIN, Jean Paul, 2006. Représentations et valorisation des cultures indigènes en Colombie contemporaine. *Visages d'Amérique Latine. Revue annuelle d'études ibéro-américaines*. 2006. N° 3.

SARTRE, Jean-Paul, 1970. *L'être et le néant: essai d'ontologie phénoménologique*. Paris : Gallimard. ISBN 978-2-07-025757-7.

SAURUGGER, Sabine, 2009. *Théories et concepts de l'intégration européenne*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Gouvernances.

SAUVÉ, Lucie et ORELLANA, Isabel, 2014. Entre développement durable et vivre bien : repères pour un projet politico-pédagogique. *Éthique publique* [en ligne]. 15 mai 2014. Vol. 16, n° 1. [Consulté le 24 septembre 2016]. Disponible à l'adresse : <http://ethiquepublique.revues.org/1406>

SBERRO, Stephan, 2001. L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sisyphe. *Pouvoirs*. 2001. Vol. 98, pp. 49.

SCHEINSOHN, Daniel A, 1998. *Dinámica de la comunicación y la imagen corporativa*. Buenos Aires : Fundación OSDE. ISBN 978-987-96305-8-7.

SCHMIDT, Vivien, 2010. Democracy and Legitimacy in the European Union Revisited: Output, Input and Throughput. *KFG Working Paper Series*. novembre 2010. N° 21.

SCHWOK, René, 2005. *Théories de l'intégration européenne: approches, concepts et débats*. Paris : Montchrestien. Clefs Politique. ISBN 978-2-7076-1439-1.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2000. *El futuro de la integración política andina : reflexiones de la secretaria general (SG/dt 107)*. 11 avril 2000. sgcan.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2002. *Balance de una Gestion agosto 1997-2002*. Lima : Secretaria General de la Comunidad Andina.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2003. Documentos de la XIV Reunión del Consejo presidencial andino « La renovación del compromiso comunitario » : Quirama, Colombia, 27 y 28 de junio de 2003. In : . Lima, Perú : Secretaría General de la Comunidad Andina. 2003.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2004. *Wagner anuncia política cultural para la integración andina* [en ligne]. 9 mars 2004. Disponible à l'adresse : <http://web.archive.org/web/20040904144628/http://www.comunidadandina.org/prensa/notas/np3-9-04.htm>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2005a. *Conozcamos la Integración. Juntos Somos Mejores*. Lima : SGCAN.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2005b. *180 emisoras transmitirán Cumbre Presidencial Andina* [en ligne]. 14 juillet 2005. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=1699&accion=detalle&cat=NP&title=180-emisoras-transmitiran-cumbre-presidencial-andina>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2006. *La Comunidad Andina : una apuesta por nuestro futuro*. novembre 2006. SGCAN.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2006a *Paz y seguridad en la region andina* [en ligne]. Lima : secrétariat général de la CAN. [Consulté le 29 septembre 2011]. Iniciativa de estabilizacion regional andina. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/libro\\_ComunIntegra.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/libro_ComunIntegra.pdf)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2009a. *La Construcción de la Integración Suramericana*. Lima : SGCAN. Revista de la Integración, 2.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2009b. *Servicios de Información de la Secretaría General de la Comunidad Andina* [en ligne]. Lima : SGCAN. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/servicios\\_informacion.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/servicios_informacion.pdf)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2009c. *Somos Comunidad Andina* [en ligne]. Lima : SGCAN. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/Upload/201166184831folleto\\_somosCAN.pdf](http://www.comunidadandina.org/Upload/201166184831folleto_somosCAN.pdf)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2010a. *Políticas Culturales en la Región Andina* [en ligne]. Lima : Secrétariat Général de la CAN. Revista de la Integracion, 5. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/public/revista\\_integracion\\_5.pdf](http://www.comunidadandina.org/public/revista_integracion_5.pdf)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2010b. *Semana de las Culturas Andinas « Espejo 2010 »*. Lima : SGCAN.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2010c. *Somos Comunidad Andina* [en ligne]. Lima : SGCAN. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/Upload/201161191822SomosCAN\\_esp.pdf](http://www.comunidadandina.org/Upload/201161191822SomosCAN_esp.pdf)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2010d. SG/di 945: *Estrategia de comunicación*  
Lima : secrétariat général de la CAN. Documentos informativos.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2010e. SG/de 346: *Percepciones ciudadanas sobre la Integración Andina durante el proceso de integración y sus perspectivas*. Lima : SGCAN.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2011a. *Agenda- Jornadas de participación ciudadana en la integración regional - Cochabamba* [en ligne]. 2011. Disponible à l'adresse : [http://www.comunidadandina.org/2011/agenda\\_cochabamba.pdf](http://www.comunidadandina.org/2011/agenda_cochabamba.pdf)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2011b. *Comunidad Andina en el 2010 : una mirada desde la prensa*. Lima : SGCAN.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2011c. *Políticas de desarrollo social en la Comunidad Andina*. Lima : SGCAN. Revista de la Integración, 8.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2011. SG/de 461: *Hogares con teléfono celular, computadora y uso de Internet en la Comunidad Andina*. Lima : SGCAN

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2012. *Manual de comunicación y visibilidad de la Secretaría General de la Comunidad Andina*. Lima : SGCAN.

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2012. *Auryn recibe premio a la Mejor Canción Internacional del 2011 de RadioCAN* [en ligne]. 3 juin 2012. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=3122&accion=detalle&cat=NP&title=auryn-recibe-premio-a-la-mejor-cancion-internacional-del-2011-de-radiocan>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN, 2013. *Línea de Base - I. Estado de situación del Programa COMUNICACIÓN*. janvier 2013.

SECRETARIA GENERAL DEL TRIBUNAL DE JUSTICIA DE LA COMUNIDAD ANDINA, 2015. *Informe Estadístico 1984 -2014* [en ligne]. Quito : TJA. Disponible à l'adresse : [http://www.tribunalandino.org.ec/sitetjca1/index.php?option=com\\_wrapper&view=wrapper&Itemid=80](http://www.tribunalandino.org.ec/sitetjca1/index.php?option=com_wrapper&view=wrapper&Itemid=80)

SELIGSON, Mitchell A., 1999. Popular support for Regional Economic Integration in Latin America. *Journal of Latin American Studies*. 1999. N° 31, pp. 129-150.

SERBIN, Andres, ISA-CONTRERAS, Pavel et PENA, Lazaro, 2007. *Anuario de la integración regional de América y el gran caribe*. n°6. Buenos Aires : CRIES.

SERBIN, Andres, MARTINEZ, Laneydi et RAMANZINI, Haroldo, 2012. El regionalismo « post-liberal » en América Latina y el Caribe: Nuevos actores, nuevos temas, nuevos desafíos. In : *Anuario de la Integración Regional en el Gran Caribe*. Caracas : CRIES. pp. 552. Anuario de la Integración Regional en el Gran Caribe, 9.

SERBIN, Andres, 2000. Globalización regionalismo y sociedad civil. *Documentos CRIES*. 2000. N° 1.

SERBIN, Andres, 2006. Cuando la limosna es grande : El Caribe, Chávez y los límites de la diplomacia petrolera. *Nueva Sociedad*. octubre 2006. N° 205, pp. 75-91.



SERBIN, Andres, 2007. Entre UNASUR y ALBA : Otra integración (ciudadana) es posible? In : SERBIN, Andres, ISA-CONTRERAS, Pavel et PENA, Lazaro, *Anuario de la integración regional de América y el gran caribe*. n°6. Buenos Aires : CRIES. pp. 9-33.

SERBIN, Andres, 2010. regionalismo y soberanía nacional en América Latina : los nuevos desafíos. *Documentos CRIES*. 2010. N° 15.

SMITH, Andy, 1999. L' « espace public européen » : une vue (trop) aérienne. *Critique internationale*. 1999. Vol. 2, n° 1, pp. 169-180.

SMITH, Anthony D., 1990. Towards a Global Culture? In : FEATHERSTONE, Mike, *Global Culture. Nationalism, Globalization and Modernity*. Sage Publications. London. pp. 171-191.

SOCICAN, 2008. *Guía para los solicitantes de subvenciones*. avril 2008. PROYECTO DE FORTALECIMIENTO DE LA SOCIEDAD CIVIL.

SÖDERBAUM, Fredrik et SHAW, Timothy M. (éd.), 2003. *Theories of new regionalism: a Palgrave reader*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire ; New York : Palgrave Macmillan. International political economy series. ISBN 978-1-4039-0197-2. HF1359 .T443 2003

SÖDERBAUM, Fredrik, 2005. Exploring the links between Micro-Regionalism and Macro-Regionalism. In : *Global Politics of Regionalism : Theory and Practice*. Londres : Pluto Press.

STRANGE, Susan, 1970. International Economics and International Relations: A Case of Mutual Neglect. *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*. avril 1970. Vol. 46, n° 2, pp. 304.

SUAREZ MONSALVE, Ana Maria, 2011. Pensar la integración latinoamericana desde la comunicación organizacional y las relaciones públicas. In : *CONFIRBERCOM 2011*. Sao Paulo - SP - Brasil. juillet - 4 août 2011.

TASSIN, Etienne, 1991. Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité. *Hermès*. 1991. N° 10, pp. 23-38.

TASSIN, Etienne, 1994. Identités nationales et citoyenneté politique. *Esprit*. janvier 1994.

TCHAKHOTINE, Sergueï Stepanovitch, 1992. *Le viol des foules par la propagande politique*. Paris : Gallimard.

TELO, Mario, 1998. Globalización, regionalización y gobierno mundial: Europa, Asia, América Latina. In : *Los retos de la globalización: ensayos en homenaje a Theotonio dos Santos* [en ligne]. 1. ed. Caracas, Venezuela : UNESCO, Unidad Regional de Ciencias Sociales y Humanas para América Latina y el Caribe : Centro Regional para la Educación Superior en América Latina y el Caribe (CRESALC). ISBN 978-92-9143-036-9. Disponible à l'adresse : [http://www.reggen.org.br/texts/theotonio/t\\_volume1/t\\_v1\\_14.zip](http://www.reggen.org.br/texts/theotonio/t_volume1/t_v1_14.zip)

TÉNIER, Jacques, 2003. *Intégrations régionales et mondialisation: complémentarité ou contradiction*. Paris : La Documentation française. ISBN 978-2-11-005300-8.

TÉNIER, Jacques, 2006. Construire les régions du monde comme ensembles politiques et sociaux. *Multilatéralisme régional*. 2006. N° 2.

TÉNIER, Jacques, 2008. *Faire la paix dans les régions du monde: essai sur le rapprochement des peuples*. Paris : l'Harmattan. ISBN 978-2-296-06025-8.

TEUCCI, Franco, 1986. Comunicación e Integración en el area andina: Desafios del futuro. In : *Integración y comunicación en el área andina*. Quito : CIESPAL. mars 1986. colección INTIYAN.

THIESSE, Anne-Marie, 1999. *La création des identités nationales : Europe XVIIIe-XXe siècle*. Paris : Seuil.

THOMAS MORE, 2012. *L'Utopie*. Paris : Gallimard.

TOCQUEVILLE, Alexis de, 1961. *De la démocratie en Amérique*. Paris : Gallimard.  
TREMOLADA ALVAREZ, Eric, 2006. El derecho andino : una sistematización jurídica para la supervivencia de la Comunidad Andina de Naciones. *Cuadernos constitucionales de la catedra Fadrique Furio Ceriol*. 2006. N° 57, pp. 35-75.

TRIGO MOSCOSO, Maria Silvia, 2010. ¿El Periodismo, Agente de integracion regional? El caso de Bolivia. *Diálogos de la comunicación* [en ligne]. juin 2010. N° 79. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/editorial.php?ed=79>

TROUDE-CHASTENET, Patrick, 2006. *La propagande: communication et propagande*. L'Esprit du Temps. ISBN 978-2-84795-078-6.

TROYANO GUZMAN, Hector, 2005. *Los medios de comunicación social y los procesos de integración Andina* [en ligne]. 2005. Disponible à l'adresse : <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/periodismo/perculturalper/13.htm>

UNESCO, 1971. *Actes de la Conférence générale 16ème Session : Paris, 12 octobre - 14 novembre 1970. Volume 1 : résolutions* [en ligne]. Paris : UNESCO. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001140/114046f.pdf>

UNESCO, 1972. COM/MD/24: *Report of the meeting of experts on communication policies and planning : Paris, 17-28 July 1972* [en ligne]. Paris : UNESCO. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0000/000018/001827EB.pdf>

UNESCO, 1974. COM-74/CONF.617/4: *Report of the meeting of experts on communication policies in Latin America (Bogota 4-43 July 1974)* [en ligne]. Paris : UNESCO. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0001/000112/011287eb.pdf>

UNESCO (éd.), 1998. *Rapport mondial sur la culture: culture, créativité et marchés*. Paris : Ed. UNESCO. ISBN 978-92-3-203490-8.  
OCLC: ocm40841190

UNESCO, 2000. *Historia General de América Latina*. Madrid : Editorial Trotta.

UNICEF.;FUNPROEIB ANDES., 2009. *Atlas sociolingüístico de pueblos indígenas en América Latina*. [carte]. Cochabamba, Bolivia : : FUNPROEIB Andes,. ISBN 978-92-806-4491-3.

UNIVERSIDAD ANDINA SIMON BOLIVAR, 1999. *Historia de América Andina*. Quito : Editorial Libresa.

VALADIER, Paul, 2001. La mondialisation et les cultures. *Etudes*. 2001. Vol. 395, n° 11, pp. 505-515.

VALLADAO, Alfredo, 1999. *Le triangle atlantique : l'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis*. Paris : IFRI.

VALLADAO, Alfredo, 2001. Amérique latine. La fin d'une longue parenthèse ? In : *Les politiques étrangères*. Paris : La Documentation française. pp. 213-214.

VALLAS, Fabian, 2009. Comunicación e integración. [en ligne]. décembre 2009. N° 79. Disponible à l'adresse : <http://www.dialogosfelafacs.net/revista/editorial.php?ed=79>

VOLPI, Jorge, 2009. *El insomnio de Bolívar: cuatro consideraciones intempestivas sobre América latina en el siglo XXI*. Barcelona : Debate.

WEBER, Max, 1995. *Economie et Société*. Paris : Plon.

WITTORSKI, Richard, 2008. La notion d'identité collective. In : *La question identitaire dans le travail et la formation: contributions de la recherche, état des pratiques et étude bibliographique*. Paris : L'Harmattan. pp. 195-213. Les cahiers du Griot, no 13.

WOLFZUN, Nora, 2004. Mercosur : le discours de l'intégration et ses paradoxes..

WOLTON, Dominique, 1989. La communication politique: construction d'un modèle. *Hermès*. 1989. N° 4, pp. 27. DOI 10.4267/2042/15353.

WOLTON, Dominique, 2005. La communication et l'Europe du multiculturalisme à la cohabitation culturelle. In : KASTORYANO, Riva, *Quelle identité pour l'Europe? : le multiculturalisme à l'épreuve*. Paris : Science Po Les Presses. pp. 83-100.

WOLTON, Dominique, 2015. *La communication, les hommes et la politique*. Paris : CNRS éditions. ISBN 978-2-271-08754-6.

Le chercheur propose une nouvelle pensée politique : il tient compte pour cela de la démultiplication des communications grâce aux technologies et des relations entre les individus au sein de la société.

WOLTON, Dominique, 2011. *Penser la communication*. Paris : Flammarion. Champs Essais, 781. ISBN 978-2-08-121299-2.

ZEMOR, Pierre, 2008. *La communication publique*. Paris : PUF.

## ARTICLES ET NOTES DE PRESSE

9 listas para el Parlamento Andino, un organismo con escasa relevancia. *El Comercio* [en ligne]. Quito, 15 janvier 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.elcomercio.com/actualidad/politica/listas-parlamento-andino-organismo-escasa.html#end>

Andinos Cibernéticos. *El Tiempo* [en ligne]. Colombia, 16 mai 1999. Disponible à l'adresse : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-884586>

CAN cambió fallo por temor a Correa. *Portafolio* [en ligne]. 18 août 2009. Disponible à l'adresse : <http://www.portafolio.co/economia/finanzas/can-cambio-fallo-temor-correa-238956>

CAN: ¿De qué manera, aporta a su objetivo integracionista, estar en Internet? *Internet World* [en ligne]. Venezuela, 8 janvier 2000. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/Prensa.aspx?id=640&accion=detalle&cat=AP&title=can-de-que-manera-aporta-a-su-objetivo-integracionista-estar-en-internet>

Comunidad Andina de Naciones ingresa en red mundial Internet. *Caracol Radio* [en ligne]. Colombia, 8 juillet 1998. Disponible à l'adresse : [http://caracol.com.co/radio/1998/08/07/entretenimiento/0902469600\\_042381.html](http://caracol.com.co/radio/1998/08/07/entretenimiento/0902469600_042381.html)

Correa: « Nos acusan de espíar pero estoy seguro de que nos espían a nosotros ». Dans : *Actualidad RT* [en ligne]. 29 juin 2013. Disponible à l'adresse : <https://actualidad.rt.com/actualidad/view/98648-correa-ecuador-snowden-espionaje>

¿De quién son los medios en Colombia? Dans : *Las 2 orillas* [en ligne]. 15 octobre 2015. Disponible à l'adresse : <http://www.las2orillas.co/de-quien-son-los-medios-de-comunicacion-en-colombia>

Ecuador amenaza con retirarse de la CAN por lío camionero con Colombia. *El Pais.co* [en ligne]. 17 octobre 2011. Disponible à l'adresse : <http://www.elpais.com.co/elpais/economia/noticias/ecuador-amenaza-con-retirarse-can-por-lío-camionero-con-colombia>

Ecuador no suspenderá negociación de TLC con EEUU para salvar la CAN. *Hoy* [en ligne]. Quito, 27 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://hoy.com.do/ecuador-no-suspendera-negociacion-de-tlc-con-eeuu-para-salvar-la-can-2/>

Ecuador podría retirarse de la Comunidad Andina por desbalance comercial. *El Pais.co* [en ligne]. 7 octobre 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.elpais.com.co/elpais/economia/noticias/ecuador-podria-retirarse-comunidad-andina-por-desbalance-comercial>

En veremos propuesta para suprimir Parlamento Andino. *El Nuevo SiGlo* [en ligne]. 7 novembre 2014. Disponible à l'adresse : <http://www.elnuevosiglo.com.co/articulos/7-2014-en-veremos-propuesta-para-suprimir-parlamento-andino>

Evo Morales critica duramente los TLC firmados por Perú y Colombia. *Emol* [en ligne]. 23 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://www.emol.com/noticias/internacional/2006/04/23/217133/evo-morales-critica-duramente-los-tlc-firmados-por-peru-y-colombia.html>

Evo Morales llama "traidor" a Toledo y agudiza la división de países andinos. *La Republica* [en ligne]. Lima, 24 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://larepublica.pe/24-04-2006/evo-morales-llama-traidor-toledo-y-agudiza-la-division-de-paises-andinos>

Construiremos una ley de comunicación que garantice información veraz y verificada. Dans : *Asamblea Nacional de la Republica del Ecuador* [en ligne]. 22 décembre 2009. Disponible à l'adresse :

[http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/construiremos\\_una\\_ley\\_de\\_comunicacion\\_que\\_garantice\\_informacion\\_veraz\\_y\\_verificada\\_betty](http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/construiremos_una_ley_de_comunicacion_que_garantice_informacion_veraz_y_verificada_betty)

Humala quiere legislar contra « la concentración de medios ». Dans : *Infobae América* [en ligne]. 1 février 2014. Disponible à l'adresse :

<http://www.infobae.com/2014/01/02/1534569-humala-quiere-legislar-contra-la-concentracion-medios/>

Las FARC exigen garantizar el « buen vivir y la justicia social » en Colombia. *El Universal* [en ligne]. Caracas, 21 août 2013. Disponible à l'adresse :

<http://www.eluniversal.com/internacional/130821/las-farc-exigen-garantizar-el-buen-vivir-y-la-justicia-social-en-colom>

Morales normará a prensa « para que no mientan ». *La Prensa* [en ligne]. Bolivia, 26 janvier 2010. Disponible à l'adresse : <http://www.laprensa.com.ni/2010/01/26/internacionales/14304-morales-normara-a-prensa-para-que-no-mientan>

TLC Ecuador - EEUU: negociación se complica por Ley de Hidrocarburos. *ICTSD* [en ligne]. 4 novembre 2006. Disponible à l'adresse : <http://www.ictsd.org/bridges-news/puentes/news/tlc-ecuador-eeuu-negociaci%C3%B3n-se-complica-por-ley-de-hidrocarburos>

Uribe le responde a Chávez: « sería más preciso que me acusara de poligamia ». *El Universo* [en ligne]. 27 avril 2006. Disponible à l'adresse :

<http://www.eluniverso.com/2006/04/27/0001/9/B3E25BD849064404B1D4FD5392640BA4.html>

Verónica Mendoza sostiene que la concentración de medios afecta la libertad de información del ciudadano. *La Republica* [en ligne]. Lima, 21 août 2015. Disponible à l'adresse :

<http://larepublica.pe/politica/400455-veronika-mendoza-asegura-que-la-concentracion-de-medios-afecta-la-libertad-de-informacion-del-ciudadano>

## TRAITES ET DECLARATIONS

*Acta de Sucre* [en ligne] 23 avril 1997. Disponible à l'adresse :

[http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP\\_09.doc](http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP_09.doc)

*Acta de Trujillo* [en ligne] 10 mars 1996. Disponible à l'adresse :

[http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP\\_08.doc](http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP_08.doc)

*Acuerdo de Cartagena* [en ligne]. mai 1969. Disponible à l'adresse :

<http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/DBasicos/DBasico1.doc>

*Declaracion de Tarija* [en ligne]. 14 juin 2007. CAN. [Consulté le 14 mai 2013]. Disponible à l'adresse : [http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP\\_17.doc](http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP_17.doc)

*Declaración de Bogotá* [en ligne]. 11 août 2011. CAN. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/documentos/actas/dec8-11-11.htm>

*Declaración de los presidentes de América* [en ligne]. 14 avril 1967. Disponible à l'adresse : <http://www.summit-americas.org/declaracion%20presidentes-1967-span.htm>

*Déclaration de Machu Picchu* [en ligne] 29 juillet 2001. Disponible à l'adresse : [http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP\\_Machu\\_Picchu.doc](http://intranet.comunidadandina.org/Documentos/Presidencial/CP_Machu_Picchu.doc)

*Declaración de Medellín* [en ligne]. 25 avril 2006. Disponible à l'adresse : <http://www.comunidadandina.org/documentos/actas/dec25-4-06.htm>

## VIDEOS

COMUNIDAD ANDINA et FUNDACION ALBATROS MEDIA. Un viaje a los orígenes. Dans : *Andes Secretos*. Panama, 2010

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Andes Secretos - Serie por televisión* [en ligne]. Lima, 21 mars 2011. Reportages. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=X9EGfwXhVtY>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Camino Inca, el camino que nos une* [en ligne]. Lima : SGCAN, 4 avril 2011. Reportajes. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=nXQvtvTYTXg>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *Comunidad Andina. Esta es mi tierra, esta es mi casa* [en ligne]. Lima : SGCAN, 27 octobre 2011. Spots. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=beDlqIr4tAc>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *En Mi Espejo Estás Tú - Canción de la CAN* [en ligne]. Lima : SGCAN, 16 décembre 2010. Spots. Disponible à l'adresse : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_FNmDcc8qc0](https://www.youtube.com/watch?v=_FNmDcc8qc0)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN . *Homenaje a Sebastián Alegrètt* [en ligne]. Lima : SGCAN, 30 juillet 2007. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=AB0mk7iZZ7E>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN . *La Fiesta de Bolívar 2004 - I Parte* [en ligne]. Lima : SGCAN, 14 février 2008. Reportajes. Disponible à l'adresse : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_cM8SokyA4Q](https://www.youtube.com/watch?v=_cM8SokyA4Q)

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN . *La Fiesta de Bolívar 2004 - II Parte* [en ligne]. Lima : SGCAN, 14 février 2008. Reportajes. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=LiSA0Ru2UtE>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN. *La Gran Ruta Inca - Qhapaq Ñan* [en ligne]. Lima : SGCAN, 24 février 2009. Spots. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=vu6WfluQPqU>

SECRETARIA GENERAL DE LA CAN .*Spot Comunidad Andina esta es mi tierra esta es mi casa* [en ligne]. Lima : SGCAN, 2 février 2012. Spots. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=JNZZuYi6OGc>

## SITES WEB

ALBA : [www.portalalba.org](http://www.portalalba.org)  
 CAB : [www.convenioandresbello.org](http://www.convenioandresbello.org)  
 CAF : <https://www.caf.com>  
 CELAC : [www.celacinternational.org](http://www.celacinternational.org)  
 CEPAL : <http://www.cepal.org>  
 Communauté Andine : [www.comunidadandina.org](http://www.comunidadandina.org)  
 IIRSA : [www.iirsa.org](http://www.iirsa.org)  
 Latinobaromètre : <http://www.latinobarometro.org>  
 Mercosur : <http://www.mercosur.int>  
 OEA : <http://www.oas.org>  
 OMC : [www.wto.org](http://www.wto.org)  
 OPALC : [www.sciencespo.fr/opalc](http://www.sciencespo.fr/opalc)  
 Parlement Andin : [www.parlatino.org](http://www.parlatino.org)  
 RadioCAN : <http://radiocan.comunidadandina.org>  
 TJA : <http://www.tribunalandino.org.ec>  
 TVCAN : <http://tvcan.comunidadandina.org>  
 UASB : <http://www.uasb.edu.ec>  
 UNASUR : [www.unasur.org](http://www.unasur.org)  
 Wayback machine : [www.web.archive.org](http://www.web.archive.org)

## TABLE DES ACRONYMES

CAF	Corporation Andine de Développement
CAN	Communauté Andine
ALALC	Association Latino-Américaine de Libre Echange
SAI	Système Andin d'Intégration
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement
BID	Banque Interaméricaine de Développement
JUNAC	Junte de l'Accord de Carthagène
FAR	Fonds Andin de Réserves
CAB	Convention Andres Bello

FLAR	Fonds Latino Américain de Reserves
ALADI	Association Latino Américaine de développement Industriel
CAMRE	Conseil Andin des Ministres des Affaires Etrangères
SGCAN	Secrétariat Général de la Communauté Andine
COSIPLAN	Conseil Sudaméricain d'Infrastructure et de Plannification
IIRSA	Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sudaméricaine
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
CAASS	Comités Andinos de Autoridades en Seguridad Social
CAASST	Comités Andinos de Autoridades en Seguridad y Salud en el Trabajo
PIDS	Plan Integrado de Desarrollo Social"
PACTHO	Programme de coopération technique horizontal
OANDES	Objectifs Andins de Développement Social
CAMCC	Conseil Andin des Ministres de la Culture et des Cultures
CAES	Comité Asesor Economico y Social
CAAAM	Comité Andino de Autoridades Ambientales

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Cartes des intégrations régionales dans le monde.....	27
Figure 2 : Evolution des accords commerciaux dans le monde 1948-2015 (OMC).....	29
Figure 3 : Historique des processus d'intégration.....	30
Figure 4 : Le Système Andin d'Intégration .....	69
Figure 5 : Objectifs et résultats du projet SOCICAN .....	92
Figure 6: Diversité de formats (2008-2013) .....	179
Figure 7 : publications simplifiées pour le grand public (2008-2013).....	179
Figure 8 : archives wayback machine pour l'adresse <a href="http://www.comunidadandina.org">www.comunidadandina.org</a> .....	183



Figure 9 : carte de vœux du service de communication sur les réseaux sociaux – 2012 .....	195
Figure 10 : Implication du citoyen sur les réseaux sociaux .....	196
Figure 11 : Présentation symbolique de l'emblème de la Communauté Andine .....	198
Figure 12 : représentation et symbolisation du patrimoine archéologique précolombien dans les publications du SGCAN .....	200
Figure 13 : patrimoine archéologique dans la campagne des droits andins .....	200
Figure 14 : Représentations des figures des indépendances .....	202
Figure 15 : mobilisation de la figure de Simon Bolivar .....	204
Figure 16 : logotype de BIOCAN .....	208
Figure 17 : La métaphore du miroir, Espejo 2010.....	210
Figure 18 : la diversité culturelle dans la communication du SGCAN.....	210
Figure 19 : figuration de l'unité dans la diversité .....	212
Figure 20: Charte graphique de la campagne de promotion des droits du citoyen andin .....	215
Figure 21 : Visuel de la campagne Amazonia Nuestra .....	222
Figure 22 : la campagne des droits des citoyens à l'aéroport de Lima.....	246
Figure 23 : Tracé maritime consacré par la Cour internationale de Justice de La Haye.	321
Figure 24 : Principaux processus d'intégration régionale dans les Amériques en 2012 (SciencePo) .....	337
Figure 25 : Un drapeau hérité de la Grande Colombie.....	344

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du commerce intra-régional en Amérique latine 1990-1997 ....	47
Graphique 2 : Composition du commerce intra régional en 1970 et 1980.....	61
Graphique 3 : Part des exportations intra régionales 1975-1995.....	66
Graphique 4 : demandes d'interprétation juridique par année (1984-2014).....	71
Graphique 5 : Evolution des exportations andines (1969 =100).....	75
Graphique 6 : Répartition thématique des documents de travail et documents normatifs du SGCAN.....	78
Graphique 7 : Part de la communication dans les plans de travail du SGCAN.....	154
Graphique 8 : part de la promotion économique dans les documents stratégiques de 2002 et 2010.....	168
Graphique 9 : Prise en compte des populations et communication dans les plans de travail du SGCAN (1999-2012).....	169
Graphique 10 : part de la préoccupation pour les populations dans les documents stratégiques de 2002 et 2010.....	170
Graphique 11: Publications destinées aux citoyens lambda .....	170
Graphique 12 : Du lien entre l'identité et la communication dans les plans de travail 1999-2013.....	173
Graphique 13 : citoyenneté et communication dans les plans de travail du SGCAN (1999-2012).....	174
Graphique 14 : Evolution des publications du SGCAN.....	176
Graphique 15: Thématique des publications du SGCAN 1997-2015 .....	180

Graphique 16 : Evolution des principales thématiques des publications (1997 - 2015) .....	181
Graphique 17 : Répartition des vidéos TVCAN par rubrique.....	187
Graphique 18 : Connaissance de la CAN en 2009, comparaison des sources .....	225
Graphique 19 : connaissance du processus andin d'intégration en pourcentage.....	226
Graphique 20 : Connaissance des institutions du SAI (SOCICAN, 2009) .....	228
Graphique 21 : Connaissance des processus régionaux dans la région andine et dans le cône sud .....	229
Graphique 22 : Evaluation de l'intégration andine .....	230
Graphique 23: Pénétration sur Facebook en 2015 : UE, CAN, Mercosur .....	237
Graphique 24: Evolution des likes des comptes Facebook institutionnel et Ciudadanos CAN.....	238
Graphique 25 : Evolution des commentaires sur les réseaux sociaux.....	241
Graphique 26 : Thématique des publications commentées sur Facebook.....	242
Graphique 27 : Ressources des coopérations utilisées par la CAN entre 2006 et 2013.	249
Graphique 28 : Poids des partenaires extérieurs dans l'édition de publications (2005- 2015) .....	252
Graphique 29 : Foyers ayant accès à internet selon les pays .....	256
Graphique 30 : Concentration des médias dans les pays andins en 2004 .....	270
Graphique 31 : Part de la population andine ayant peu ou aucune confiance dans les institutions présentées.....	277

Graphique 32 : Corrélacion entre articles publiés et les recherches sur la Communauté Andine. (janvier 2004 = 100).....	278
Graphique 33 : Axes stratégiques de le relation presse dans les Plans de travail de la CAN entre 2000 et 2010 .....	282
Graphique 34: Notes de presse du SGCAN (1998-2015) .....	283
Graphique 35 : L'intégration régionale dans la presse colombienne Etude de El Espectador et El Tiempo 1969-1992 .....	290
Graphique 36 : La place de la Communauté Andine dans le quotidien El tiempo (Colombie) 2005-2016.....	291
Graphique 37 : évolutions de la couverture médiatique de l'intégration andine dans la presse colombienne (El Tiempo) .....	293
Graphique 38 : L'intégration andine dans la presse des quatre pays andins - étude comparée .....	295
Graphique 39: Mention des pays membres dans la presse colombienne.....	297
Graphique 40 : Variation du traitement médiatique et corrélation avec les sommets internationaux (2004-2005).....	302
Graphique 41 : Du poids de l'information économique sur le processus andin dans la presse colombienne.....	303
Graphique 42 : Processus d'intégration abordés dans les facultés de Communication de la région andine .....	306

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Axes de travail du PIDS.....	82
Tableau 2: Rencontres entrepreneuriales andines .....	88
Tableau 3: Projets sur la thématique de la communication financés par SOCICAN .....	96
Tableau 4 : Perspectives des institutionnalismes rationnels et discursifs présentés par Vivien Schmidt.....	112
Tableau 5 : Matrice des forces et faiblesses du processus andin d'intégration .....	157
Tableau 6 : Chronogramme d'actions pour la diffusion du processus andin.....	160
Tableau 7 : Synthèse des messages clés et objectifs de la stratégie de communication de 2010.....	163
Tableau 8 : Evolution du graphisme des publications du SGCAN.....	177
Tableau 9 : évolution du site web de la Communauté Andine.....	183
Tableau 10 : rapprochement du modèle théorique d'Anne Marie Thiesse et du contenu de la communication andine .....	205
Tableau 11 : Connaissance des droits des citoyens andins (2009).....	231
Tableau 12 : participation aux élections nationales et régionales. Colombie, Equateur, Pérou .....	234
Tableau 13: impact du concours ciudadanos CAN sur la page Facebook.....	238
Tableau 14 : programmes de financement européens 2007-2014.....	250
Tableau 15 : Exemples d'actions dans le domaine de la communication menées grâce au soutien de la coopération espagnole entre 2010 et 2012 .....	254

Tableau 16: Activités en faveur des médias du programme Initiative pour la Stabilisation Régionale .....	286
Tableau 17 : historique des réunions présidentielles andines (1990-2011).....	300
Tableau 18 : Variations institutionnelles et stratégiques du processus andin.....	313

# ANNEXES

## ***ANNEXE 1 : Liste des publications du SGCAN<sup>878</sup>***

Titre	Année
<b>comercio CAN-Alemania</b>	2016
<b>Todos somos ciudadanos CAN</b>	2016
<b>Somos CAN</b>	2016
<b>¿Cómo funciona el Sistema Andino de integración?</b>	2016
<b>dimension economico social</b>	2016
<b>Dimensión Económico Comercial de la CAN</b>	2015
<b>calendario comunidad andina 2016 - Riquezas Turísticas de la Comunidad Andina</b>	2015
<b>calendario comunidad andina 2016 - Patrimonio Cultural Inmaterial</b>	2015
<b>Memoria Final- Proyecto CESCAN II</b>	2015
<b>Dimensión Económico Comercial de la CAN</b>	2014
<b>Comunidad Andina 45 años</b>	2014
<b>Compendio de Normas de la Comunidad Andina</b>	2014
<b>Informe de Labores SGCAN 2013- 2014</b>	2014
<b>Dimensión Económico Comercial de la CAN</b>	2013
<b>Encuentro Empresarial Andino Bogotá 2013</b>	2013
<b>Estándares de Protección de Afrodescendientes</b>	2013
<b>Derechos de los Pueblos Indígenas en la CAN</b>	2013
<b>Boletín BioCAN N°3</b>	2013
<b>SICEXT, Sistema Integrado de Comercio Exterior</b>	2013
<b>Informe de Gestión Mayo 2010 - Febrero 2013</b>	2013
<b>Manual de Sustancias Químicas usadas en el procesamiento de drogas ilícitas</b>	2013
<b>Encuentro Empresarial Andino (Folleto)</b>	2012
<b>Estado de la biodiversidad en los Andes Tropicales</b>	2012
<b>Vulnerabilidad y adaptación en Andes Tropicales</b>	2012
<b>Biodiversidad y Cambio Climático en los Andes</b>	2012
<b>Estrategia Gestión Integrada de Recursos Hídricos</b>	2012
<b>Agenda Ambiental Andina 2012 - 2016</b>	2012
<b>Programa Regional Andino AECID-CAN</b>	2012
<b>Afrodescendientes en la Comunidad Andina</b>	2012
<b>Derechos de Pueblos Afrodescendientes en la CAN</b>	2012
<b>Boletín BioCAN n°2</b>	2012
<b>Boletín BioCAN</b>	2012

<sup>878</sup> Liste établie en avril 2016 à partir des publications présentées sur le site de la CAN et ayant servi de base à notre analyse. Les flyers ainsi que documentations techniques des programmes de coopération anti-drogue ne sont pas référencés.

<b>Muestra de Cine: Butaca Andina</b>	2012
<b>Butaca Andina. Catálogo de largometrajes</b>	2012
<b>Convergencia Macroeconómica Andina 2011</b>	2012
<b>Revista de la Integración N°9 gestion ambiental</b>	2012
<b>Calendario Comunidad Andina 2013</b>	2012
<b>CAN, Informe Estadístico de Turismo 2012</b>	2012
<b>derechos ciudadano Turismo y Migración</b>	2012
<b>La CAN en cifras 2012</b>	2012
<b>Bolivia en la Comunidad Andina</b>	2012
<b>Respuesta conjunta al Problema Mundial de Drogas</b>	2012
<b>Intercambio de experiencias fortalecimiento ZIF</b>	2012
<b>Apoyo a la Cohesión Económica y Social en la CAN</b>	2012
<b>Convergencia Macroeconómica Andina 2010 - Bolivia - Colombia - Ecuador – Perú</b>	2011
<b>La Comunidad Andina al natural</b>	2011
<b>Agricultura Familiar Agroecológica Campesina en la Comunidad Andina Una opción para mejorar la seguridad alimentaria y conservar la biodiversidad</b>	2011
<b>La Comunidad Andina en el 2010 : una mirada desde la prensa</b>	2011
<b>Ecuador en la Comunidad Andina</b>	2011
<b>Informe de la Presidencia Pro Tempore del Estado Plurinacional de Bolivia 2010 – 2011 - Construyendo la Integración Latinoamericana</b>	2011
<b>Informe de Labores de la Secretaría General de la Comunidad Andina Julio 2010 - Julio 2011</b>	2011
<b>Políticas de Desarrollo Social en la Comunidad Andina</b>	2011
<b>Perfil de Género y Salud de la Subregión Andina 2010</b>	2011
<b>Derechos del Ciudadano Andino -Turismo, Migración y Trabajo</b>	2011
<b>2011 Año Andino de la Integración Social</b>	2011
<b>Apoyo a la Cohesión Económica y Social en la Comunidad Andina Proyecto CESCAN - Cooperación CAN-UE</b>	2011
<b>Estrategias Económicas, Productivas y Comerciales en la Región Andina</b>	2011
<b>cuenta satelite de turismo</b>	2011
<b>comercio exterior en la CAN en el 2010</b>	2011
<b>La CAN en cifras 2011</b>	2011
<b>Modelos de Desarrollo Rural con Enfoque Territoria</b>	2011
<b>Mejoramiento de la Nutrición Poblaciones Indígenas</b>	2011
<b>Comunidad Andina: Una Respuesta Conjunta al Problema Mundial de las Drogas</b>	2010
<b>Lecciones aprendidas del Proyecto de Drogas Sintéticas - DROSICAN</b>	2010
<b>Convergencia Macroeconómica Andina - Retomando la senda del crecimiento 2009</b>	2010
<b>El Agua de los Andes - Un recurso clave para el desarrollo e integración de la región</b>	2010
<b>RUTANDINA - Construyendo la integración</b>	2010
<b>Somos Comunidad Andina</b>	2010
<b>La Comunidad Andina en el 2009 - Principales Noticias sobre el Proceso Andino de Integración</b>	2010
<b>Agenda Estratégica CAN 2010- Principios Orientadores y Agenda Estratégica Andina</b>	2010
<b>Memoria de la Secretaría Pro Tempore de la Presidencia Peruana de la Comunidad Andina 2009 - 2010</b>	2010



<b>Informe de Gestión Enero 2007 - Mayo 2010 - Secretaría General de la Comunidad Andina</b>	2010
<b>La Cooperación Regional en la Comunidad Andina</b>	2010
<b>Políticas Culturales en la Región Andina</b>	2010
<b>Derechos del Ciudadano Andino</b>	2010
<b>semana de las culturas andinas</b>	2010
<b>tejiendo redes</b>	2010
<b>Estudio Epidemiológico Andino sobre consumo de drogas sintéticas en la población universitaria de Bolivia, Colombia, Ecuador y Perú, 2009</b>	2009
<b>Legislación Estadística Comunitaria</b>	2009
<b>Uso del Sistema Internacional de Unidades (SI) en la Comunidad Andina - Reglas Generales</b>	2009
<b>Convergencia Macroeconómica Andina 2008 - Retos y oportunidades ante la crisis mundial</b>	2009
<b>Lecciones aprendidas de Clima Latino. Encuentro Internacional sobre Cambio Climático en América Latina</b>	2009
<b>Mapa de los Ecosistemas de los Andes del Norte y Centro</b>	2009
<b>Atlas de las Dinámicas del Territorio Andino: Población y bienes expuestos a amenazas naturales</b>	2009
<b>El Poder Ecológico de las Naciones - La Biocapacidad de la Tierra como un nuevo marco para la cooperación internacional</b>	2009
<b>Ética Ambiental y Política Pública - VI Jornadas de Reflexión Ética</b>	2009
<b>40 años de Integración Andina. Avances y Perspectivas</b>	2009
<b>Somos Comunidad Andina</b>	2009
<b>¿Cómo funciona el Sistema Andino de Integración?</b>	2009
<b>La CAN 40 años de integración. Estadística en Gráficos</b>	2009
<b>Programa de Trabajo 2009 - 5 áreas - 22 programas - 75 proyectos</b>	2009
<b>La Comunidad Andina en el 2008 . Principales acciones</b>	2009
<b>Informe de Labores Junio 2008 - Junio 2009</b>	2009
<b>Apostando por la paz y seguridad en la Comunidad Andina</b>	2009
<b>Servicios de Información de la Secretaría General de la Comunidad Andina</b>	2009
<b>¿Viajas en avión? Derechos y deberes de los pasajeros</b>	2009
<b>Derecho a viajar libremente - Sin visa ni pasaporte</b>	2009
<b>La Construcción de la Integración Suramericana</b>	2008
<b>Diagnóstico de la situación subregional andina sobre la prevención y respuesta a emergencias por productos químicos peligrosos y materiales radiactivos</b>	2008
<b>Plan Subregional Andino para la prevención y respuesta a emergencias por productos químicos peligrosos y materiales radiactivos</b>	2008
<b>Convergencia Macroeconómica Andina 2007</b>	2008
<b>Reconversión Productiva de la Agricultura - Informe Final</b>	2008
<b>Manual de Estadísticas Ambientales Andinas</b>	2008
<b>El Cambio Climático no tiene fronteras - Impacto del Cambio Climático en la Comunidad Andina</b>	2008
<b>RutAndina - Construyendo la Integración Integral</b>	2008
<b>Manual de Procedimientos del Sistema Andino de Solución de Controversias</b>	2008
<b>Comunidad Andina - Programa de Trabajo 2008-2009</b>	2008
<b>Los Pueblos Indígenas y la Integración Andina</b>	2008

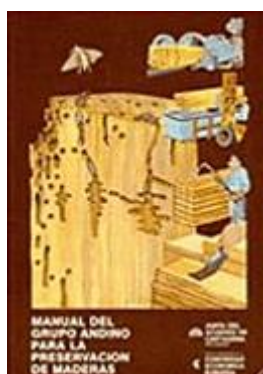
<b>memoria de avance predecan</b>	2008
<b>La Contratación Pública en los Países de la Comunidad Andina</b>	2007
<b>Medidas en Frontera sobre Propiedad Intelectual</b>	2007
<b>Convergencia Macroeconómica Andina 2006</b>	2007
<b>Control Aduanero</b>	2007
<b>Normas de Origen de las Mercancías</b>	2007
<b>Nomenclatura Común Andina</b>	2007
<b>Valoración Aduanera</b>	2007
<b>Regímenes Aduaneros</b>	2007
<b>Documento Único Aduanero</b>	2007
<b>Tránsito Aduanero</b>	2007
<b>Manual de Buenas Prácticas para la estimación del Comercio Internacional de Servicios</b>	2007
<b>Las Mejores   The Best</b>	2007
<b>Concurso PYME Andina 2006 - 2007: Fortaleciendo la integración comercial andina</b>	2007
<b>Clima Latino - Encuentro Internacional sobre Cambio Climático en América Latina</b>	2007
<b>La Gran Ruta Inca y el uso sostenible de la biodiversidad en los países de la región andina.</b>	2007
<b>Cosa sería este clima - Panorama del Cambio Climático en la Comunidad Andina</b>	2007
<b>¿El fin de las cumbres nevadas? Glaciares y Cambio Climático en la Comunidad Andina</b>	2007
<b>¿Y por dónde comenzamos? Prioridades de la Comunidad Andina ante el Cambio Climático</b>	2007
<b>Bosques y Mercadeo de Carbono Potencial del MDL Forestal en la Comunidad Andina</b>	2007
<b>Revista de la Integración</b>	2007
<b>Memoria Enero 2005 - Noviembre 2007 Proyecto de Cooperación UE-CAN Asistencia Técnica Relativa al Comercio</b>	2007
<b>Lucha Contra el Fraude</b>	2007
<b>Las negociaciones hemisféricas y la Comunidad Andina - Evaluación de Impacto</b>	2006
<b>Convergencia Macroeconómica Andina 2005</b>	2006
<b>Agenda Ambiental Andina 2006 – 2010</b>	2006
<b>La Comunidad Andina - Una apuesta por nuestro futuro</b>	2006
<b>La Equidad Fiscal en los Países Andinos</b>	2006
<b>La gobernabilidad democrática y el problema del empleo en la Subregión Andina</b>	2006
<b>Paz y Seguridad en la Región Andina</b>	2006
<b>Gastronomía y Biodiversidad: Aromas y Sabores Andino -Amazónicos</b>	2006
<b>Comunicación para la Integración</b>	2006
<b>Enseñanza de Integración en los Países Andinos</b>	2006
<b>Biocomercio en la subregión andina. Oportunidades para el desarrollo</b>	2005
<b>Convergencia Macroeconómica 2004</b>	2005
<b>Estrategia Regional de Biodiversidad para los países del trópico andino</b>	2005
<b>Juntos Somos Mejores</b>	2005
<b>Cumbres Andina y Sudamericana</b>	2005
<b>Elementos para la protección sui generis de los conocimientos tradicionales colectivos e integrales desde la perspectiva indígena</b>	2005
<b>Políticas de Seguridad Alimentaria en los Países de la Comunidad Andina Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe</b>	2005

<b>El Trabajo y El Empleo en los Tratados de Libre Comercio</b>	2004
<b>Manual Andino de Patentes</b>	2004
<b>Apuntes para una historia del Consejo Consultivo Laboral Andino</b>	2004
<b>Convergencia Macroeconómica 2003</b>	2004
<b>35 años de Integración Económica y Comercial. Un balance para los países andinos</b>	2004
<b>Testimonio Comunitario - Doctrina - Legislación - Jurisprudencia</b>	2004
<b>Integración para el Desarrollo - XV Reunión del Consejo Presidencial Andino</b>	2004
<b>Regulación de Cosméticos en la Comunidad Andina</b>	2003
<b>Lineamientos Técnicos Apoyo a la negociación internacional de los países miembros de la Comunidad Andina en materia de acceso a recursos genéticos y conocimientos tradicionales</b>	2003
<b>Proyecto Granadua Fortalecimiento de la Unión Aduanera en los países de la Comunidad Andina. Memoria. Mayo 2000 - Mayo 2003</b>	2003
<b>Geografía Económica de la Comunidad Andina. Regiones: Nuevos actores de la integración</b>	2003
<b>Análisis del Impacto del ALCA en la Comunidad Andina</b>	2003
<b>Análisis del Tratado de Libre Comercio Chile - Estados Unidos</b>	2003
<b>Cómo hacer negocios en la Comunidad Andina: Guía de Comercio e Inversión</b>	2003
<b>GEO Andino 2003 - Perspectivas del medio ambiente</b>	2003
<b>Documentos de la XIV Reunión del Consejo Presidencial Andino. "La Renovación del Compromiso Comunitario"</b>	2003
<b>La Nueva Integración Andina- Discursos y Artículos</b>	2003
<b>Impacto Fiscal en la integración económica</b>	2003
<b>Las políticas energéticas en la Comunidad Andina</b>	2003
<b>Fortaleciendo Capacidades y Facilitando Espacios de Diálogo entre las Organizaciones Indígenas de los Países Andinos</b>	2003
<b>CD-Rom: Estrategia Regional de Biodiversidad para los Países del Trópico Andino</b>	2002
<b>CD-Rom: Decisión 523. Estrategia Regional de Biodiversidad para los Países del Trópico Andino</b>	2002
<b>Balance de una Gestión Agosto 1997 – 2002</b>	2002
<b>Documentos de las Reuniones del Consejo Presidencial Andino (1989-2002)</b>	2002
<b>La Dolarización en Ecuador - Efectos sobre el Comercio Andino</b>	2001
<b>Los seguros de depósitos en los países andinos. Propuestas para un régimen común</b>	2001
<b>Integración y Supranacionalidad - Soberanía y Derecho Comunitario en los Países Andinos</b>	2001
<b>Manual de diseño para maderas del Grupo Andino</b>	2000
<b>"Confecciones Andinas para el Tercer Milenio"</b>	2000
<b>Catálogo: Frutas y hortalizas andinas para el mundo</b>	1999
<b>CD-Rom: Frutas y hortalizas andinas para el mundo</b>	1999
<b>CD-Rom: Comunidad Andina</b>	1999
<b>Treinta Años de Integración Andina: Balance y Perspectivas</b>	1999
<b>Hacia una política exterior común de la Comunidad Andina</b>	1999
<b>Las relaciones externas de la Comunidad Andina: Entre la globalización y el regionalismo abierto</b>	1999
<b>Acuerdo de Cartagena codificado</b>	1997
<b>Manual del Grupo Andino para el secado de maderas.</b>	1990
<b>Manual del Grupo Andino para aserrío y afilado de sierras cintas y sierras circulares.</b>	1989

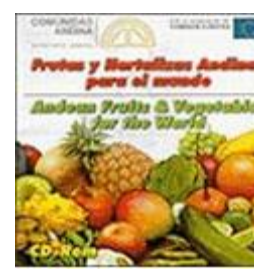
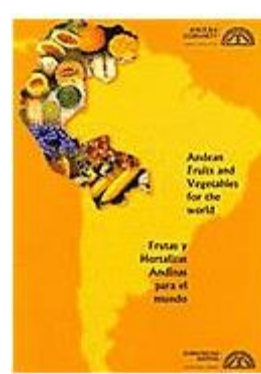
Manual del Grupo Andino para la preservación de maderas	1988
Influencia de Defectos en la Rigidez y Resistencia de Vigas de 5 Especies de la Subregión Andina	1983
Ensayos Preliminares de Tijerales o Cerchas	1982
Ensayos Preliminares de Paneles de Corte	1982
Cartilla de construcción con madera	1980

## ANNEXE 2 : Evolution des couvertures de publications andines<sup>879</sup>

### 1980 – 1998



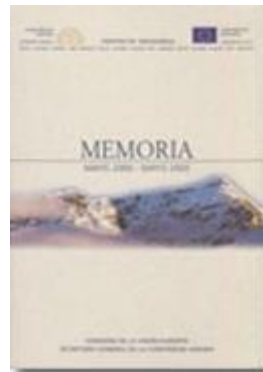
### 1999 – 2002



<sup>879</sup> Sur la base des publications présentées sur le site web de la Communauté Andine au 23/03/2016

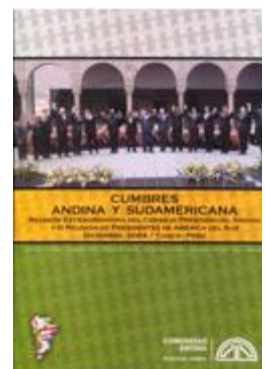
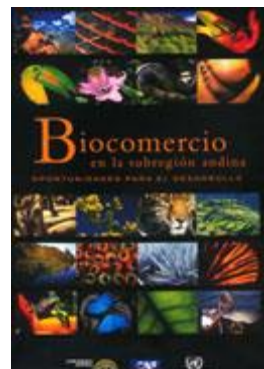
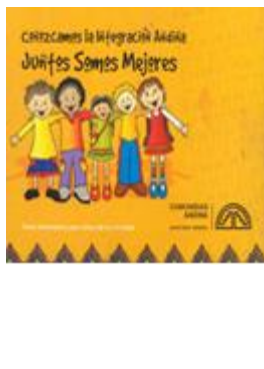


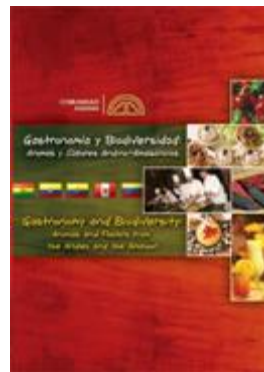
**2003**



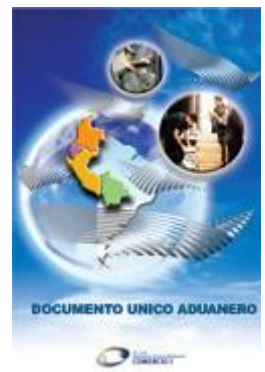
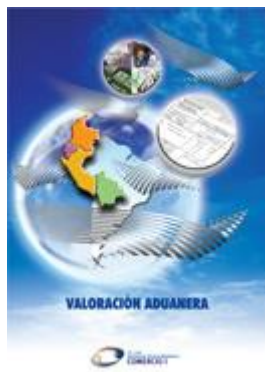
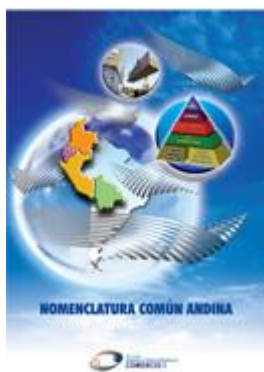
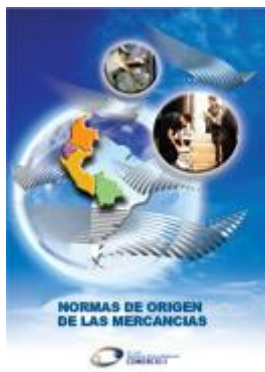


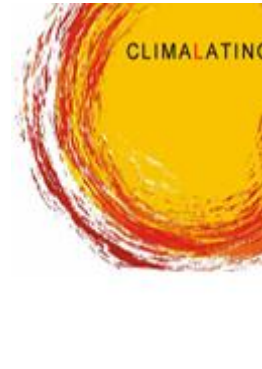
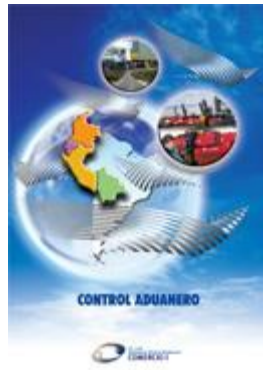
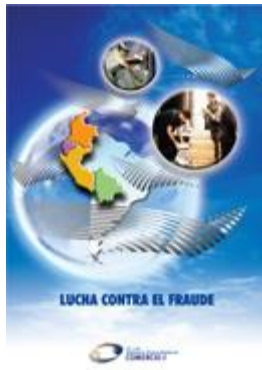
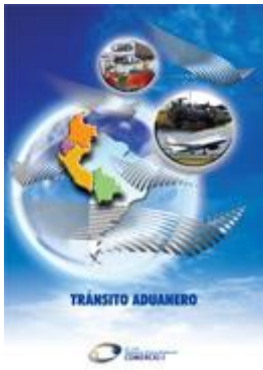
**2004-2006**





**2007**





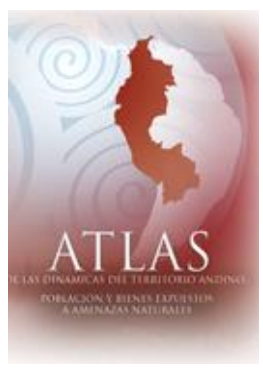
**2008**



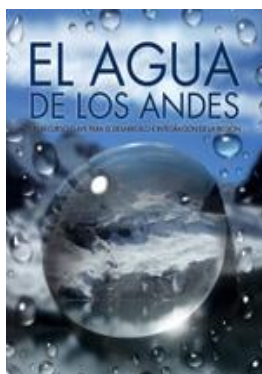
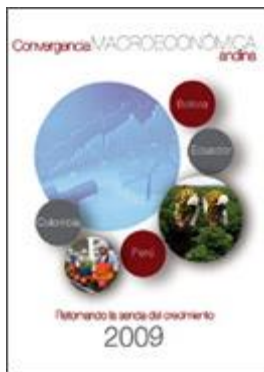


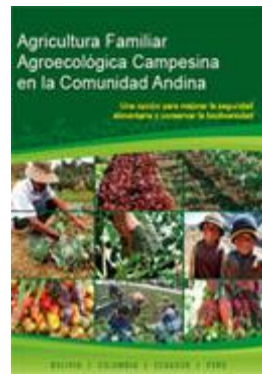
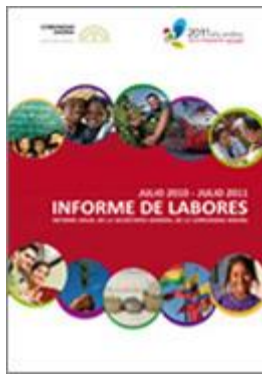


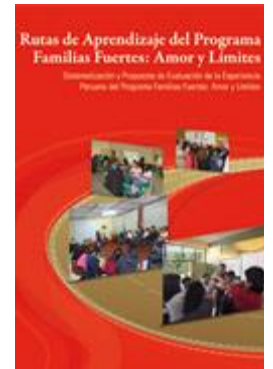
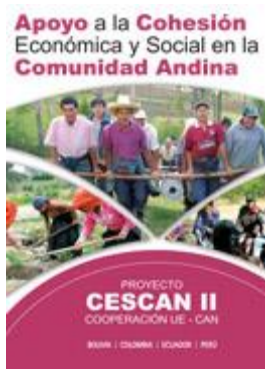
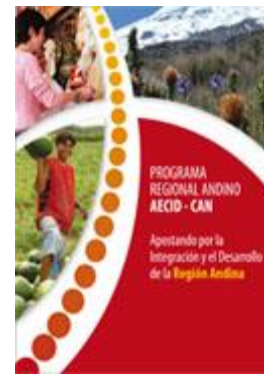
**2009**

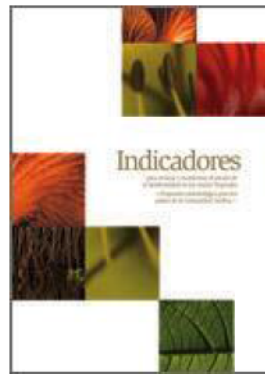
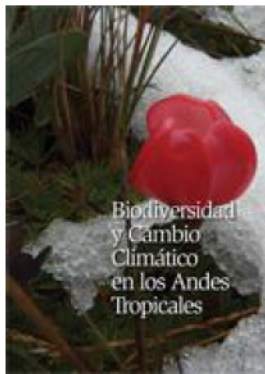


# 2010 - 2012

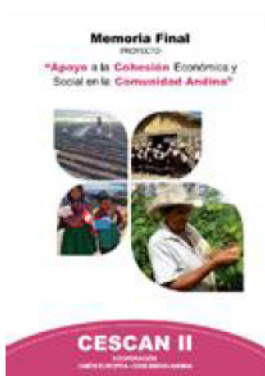








**2014-2015**



## **ANNEXE 3 : Matriz Síntesis de la Imagen-Objetivo Social de la Comunidad Andina” Francisco Pareja Cucalon, Revista integración n°8, 2011 p 64-65**

<b>PRINCIPIOS</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Integración multidimensional (Considerando. AC)</li> <li>• Ratificación o adhesión a los instrumentos internacionales de derechos humanos (Núm. 9. CSPA)</li> <li>• Validez de instrumentos internacionales vigentes de derechos humanos, incluida la Carta Social del Parlamento Andino (Considerando. CADH)</li> <li>• Vigencia gradual o progresiva de los derechos económicos, sociales y culturales (Art. 24. CADH)</li> <li>• Reconocimiento de que la diversidad cultural y étnica es fuente de riqueza y unión entre nuestras sociedades (Párrafo 6. DMP)</li> <li>• Visión integral (holística) del desarrollo social (FIDS)</li> </ul>
<b>OBJETIVOS GENERALES</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eliminar la pobreza para la justicia social (Art. 129. AC)</li> <li>• Reducir la pobreza en un 50% hasta el año 2013 (Párrafo 11. DMP)</li> <li>• Reducir la pobreza, la exclusión y la desigualdad social (FIDS)</li> <li>• Afirmar el carácter multiétnico y pluricultural de los países andinos (Art. 32. CADH)</li> <li>• Superar la exclusión de los pueblos indígenas y afro descendientes y fortalecer los vínculos culturales entre todos los grupos sociales (FIDS)</li> <li>• Promover el desarrollo equilibrado, armónico y en equidad, y reducir diferencias de desarrollo entre los Países Miembros (Art. 1 y Cap. XV. AC)</li> <li>• Fortalecer la solidaridad subregional (Art. 1. AC)</li> <li>• Mejorar persistentemente el nivel de vida de los habitantes de la subregión (Art. 1. AC)</li> <li>• Promover el desarrollo humano y social de nuestros pueblos (Párrafo. CSPA)</li> <li>• Alcanzar un crecimiento económico con equidad para superar las desigualdades sociales (Párrafo 11. DMP)</li> </ul>
<b>SOCIOLABORALES</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acelerar la generación de ocupación (Art. 1. AC)</li> <li>• Impulsar el fomento del empleo, especialmente en el sector informal urbano (FIDS)</li> <li>• Propender a la libre movilidad de los nacionales en el área andina (Núm. 21. CSPA)</li> <li>• Mejorar la promoción y protección de los derechos humanos de los migrantes y sus familias (Arts. 50 y 51. CADH)</li> <li>• Diversificar y elevar el nivel técnico y cobertura de los sistemas de formación profesional y capacitación para el trabajo (Art. 130. AC)</li> <li>• Mejorar la empleabilidad de los trabajadores (FIDS)</li> <li>• Promover iniciativas para la protección y bienestar de la población trabajadora (Art. 130. AC)</li> <li>• Garantizar el cumplimiento de los Convenios de la OIT relativos a los derechos fundamentales de los trabajadores. Propiciar la creación de comités laborales regionales (Nums. 152 y 156. CSPA)</li> <li>• Avanzar hacia la constitución de una base jurídica común andina de protección y defensa de los derechos fundamentales de los trabajadores (FIDS)</li> <li>• Empezar programas y acciones de cooperación económica y social en salud, seguridad social, vivienda de interés social, educación y cultura (Arts. 1, 121 y 129. AC)</li> <li>• Armonizar regionalmente las normas nacionales en materia de salud y seguridad social (Num. 90. CSPA)</li> <li>• Promover la participación de pequeñas empresas, microempresas y empresas asociativas para fomentar proyectos de apoyo social (Art. 130. AC)</li> </ul>
<b>SALUD Y ALIMENTACIÓN</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Propiciar programas para la erradicación de enfermedades transmisibles (Núms. 88 y 91. CSPA)</li> <li>• Ejercer vigilancia y control conjuntos sobre los brotes epidemiológicos (FIDS)</li> <li>• Ejecutar acciones referidas a la salud sexual y reproductiva, y reducir los altos índices de mortalidad materna (Num. 95 y 96. CSPA)</li> <li>• Alcanzar mayor grado de seguridad alimentaria (Arts. 87 y 88. AC)</li> <li>• Promover la adopción de una estrategia comunitaria para garantizar la seguridad alimentaria de la población andina (FIDS)</li> <li>• Mejorar el acceso de la población a medicamentos genéricos y esenciales (FIDS)</li> </ul>
<b>EDUCACIÓN</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renovar y mejorar la calidad de la educación básica (Art. 130. AC)</li> <li>• Mejorar la calidad, equidad y pertinencia de la educación básica (FIDS)</li> <li>• Propiciar la creación de colectivos regionales de especialistas para aprovechar recursos, equipos y tecnologías de punta en la educación (Num. 140. CSPA)</li> <li>• Generalizar el uso de las TIC para actividades educativas y culturales, especialmente en zonas urbanas y rurales de concentración de la pobreza (FIDS)</li> <li>• Reconocer recíprocamente títulos de educación superior (Art. 130. AC)</li> <li>• Garantizar la vigencia de sistemas de equivalencia de estudios y validación de títulos en los niveles básico, medio, técnico y superior (Num. 133. CSPA)</li> </ul>
<b>IDENTIDAD</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Afirmar la identidad cultural andina y formar en valores para la integración (Art. 129. AC)</li> <li>• Crear y fortalecer una conciencia comunitaria andina (Núm. 13 y 138. CSPA)</li> <li>• Promover programas a favor de la interculturalidad (Art. 33 a 35, 40 y 41. CADH)</li> </ul>
<b>DESARROLLO RURAL</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mejorar nivel de vida de la población rural; atender necesidades de áreas deprimidas, particularmente rurales; e impulsar incorporación plena de áreas rurales y semirurales al desarrollo (Arts. 87, 129 y 130. AC)</li> <li>• Estimular el desarrollo rural integral (Núm. 145. CSPA)</li> <li>• Impulsar una estrategia andina de desarrollo rural con enfoque territorial (FIDS)</li> </ul>
<b>FRONTERAS</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impulsar el desarrollo integral de las regiones de frontera (Art. 126. AC)</li> <li>• Promover el desarrollo social en las zonas de frontera (FIDS)</li> </ul>
<b>IGUALDAD DE OPORTUNIDADES, EQUIDAD DE GÉNERO Y POBLACIÓN EN SITUACIÓN DE VULNERABILIDAD</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Armonizar políticas para: participación económica de la mujer y de apoyo y protección a la infancia y la familia (Art. 130. AC)</li> <li>• Promover la expedición de un Código de Familia a nivel subregional (Núm. 31. CSPA)</li> <li>• Asegurar el cumplimiento de los tratados e instrumentos internacionales para la protección de los niños (Núms. 56 y 59. CSPA)</li> <li>• Mejorar la promoción y protección de los derechos humanos de los niños, niñas y adolescentes (Arts. 44 y 45. CADH)</li> <li>• Eliminar las peores formas de trabajo infantil (FIDS)</li> <li>• Eliminar todas las formas de discriminación y de violencia contra la mujer; promover la igualdad de derechos y oportunidades, la participación de la mujer y la atención preferente a la mujer en los ámbitos del trabajo. Crear Defensorías de la Mujer y la Niñez (Núms. 34, 35, 38, 39 y 45. CSPA)</li> <li>• Mejorar la promoción y protección de los derechos humanos de las mujeres (Arts. 42 y 43. CADH)</li> <li>• Implementar una política para el desarrollo de la juventud y de sus organizaciones (Núm. 50. CSPA)</li> <li>• Tratar la problemática de las personas de la Tercera Edad (Núm. 66. CSPA)</li> <li>• Mejorar la promoción y protección de los derechos humanos de los adultos mayores (Arts. 46 y 47. CADH)</li> <li>• Mejorar la promoción y protección de los derechos humanos de las personas con discapacidades (Arts. 48 y 49. CADH)</li> <li>• Mejorar la promoción y protección de los derechos humanos de las personas con diversa orientación sexual, desplazados internos, personas privadas de la libertad, refugiadas y apátridas (Arts. 52 a 59. CADH)</li> </ul>

## **ANNEXE 4 : Réseaux éducatifs andins**

### **Lista de Instituciones de Educación Superior participantes en la Red Académica de la Comunidad Andina (DI466)**

<b>Bolivia</b>  Universidad Andina Simón Bolívar Universidad Católica Boliviana Universidad Privada Boliviana Universidad Mayor de San Andrés	<b>Perú</b>  Universidad de Lima Universidad del Pacífico Pontificia Universidad Católica del Perú Universidad Peruana Cayetano Heredia
<b>Colombia</b>  Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario Universidad de los Andes Universidad de Antioquia Universidad Nacional de Colombia	<b>Venezuela</b>  Universidad de los Andes - Mérida Universidad Católica Andrés Bello (UCAB) Universidad Simón Bolívar Universidad Central de Venezuela
<b>Ecuador</b>  Universidad Andina Simón Bolívar Pontificia Universidad Católica del Ecuador Universidad Católica de Santiago de Guayaquil Universidad de Especialidades Espíritu Santo	

Autres réseaux éducatifs (DI919, DI924, DI949) :

Red de Escolares Andinos –CENIT
Consejo de Universidades Andinas - CONSUAN
la Red Universitaria de Derecho Comunitario Andino
la Red Andina Académica y de Organizaciones Sociales - RAAOS
Red de maestros
Red Andina de Universidades en Gestión del Riesgo y Cambio Climático

## **ANNEXE 5 : Etude des plans de travail du SGCAN**

Nous avons étudié les plans de travail du Secrétariat Général de la CAN que nous avons pu trouver dans l'espace documentation du site web de la CAN ( <http://www.comunidadandina.org/Documentos.aspx> ). Il s'agit des 11 documents suivants :

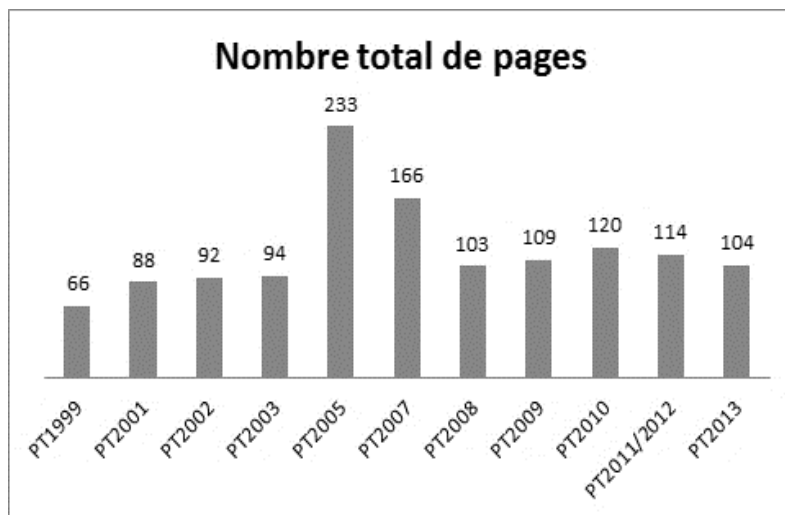
<b>référence</b>	<b>titre complet du document</b>	<b>date d'édition</b>	<b>dénomination</b>
SGDT 53	programa de trabajo, por procesos, de la secretaria general de la comunidad andina para 1999	15/03/1999	PT1999
SGDT 108 rev1	programa de trabajo de la secretaria general para el año 2001	19/12/2000	PT2001
SGDT 141	programa de trabajo de la secretaria general para el año 2002	21/12/2001	PT2002
SGDT 167	programa de trabajo de la secretaria general para el año 2003	22/07/2002	PT2003
SGDT 277.1 rev1	"integración para el desarrollo" plan de acción programas y proyectos	15/11/2004	PT2005
SGDI 835 rev1	programa de trabajo 2007	16/07/2007	PT2007
SGDI 880	programa de trabajo 2008	21/04/2008	PT2008
SGDI 920	programa de trabajo 2009	01/01/2009	PT2009
SGDI 938	programa de trabajo 2010	21/04/2010	PT2010
SGDI 971	programa de trabajo de la secretaria general de la Comunidad andina agosto 2011-julio 2012	25/01/2012	PT2011/2012
SGDI 991	programa de trabajo de la secretaria general de la Comunidad andina enero 2013-diciembre 2013	11/12/2012	PT2013

Nous présentons donc dans le tableau ci-dessus les 11 documents dont il s'agit en indiquant la référence sous laquelle ils sont enregistrés dans le centre de documentation de la CAN ; leur titre complet et leur date d'édition. Nous indiquons enfin pour plus de lisibilité dans nos analyses la dénomination uniformisée et transparente que nous leur avons attribuée ; elle correspond à une abréviation de "Plan de Travail" sous l'acronyme PT suivi de la période pour laquelle le plan de travail s'applique. Précisons ici que les plans de travail ne sont pas toujours publiés en fin d'année précédant la période que projette le plan de travail. En effet seuls 4 plans de travail des 11 présentés sont édités dans la période de fin d'année (novembre-décembre) précédant l'année de planification évoquée ; et un plan est édité au premier janvier de ladite année. Les autres plans ; soit la majorité

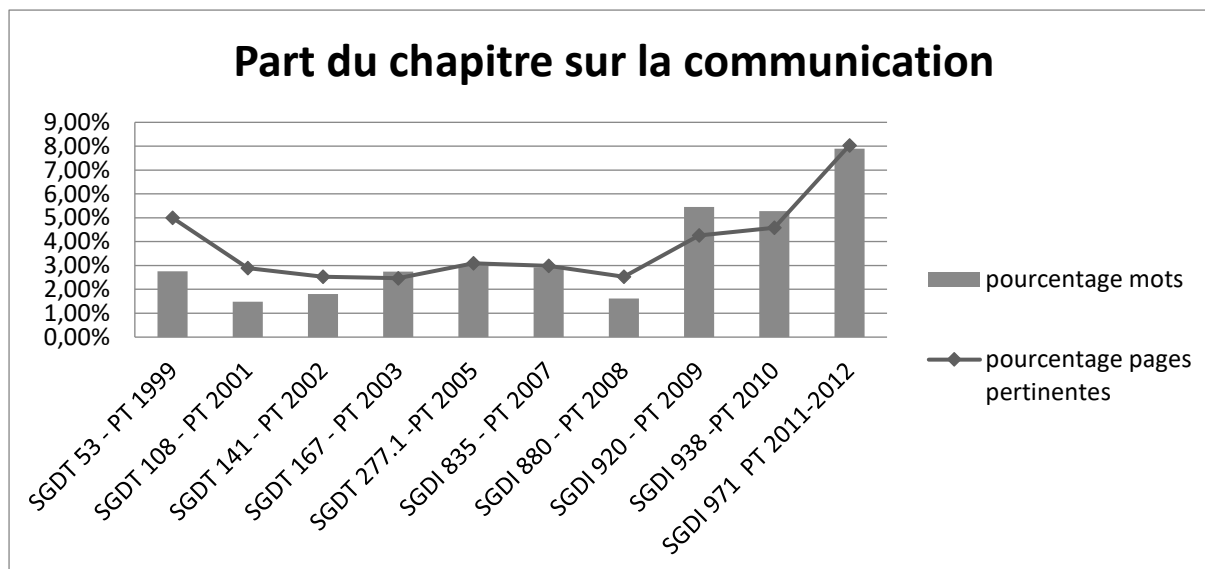


des documents, sont en effet édités en cours de période de validité du dit plan allant parfois jusqu'à être édité en milieu de période comme pour le PT2007 édité en juillet 2007 ou le PT2011/2012 édité en janvier 2012. Nous remarquons donc d'emblée un manque de régularité dans l'édition de ces plans de travail, du moins d'après les documents disponibles en ligne. Nous avons en effet 11 plans de travail pour une période recouvrant 14 années ; l'un d'entre eux étant à cheval sur deux années et 3 années n'étant pas représentées :

2000 ; 2004 et 2006



	Thématique de l'axe principal	Position	Intitulé
PT1999	Finanzas, apoyo y logística	5/5	Difusión y divulgación institucional
PT2001	Finanzas, apoyo y logística	5/5	Difusión y divulgación institucional
PT2002	5	5/5	Difusión y divulgación institucional
PT2003	5	5/5	Difusión y divulgación institucional
PT2005	Otros Programas	4/4	Imagen Institucional
PT2007	gestión del proceso de integración y administración institucional	6/6	Comunicación y cultura
PT2008	Social y política	1/5	Comunicación y Cultura
PT2009	Social y política	1/5	Comunicación y Cultura
PT2010	gestión institucional	12/13	comunicación y documentación
PT2011/2012	Otras Actividades para el Proceso de Integración	13/13	comunicación
PT2013	desarrollo y soporte institucional	5/5	comunicación

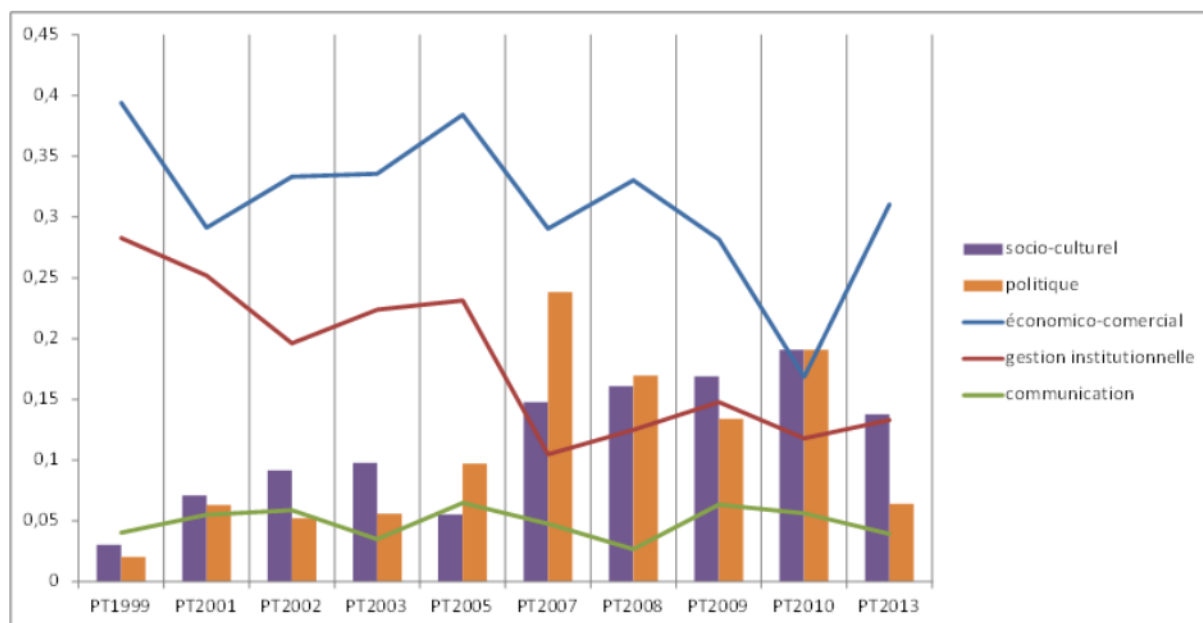


Le domaine de la communication n'est pas toujours abordé de la même façon dans les plans de travail de la CAN. Considéré la plupart du temps comme relevant des domaines appuyant le développement institutionnel et jumelé avec la notion de documentation il a également pu être associé aux politiques sociales de la CAN et lié à la valorisation culturelle. L'intitulé même donné à la partie consacrée à la communication a pu varier. Du plan de travail pour 1999 au plan de travail pour 2002 (SGDT53, SGDT108 rev1, SGDT141) le titre du chapitre dédié au développement d'une politique de communication pour la CAN est intitulé "Difusión y divulgación institucional" (programme 5.3). Il est chaque fois diffusé en trois domaines d'action : page Web, publications. Les plans pour 2001 et 2002 sont les mêmes et restent très proche de ce qui était planifié pour 1999. (Pas de plan trouvé pour 2000) Le plan de 2003 présente deux parties abordant le thème de la communication celui intitulé "difusión y divulgación institucional" que l'on retrouvait jusque-là, et une partie au début du plan (page 13) intitulé "promoción y difusión de la Comunidad Andina" qui prévoit en application de la décision 527 un certain nombre de mesure pour la diffusion générale du processus régional.

Ainsi tout d'abord centrée sur l'aspect technique voir professionnel d'une communication institutionnelle elle a ensuite été rapprochée de la culture à une période où elle a même été considérée comme appartenant aux actions socio politiques de la CAN avant de revenir à des intitulés plus sobres depuis 2010. Nous voyons en effet que seuls les PT 2008 et 2009 ne positionnent pas la communication comme un domaine d'action relevant de la gestion institutionnelle -ou figurent également les questions de ressources

humaines, techniques entre autres considérations administratives- mais le fait apparaitre en premier dans l'axe dédié à la politique et au social aux côtés d'un item sur la participation de la société civile. Ces 3 années recoupées par les PT 2007 ; 2008 et 2009 sont en effet celles de l'apparition d'un réel agenda social dans les plans de travail de la CAN et là le domaine de la participation civile est depuis lors toujours présent dans les PT même dans ceux ne faisant pas explicitement son lien avec la communication. D'autres domaines sont aussi progressivement glissés dans les plans de travail et semble liés aux efforts pour une intégration par le bas : la valorisation culturelle et l'éducation. Et nous considérons qu'en certains aspects ils font partie de la communication au sens large de la CAN pour susciter la participation des populations et leur identification au processus régional andin.

Nous remarquons globalement qu'au fur et à mesure des années, la part dédiée à l'économico-commercial a diminué notamment au profit des thématiques socio-culturelles et politiques malgré un retour en force de l'économie en 2013 :

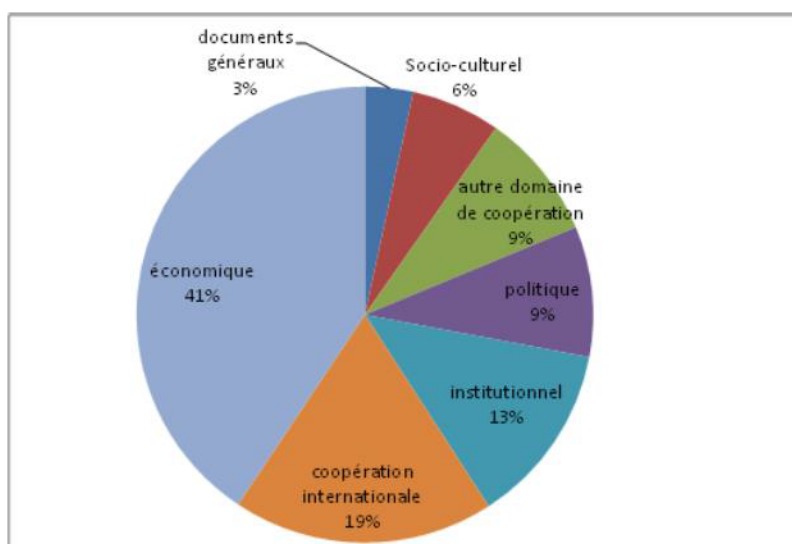


## ANNEXE 6 : Travail sur les documents de travail et informatifs

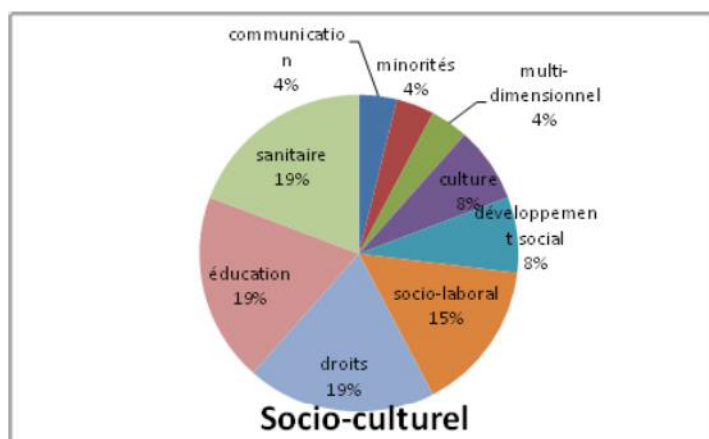
### Les documents de travail :

411 Documents de travail ont été recensés au 16/01/2012 (dernier document traité : SGGT454) à partir du site de la Communauté Andine ([http://intranet.comunidadandina.org/IDocumentos/c\\_Newdocs.asp?GruDoc=01](http://intranet.comunidadandina.org/IDocumentos/c_Newdocs.asp?GruDoc=01)). Nous avons en

effet volontairement mis de côté les versions révisées lorsqu'elles existaient afin de ne pas fausser les données. La répartition par thème est sous-thèmes de ces documents de travail révèle la prépondérance du thème économique



dans ces documents suivi par la coopération internationale, l'institutionnel. Viennent ensuite les autres domaines de coopération, en particulier la politique regroupant 9% des documents et le domaine socio-culturel qui lui représente 6% des 411 documents soit 26 documents de travail.



Dans le domaine socio-culturel, ont été identifiés 9 différents sous-thèmes dont 3 sont directement liés à notre sujet d'étude : les thèmes de la Communication (4%), de la Culture (8%) et de l'Education (19%) Par ailleurs le document classé sous l'item

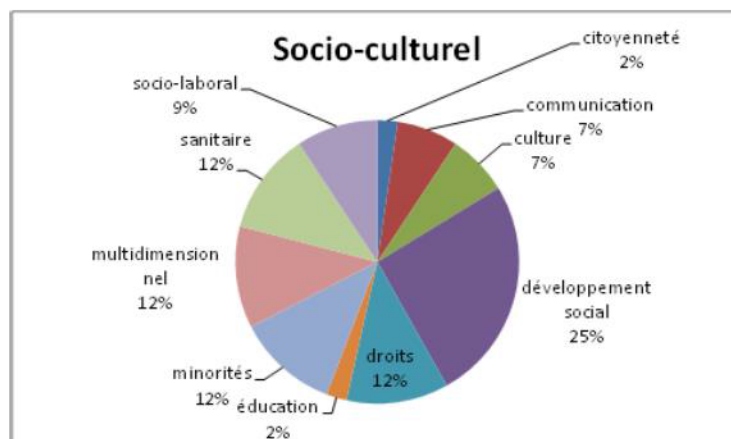
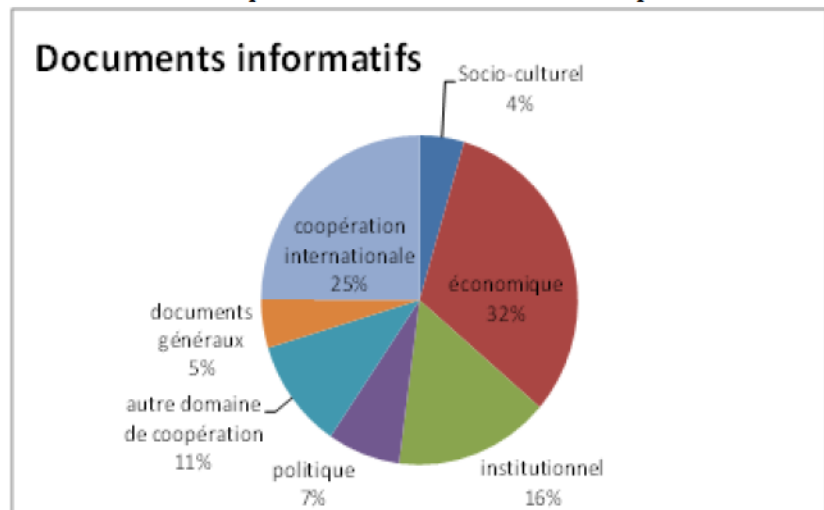
multidimensionnel aborde également en partie des aspects touchant à notre étude. Près du tiers des documents de travail consacré au domaine socioculturel intéressent donc notre étude mais ils ne représentent que 2% du total des documents de travail alors analysés

## Documents informatifs :

943 Documents informatifs ont été recensés au 12/01/2012 (dernier document traité : SGDI970) à partir du site de la Communauté Andine ([http://intranet.comunidadandina.org/IDocumentos/c\\_Newdocs.asp?GruDoc=02](http://intranet.comunidadandina.org/IDocumentos/c_Newdocs.asp?GruDoc=02)). Nous avons également mis de côté les versions révisées lorsqu'elles existaient afin de ne pas fausser les données. La répartition par thème est sous-thèmes de ces documents de travail a été analysée et il en ressort des constatations similaires à celles effectuées pour les documents de travail.

Comme pour les documents de travail nous remarquons

les mêmes prépondérances : économie, coopération internationale et institutionnel, bien que les écarts soient moins importants. Le domaine socio-culturel ne représente plus ici que 4% (contre 6% pour les DT). Ils représentent toutefois 43 documents contre 26 pour les DT.

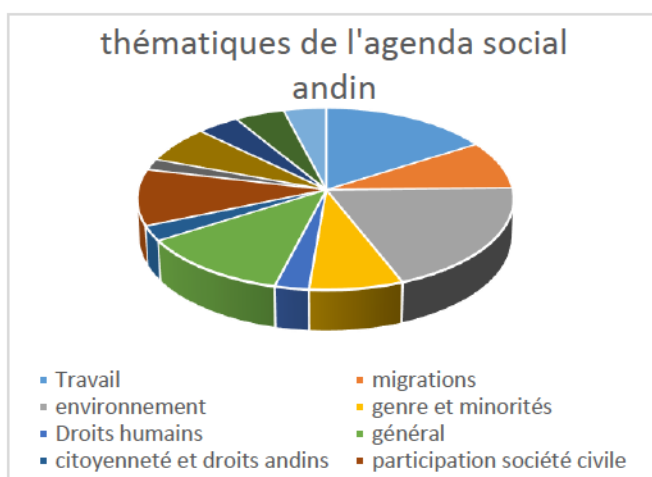
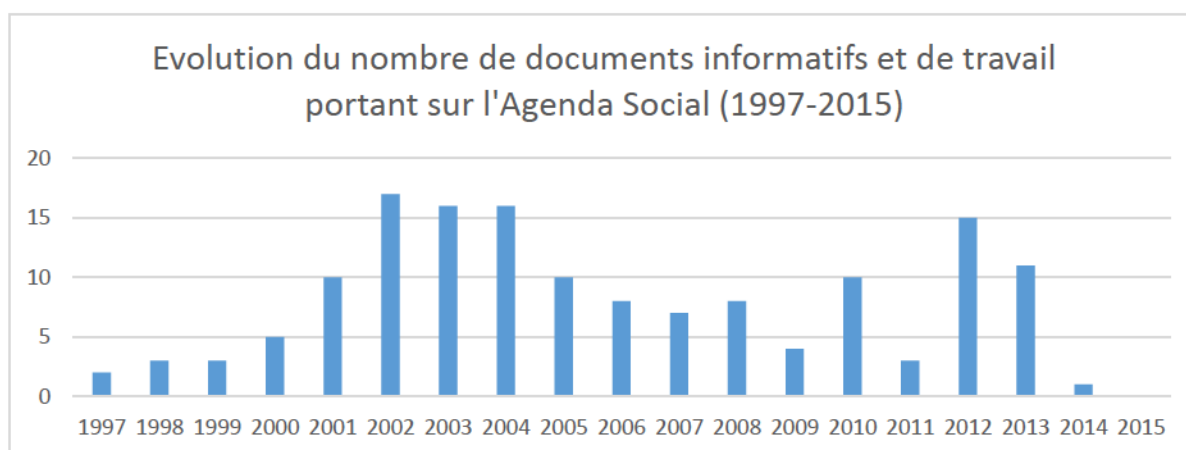


Nous remarquons dans ce nouvel ensemble l'apparition d'un document traitant de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance pour lequel nous avons dessiné une catégorie afin de le faire apparaître puisqu'il relève de notre objet d'étude et

qu'il s'intègre par ailleurs mal dans d'autres catégories. Les documents touchant directement à notre objet d'étude sont donc au nombre de 8 (soit 18% du domaine socio

culturel pour les DI) auxquels il faut ajouter les 5 documents multidimensionnels pour un total de 30 % de documents touchant à notre étude.

En dehors de la ressource que cette étude représente pour l'identification des sources primaires principales pour notre étude, l'étude des documents internes du SGCAN nous apporte des éléments afin de mesurer l'évolution du travail du SGCAN. Nous avons en particulier pu mesurer l'évolution des thématiques de l'agenda social entre 1997 et 2015. Ces données nous permettent d'identifier des périodes particulièrement actives dans ces domaines. Celles-ci correspondent au moment de construction institutionnelle de l'Agenda Social soit dans la première moitié des années 2000 et au début des années 2010.



En outre, cette étude nous permet également de confirmer la multidimensionnalité de l'agenda social andin.

## ANNEXE 7 : Plan de travail de la décision 527

Initiatives faible coût et immédiates (juillet à décembre 2002)	Action 1 : création d'une liste de discussion entre membres du SAI afin de débattre du Plan de travail et commencer l'élaboration de la Stratégie.
	Action 2 : réunions internes du SAI afin de définir pour chaque institution la matrice des « Forces, Opportunités, Faiblesses et Menaces (FODA) »
	Action 3 : Suivi et évaluation des informations sur l'intégration
	Action 4 : Elaboration et traitement d'enquêtes tipe distribuées lors des événements du SAI, sur le web et dans ses listes de diffusion.
Initiatives nécessitant des ressources de coopération avec mise en œuvre à partir de 2003	Action 5 : Elaboration "d'Andinoenquêtes" semestrielles
	Action 6 : Elaboration d'enquêtes trimestrielles sur des aspects ponctuels
	Action 7 : Prix annuel du Meilleur Travail de Recherche sur l'Intégration Andine.
	Action 8 : Décision sur la promotion des œuvres financées par la CAF afin que soit mentionné le soutien de la Communauté Andine
	Action 9 : Renforcement de la diffusion dans les médias
	Action 10 : Plan de Diffusion de la Norme Communautaire en particulier dans les zones frontalières.
	Action 11 : réunion des responsables de diffusion du SAI afin de définir la Stratégie de Diffusion de l'Intégration de la CAN
Initiatives qui requièrent des fonds de coopération externe pour être mis en œuvre sous 20 mois	Action 12 : Présence commune dans les foires et expositions
	Action 13 : Développement de la 2e étape de la Bibliothèque Digitale Andine
	Action 14 : édition de matériels audiovisuels
	Action 15 : Création d'un fonds éditorial et distribution de livres, feuillets et CD-Rom
	Action 16 : Elaboration et mise en place d'un programme de stages intensifs au SGCAN pour des journalistes, universitaires, dirigeants politiques et parlementaires.
	Action 17 : Mise en place de cours virtuels sur l'intégration andine pour les journalistes et les professeurs universitaires.
	Action 18 : Organiser une semaine itinérante sur la Culture et l'Intégration Andine
	Action 19 : Organiser un concours Photographique sur les « Images de l'intégration Andine » et publier un livre avec les meilleures photos.
	Action 20 : Elaborer un livre animé sur l'intégration pour les enfants et un jeu sur l'histoire, la culture, la géographie et les coutumes des pays andins.
	Action 21 : Organiser un Prix du meilleur essai sur l'intégration andine pour les étudiants de second cycle sur l'intégration andine
	Action 22 : Elaboration d'un programme communicationnel pour produire et diffuser des pièces de communication massive promouvant l'intégration

**ANNEXE 8 : Table synthétique de la stratégie de communication 2010 (SGDI945)**

	Objectif et message	Actions
INTER-CAN	<ul style="list-style-type: none"> <li>- construire un état d'esprit favorable à l'intégration</li> <li>- positionner le rôle du SGCAN dans le SAI : métaphore du chef d'orchestre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la Table des « comunicadores » de la CAN</li> <li>- Evènement-concert didactique montrant comment un orchestre fonctionne avec une partition commune dans un processus synergique.</li> </ul>
INTRA-SGCAN	<ul style="list-style-type: none"> <li>- construire un état d'esprit favorable à l'intégration</li> <li>- élévation de la fierté d'appartenir à l'institution</li> <li>- renforcement du flux de communication interne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- campagne CON LA TILDE EN LA CÁN</li> <li>- renforcer le message environnemental du SGCAN avec différents éléments quotidiens produits recyclés et recyclables. "Edificio sin papeles".</li> <li>- Bulletin interne SGCAN</li> <li>- Blog SGCAN</li> <li>- comité de communication de projets</li> </ul>
EXTRA - CAN	<p>Andinité : Nous sommes : andins américains amazoniens pacifiques caribéens méditerranéens</p> <p>Nous sommes tous la communauté andine</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Campagnes de diffusion massives dans les pays membres avec des messages renforçant ce que nous sommes et ce que nous partageons.</li> <li>- promouvoir une nouvelle image institutionnelle de la CAN qui diffuse, promeuve et réfléchisse l'andinité</li> </ul>
	<p>La andino-diversité : L'unité dans la diversité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- production de programmes andin de TV et Radio pour découvrir et montrer la diversité culturelle de la région. :</li> <li>- Por Donde Andes : Programme où des voyageurs de chaque pays, parcourent la région et la découvre pour les téléspectateurs. "Por Donde Andes en los Andes encontrarás algo de qué sorprenderte". "andar en los andes"</li> <li>- Navidad en la Región</li> </ul> <p>Noel comme exemple de célébration mais cela pourrait être autre chose.</p>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cuatro en los Andes</li> </ul> <p>Le chiffre 4 comme élément de la cosmovision des peuples originaires de la région, ce programme cherche à informer le public sur la culture régionale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- programmation permanente pour le programme hebdomadaire de TVCAN et les programmes spéciaux de RadioCAN avec des invités spéciaux et avec une grande participation citoyenne</li> </ul>
	<p>Citoyenneté andine : Nous sommes des citoyens andins</p> <p>Mes droits dans la CAN</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- « clarté de départ » : dossier institutionnel présentant le processus et ses tenants et aboutissants</li> <li>- Publication d'un guide des droits du citoyen andin dans de multiples formats diffusés de façon massive (comment étudier, travailler, exporter, Voyager... dans la région andine)</li> <li>- Diffusion du processus d'intégration andin, générer des débats publics à travers de bulletins de presse des publications ; des feuillets et du matériel audiovisuel</li> <li>- Campagne de diffusion massive sur comment faire l'usage des droits citoyens sur le territoire andin. Cours, ateliers, conférences dans les collèges, universités...</li> <li>- Utilisation intensive de toutes les ressources pour le concept de territoire élargi</li> <li>- Promouvoir la connaissance des symboles de la CAN (drapeau, logo etc...) et des symboles ancestraux faisant parti de notre culture et identité (chacana...). Les situer dans des lieux stratégiques et dans des institutions liées au travail de l'intégration, le drapeau de la CAN (frontières, ministères, collèges...)</li> <li>- Création d'outils et espaces participatifs via Facebook, le RSS ou les SMS, YouTube, Twitter, les chats, les blogs...</li> </ul>
	<p>La Biocapacité comme force régionale : Nous somme une puissance environnementale mondiale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concevoir des outils de communication pour la diffusion de la biocapacité des pays andins à travers de campagnes locales, régionales et face au monde (feuillets à distribuer durant les sommets internationaux). Mettre en avant la</li> </ul>

		<p>condition amazonienne des pays andins étant donné que la région attire l'attention de la communauté internationale. Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Spots audiovisuels de 30 secondes à 1 minute avec des messages clairs du potentiel environnemental de la CAN</li> <li>- Publications avec des études sur la biocapacité régionale</li> <li>- Ajout de messages dans les chaînes de cinéma de la région</li> <li>- Convocation à un concours régional de reportages sur la région et sa biocapacité</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- transparence comme politique-valeur : La transparence est une obligation de la gestion publique et l'accès à l'information est un droit citoyen</li> <li>- Que les citoyens andins participent dans le processus d'intégration à travers des espaces de dialogues spécifiquement créés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- créer et alimenter le portail de transparence du SGCAN ou soit disponible l'information sur l'administration du processus, l'utilisation des ressources, les résultats des projets de coopération et le développement des plans annuels du SGCAN garantissant ainsi l'accès à l'information et la transparence de la gestion institutionnelle</li> <li>- Renforcer les outils de communication du SGCAN (Bulletin quotidien d'informations, les publications et revues, TVCAN et RADIOCAN...)</li> <li>- Concevoir et installer avec les institutions du SAI un système de communication et de participation à travers des nouvelles technologies de communication pour que le citoyen andin s'informe et participe de façon organisée et efficace.</li> </ul>

**ANNEXE 9 : analyse textométrique des documents stratégiques SGpro79 et SGdi945**

	SGpro 79		SGdi 945	
“económico(a-s)” “mercado” “empresa(s)” “empresarial(es)” “Comercio” “comercial(es)”	16	0,321%	11	0,116%
“prensa” “periodista(s)” “periódico(s)”	6	0,120%	2	0,021%
“Pueblo(s)” “Poblacion(es)”	5	0,100%	15	0,158%
“ciudadanía(s)” “Ciudadano (a - s)”	1	0,020%	66	0,697%

**ANNEXE 10 : Activités évènementielles organisées ou co-organisées par la CAN (DI940)**

Activités organisées

2009 - septembre	l'exposition de photos “Andinos: la diversidad” au Parque del Agua de Lima
2009 – aout	conversatorio avec le philosophe français Edgar Morín
2009	concert de la Orquesta Sinfónica Juvenil de Guayaquil à l'occasion du bicentenaire du Grito de la Independencia de l'Equateur
2009 - mai	40 <sup>e</sup> anniversaire de la CAN
2010 - février	la Semaine des Cultures Andines “Espejo 2010” a été réalisé à Lima à l'occasion de la fermeture du programme SOCICAN
2011	Concierto Pasión en los Andes Sinfónico, dans le cadre des Jornadas de Participación Ciudadana (Guayaquil).
2012 - Juillet	Semana cultural andina
	muestra de cine “Butaca Andina”, compuesta por ocho largometrajes, dos por cada país andino, durante la V Feria Internacional del Libro de Quito

2010	“concierto en homenaje a la América Andina diversa”: REFLEJOS à Lima. Organisé par la Présidence de l’Equateur et le SGCAN avec le soutien de la présidence du Pérou et de l’AECID.
2012	Concert Fiesta en los Andes réalisé à Lima pour les 43 ans de l’accord de Carthagène

#### Soutien d’activités

2009	muestra de cine indígena itinerante Kikinyari
2009	Festival Internacional Amo Amazonía
2009	Festival de Cine Inka Fest
2009	VIII Fiesta Internacional de Teatro en las Calles FITECA

**ANNEXE 11 : Tableau comparatif de présence sur les réseaux sociaux CAN, UE, Mercosur**

	<b>Communauté Andine<sup>880</sup></b>	<b>Union Européenne<sup>881</sup></b>	<b>Mercosur<sup>882</sup></b>
Facebook	13 565 likes (février 2010)	578 027 likes (juin 2010)	9204 Likes (2011)
Twitter	7 112 abonnés 8 344 tweets 439 abonnements 213 aimés (octobre 2009)	570 953 abonnés 21 214 tweets 1 077 abonnements 3 968 aimés (juin 2010)	5 200 abonnés 3 558 tweets 184 abonnements 152 aimés (juin 2011)
YouTube	1683 abonnés 1663 vidéos 1 734 566 vues (27 juillet 2007)	35 319 abonnés 927 vidéos 25 329 327 vues (3 mars 2006)	229 abonnés 264 vidéos 17 191 vues (1 <sup>er</sup> novembre 2007)
Flickr	42 abonnés 9 abonnements Env 2 800 Photos (décembre 2009)	466 abonnés 103 abonnements Env 13 400 photos (novembre 2011)	3 abonnés 0 abonnements 39 photos (juillet 2011)
Google+	40 abonnés 36 570 consultations	1 655 333 abonnés 74 416 784 consultations	3 abonnés 2 844 consultations
LinkedIn	1 120 abonnés	271 193 abonnés	502 abonnés

<sup>880</sup> Comptes de la CAN hormis pour LinkedIn où il s'agit du SGCAN (Facebook : [facebook.com/pages/Comunidad-Andina-CAN](https://facebook.com/pages/Comunidad-Andina-CAN). Twitter : [twitter.com/comunidadandina](https://twitter.com/comunidadandina). YouTube : [youtube.com/user/comunidadandina](https://youtube.com/user/comunidadandina). Flickr : [flickr.com/photos/comunidadandina](https://flickr.com/photos/comunidadandina). Google+ : [plus.google.com/100368251303546712707](https://plus.google.com/100368251303546712707) et LinkedIn : [linkedin.com/company/andean-community-general-secretariat](https://linkedin.com/company/andean-community-general-secretariat))

<sup>881</sup> Comptes de la Commission Européenne (Facebook : [facebook.com/EuropeanCommission](https://facebook.com/EuropeanCommission). Twitter : [twitter.com/EU\\_Commission](https://twitter.com/EU_Commission). YouTube : [youtube.com/user/eutube](https://youtube.com/user/eutube). Flickr : [flickr.com/photos/69583224@N05](https://flickr.com/photos/69583224@N05). Google+ : [plus.google.com/+EuropeanCommission](https://plus.google.com/+EuropeanCommission) et LinkedIn : [linkedin.com/company/european-commission](https://linkedin.com/company/european-commission))

<sup>882</sup> Comptes du Secrétariat du MERCOSUR hormis pour YouTube où il s'agit du Parlement du MERCOSUR (Facebook : [facebook.com/secmercosur](https://facebook.com/secmercosur). Twitter : [twitter.com/secmercosur](https://twitter.com/secmercosur). YouTube : [youtube.com/user/parlatube](https://youtube.com/user/parlatube). Flickr : [flickr.com/photos/65242970@N08](https://flickr.com/photos/65242970@N08). Google+ : [plus.google.com/107560552738576702183](https://plus.google.com/107560552738576702183) et LinkedIn : [linkedin.com/company/secretaria-del-mercosur](https://linkedin.com/company/secretaria-del-mercosur))

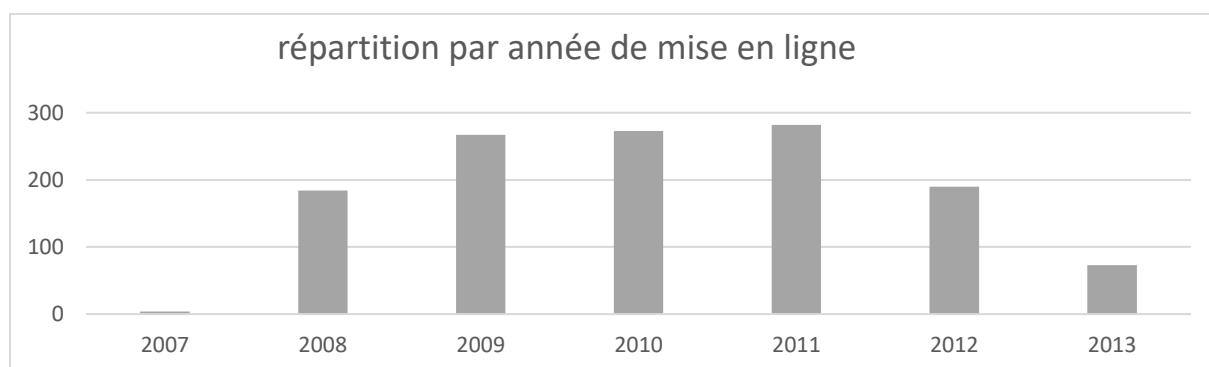
## ***ANNEXE 12 : méthode de l' étude de Google News***

Dans le moteur de recherche Google news Pérou nous avons recherché strictement les termes "Comunidad Andina" tout en ayant conscience que cette recherche inclurait les usages des termes Comunidad Andina de Naciones. Nous avons effectué cette recherche sur toute l'année 2004, première année où Google trends nous offre des données et avec l'idée donc que nous pourrions comparer les résultats par la suite. Nous avons donc compté le nombre d'articles que faisait apparaître la recherche. Tous les liens présentés par Google news ne mènent pas nécessairement aux articles en question puisque beaucoup de sites n'ont pas conservé leurs archives sur une si longue période. Nous devons donc faire confiance à l'indexation réalisée par Google News lorsque ces pages étaient disponibles. Notons que nous avons vérifié de façon aléatoire pendant notre étude plusieurs pages et que celles affichant l'article contenaient effectivement nos mots clés. Ce problème émis nous permet par ailleurs d'identifier l'avantage d'utiliser Google news : la possibilité d'avoir accès à une indexation à grande échelle et sur une période relativement ancienne. Ainsi nous avons recensé 646 articles en ligne contenant ces mots clés sur la période. Nous avons recensé 68 sources différentes pour ces articles. Afin de pouvoir réellement mesurer l'impact de ces sources sur les internautes de la région il nous fallait trouver un moyen d'évaluer ces sources. Nous avons donc eu recours au site web ALEXA qui propose un outil reconnu d'information et d'évaluation de sites internet. Cet outil nous a fourni pour chaque site une position dans le classement Alexa des sites internet le Alexa Traffic Rank

Nous avons donc décidé de resserrer notre étude autour des sources susceptibles d'avoir le plus d'impact dans la région andine (y compris Venezuela toujours membre de la CAN à cette date) Pour cela nous nous sommes basés sur les données Alexa et lorsque les sites ne faisaient pas partie d'un top 100 mondial nous avons écarté ceux n'apparaissant pas dans les classements d'aucun des 5 pays andins. Selon ce classement nous retenons donc 69 sources représentant 1157 articles sur 2004-2005 que nous avons par la suite pu comparer au volume de recherche Google trends comme présentés dans la partie 3 au Les médias et l'intégration andine

## **ANNEXE 13 : Etude des Vidéos publiées par le SGCAN**

A partir d'un relevé manuel des vidéos publiées sur TVCAN, nous avons au 20 juin 2015, recensé 1269 vidéos publiées entre le 30 juillet 2007 et le 19 septembre 2013. Mises en ligne sur YouTube, nous avons également pu relever les nombres de « likes », « dislikes » et commentaires associés. Nous présentons ici un certain nombre de données issues de cette étude.



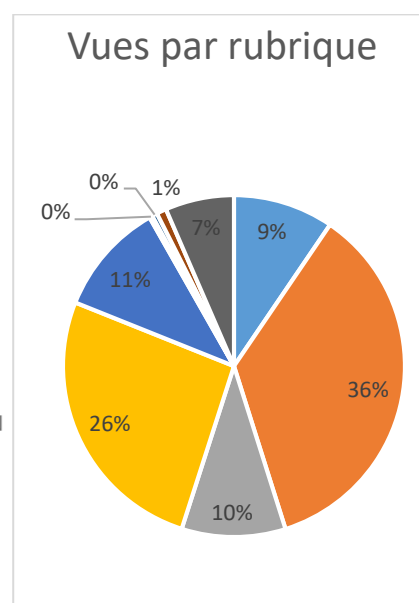
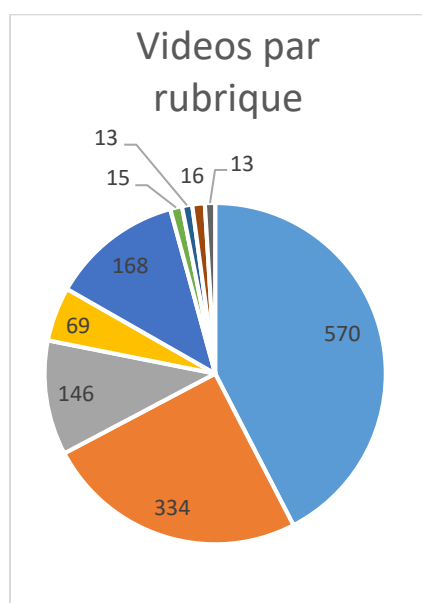
### **Vidéos au-dessus de 10 000 vues:**

<b>Titre vidéo Site CAN</b>	<b>Date mise en ligne YT</b>	<b>Durée</b>	<b>Vues YouTube</b>
Muestras de Música: Charango - Bolivia	31/01/2008	4,35	74070
Muestras de Música: Freddy Reina, el cuatro - Venezuela	31/01/2008	4,3	34455
Amazonia Viva - Documental sobre la Biodiversidad en la CAN	27/05/2008	4,49	29152
Tejo - Colombia	13/02/2008	4,28	28613
Fiestas Populares: Caballos de Paso - Perú	31/01/2008	3,57	27883
Batalla de Ayacucho - Perú	26/02/2008	4,13	26998
La importancia de la Información Estadística	16/06/2008	5,44	25823
Museo 20 de Julio - Colombia	27/02/2008	4,05	24566
Entrevista a Camilo Echeverry	28/04/2011	4,32	20198
EL QUIPU - parte 01	14/04/2008	9,37	20088
Documental Cordillera Blanca: Los ríos de hielo (I Parte)	25/01/2008	7,59	19179
Oswaldo Guayasamin - Ecuador	25/02/2008	5,19	18263
La Contradanza	11/05/2009	1,47	16323
Campeones Andinos del Mundo	15/12/2009	1,24	16078
La Huella Ecológica	27/05/2009	1,09	15701
Muestras de Música: Instrumentos de Percusión - Perú	31/01/2008	3,26	14858
LA PAPA - Documental de la BBC - ESP. Parte 01	09/04/2008	5,53	14607
Sabía usted... Inca Huayna Capac - Comunidad Andina	10/11/2008	1,18	14033
Iniciativa biblioburro en Colombia	15/10/2010	5,22	13516
Conociendo la CAN: Bolivia, Colombia, Ecuador y Perú	26/08/2008	3,02	12925
Manuelita Sáenz - Ecuador	27/02/2008	3,53	11319

Los Nin de Ecuador en Perú	02/09/2010	4,27	11258
LA MACA 01	18/08/2008	10,06	11206
Encuentro del Águila y el Cóndor	03/03/2009	0,39	10927
San Agustín - Colombia	27/02/2008	4,18	10892
EL QUIPU - Parte 02	14/04/2008	9,04	10578
Nuestras comidas: Picante Surtido - Bolivia	31/01/2008	4,04	10512

### **Vidéos les plus commentées :**

TITRE	Mise en ligne	Durée	Vues	Com.
Batalla de Ayacucho - Perú	26/02/2008	4,13	26998	100
Muestras de Música: Charango - Bolivia	31/01/2008	4,35	74070	95
LA PAPA - Documental de la BBC - ESP. Parte 01	09/04/2008	5,53	14607	80
Sabía usted... Inca Huayna Capac - Comunidad Andina	10/11/2008	1,18	14033	41
Muestras de Música: Freddy Reina, el cuatro - Venezuela	31/01/2008	4,3	34455	18





**ANNEXE 14 : Document interne de présentation des résultats de la campagne de promotion des droits des citoyens andins**



# CAMPAÑA

## DERECHOS DE LOS CIUDADANOS ANDINOS

COMUNIDAD  
ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## 2011

### AÑO ANDINO DE INTEGRACIÓN SOCIAL

El Consejo de Ministros de Relaciones Exteriores de la CAN, a través de la **decisión 745**, declaró al **2011** como el **Año Andino de la Integración Social** con el objetivo de construir juntos una agenda para el desarrollo de nuestros Pueblos, con igualdad e inclusión.

En este año se construirá una **Estrategia Andina de Cohesión Económica y Social** donde se identifiquen los **Objetivos Andinos de Desarrollo Social**, con metas que los países andinos se comprometerán cumplir para reducir la pobreza y a superar las desigualdades **hasta el 2019**, cuando la CAN cumpla sus 50 años.

COMUNIDAD  
ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Objetivo específico:

Promover el reconocimiento de los derechos del ciudadano andino e incentivar a la población a hacer uso de las oportunidades que brinda la región andina.



## Derechos del Ciudadano Andino

COMUNIDAD ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Derechos difundidos:

1. Los ciudadanos andinos tenemos derecho a **viajar sin visa ni pasaporte** por los Comunidad Andina de la Comunidad Andina. Lo podemos hacer sólo con nuestro documento de identidad.

1. Como ciudadanos de la CAN podemos **comercializar nuestros productos** de origen andino, **sin pagar aranceles a la importación**.

1. Los ciudadanos andinos tenemos derecho a **trabajar en cualquier País Miembro** de la Comunidad Andina, con los **mismos derechos que los ciudadanos nacionales**.

COMUNIDAD ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

Slogan de la Campaña:

COMUNIDAD andINA  
ESTA ES MI TIERRA, ESTA ES MI CASA

COMUNIDAD ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

Afiche de la Campaña:



Los Ciudadanos Andinos  
TENEMOS DERECHO A  
**VIAJAR  
SIN  
VISA**  
NI PASAPORTE  
por los Países Miembros de la CAN

ECUADOR  
PERÚ  
COLOMBIA  
BOLIVIA

COMUNIDAD andINA  
ESTA ES MI TIERRA, ESTA ES MI CASA

Conoce sobre tus derechos en:  
f YouTube

Ciudadanos CAN

Con el apoyo de:  
COMUNIDAD ANDINA 

COMUNIDAD ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

# Productos de la Campaña:

Sitio WEB:



[CLICK AQUÍ](#)



**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

# Presencia en Aeropuertos:

Lima:



Quito:



La Paz:



Bogotá:

A partir el 22 de Diciembre

**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## CUÑAS RADIALES:



Viajar sin visa  
ni pasaporte

Comercializar  
nuestros  
productos

Conoce sobre  
tus derechos



### Radios:

Bolivia: Melodía, Stereo 97, Nirvana (5 radios)

Ecuador: Democracia, Centro, Planitum, Aler

Perú: RPP

COMUNIDAD  
ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Spot de TV:



COMUNIDAD  
ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Afiches y cartillas informativas:



COMUNIDAD  
ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Instituciones que se han sumado a la campaña:

95 empresas  
945 puntos de difusión

Canales de TV Nacionales, de cable: 23; Canales de TV regionales y universitarios: 19 (+ RED TV 25canales); Radios: 3; Empresas e instituciones: 25; Universidades: 5; Centros culturales: 6; Locales Comerciales: 14

### Agradecimiento a Promotores

Empresas y entidades que difunden la Ciudadanía Andina



[CLICK AQUÍ](#)

COMUNIDAD  
ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

# CAMPAÑA EN REDES SOCIALES:



Línea del Tiempo de Campaña:

	1	2	3	4	5
1. Lanzamiento de intriga en Facebook y Twitter					26 Set
2. Inicio de Primer Concurso (Ipod Touch)					3 Oct
3. Develamiento de campaña -SPOT					27 Oct
4. Inicio de Segundo Concurso (Notebook)					31 Oct
5. Inicio del Tercer Concurso (Ipad)					25Nov



**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Facebook:



# 13,153 fans



Al 09/12

### Países<sup>2</sup>

- 4.212 Perú
- 2.710 Colombia
- 2.354 Bolivia
- 1.698 Venezuela
- 701 Ecuador
- 294 México
- 178 Estados Unidos
- Más

**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## FB: 1er Concurso

Objetivo: Ganar Fans



**180**  
fotos enviadas

**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## FB: 1er Concurso: Crecimiento de fans



Fans antes del primer concurso: **230 fans**

Semana	Mes	26/09/2011 - 02/10/2011
Total de "Me gusta"?	Usuarios activos por semana?	
<b>230</b>	<b>424</b>	

Fans al final del primer concurso: **6.421 fans**

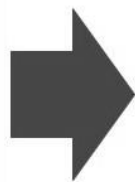
Semana	Mes	26/09/2011 - 13/10/2011
Total de "Me gusta"?		
<b>6.421</b>		

**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ



## FB: 2do Concurso

Objetivo: Difundir Spot Campaña



789  
concurantes

COMUNIDAD ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## FB: 3er Concurso

Objetivo: Difundir la Campaña de Derechos



216  
concurantes

COMUNIDAD ANDINA   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## FB: Crecimiento de fans



Fans antes del tercer concurso: **9,855 fans**

Semana Mes 26/09/2011 - 25/11/2011	
Nuevos 'Me gusta' <sup>7</sup>	Total de 'Me gusta' <sup>7</sup>
<b>9.855</b>	<b>9.190</b>

Fans al finalizar el tercer concurso: **13,153 fans**

A **13.153** dics en "Me gusta"  
2.839 personas están hablando de esto

**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## TW: Perfil Actual en twitter



**1,855**  
Número de tweets  
(al 09/12)

Número de Seguidores: **343**  
Seguimos a **719** twiteros

**COMUNIDAD ANDINA**  
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## Youtube: Canal Oficial



# 14,278 vistas

(al 09/12)

El Video de la Campaña se lanzó el 27 de Octubre

**COMUNIDAD  
ANDINA**   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

Resultados:



13.157 seguidores

678.503 vistas al mes

48,418 comentarios

16,632 Usuarios activos x mes (Aprox.)

2,451 Personas hablan de nuestro fb ahora

[CLICK AQUÍ](#)

**COMUNIDAD  
ANDINA**   
BOLIVIA • COLOMBIA • ECUADOR • PERÚ

## **L'intégration régionale en quête de sens : impliquer les populations dans la Communauté Andine. Réflexion à partir du cas de la communication institutionnelle du SGCAN**

### *Résumé :*

Construite, dans un premier temps, de façon économique et commerciale, l'intégration régionale, en tant qu'avatar politique ne saurait se passer du soutien des populations. La Communauté Andine, regroupant la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, a déclaré 2011 année andine de l'intégration sociale, et a mis au centre de son agenda les défis de la politique, de l'égalité, de la participation et de l'identité. Ce parti pris est révélateur d'une prise de conscience des enjeux de l'implication des populations dans les processus régionaux et s'inscrit dans une tendance plus générale à l'ouverture du dialogue avec les citoyens andins depuis le milieu des années 2000. Le Secrétariat Général de la CAN a en particulier développé une communication institutionnelle valorisant le sens d'une identité et d'une citoyenneté andine comme vecteurs d'implication et de participation des populations dans le jeu régional. A partir de cette expérience, la présente thèse entend interroger les modalités de mobilisation d'un sentiment d'appartenance des populations dans l'intégration régionale.

### *Mots Clés :*

Intégration régionale ; Communauté Andine ; Communication ; Populations ; Identité ; Citoyenneté ; Nationalisme ; Identité ; Amérique latine

## **Regional integration in a quest for meaning: involving populations in the Andean Community. Thoughts from the study case of the SGCAN institutional communication.**

### *Abstract:*

Formerly constructed on economic and commercial ambitions, regional integration, as a political level, should rely on popular support. The Andean Community that involves Bolivia, Colombia, Ecuador and Peru, declared 2011 as the Andean year of social integration, and put a major focus on the politic, equality, participation and identity challenges. Such a commitment reveals a growing awareness of the popular involvement issues, and is part of a global trend toward a broader dialogue with the populations since the mid-2000s. The CAN General Secretariat developed in particular an institutional communication enhancing the sense of an Andean identity and citizenship as vectors for the involvement and participation of the populations in the regional game. From this particular case study, this thesis intends to question the modalities of the mobilization of a sense of belonging in regional integration.

### *Key Words:*

Regional integration; Andean Community; Communication; Populations; Citizenship; Nationalism; Identity; Latin America